

Yvan CRAIPEAU

**Mémoires
d'un dinosaure trotskyste**

Secrétaire de Trotsky en 1933

TABLE DES MATIÈRES

AU PAYS DES CHOUANS.....	4
La Roche-sur-Yon.....	6
La rue Magenta.....	7
Mes parents.....	9
Les deux frères.....	12
Chantonnay : la famille.....	16
Chantonnay : le domaine.....	20
Les grands-parents Craipeau.....	24
Les Moulières.....	27
Les métayers et la Borderie.....	31
La guerre de 14.....	35
L'après-guerre : mes premières déceptions.....	38
Vacances au bord de la mer.....	41
Au lycée.....	43
Le violon.....	46
Poète.....	47
L'éveil de la sexualité.....	49
Mado.....	51
Bon élève.....	53
Poitiers.....	58
L'Angleterre.....	62
PARIS 1929.....	65
Le lycée Henri-IV.....	66
Mes condisciples.....	68
Mes études.....	70
La Vérité.....	71
Les jeunesses communistes.....	74
Le groupe des jeunes.....	79
A Chaptal.....	82
Le Boxing Hall.....	83
Maria.....	86
Trotsky au Danemark.....	87
Trotsky à Saint-Palais.....	89
L'offensive réactionnaire et fasciste.....	92
La Conférence internationale des jeunes.....	94
Les béhels chez les socialos.....	95
Les Jeunesses socialistes.....	97
Conflans-Sainte-Honorine.....	101
L'exclusion de la SFIO.....	104
Le parti révolutionnaire.....	107
1936.....	108
Mantes-la-Jolie.....	111
Les Auberges de jeunesse.....	113
LA GUERRE.....	117
L'approche de la guerre.....	117
Le Parti socialiste ouvrier et paysan.....	119
La guerre.....	122
La « Drôle de guerre ».....	122
L'invasion.....	125
Le temps de la confusion.....	127
Taverny.....	130
J'abandonne ma couverture légale.....	134
La Conférence européenne.....	139
Suspendu.....	140
La Libération.....	142
La fin de la guerre.....	146
Méla.....	149
Une campagne électorale.....	151
Secrétaire du P.C.I.....	152
La débâcle des espoirs.....	160

INTERLUDE GUADELOUPÉEN.....	162
L'entracte.....	162
Les caravanes.....	162
Jean-Loup.....	165
Méla en Suisse.....	169
Rue Marbeuf.....	170
Sylvie.....	172
La traversée.....	172
Arrivée en Guadeloupe.....	175
La cité Caraïbe.....	177
La réalité coloniale.....	182
Chassés de la cité Caraïbe.....	187
Le voyage en France.....	191
A nouveau cité Caraïbe.....	193
Prof de philo.....	194
Les parents et Philippe en Guadeloupe.....	196
Congé ou départ.....	198
Installation.....	202
La Nouvelle Gauche.....	204
La mort de mon père.....	210
L'Union de la gauche socialiste.....	216
Le PSU.....	224
Crise d'identité.....	235
Prof à Paul-Valéry.....	236
Voyages.....	239
Israël.....	241
Rupture avec Philippe Simon.....	243
La vie au présent.....	245
La mort de Méla.....	246
La mort de mamie.....	249
Le congrès du PSU en 1968.....	250
La révolte étudiante.....	251
L'insurrection.....	254
Paris dans la grève générale.....	256
Les comités d'action et le bd de Reuilly.....	259
Quelles perspectives de pouvoir ?.....	262
Le reflux.....	264
LA CÔTE D'AZUR.....	268
Du congrès de Dijon au congrès de Lille.....	269
Le congrès de Toulouse et Lip.....	273
Rocard rallie le Parti socialiste.....	275
Westerns niçois.....	278
Sous les pavés, la plage.....	279
La manif armée.....	280
La grève des travailleurs immigrés.....	283
Lycéens en colère.....	285
Histoire d'A.....	287
La dernière manif.....	288
Le préfet.....	290
Ces pays que l'on dit socialistes.....	290
Carrefour du loup pendu.....	292
La révolution informatique.....	294
Mon fils adoptif.....	297
Quelques ouvrages de référence.....	299
Noms cités.....	300

AU PAYS DES CHOUANS

La Vendée où je suis né, trois ans avant la Première Guerre mondiale, n'était pas foncièrement différente de ce qu'elle était au temps des chouans. Je ne parle pas de la plaine du sud, autour de Luçon, plus riche et plus républicaine : la patrie de Clemenceau où la population poussait parfois l'audace jusqu'à élire des radicaux. Je n'avais jamais l'occasion de descendre si loin dans le sud. Ma patrie, à moi, c'était la Vendée du bocage avec ses chemins creux et ses halliers, avec ses petits champs entourés de buissons épais de ronciers et d'acacias où fleurissaient l'églantier, le chèvrefeuille et l'aubépine.

Seules les routes nationales modifiaient le paysage du XVIII^e siècle. Elles avaient éventré le pays des chemins creux propices aux révoltes paysannes. Elles fonçaient, rectilignes, escaladant les collines et, dans les descentes rapides, il fallait serrer les freins des chars à bancs.

La Vendée du bocage, c'était un pays pauvre de médiocres exploitations, cultivées le plus souvent par des métayers qui saluaient respectueusement « not'maître » dont les terres leur permettaient de survivre, moyennant la moitié des récoltes. Un pays dominé par un clergé royaliste qui empêchait, dans les villages, l'implantation de l'école sans Dieu et contraignait au départ l'institutrice ou l'instituteur laïque.

La lutte politique y opposait les bleus et les blancs, les laïcs et les dévots. Les députés portaient tous la particule et se proclamaient royalistes. Dans les campagnes, on lisait *Le Pèlerin* et *La Vendée*. *La Vendée* arborait le double cœur vendéen, avec la couronne surmontée d'une croix et la fière devise : « Pour Dieu, pour le roi bat le cœur de Vendée. » La feuille coûtait 10 centimes mais on la distribuait gratuitement. Les paysans y enveloppaient les choux et les navets qu'ils vendaient au marché.

Dans ce pays chouan, curieusement, résistait un îlot protestant autour de Mouchamps — protestant, donc républicain. La famille de mes grands- parents maternels en était issue. Un pasteur en a établi la généalogie et l'histoire, étroitement liée à celle de la religion réformée, depuis 1664. En 1884, Auguste Benjamin Paquier avait épousé au temple Louise Soulard, elle aussi d'une vieille famille calviniste. Ils s'étaient installés à Chantonay, un petit bourg de quatre mille habitants aux confins du bocage. Le grand- père cultivait ses vignes, vendait son vin, de la limonade et votait républicain selon la tradition huguenote. Pour les enfants protestants, la vie n'était pas toujours facile : ma mère nous racontait comment ils étaient poursuivis à la sortie de l'école — l'école publique, pourtant — aux cris de « parpaillots ! parpaillots ! ».

Du côté paternel, on vivait au cœur du pays catholique et royaliste. Le petit village des Moulières, près de Saint-Georges-de-Pointindoux,

s'étirait sur la route d'Aizenay à La Mothe-Achard — à six lieues des Sables- d'Olonne, comme on disait encore. J'ai toujours pensé que la famille Craipeau descendait de la colonie espagnole qui avait occupé le port des Sables au XVI^e siècle. Espagnol ou portugais, ce patronyme de Crespo prend la désinence en « eau » comme tous ceux de la région et devient Craipeau ou Crépeau selon les hasards de la transcription. En patois, on prononçait « Crépia ». Le grand-père avait épousé, en 1880, Élise Poiroux qui possédait la métairie des Moulières. Dans le ménage, c'est elle qui portait la culotte. Je croyais qu'elle tirait son autorité de la différence de condition. Descendant d'émigrés, le grand-père Adrien ne pouvait qu'être pauvre. J'imaginai la rencontre : la grand-mère — elle devait être plutôt jolie avec ses yeux bleus et ses cheveux noirs rehaussés par la coiffe blanche — tombant amoureuse d'un beau « journalier ». Les archives démentent ce roman. Au moment de son mariage, Adrien habitait chez son père Jean Craipeau, cultivateur propriétaire à La Chapelle-Hermier à trois quarts de lieue de Martinet. Émancipé à vingt ans, il possède en héritage 11 hectares de la métairie du Guillet et il en héritera 13 autres en 1886, sans compter les bâtiments. Aux Moulières, les époux Craipeau agrandirent la métairie de 5 hectares et du moulin.

Si le grand-père Adrien laisse à sa femme la gestion des affaires, c'est qu'il le veut bien. C'est lui sans doute qui a pris l'initiative d'envoyer leur fils unique, Élie, faire des études à l'école primaire supérieure à Chantonay. Le rêve de toute famille paysanne était de faire de son fils un monsieur de la ville. Mais le grand-père Adrien aimait l'instruction pour elle-même et achetait aux colporteurs des fascicules populaires, notamment de Victor Hugo.

Mon père était devenu commis des postes. Il avait connu Léa Paquier, dame employée des postes à Fontenay-le-Comte. Mais l'instruction ne va pas sans danger pour la foi traditionnelle. Mon père avait rompu avec le catholicisme comme ma mère avec le protestantisme. Leur mariage civil fit scandale, aux Moulières plus encore qu'à Chantonay.

Ils vinrent s'établir au chef-lieu, à La Roche-sur-Yon, où je suis né en septembre 1911 ; mon père avait alors trente ans et ma mère vingt-cinq. Ma naissance fit rebondir le conflit. Le nouveau-né allait-il être promis aux flammes de l'enfer par la faute de parents athées ? La grand-mère Craipeau menaça de rupture. Ma mère eût refusé le chantage. Mon père avait hérité du sien l'esprit de conciliation. Il céda. Je fus donc baptisé catholique mais en catimini, à l'insu de la famille de Chantonay. Si bien que je n'ai pas perdu toutes mes chances d'accéder au paradis. Il est vrai que je les ai gâchées par la suite. Mon jeune frère n'a pas eu cet atout : cette fois, les parents tinrent bon ; il n'a pas reçu le baptême.

Selon la tradition, je portais les prénoms de mes grands-pères : le premier prénom marquait l'indépendance. Yvan est un prénom breton,

mais mes parents l'orthographiaient à la russe. Il fut un temps où je tenais à cette orthographe. Quand j'ai perdu mes illusions sur le régime soviétique, j'ai repris sagement le prénom breton.

La Roche-sur-Yon

Au temps de mon enfance, La Roche-sur-Yon somnole doucement, petite ville stagnante de moins de 14 000 habitants. Place forte créée par Napoléon au cœur de la Vendée, toutes ses structures disent encore son caractère artificiel et les considérations militaires qui ont présidé à sa fondation. Au centre, une vaste place d'armes, fermée de barres en bronze et dominée par une statue équestre de Napoléon qu'on peut voir des quatre points de l'horizon, en entrant en ville. Un kiosque à musique accueille les fanfares des régiments ou la fanfare municipale — principale distraction dominicale pour les Yonnais endimanchés. Partant de la place, en équerres, des rues larges permettaient aux troupes de dévaler vers Nantes, Fontenay, Luçon ou les Sables. Des rues en damier, toutes tracées à angle droit, où circulent des carrioles et parfois une automobile. Quelques fiacres s'endorment près de la place d'Armes ou dans la cour de la gare. Presque tous les monuments s'alignent autour de la place d'Armes, en faux style gréco-romain avec leurs colonnes et leurs frontons : le palais de justice, l'hôtel de ville, l'église qui évoque plutôt une forteresse, sans compter le lycée de garçons et le collège de jeunes filles à la facture de casernes. Un peu à l'écart, l'imposante préfecture, protégée par de hautes grilles, entourée par deux cours où l'armée peut manœuvrer. La ville est ceinturée par un boulevard pentagonal, lieu des promenades traditionnelles des familles. Un immense para assurait la remonte des cavaliers. Deux casernes dominent l'agglomération : l'une fortifiée sur les escarpements de la rivière Yon, l'autre, à Melville, tout près de notre maison. La Roche-sur-Yon est une ville de garnison et un centre administratif. Son fondateur avait installé, à Napoléon-Vendée, des colons sur lesquels il pouvait compter dans *ce* pays royaliste quasi occupé. Napoléon-Vendée était devenue Bourbon-Vendée pour redevenir Napoléon-Vendée avant de reprendre le nom de la bourgade primitive: La Roche-sur-Yon.

La population y demeurait étrangère aux campagnes dont elle était issue, consciente de la promotion sociale qui l'en séparait, attachée au

mode de vie citadine qui en était la marque et la condition. Une ville de fonctionnaires et de bourgeoisie commerçante, ennuyeuse à mourir. Les conflits politiques — ouatés — opposaient les factions conservatrice et radicale de la bourgeoisie républicaine. Le Parti socialiste se considérait plutôt comme l'aile avancée du Parti radical. Il avait tenu son premier congrès l'année même de ma naissance et à l'instigation de mon père, il s'était constitué en fédération départementale avec une centaine d'adhérents dont mon père et ma mère.

La rue Magenta

Mes parents n'en tenaient pas moins aux signes distinctifs de la petite-bourgeoisie. On ne nous aurait jamais sortis dans la rue, mon petit frère et moi, sans la bonne en grande tenue, avec un tablier blanc. Marie était sablaise, orgueilleuse de sa haute coiffe aux dentelles amidonnées, de sa courte jupe plissée et de ses sabots vernis à hauts talons. Dans cette tenue, elle était jugée digne de pousser le landau.

Presque sur les boulevards, dans une rue généralement déserte, nous habitions une maison bourgeoise d'assez belle allure, avec un perron, mais coupée en deux dans le sens de la hauteur pour devenir accessible aux bourses des petits-bourgeois. La façade ne manquait pas d'une certaine majesté, mais l'habitation était peu pratique : il fallait sans cesse monter ou descendre les escaliers. Il est vrai que c'était surtout l'affaire de la bonne.

Chacune des deux portes d'entrée ouvrait sur un couloir. Deux pièces seulement au rez-de-chaussée. On n'utilisait qu'aux grandes occasions le salon avec sa porte à deux battants. On vivait dans la salle à manger, côté cour. Au fond du couloir, une porte donnait sur l'escalier de la cuisine : c'était le domaine de la domesticité, c'est-à-dire de Marie, à côté de la cave au charbon ; nous n'y descendions guère que pour aller aux cabinets, près de la cave, au bout d'un long couloir.

De la cuisine, on passait dans la cour, étriquée, elle aussi, et entourée de murs élevés qui la défendaient des autres propriétés privées. Sans doute mes parents n'avaient-ils pas le génie du jardinage, malgré leur ascendance paysanne ; à moins que le soleil n'ait jamais pu se faire au partage des propriétés par les murs mitoyens ; toujours est-il que, dans cette cour, rien ne poussait, sinon deux lauriers dans un coin et un « arbre du Japon » qu'il fallait ébrancher pour l'empêcher d'aller chez le voisin. Je n'en connais toujours pas le nom scientifique, mais c'est une espèce étrangement vivace qui se développe presque à vue d'oeil et résiste à tous les mauvais traitements. Contraint de s'étendre au-dessus de l'étroite cour, notre arbre repoussait vaillamment les rayons de soleil qui avaient réussi à faire le mur. Il fut cause de ma première désillusion dans le domaine de l'art. J'étais alors en septième, le plus jeune et le plus petit de la classe. Le maître nous avait demandé de dessiner un arbre. À huit ans, j'avais de l'art une conception

réaliste. Je n'imaginai pas de dessiner sans modèle. Cela tombait bien : j'avais un arbre dans ma cour ; je pouvais travailler dans la salle à manger. Cet arbre venait d'être ébranché. Sévèrement. On avait gardé le tronc et une branche maîtresse qui lui était perpendiculaire et qu'on avait coupée peu après un coude qu'elle faisait vers le haut ; sur la branche fraîchement sciée, un feuillage dru s'était empressé de pousser en forme de champignon. L'arbre était réduit à l'essentiel. Mon travail, en un sens, s'en trouvait facilité. J'étais consciencieux. Je reproduisis scrupuleusement la réalité. J'en fus mal récompensé. Mon dessin souleva l'hilarité. Le maître prétendit n'y voir qu'une pipe avec sa fumée. Toute la classe s'esclaffa. Mes petits camarades, eux, avaient dessiné des arbres tels qu'ils doivent être avec des branches et des feuilles. Le mien n'était pas un arbre. Et pourtant c'était mon arbre. Je fus mortifié d'être leur risée. Cela me guérit du réalisme en peinture.

De toute façon, nous n'allions guère dans la cour. Qu'aurions-nous pu y faire ? Seule Marie utilisait la pompe pour sa cuisine. Un peu plus grands seulement, nous irons y nourrir nos cobayes dans la cage reléguée aussi loin que possible de l'habitation, à cause de l'odeur. Non, il ne nous venait pas à l'idée que la cour puisse servir de terrain de jeu. La rue était plus accueillante. Mais le plus souvent, nous jouions à la maison — par exemple, dans les escaliers cirés qui montaient aux chambres. Nous pénétrions rarement dans la chambre des parents : avec son armoire à double glace, surmontée d'un fronton sculpté, elle m'apparaissait comme un sommet de luxe. La nôtre ne possédait qu'une armoire à un seul battant et un grand lit. Quand nous avons vendu les meubles, on y lisait encore mon enthousiasme pour les travaux scolaires. Retenu à la chambre, je n'avais pas eu la patience d'attendre. J'avais utilisé comme tableau noir le panneau en bois ciré ; j'y avais gravé : « À l'école » et un début d'opération arithmétique. J'ai l'impression d'avoir été interrompu en plein travail par des parents peu compréhensifs.

Sur le palier s'ouvrait aussi ce qu'on appelait le cabinet de toilette, quiservait aussi de bureau à mon père. Outre le secrétaire de bois massif qu'il avait acheté d'occasion, le mobilier était rudimentaire : une table de bois blanc avec un broc de faïence dans une cuvette et un seau hygiénique pour les eaux usées. Il fallait monter l'eau chaude, il fallait la chauffer sur le fourneau de la cuisine. Autant dire que ce n'était pas le comble du confort tel que nous le comprenons aujourd'hui. Mais je n'en souffrais pas trop. Je n'étais pas exigeant en ce domaine et je n'aspirais pas aux grandes eaux. Un peu d'eau sur le nez me paraissait amplement satisfaire aux besoins de l'hygiène. Si l'on voulait m'imposer davantage, je subissais sans plaisir cet excès de soin, surtout l'abominable nettoyage des oreilles avec du savon. Du palier, l'escalier montait au second étage — un escalier ciré, bien sûr, puisqu'il donnait sur les chambres des maîtres. Le second palier n'était pas plus ciré que l'escalier de la cuisine. Trois étages au-dessus de

la cuisine, Marie y avait sa chambre — une petite chambre mansardée, dont la fenêtre jouxtait la chambre de la bonne des voisins, les Bonnaud. Les deux bonnes se prénommaient Marie. On ne les appelait que Marie Craipeau et Marie Bonnaud et chacune d'entre elles désignait ainsi sa collègue. Marie Bonnaud n'avait pas la distinction de notre Marie : elle était rougeaude et vulgaire. Une fois montées dans leur chambre — après le dîner, la vaisselle et le « rinçage » de la cuisine —, les deux Marie conversaient longuement à leur fenêtre : c'était leur principale distraction. Quand Marie nous eut quittés pour se marier (pourquoi nous eût-elle quittés, sinon ?), les nouvelles bonnes prirent l'habitude d'enjamber la fenêtre pour se rejoindre, au grand effroi de ma mère.

Sur le deuxième palier donnaient aussi les deux pièces du grenier, mansardées, glaciales ou torrides suivant les saisons, où nous aimions nous réfugier, mon frère et moi. Quand je suis devenu adolescent, la chambre de la bonne est devenue la mienne ; une des chambres du grenier fut aménagée en chambre pour la bonne ; comme elle n'était éclairée que par un vasistas, la bonne se trouvait heureusement défendue contre la tentation de passer par la fenêtre.

Telle était la maison de la rue Magenta, tarabiscotée en diable, mal commode au possible, mais cossue et respectable, conforme au goût de la petite-bourgeoisie, organisée pour établir une distinction sociale dont mes parents eux-mêmes ne songeaient pas à remettre en cause les apparences, malgré leurs idées socialistes et les liens d'amitié qu'ils entretenaient avec Marie.

Mes parents

Comment les voyais-je mes parents, dans ma petite enfance ? Les souvenirs se superposent et se brouillent. Ceux qui surnagent avec le plus d'intensité sont étrangement insignifiants. Je revois, par exemple, ma mère m'expliquant comment se servir d'un mouchoir — j'avais peut-être quatre ou cinq ans : « Il faut se moucher d'abord au milieu ; c'est la seule chose qu'il faut commencer par le milieu. » Et encore, il paraît que c'est un faux souvenir ; mon frère, André, prétend qu'au contraire elle défendait d'ouvrir le mouchoir et voulait qu'on se mouche dans le coin. Pas de chance pour le seul enseignement que je croyais en avoir retenu.

Tout ce que je sais, c'est que, comme tous les enfants, je l'idolâtrais. Elle était pour moi la plus belle des mères. La photographie confirme ce jugement d'expert. Elle montre une jeune femme élégante — au visage fin, encadré d'une masse de cheveux châtons, le nez petit, légèrement retroussé, la bouche un peu large, les yeux marron, toujours une certaine mélancolie dans le regard. Elle était à la fois très douce et très ferme. Elle jouissait d'une

grande autorité sur toute la famille Paquier, même sur son père. Elle avait entrepris de donner un métier à tous ses cadets. Elle avait recueilli à Fontenay sa soeur, Cély, pour lui faire apprendre le métier de modiste et l'avait placée à Noirmoutier où elle devait connaître Maurice, son futur mari. Sa plus jeune soeur, Simone, devait habiter rue Magenta (dans le cabinet de toilette qui servait à tout plus qu'à la toilette) pour préparer le concours des postes. Même son jeune frère, Nehn, radio dans la marine, faisait toujours escale à La Roche. Dans son ménage aussi, c'était elle qui prenait les décisions.

Mon père était timide et influençable, sous des dehors volontaires. Son visage ovale, aux traits réguliers éclairés de grands yeux bleus, était surmonté d'un front très haut, comme celui de grand-père. Une calvitie précoce l'élevait encore : j'ai toujours connu mon père ramenant de gauche à droite, pour la cacher, ses cheveux frisés. Les moustaches retroussées, à la mode de l'époque, lui donnaient un petit air belliqueux que démentait le menton un peu trop mou. En fait, il était tendre, indécis, quelque peu velléitaire.

Il n'avait, pour tout diplôme, que le brevet élémentaire — ce qui, du reste, n'était pas si mal à l'époque. Mais il avait beaucoup appris par lui-même. Il adorait lire et il était fier de sa bibliothèque. Il achetait des livres en cachette de ma mère, car c'était un luxe coûteux — « Mais non, ce livre, il y a longtemps qu'il est dans ma bibliothèque. » Ma mère n'était pas dupe et souriait.

Mon père m'a communiqué très tôt son goût de la lecture et, avant même que je sache lire, une curiosité multiforme, l'avidité de comprendre. Il restait souvent absent de la maison. Secrétaire de la section socialiste de La Roche-sur-Yon, puis, en 1914, de la fédération de la Vendée, il était pris par de multiples occupations. Bien entendu, elles demeuraient pour moi mystérieuses. Je savais seulement que mon papa n'aimait pas les curés et je n'aimais pas non plus les hommes en soutane noire. Sauf les curés, mon père aimait profondément l'humanité. Je baignais dans des rêves de justice sociale avant même d'en comprendre les mots.

Quand j'ai su lire, j'ai été surpris par la manière dont il écrivait ses articles : une phrase sur une page blanche, une rature ; il reprenait la phrase sur une autre page blanche qui, souvent, n'allait pas plus loin. Les pages blanches avec quelques mots ou quelques phrases s'éparpillaient sur la table. C'est une manie que j'ai faite mienne, à un moindre degré.

J'avais été frappé surtout par une de ses professions de foi électorales. Le parti l'avait désigné pour se présenter à Saint-Georges-de-Pointindoux, son pays natal, en pleine chouannerie (était-ce en 1920 ou plus tard ?). De tout côté s'étaient étalées des grandes feuilles de papier ministre avec ce début prometteur : « Fils de paysan, paysan moi-même... » La suite, visiblement, ne venait pas. Je jetais un coup d'oeil sur la cour dénudée, elle ne dénotait pas, chez mon paysan de père, un goût particulier pour la culture.

Mon frère prétend que c'est moi qui ajoutai « paysan moi-même » ; mais il reporte cette histoire à 1932, aux élections législatives à La Roche ; je préfère m'en tenir à ma version des faits ; André ne va tout de même pas oblitérer tous mes souvenirs d'enfance !

En tout état de cause, les qualités paysannes de mon père étaient sujettes à caution. Une fois qu'il était allé faire le marché lui-même, il avait rapporté un canard en croyant qu'il s'agissait d'un poulet. Sans doute la bête était-elle déplumée et privée de son bec. Mais ma mère avait fait observer — non sans humeur — que les poulets ont rarement les pattes palmées.

Le principal différend qui opposait mes parents portait toujours sur la nourriture. Mon père avait de véritables manies. Pendant un temps, il fallait à tous les repas de la raie au beurre noir — « pas de la raie pisseuse comme celle-là, mais de la raie bouclée ». Puis il ne pouvait plus supporter que la tête de veau dont il fallait manger tous les dimanches. Devant une table plantureuse, mais où manquaient les mojettes, il disait tranquillement : « Alors, aujourd'hui, il n'y a rien à manger. » Il ne faisait pas d'éclat. Il pliait lentement sa serviette et se levait de table. L'éclat venait de ma mère, feutré le plus souvent, à cause des gosses.

Il est vrai que la querelle était plus sérieuse que la simple exaspération. Ma mère lui reprochait de passer trop de temps au café ; sans doute avait-il pour cela de bonnes raisons : on ne pouvait rencontrer les militants qu'au café et il fallait bien commander une chopine de vin blanc. Très jeune, je comprenais qu'on ne pouvait changer le monde qu'à cette condition ; ma mère était moins indulgente. Je ne serais pas étonné, par exemple, qu'elle n'ait pas imputé à la seule insuffisance de connaissance en ornithologie la confusion qu'avait faite mon père entre un canard et un poulet.

Bien entendu, quand je commence à juger, je dois avoir entre dix et douze ans. Ce n'est pas ainsi que je vois mon père quand je suis tout petit. j'ai en lui une confiance et une admiration sans bornes. D'autant plus qu'il devient vite un personnage lointain, auréolé d'héroïsme et d'exotisme. En effet, il est mobilisé, alors que j'ai cinq ans, et reste au Maroc, comme télégraphiste, jusqu'en 1919. De là-bas, il écrit de longues lettres sur le pays, ses paysages et ses moeurs, sur l'aventure coloniale aussi. Une fois de retour, il envisagea d'en faire un livre. Partout traînaient des feuilles blanches où, de sa belle écriture très fine, il avait écrit la première phrase qui laissait prévoir un pamphlet anticolonialiste : « Nous voici sur le chemin de la gloire. » Mais le pamphlet s'arrêtait là, malgré l'importance de la documentation que fournissaient ses lettres, au style coloré et plein d'humour. Il est vrai qu'elles étaient surtout un récit de voyage à la manière de Pierre Loti. Sans doute le militant socialiste aurait-il voulu lui donner un autre tour. Toujours est-il que mon père a renoncé à écrire, reportant plus tard sur son fils aîné son ambition littéraire. J'ai reporté, quant à moi, cette ambition sur mon propre fils.

Nos parents ne travaillaient pas aux mêmes heures : les « services »

étaient compliqués et leur organisation tenait une grande place dans les conversations. Père ne revenait guère à la maison sans une ou plusieurs étapes au café pour discuter des problèmes syndicaux ou politiques. Mère se hâtait de rentrer.

Nous allions parfois la chercher à la poste. Nous traversions la salle de tri poussiéreuse et nous grimpons l'étroit escalier en colimaçon qui menait aux salles du télégraphe. Elles nous paraissaient immenses. Les appareils morse et les Hughes crépitaient dans une odeur fade d'huile et d'encre d'imprimerie. Mère travaillait dans la salle attenante sur un appareil beaucoup plus rapide dont elle était une des seules à savoir se servir : le Baudot, dont le clavier utilisait une sorte de sténo. Elle était très estimée par ses collègues et nous étions très fiers d'elle.

Aux repas, nous étions tous réunis. C'était un des grands moments de la journée. Le soir, on allumait la lampe au gaz dont le manchon incandescent m'émerveillait. Marie apportait la soupière en tenant, pour s'éclairer, une lampe Pigeon, car la lumière au gaz était, bien sûr, un luxe réservé à la salle à manger et au salon. L'atmosphère familiale était douce et peu contraignante. Mes parents ne grondaient guère. J'ai souvenance d'une seule gifle de ma mère : encore s'était-elle aussitôt repentie de sa violence et s'était-elle fait pardonner en me câlinant.

Marie seule nous disputait et nous administrait quelques gifles. Elle s'occupait de nous toute la journée. Nous étions attachés à elle presque autant qu'à notre mère. Je la revois encore : une femme d'une quarantaine d'années, plutôt grande, maigre et sèche, aux traits aigus, avec des yeux noirs et une bouche édentée. Bien sûr, elle ne s'habillait en Sablaise que le dimanche ; mais même en habits de tous les jours, ses cheveux noirs pris dans une résille, elle ne manquait pas de distinction : on sentait bien qu'elle venait de la ville.

Il ne faudrait pas se tromper sur les relations qu'elle entretenait avec mes parents. Les distances n'étaient affichées que pour l'extérieur. Marie y tenait sans doute autant que ma mère. À la maison, elle faisait partie de la famille. Elle était la maîtresse dans sa cuisine et s'occupait librement de l'intendance. Elle avait son mot à dire dans les affaires du ménage et ne se privait pas d'engueuler mon père qui n'aurait jamais osé lui rendre la pareille. Elle nous aimait comme ses propres enfants.

Les deux frères

Nous, c'était mon frère et moi. Naturellement, je n'ai aucun souvenir d'avant sa naissance. Ce bébé jofflu, nu sur une peau de bête, m'est totalement étranger. Je ne me souviens pas non plus de la naissance de mon

frère. Je ne pense pas qu'elle m'ait causé le moindre traumatisme. Il avait été prénommé Élie, comme mon père. On l'appelait toujours « poupée », ou plus précisément « pépée ». J'imagine que mes parents avaient désiré une fille. C'était bien un garçon, mais si joli, si délicat, avec de souples cheveux blonds bouclés qui lui tombaient sur les épaules ! (Du moins est-ce là mon souvenir le plus lointain.) On lui laissa plus longtemps qu'à moi la robe dont on affublait alors les tout jeunes garçons. Jusqu'à mon adolescence, nos parents l'appelèrent Pépée puis Piot et le couvrirent d'une indulgente tendresse. Jusqu'au moment où il adopta le nom d'André et réclama qu'on l'appelle par son prénom.

Les deux frères, comme toujours, étaient très différents l'un de l'autre. Les photographies de l'époque sont trompeuses. Sur un fond de nobles tentures et de colonnades antiques, elles montrent deux petits anges bouclés qui se tiennent par la main, avec le même habit du dimanche — collerette de dentelle ou ruban de soie. Mais c'est le dimanche, sous la surveillance des parents, dans l'équilibre harmonieux patiemment mis au point par le photographe professionnel.

L'harmonie n'allait pas durer longtemps. Ivan ne tarderait pas à tacher ou à déchirer ses beaux habits neufs, à se salir les genoux et les mains dans le premier caniveau venu, à couvrir de boue les belles bottines ou les petits souliers vernis. Pépée resterait impeccable, propre et soigné.

Un jouet donné à Pépée durait indéfiniment — plus exactement jusqu'à l'intervention de son frère. Quand on faisait cadeau à Ivan d'un cheval pommelé à roulettes, sa première idée, c'était de lui ouvrir son ventre de carton-pâte pour s'informer de son contenu. Ivan courait, les cheveux ébouriffés, les mains sales, les vêtements en désordre. Il était turbulent, casse-cou, désordonné, bavard, batailleur ; son frère était calme, prudent, méticuleux, pacifique et timide.

Les deux frères pourtant ne se quittaient pas, le grand toujours prêt à défendre le petit, mais l'entraînant souvent dans des aventures.

La plus grande partie des journées se passait au grenier. Le grenier, par lui-même, n'avait ni charme ni mystère. Mais c'était le terrain de jeu. Nous jouions aux petites ou aux grandes affaires. Les petites affaires, c'étaient les jouets — les trains, les animaux en terre cuite ou les soldats de plomb —, plus tard, des personnages historiques en carton peint que l'on découpait et articulait. Mais nous n'utilisions point ces jouets selon leur mode d'emploi prévu. Ils s'inscrivaient dans des histoires imaginaires. Le génie des catastrophes présidait aux scénarios. Un train n'était pas fait pour rouler, mais pour dérailler. Tous les personnages homme ou animaux —, tous les objets, quelle que fût leur destination primitive, se trouvaient finalement engagés dans des batailles destructives où le train perdait ses roues et les animaux leur tête. À la

grande indignation de Pépée qui avait suivi le jeu jusqu'alors mais répugnait aux sacrifices nécessaires.

Quand on jouait aux « grandes affaires », on dédaignait les jouets ou les débris de ce qui avait été des jouets. Pépée aimait à se vêtir d'oripeaux. Ivan adorait faire le pitre : Marie le surnommait Rigadin du nom du célèbre comique qui nous faisait rire au cinéma par ses grimaces ; « Taise te donc tes airs de fou ! », disait la grand-mère des Moulières qui n'était jamais allée au cinéma.

Travestis ou non, nous commençons le jeu : « Toi, tu serais... Moi, je serais... » Mais presque aussitôt le grand frère tyrannique faisait changer les rôles et bouleversait le scénario. Il y avait parfois des pleurs et des portes claquées. Le plus souvent, le jeu se prolongeait jusqu'à la nuit qui interrompait tout, puisqu'il n'y avait pas de lumière.

Je ne sais pas si nous étions casaniers, mon frère et moi. Nous étions plutôt confinés à la maison. Ma mère — et surtout Marie — craignait pour nous les mauvaises fréquentations de la rue. Il nous fallait éviter les petits « pilloux » — c'est-à-dire les « pouilloux » porteurs de poux. La hantise de ces derniers dépassait de loin les considérations strictement hygiéniques. Le jour où l'on découvrit que ces parasites des tignasses pauvres avaient envahi nos chevelures de petits-bourgeois bien tenus, ce fut un drame. Les frictions énergiques à la lotion Marie-Rose avaient valeur d'exorcisme.

Exorcisme d'un univers malpropre, pour ma mère. Le monde des fonctionnaires, de tous ceux qui se sont élevés par leur intelligence, c'est le monde de la politesse et des bonnes manières — « Ne mange pas de si grosses bouchées ; ne parle pas la bouche pleine ; tiens ton couteau à droite. » (Est-ce à droite ou à gauche ? Je n'ai jamais réussi à l'apprendre.) Ce monde privilégié ne peut exister qu'une fois levé le pont-levis qui mène à l'autre monde : celui des parias, de la crasse, des gros mots, du langage ordurier, finalement de l'alcoolisme et de la déchéance. Mes parents nous apprenaient la haine de l'injustice sociale, la pitié et la fraternité à l'égard des pauvres. Mais il ne fallait pas baisser le pont-levis.

Quant à Marie, elle ne se contentait pas d'exécuter les consignes ni même de faire sienne, par mimétisme, l'idéologie de la petite-bourgeoisie près de laquelle elle vivait par raccroc, tolérée aux confins de cet univers relativement douillet. Elle nourrissait en nous l'aversion à l'égard des « pilloux » déguenillés. Les rares fois où elle nous conduisait vers le quartier d'Equébouille — le seul endroit escarpé et pittoresque de la ville, mais aussi le quartier des taudis — c'était pour nous en imposer l'horreur. Pour elle, la chasse aux poux exorcisait la misère — si proche d'elle et dont elle avait le vertige. Elle n'évitera pas du reste d'y retomber, en se mariant pour devenir indépendante. Dans les baraquements provisoires laissés libres après la guerre, elle engendrera une ribambelle de petits « pilloux ». Nos parents leur viendront en aide. Mais ils nous interdiront

de les fréquenter.

C'est aussi par crainte des petits « pilloux » qu'on nous interdisait d'aller patauger avec les autres gosses dans l'Yon, à l'endroit qu'on appelait « la baignade ». Bien sûr, on ne pouvait pas éviter de se salir à la glaise de ses berges glissantes, mais on ne risquait guère de s'y noyer, car les gamins n'avaient pas de l'eau plus haut que les cuisses. La plupart du temps, il fallait une escapade pour connaître les joies de l'eau boueuse, regarder glisser les hydromètres à la surface, découvrir les bêtes étranges qui se cachent sous les pierres ou pêcher les petits vairons dans les bouteilles au cul percé.

L'été, nous allions parfois, avec la bonne, cueillir les grandes marguerites blanches dans les prés, derrière la caserne proche, ou jouer dans l'herbe au bord de la rivière, loin des petits « pilloux ». Mais le plus souvent, pour nous faire « prendre l'air », Marie nous emmenait promener sur les boulevards. Promenade des jours de semaine, pas trop longue : dès que nous nous disions fatigués, nous revenions à la maison. Le dimanche, c'était autre chose : on faisait « le tour des boulevards ». Les parents, en habits du dimanche, allaient paisiblement en conversant, précédés des enfants qui faisaient le tour des boulevards, en habits du dimanche. Les enfants essayaient bien de courir, de sauter les fossés et d'escalader les talus. Mais — attention à vos habits ; c'est tout ce que vous avez de beau ; regarde un peu tes chaussures dans quel état elles sont — il fallait bientôt revenir devant les parents, sagement. Alors l'aîné racontait au cadet des histoires sans queue ni tête qu'il inventait à mesure et qui duraient aussi longtemps que la promenade ; la semaine suivante, Pépée rappelait où l'on en était de l'histoire (un exploit !) et l'histoire à épisodes reprenait au hasard de l'improvisation.

Quand nous avons été un peu plus grands et plus solides sur nos jambes, la promenade dominicale s'est parfois aventurée hors des sentiers battus. Avec nos amis Serceau qui aimaient la marche, nous nous sommes risqués autour de l'étang de la Brossardière ou du Vieux Moulin. Le circuit devait bien couvrir une douzaine de kilomètres, mais c'était moins monotone que les boulevards.

Chantonnay : la famille

Pour aller chez les grands-parents de Chantonnay, bien entendu nous prenions le train — des wagons en bois sans couloir, où il fallait éviter d'ouvrir la vitre du compartiment sous peine de recevoir des escarbilles. C'était déjà une fête rare. Nous ne trouvions aucun inconfort aux banquettes de bois de la troisième classe. Seule gâchait un peu notre joie l'inquiétude que nous donnait notre père qui tenait à voyager sans billet en passant par le tri postal. Mon enthousiasme était à son comble lorsque nous passions sur un impressionnant viaduc que j'ai chanté à douze ans dans un poème dont la perte est irréparable.

Nous traversions la petite ville, parvenions au bourg de l'Éolière et, au détour de la route, nous apercevions la propriété des Paquier : le mur du verger, le portique d'entrée de la cour, le mur du jardin floral avec ses tuiles rouges et, dans le renforcement, la grande maison grise.

Grand-mère venait à notre rencontre. Le souvenir que j'ai conservé d'elle n'est sans doute pas celui de ma petite enfance : un visage souriant, régulier et buriné, qui avait dû être très beau, des yeux noisette et un chignon de cheveux blancs. Elle était sans cesse en mouvement, cuisinant, lessivant, jardinant, apportant des bouquets de roses et des brassées de fleurs multicolores. À peine étions-nous arrivés qu'elle nous emmenait près de la chèvre pour nous faire boire un bol de lait au goût fauve, et au verger pour nous faire goûter aux fraises et aux poires William. Elle incarnait pour nous l'indulgence et la bonté.

Le grand-père Paquier, au contraire, nous terrifiait. C'était un vieil homme rigide et sec, aux traits fermes accentués par des sourcils épais, au menton volontaire. Il me semble que je l'ai toujours connu avec des cheveux gris ou blancs, coupés très court. À notre arrivée, nous effleurions sa joue sèche d'un baiser rapide auquel il ne répondait pas. Je ne l'ai jamais vu rire ou sourire. Patriarche à l'ancienne mode, il était le chef d'une nombreuse famille — huit enfants dont deux étaient morts jeunes. Ma mère — la puînée — racontait comment il les impressionnait tous. À table, quand la marmaille devenait trop bruyante, ma grand-mère faisait appel au chef de famille, immobile et muet : « Alors, père ? » Le père se contentait de lever la tête et regardait, de ses yeux gris et froids. Le silence était immédiat.

Nous, les petits-fils, nous n'étions pas figés dans les mêmes traditions de respect. La rudesse du grand-père s'était du reste atténuée pour nous. Mon frère, le préféré, l'a peut-être même vu parfois sourire. Mais le terrible regard nous glaçait quand même.

Extraordinaire personnage que ce grand-père Paquier, huguenot dans toute sa personne, mais qui avait rompu avec Dieu. Une de ses plus jeunes filles, Yvonne, avait, en effet, été atteinte de la tuberculose des os. Il avait fallu, à dix ans, l'amputer d'une jambe. L'opération avait été faite sur

le bureau du petit salon. Le chirurgien avait dû s'y reprendre à deux fois. La pauvre enfant souffrait dans tout son corps un intolérable martyr. Cette injustice, le grand-père ne l'avait jamais pardonnée à Dieu. Il l'avait ressentie comme une offense personnelle et avait rompu tout rapport avec Lui. Il avait fermé sa porte au pasteur qui venait jusqu'alors célébrer le culte dans sa maison, chaque dimanche. On ne disait plus à table le bénédicité. Qui prononçait le nom de Dieu en présence du grand-père l'insultait comme s'il avait évoqué le nom d'un ennemi intime. Le regard froid rappelait à l'ordre l'étourdi. Pourtant, quand il mourra, en 1926, à l'âge de soixante-six ans, le pasteur célébrera l'office religieux dans la vaste cour de la maison Paquier. J'ignore dans quelles conditions l'orgueilleux vieillard s'était plié. La grand-mère, en 1932, exigera un enterrement civil.

Quand nous avons su lire et écrire, notre hostilité pour le grand-père Paquier s'est nuancée de respect. Non pour ce qu'il était : il nous restait profondément étranger. Mais pour ce qu'il avait été. Le grand-père admirable, c'était aux toilettes que nous prenions contact avec lui. Les toilettes elles-mêmes, du reste, étaient pour nous une source d'admiration. C'était, au fond du jardin à fleurs, une jolie petite maison au toit de tuile et dont les murs étaient couverts de plantes grimpantes. À l'intérieur, deux vastes sièges de bois : un siège pour les jeunes (mon souvenir amplificateur me disait qu'il y avait cinq places, mais mon frère a sûrement raison de les ramener à trois). Trois personnes, dont un enfant, pouvaient y officier ensemble. La défécation ouvrait la voie à la méditation collective. Je n'ai jamais assisté à cette scène biblique ; les moeurs, sans doute, avaient changé. Je ne venais aux cabinets qu'avec Pépée, lui sur le siège des petits, moi juché sur celui des grands, selon les prérogatives du droit d'aïnesse. Mais nous y restions longtemps, lisant et échangeant nos réflexions.

Le thème de nos méditations, c'était souvent les cahiers du grand-père. Je me demande si, en plus d'un usage plus trivial, on ne les avait pas déposés là pour notre édification. Il avait poursuivi ses études à l'école supérieure, le grand-père, et visiblement, il avait rempli de sa science d'innombrables cahiers. Ce qui nous stupéfiait, c'était l'écriture et l'orthographe. Jamais une rature ni une hésitation. Une écriture si régulière, si extraordinairement moulée de pleins et de déliés, avec des majuscules ornées si prodigieusement identiques que nous n'arrivions pas à croire qu'il s'agissait d'une écriture manuscrite et non de caractères d'imprimerie. Nous n'osions pas comparer ces chefs-d'œuvre à nos cahiers malpropres, noircis d'une écriture irrégulière et balbutiante. C'était un autre monde et nous prenions conscience de notre dégénérescence.

Le grand-père méritait notre respect, pas notre affection. Nous le voyions assez rarement. C'est surtout dans ses caves qu'il se trouvait chez lui : de vastes caves voûtées où s'alignaient d'énormes tonneaux — un endroit bien frais, mais interdit à nos jeux. Le grand-père y faisait de fréquentes visites avec des groupes d'amis, à qui il donnait à goûter gravement ses vins. On

dégustait. On appréciait. On comparait. On discutait. On revenait au cru précédent. On jugeait. On doutait. Il fallait regoûter pour préciser son jugement. Devoir professionnel du vigneron, attentif à déceler les différences des crus. Plus âgé, j'ai cru comprendre que la grand-mère trouvait ces visites un peu trop fréquentes et prolongées et qu'elle eût préféré un peu moins de conscience professionnelle. Je me suis demandé si le regard noble et lointain qui nous terrorisait n'avait pas quelque rapport avec ces séjours dans les caves.

Les oncles et les tantes, je ne les revois guère dans la maison Paquier. La plus jeune des tantes, Tantette, a vécu longtemps avec nous, rue Magenta. C'était pour nous plutôt une soeur aînée qui jouait avec nous et que nous martyrisions parfois. Nous l'aimions beaucoup. Mais les souvenirs postérieurs se superposent à ceux de la petite enfance : je ne la revois pas à Chantonay où elle habitait pourtant quand nous étions petits. Cély vivait à Noirmoutier.

Nous n'avions pas connu Abel, mort à vingt ans, dont ma mère nous a parlé plus tard avec beaucoup d'émotion. Quant à Benjamin, l'aîné, la famille avait rompu tout rapport avec lui à la suite d'un différend commercial où il n'avait pas le beau rôle. Je n'ai connu son existence que quand j'avais douze ans. La rancune était tenace, chez les Paquier. Pépée et moi nous avons jugé qu'elle avait assez duré et décidé de réconcilier la famille. Nous avons traversé les quelques centaines de mètres qui séparaient la maison de celle de Benjamin, pour une ambassade extraordinaire. Benjamin et sa femme possédaient une fabrique de sodas et limonades, mais visiblement ne s'en tenaient pas à la consommation de leurs produits. La tante Joséphine était énorme, le visage rouge et congestionné, la voix éraillée et l'haleine alcoolisée : elle tint tout de suite à nous remercier en nous offrant un verre de liqueur. L'oncle, nous apparut insignifiant : une grande brute au regard vague. Avec les enfants, les rapports étaient plus faciles. Ils devinrent des compagnons de jeu, du moins Robert, Suzanne et une soeur aînée dont j'ai oublié le nom — car le petit frère Pierrot, horriblement malpropre, nous apparaissait déjà comme un demeuré. L'ambassade eut un succès relatif : le tabou fut levé ; les jeunes purent venir jouer chez nous. Mais entre les aînés, les relations demeurèrent glaciales. Cette famille adventice devait avoir un sort tragique. Les parents moururent dans la misère — le delirium tremens, dit-on chez les Paquier. La fille aînée fit le trottoir. Robert et son frère furent embauchés par l'oncle Jacques dans son entreprise du bâtiment, le premier comme contremaître, le second comme manoeuvre, seul emploi qu'il pût assurer à la rigueur ; mais l'un et l'autre se suicidèrent. Seule Suzanne réussit dans le commerce.

Dans la maison Paquier de notre enfance, demeuraient la tante Yvonne et l'oncle Nenh. La tante Yvonne s'activait dans la maison, clopinant régulièrement sur son pilon de bois. Je la revois peignant sa longue chevelure qui lui tombait dans le dos et dont elle était fière. Symbole d'une féminité dont elle ne connaîtrait jamais les joies. Par compensation,

elle s'arrogeait le rôle de maîtresse de maison, commandait l'indulgente grand-mère, réprimandait les jeunes frères et soeurs, les gratifiait au besoin d'une gifle quand ils passaient à sa portée. Elle nous effrayait par son caractère autoritaire alors que nous n'en étions jamais victimes car elle nous aimait bien. Nous n'éprouvions alors pour elle aucune compassion, incapables de comprendre ce que son infirmité lui imposait de frustrations. Au fond, ce qui nous faisait peur, plus que son autoritarisme, c'était sa difformité, sa claudication et sa jambe de bois.

Pour tonton Nenh, au contraire, nous nourrissions la plus grande admiration. C'était le plus jeune de la famille. Il n'avait jamais pu supporter le prénom d'Ernest dont on l'avait affublé. J'ignore pourquoi on l'appelait Nenh. Plus tard, il troquerait ces noms bizarres pour celui de Jacques, plus commode à porter. Pour le moment, c'était un garnement, chef de bande des gamins du village, de huit ans mon aîné, il nous entraîna dans des aventures dès que nous pûmes trotter derrière lui.

C'est lui, je le jure, qui nous montra le chemin des fours à chaux en ruine auxquels on accédait par une longue rampe herbue ; et qui nous apprit à mépriser le vertige de leurs cheminées béantes. Ils marquaient la limite extrême du domaine. C'était un lieu tabou dont même l'approche était interdite en raison du danger d'éboulement. Je crois bien que Nenh nous entraîna à escalader la cheminée par l'intérieur au milieu des éboulis. Il n'avait pas besoin d'un grand effort de persuasion, j'étais aussi téméraire que lui ; Pépée suivait les aînés.

Il les suivait dans les interminables parties de cache-cache où nous utilisions tous les lieux défendus. Il les suivait à contrecœur, dans les batailles rangées pour lesquelles il fallait préparer les épées et tout l'armement nécessaire en utilisant les outils de l'atelier — lieu interdit entre tous. Nenh affrontait gaillardement la colère froide du grand-père.

Il ne manquait pas de culot, Nenh. Pour comprendre ce qui suit, il faut savoir que l'on faisait la lessive dans une petite construction close, à quelque cent cinquante mètres de la maison ; les Paquier y avaient fait installer une baignoire — un cuveau, plutôt — et, de loin en loin, on pouvait profiter de ce luxe inouï en y versant l'eau chauffée dans la lessiveuse. Un jour, donc, nous pique-niquions en famille au bord du Lay. Nenh disparaît. On le cherche anxieusement. On le découvre qui s'ébat au milieu de la rivière, en un endroit profond. Nenh sait nager. C'est donc qu'il vient se baigner, malgré l'interdiction formelle, à l'insu de ses parents. Mais Nenh ne se démonte pas. Il explique qu'il a appris à nager tout seul, dans la baignoire.

Nenh ne manquait pas de qualités. Mais la plus utile était sans doute cet aplomb, cet art tranquille du mensonge. Avec le goût de l'aventure, c'est ce qui a permis à l'oncle Jacques de devenir un homme riche.

Chantonnay : le domaine

Avant tout, Chantonnay c'était la maison et le domaine. Avec son étage et son grenier, la grande bâtisse sans grâce s'étendait perpendiculairement à la départementale, flanquée des murs interminables qui fermaient la propriété. Les grands-parents habitaient la partie qui donnait sur la route et, depuis la guerre, je crois, ils louaient le reste.

On vivait dans une vaste pièce au rez-de-chaussée. On y prenait les repas sous une lampe à pétrole suspendue qu'on allumait, le soir venu. La salle à manger s'ouvrait, à droite, sur un couloir : un escalier montait à l'étage ; au fond du couloir, c'était la chambre des grands-parents où je crois bien n'avoir jamais pénétré sinon, peut-être, lors de l'enterrement du grand-père. À gauche, la salle donnait directement sur le salon, solennel et ciré, où l'on entrait dans les grandes occasions. C'est là que, vers l'âge de cinq ans, je fus opéré des amygdales. Un des souvenirs les plus atroces de mon enfance. Tandis que des bras m'emprisonnaient pour m'empêcher de bouger et qu'on m'étouffait avec le dos d'une cuiller plongée dans la bouche, le médecin-boucher m'arrachait

les chairs de la gorge, par lambeaux, avec des ciseaux. Je veux bien croire qu'il s'agissait de ciseaux chirurgicaux et je ne jurerais pas, aujourd'hui, qu'il n'avait pas d'autre outillage. Ce qui est certain, c'est qu'il n'employait aucun analgésique et que je dégueulais mon sang dans une cuvette.

À l'étage, on accédait aux chambres par un corridor dont le plancher criait sous les pas. Des chambres innombrables, dans mon souvenir d'enfant, chacune désignée par sa couleur dominante : la chambre bleue, la chambre rouge... Nous dormions avec les parents, dans la grande chambre rouge qui sentait la naphthaline. Les lits élevés recouverts d'écarlate, les lourdes tentures de velours cramoisi, tout y évoquait pour nous l'atmosphère mystérieuse et inquiétante du château de Barbe-Bleue. Nous nous couchions avec un petit frisson qui n'était pas désagréable.

Mais nous n'étions pas à Chantonnay pour dormir. À peine terminées les effusions familiales, nous prenions possession du domaine. C'était d'abord le chai, en contrebas de la salle à manger : à gauche, un pressoir, dans une vaste cuve en ciment. On y apportait le raisin. J'ai souvenir de vendanges où hommes et femmes y piétinaient les grappes dorées de leurs pieds nus et noirs de crasse : il fallait, paraît-il, des pieds sales pour améliorer la fermentation. Le pressoir intervenait ensuite pour réduire en marc la pulpe insuffisamment écrasée. (Je me demande si, de cette expérience, ne date pas ma méfiance à l'égard des jus de fruits : je préfère désormais attendre que l'alcool ait tué les microbes.) Un peu plus tard, nous allions regarder l'alambic de cuivre aux odeurs âpres qui distillait le vin en eau-de-vie. Mais personne ne nous invitait à goûter de cette eau-là. Le chai ne méritait plus son nom puisque tous les tonneaux trouvaient place dans les caves. On y étalait les légumes fraîchement cueillis et les fruits que nous savions

apprécier. La grand-mère nous en comblait en nous faisant écouter le chant de ses serins.

La partie la plus intéressante de la maison, c'était le grenier, ou plutôt l'enfilade des greniers. Certains d'entre eux étaient consacrés aux réserves de poires et de pommes et leur parfum embaumait tout le grenier. Les provisions de poires 'William' étaient inépuisables — de belles poires juteuses fines et savoureuses. Malheureusement grand-mère choisissait toujours les fruits les plus avancés, qu'il ne fallait pas laisser perdre. Les poires blettes étaient, selon elle, les plus succulentes. Ma mère était de son avis, probablement par habitude d'enfance. Moi pas. Toujours est-il que nous mangions rarement — sauf à l'arbre — les poires simplement mûres. Cette logique de l'économie domestique m'a toujours étonné. J'en ai retenu une règle de vie contraire : il faut toujours commencer par le meilleur.

Les jours de pluie, nous nous réfugiions au grenier, Pépée et moi. Nous aimions fouiller les vieilles malles, les caisses remplies d'objets hétéroclites, les penderies d'habits et de robes anciennes. Mais ce qui nous fascinait, c'était la pièce où s'accumulaient les vieux journaux et les collections d'illustrés. Nous nous y plongeions dans la lecture de *Cri-Cri* ou *L'Épatant* que nos parents trouvaient vulgaires et ne nous achetaient jamais : ils attendaient la parution d'illustrés plus culturels, comme les *Petits Bonhommes*, édités par la Ligue de l'enseignement — infiniment moins drôles, hélas !

Ce qui nous ravissait surtout, avant même de savoir lire, c'étaient les collections du *Petit Journal illustré* qui remontaient aux dix ou vingt dernières années du siècle précédent et nous semblaient venir de la nuit des temps. On y voyait des images violentes et bariolées, avec des chevaux emballés, des femmes échevelées qui se jetaient dans le vide du haut d'immeubles en flammes, des attaques à main armée, avec des bandits masqués, des chiens ou des loups enragés qui dévoraient (ou mordaient ?) une petite fille, des tremblements de terre dans des pays lointains, avec des maisons qui s'écroulaient de tout côté et d'énormes crevasses dans le sol où disparaissaient des femmes et des enfants. C'était terrifiant et fascinant. Parfois, au contraire, les images étaient riantes ou drôles. On voyait des filles étrangement enrubannées ou les premières voitures sans chevaux qui pétaradaient sur la route au grand effroi des poules et des paysannes. Nous avons passé là des heures passionnées, mon frère et moi, et je crois que je pourrais dessiner de mémoire la plupart des couvertures. Comme quoi l'attrait de l'image et de la violence ne date pas d'aujourd'hui.

Quand il faisait beau, nous courions dehors. Nous allions visiter le grand verger et le potager, entourés de hauts murs, jeter des pierres dans le bassin d'eau croupie, goûter les fraises, les groseilles ou les poires William qui se prélassaient en espaliers et dont nous n'attendions pas qu'elles soient blettes. Au potager, je raflais l'oseille acidulée que je préférais aux fruits.

Tout petits, nous allions jouer dans le petit chemin creux et ombreux qui menait à l'une des vignes, en face de la maison. Nous en aimions l'herbe haute, l'odeur des foin et la fraîcheur. Tante Yvonne nous y surveillait en cousant. Parfois, la famille venait y pique-niquer : nous adorions ces repas champêtres.

Nous préférons pourtant les jeux moins tranquilles. J'étais à cheval et je galopais en tirant Pépée dans une brouette cahotante — un Pépée inquiet et parfois à juste titre car le passager ne sortait pas toujours indemne de la course. Quand elle n'était pas char de combat, la brouette servait à transporter la lessive jusqu'à la buanderie. Nous accompagnions la grand-mère en l'aidant de nos cris. Plus grand, on me permettra parfois de pousser la brouette, nettement plus lourde qu'avec son petit passager. On ouvrait enfin la porte de la petite maisonnette, toujours fermée à clé. La lessiveuse qui chauffait sur le fourneau l'emplissait d'une épaisse buée chaude. À de rares occasions, on chauffait pour nous l'eau du bain. Nous n'étions pas des fanatiques de l'eau. Rue Magenta, nous ne connaissions que le bain à l'étroit dans une bassine, à la cuisine parce qu'il faisait plus chaud, simple prétexte pour nous enduire de savon de Marseille, jusque dans les oreilles. Se laver nous a toujours paru une corvée désagréable. Mais dans la buanderie, c'était autre chose. Toute cette eau bouillante qu'on jetait dans le caveau et qu'on pouvait tiédir à volonté avec l'eau froide de la pompe ! Y patauger au milieu de la vapeur devenait une distraction des plus amusante.

Il arrivait aussi que nous nous rendions utiles. Nous pompions de l'eau dans des seaux que nous versions dans une barrique posée sur un diable. Puis nous tirions le diable avec une corde pour aller remplir le bassin du potager (mon frère dit « la cuve du potager », mais il n'a pas le sens de la grandeur).

On ne peut pas toujours travailler. Le théâtre principal de nos jeux, c'était le vaste pré qui descendait derrière la maison jusqu'aux anciens fours à chaux. Les chèvres y broutaient l'herbe rase. Une carrière abandonnée surtout faisait nos délices — les miens particulièrement. C'était un cimetière de bouteilles de limonade et de soda dont le grand-père n'avait plus l'usage. Le grand jeu consistait à les aligner sur la roche et à les casser à coups de pierres. L'ennemi résistait rarement, mais ses réserves étaient inépuisables. D'autant qu'il pouvait faire remonter en ligne ses blessés. Qui peut dire quand une bouteille est définitivement hors combat ?

Quand nous étions rassasiés de carnage, nous allions taquiner les têtards au bord de l'étang. Un étrange étang que la route et la cour surplombaient de dix à quinze mètres et qu'il a fallu combler depuis. En passant par la vigne qui courait en contrebas de la route, on descendait dans le lavoir couvert de tuiles. À l'aide d'un treuil on pouvait faire monter ou descendre le plancher à demi pourri, suivant que le niveau d'eau s'élevait ou baissait.

Grand-mère et les voisins y lavaient le linge à grands coups de battoir. L'étang était, paraît-il, très profond et on y pêchait de grosses carpes. J'ai pourtant le souvenir d'une eau noire où je m'étonnais qu'on lavât le linge. Comment les carpes pouvaient-elles y vivre ? J'imagine qu'elles appréciaient plus que moi le savon de Marseille. En tout cas, les grenouilles y abondaient. C'est elles surtout que nous venions voir, en dépit de l'interdit formel (il ne faut pas répéter que nous faisons aussi fonctionner le treuil-ascenseur). De là vient ma nostalgie du coassement des grenouilles et des crapauds.

Il me rappelle un des paradis de mon enfance. Pourtant je ne m'y sentais pas tout à fait chez moi. J'avais un peu l'impression d'y vivre en invité. J'y étais aimé sans doute, quoique trop bruyant et trop turbulent. Mais le préféré était Pépée. Il y venait plus souvent que moi. On l'y envoyait à de nombreuses reprises pendant que j'allais aux Moulières, chez les grands-parents paternels.

Les grands-parents Craipeau

Aux Moulières, j'étais le préféré. Sans doute parce que mon baptême en catimini m'ouvrait la route du salut éternel. Encore fallait-il que soit contrebalancée l'influence pernicieuse qu'exerçaient mes athées de parents. Ma grand-mère tenait à m'avoir auprès d'elle aussi souvent que possible. J'imagine que son confesseur lui en donnait le conseil. Arracher une âme au diable était une oeuvre pie qui pouvait assurer une part de paradis — quelque chose de semblable à l'évangélisation des petits Chinois qui remplissait les pages du *Pèlerin*, abondamment illustrées et colorisées pour inciter les lecteurs à soutenir de leurs deniers l'oeuvre des missionnaires, moyennant quoi lesdits lecteurs avaient droit à des indulgences qui réduisaient d'autant le séjour pénible dans le purgatoire. La grand-mère avait auprès d'elle son petit Chinois auprès duquel elle pouvait faire oeuvre missionnaire. Elle m'emmenait à l'église de Saint-Georges pour écouter la messe et tentait de m'initier aux béatitudes du petit Jésus. Quand Pépée séjournait aussi aux Moulières — ce qui n'arriva que plus tard — il n'était pas dispensé de propagande religieuse : deux petits Chinois valent mieux qu'un. Mais elle y mettait moins de conviction : sans baptême, la tâche était particulièrement difficile. Devenus plus grands, elle essaya de nous ramener dans le giron de la sainte Église par l'appât des stimulations matérielles : une pièce de cinq francs en argent pour aller à la messe ou pour apprendre le catéchisme, la promesse exorbitante d'une bicyclette ou d'une montre en or (au choix) si nous faisons notre première communion.

Nous ne l'aimions guère, la grand-mère des Moulières — une paysanne courtaude et rougeaude, obèse, qui augmentait encore son impressionnant tour de taille en portant sous sa robe noire une bonne demi-douzaine de jupons — signe de richesse — dont elle ne réduisait pratiquement pas le nombre en été. Des cheveux châtains, peu fournis, avec une raie au milieu, qui disparaissaient sous la courte coiffé blanche du bocage vendéen. Une face ronde avec un nez plutôt fort, un peu épaté, et des yeux gris surmontés de sourcils à peine marqués. Un front que je revois étroit (et qui ne l'était peut-être pas) où perlaient le plus souvent des gouttes de sueur. Des joues molles que j'effleurais avec dégoût. Une démarche pesante et décidée.

Pour le grand-père, pour les métayers, c'était « la marquise ». Elle s'occupait à surveiller les travaux, souvent hargneuse, âpre au partage des récoltes dont lui revenait la moitié. On lui reprochait sa soif de tout régenter, son autoritarisme, plus encore, son avarice, sa laderie plutôt. J'ai retrouvé dans un personnage de Gogol ce type d'avarice : non pas la cupidité, la soif de gagner davantage et d'accumuler le profit ; mais le besoin de conserver, d'accumuler les objets, de ne se séparer de rien, de garder l'argent et les choses en l'état. La grand-mère ne se souciait pas de tirer le meilleur profit de la métairie ; elle ne vendait rien à moins d'y être

contrainte. La charrette inutile pourrissait dans le hangar qui s'effondrait. Une fois la jument morte de vieillesse, le pimpant char à bancs prit à son tour le chemin de la ruine. Si elle était méticuleusement exigeante dans le partage des biens « à moitié » avec les métayers, ce n'était pas par méchanceté, ni même exactement par rapacité ; elle n'aurait certainement pas voulu les voler sur leur part ; mais elle craignait d'être volée sur ce qui lui revenait et ce qu'elle estimait sa part devait venir intégralement rejoindre ce qui lui appartenait.

Elle était très dévote et scrupuleusement respectueuse des rites, mais sa religion n'avait rien de mystique : elle achetait sa place au paradis comme on loue sa place au théâtre. L'au-delà risquant de durer longtemps, l'affaire était sérieuse. La grand-mère était prête à lui sacrifier quelques précieuses pièces d'argent : le curé était seul à bénéficier de ses dons — calculés au plus juste. Je me rappelle comment, bien plus tard, pour me convaincre, elle reprenait à sa manière le pari de Pascal :

« Te sais ja si l'o n'a pouët d'Enfer et de paradis. Te s'ras ben avancé si t'as ja pris tes précautions. »

Sa charité même était intéressée. Grondin, le charron, qui tenait sa forge en face de la ferme, était son cousin à je ne sais quel degré. Après un garçon (un de nos compagnons de jeu), les Grondin avaient eu une fille que la grand-mère avait portée sur les fonts baptismaux. Le baptême ne garantit pas le bonheur. La pauvre petite Lison était naine et bossue : elle était devenue le souffre-douleur de ses parents qui la battaient et la laissaient coucher dehors. La grand-mère en avait pitié et la recueillit chez elle à l'âge de six ou huit ans. Mais une bonne action doit avoir sa contrepartie : « la marquise » utilisait l'enfant comme servante. Lison, du reste, s'acquittait volontiers de ses tâches et était profondément reconnaissante à sa marraine. Je crois qu'elle était la seule à l'aimer vraiment.

Au contraire, tout le monde aimait grand-père Adrien. C'était un bel homme au front très large, aux traits fins, mais que j'ai souvent connus brillants de malice. Ses cheveux bouclés, châtains, grisonnaient sur les tempes. Comme tous les hommes de ce temps-là, il arborait une épaisse moustache tombante qui cachait à demi une bouche plutôt sensuelle. Son sourire était marqué de mélancolie. Mais il savait rire et il avait le sens de l'humour.

Tout en lui disait la bonté et l'indulgence. Je ne me souviens pas qu'il nous ait une seule fois grondés, Pépée ou moi. Quand j'étais petit, j'ai souvent pensé qu'il aurait dû se marier avec la grand-mère de Chantonay.

Il était croyant, mais pas bigot. Il allait à la messe comme tout le monde et disait ses prières, peut-être simplement par tradition, peut-être par foi en l'Évangile. En tout cas, il ne nous infligeait aucune propagande religieuse, comprenait que nous n'ayons pas envie de suivre les offices et je me rappelle la lueur malicieuse de ses yeux,

parfois, lors des sermons de la grand-mère.

Il ne commandait pas à la maison. Interrogé, il renvoyait à « la marquise ». Il lui arrivait pourtant de prendre des décisions, à l'insu de sa femme. C'est ainsi qu'il avait acheté un lot de planches et recouvert d'un plancher la terre battue d'une des deux pièces pour y installer son atelier d'horlogerie. Très adroit de ses mains (le don ne doit pas être génétiquement transmissible), il réparait en effet les montres et les horloges. On venait lui en confier de plusieurs lieues à la ronde. Il avait appris tout seul le métier d'horloger, confectionnait lui-même ses outils. Ceux qu'il ne pouvait pas fabriquer, comme les instruments d'optique, il les commandait à la manufacture de Saint-Étienne. Comme il ne connaissait aucun des termes techniques, il inventait de jolis noms pour les différentes pièces de la montre. Je le revois travailler, la loupe collée à l'œil, sur une petite table près de la fenêtre unique d'où il pouvait aussi regarder ce qui se passait sur la route nationale. Bien souvent, il ne faisait rien payer pour la réparation, pour son travail du moins qui était son plaisir. Il vendait des montres aussi et des pendules — qui carillonnaient au milieu de celles qu'il avait soignées. Mais je ne crois pas qu'il ait été un commerçant avisé et je ne me souviens pas de l'avoir vu souvent vendre sa marchandise. Je crois même qu'il ne tenait guère à s'en séparer.

Plus encore que ses qualités d'artisan, j'admirais ses dons d'artiste. Il adorait sculpter le bois ou découper des figures naïves pour servir de girouettes ou d'épouvantails.

Autodidacte, il aimait la lecture. Chose rare dans une famille paysanne, il possédait des livres. Il les renfermait bien sûr au fond d'une armoire : on n'exhibe pas ses tares. Mais il me les prêtait volontiers dès que j'ai su lire. Je ne sais pas d'où venaient les vieux bouquins comme *La Médecine des pauvres* — un recueil de recettes médicales du XVII^e siècle qui enseignait par exemple à soigner les plaies en pissant dessus et en les couvrant d'un emplâtre de toiles d'araignées. Il avait aussi toute une collection de fascicules populaires achetés aux colporteurs, parmi lesquels plusieurs œuvres de Victor Hugo : chacun de ses achats avait sans doute provoqué une scène de ménage.

Le grand-père gardait ainsi son domaine réservé : son travail d'artisan, son bricolage, parfois ses livres. Il vivait à côté de sa femme plus qu'avec elle. Quand elle bougonnait ou l'engueulait, il laissait passer l'orage en souriant. J'ai toujours eu l'impression qu'il n'était pas heureux. Mais pourquoi diable avait-il épousé « la marquise » ?

Les Moulières

Pour aller aux Moulières, c'était toute une expédition. On pouvait prendre le train jusqu'à Sainte-Flaive-des-Loups. Une halte en pleine campagne. Le train ne s'y arrêtait que si l'on prévenait le mécanicien ou — au retour — si des voyageurs lui faisaient signe. Nous l'attendions en buvant une limonade dans une bicoque en bois qui n'avait de clients que ces rares voyageurs. Ça c'était le bon côté des choses. Mais il fallait marcher six kilomètres pour arriver au village. Avec l'entraînement du « tour des boulevards », c'était une belle promenade.

Tant que nous étions trop petits pour cette aventure, nous allions en train jusqu'à La Mothe-Achard. A la gare, nous prenions la voiture de la poste que son cheval poussif brinquebalait jusqu'à Beaulieu, sur la route d'Aizenay. Elle nous arrêtait sous le grand frêne du terre-plein herbu, au fond duquel s'étiraient les bâtiments de la ferme — une longue bâtisse basse, à la vendéenne, au toit couvert de tuiles rondes. Les pièces s'ajoutaient à l'enfilade, chacune ouvrant sur le terre-plein et la route, et, de l'autre côté, sur la cour. On entra directement dans « la pièce », carrelée de rouge — un luxe de paysans riches —, qui ne servait plus que de chambre à coucher. Deux fenêtres étroites, en vis-à-vis, l'éclairaient tant bien que mal. Le mobilier campagnard faisait aujourd'hui la joie des antiquaires. Un buffet qui sentait la cire, sur lequel trônaient, sous deux cloches *de* verre, une vierge bariolée et une couronne de fleurs d'oranger — témoin tardif de la virginité de la grand-mère. Deux armoires héritées de la famille Poiroux où s'entassaient le linge blanc, le costume des dimanches, les jupes et les jupons, surtout les piles de draps qui faisaient l'orgueil de la maîtresse de maison. Mes enfants qui ont hérité de l'une de ces armoires peuvent y lire à quelle date la vache a vêlé. Une table ronde. Une horloge comtoise à poids. De chaque côté de la vaste cheminée, un lit si haut que, pour y grimper, il fallait une chaise. Sur le mur de chaux blanche, de chaque côté du crucifix, s'étalaient des chromos religieux violemment colorisés : sainte Marie en bleu avec sainte Anne, sa mère, en vert ; un christ angélique et barbu, couronné d'épines, qui montrait de l'index son coeur vermillon dégouttant de sang : l'image me remplissait d'étonnement et d'horreur.

La pièce ne donnait pas directement sur la cour, mais sur un appentis de terre battue où l'on rangeait les seaux de lait et où la grand-mère baratait le beurre. Une odeur sure vous prenait aux narines. C'était un réduit malpropre au désordre incroyable ; il ne différait guère de la porcherie auquel il était adossé.

La troisième porte communiquait avec « l'horlogerie ». « La marquise » continuait à récriminer contre le plancher. Mais la pièce était la plus confortable et c'est là qu'on vivait. Elle était mieux éclairée : outre la fenêtre derrière laquelle travaillait le grand-père, la porte vers l'extérieur était vitrée dans sa partie supérieure et on la barrait, la nuit venue, avec un vantail en bois. Dans l'âtre, le pot de mofettes mijotait sur les braises. Nous mangions

sur une longue table dont le tiroir profond servait de garde-manger : on y rangeait les restes et l'odeur des sardines poêlées s'y mélangeait avec celles du lapin et des haricots. L'ameublement était sommaire : la vitrine où étaient exposées les montres, une grande armoire, le vaisselier, le lit. Une porte de bois mince donnait à l'escalier raide du grenier à blé où, la nuit, les rats dansaient la sarabande. Cette porte était tapissée d'une carte de géographie, supplément au *Petit Journal*, et surtout d'une multitude de cartes postales, dont bien sûr celles que mon père avait envoyées du Maroc : rêves d'évasion du grand-père qui n'avait jamais connu de plus grands voyages que les rares expéditions à La Roche-sur-Yon.

Sauf quand la présence des parents nous renvoyait dans le second lit « de la pièce », c'est là que nous couchions, Pépée et moi. C'était tout un problème pour grimper dans le lit. Une fois dedans, on s'enfonçait profondément dans les couettes de plume et on remontait sur son nez le drap blanc de grosse toile écru qui grattait — plus encore quand c'étaient des draps de chanvre roux dont il restait malheureusement encore quelques exemplaires (la grand-mère gloussait de rire et changeait les draps).

Pas facile de s'endormir avec tous ces carillons d'une vingtaine de pendules qui marquaient les heures, mais aussi les quarts d'heure, les unes ensemble, les autres en avance ou en retard. Mais on s'y habituaît, comme au hullement des chouettes. Le sommeil s'en trouvait bercé. En revanche, impossible de s'habituer à la galopade des rats dans le grenier qui nous réveillait en pleine nuit.

Pendant la journée, la porte sur la cour était presque toujours ouverte. Les poules et les oies en profitaient pour venir picorer dans la pièce, chassés de temps en temps par la grand-mère.

Dans la cour, détremnée dès que le soleil avait renoncé à sécher la boue noirâtre, une planche fixée sur des rondins portait une bassine pour les ablutions du matin — corvée désagréable réduite le plus souvent à un simulacre, surtout par mauvais temps, mais sur laquelle les grands-parents n'avaient pas le mauvais goût d'insister.

Aux Moulières, l'hygiène était réduite à sa plus simple expression. Passe encore pour le pipi. Tout le monde allait pisser dans la cour. La grand-mère allait au milieu, écartait légèrement les cuisses et pissait, toute droite, cuirassée de ses innombrables jupons ; elle éclaboussait le sol à la manière des juments. Quand un besoin plus encombrant obligeait à poser culotte, c'était moins drôle, au moins les jours de pluie. Il fallait aller au coin du jardin, dans une vague cabane ouverte à tous les vents et s'aventurer sur les planches glissantes qui permettaient de s'accroupir au-dessus de la fosse à merde. Des morceaux épars de *La Vendée* permettaient de s'essuyer tant bien que mal. La puanteur était telle, si grande l'inquiétude de tomber dans le trou, que nous ne nous risquions dans ces latrines que quand la pluie tombait vraiment trop drue. Pour en

terminer avec les bâtiments, il faut parler de la « boulangerie », avec son pétrin et son four à pain. Chaque mois, le grand-père chauffait le four avec des fagots. Il pétrissait et cuisait le pain, d'énormes miches qu'on mangerait rassises (mais non pas dures) jusqu'à la fournée du mois suivant. Grand-père profitait du four pour cuire des gâteaux qui faisaient la joie des enfants.

Dans l'écurie, entre la boulangerie et les locaux d'habitation, j'ai connu la jument alezane dans l'écurie où elle achevait de mourir de vieillesse. Grand-père l'attelait de loin en loin pour aller chercher les sacs de farine qu'il échangeait contre des sacs de froment au moulin de Martinet (je l'accompagnais et c'était un jour de fête), bien plus rarement encore pour aller jusqu'à La Roche — près de cinq lieues de voyage où la pauvre bête devait épuiser le reste de ses forces. J'étais bien petit encore quand elle a rendu son dernier soupir. Elle n'a jamais été remplacée et l'écurie est restée vide.

De la gloire passée, il ne restait plus que le char à bancs peint en vert qui pourrissait dans le hangar, à côté de la charrette de meunier. Comme je l'ai dit, la grand-mère se refusait à les vendre, non par sentiment mais par conservatisme : ce qui est à moi, je le garde ; les autres ne l'auront pas. Pour nous, c'était une bonne affaire. Nous grimpons dans le char à bancs, malgré l'interdit, et, serrant ou desserrant la manivelle du frein, nous partions pour de longs voyages. Les brancards n'en sortaient pas indemnes.

Accotés au hangar, les clapiers ne manquaient pas d'intérêt. J'allais chercher de l'herbe pour les lapins. On appréciait moins mon zèle lorsque j'essayais de leur inculquer l'amour de la liberté. Je n'aimais guère les poules qui se perchaient bêtement les unes contre les autres dans le poulailler qu'on fermait le soir pour les protéger contre les renards. En plein jour, il suffisait de leur mettre la tête sous l'aile et de les balancer un peu pour qu'elles s'endorment : les stupides volatiles croyaient le soleil couché. Un peu plus grands, une de nos distractions était d'enivrer un coq. Nous lui versions un peu de vin dans le gosier et le posions à terre. Il était beau, le coq gaulois ! Il partait majestueusement comme un ivrogne, en levant très haut les pattes, caquetant et dodelinant de la crête, jusqu'à ce qu'il s'affale pour cuver son vin.

On ramassait les œufs un peu partout, au hasard de la découverte, parfois des semaines après la ponte. La grand-mère tenait à me faire gober des œufs crus « pour me faire forcer ». Pour cela il fallait les prendre dans le poulailler, sous le cul de la poule.

Les grognements des cochons, dans les bauges, n'attiraient qu'une brève curiosité. Les malheureux n'avaient qu'un lointain rapport avec les petits cochons roses de nos livres d'images. Qui aurait pu reconnaître leur couleur d'origine ? Ces bêtes-là, disait-on, adorent la saleté. Aux Moulières, elles étaient servies. En guise de litière, elles avaient droit à

un régal de boue et de déjections dont elles étaient recouvertes par plaques épaisses. Elles ne retrouvaient le rose originel qu'une fois égorgées et ébouillantées. L'égorgement lui-même obéissait à un rituel incroyable de cruauté. On n'allait pas jusqu'à prétendre que les porcs aimaient ça, mais il paraît que c'est indispensable pour la qualité de la viande et pour la quantité de sang nécessaire aux boudins et à la « fraisure ». Alors on enfonçait lentement le couteau dans la gorge, en recueillant le sang dans des bassines. Le pauvre animal hurlait pendant ce qui me semblait des heures. Les gamins du village et les curieux formaient cercle pour se repaître de son agonie. J'ignore si la charcuterie y trouvait son compte. Le sadisme, à coup sûr. Citadins au coeur trop sensible, Pépée et moi nous avions horreur de ce spectacle. Nous nous sauvions loin du village pour fuir les hurlements.

En ce qui concerne l'hygiène, les vaches n'étaient guère mieux loties que les cochons. L'étable était construite en équerre avec l'habitation, le long d'une venelle qui menait à la route de Saint-Georges. En face, juste devant le logement des métayers, s'étendait une mare de purin, alimentée par le tas de fumier sur lequel picoraient les poules. Cette étable était sale à souhait. Là encore la grand-mère et les métayers étaient persuadés que la saleté conserve les bêtes en bonne santé. À en juger par les plaques de bouse qui les protégeaient sur les cuisses et sur les flancs, nos vaches étaient assurées d'une incroyable longévité. Elles, au moins, étaient entourées de considération. Bien sûr, on n'avait jamais recours au vétérinaire, pas plus qu'au médecin. Mais on les soignait avec respect et chacune avait sa personnalité. La naissance d'un veau constituait un événement essentiel auquel il nous était permis d'assister. Exceptionnellement. On nous interdisait d'entrer dans l'étable, de peur que nous n'effrayions les bêtes. Du coup, la grange au foin, au-dessus, devenait une cachette imprenable. Une fois au moins je n'ai pas pu nier de m'y être caché : une faux m'y avait ouvert le genou.

La grand-mère avait sa propre vache dans le troupeau ; elle allait la traire dans l'étable ; je la regardais, de la porte entrebâillée. Elle rapportait un seau de lait crémeux dont je n'ai jamais retrouvé la saveur.

Toutes les autres bêtes appartenaient au métayer ou, plutôt, elles étaient « à moitié » comme tout le reste de la Borderie.

Les métayers et la Borderie

Pour moi, les métayers faisaient partie de la famille. Ils habitaient l'autre aile du bâtiment, dans deux pièces aussi grandes que les nôtres, mais bien plus misérables, des pièces de terre battue qu'on balayait de temps à autre avec un balai de genêts. Pratiquement pas de mobilier, sinon une table, deux bancs et des lits. La deuxième chambre, celle des jeunes, servait de débarras. Là encore, on vivait dans une seule pièce.

Les métayers se levaient avant l'aube, avalaient une soupe épaisse et partaient aux champs. J'ai toujours connu le père Grousseau comme un vieil homme au visage osseux, taciturne, écrasé de travail, la mère Grousseau comme une petite vieille ratatinée dont la figure ressemblait à une pomme ridée. Elle n'avait jamais vu la mer. Son plus long voyage l'avait menée une fois à La Mothe-Achard — à pied, bien entendu. Comme son mari, elle était illettrée. Pourtant, quand nous allions ensemble cueillir le millet, elle nous racontait d'une voix chantante l'histoire de Lancelot du Lac ; plus précisément, elle psalmodiait le vieux roman de la Table ronde, en dialecte, tel qu'il lui avait été transmis à travers les âges. Elle ne mangeait jamais à table, mais assise au bord de l'âtre, son écuelle sur les genoux.

Les Grousseau avaient-ils un fils ou deux ? Le grand gars robuste et sympathique, blessé à la guerre et le bras en écharpe, qui me portait sur ses épaules, je le revois enfumant un nid de frelons dont l'un d'eux m'avait piqué (sept piqûres de frelons, disait-on, entraînent la mort). Autant qu'il m'en souviennne, il s'agissait d'un fils aimé qui a été tué sur le front, après sa permission. J'ai souvenir d'un autre garçon, Xavier, de sept ou huit ans mon aîné : mais où diable a-t-il disparu ? Il ne réapparaît plus dans mes souvenirs d'enfant de dix ans.

Seule Georgette restait à la ferme, une belle fille brune, de dix ans plus âgée que moi, vigoureuse, infatigable. J'aimais mener paître les bêtes avec elle. Nous allions souvent assez loin, car les champs et les prés étaient très éparpillés. Même sur la route nationale, la circulation ne nous gênait guère : quelques carrioles, le tricycle du Caïffa qui apportait au village l'épicerie et la mercerie, parfois le poissonnier qui venait vendre les sardines des Sables, de lents chars à bœufss, des charrettes, très rarement une voiture automobile qui faisait fuir les poules et parfois en écrasait une, à la grande indignation des villageois. Le vieux chien noir n'avait pas grand mal à surveiller le troupeau.

Une fois dans le champ, Georgette racontait des histoires, faisait

griller des pommes de terre ou des châtaignes. Elle nous apprenait à jouer du pipeau sur des flûtes que nous confectionnions avec des petites branches de châtaignier dont l'écorce glissait sur l'aubier humide.

Le dimanche, elle s'habillait parfois à la manière des filles de la ville pour aller danser au « proveil » dans un bourg voisin. Elle faisait des lieues en portant ses chaussures à la main, pour ne pas les user et en marchant sur les banquettes — les chaussures, c'est malcommode pour marcher, mais indispensable à la toilette. Nous l'accompagnions parfois. Surtout plus tard, quand le voyage se faisait à vélo.

Georgette était seule à tenir tête à « la marquise ». Elle la brocardait pour son avarice, pour son autoritarisme et sa méfiance. Elle prenait le parti du grand-père et l'incitait à la fermeté.

C'est chez les métayers que se tenait la veillée. Nous arrivions le plus souvent les premiers, grand-père et moi, tandis que Georgette et le père Grousseau mangeaient encore leur soupe à la lueur du feu qui dansait dans l'âtre auprès duquel était accroupie la mère Grousseau. Peu à peu, les gens venaient et s'asseyaient autour du feu : la grand-mère, la petite Lison qui se tapissait dans le noir, le charron avec sa femme, le sabotier dont le réduit sentait bon les copeaux, quelques fermiers du voisinage. Ça commençait toujours par des conversations, sans intérêt, de grandes personnes, sur le temps, les récoltes ou les potins du village.

Pendant ce temps, assis sur le foyer, aussi près que la chaleur le permettait, je jouais avec des tisons, traçant dans la pénombre des dessins fantasmagoriques et projetant des étincelles — un jeu qu'interrompaient seulement, et pas pour longtemps, les remontrances de la grand-mère. Elle ne pouvait pas m'interdire le spectacle du feu. Je regardais fixement les bûches incandescentes qui me montraient les tortures d'un damné dans l'enfer ou bien se transformaient de dragon en oiseau.

Je dressais l'oreille quand on en venait à parler de choses sérieuses : les histoires de revenants, de loups-garous, celle de la Dame Blanche qu'on voyait parfois au carrefour, après le village, et de la chasse-galerie fantôme que les anciens avaient vue de leurs yeux parcourir au galop la lande du côté du vieux moulin. Je frissonnais délicieusement derrière la porte bien barrée.

Pendant la veillée, on faisait cuire sous la cendre des pommes de terre, des pignons ou des châtaignes. Leur odeur m'est encore présente. Les Moulières, pour moi, c'était avant tout des odeurs : l'odeur fade du lait au sortir de l'étable, l'odeur du moisi dans l'appentis, l'odeur des confitures de cerises toujours caramélisées de la grand-mère, l'odeur écœurante de la tirette garde-manger, l'odeur puissante du fumier et celle, désagréable, du purin, l'odeur sure des orties qui foisonnaient partout et faisaient ces cloques aux jambes, l'odeur violente des figuiers au coin du jardin, celle de la terre humide, des foin coupés ou du grain chauffé par le soleil. Une symphonie de parfums que je ne retrouvais nulle part avec cette intensité, pas même à Chantonnay. Une symphonie dominée par toutes les nuances de la moisissure, agréablement associées à des sensations de plaisir. Il y a

des arbres que je peux reconnaître les yeux fermés : le figuier, bien sûr, mais aussi le châtaignier, le chêne, l'acacia, le sureau ou le pin. Ce sont ceux que j'ai connus aux Moulières.

Dans la maison, nous n'avions guère de distraction. De loin en loin, nous nous lancions dans une partie de tarots. Le jeu me paraissait compliqué et je ne le comprenais guère. Mais j'aimais les mimiques par lesquelles on signalait à son partenaire, sans que l'adversaire s'en aperçoive, qu'on avait le borgne (en clignant de l'oeil), la Dame (les yeux grands ouverts) ou la vache (une moue des lèvres). Quelquefois, surtout quand mon père était là, des voisins venaient boire un verre de vin blanc. Il provenait des vignes à demi sauvages : un cépage d'origine américaine, le noah, dont le vin n'était pas désagréable au goût mais qui contenait de l'éther et était dangereux — « tcho falli noah » disaient les hommes mélancoliquement en hochant la tête.

Nous vivions dehors, toujours dans les champs, et il fallait une pluie bien forte pour nous forcer à nous réfugier à la maison. Un de nos terrains de jeu, c'était l'aire, au fond du jardin pratiquement en friches. On ne battait plus au fléau que le blé noir pour les galettes. Le jour des batteries, arrivait dans l'aire l'énorme machine à battre qui allait de ferme en ferme. Les voisins donnaient un coup de main. On remplissait et transportait les sacs de froment sous le regard vigilant de la grand-mère et on les montait dans le grenier. On élevait à la fourche le pailler, une meule de paille de cinq à six mètres de haut. Les travailleurs buvaient sec le « falli noah » et parlaient fort. Pour nous c'était un jour de fête. Sur l'aire, la balle de blé restait longtemps et on pouvait s'amuser. Nous grimpons sur le « pinier », un pin parasol énorme, gentiment penché pour faciliter l'ascension. Nous restions perchés dans les hautes branches. Ou bien, de là, nous sautions sur le pailler et nous nous laissions glisser en bas, au risque de nous casser le cou, car le toboggan était abrupt.

Un chemin creux menait à une chapelle délabrée, puis au verger, à l'autre bout du village : pommiers, pruniers, cerisiers et cognassiers y enchevêtraient leurs branches dans une jungle de ronciers et d'orties trop drue pour nos ébats. Souvent nous traversions le village pour aller jouer dans le moulin en ruine. Nous n'avons jamais vu tourner ses ailes, mais mon père, lui, se souvenait du temps où mon grand-père était meunier et où les paysans venaient y faire moudre leur blé. Il se dressait sur un tertre couvert d'ajoncs et de fougères là où n'affleurait pas le granit ; une carrière y avait été exploitée et, quand j'étais tout petit, je regardais encore y travailler un vieux tailleur de pierre qui, sans doute, y dégrossissait des dalles funéraires et des croix.

Nos jeux nous menaient plus rarement au pré de trèfle incarnat, de l'autre côté de la route de Saint-Georges, ou encore au champ du puits, domaine réservé des grands-parents qui y faisaient pousser du maïs pour la volaille. Ce puits était notre orgueil, car il ne tarissait pas et les gens du village venaient y puiser. Par une poulie grinçante, on descendait le seau dans l'eau profonde qu'on voyait miroiter très loin. La corvée d'eau était rebutante : il fallait porter les seaux pleins pendant quelque deux cents mètres de sentiers incommodes. On comprend qu'il fallait ménager l'eau et ne pas la gaspiller pour des ablutions trop fréquentes. Tout petit,

j'accompagnais le grand-père et j'admirais sa force. Après sa mort, en 1924, la grand-mère devait aller elle-même au puits. Elle faisait peine à voir, balançant son corps énorme, posant le seau à demi plein tous les dix mètres. Le plus souvent, Georgette allait lui chercher l'eau. Quand j'étais là, la corvée m'incombait « Va-t'en qu'ri d'l'aïve ou pote », commandait la grand- mère. Ou bien, elle se contentait de constater tristement : « O fou qui m'en enche qu'ri d'raïve ou pou » — ce qui revenait au même.

Bien entendu, aux Moulières, je parlais patois comme tout le monde. C'est même la seule langue étrangère que je n'aie jamais prononcée correctement. Les autres, je les ai acquises à l'école et les ai toujours parlées avec un accent lamentable. Quand j'ai appris le latin, j'ai constaté avec étonnement que notre patois du bocage en était plus proche que le français, ce qui le rehaussait considérablement. La saveur du patois est restée pour moi inséparable de toutes les saveurs et de toutes les odeurs de la vie campagnarde.

La guerre de 14

Je n'avais pas trois ans, le jour de la déclaration de guerre. J'ai toujours cru que je me rappelais cette journée et le tocsin. Le vacarme des cloches, lugubre comme un glas, est lié dans mon esprit aux pleurs de mon entourage et des gens dans la rue. Mais c'est certainement un faux souvenir. En août 1914, on ne pleurait pas. La guerre était fraîche et joyeuse. C'est en novembre 1918 que les gens versaient des larmes de joie ou, plus souvent, pleuraient au rappel de leurs morts. Ce qui est resté dans nos mémoires comme le tocsin, c'étaient les cloches de la victoire. Le petit garçon de sept ans n'a pas compris la signification de ces cloches ni de ces pleurs. Par la suite, le souvenir violent s'est trouvé replacé dans une suite logique — où les pleurs accompagnent l'annonce de la catastrophe plutôt que sa fin. Il me faudra bien des années pour réaliser que le rationnel n'est pas le réel.

Toujours est-il que cette constatation me navre. Elle m'enlève le seul souvenir très lointain que je croyais sûr et daté. Elle fait mal augurer de mon sens de l'histoire. Enfin il me faut avouer que je n'ai pas dû savourer « la victoire » comme il se devait.

Pourtant, j'avais sûrement été entraîné dans le tourbillon belliqueux. Je me revois, tout petit, accompagnant en trottant une colonne en bleu horizon qui monte vers la place circulaire : je suis coiffé d'un casque démesuré et les hommes rient à côté de moi. Avant même de savoir écrire, j'envoie à mon père, au Maroc, des lettres remplies de gribouillages qui figurent des batailles et particulièrement des combats d'avions.

On a, du reste, à la maison, des motifs d'orgueil patriotique : l'oncle Maurice, le saint-cyrien, vient d'être élevé au grade de capitaine. À l'école, quand l'institutrice nous raconte les exploits de Bayard, qui fut un grand capitaine, je l'interromps fièrement pour lui déclarer que mon oncle Maurice, lui aussi, est un grand capitaine et qu'il a les joues toutes bleues.

En fait, la guerre ne signifie pas grand-chose pour moi. Aucun de mes proches n'y a été tué. Les privations ne se font sentir que vers la fin. Encore suis-je un privilégié. On m'a envoyé aux Moulières pour de longs mois. Là on ignore tout du rationnement. On mange à volonté le beurre et la crème, le pain blanc cuit par le grand-père et la grand-mère me fait gober chaque matin un œuf juste sorti du cul de la poule. Les paysans sont du reste très fiers de leur revanche sur les gens de la ville qui en sont réduits à un pain noir sévèrement rationné. Vient pourtant le moment, sans doute à la veille de mes six ans qui me

permettent d'aller à l'école, où le grand-père attelle la jument pour me ramener à la maison. Dans le char à bancs vert, nous apportons des provisions. Ici se place la première des scènes qui m'ont toujours inspiré une honte profonde. Je revois la salle à manger, Tantette, Marie, Pépée et petite mère accueillant avec d'interminables embrassades le gros bébé joufflu que j'étais alors. Ma mère me dit avec attendrissement qu'on m'a gardé ma part de pain. Elle me tend un quignon de pain noir. Moi, je le jette avec mépris à travers la pièce : je ne mange que du pain blanc. La grand-mère sort, en effet, les provisions de miches blanches. Elles s'épuiseront vite. Il faudra bien se faire au pain noir de la guerre.

Notre chienne Tune devait bientôt être victime du rationnement. C'était une brave chienne tachetée de blanc et de noir — sans doute un pointer ou apparentée aux pointers. Nous étions fiers de son intelligence. On l'avait laissée aux Moulières avec moi. Mais elle avait probablement la nostalgie de la vie citadine. Elle avait refait le chemin de Sainte-Flaive, elle avait repris dans la bonne direction le train qui ne s'y arrêta que deux minutes et serait revenue seule par chemin de fer à la maison si elle n'avait pas malencontreusement laissé passer la gare de La Roche : le contrôleur qui connaissait mon père l'avait rapatriée.

Nous lui étions fort attachés. Au point qu'un jour, pour lui éviter d'être mordue par le chien noir qui la terrorisait comme il nous terrorisait, je l'avais élevée dans la citadelle de mes petits bras. Ce trait d'héroïsme m'avait valu une morsure que le médecin avait dû cautériser pour conjurer la rage.

Marie n'aimait guère Tune : une bouche inutile et, par-dessus le marché, une vieille bête. Petite mère finit par se ranger à ses raisons. Marie nous emmena conduire Tune à l'abattoir municipal. Je revois notre dernière promenade avec la pauvre chienne sur le boulevard : les deux enfants pleuraient toutes les larmes de leur corps. Je revois l'abattoir avec ses crochets et son sol gluant de sang, Tune nous regardant de ses grands yeux tristes tandis que Marie nous arrachait de là, pleurant et hurlant, et le dernier regard sur la malheureuse bête que ses bourreaux entraînaient et qui léchait le sang par terre.

Autre souvenir terrible, celui de la maladie de petite mère. Le docteur Filodeau venait tous les jours en ce temps-là. C'était un bon vieux médecin obèse qui se déplaçait avec difficulté, s'asseyait dès qu'il le pouvait et vous regardait avec des yeux apitoyés, humides et globuleux. J'ignore si sa compétence égalait son humanité. Je crois bien qu'il réconfortait par son amitié plus qu'il ne soignait la maladie. Cette fois, petite mère est très gravement malade, sans doute de la typhoïde dont sévit l'épidémie. On nous interdit d'entrer dans la chambre. Mais nous entendons ses cris déchirants. Pépée et moi, en larmes, nous nous réfugions aussi loin que possible pour ne pas les entendre. Mais même en bas, dans la cuisine, les cris nous rattrapent. Je les entends encore et ils me vrillent les oreilles, les cris de ma mère, si contraires à sa réserve habituelle que j'en viens, là encore, à suspecter non l'authenticité du souvenir, mais l'objectivité de son contenu : peut être est-ce dans nos

petites têtes que hurlait alors le désespoir.

Malgré l'absence de père, la maison était bien peuplée. Petite mère avait recueilli sa plus jeune soeur, Simone, que nous appelions Tantette et qui était à peine de dix ans mon aînée. Elle était venue poursuivre ses études à l'école supérieure de La Roche où ma mère pouvait la surveiller. Nous allions l'y chercher de temps en temps avec petite mère ou Marie. Elle couchait dans le cabinet de toilette. Ce n'était pas aussi gênant qu'on pourrait le supposer. Nous autres, les enfants, comme j'ai dit, nous n'accaparions pas le cabinet de toilette et nous n'y restions pas longtemps. Tantette pouvait être tranquille de ce côté- là. De ce côté-là seulement. Cette grande fille de quinze ou seize ans était le souffre-douleur des deux gosses. Même l'angélique Pépée la poursuivait avec un tisonnier à travers les couloirs et les escaliers. Comme elle refusait de se défendre, Tantette ne pouvait que fuir et pleurer.

La cuisine était le plus souvent envahie par un militaire dont Marie s'occupait pratiquement de remonter le moral. C'était un solide gaillard au teint rougeaud, avec de belles bacchantes à la *franque*, ce qui n'avait rien d'étonnant car il se prénomme Clovis. Clovis ne devait pas être constamment indispensable à la Défense nationale car il venait tous les jours à la cuisine, mangeait parfois, buvait toujours, car il aimait bien le vin rouge. Nous le créditions de l'admiration que nous portions à tous les porteurs de l'uniforme bleu horizon.

La cave au charbon elle-même était habitée. Les réfugiés de la Belgique et du Nord avaient reflué jusqu'en Vendée. On avait monté pour eux, sur les boulevards, les baraques en bois qui faisaient la fortune des Vilgrain. Ils s'y trouvaient entassés comme les voyageurs dans le métro aux heures de pointe. Un jour, une femme aux cheveux filasse aperçut par le soupirail notre cave qui lui parut confortable en comparaison du baraquement. Elle demanda à ma mère d'y être hébergée avec ses deux enfants. On avait donc débarrassé la cave des objets hétéroclites qui l'encombraient, nettoyé le plus gros, balayé la terre battue, ramené en un seul tas le charbon, ce qui était d'autant plus facile qu'il n'y en avait plus guère. Nos réfugiés vivaient là comme ils pouvaient. Les petits garçons blonds étaient à peine plus âgés que nous. Le plus grand allait à l'école avec moi. J'ai le sentiment d'une amitié profonde entre nous, d'une tendance un peu trouble et comme marquée d'érotisme. Pourtant tout reste vague ; je ne me rappelle même plus son nom. Comment se fait-il que mes souvenirs restent si nets en ce qui concerne Clovis et si flous en ce qui concerne ce jeune garçon si proche de moi ? J'en déduis qu'ils ont été caviardés. Peut-être nos jeux nous ont-ils entraînés dans les parages des interdits sexuels.

La fin de la guerre est dominée par les Américains. Le silence de nos rues est troublé par les engins motorisés. Marguerite Bonnaud, la fille de notre voisine, a un bon ami américain, un grand type en kaki, avec un chapeau de boy-scout. Ils vont ensemble au dancing dont on entend, de la maison, le piano mécanique. Sans doute Tantette fait-elle plus ou moins partie de la bande, car nous, les enfants, nous sommes abondamment fournis en friandises : j'ai encore dans la bouche le goût fade du pop-corn. Il nous est même donné de faire des virées fabuleuses autour du pâté de maison, dans un side-car pétaradant. J'ai peine à croire que ce soit pour

les beaux yeux de mes six ans. Toujours est-il que — il faut bien le dire — cette guerre-là ne manque pas d'attraits.

L'après-guerre : mes premières déceptions

Elle se termine pourtant. Au moment où elle devenait intéressante, les Américains s'en vont. Les réfugiés regagnent leur pays, et avec eux, s'en va mon petit copain. Clovis s'en va. Marie s'en console avec un civil que nous n'aimons guère : même les petits enfants que nous sommes comprennent que cet ivrogne de Marc, hâbleur et paresseux, ne fera pas son bonheur. Si laid qu'il soit, avec son front bas et son nez écrasé, elle finira pourtant par l'épouser, tant elle aspire à une vie indépendante. Marie est battue et fait des enfants. Elle obtiendra de loger dans un des baraquements abandonnés désormais réservés aux indigents. Son mari la laissera enfin seule. Autant que je sache, à partir de ce moment les choses iront mieux pour elle ; ses enfants s'en tireront bien et veilleront sur sa vieillesse.

En attendant son mariage, Marie continue à s'occuper de nous et, rue Magenta, la vie suit son cours. Après le départ des Américains, la vie est redevenue calme. Pas silencieuse pour autant ; elle est animée par les appels des artisans et marchands ambulants : « vitrier ! », « réparateur de porcelaine ! », « rempailleur de chaises ! », « aiguiser de couteaux, ciseaux ! », « chiffons... peau de lapin... peau... », « petits créquets » (de délicieux fromages blancs qu'on noie dans la crème), « sardines fraîches ! À la vive, à la vive ! » (J'entends : à la dine, à la dine, ce que je comprends mieux et qui rime mieux).

Les commerçants viennent généralement à domicile : le laitier dépose le litre devant la porte ; le boulanger, avec sa carriole apporte chaque matin la miche de trois livres avec le morceau de pain qui complète le poids : il la marque sur la coche de bois, celle qu'il garde et celle du client (qui paye à la fin du mois). Même en ville, le pain demeure l'essentiel de la nourriture. Pour le reste, on va au marché. Le boucher et le poissonnier y ont leur étal. Les paysannes viennent y apporter les légumes et les fruits, la volaille ou le lapin, les œufs et le beurre enveloppé dans des feuilles de chou, et qu'on goûte d'abord. On achète rarement chez l'épicier. Le ravitaillement en bonbons ne pose pas de problème. La marchande se tient au coin de la rue dans une boutique minuscule. Pépée et moi, nous y courons dès qu'on nous donne une pièce d'un sou.

Mais je ne suis pas toujours si frivole. Je suis passionné par l'école. En deux ans, je franchis quatre divisions. J'ai, pour le savoir, un enthousiasme de néophyte. Il est parfois soumis à rude épreuve. Par exemple, le jour où on m'a envoyé chercher des veufs à l'épicerie, au-dessus de la place circulaire. Ça tombe bien. À l'école on vient d'étudier l'œuf. Je sais que, quand le poulet se forme, l'œuf n'est plus frais et qu'on s'en aperçoit en le secouant. Fier de ma science, je secoue consciencieusement un à un, les œufs que me tend le marchand.

— Ils ne sont pas frais vos œufs.

— Ah, ils ne sont pas frais, mes œufs, petit galopin ! Tu vas voir ton cul, si il va être frais.

Je reviens en courant, satisfait de moi malgré les injures, puisque ma science nouvelle m'a permis de sauver ma famille de l'empoisonnement. Or, à la maison, petite mère et Marie se mettent à rire et retournent chercher les œufs. Décidément, même la science est relative.

Au début de l'année 1919, père est revenu. Il est très fier des progrès scolaires de son fils. Commence alors une période exaltante. Père a repris sa place au Parti socialiste. L'espoir baigne les conversations des grandes personnes que je suis avec un grand intérêt. Un jour, dans le train qui mène à Chantonay, mon père m'entretient du projet d'un nouveau journal qui doit s'appeler *L'Aurore sociale*. Je suis ivre de bonheur à cette évocation.

Dix ans plus tard, quand je serai connu comme un agitateur révolutionnaire dans la petite ville de La Roche-sur-Yon, mon vieil instituteur me racontera une anecdote qui l'avait frappé de stupeur. Il avait posé à ses élèves un sujet conventionnel pour une petite rédaction : « Pourquoi voulez-vous bien travailler à l'école ? » J'avais répondu : « Je veux bien travailler pour devenir savant et pour faire, plus tard, mon devoir de bon socialiste. »

Quand je reviens de l'école, avec petite mère ou Marie, nous passons chercher Simone à l'école des filles. Simone, c'est ma bonne amie. Une petite fille au teint rose et aux cheveux blonds. Une bonne socialiste elle aussi, car son père, Edmond Guillou, marchand de charbon, est un des camarades de père à la direction de la fédération socialiste. Un jour viendra bientôt où nous ne nous fréquenterons plus. On me donne des explications confuses. Je comprends que son père est une fripouille qui a volé la caisse du parti. Je saurai bien plus tard *ce* qui s'est passé. Lors de la scission de Tours, mon père a suivi Léon Blum et la minorité du Parti socialiste. Le père de Simone a pris la tête de la fédération vendéenne du Parti communiste. Par une étrange rencontre, le camarade Guillou sera exclu du PC comme trotskyste avec Boris Souvarine — et avec lui sa fille Simone. Je l'apprendrai des années plus tard, alors que je militerai dans l'organisation trotskyste. J'essayerai, mais en vain, de retrouver Simone à Paris.

Le petit garçon de dix ans a vu son enthousiasme pour le Parti refroidi par cette histoire sordide. De plus, les conversations ne portent plus guère sur l'aurore sociale. Mon père reçoit des personnalités nationales du Parti. Compère Morel, par exemple, dont j'ignore que c'est un des principaux théoriciens mais dont je sais que c'est un grand personnage. Nous prenons ensemble le petit déjeuner et ma mère, aux petits soins, a acheté des croissants. Nous buvons les paroles du grand homme bedonnant.

« Il faut bien le dire : si nous avions la révolution en France, nous n'aurions pas de croissants pour le petit déjeuner. »

Je suis déçu. Je ne sais pas si c'est par la perspective de manquer de croissants ou par la médiocrité du propos.

Depuis que je sais lire, je dévore avec ferveur la bibliothèque de mon père, pêle-mêle, un peu tout, tellement absorbé dans mes lectures que j'en oublie la course et la bagarre. Mon livre préféré — qu'on m'a offert pour mon anniversaire — c'est *Histoires d'autrefois* qui raconte la saga de Siegfried et de Brunehilde. Aux Moulières, j'ai découvert les fascicules de la première édition populaire *d'Histoire d'un crime*. Je ne sais pas si j'aurais aujourd'hui le courage de le relire jusqu'au bout. A dix ans, Victor Hugo m'avait passionné. Je me sentais prêt à mourir pour abattre la dictature. Malheureusement on ne m'avait pas attendu pour chasser Napoléon le petit.

Mes souvenirs de cette époque — les plus marquants du moins — ont tous la même tonalité : exaltation et douche froide sur mon enthousiasme. Sans cesse, Sancho déchire le rêve de Don Quichotte.

L'héroïsme n'est pas moins relatif que le savoir. J'ai déjà raconté cette action d'éclat où, malgré ma terreur du chien noir, j'avais pris Tune dans mes bras pour lui éviter un sort tragique. Confusément, j'imaginai que l'agresseur serait désarmé par mon courage chevaleresque. Pas du tout. J'avais été mordu. Tune avait roulé à terre et n'avait pas évité la correction. Quant à moi, personne n'avait rendu hommage à mon héroïsme. On m'avait traité de sot et j'avais connu la morsure aux pointes de feu.

Mon souvenir le plus cuisant, le plus humiliant, est certainement celui du cargo anglais. Il nous arrivait de passer le dimanche aux Sables-d'Olonne que le chemin de fer mettait à une heure du chef-lieu. Nous circulions dans les ruelles étroites qui sentaient la marée ; nous montions vers la place des Nouvelles Galeries où parfois on nous achetait un seau pour jouer sur la plage. À un certain moment de la montée, tout à coup, devant nous, c'était l'océan. J'en avais toujours le même coup au cœur. Aujourd'hui encore, quand je passe aux Sables, le vieillard que je suis s'efforce de monter les mêmes marches pour redécouvrir la mer.

Ce jour-là, donc, nous sommes aux Sables. Nous voilà sur la jetée, avec les parents et Marie. La mer est très forte ; les vagues se brisent violemment sur les rochers et nous éclaboussent d'embruns. Il y a foule pour jouir du spectacle. Plusieurs bateaux de pêche ont des difficultés pour rentrer. On dit que l'un d'eux, là-bas, est en danger de faire naufrage. Mais les navires de plus gros tonnage passent sans s'occuper des pêcheurs. Je suis indigné. Tout à coup sort du port un charbonnier qui bat pavillon britannique. Il file droit vers le bateau en détresse. Je saute de joie et mon cœur déborde de reconnaissance pour le sauveteur.

« Brave Anglais ! Il donne une leçon aux Français ! »

Le voilà tout près des marins en danger, tandis que le vent chasse sa fumée noire. Stupeur : le cargo anglais ne s'occupe pas d'eux ; il continue dans la houle sa route vers l'Angleterre. Je suis glacé de déception, plus encore honteux de mon enthousiasme trompé. Décidément, il faut attendre avant de battre des mains.

Vacances au bord de la mer

En réfléchissant, je me demande si nous n'étions pas alors en vacances aux Sables, avec Marie. J'ai une vague réminiscence d'arrière-cour aux odeurs fortes et aussi de Marie, arpentant le remblai en faisant claquer ses sabots vernis.

Mais le premier séjour au bord de la mer dont je me souviens vraiment c'est celui de Noirmoutier — une île merveilleuse partout dorée de mimosas, avec des sentiers rocailleux qui circulent dans la forêt de chênes verts et surplombent l'océan. Tante Cély y habitait avec ses beaux-parents et nous avait trouvé une villa dans le bois de la Claire.

Le voyage avait été une véritable expédition. Nous avons atteint Challans — non sans difficultés, car nous avons été surpris par une grève des cheminots. Là, une voiture de louage nous avait conduits dans l'île par le Gois — le passage qui relie l'île au continent aux heures de basse marée. De longues heures passionnantes au pas d'un cheval tranquille. La traversée du Gois n'avait pas duré moins d'une heure, au milieu des fondrières et des mares d'eau, sur une route approximative semée de méduses et de varech.

La villa était étrange : une cour carrée entourée d'une muraille blanche ; de petits pavillons d'une seule pièce, dispersés aux quatre coins si bien qu'il fallait, en cas de pluie, se tremper pour aller de la cuisine à la salle à manger ; enfin, une tour (modestement réduite à un étage mais le principe y était) dont on atteignait l'étage supérieur par un escalier de fer en colimaçon. Pépée et moi, nous menions une vie de petits sauvages, toujours pieds nus. Nous jouions sur la plage de la Claire, entièrement déserte, ou nous cherchions des crabes au creux des rochers ; je me laissais audacieusement mordre par les petits monstres pour les repérer mais je préférais les « dormeurs » à la carapace d'un brun violacé, les plus savoureux mais aussi les moins belliqueux. Souvent aussi, nous gambadions dans la forêt, au milieu des chardons et des épines. La plante de mes pieds nus de petit citadin était marquée de cloques où se nichait le sable et, je ne sais pourquoi, mes chevilles se heurtaient constamment.

La pêche n'était pas toujours sans danger. Un jour, Marie, occupée à pêcher des arpètes — que nous appelions des berniques —, n'avait pas vu la marée monter ; nous avons failli nous laisser surprendre ; Marie avait dû revenir avec Pépée sur ses épaules et de l'eau jusqu'à la poitrine tandis que j'assumais seul la responsabilité de mon sauvetage, du moins dans la version complaisante de ma mémoire.

Sur la plage, de petits cirques familiaux venaient parfois donner un spectacle aux gens du village : les enfants jouaient les clowns et le père impressionnait le public pour ses qualités d'athlète. Il arrivait même qu'un cinématographe en plein air nous offrit une représentation ; les images saccadées dansaient sur l'écran que le vent faisait flotter ; nous regardions, debout, les images mystérieuses.

Nous étions fascinés car, à La Roche-sur-Yon, nous ne voyions pratiquement jamais aucun spectacle. Il y avait bien un cinéma qui donnait des représentations, une ou deux fois par semaine, au théâtre municipal.

Mais les parents n'aimaient pas la violence ni l'érotisme des films. Nous n'étions pas allés au cinéma plus de deux ou trois fois. C'était pourtant passionnant. Un pianiste accompagnait les images muettes et soulignait les passages dramatiques par un air de *L'Arlésienne* — toujours le même pour qu'on ne s'y trompe pas. Les films de Rigadin ou de quelque autre acteur « rigolo » entraînaient de bruyantes cascades de rire. Le public — surtout au poulailler — accueillait avec des hurlements de joie le feuilleton qui durait des mois. Il participait à l'action, prévenait l'innocente jeune fille (malheureusement aussi sourde que muette) que le meurtrier la guettait derrière la porte, criait au cavalier de se hâter quand il accourait pour la sauver, accompagné par l'air de *L'Arlésienne*, et hurlait son indignation quand les méchants sauvages s'apprêtaient à la brûler vive. C'était passionnant mais, pour nous, tout à fait exceptionnel — si exceptionnel que je ne me souviens pas que nous ayons insisté pour aller au cinéma.

Quant au théâtre, nous en ignorions tout. La tournée Barret venait bien, de temps à autre, représenter quelque comédie de boulevard. Mais c'étaient là des spectacles pour grandes personnes. Mère y a plusieurs fois emmené Tantette. J'avais bien quatorze ou quinze ans quand je fus autorisé à les accompagner.

À Noirmoutier, nous allions de temps en temps rendre visite à tante Cély et à ses beaux-parents. Près de la plage principale où le vapeur de Pornic accoste à l'estacade, les Landivier tenaient un bazar dans une baraque en bois. On y vendait des jouets, des ustensiles de pêche, des articles pour fumeurs et déjà ces souvenirs bariolés qui se sont répandus dans toutes les villes. Madame Landivier y trônait — une petite femme haute en couleur, le verbe fort, autoritaire et bornée qui avait gardé l'accent de sa Catalogne natale. Exubérante et volubile, elle nous accablait de conseils et de recommandations, mais elle ne nous a jamais donné une pelle ou un seau de son magasin. Quant au père Landivier, avec son museau taillé à coups de serpe, c'était la caricature du sous-officier en retraite. Une vieille baderne dont la bêtise touchait au sublime : un jour que j'avais arboré un œillet rouge à ma boutonnière, il se mit dans une colère noire, invectivant le petit garçon de sept ou huit ans pour avoir voulu usurper le port de la Légion d'honneur.

Malgré ces abominables vieillards — que nous voyions rarement —, nous nous sentions heureux et libres à Noirmoutier. Nous y avons passé deux vacances d'été. Il ne fallait pas oublier la rentrée. Le matin, je montais m'isoler dans la tour pour faire mes « devoirs de vacances ». C'était à la fois une corvée et une jouissance. J'étais bien sûr impatient de me retrouver au soleil et Tantette qui me servait de répétitrice a dû faire plus d'une fois les frais de cette impatience. Mais j'aimais le bel agencement des phrases de la dictée et je les reproduisais voluptueusement avec ma plume sergent-major. Mon bonheur était complet quand, de loin en loin, petit père venait m'aider,

Les parents venaient nous voir de temps en temps, mais c'est père qui est présent dans mon souvenir. Il m'emmenait avec Pépée — ou mieux encore, seul avec lui — faire de longues promenades dans la forêt de pins, de chênes verts et de mimosas. Nous avions de vraies conversations et il

m'apprenait beaucoup. J'en étais d'autant plus content qu'à La Roche nous n'avions pas souvent l'occasion de nous parler vraiment.

Au lycée

J'avais commencé ma scolarité à l'école communale. Elle était plus près de la maison et puis on était en temps de guerre. À la guerre comme à la guerre. Ça ne pouvait pas durer. Quand on appartient à la bonne société on n'envoie pas ses enfants à l'école publique où ils attrapent des poux. Les calotins envoient leurs fils au petit séminaire de Mirville, de l'autre côté du boulevard, dans notre quartier. Les autres confient leur progéniture au lycée de garçons ou au collège de filles où le gratin des instituteurs et des institutrices prépare le gratin des petits de bourgeois ou de fonctionnaires, directement pour les classes secondaires du lycée (ou du collège) où les rejoindront, dûment sélectionnés, les enfants de la bourgeoisie ou des fonctionnaires du département que l'éloignement du chef-lieu a réduits à l'école primaire communale et même quelques enfants de paysans, des sujets bien doués auxquels la République généreuse, même s'ils n'ont pas choisi la voie de l'école normale d'instituteurs, permet de poursuivre leurs études avec l'élite, grâce à un système de bourses particulièrement démocratique dont les bénéficiaires devront faire la preuve, tout au long de leur scolarité, qu'ils continuent à s'en montrer dignes.

Mes parents étaient fonctionnaires et anticléricaux. Pour le petit génie que j'étais, ils voulaient l'élite du corps enseignant. Ils me mirent donc en classe de huitième au petit lycée, tandis que Pépée commençait sa scolarité en classe de douzième, lui aussi au petit lycée. J'y trouvai d'imminents condisciples, à commencer par le fils du préfet, Michel B, jusqu'à la progéniture des gros commerçants lyonnais, en passant par les fils du notaire et de hauts fonctionnaires. Quant aux maîtres, je ne crois pas qu'ils étaient supérieurs à ceux de la communale. En tout cas, leurs méthodes étaient au moins aussi traditionnelles. Le seul souvenir que j'ai gardé de la classe de huitième est celui d'un petit garçon aux longs cheveux blonds mis au piquet au coin de la chaire ; il n'avait pas osé demander d'aller aux cabinets ; de grosses larmes coulaient sur ses joues et, par terre, une large mare ambrée l'entourait, statue vivante de la douleur au milieu des eaux.

Nous, les gosses, riions de l'infortuné, encouragés par les quolibets du maître. Mais nos rires avaient quelque chose de trouble. Rétrospectivement j'en ressens le sadisme. Le sentiment que j'en ai est corroboré par une étrange erreur de stockage dans ma mémoire dont je m'aperçois aujourd'hui que j'en fais le ménage. Par la traditionnelle photo de la classe j'ai identifié, sans doute possible, la victime de cet incident : un garçon un peu niais, aux longs cheveux, nommé Michel A., qui nous avait quittés à la fin de la septième. Or dans ma mémoire, il s'agissait d'un autre garçon, lui aussi parti avant l'entrée en sixième, René André, le meilleur élève de la classe. Erreur significative : j'ai retrouvé René André à Poitiers, pour l'oral du bac ; nous avons passé toute la nuit à déambuler dans les rues de la ville, l'un et

l'autre poussés par l'envie de caresses mutuelles qu'un témoin gênant empêchait.

J'étais terriblement jeune par rapport à mes camarades. Ce n'était pas très sensible en huitième ou en septième. En sixième, je venais juste d'avoir dix ans. Les nouveaux venaient des quatre coins du département avec leur certificat d'études ; ils avaient treize ou quatorze ans.

J'admirais leur force, mais cela ne m'empêchait pas de les attaquer s'ils se moquaient de moi. Pour la première fois, je fus mis en retenue pour m'être battu avec un garçon qui devait bien avoir deux têtes de plus que moi. Je fus grondé, mais j'eus l'impression que mon père, lui-même très timide, était plutôt fier que je ne m'en sois pas laissé imposer par un grand.

Ces grands garçons m'étaient nettement supérieurs en savoir et je le reconnaissais volontiers. J'admirais surtout le premier de la classe, Baudry, un beau garçon orgueilleux de sa supériorité incontestée, et l'amitié que je lui portais n'était sans doute pas sans une nuance sensuelle. En cette première année de leur séjour dans le chef-lieu, les internes cherchaient des correspondants chez qui aller passer le dimanche — faute de quoi ils étaient condamnés aux tristes promenades en rangs sous la direction d'un pion. Mes parents acceptèrent de servir de correspondants à Baudry s'il le désirait. Le coeur battant, je l'informai de cette offre. Hélas ! Il n'avait pas besoin de correspondants. Mais le second de la classe, Louineau, vint me demander si l'offre ne pouvait pas lui être adressée. Pour mes parents, bien sûr, Louineau valait Baudry. Pour moi, cela faisait une grosse différence. J'estimais Louineau. Il était d'autant plus méritant que ses parents étaient de petits fermiers de la plaine. Mais, pour ce campagnard rougeaud et lourdaud, je n'éprouvais aucune attirance sentimentale. Chaque dimanche donc, Louineau vint manger à la maison et profiter de la promenade familiale. Je finis par ne plus pouvoir le supporter, alors qu'il ne voulait plus me quitter. Le pauvre garçon devait avoir une fin tragique. Étudiant en médecine, il se sentait seul, buvait et finit par se suicider. Quant à Baudry, devenu un dandy prétentieux, après avoir obtenu son bac de justesse, il réussit, non sans mal, à devenir instituteur.

Ma mère a toujours été persuadée que j'avais été un brillant élève tout au cours de ma scolarité. C'était un mythe. En sixième je me sentais perdu comme un chaton dans une portée de rats. J'étais submergé par les « devoirs supplémentaires » qui m'empêchaient de faire mon travail de classe, ce qui entraînait des « devoirs supplémentaires ». Le corps enseignant était médiocre. En sixième, monsieur Fillon qui nous enseignait le français et nous initiait au latin était un poétaillon réactionnaire, sourd comme un pot et sadique, qui s'efforçait de suivre les traces glorieuses de Déroulède. En cinquième, notre professeur de lettres s'appelait Curé : avec son melon, sa petite barbiche noire, ses cheveux en brosse et ses lorgnons, il avait dû avaler dans son jeune temps un de ses inséparables parapluies. Il ne quittait jamais son estrade et s'était probablement donné pour mission de nous déguster à jamais de la littérature. Il nous faisait apprendre par coeur *Esther* à la suite :

« Est ce toi chère lise o jour trois fois heureux que béni soit celui qui te

rend mes vœux toi qui de benjamin comme moi descendue fus de mes premier sans compagne assidue ».

Deux actes que j'ai appris sans bavure (à la grande admiration du grand-père Paquier) mais dont je ne suis pas sûr d'avoir compris le sens. En quatrième, monsieur Herbomez ne se passionnait ni pour sa classe ni pour ses élèves ; élégant et désinvolte, il défrayait la chronique yonnaise par ses aventures galantes ; mais il avait le mérite d'être intelligent. Pour la première fois, je repris intérêt au français et au latin. Je me rappelle ma joie quand je fus classé quatrième en composition de version latine : à partir de ce moment, je passai dans le groupe des bons élèves. Dans les petites classes, le professeur de mathématiques était un ami de mon père. Mais, malgré cela (peut-être à cause de cela), il me terrorisait : je perdais tous mes moyens — qui n'étaient pas considérables.

Je ne suis pas particulièrement doué pour les langues. J'essayai pourtant de m'y intéresser en cinquième parce que la « miss » nous lisait — en français bien sûr — de belles histoires du *Livre de la jungle*. J'en ai au moins retenu quelques poèmes, avec mon accent détestable de l'époque — que le temps n'a guère amélioré.

*Home they brought the warrior dead
She not aman, nor even cried
All ber maiden watching
said She must weep or she
will die.*

En histoire et géographie, monsieur Guillemoteau nous dictait, à longueur d'année, des cours identiques à ceux de l'année précédente, les mêmes sans doute qu'on lui avait fait copier dans sa jeunesse. Aux compositions, il donnait toujours comme sujet un titre de chapitre. Les mauvais élèves copiaient sur leur cahier ; les bons élèves préparaient leur copie à l'avance ; j'étais un des rares à ne pas copier du tout ; ça n'avait d'ailleurs aucune influence sur le classement.

Je ne pouvais pas compter, pour me rattraper, sur les matières qu'on dit secondaires. En gymnastique, je n'avais pas un gabarit qui me permit des exploits. Nous étions menés à la baguette par le capitaine des pompiers, un ancien adjudant qui faisait office de prof de gym et dont l'idéal sportif restait le parcours du combattant. À tout bout de champ il gueulait : « Bon Dieu de bon Dieu, je vais vous apprendre la politesse. » Nous nous déchaussions pour sauter. Un jour, je ne retrouvai pas mes godasses. En pleurant, je dus revenir à la maison sur mes chaussettes.

Au cours de dessin, je remettais toujours d'infâmes gribouillages. En seconde seulement, quand je serai devenu un excellent élève, le professeur s'avisera que je devais mieux dessiner. En quelques semaines, je changerai du tout au tout et j'obtiendrai le deuxième prix.

En musique, mes dispositions étaient modestes. J'ai l'impression que l'essentiel du cours consistait à apprendre *La Marseillaise* que nous devons chanter aux grandes occasions devant le monument aux morts de la cour d'honneur.

*Allons zen fants de la
Patrie Qu'un sang, qu'un
pur Abreuve les sillons.*

C'est toujours cette histoire de pur qui m'étonnait. Je ne parvenais pas à comprendre comment il pouvait abreuver les sillons. Je voyais bien, à la rigueur, une façon de les abreuver, ces sillons. Mais elle ne me paraissait correspondre ni au contexte ni au caractère austère de l'hymne national. Le mystère ne s'éclaircit pas, pour moi, avant le baccalauréat. Dans la classe, le chahut était tel qu'on ne s'entendait guère et qu'aucun contrôle des présences n'était possible. Je fréquentais rarement le cours de musique.

Le violon

Du reste je n'en avais pas besoin. Je prenais des leçons particulières. Les enfants de bonne famille apprennent la musique. Si j'avais été une fille, j'aurais dû apprendre le piano. Ni mon frère ni moi n'étions des filles. Nous dûmes apprendre le violon. Des années durant. Ça allait piano, piano. Pourtant, il paraît que j'étais particulièrement doué. Ah si seulement je voulais... Il faut croire que je me refusais à laisser apparaître mon génie. Le solfège m'ennuyait prodigieusement. Le violon me fatiguait. Quand je m'entraînais à la maison, tous les chiens du quartier faisaient l'orchestre. Au point que, par modestie, j'hésitais à leur causer un tel dérangement. D'autant que, si j'insistais, mon père qui n'a jamais été musicien intervenait pour faire cesser le vacarme.

Les leçons de violon n'étaient pourtant pas tellement fatigantes par elles-mêmes. Pépée et moi nous rendions chez notre professeur, madame Rose, qui habitait à l'autre extrémité de la ville. Nous portions chacun le cercueil noir qui contenait notre engin. Généralement, à trois cents mètres de l'arrivée, nous étions arrêtés par une bande de petits pilloux — toujours les mêmes. En vertu du principe stratégique selon lequel l'offensive est la meilleure défense, je posais ma boîte et passais à l'attaque. Pépée avait peur, mais nous passions. Quand nous arrivions, madame Rose n'était pas là. Sa mère, pour nous faire patienter, nous donnait à chacun un lait de poule — un œuf dans du lait. Il paraît que c'est excellent pour la santé. Nous attendions longtemps en jouant avec Rosette, la petite fille. Enfin, madame Rose arrivait en coup de vent, enlevait son chapeau, papotait, s'excusait : elle ne pouvait pas nous donner plus que quelques minutes.

Nous prenions assez facilement notre parti de cette catastrophe. Pépée raclait quelques minutes : on lui tapotait la joue et on lui donnait une friandise. C'était mon tour. Madame Rose constatait que je n'avais pas travaillé depuis la leçon précédente et que pourtant, si je voulais... Nous remettions nos violons dans leurs sarcophages et reprenions gaiement le chemin de la maison.

Nous demeurions des semaines sur la même page de partition, des mois sur le même rondeau, des années sur le même « recueil de pièces faciles

». Après des années d'efforts (relatifs) et de contorsions, j'ai fini par racler *La Veuve joyeuse*. Ça m'a semblé une fin honorable. J'ai arrêté les frais et renoncé à devenir Paganini. Mes enfants ont souvent été surpris de mon médiocre goût pour la musique. Moi, ce qui m'étonne, c'est que je puisse entendre un morceau de violon sans piquer une crise de nerfs.

Je ne sais pourquoi, ma mère était attirée par madame Rose. Peut-être parce qu'elle était « une femme distinguée » et en même temps une artiste dont la fantaisie la fascinait. Il fut décidé que nous partagerions une location à Fouras pendant le mois d'août. Comme ça nous aurions la chance, mon frère et moi, d'avoir notre maîtresse de violon sous la main. Les vacances n'interrompraient pas nos progrès. Soyons juste : de ce côté nous n'eûmes pas trop à nous plaindre. Le professeur tenait à ses leçons autant que ses élèves, mais pas davantage. Les violons restèrent dans leurs boîtes.

D'autant que notre honorable professeur ne nous encomrait pas de sa présence. Elle était retenue en Vendée par une liaison extraconjugale, et, pour s'occuper de sa fille et de sa mère, elle faisait généreusement confiance à madame Craipeau et à sa bonne. Mon père devenait rouge de colère en parlant d'elle et ses éclats de voix parvenaient jusqu'à nous : « Elle est folle ! C'est une cinglée ! » Ma mère s'efforçait de le calmer et de l'appeler à plus de discrétion ; il ne fallait pas discréditer le professeur dans l'esprit de ses élèves. Candide maman ! Depuis longtemps les enfants avaient leur jugement fait.

Fouras n'était pas désagréable pour autant. Plage curieuse où l'on se baigne dans la vase. Il paraît que c'est très sain. Moi, ça ne me déplaisait pas.

Mère devait avoir fait des prodiges d'organisation pour rester tout un temps avec nous ; ce n'était pas facile ; les postiers n'avaient pas de congés et devaient se constituer un capital de jours libres, de « compensateurs », en travaillant pour des collègues le dimanche. J'ai le souvenir de longues flâneries, à son bras, le soir, au milieu de la foule des estivants, dans une atmosphère de fête foraine. J'ai dans la bouche le goût des sucres d'orge au « noyau », dont nous nous régaliions, mon frère et moi. Après Fouras, les leçons de violon ne reprurent plus.

Poète

Je me demande si je peux parler de l'adolescence comme d'une période particulière de mon existence. Sous certains rapports, je suis resté adolescent jusque dans ma vieillesse. Sous d'autres rapports, j'étais déjà adolescent en culottes courtes.

À onze ans — j'avais déjà atteint la puberté — on m'appelait « le poète ». Je dois faire une pause pour évoquer mon oeuvre poétique, sinon je crains que les littératures ne continuent leur cabale du silence. Ma renommée ne dépassait pas le cercle des mes condisciples — je ne suis même pas sûr que, dans la bouche de ces ignorants joueurs de football, le surnom ait été tellement laudatif — et le cercle de famille qui lui au moins ne mettait aucune ironie dans ses éloges.

J'ai devant les yeux mes poèmes depuis l'âge de onze ans, soigneusement rassemblés dans des recueils dont l'orthographe n'est pas infallible. Ils sont parfois inspirés de La Fontaine, mais le plus souvent de Victor Hugo, en toute simplicité.

*« L'Europe alors sortait d'une affreuse
tourmente Et de cette secousse encor toute
treublante Elle voyait venir, comme un souffle
divin
La République... »*

Et voici, à douze ans, déjà, un art poétique :

*« Poète, romps tes liens et vole en liberté
dans les cieux radieux, jusque dans le
Parnasse A ta muse chérie demander une
place, Atteindre, si tu peux, la renommée
dorée... »*

J'écrivais « libertée » pour rimer avec « dorée ». L'orthographe est un carcan dont le poète entend se libérer, comme des autres règles :

« Va, fuis les monotones règles que le sort... »

En fait, il ne se libère de rien du tout, sinon de l'orthographe et de la syntaxe. L'inspiration est souvent grave, comme dans ce sonnet :

*« O morts, que vous devez reposer bien en
paix Sous cette pierre antique et blanche, à
l'ombre Des cyprès verdoyants aux branchages
épais,
Sous ces bosquets de fleurs, sous cette terre sombre. »*

On remarquera la richesse des rimes et l'originalité de l'épithète. L'inspiration est très souvent sociale :

*« Le bourdon sonne à toute
volée Et l'église, lentement se
vide
Un vieux mendiant, le regard
voilé Humblement tend la main
sous l'abside. »*

Familière aussi, l'inspiration, mais toujours avec la même richesse de vocabulaire :

*« Voici l'hiver, voici les froids
La neige tombe à gros flocons
Un manteau blanc couvre les toits
Et les portes crient sur leurs gonds. »*

À treize ans, le poète ne craint pas de se lancer dans l'épopée. Plus trace, hélas ! de « famille de pêcheurs », dont s'est doute inspiré l'auteur des « Pauvres gens ». Mais c'est dans un pamphlet politique que le poète trouve son meilleur souffle :

*« Ce spectre triste et froid, tyran souillé de gloires,
Mussolini
C'est le spectre immortel du tribun socialiste
Matteoti
Assassiné la nuit par les chemises
noires Pour ton parti
Car elle traite ainsi, cette horde
fasciste Son ennemi. »*

Le commentateur épiloguera longuement sur le pluriel de « gloires » et sur le génie des rimes en i que permettent les noms italiens.

L'horreur de la guerre transparaît dans les strophes sur Verdun, dédiées au père socialiste :

*« Ô Meuse, tu as vu tes berges verdoyantes
Encombrées de morts innocents
Ô Meuse, tu as vu dans tes ondes
dormantes Rouler des cadavres sanglants... »*

À quatorze ans, on traduit Virgile. Le poète profite d'une maladie pour traduire en vers « La peste du Norique » — ce qui ne manque pas d'audace.

*Autrefois, au-delà des neiges éternelles
Qu'inspecte l'aigle noir de ses fauves prunelles,
Après des hauts chalets, sur les bords du
Timave Qu'en vain le Noriquain veut retenir
esclave,
Une peste éclata, si terrible en tous lieux

Que ce riche pays, depuis ces temps bien
vieux, Des nomades bergers qui l'habitaient
alors
Fut privé à jamais et fut désert dès lors...*

Il y en a des pages comme ça. Un peu plus, toutes les *Géorgiques* y passaient. L'inspiration change peu après. Les poèmes s'adressent à Mado, la bien-aimée. Malheureusement, le poète n'a plus la même foi en sa valeur et ne se prend plus au sérieux : les poèmes se sont perdus. On frémit en pensant à la perte que cela représente pour la littérature.

L'éveil de la sexualité

J'ai toujours été surpris par l'hypocrisie des rédacteurs de Mémoires, à commencer par *Les Confessions*. Sauf quelques-uns, comme Casanova, qui écrivent pour se vanter de leurs exploits amoureux, à les en croire, ils n'ont jamais connu la sexualité dans leur enfance et ils n'en parlent, plus tard, que dans un flou artistique. Je n'ai pas l'intention de suivre cet exemple, non seulement par sincérité, mais parce que la sexualité participe à constituer la personnalité.

Je raconterai donc dans quelles circonstances s'est produite ma première éjaculation. C'était en classe de mathématiques, en classe de sixième ou de cinquième : j'avais donc dix ou onze ans. J'ai déjà dit que j'étais terrorisé par le professeur, brave homme sans doute, mais dont l'ironie me glaçait. J'étais au tableau. Je séchais. Je me sentais perdu et torturé. C'est alors que j'ai senti ma « pissette » se durcir et une étrange volupté m'envahir tandis qu'un liquide me mouillait. C'était une sensation trouble qui augmentait mon désarroi, mais qui n'était pas désagréable. Je n'ai jamais, par la suite, été tenté par le masochisme ni par le sadisme, mais il est clair que ces tendances participent à la volupté.

Je n'ai compris que, plus tard, ce qui m'était arrivé. J'imagine que je n'ai pas tardé à provoquer volontairement une sensation somme toute agréable. Au lycée de La Roche, il était difficile de rester longtemps ignorant.

A l'exception de quelques-uns — dont j'étais en raison de mon âge et de ma qualité d'externe — les élèves consacraient une bonne part de leurs loisirs à des masturbations réciproques. Dès que sonnait la cloche de la récréation, des groupes agités se formaient sous le préau. Le moment privilégié de ces ébats, c'était la demi-heure précédant l'étude, après que le concierge eut distribué des morceaux de pain aux pensionnaires et vendu des petits pains au chocolat. Les plus timides cherchaient les coins sombres, ainsi que ceux qui se livraient à des caresses plus sophistiquées. Les plus audacieux ouvraient la salle de gymnastique et utilisaient les tapis de saut pour des exercices collectifs non prévus au programme. Là, on ne se contentait pas de touche-pipi. Les caresses, bien entendu, se prolongeaient en classe ou en étude. Je pouvais observer, à l'abri des longues tables, les mains qui se perdaient dans une braguette voisine. Au dortoir, les internes se rejoignaient dans leurs lits et j'entendais, par bribes, le récit de leurs exploits de la nuit.

Des couples se formaient, dont certains ont duré pendant toute la scolarité. Par exemple un beau garçon, nommé F, et un petit brun qui se retrouvait à toutes les récréations sur les genoux de son ami, la main plongée dans sa braguette ; ils étaient à côté l'un de l'autre dans toutes les classes et faisaient l'amour au dortoir ; on disait que F éjaculait dix fois par jour. Dans les classes supérieures, le couple continuait son activité, mais, le dimanche — à cet âge, les internes n'étaient plus astreints à la promenade dominicale — F arpentait la rue des Sables (on disait « faire la rue des Sables ») pour draguer « les poules ». Il était la coqueluche des collégiennes ; les moeurs étant ce qu'elles étaient alors, il est probable qu'avec les filles, les caresses n'allaient pas aussi loin qu'avec son ami.

Chez les externes, des groupes se formaient qui s'amusaient chez l'un ou chez l'autre. Le principal meneur de jeu, c'était Michel B, le fils du préfet. La préfète nous invitait à goûter. Puis les jeux commençaient dans le parc. Ils devenaient vite sexuels. Mais j'étais laissé seul dans le parc quand le programme se corsait. Quand je fus moins niais, Michel essaya de m'attirer par le récit de ces bacchanales où participaient des professionnelles. Mais leur excès me rebutait.

L'activité homosexuelle était peut-être plus intense dans ma

promotion que dans les autres. Mais tout le lycée s'y adonnait. Comment pouvait-il en aller autrement quand les garçons se retrouvaient tout seuls tout au long de leur scolarité et quand la sexualité entre filles et garçons demeurait frappée d'interdit ? Ces pratiques n'entraînaient pas, je crois, un taux supérieur d'homosexualité réelle. Il est étonnant que je me sois tenu à l'écart de ces jeux sexuels. Ce n'est du reste pas tout à fait vrai. Depuis la troisième je m'y livrais avec Jean L, le fils de l'économe, qui n'était pour moi qu'un copain. Mais nos jeux se bornaient au simulacre ; au moment de passer à l'acte, je me rétractais. Une seule fois, à la veille de quitter le lycée de La Roche, à la fin de la seconde, Jean m'emmena chez lui, bien décidé à aller cette fois jusqu'au bout d'une masturbation réciproque.

Mon comportement n'était dû ni à la vertu ni à un tabou. J'enviais les caresses que se prodiguaient mon voisin, Pierre B, et son « correspondant ». Alain, un jeune Breton aux cheveux roux, dont j'aimais la douceur et la gentillesse. J'aurais volontiers pris la place de Pierre. Pour moi, les caresses étaient inséparables d'un sentiment.

Malheureusement, sentiment ou sexualité : il fallait choisir. Quand je connus — ou crus connaître — l'amour pour une fille, c'est la sexualité qui était interdite. Une de nos bonnes essaya pourtant de me déniaiser. Elle, au moins, ignorait l'amour romantique : elle devait quitter le service de mes parents pour entrer dans un bordel. Elle se mit à poil dans ma chambre et m'ouvrit les bras. Au dernier moment, je reculai devant cet étalage de chair flasque.

À La Roche-sur-Yon, je ne connaissais aucune fille, autre que la bonne. Je détestais arpenter la rue des Sables avec les copains pour une drague hypothétique. J'étais du reste persuadé que mon physique ne me laissait aucune chance. Ma mère s'efforça de me rassurer : « Tu n'es pas un Adonis, mais ton type devrait plaire aux filles. » Jamais je n'avais eu, avec mes parents, de conversation aussi intime sur les problèmes de la sexualité.

Quand je me marierai, à vingt-deux ans, je serai pratiquement puceau.

Mado

Le voyage à Bourges — où je connus Mado — représente pour moi la ligne de partage entre l'enfance et l'adolescence. Ce n'était pas mon premier voyage lointain. Mon père m'avait emmené avec lui à Paris, l'année précédente : il devait se rendre au ministère des Postes et en profiter pour aller au siège du Parti socialiste. Mais de ce voyage je n'ai aucun souvenir, sinon celui d'une attente anxieuse à une porte d'un grand magasin où il devait me reprendre un peu plus tard : hélas ! j'étais allé jeter un coup d'oeil dans les rayons ; à la suite de quoi je m'étais aperçu que toutes les portes se ressemblaient ; je ne pouvais retrouver la bonne et me croyais irrémédiablement perdu ; le petit garçon

ne voyageait qu'à l'ombre de son père.

Mais aux vacances de Pâques 1925, il en allait autrement. Tante Cély avait invité à Bourges ses deux neveux. On m'avait confié la responsabilité de mon petit frère. Nous prenions seuls le train — un voyage interminable. Ivres de liberté, nous descendions à chaque station, avec un étrange sentiment de dépaysement. Par la portière, nous regardions défiler des paysages nouveaux. Ce qui nous étonnait c'étaient, dans les campagnes, les lourds chevaux qui tiraient les charrettes et les charrues. En Vendée, on n'utilisait que les attelages de bœufss pour les travaux des champs. Pour la première fois, notre pays natal nous apparaissait arriéré.

Seul ou avec mon frère, je reviendrai à Bourges à toutes les vacances de Pâques. Mes souvenirs se fondent dans une même pâte, imprégnés de la présence de la ville médiévale avec ses pavés glissants, l'odeur de ses murs gris, ses rues étroites et animées. J'ai l'impression de l'avoir toujours connue sous la pluie. Elle vit en moi sous le signe de Jacques Coeur : l'émerveillement du palais Jacques-Coeur, mais aussi la pâtisserie et sa spécialité, le gâteau Jacques-Coeur dont je garde la saveur. Bourges, c'est aussi pour moi un monde étrange où se côtoient officiers et bourgeois. Le plus beau fleuron de ce beau monde, c'est le pharmacien Le H. et sa famille — « la plus grande pharmacie de Bourges, tu sais, ces gens ne savent pas quoi faire de leur argent ». Des réceptions, des petits-fours, des bijoux, des messieurs chauves, des uniformes fringants et des dames très décolletées. Des propos ultraréactionnaires qui font vite l'unanimité. Des plaisanteries de corps de garde qui font pudiquement rougir les jeunes filles.

Ces messieurs et leurs dames gloussent de lourdes allusions aux partouzes dont ils s'ébaudissent dans la propriété des Le H. Je crois comprendre que les enfants Le H — des garçons de nos âges — participent aux ébats. Ça ne me tente pas.

Tout cela cadre mal avec l'atmosphère douillette de la famille Landivier. J'aime bien mon cousin Jean, un peu plus jeune que moi. La famille lui préfère visiblement sa soeur cadette, Suzette, jolie poupée précieuse aux cheveux d'or. J'ai de l'affection pour mon oncle Maurice, le Bayard de ma petite enfance, même si l'uniforme n'a plus pour moi de prestige. Timide et réservé, il manque d'ambition, au grand désespoir de sa femme. En 1941, devenu colonel, il sera mis dans la réserve et occupera un emploi d'ingénieur. Il évolue vers la gauche ; on dit qu'il a voté socialiste. Un comble pour la tante Cély, enfermée dans des opinions d'extrême droite ; elle est généreuse au fond, mais, bavarde et superficielle, elle ne rêve que de se faire admettre dans la bonne société — elle, l'ancienne petite modiste —, et elle en caricature les traits et les jugements.

Les amis intimes des Landivier, ce sont le capitaine Bouffard, sa femme et leur fille Mado qui a mon âge et dont je tombe amoureux. Mado est élancée, mince, avec de grands yeux, des cheveux blonds et un parfum d'accent méridional. Les deux familles encouragent notre liaison. C'est, entre nous, un amour romantique et platonique, comme il sied. Nous allons la main dans la main et je lui offre des gâteaux à la pâtisserie Jacques-Cœur, sous le regard attendri des familles. Nous

nous contentons de chastes baisers, mais je dois faire des contorsions pour lui cacher les preuves physiques de mon émoi.

Nous sommes considérés comme fiancés. Je lui envoie des chocolats de « La marquise de Sévigné ». En fait, ma mère a utilisé, sans que je le sache, un cadeau de l'oncle Pabeuf à mon frère André qui garde encore le souvenir de la frustration. Nous échangeons des lettres fleur bleue. Je lui adresse des poèmes bien sûr. J'attends avec impatience de la revoir. L'absence renforce le désir. Je rêve d'étreintes que je sais impossibles avant le mariage. C'est pour elle seule que je reviens à Bourges, chaque année, à Pâques, dans ce monde étranger de bourgeois et d'officiers.

Plus tard, je comprendrai que Mado n'était pas sans doute l'innocente petite dont elle donnait l'image et qu'une plus grande audace, en dépit des conventions, n'aurait pas été pour lui déplaire, à condition de ne pas mettre en cause sa virginité — le capital le plus précieux des jeunes filles de bonne famille. Mais quand je l'ai compris, j'avais vingt ans et d'autres horizons que l'amour romantique. Je décidai alors de rompre avec ce milieu réactionnaire. Comme j'avais beaucoup de tact, je choisis comme messagers deux marins bolcheviks en armes, sur une carte postale en couleurs.

Bon élève

Dès la classe de troisième, j'étais devenu un bon élève. Mes parents manifestaient autant d'exigence à mon égard que d'indulgence à l'égard de mon frère. Quand il devait avouer un résultat désastreux, on le consolait : « Ça ne fait rien, ma petite Pépée, ce n'est pas grave », sans voir que c'était le faire mariner dans un sentiment permanent d'infériorité. Quand j'étais second en composition j'entendais au contraire des reproches sanglants qui fouettaient mon orgueil. J'ai dû être un jeune garçon bien prétentieux. J'ai peine à raconter une scène qui m'a marqué d'une honte indélébile. Un soir, mon père était rentré quelque peu ivre — ce qui ne lui arrivait presque jamais. Ma mère lui avait fait de vives remontrances — pour une fois en ma présence. Mes treize ans bouillaient d'indignation. Confus, mon père ne se défendait guère. Je lui ai alors déclaré avec emphase : « Tu n'es pas digne d'être mon père. » Il m'a allongé un salutaire coup de pied au cul et j'ai vu ma mère sur le point de me gifler. Je crois que l'anecdote m'a guéri de ma prétention.

J'avais, dans la famille, la réputation d'un travailleur acharné. Réputation usurpée, je dois l'avouer. Le matin, mon père qui revenait du service de nuit ranimait le feu de la salamandre dans la salle à manger, préparait du café et montait me réveiller à cinq heures. J'étais censé pouvoir ainsi travailler dans le calme. Je descendais courageusement dans le froid, buvais le café, étalais sur la table livres et cahiers. Puis je m'endormais paisiblement. À sept heures, la maison s'éveillait et moi aussi. Je ne jouais pas la comédie. Chaque soir, j'étais plein de bonnes résolutions. Le matin, le sommeil était le plus fort.

En seconde, il fallait choisir entre l'enseignement classique et

l'enseignement moderne. J'avais décidé de faire les deux. Mais au premier trimestre, mes résultats en maths avaient été médiocres. J'étais trop orgueilleux pour le supporter. Au lieu de persévérer, je me suis consolé en décidant que j'étais doué pour la littérature ce qui, comme chacun sait, est incompatible avec les mathématiques. Dès le second trimestre, j'ai donc mené de front les deux séries littéraires : latin-grec et latin-langues, grâce à quoi je n'ai jamais su ni le grec ni l'allemand.

Mon point faible était la mémoire. J'avais grande difficulté à apprendre par coeur. Parce que j'étais un élève brillant, on m'en dispensait. Du coup, ma mémoire atteignit un remarquable degré d'atrophie. Cela ne m'empêchait pas de truffier mes dissertations de citations, mais je les inventais. Je remarquais du reste que ces citations apocryphes me permettaient d'appuyer le raisonnement avec une incomparable rigueur. La méthode ne m'avait pas réussi au Concours général. Elle eut plus de succès au bac. Je remis une copie bourrée de pastiches de Corneille et de Racine, de Hugo, Sainte-Beuve et Michelet. J'obtins la deuxième note de l'académie. Je crus ingénument avoir trompé le jury : il avait dû bien s'amuser.

Pendant les vacances, je me préparai à la philosophie. Je lus avec enthousiasme le *Discours de la méthode*. Le bon sens est la chose du monde la mieux partagée. « Qui donc, en effet, se plaindrait d'en être moins bien pourvu que le voisin ? » J'appréciais l'humour froid de Descartes. En classe de philo, je fus déçu en m'apercevant que j'avais fait un contresens général dans ma lecture. Relativité de la communication. Je devais comprendre plus tard que ma nouvelle lecture, sous la direction de notre professeur, pour ne pas être entièrement fausse, restait encore des plus médiocres. La jeune femme qui nous enseignait la philo ne m'a pas profondément marqué : j'ai oublié jusqu'à son nom. Je me passionnais pour la philosophie plus que pour son cours. Je lisais et je travaillais tout seul. Je m'intéressais à ce qui n'était pas au programme, surtout au marxisme. Je ne le connaissais guère que par des ouvrages de seconde main, surtout *L'Encyclopédie socialiste* de Compère Morel — le même Compère Morel qui avait si bien douché mon enthousiasme socialiste. Il est vrai que ce n'est pas lui qui écrivait. Les auteurs de *L'Encyclopédie* présentaient du marxisme une version simpliste. Malgré cela à cause de cela peut-être j'y adhérerai d'emblée. Je me sentais matérialiste et marxiste.

Je me passionnais depuis longtemps pour l'histoire. J'écoutais attentivement le cours que nous distillait monsieur Camus d'une voix monocorde en arpentant l'espace libre devant sa chaire. Presque tous mes copains dormaient. Le professeur ne faisait rien pour les réveiller.

Personne, à l'époque, ne contestait l'institution scolaire. Les potaches y creusaient tranquillement leur trou, s'occupant de leurs petites affaires, s'efforçant de trouver le point d'équilibre entre le moindre effort et la retenue du jeudi. Plus rarement, il leur arrivait de chahuter pour se défouler. Je ne participais pas à ces chahuts. J'étais déjà intrigué par le choix de leurs victimes. Monsieur Mutterer, notre professeur de lettres en première, était un homme érudit et bienveillant, avec une vénérable barbe de philosophe grec. Depuis des générations de potaches, la tradition

voulait qu'il soit odieusement chahuté. Je trouvais cette tradition injuste et m'efforçais de m'y opposer. Jusqu'au jour où l'administration mit dans sa classe un surveillant pour rétablir la discipline : je me sentis délié de tout respect et pris la tête du désordre.

En fait, aucun de mes professeurs n'eut d'influence sur moi, pas même le prof de philo. À une exception près, lorsque j'étais en seconde. Notre professeur d'anglais était jeune, intelligent et avenant. Aucun de ses élèves ne songeait à se moquer de son pied bot ni de sa claudication. Son cours était suivi avec attention, même si la plupart, tout en participant à la classe, gardaient une main libre pour caresser leur voisin : monsieur Lauban s'arrangeait discrètement pour ne rien remarquer de ces occupations parallèles.

Il s'intéressait particulièrement à moi. Je fis de rapides progrès en anglais, tout en gardant un accent très personnel qui a toujours permis de distinguer nettement mon anglais de la langue parlée par les insulaires ; mais nos professeurs ne se préoccupaient guère de la langue vulgaire, l'essentiel étant de nous faire comprendre les beautés de Shakespeare ou de Sheridan.

Monsieur Lauban ne fréquentait guère ses collègues qui ne l'aimaient pas, en raison surtout des opinions royalistes qu'il affichait. Nous étions le plus souvent ensemble. Il m'aidait en anglais, mais le plus souvent nous discutions des grands problèmes métaphysiques, parfois de politique.

Ma mère était flattée de cette amitié. Elle l'invitait à prendre le thé. Elle rougissait de plaisir quand il lui déclarait :

« Votre thé est parfait. Je n'en ai jamais bu d'aussi bon en France. » Elle appréciait fort sa distinction.

Mon père ne pouvait pas le souffrir : un calotin, un ennemi de l'école laïque. Il craignait son influence sur moi. Il n'avait pas entièrement tort. Je commençais à adopter l'Évangile comme mon livre de chevet. Mon socialisme se teintait de christianisme — ce qui avait l'avantage de me rapprocher de Mado. Mais, l'année suivante, monsieur Lauban fut nommé dans son Midi natal. À la grande joie de mon père.

Le pauvre ne savait pas qu'il allait tomber de Charybde en Scylla. À peine avais-je fini de m'opposer à lui sur la droite, que je me mis à le critiquer sur la gauche. Mon père se reconnaissait dans la tendance modérée de la SFIO. Avant tout franc-maçon et anticlérical, il considérait les radicaux comme les alliés naturels et le Cartel des gauches comme son meilleur espoir. Son socialisme était un radicalisme teinté de préoccupations sociales. Moi, j'aspirais à changer la société — même dans ma phase évangélique. Quand il me rappelait le scepticisme d'un Compère Morel, je bouillais d'indignation. Je me moquais de ses considérations électoralistes.

Dans les comptes rendus des congrès que donnait le quotidien du parti *Le Populaire*, je me reconnaissais dans les interventions les plus extrêmes. Bientôt Marceau Pivert, lui aussi, m'apparut comme un social-démocrate verbeux. Je me passionnai pour la révolution russe. Je

me sentais léniniste. Pourtant je n'arrivais pas à lire *L'Humanité* dont la démagogie et la mauvaise foi m'écœuraient. Un jour, mon père m'acheta le *Lénine* de Trotsky. Mon enthousiasme fut indescriptible. Je recherchai les écrits de Trotsky. J'étais attiré par la théorie de la révolution permanente. Je la comprenais sans doute comme j'avais compris le *Discours de la méthode*. Mais elle offrait de sérieuses garanties de ne pas me trouver tourné sur la gauche.

En 1926, mon père était parti à Nantes où l'appelaient les nécessités de service. Ce déplacement était la condition de son avancement comme « contrôleur » (on dirait aujourd'hui « inspecteur »). Casanier, il aurait volontiers renoncé à cette promotion, pourtant chère à son amour-propre. Ma mère l'avait convaincu : on ne pouvait faire fi de l'avantage financier, sans compter le rang social. Une fois sorti de Vendée, mon père se sentait exilé. Nous allions le voir de temps en temps.

Nantes était alors la ville des siècles passés, coupée partout par les bras de la Loire, avec ses innombrables ponts, son dédale de quais et de rues étroites. Les tramways tintinnabulants y circulaient partout, s'ouvrant un passage à grand bruit. Les meutes d'automobiles klaxonnaient pour forcer les embouteillages. La foule des piétons se glissait comme elle pouvait dans les encombrements et traversait au milieu des voitures. Nous étions stupéfaits par ce vacarme et ce grouillement, émerveillés par le luxe du passage Pommeray et les becs de gaz qui éclairaient la nuit. Pour la première fois nous allions au restaurant — un restaurant immense envahi par une foule pressée, avec les appels étranges des serveuses — « Un bœuf, un », « Une crevette, une ! ».

Le souvenir le plus terrible reste pour moi le spectacle des ivrognes du samedi soir, des groupes titubants, des corps allongés sur les trottoirs, et, ce que je n'ai jamais vu qu'à Nantes, les femmes ivres mortes couchées dans les rues.

Il nous fut donné d'assister — en spectateurs — à un des fameux carnivals de Nantes, avec les chars multicolores et grotesques, et surtout une ville en liesse. Les foules endiablées de masques qui parcouraient les rues en chantant à tue-tête.

« Ah, y fallait pas, y fallait pas qu'y aille Ah, y fallait pas, y fallait pas y aller. »

Comme quoi, dès cette époque, la chanson française avait atteint des sommets.

À La Roche-sur-Yon, les distractions étaient plus rares. Outre la lecture, la principale, c'était pour moi le vélo. Pendant trois ans, mon ami Desriaux et moi, nous roulions sur les routes de Vendée — une *centaine* de kilomètres à chaque sortie, le dimanche et parfois le jeudi. Les soirs d'été, nous allions nous entraîner sur le vélodrome. Je peinais sur une vieille machine. Mais les parents m'avaient promis un vélo de course si j'étais reçu au bac — c'est-à-dire à la première partie du bac, qu'on passait à la fin de la première. Mes parents étaient très fiers de mon succès — « Il

a été reçu brillamment, et avec une dispense d'âge. » Ils tinrent parole, comme toujours. J'étais allé choisir moi-même mon vélo chez le fabricant, à Sainte-Hermine. Le meilleur modèle, bien sûr, une belle machine souple et racée avec laquelle je faisais corps et qui multipliait ma puissance. Il n'avait pas eu de chance, pourtant, mon beau vélo blanc. A peine m'avait-il été livré que, roulant pour l'étrenner à fond de train dans les rues de La Roche, j'avais heurté de plein fouet un pauvre cycliste qui allait au pas. Le sort de ma victime m'avait peu inquiété. Je n'avais de pensée que pour mes roues en huit : je me sentais châtré. En fait, je nourrissais, à l'égard de mon vélo, des sentiments analogues à ceux des jeunes d'aujourd'hui pour leur moto — exaltation de moi-même et de ma virilité.

Ma mère était satisfaite de me voir m'adonner à de saines occupations sportives. Mais elle se plaignait de mon absence de goût vestimentaire : « Habille-toi donc de façon élégante. » En terminale, je lui donnai satisfaction, comme toujours avec l'outrance qui me caractérisait. Je me fis tailler un costume selon mes propres dessins, exagérant la dernière mode « charleston » : une courte veste grenat sur un pantalon de couleur brique, avec un chapeau Moisan — « Un seul chapeau, mais un Moisan », disait la réclame — et une énorme canne carrée. Je suis photographié dans cette tenue, mais la photographie en noir et blanc ne rend pas compte des couleurs extravagantes. Cette fois j'obtenais au moins un succès de curiosité. Je commençai à fréquenter le dancing et à apprendre le charleston, la première des danses gesticulantes. Ma mère était aux anges. Moi, je m'emmerdais. J'en eus vite assez du dandysme et de l'exhibitionnisme. Je rangeai le complet rouge dans le placard.

La seconde partie du bac ne me posait aucun problème. Il fallait aller passer l'oral à Poitiers, après un long voyage en train. J'étais reçu avec mention. J'ai déjà raconté notre nuit blanche dans les rues de la ville, avec André et Louineau.

Au cours de l'année, j'avais constitué au lycée un « groupe marxiste » — une douzaine d'élèves de première et de seconde, pour en assurer la continuité. Je me sentais un peu chef de bande.

Je quittai le lycée de La Roche sur une dernière provocation au cours de la distribution des prix. Il faut se rappeler *ce* qu'était alors une distribution solennelle des prix, au théâtre municipal bondé, les élèves au parterre, tirés à quatre épingles, les parents et les amis endimanchés, au fond, dans les loges ou au poulailler et, sur la scène, le proviseur et les professeurs en toges, bordées d'hermine de différentes couleurs selon leur enseignement, avec toutes les personnalités de la ville et du département. J'avais tous les premiers prix, le prix d'excellence, le prix de la ville pour le meilleur élève du lycée. J'étais assis au premier rang, arborant pour la circonstance le complet rouge qui ne me laissait pas passer inaperçu. L'orchestre entama *La Marseillaise*. Toute l'assistance se leva comme il se doit. Sauf moi, ostensiblement assis, pour donner à mes camarades l'exemple de l'antimilitarisme. Un beau scandale. J'étais plutôt satisfait de l'effet. Mon père l'était moins.

Poitiers

Mon avenir universitaire, après le bac, était tout tracé. J'avais toujours rêvé d'être professeur. Depuis la terminale, je voulais enseigner la philo. Pour moi, le professorat n'était pas un métier qui me permettrait de gagner ma vie, mais une vocation. Je ne concevais pas de rompre le cordon ombilical avec l'univers de l'école et des idées. J'aimais pérorer et faire reconnaître ma supériorité par le discours. L'enseignement n'était pas pour moi un choix, mais une continuité, le seul moyen d'exprimer ma personnalité.

Ni le lycée ni la famille n'envisageaient que je puisse y accéder autrement que par « la grande porte », c'est-à-dire par l'École normale supérieure. Le proviseur se faisait fort de m'obtenir une bourse pour couvrir les frais. Mais les parents étaient prêts aux sacrifices nécessaires pour mes études. La bourse ne venant pas, je partis pour le lycée Louis-le-Grand à Paris. Je n'y restais que quinze jours. J'avais bien reçu une bourse, mais pour le lycée de Poitiers. J'y arrivai donc en retard. J'allais y passer une année scolaire écourtée et mouvementée.

Le lycée de Poitiers représentait le type le plus achevé du lycée-caserne. Des roulements de tambour, comme sous Napoléon, ponctuaient chaque moment d'une vie réglée comme du papier à musique militaire. Six heures : lever dans les grands dortoirs sans chauffage (et cet hiver-là il allait faire moins quinze à Poitiers !) ; toilette sommaire à l'eau froide tandis que le pion- adjudant poussait des coups de gueule pour chasser du lit les retardataires ; six heures trente, roulement pour l'étude du matin ; sept heures moins cinq, roulement pour l'eau noire et le pain sec du petit déjeuner ; huit heures moins cinq, roulement pour la mise en rangs devant les classes ; huit heures, roulement pour l'entrée en classe ; roulements à chaque heure pour les changements de classe ; roulement à midi pour la récréation ; à midi trente pour le réfectoire où les haricots constituent le plat de base — « on y fout du bromure, on le sait ». Roulements pour signaler la fin du repas. Roulements de tambour tout au long de l'après-midi, jusqu'au dernier, à vingt et une heures, qui conduit le troupeau au dortoir, en rangs, bien entendu, sous la surveillance des pions.

Le jeudi après-midi et le dimanche, quartier libre pour les internes, à condition qu'ils aient un correspondant en ville. Le censeur se tient debout devant la conciergerie, avec en main le registre des punis, et surveille la tenue des sortants, dont certains ont vingt et un ans ou plus. Pas de chapeau ? On est renvoyé en étude. Mon chapeau Moisan sert à l'examen de passage : je le laisse au café du coin ; je le reprendrai avant de rentrer.

Dans cette société étouffante et infantilissante, les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles se défendent en renforçant leur esprit de corps. Faute de se défendre ensemble contre cette société militarisée — ce qui serait une démarche politique — ils le font en exaltant leur particularisme traditionnel. D'abord contre les autres formations qu'on

méprise — ou qu'on affecte de mépriser. Comment peut-on être assez stupide pour préparer Saint-Cyr, assez myope pour préparer Polytechnique ? Les « cornichons » et les « taupins » méprisent de leur côté les khâgneux qui préparent Normale sup. Chacun se renferme dans sa propre tradition. Les khâgneux plus encore que les autres. La khâgne vit comme une société fermée, hiérarchisée, avec ses rites, son hymne, son langage, ses fétiches, son initiation. Le respect est dû aux anciens qui redoublent ou qui triplent — les kharrés et les khubes, sans parler des rares « archikhubes » qui ont réussi à « intégrer » l'École. Chacune a une fonction honorifique tirée de l'Athènes de Périclès. Le bizutage est de règle et dure des mois. Les sept bizuths que nous sommes — dont une charmante « bizuthe », naturellement externe — sont soumis aux brimades traditionnelles (sans méchanceté du reste) et doivent verser des amendes pour payer le banquet annuel qui marque la fin de l'initiation.

Tous s'y soumettent sans problème. Sauf moi, bien sûr. Je m'insurge contre les brimades, contre les amendes, contre la sacro-sainte tradition. Un hiérarque, chargé de récolter les amendes, prend par là même la tête du bizutage. C'est un « kharré » dont je n'aime pas le front bas ni les sourcils fournis et que je prends pour une brute épaisse. J'organise la révolte des bizuths et refuse de payer les amendes. Je me bats contre lui en pleine étude. S'il faut payer pour le banquet, d'accord : nous paierons tous, anciens et bizuths. Pour le reste, basta. On peut établir la solidarité autrement qu'en reprenant des moeurs médiévales.

Mon vieux copain Rabaté, j'ai fini par comprendre que tu n'étais pas la brute que je croyais, mais le plus sentimental et le plus solidaire des camarades. Nous deviendrons amis. Tu prendras la tête du soutien que m'apportera la classe dans mes bagarres prochaines. Beaucoup plus tard j'ai appris qu'une fois agrégé, tu avais refusé la discipline militaire, que tu avais été envoyé en bataillon disciplinaire, et que tu étais mort en Afrique sous les brimades, plutôt que de te plier au militarisme. Mon pauvre vieux, je n'ai jamais été psychologue.

L'incident de notre bagarre a mis fin au bizutage, créé entre nous d'autres liens que la tradition, amorcé une résistance à l'organisation militaire du lycée : nous avons, par exemple, refusé de nous mettre en rangs. L'archicube Marcoux — un long binoclard au dos voûté — vient parfois nous rendre visite. Il nous entretient de la lutte qui se mène alors à l'École de la rue d'Ulm, contre l'armée et le service militaire. Tous l'écoutent avec admiration. On me présente à lui comme le bizuth qui a cassé la tradition. Il m'approuve vigoureusement.

Mes camarades commencent à apprécier mes qualités de meneur. J'ai du mal à m'intégrer à leur groupe. Ils passent leur dimanche au café et au bordel. Ascétique, je ne fume pas, je ne bois que de l'eau, j'occupe mon temps libre à l'action politique, je refuse d'aller au café, et plus encore au bordel. Une fois, pour punir un pion particulièrement tatillon et hargneux, ils ont fait mine de se réconcilier avec lui, l'ont emmené au bordel où ils l'ont attaché à une chaise et l'ont fait masturber par les professionnelles,

indéfiniment — « Jusqu'au sang, les gars ; il en a bavé et il n'osera pas aller se plaindre. » Je suis le seul à ne pas apprécier cette méthode de lutte.

Pourtant je fais de mon mieux pour sortir avec eux. Je fais partie de l'équipe de rugby — trop peu de temps pour en comprendre vraiment les règles. Quand le soleil daigne paraître, nous allons nous baigner dans le Clain. C'est en plein hiver — un rude hiver où le thermomètre est descendu à moins quinze. Il nous faut casser la glace et nous frotter longuement avec des herbes avant d'entrer dans l'eau. Pour moi, je me contente de traverser la rivière. Rochereau, un bizuth maigre comme un clou, la descend sur trois kilomètres ; il nous raconte comment son officier de père lui a appris à nager, en le jetant dans l'eau du haut d'un pont et en plongeant pour le rattraper.

Au banquet, nous sommes deux à ne pas toucher à l'alcool. Les autres sont tous abominablement ivres. L'un d'eux déclame en anglais. Un autre casse soigneusement les verres. Le prétentieux Gaston Charon (qui deviendra plus tard, sous le nom de Jean Nocher, un éditorialiste ultraréactionnaire à la radio) pousse plus loin que jamais son exhibitionnisme. Plusieurs parlent sérieusement de le tuer et il faut intervenir. Le charmant O. veut à tout prix m'embrasser sur la bouche. Rabaté, en pleurs, me confie son amitié et me raconte sa vie. Pignon, le pilier de l'équipe de rugby, jette consciencieusement les chaises dans le Clain et, quand je m'apprête à l'en empêcher, il casse un arbuste avec une telle force que je renonce prudemment à intervenir. Tous s'efforcent de suivre une ligne droite et zigzaguent. Les deux garçons sobres s'y essaient aussi, par curiosité, quand les autres sont ailleurs. Ils constatent qu'ils n'y parviennent guère mieux. L'ivresse est contagieuse. Nous ne savons plus où se tient la norme et l'anormal. Tout le monde se rend à la foire, les uns guidant les autres, mais qui guide qui ? Tout le monde grimpe sur les manèges qui tournent et s'envolent. Quelles limites à la folie ?

Je ne resterai guère au lycée après le banquet d'initiation. Mon activité politique va m'en faire éjecter peu après. J'organise un cercle marxiste dans le lycée ; nous nous retrouvons dans la cour de récréation. J'en organise un autre à l'école normale d'instituteurs, où la plupart des élèves sont communistes. J'en suscite dans plusieurs lycées de l'Ouest avec lesquels j'établis la liaison par correspondance, directement ou par le cercle de La Roche. Nous allons porter la contradiction aux royalistes de l'Action française dans leur local, renforcés par toute la khâgne, après être passés entre deux rangs de camelots du roi armés de cannes. Je me présente comme « communiste de gauche », ce qui surprend fort les orateurs royalistes : « Il y a donc des communistes de droite ? » Piège de la sémantique. Je me proclame trotskyste. Mais j'ignore tout de l'existence de groupes trotskystes. En 1928, il n'en existe du reste que quelques chapelles parisiennes ultraconfidentielles.

Je cherche désespérément une organisation à laquelle nous pourrions nous rattacher. Je trouve dans un kiosque *Le Libertaire* qui se déclare « organe anarchiste-communiste ». Puisque les anarchistes sont également communistes, ils sont nécessairement à la gauche du mouvement communiste. Sans doute les communistes de gauche peuvent-

ils collaborer avec eux. J'écris donc au *Libertaire*. On m'envoie vingt exemplaires du journal. Mes copains et moi allons les diffuser, le dimanche, dans les quartiers populaires de Poitiers. On m'envoie des brochures de Sébastien Faure. Je les trouve puériles et débiles. Je les fais circuler pour information. Je continue ma correspondance avec la rédaction du *Libertaire* — une conversation de sourds. Un jour, en fait de lettre, je reçois un paquet : des bandes de journaux sur lesquelles un correspondant me répond, à raison de quelques mots sur chaque bande. Un cinglé ! Des cinglés ! Je jette la curieuse lettre aux chiottes. Fin de mes relations avec les anarchistes.

Mais non pas fin de mes problèmes avec eux. Un soir, le censeur — un nommé Chauvin — vient perquisitionner dans mes affaires, en étude. La perquisition se poursuit au dortoir. Là, sous mon matelas, l'inquisiteur découvre les brochures anarchistes qu'il rejette loin de lui comme si elles lui avaient brûlé les mains.

Scandale. On commence l'instruction de mon procès, ou plus exactement de notre procès, car une dizaine de mes copains doivent également passer au conseil de discipline. Parmi eux, deux élèves de troisième.

— Vous allez chercher vos adeptes jusque dans les classes de grammaire.

— Vous, vous les baptisez avant qu'ils ne sachent parler.

Je suis régulièrement convoqué chez le proviseur-juge d'instruction. Je me rends même à son bureau sans convocation.

— Vous prétendez, monsieur le proviseur, que la politique est interdite au lycée ; mais les scouts de France s'y réunissent librement ; ils sortent en uniforme avec leur fanion.

— Ce n'est pas la même chose ; c'est un groupement de jeunesse.

— Bien, monsieur le proviseur. Nous aussi nous avons un groupe de jeunesse, les pionniers rouges ; dimanche nous sortirons avec nos foulards et notre drapeau rouge.

Après chaque entrevue, je fais un compte rendu aux élèves, massés autour des khâgneux. Les choses ne tournent pas si mal. La presse locale s'est emparée de l'affaire. Les khâgneux sont tous solidaires. Les professeurs qui voient en moi un espoir pour l'École m'appuient et défendent la liberté de lecture.

Je revois encore la réunion du conseil de discipline, avec la dizaine de mes coaccusés dont je suis institué le porte-parole. Accusé, je me fais accusateur, au nom du droit à l'information. Propagande anarchiste, comme le déclare le censeur ? Si lui-même avait une formation élémentaire, il connaîtrait la différence entre communisme et anarchisme. Nous sommes communistes. Comment pourrions-nous faire de la propagande avec des brochures anarchistes ? L'étude de ces doctrines est précisément au programme de l'École. Mais monsieur le censeur connaît seulement l'inquisition et la délation. Je fustige son comportement. Je termine par une formule qui m'est restée en mémoire :

— Ce sont des procédés de bas-Empire.

À l'époque, je suis assez fier de cette péroraison : elle fait référence à

la décadence de l'Empire romain, aux méthodes policières de Napoléon III (réminiscence *d'Histoire d'un crime*) et à la bassesse de mon ennemi.

À la surprise générale, celui-ci reçoit un camouflet inhabituel : le conseil de discipline prononce notre acquittement collectif. L'audace a payé. Moi aussi, je dois payer. Le conseil de discipline s'est prononcé sur le fond. Reste le problème administratif : des livres introduits au lycée sans autorisation. Un mois de consigne. Le censeur prend une revanche à sa hauteur. Venue tout exprès de La Roche-sur-Yon, ma mère réussit à grand-peine à me voir quelques minutes. De colère, dans le lycée désert, je procède à une destruction systématique : les cartes, le matériel de labo, la décoration. Impunément.

Mais le censeur cherche à se venger de son humiliation. Il ne tarde pas à en trouver l'occasion. Au retour de je ne sais plus quelles petites vacances — sans doute le mardi-gras — nous nous promenons dans la cour en discutant quand passe un groupe d'officiers. Nous les sifflons. Le surveillant nous inflige quatre heures de colle. Le censeur tient sa revanche. Il fait réunir d'urgence le conseil de discipline — sans prévenir quiconque. Cette fois, les professeurs ne nous soutiennent pas : en eux frémit la fibre tricolore des anciens de Verdun. Le conseil de discipline ne dure que quelques minutes : je ne suis pas exactement exclu, mais prié de quitter le lycée. Les khâgneux, pris au dépourvu, n'ont pas eu le temps de se concerter pour réagir. Ils le feront ensuite. Ils décideront de quitter tous le lycée à la fin de l'année. Je retrouverai la plupart d'entre eux à Paris l'année suivante.

L'Angleterre

Nous sommes en février ou en mars. L'année scolaire a été courte. Quand je reviens rue Magenta, personne ne me fait de reproches. C'est quand même une chouette famille. Je ne sais pas si j'apprécie à sa juste valeur le comportement de mes parents. Je n'ai aucun remords. J'ai le sentiment de m'être conduit héroïquement. Je porte un blouson de cuir et laisse pousser ma barbe pour ressembler à Lénine.

Le soir même de mon retour j'ai manifesté mon indépendance. J'apprends que les Jeunesses socialistes doivent se constituer à La Roche. Tolérant comme je suis, je décide d'aller leur porter la contradiction.

— Si tu viens démolir notre travail, me crie mon père au comble de l'exaspération, alors ne remets plus les pieds à la maison.

— D'accord, je ne mettrai plus les pieds à la maison.

Après avoir empêché la constitution des Jeunesses socialistes, je reviens pourtant prendre mes affaires (mais étais-je vraiment décidé à partir, je ne sais où ?). Je trouve mes parents en larmes. Mon père me demande de rester. D'accord, je resterai, mais à condition que ma liberté d'action ne soit plus jamais remise en cause. Mes parents s'y tiendront scrupuleusement.

J'occupe mon temps à lire. Je reprends contact avec mes copains du lycée de La Roche — hélas ! la plupart d'entre eux sont communistes orthodoxes, notamment Lhérieu qui ne rompra avec le PC que plusieurs décennies plus tard. Je contacte les membres du Parti communiste de la ville

— cheminots et ouvriers du bâtiment, qui me paraissent étroits et bornés.

Mes adorables parents essayent de m'aider comme ils peuvent à surmonter le handicap d'une année scolaire écourtée. Ils peuvent au moins me faire faire des progrès en anglais. Ils inscrivent mon frère pour un séjour d'échange en Angleterre. En fait, il s'agit de m'y envoyer — Piot n'est du reste pas fanatique d'un tel voyage. Nous recevons donc Allan pendant un mois. Puis nous partons, lui et moi, pour l'Angleterre.

Un voyage politiquement instructif. Nous allons à Paris accompagnés d'un copain du groupe marxiste, Dagneau (que je retrouverai bien plus tard au PSU), et de son correspondant allemand, un jeune garçon blond aux yeux bleus qui dit appartenir au Parti national-socialiste — un groupement dont j'ignorais jusqu'alors l'existence. Nous visitons Paris tous les quatre. Nous montons au dernier étage de la tour Eiffel. Là, embrassant le panorama, le jeune nazi s'écrie :

« Comme Paris est petit ! Avec quelques bombes, ce sera facile à détruire. »

Désormais, je sais ce qu'est le nazisme.

Sur le bateau, je discute en anglais avec un jeune Argentin. Il nous explique ce qu'est le mouvement justicialiste du Pérou, « le véritable mouvement révolutionnaire de l'Amérique du Sud ».

Les parents d'Allan habitent à Gravesend, sur la Tamise, dans la grande banlieue de Londres. Une ville animée, bien plus grande que La Roche. Les maisons à un étage sont tapies derrière des jardinets riants, avec leurs fenêtres à guillotine qui symbolisent pour moi l'Angleterre. La maison est bien mieux conçue que celle de la rue Magenta, plus confortable aussi : je vois pour la première fois une salle de bains.

La famille d'Allan ressemble à la mienne. Le père, postier lui aussi, est conseiller municipal travailliste. L'accueil est chaleureux.

Je mets quelque temps à m'adapter au rythme des repas anglais. Le premier jour, je reste sur ma faim ; je n'ai guère profité du breakfast, le lunch m'est apparu léger, léger ; le thé du *five o'clock* ne m'a guère inspiré ; le dîner que j'attendais s'est réduit à un bol de chocolat. Ensuite je m'habituerai. J'aimerai le *bacon and eggs* du *breakfast* ; je me plairai à la cuisine anglaise, surtout au *suet pudding* du *lunch* dont je demanderai la recette : hélas ! quand ma mère s'efforcera de la suivre, elle n'obtiendra qu'une masse de bougie immangeable.

Une ou deux fois seulement je vais visiter Londres, avec la sœur d'Allan. La ville m'apparaît sinistre je ne l'aimerai jamais. Je m'émerveille seulement des autobus à impériale.

C'est dans la campagne que nous allons nous promener. Parfois en autocar, vers des manoirs et des villages couverts de lierre. Le plus souvent à vélo avec Allan et ses copains qui se gorgent de ginger beer

insipide. Plantureuse campagne anglaise, si verte et si ordonnée, avec ses sentiers goudronnés — en un temps où seules quelques grandes routes commencent en France à être asphaltées.

Malgré mon accent déplorable, je me débrouille assez bien en anglais. Je suis surpris de penser et même de rêver dans une langue étrangère. En tout cas, je me fais assez bien comprendre pour tenir de longues conversations avec le père d'Allan. Il milite à la gauche du Parti travailliste. Mais cette gauche est pragmatique et gestionnaire. Je pourrais prendre une leçon de réalisme. Je m'en garde bien. Pour moi, la politique c'est autre chose. Il s'agit de transformer radicalement la société. Il s'agit de changer le monde.

PARIS 1929

En octobre 1929, j'arrive à Paris pour ma deuxième année de khâgne. Je viens d'avoir dix-huit ans. Mes idées sont floues dans bien des domaines : ma vie sentimentale, mon avenir proche, mes préférences littéraires ou artistiques... Mais, sur l'essentiel, je suis bourré de certitudes. Je sais que ma vie a un sens : la lutte pour la révolution socialiste.

Dans ce monde d'injustices, où règne la dictature de l'argent, où les mendiants rappellent la misère à tous les coins de rue, dans ce monde de l'oppression coloniale et des violences fascistes, dans ce monde qui supprime encore des horreurs de la guerre, comment peut-on se complaire à des plaisirs superficiels, s'intéresser aux vanités du vêtement ou se passionner pour les problèmes de sa carrière personnelle ? Vivre aura un sens seulement dans un monde nouveau, éclairé par cette « aurore sociale » que souhaitait mon père. On ne peut pas se contenter de dénoncer la misère, l'exploitation, le cléricanisme, le fascisme ou le militarisme. Ce que font les moralistes et, au fond, les anarchistes. Il faut supprimer la cause même de ces fléaux. On ne peut les éradiquer que par la révolution sociale : cette évidence me sépare pour toujours des socialistes réformistes.

Trois quarts de siècle plus tôt, le *Manifeste communiste* a déjà montré scientifiquement que cette révolution est inscrite dans l'avenir de l'humanité. Dans la bibliothèque de mon père, j'ai lu plusieurs volumes de *L'Encyclopédie socialiste*, publiée par le Parti socialiste SFIO lui-même, où des théoriciens comme Charles Rappoport précisaient cette démonstration scientifique. La Commune de Paris a été écrasée, il y a quelque cinquante ans, parce que la classe ouvrière n'était pas encore assez puissante.

Mais elle a été vengée, il y a douze ans, par la révolution russe où les ouvriers l'ont emporté, pourtant dans un pays économiquement et politiquement retardataire où même les marxistes ne l'attendaient pas. La révolution a certes été défaite dans des pays comme l'Allemagne ou la Hongrie. Mais ce ne peut être qu'un échec provisoire : le socialisme l'emportera nécessairement avant peu dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique.

Si jamais ces souvenirs ont un lecteur à la fin du XXe siècle ou après, il aura peine à imaginer combien la révolution sociale avait pour moi autant d'évidence que la fin des temps pour les chrétiens du Xe siècle.

Mon engagement marxiste se croyait purement rationnel. Il tenait du mysticisme. Tout le monde, du reste, admirait la rigueur révolutionnaire et ouvrière de Simone Weil, condisciple de notre ami Marcoux à l'École normale : après son agrégation de philo, elle allait entrer comme ouvrière chez Renault, puis se transformer en mystique religieuse.

Je n'en étais pas là. D'abord parce que je ne pouvais pas accepter en bloc la foi dans la révolution russe et dans le Parti communiste. J'étais

rebuté par l'évidente mauvaise foi de *L'Humanité* et de *L'Avant-garde*, qui remplaçaient l'analyse par la casuistique, les arguments par les injures. J'étais écœuré par l'hagiographie de Staline et les mensonges grossiers dont la presse stalinienne abreuvait ses lecteurs sur la situation en URSS : de toute évidence, l'URSS n'était pas le paradis socialiste ; l'évolution de la société soviétique connaissait une dérive que soulignaient la persécution de tous les anciens dirigeants du Parti bolchevique et, avant tout, la persécution de Trotsky, compagnon de Lénine et fondateur de l'Armée rouge.

J'étais donc contraint de prendre mes distances et de choisir dans le dogme. Pour préparer la révolution, il fallait nécessairement choisir la voie de Lénine, mais on ne pouvait être léniniste que contre le Parti communiste.

En 1929, mes idées politiques sont encore vagues. Mon « trotskysme » reste surtout marqué par le romantisme que je prête à la *Révolution permanente*. Il me faut apprendre et comprendre. C'est ce que j'attends, avant tout, de mon travail en khâgne. Quand mes condisciples descendront du dortoir de bon matin pour travailler le grec, le latin ou l'anglais, je descendrai avec eux, mais pour étudier Marx — qui n'était pas au programme... L'étude du *Capital* m'apparaît nécessaire et pratiquement suffisante pour comprendre la société, donc pour orienter l'action. Je lis en français, bien sûr, dans la très mauvaise traduction Molitor aux Éditions Costes. Je lis et relis — surtout le premier livre. Je lis sans complaisance, m'efforçant de réfuter les démonstrations de Marx. Satisfait quand même de constater que mes réfutations ne tiennent pas. Après quoi, j'écrirai sur la valeur un long papier d'une vingtaine de pages (les papiers que nous remettons au maître dépassaient rarement deux pages) qu'Alain appréciera et commentera pendant une heure. Mes condisciples s'en disputeront la lecture — ce qui flattera pour la première fois ma vanité d'écrivain, mais entraînera la perte du précieux manuscrit.

Le lycée Henri-IV

J'avais donc obtenu le transfert de ma bourse à Paris et à Henri-IV, malgré les rigueurs du conseil de discipline de Poitiers. C'était là une faveur insigne qui m'avait été octroyée grâce aux démarches insistantes du proviseur du lycée yonnais : je lui avais d'ailleurs précisé que je ne continuerais mes études nulle part ailleurs. L'archikhube Marcoux, qui trônait rue d'Ulm, nous avait bien expliqué qu'il n'y avait de salut qu'à Paris, près du Socrate de notre temps qui enseignait la philo à Henri-IV. Pour mes parents, c'était la voie royale pour accéder au professorat. Pour moi, il s'agissait d'un foyer exceptionnel de réflexion au centre de ce qui serait bientôt la nouvelle Commune de Paris.

Le vieux lycée de la montagne Sainte-Geneviève, où je vais passer deux ans, est infiniment plus libéral que celui de Poitiers. Aucune contrainte disciplinaire, du moins pour les classes qui préparent aux grandes écoles. Comme à Poitiers, bien sûr, « khâgneux », « taupins » et

« cornichons » se vouent un mépris réciproque. Mais à Henri-IV, ils s'ignorent plutôt. Les traditions de bizutage ont disparu. Le clivage essentiel oppose les thalassiens et les antithalassiens. Les thalassiens sont ceux qui vont à la messe ; ils sont très peu nombreux en khâgne.

Nous allons en cours quand nous voulons. Mais le climat est à la chiade. En plus de la salle d'études, nous disposons de turnes où nous travaillons en petits groupes. À quatre ou cinq heures du matin, la plupart des khâgneux se lèvent silencieusement pour aller bosser en turne. Moi aussi, comme j'ai dit, pour étudier *Le Capital*. À l'aube, le portail de la cour s'ouvre pour la sortie des poubelles. Nous sortons prendre un café au bistrot « Les Quatre Sergents » de la rue Descartes.

C'est, du reste, la seule occasion que je m'accorde d'aller au bistrot. Je reste ascétique et puritain. Je ne fume pas. Je ne bois que de l'eau. Je n'approuve pas les tendances libertines de mes copains. La vie de l'internat garde quelque chose de monastique qui ne me déplaît pas. Le confort n'y est guère supérieur à ce qu'il était à Poitiers. Dans les immenses dortoirs, l'eau est fraîche pour la toilette le matin. Les repas ne sont pas raffinés. Mais je me sens à l'aise.

La khâgne, qui ne sera divisée que l'année suivante, compte environ quatre-vingts élèves. Les cours ont lieu dans un ancien gymnase. Pas tous excitants. En français, le soporifique Chevalier — un petit homme brun étriqué — nous ensomnolait, comme il endormira, avec son manuel, des générations de potaches. Un vieil érudit bedonnant et myope, monsieur Bourgeois, nous enseignait le latin et nous sourions de son éternel chapeau melon : pendant l'occupation nazie, son comportement frôlera l'héroïsme. Le pittoresque Jacques Madaule, en histoire, nous ennue pendant des mois en décortiquant les règlements maritimes du port du Pirée. Nous aimons pourtant son enthousiasme et son truculent accent du Midi. Cela ne nous empêche pas de le faire marcher. Quand il nous retrace l'histoire de Rome après Sylla, par exemple, nous improvisons un débat politique enflammé sur Catilina, dans lequel s'opposent, au nom de leur tendance, les représentants des fractions trotskyste, stalinienne, socialiste de droite et socialiste de gauche : l'excellent homme prend au sérieux cette comédie.

De tous nos professeurs, un seul compte vraiment pour nous : Émile Chartier — Alain. Bien avant l'heure du cours, nous avons couvert de citations un vaste tableau noir de huit à dix mètres de long. Pour ma part, j'inscris toujours des extraits de Marx, de Lénine ou de Trotsky. Chartier entre. Une stature de bûcheron un peu voûté. Une démarche lente. Une grosse tête grise aux traits taillés en coups de serpe, alourdie par de fortes moustaches. Il commence par lire les citations et par les commenter. D'un mot, souvent. Parfois longuement. Puis il rend et commente les « papiers » que nous lui remettons librement sur le sujet de notre choix. Ce sont généralement deux ou trois pages concises, à la façon de ses *Propos*.

Enfin commence le cours proprement dit. Alain parle généralement de sa chaire, souvent sans regarder son auditoire. Il réfléchit tout haut, laissant sa pensée peu à peu prendre corps, comme le sculpteur qui

travaille la pierre sans se soucier de ceux qui le regardent à l'œuvre. Une pensée qui s'efforce de cerner l'homme, hors de l'histoire. Les maîtres à penser : Platon, Kant, Descartes. De Hegel, Alain admire la puissance architecturale, mais il demeure quelque peu étranger à la dialectique. Politiquement, il se dit radical

— ce qui a permis une tentative d'annexion par les nains combinards du Parti radical ; mais la philosophie d'Alain est radicale au sens étymologique, sur les rapports entre le citoyen et le pouvoir — un radicalisme nuancé d'individualisme anarchiste qui n'a pas grand-chose à voir avec celui d'Herriot ou de Daladier. Il ne s'engagera dans l'action politique qu'en 1934, pour prendre la tête du Comité des intellectuels antifascistes. Son indépendance à l'égard du pouvoir en place nous conforte. L'anecdote de sa dernière inspection nous met en joie : après les compliments d'usage, l'inspecteur se devait de formuler quelques réserves ; sinon, à quoi peut servir un inspecteur et comment marquerait-il sa supériorité ? Ainsi avait-il enchaîné : « Pourtant il y a une chose que je n'ai pas comprise... — Ça ne m'étonne pas, avait coupé Chartier, la leçon d'aujourd'hui était difficile. »

Pour ma part, je conteste souvent ses idées. Je m'insurge quand il ramène Marx ou Trotsky à son propre système de concepts. Mais c'est un sacré bonhomme et je ne peux pas m'empêcher de l'admirer. Je lui reproche son idéalisme, mais il nous a appris l'honnêteté intellectuelle, la rigueur, la concision d'un style résolument concret. Je l'ai toujours considéré comme mon premier maître. Maintenant encore, je retrouve la sérénité à relire ses propos.

En revanche, en khâgne, je ne ménageais pas mes sarcasmes aux disciples. Ceux-ci copiaient servilement les idées du maître, son style et ses tics. Ils reprenaient indéfiniment les idées figées qui revenaient (comme l'arc d'Ulysse ou les ombres de la caverne platonicienne) — et que nous appelions les bateaux d'Alain. Je n'ai jamais supporté les épigones. Certains d'entre eux ne manquaient pas de talent. Mais leur pensée, moulée dans celle d'Alain, devenait formelle. Singeant le maître, leur style en accentuait jusqu'à la caricature la préciosité et le maniérisme. Je fis circuler contre eux un recueil de caricatures iconoclastes : la flotte des bateaux d'Alain. Je ne me faisais pas que des amis.

Mes condisciples

Avec les externes, nous n'avions guère de contact. Beaucoup d'entre eux appartenaient à la bonne société et certains, je crois, venaient suivre les cours à la mode comme les demoiselles du collège Sévigné où notre philosophe donnait aussi des leçons. Je me rappelle seulement quelques-uns d'entre eux : Bourbon-Parme, au profil typiquement bourbonnien, au demeurant sympathique ; René Modiano et sa compagne Hélène Schulhof (les filles étaient rares) que je retrouverai quelques années plus tard dans le PSOP de Marceau Pivert, comme théoriciens du pacifisme intégral ; Igor, ténébreux et broussilleux, dont je ne parviendrai jamais à lire jusqu'au bout les romans- fleuves... Celui qui était promis au plus

grand avenir, c'était Maurice Schumann, déjà le meilleur élève de la classe : brillant et méprisant, il se déclarait socialiste non marxiste ; nous avions de violentes discussions où chacun parlait pour la galerie ; il deviendra le porte-parole de la France libre en 1940 et ministre de De Gaulle en 1962.

Si les rapports restaient distants avec les externes, les internes, en revanche, constituaient une communauté solidaire et chaleureuse. L'un d'eux, Dagneau, venait du cercle marxiste que j'avais fondé à La Roche. Un groupe important venait de Poitiers où la khâgne, cette année-là, ne comptait plus qu'un seul ancien. Dans cette invasion pictave je retrouvais par exemple Rabaté, Pignon, Oriou, l'insupportable Charon qui se faisait appeler Jean Nocher ou le silencieux Pouget du groupe abondanciste de Jacques Duboin, qui devait rejoindre l'organisation trotskyste pendant la guerre et devenir, ensuite, sous le nom d'Henri Claude, le principal économiste du Parti communiste.

Pendant les deux années que je passerai à Henri-IV, mon prosélytisme ne se ralentira pas. Une dizaine de khâgneux constitueront le groupe trotskyste du lycée. La plupart resteront sympathisants. Quelques-uns adhéreront à la Ligue communiste, comme Albert Lastérade, André Domercq ou, plus tard, Louis Rigaudias. La Ligue hésitera à accepter l'adhésion d'André Domercq, parce que son père était officier de police quelque part en province. C'est un beau garçon athlétique, calme et remarquablement équilibré qui restera encore étonnamment jeune un demi-siècle plus tard. Mon meilleur ami, c'est le vicomte Albert Lastérade de Chavigny qui a laissé tomber sa particule nobiliaire en entrant au lycée ; son humour s'accorde avec le mien ; son frère jumeau Jean, étudiant en médecine, adhérera aussi à la Ligue communiste et j'aurai à reparler de lui. Avec Rigaudias, je ne me sens guère d'atomes crochus ; il affecte une morgue aristocratique et on lui croit des sympathies d'Action française ; c'est après la khâgne qu'il adhérera à la Ligue communiste, sous l'influence de Maria, ma première femme, et il y jouera un rôle important.

Mes amis, ce sont d'abord, bien sûr, ceux qui partagent mes idées. Mais j'en ai d'autres comme Joseph Henri, un géant martiniquais socialiste qui me donne des leçons de boxe. L'année suivante, on verra arriver un étrange garçon aux cheveux filasse, aurolé de son premier prix de français au concours général. Son nom est impossible à écrire — quelque chose comme Netchtschein. Il remet des devoirs sales, tachés, d'une écriture illisible, à l'encre verte, dont il a toujours les mains maculées. Pour avoir obtenu le prix malgré *ce* handicap, il fallait qu'il ait fait preuve d'une incroyable supériorité. C'est pourtant le fils d'un ouvrier russe immigré. Il se proclame stalinien. Nous avons des discussions passionnées, avec ou sans public. Je ne le convaincrs pas plus qu'il ne me convaincra. Devenu Victor Leduc pendant la Résistance, il se verra confier, après la guerre, l'hebdomadaire de masse du PC, *Action*. Plus tard, il passera à l'opposition antistalinienne, animera les Comités d'initiative communiste, et, en 1974, adhérera au PSU. La gauche du parti et moi-même obtiendrons sa cooptation à la direction. Curieusement, après le départ de Rocard, nous deviendrons à nouveau des adversaires.

Mes études

Les résultats scolaires étaient devenus les moindres de mes soucis. Du reste, je ne pouvais guère nourrir d'illusions sur mon entrée à la rue d'Ulm. Bon élève en philosophie, en histoire, en version latine, moyen en français et à peine moyen en anglais, j'avais un talon d'Achille : j'avais constamment hésité entre deux options : le grec et l'allemand ; mes résultats étaient également nuls dans ces deux matières. Cette faiblesse ne pardonnait pas. Faisant de nécessité vertu, je me désintéressai de l'École normale. Qu'avais-je à faire avec ces ambitions bourgeoises ? Je voulais être un révolutionnaire professionnel. Ainsi drapée dans l'idéologie, mon infériorité devenait supériorité.

Pourtant, il me faudrait bien trouver un emploi pour vivre. Je tenais, du reste, toujours à l'enseignement. Comme tous les khâgneux, je décidai donc de me présenter à la licence. La plus facile pour moi, c'était la licence de philosophie. Mais il n'était pas question de la préparer : les élèves d'Alain méprisaient la philosophie sorbonnarde ; en tant que marxiste, je la méprisais pour ainsi dire au second degré.

En tout et pour tout, durant toute ma scolarité, j'assistai une seule fois à un cours de la Sorbonne. En philosophie générale, c'est-à-dire dans la matière où j'en avais le moins besoin. J'avais écrit en classe de philo, à La Roche-sur-Yon, un papier sur le hasard qui m'avait valu des compliments. Chaque année, je m'amusais à le présenter à nouveau, en pastichant le prof qui m'enseignait la philo : une dissertation à Poitiers, un propos pour Alain. En 1931, j'avais décidé de pasticher le prof qui tenait la chaire à la Sorbonne. J'allai donc à son cours, intervins dans le débat en le faisant dévier sur le problème du hasard. « Très intéressant, me dit le professeur — dont j'ai oublié le nom vous devriez écrire quelque chose là-dessus. » Je lui rédigeai donc une longue méditation métaphysique qu'il trouva remarquable. J'obtins la mention bien à ce certificat.

Le certificat sur l'histoire de la philosophie ne posait pas davantage de problème, ni l'épreuve de latin qui l'accompagnait. Mais, dans l'enseignement d'Alain, rien ne nous préparait aux autres certificats. Le troisième certificat portait sur la morale et la sociologie. Passe encore pour la morale : pour répondre à ce que je croyais la demande, j'écrivis un pastiche de Barrès qui fut assez bien reçu. En sociologie, j'avais une culture relativement étendue, mais elle était exclusivement marxiste ; or j'aurais cru indécent de mêler Marx et les marxistes à la farce des examens. On nous demandait une liste de dix ouvrages que nous étions censés avoir lus. Je me serais senti déshonoré si j'avais cité un seul des livres que j'avais réellement étudiés. Heureusement les khâgneux avaient constitué, à l'usage de ce certificat, un stock de résumés polycopiés. Je rédigeai donc une liste d'ouvrages officiels dont je n'avais lu que la table des matières ou le résumé polycopié. Le malheur voulut que celui de ces polycopiés qui s'intitulait : « La division du travail de Durkheim », portât seulement, à mon insu, sur la préface qu'avait écrite Bouglé, alors directeur de l'École normale. Précisément,

il était mon examinateur à l'oral et me demanda de résumer le premier chapitre de Durkheim. Sûr de mon fait, je me lançai dans un brillant exposé. Étonné quand même de voir Bouglé lancer des éclairs.

« Mais c'est ma propre préface que vous résumez ! »

C'est ainsi que je dus repasser, en octobre, l'oral du seul certificat dont la matière me tenait à coeur.

Nous étions moins préparés encore au certificat de psychologie — et dont Freud était alors exclu. Nous méprisions stupidement les efforts tentés pour donner à la psychologie une base quelque peu scientifique. L'énorme traité de Dumas (huit volumes — si mon souvenir est exact) en faisait la somme. Mon ami Lastéradé et moi, nous l'avions feuilleté en une heure, en nous amusant à relever une dizaine de mots les plus longs qui nous apparaissaient prétentieux

; nous nous étions juré de les caser, à l'écrit, quel que fût le sujet. Je tins parole et fus récompensé par une note plus qu'honorable. Restait l'oral. Dumas lui-même officiait — un petit vieillard à barbiche blanche qui terrorisait les candidats et alignait les zéros avec colère.

— La théorie des besoins ! aboya-t-il.

J'ignorais qu'il existât une théorie des besoins. J'essayai d'appeler Descartes à mon aide. Le terrible vieillard me coupa aussitôt :

— Je vous demande, monsieur, une explication scientifique.

Alors, je me jetai à l'eau. Rassemblant mes lointains souvenirs de physiologie, j'improvisai, sur-le-champ, une théorie scientifique des besoins. J'invoquai des expériences imaginaires sur des grenouilles imaginaires et l'expérience de la banquière Marthe Hanau qui poursuivait alors une grève de la faim à la Santé.

— Mais vous ne comprenez rien à la théorie des besoins.

— Monsieur, c'est vous qui étendez indûment le concept de besoin.

Je tenais tête, défendant griffes et ongles une théorie que j'allais oublier une demi-heure plus tard. Le cercle des candidats écoutait bouche bée ce qui prenait l'allure d'une dispute scientifique tandis que, dans le fond de la salle, les khâgneux se tapaient sur les cuisses.

Je les rejoignis, après avoir lu ma note. Le candidat suivant planchait. Puis il m'aborda respectueusement :

— Vous savez que vous avez 14, la seconde note de la session ?

Je lui répondis avec naturel que je le savais. Cette histoire n'était pas faite pour grandir dans mon esprit la psychologie prétendument scientifique. Mon mépris pour la philosophie officielle s'en trouva accru.

La Vérité

Il me faut revenir au début de mon séjour à Henri-IV, en 1929. Dès mon premier jour de congé, descendant la montagne Sainte-Geneviève, en ce début d'octobre, je hume les rues de Paris avec toute la joie d'un provincial fraîchement débarqué. Mais ce qui m'intéresse, ce n'est pas la

foule, ni les autos nombreuses, ni la noria des tramways bruyants. J'arpente le boulevard Saint- Michel et ses kiosques chargés d'innombrables journaux en toutes les langues. Comme les chiens en maraude s'arrêtent pour flairer les messages odorants laissés par leurs congénères, je vais de kiosque en kiosque respirer l'odeur des journaux.

Je fais alors une découverte extraordinaire. Je ne suis pas le seul partisan du « communisme de gauche ». Deux hebdomadaires s'en réclament : *Le Libérateur* de Paz qui venait de rompre avec Trotsky et *La Vérité* : noir sur blanc, les idées que je me croyais seul à défendre. Je m'enivre de leur parfum d'encre fraîche. Mais, déjà, il me faut choisir. Or la polémique qui oppose les deux journaux et les deux groupes reste, pour moi, à peu près incompréhensible. Je penche pour *La Vérité*. À cause de son titre d'abord. Mais surtout parce qu'elle est l'organe officiel de Trotsky.

Un jour d'octobre, je me décide. Je me rends à l'adresse de *La Vérité*, boulevard de la Villette, le cœur battant, comme un pèlerin fait le voyage de La Mecque. Le sanctuaire est un petit local où je trouve deux jeunes femmes occupées à mettre le journal sous bandes — probablement Denise Naville et Jeanne Despallières—et un petit homme sans âge, Pierre Franck.

Je connais alors ma première déception. L'opposition de gauche se veut fraction du Parti communiste — on dit « le Parti », tout court — et croit pouvoir le redresser. Je n'avais jamais pensé qu'un trotskyste devait être membre du Parti ou en être exclu. Ces hérétiques ne voient de salut qu'en l'Église qui les chasse. J'apprends qu'on ne peut entrer dans la chapelle qui si l'on appartient à l'Église ou si l'on en a été excommunié.

Pour parfaire mon éducation, on me donne l'adresse du « responsable étudiant », Édouard Labin, dont je m'apercevrai bientôt qu'il n'est responsable que de lui-même. Est-ce parce que je le trouve couché au début de l'après-midi, au milieu de bouquins en désordre ? Ai-je été frappé de son teint blême et de sa voix dolente ? Je l'imagine tuberculeux et la maladie lui donne, à mes yeux, l'auréole du martyr de la révolution. Je suis subjugué par son éloquence, par son savoir, par le dédain dont il écrase le néophyte que je suis.

Dans sa piaule, nous sommes bientôt trois : un nouvel adhérent nous a rejoints. Il s'appelle Jean Atlan. Rien en lui n'annonce le grand peintre qu'il sera. C'est un jeune gars de type méditerranéen, aux longs cheveux noirs, au teint sombre, avec de grands yeux vifs. Il fume cigarette sur cigarette et il est aussi bohème que Labin. Mais il est vivant, exubérant et drôle. Je m'entends tout de suite parfaitement avec lui.

Nous nous retrouvons dès que je sors du lycée. Nous déjeunons bien sûr au restaurant de la « Famille nouvelle », au quartier Latin ; on y mange mal, mais à bon marché, et on y est entre soi. C'est un élément de la contre-société communiste, parallèle à la société officielle bourgeoise, dans tous les domaines. Il y a les coopératives du Parti, les librairies du Parti ; les restaurants du Parti, les sports prolétariens, l'art prolétarien, sans parler des syndicats rouges de la CGTU.

Le poids du Parti dans les institutions est médiocre (il n'y a guère

plus qu'une dizaine de députés communistes). Mais on a l'impression de pouvoir vivre exclusivement dans la contre-société. Elle n'est peut-être pas pour rien dans l'habitude que nous avons de vivre dans notre propre univers. Même si les hérétiques que nous sommes se trouvent souvent mal à l'aise au milieu des communistes orthodoxes.

Il faut donc adhérer au Parti communiste. Mais où ? Les étudiants communistes m'attirent encore moins que le Parti. Comme nous sommes dans la « troisième période » — celle de la révolution imminente et de la prolétarisation générale — ils ont constitué l'Union fédérale des étudiants (UFE) qui édite un minuscule canard, *L'Étudiant pauvre*. Cette idéologie populiste du paupérisme m'apparaît ridicule. Je vais donc porter mon adhésion dans un quartier ouvrier, le XIV^e, sans doute parce qu'Atlan y milite. Je me pointe au local du Parti, rue du Château — un immeuble vétuste au mobilier branlant comme pratiquement tous les locaux communistes. L'accueil est rien moins qu'enthousiaste. Ma réputation de trotskyste m'a déjà précédé. Dans le pur style du Guépéou, un des dirigeants de l'UFE, Jean Rabaut, est venu perquisitionner en mon absence dans mon armoire du lycée. Il a découvert toute une littérature trotskyste. Il en faut moins pour prouver l'hérésie. Je ne pourrai pas devenir membre du Parti. La Ligue devra faire une entorse à ses principes en m'acceptant directement (plus tard elle modifiera ses statuts pour rendre officiel ce type d'adhésion).

Nous nous retrouvons, Atlan et moi, dans le local exigu du boulevard de la Villette, pliant le journal et discutant à perte de vue. Les leaders participent au travail et aux discussions : Pierre Naville, le théoricien qui reste quelque peu distant, son ami Gérard Rosenthal, chaleureux et sentimental ; Raymond Molinier, enfin, un robuste gaillard, large d'épaules, une force de la nature, sûr de lui, une tornade vivante qu'aucun obstacle n'arrête, surtout aucun obstacle financier. Le vétéran, Alfred Rosmer, ne fait que de courtes apparitions. J'apprendrai plus tard qu'il refuse de collaborer avec l'aventurier Molinier et se retire sur la pointe des pieds. Discret, il ne s'explique pas : les jeunes que nous sommes retiennent seulement de son effacement qu'il est fatigué et d'un autre temps. Il nous paraît incroyablement vieux : je calcule aujourd'hui qu'il avait un peu plus de cinquante ans.

Peu d'ouvriers dans le groupe trotskyste. Les seuls prolétaires authentiques appartiennent au « groupe de Bagnolet ». Bagnolet, c'est la cité rouge par excellence. Les jeunes s'y prénomment naturellement Lénine ou Trotsky — ce qui commence à poser des problèmes à certains. La plupart des gars de Bagnolet travaillent dans le bâtiment. L'un d'eux surtout me fascine : un très grand gars aux yeux clairs, coiffé d'une casquette, bien entendu, avec un pantalon bouffant ceinturé par la large écharpe d'étoffe rouge des gars du bâtiment. Nous nous baladons ensemble et il me raconte le bat' d'Af et les batailles sur les chantiers, notamment entre les Français et les macaronis. Il est plus ou moins maqué avec une femme bien plus âgée que lui. Tout cela m'étonne : je m'imaginai autrement la classe ouvrière qui va bientôt prendre le pouvoir.

— Ton copain c'est un maquereau, me dit Molinier.

Je me demande si le reproche essentiel qu'on lui fait n'est pas surtout son comportement anarchiste. En tout cas, ni lui ni ses copains de Bagnolet ne se sentent vraiment à l'aise au milieu des intellectuels trotskystes.

L'autre groupe qui me fascine, c'est le groupe juif. Ouvriers tailleurs ou casquettiers, venus des ghettos polonais ou hongrois, ils ont rompu avec leur groupe de langue stalinien, et ils sont comme des émigrés au deuxième degré. Cultivés, discuteurs, âpres à la polémique, ils participent activement à tous les débats. Mais eux non plus ne se sentent pas vraiment à l'aise dans l'organisation dont ils constituent, à Paris, le tiers des effectifs. A leur tête, Émile, au visage fin et émacié, et Félix, plus fruste. En fait, ils vivent essentiellement en un groupe de langue qui publiera bientôt son propre journal en yiddish : *Clarté*. Au cours des réunions parisiennes, ils sont tous là, et votent comme un seul homme.

Ces réunions se tiennent dans la salle du haut du café Saint-Sulpice : une cinquantaine d'hommes et de femmes disputent âprement de l'avenir du monde — aussi bien de l'Espagne ou de la Chine que de la France. La langue de bois communiste est de rigueur. Je me souviens d'un jeune ouvrier qui intervient (quelques années plus tard) pendant une demi-heure, régulièrement, pour dégorger à sa manière ses lectures de Marx : la dialectique de la plus-value dans la lutte des classes, du cycle dialectique de la distribution du profit... Personne n'y comprend rien et ça n'a rien à voir *avec* la discussion en cours. Mais on l'écoute religieusement car on ne coupe pas la parole à la classe ouvrière. Souvent, pourtant, le débat est d'un haut niveau. Les querelles politiques ne manquent pas. Sans parler des querelles de personnes, inévitables dans un groupe aussi restreint. Mais tous *ces* hommes et toutes ces femmes sont d'une intégrité totale et d'un incroyable dévouement à la cause révolutionnaire.

En avril 1930, l'opposition se constitue en Ligue communiste, sans cesser pour autant de se considérer comme une fraction du Parti communiste. Rosmer s'est éclipsé. Labin qui pour moi a perdu son auréole a rejoint le cercle de Souvarine. Pour lui faire pièce on m'a élu à la commission exécutive. Pendant plusieurs mois, je m'y sens perdu. Mais je crois de mon devoir d'intervenir comme les autres. Je me lance donc à l'aveugle, sans savoir ce que je vais dire, espérant que mes idées s'éclairciront au fil même de mon discours. Dans ce royaume du verbe, on m'écoute patiemment. Au vote, je me range presque toujours aux côtés de Raymond Molinier dont j'admire le dynamisme et qui m'utilise comme un pion dans ses bagarres permanentes contre Naville.

Les Jeunesses communistes

Aux grandes vacances de 1930, je retourne en Vendée. Mais j'ai un but précis. Puisqu'on me ferme la porte du « Parti », je vais entrer par la fenêtre. Je constitue, à La Roche-sur-Yon, une cellule des Jeunesses communistes : une quinzaine de jeunes ouvriers, le plus souvent du

bâtiment. J'en constitue une autre aux Sables, puis une autre à Luçon. Je pars avec ma famille qui va aux bains de mer à Croix-de-Vie. Mais c'est pour constituer une cellule de marins. Avec la collaboration du syndicat CGTU des marins dont le responsable vient de Nantes, j'édite un petit journal pour les pêcheurs. Il est ronéoté par la Ligue, à Paris. Je joue au sous-marin chez les marins. Désormais, je suis à la tête d'un « rayon » d'une soixantaine de membres, en Vendée. Or à cette époque les effectifs nationaux des Jeunesses communistes se sont effondrés : on les évalue à guère plus de 800. L'historien Jean Bruhat, qui dirige la « région » communiste de l'Atlantique, me confiera bientôt qu'il n'a pas voulu réunir une conférence régionale des Jeunesses : j'y aurais eu la majorité, car les JC ne comptent plus alors que trois adhérents à Nantes et trois à Saint-Nazaire.

On me suspecte toujours (avec raison) de trotskysme. La direction nationale a envoyé enquêter sur place, à mon insu. Les petits camarades de La Roche ne savent pas ce qu'est le trotskysme, mais tout le monde sait qu'il s'agit d'un péché capital, d'une sorte de maladie honteuse. Comme ils m'aiment bien, les petits camarades, ils ont déclaré que je n'étais plus affecté de cette maladie. C'est le moment où Maurice Thorez élimine « le groupe Barbé-Celor » et ouvre démocratiquement les colonnes de *L'Humanité* à ceux qui en dénoncent les méfaits. Pour la rubrique : « Les bouches s'ouvrent », j'ai envoyé une lettre où je condamne le manque de démocratie de la période passée et où je propose que s'ouvre une véritable discussion démocratique. Ma lettre paraît sous le titre : « D'un jeune extrotskyte ». Dès lors, par magie, le ton change dans mes rapports avec le centre et la région.

De retour à Paris, je reste, à l'égard du Parti, dans une prudente réserve. Une bonne part de mon activité reste centrée sur le lycée Henri-IV et le quartier Latin. 1930, c'est l'époque où la crise économique commence à se développer en France. On diminue les salaires. Le chômage s'étend. Les travailleurs privés d'emploi vont à la soupe populaire et manifestent. En même temps, dans toute l'Europe, commence à se développer la menace fasciste. En Allemagne, les nazis gagnent du terrain et les chemises brunes sèment la terreur. L'Internationale communiste considère que tous les partis constituent, en face des communistes, une masse uniformément fasciste. Les pires sont les sociaux-démocrates — les social-fascistes. Trotsky dénonce cette pseudo-théorie comme criminelle. Seul à évaluer l'importance du danger fasciste, il invite au front unique des communistes et des socialistes pour lui barrer la route.

En France, nous réclamons l'unité d'action contre les groupes fascistes et nous préconisons d'organiser la riposte physique contre eux avant qu'ils ne soient devenus plus puissants. Or au quartier Latin, depuis longtemps, ils font la loi. Les commandos royalistes et ceux des Jeunesses patriotes patrouillent en permanence, matraquant les étudiants de gauche et quiconque laisse dépasser de sa poche *L'Humanité*, *Le Populaire* socialiste ou même *L'Œuvre* radicale.

J'apprends qu'un groupe de jeunes socialistes qui distribuait des tracts à l'entrée d'Henri-IV se sont fait attaquer. J'organise la riposte. Au lycée, j'entraîne militairement les khâgneux. Je prends contact avec ceux de Louis-le-Grand et avec un jeune communiste de Saint-Louis qui promet d'organiser les «taupins» de son lycée. Nous mettons au point une provocation. Le jeudi, quelque quatre-vingts élèves des trois lycées sont disséminés sur le boulev. Mich', face à la Sorbonne, lisant les titres aux kiosques ou léchant les vitrines. À l'angle de la place, on trouve alors un café chic où se donnent rendez-vous les jeunes aristocrates en chapeau melon. Un jeune garçon — le plus fluet que nous avons trouvé — leur propose *L'Étudiant pauvre* et le leur met insolemment sous le nez. Le résultat de la provocation ne se fait pas attendre. Une patrouille des Jeunesses patriotes arrive à toute vitesse. Il est convenu que je discuterai quelques instants avec leur chef pour permettre à nos camarades de se regrouper et que je donnerai le signal de l'attaque. D'un coup de poing, j'envoie à terre un des gars qui me fait face. Il crie : «Il y a erreur, je suis des Jeunesses socialistes.» Mais je me rattrape sur le chef des JP que je martèle — en le ramassant quand il tombe — jusqu'au boulevard Saint-Germain..., et à l'intervention des policiers. La bagarre n'a duré que quelques minutes. Mais elle a liquidé l'ensemble de la patrouille. Je me rappelle « Balaise » (bien plus tard, il sera secrétaire des syndicats CGT de fonctionnaires) prenant un fasciste par les pieds et le lançant dans la vitrine du café, suffisamment fort pour qu'elle se brise sur son crâne. Le lendemain, le journal des Jeunesses patriotes pleurait sur le massacre de ses pauvres militants, sauvagement agressés par « 300 ouvriers crânes-bourrés », et citait à l'honneur une vingtaine d'entre eux envoyés à l'hôpital. L'article était affiché par nos soins. Aucun des partisans des JP au lycée n'avait voulu (ou osé) leur donner l'alerte. Nous n'avons pas un blessé. Ma réputation « militaire » commence à s'établir. Au cours des années suivantes, je serai de toutes les bagarres. Recevant tant de coups sur la tête que je ne cesserai pas de porter un bandage. Ma calvitie commencera par cette région du crâne que les matraques auront transformée en une sorte de marais permanent.

Je me demande à quoi est dû ce penchant pour la bagarre. Bien sûr, la période est celle des affrontements violents et nous, les trotskystes, considérons comme nécessaire de riposter par la violence à la violence fasciste. Cela ne suffit pas à expliquer pourquoi je me trouve toujours en tête dans les rixes et pourquoi je m'y trouverai encore quand je serai sexagénaire. Pas plus que les autres, je n'aime recevoir des coups. Je ne me reconnais aucune tendance sadique et je répugne à faire mal aux autres. Il est vrai que je suis d'un tempérament violent et que j'ai un goût immodéré pour le risque. Mais je suis sans doute inconsciemment animé par un autre modèle - faire preuve d'audace, entraîner les autres, secourir les plus faibles, voire se trouver marqué dans sa chair par la violence de l'ennemi, c'est sans doute un moyen de séduction à l'égard de mes partisans. Le désir de séduire n'est probablement pas absent dans la réalité de mon engagement politique.

Au début de 1931, je ne reste plus au lycée qu'un hôte intermittent. Je pars le soir avec les externes pour vendre *La Vérité*, coller des affiches ou participer à des réunions. Au dortoir, mes copains simulent ma présence

dans le lit avec un traversin et une fourrure en guise de tête.

À la rentrée de 1931, ayant obtenu la licence, je suis censé préparer le diplôme de maîtrise en philosophie. Je prends pension dans une famille tchèque du Mlle arrondissement. On m'y soigne aux petits oignons, mais le cosmopolitisme n'est pas si simple : je passe mon temps, avant de dormir, à organiser la masse des coussins qui servent de matelas ; tantôt mes pieds sont en l'air, tantôt mon corps doit prendre la forme d'un arc de cercle ; et puis, je ne m'habitue pas au thé.

Je milite désormais dans les Jeunesses communistes du XIIIe. Le «rayon» qui comprend Ivry est le principal bastion des JC. À sa tête, Danielle (Casanova) qui appartient à la direction nationale. Après la guerre et sa mort dans un camp de concentration, le Parti communiste en fit « la Jeanne d'Arc de notre époque » et célébra son culte. Une canonisation dont seule la société stalinienne avait le secret.

La cellule du XIIIe est exceptionnellement nombreuse. Elle est dirigée par un « permanent » de mon âge (incroyable, le nombre des permanents dans cette organisation !). Il s'appelle Fabrice. Je ne sais alors rien de lui, pas même son nom de famille. Des années plus tard, j'apprendrai qu'il a roulé sa bosse sur les bateaux. C'est un très beau garçon de type italien, avec des cheveux noirs de jais, un visage très fin et de grands yeux sombres. Le maigre salaire qu'il reçoit lui permet tout juste de survivre. Hiver comme été, il est vêtu d'un veston élimé. Il est intelligent, romantique, actif et dévoué — le type même du militant révolutionnaire dans mon imaginaire.

Nous devenons immédiatement des amis inséparables. Ensemble, nous vendons *L'Avant-garde*, rédigeons et distribuons des tracts ou manifestons. Nous essayons d'implanter les JC dans l'usine Gnome et Rhône. Je me rappelle les journées d'hiver où nous déambulons, discutant interminablement sur les boulevards extérieurs. Bien entendu, il serait inconvenant de parler de nos problèmes personnels. Fabrice grelotte. Nous portons alternativement mon pardessus. La nuit, Fabrice dort dans les locaux glacés de la CGTU, et du Parti. Parfois, je l'invite à coucher dans le second lit de ma chambre ; mes logeurs lui apportent gentiment le petit déjeuner. Plus tard, j'ai compris que notre amitié — de sa part comme de la mienne — était profondément sensuelle. Mais cette sensualité ne se trahit alors ni par un geste ni par une parole.

Sur un seul point, nous sommes en désaccord : dès mon arrivée dans la cellule, Danielle Casanova m'a transmis une invitation à me rendre à la direction des Jeunesses, toujours perplexe sur mon orthodoxie ; cette invitation m'est sans cesse renouvelée, mais je n'y réponds jamais, Fabrice ne comprend pas pourquoi. Il est convaincu qu'il s'agit d'un malentendu et que la direction se rendra à mes raisons. Il lui paraît évident que les socialistes ne sont pas des fascistes, qu'il faut s'unir pour empêcher la victoire en Allemagne de Hitler et de ses émules de Hitler en France. Pour lui faire plaisir — et pour l'éclairer — je me rends enfin, avec lui, au 120 rue Lafayette où est le siège du Parti et des JC. L'entrevue est d'une violence inouïe : je me tiens loin des fenêtres pour éviter à mes interlocuteurs la tentation de me faire prendre un raccourci sur le chemin du retour.

Fabrice a enfin compris que nos divergences sont sérieuses. Je sais, moi, que mon appartenance aux JC touche à sa fin. Mais la direction des JC n'ose pas engager immédiatement la procédure d'exclusion, même si je ne cache rien de mes opinions et si, dans les manifestations, je prends place désormais dans le groupe de *La Vérité*. Les JC de Vendée sont loin. Mais on sait que ceux du XIIIe nous suivront, Fabrice et moi. On commence donc par muter mon camarade à la direction de la région de « L'Entente » de Clermont-Ferrand. Il hésite à partir, mais ce n'est pas seulement une « promotion », c'est son seul gagne-pain. A peine est-il parti que Danielle Casanova exige mon exclusion. A la première réunion, elle ne l'obtient pas. À la seconde, la cellule est au grand complet — y compris cinq nouveaux adhérents que j'ai amenés aux JC. Appuyée par un autre membre du bureau politique, Danielle Casanova mène l'attaque. Je me défends en exposant l'ensemble des idées de l'Opposition. La nouvelle secrétaire de la cellule met aux voix l'exclusion : Danielle la vote seule. Alors elle exige un nouveau vote et rappelle que ceux qui ne voteront pas l'exclusion du trotskyste se mettront par là même en dehors des Jeunesses. On procède à l'appel nominal. Seuls quelques camarades auront le courage de s'abstenir. Mais, dans la cellule, s'est déjà infiltré un autre trotskyste — Jean Lastéradé — qui, bien entendu, ne se démasquera pas et votera mon exclusion.

Me voici donc exclu des JC. Je n'y avais adhéré que par discipline. J'avais toujours su que j'en serais exclu. Pourtant l'événement me rend malade — physiquement — au point que je serai incapable, pendant des semaines, de rédiger la traditionnelle « déclaration » que les exclus publiaient dans *La Vérité*. L'exclusion du Parti était alors vécue comme un drame sans espoir. Ainsi que l'excommunication au Moyen Âge, elle brisait tous les liens : les amis de la veille ne vous parlaient plus ; le couple était rompu ; l'excommunié était entouré d'un cercle d'hostilité et de haine. Pourtant, dans mon cas, le drame ne pouvait pas s'expliquer par la rupture des liens sociaux essentiels : j'aimais bien les copains de ma cellule, mais j'étais lié, bien davantage, à mes camarades de la Ligue. J'essaye de ramener l'affaire à des dimensions rationnelles. Je pense à Montaigne qui écrivait à peu près *ceci* : « Si j'apprenais qu'il m'est interdit de me rendre dans telle contrée de l'Inde où je n'irai jamais, cela me serait intolérable... »

En fait, le traumatisme tenait à notre propre religiosité, à l'identification mystique du Parti communiste et de la classe ouvrière — elle-même mythique. Exclu, on se sentait étranger dans les locaux de la CGTU, à la Grange-aux-Belles, à la Bellevilloise, à la « Famille nouvelle » et dans les autres restaurants de la contre-société communiste, où l'on mangeait très mal, mais à côté des travailleurs. On se sentait étranger à la chaleur du monde communiste, étranger à la classe ouvrière qui portait en elle le salut de l'humanité. Mes amis de la Ligue représentaient politiquement l'espoir de la révolution ; ils n'étaient pas la classe ouvrière.

À quoi s'ajoutait sans doute aussi pour moi un drame personnel : la rupture avec « le Parti », c'était la rupture définitive avec Fabrice — dont je n'aurai jamais plus de nouvelles.

Le groupe des jeunes

La préparation du diplôme de maîtrise, nécessaire à l'agrégation, est le cadet de mes soucis. Je le rédigerai en quinze jours, le plus tard possible. Le sujet lui-même ne s'écarte du reste pas de mes préoccupations. J'ai réussi à convaincre mon directeur d'étude — le sociologue Bouglé, de lui donner pour titre « Les mouvements de jeunesse en France ». Cet inventaire m'est nécessaire pour l'action militante.

Je passerai bien sûr cette épreuve sans problème (y compris la discussion d'un ouvrage de l'évêque Berkeley, en anglais, que j'aurai à soutenir pour équilibrer mon engagement marxiste). Ensuite, il ne sera pas question pour moi de préparer l'agrégation de philosophie (du reste la philosophie me donne la nausée), ni de demander un poste de professeur (je ne pourrais l'obtenir qu'en province). Je préférerais trouver un emploi sur un chantier du bâtiment sinon comme ouvrier (il ne faut pas rêver), du moins comme employé chargé de veiller au suivi des plans des architectes, auprès d'un contremaître illettré (ce qui me permettra de constater comment les entrepreneurs trichent, par exemple, sur la profondeur des puits de fondation).

Pour le moment, depuis la fin de l'année 1931, j'habite à la Cité universitaire, près de la porte d'Orléans. Je n'y reste guère. Pourtant j'invite parfois des copains pour discuter. Jean Van Heijenoort y vient un soir. C'est un garçon extraordinaire, long comme un jour sans pain, avec des cheveux en brosse et de grands yeux clairs, gauche et timide, énigmatique, apparemment froid, mais comme brûlant d'un feu intérieur. À Saint-Louis, il domine tous ses condisciples ; sa réputation de mathématicien est déjà établie et on le sait destiné à une brillante carrière scientifique ; il n'entend se présenter qu'à l'École normale supérieure, mais son succès ne fait de doute pour aucun de ses professeurs. Membre des Jeunesses communistes, hésitant sur l'orientation du Parti, il vient discuter de son engagement. La discussion aborde tous les problèmes et dure toute la nuit. Au matin, il demande son adhésion à la Ligue.

Lors du concours de l'École normale, j'aurai la surprise de le voir venir à la vente de *La Vérité*, lors du début de la première épreuve — « J'avais promis de venir à la vente ; de toute façon, l'École, je n'ai rien à en foutre. »

Fin 1931, Trotsky ayant besoin d'un secrétaire, la Ligue m'avait proposé de m'envoyer à Prinkipo. Cette proposition m'honorait. Mais, médiocrement doué pour les langues, moins encore pour l'organisation matérielle et pour l'ordre, je ne me sentais pas qualifié. Sans doute aussi avais-je peur d'être cloîtré. J'étais avant tout un activiste. Je ne pensais pas pouvoir abandonner « l'action dans les masses » où j'étais encore engagé avec les JC. Van Heijenoort était méthodique, parlait couramment l'anglais et l'allemand. Dès son adhésion, je le proposai à ma place. Il accepta d'emblée il avait commencé à étudier le russe. Quelques mois plus tard, il sera

capable de traduire Trotsky. Sur place, il apprendra le turc. Il restera secrétaire du « Vieux » jusqu'à la veille de l'assassinat. Avec des sentiments complexes où l'admiration se mêlera peu à peu à l'hostilité à l'égard d'un père dominateur et exclusif.

Moi, je continue mon activité à Paris. La Ligue a transféré son siège dans une petite villa, au fond d'une impasse de la rue des Envierges, dans le XXe arrondissement où l'on retrouvait encore, çà et là, des îlots de petite ville provinciale. Nous y réunissons un cercle d'études pour les jeunes. C'est un des griefs que nous faisons aux Jeunesses communistes de délaisser l'éducation politique. Les jeunes, disait Trotsky, doivent « ronger avec leurs dents le granit de la science ». Une quinzaine de jeunes participent au cercle. Ce n'est pas un succès triomphal. Visiblement, les jeunes ont peur de s'user les dents ou de se charger l'estomac. Mais le « groupe des jeunes » commence à exister et c'est déjà un résultat. Chaque mois, dans l'hebdomadaire, paraît une page dont j'assume, si j'ose dire, la rédaction en chef : *La Vérité des jeunes*. Le style en est beaucoup plus populaire que le reste du journal ; un de mes premiers éditos s'adresse aux ouvriers du bâtiment : « À la soupe, les gars ! »

La formation politique ne présente qu'une faible partie de notre activité. La menace de Hitler se précise en Allemagne. La politique communiste du « social-fascisme » lui ouvre la voie. Elle sévit en France comme en Allemagne. Nous voulons à tout prix convaincre «le Parti» de changer de cap et de s'engager dans la voie du « front unique » avec le Parti socialiste. Nous voulons à tout prix convaincre la CGTU de réaliser une entente avec la CGT réformiste. Ce sont des années d'un activisme forcené. La poignée de trotskystes s'agite comme cent diables. À la porte de chaque assemblée du Parti, à Paris, ils sont là pour vendre *La Vérité* et distribuer des tracts. Non sans recevoir des horions. Pour ma part, je dors trois à quatre heures par nuit et je suis ivre de sommeil.

Nous allons fréquemment dans le Nord donner un coup de main au petit groupe lillois de la Ligue, qu'anime un vieux militant du bâtiment, Devreyer. Quand les mineurs du Nord sont appelés par la CGTU, seule à poursuivre une grève qui s'effiloche (il faut faire la preuve de la « trahison de la CGT

»), nous allons vendre dans les corons un numéro spécial de *La Vérité* pour inviter les grévistes à reprendre le travail en bloc afin de sauvegarder leur unité. Au congrès national des Jeunesses communistes, à Montigny-en-Gohelle, Jean Lastéradé et moi réussissons à nous glisser dans la salle et à poser devant chaque délégué une «déclaration des exclus» (elle a moins de chance d'être lue que, dans une assemblée de moines, le manifeste d'une secte luciférienne).

Avec Molinier au volant, ces voyages sont autant d'aventures. Nous retrouvons ce climat de risque quand nous collons des affiches, à deux heures du matin, après avoir réveillé Lastéradé dans son dortoir. Quand il

aperçoit des policiers, Raymond Molinier file à toute vitesse en marche arrière, s'engouffre dans les sens interdits, passe sur les trottoirs, double à droite et multiplie les acrobaties. Les passagers serrent les fesses. J'éprouve pour lui l'admiration qu'on porte aux héros de westerns.

Trotsky le soutient parce qu'il est efficace. Mais Raymond Molinier suscite dans l'organisation de violentes réactions. On lui reproche la tyrannie qu'il impose par le chantage financier — son frère et lui tiennent une petite banque de recouvrement qui finance la Ligue.

Un jour, je l'ai, moi aussi, trouvé odieux. Nous hébergions rue des Envierges une toute jeune Grecque qui avait fui la répression dans son pays. Elle occupait un poste dirigeant dans le groupe « archéo-marxiste » qui, avec ses 2 000 ou 3 000 militants, représentait de loin le groupe le plus important de l'Opposition internationale, et dont Raymond Molinier voulait s'attacher l'alliance. Il n'avait rien trouvé de mieux pour cela que d'exiger que je couche avec l'adolescente. Mais je n'avais aucune envie de servir de pion dans cette politique matrimoniale. Je n'imaginai pas de tels détours de l'action politique.

On reproche aussi à Molinier son aventurisme. Il faut dire que notre petit nombre nous contraint constamment à un volontarisme qui frise l'aventurisme. Parfois il s'agit d'un chahut d'étudiants. Par exemple, Dullin, que nous estimons, joue au théâtre de l'Atelier une pièce de François Porché, qui présente de Lénine une figure hideuse : je prends la tête d'un commando qui interrompt la représentation. Nous sommes d'ailleurs d'accord avec un de ses acteurs, Roger Blin, qui a voulu jouer Trotsky, parce qu'il se sent trotskyste.

Il arrive que notre intervention soit autrement dramatique. Par exemple, lors de notre campagne contre le colonialisme en Indochine. Le groupe trotskyste indochinois est très actif. Il est dirigé par Ta Thu Thau qui jouera plus tard un rôle important à Saigon et sera assassiné par les staliniens. Il a été très tôt « rapatrié » par les autorités coloniales. Mais je connais bien « René » qui lui a succédé à la tête du groupe trotskyste en France. Les Vietnamiens nous pressent de mobiliser l'opinion publique française contre la condamnation à mort des nationalistes de Yen-Bay. Nous manifestons devant l'Élysée. À une centaine. Sans le moindre écho.

Comment une poignée de révolutionnaires peuvent-ils faire entendre leur voix, pour qu'on en parle à la TSF et dans la presse ? Nous sommes en 1931, l'année de l'Exposition coloniale qui symbolise l'objet de notre haine. Au siège du gouvernement général de l'Indochine, rue La Boétie, on tient une exposition d'œuvres d'art pillées dans la colonie. Après discussion avec le groupe indochinois, nous décidons d'y faire un coup d'éclat.

Gérard Rosenthal et un jeune camarade vont porter une pétition au gouverneur ; à une heure précise, ils ont consigne de renverser les meubles et de créer un scandale. Au même moment, Jean Lastéradé et un autre jeune doivent briser les vitrines du rez-de-chaussée ; en même temps Atlan et moi devons mettre le comble au scandale en massacrant les objets de valeur exposés. Opération suicidaire : la rue La Boétie est en plein centre et l'exposition est située au premier étage, au fond de la cour. Tout est minuté avec soins. Atlan et moi suivons le guide qui insiste

lourdement sur la valeur — surtout monétaire — des objets exposés.

La femme qui conduit le groupe des visiteurs s'adresse à moi — juste à l'heure précise prévue pour l'intervention.

— Tout cela est beau, n'est-ce pas ?

— Tous ces objets sont beaux, en effet, lui dis-je avec un beau sourire. Mais le malheur, c'est que vous les avez volés, salauds !

Je saisis un grand bouddha de bronze et je le jette sur un vase ancien dont je venais d'apprendre qu'il constituait le clou de l'exposition ; je déchire un voile précieux ; je donne un coup de poing sur une œuvre d'art en verre filé (l'initiative n'est pas heureuse : le verre se brise, mais j'ai la main en sang), Atlan, de son côté, exécute quelques vases.

La femme guide hurle. Les visiteurs hurlent. Certains se précipitent sur moi, je leur envoie un fauteuil de cuir dans les jambes. La femme a ouvert une fenêtre et crie « au voleur ! ». Les visiteurs descendent les escaliers en criant « au voleur ! », tandis que des gens montent en demandant ce qui se passe. Je descends en leur disant : « montez voir » et en criant moi aussi « au voleur ! ». Je traverse la foule, parviens à la rue où mes deux copains s'acharnent avec des poids de fonte sur la vitrine qui résiste. J'avise un taxi. J'y monte, la main ensanglantée dans la poche. Je lance sottement au chauffeur « À l'Opéra » qui n'est qu'à quelques centaines de mètres.

Atlan et Lastérade ont été pris. Ils passeront en jugement. Comme nous n'avons pas d'autre avocat, ils sont défendus par Gérard Rosenthal qui fait des effets de manche pour cacher son visage. En fait personne ne reconnaît les inculpés. On incrimine un grand diable avec une chevelure frisée. Au fond de la salle d'audience, le grand diable se dissimule avec soin.

Notre petit groupe a utilisé la violence contre les objets pour tenter d'empêcher la mort des Indochinois. Pour défendre la mainmise coloniale, le gouvernement fait exécuter les nationalistes de Yen-Bay.

Pour défendre l'infaillibilité de Staline, le Parti communiste utilise lui aussi la violence, mais il ne peut pas encore assassiner en France. Les trotskystes réclament un débat sur le danger hitlérien et la nécessité de l'unité d'action. Le Parti organise un « débat », dans la salle Bullier, la grande salle des meetings parisiens. Nous demandons la parole. Le service d'ordre assomme les perturbateurs, blessant sérieusement plusieurs des nôtres : un des membres de ce service d'ordre, écoeuré, adhérera à la Ligue. Mais les travailleurs communistes savent désormais comment il faut accueillir ceux qui parlent d'unité d'action.

À Chaptal

Pour rester à Paris, j'ai accepté un poste d'« instituteur suppléant éventuel » au lycée Chaptal, qui est encore un collège municipal. La garantie de fonction en moins, c'est l'équivalent d'un poste de « répétiteur » : il s'agit de

surveiller les études et d'aider les élèves dans leur travail scolaire, mais aussi de tenir le rôle d'adjudant pour que s'opèrent dans l'ordre les divers mouvements des collégiens vers le réfectoire ou les études. La discipline n'a pas changé depuis Napoléon. Comme mes collègues, je suis chargé de faire former les rangs à coups de sifflet. Mais, en dépit des objurgations, je me refuse à me procurer cet instrument indispensable à l'ordre militaire. Dans mon étude, on travaille sérieusement sans que je recoure aux sanctions. C'est un exemple intolérable, la consigne — « la colle » — étant le symbole de l'autorité. Le surveillant général vient me voir dans mon étude. Il s'approche de mon bureau, où je me trouve, juché sur une estrade comme sur un mirador. Il m'explique, dans l'oreille, combien il est fâché que je n'inflige jamais de punitions. Je replie *La Vérité* et je lui réponds à très haute voix : « Vous exigez des consignes, monsieur le surveillant général ? À vos ordres. » J'ouvre le registre d'appel et je lis les six premiers noms de l'ordre alphabétique. « Vous aurez six heures de consigne. Est-ce suffisant, monsieur le surveillant général ? » Le représentant de l'autorité blêmit, tourne les talons, claque la porte. Je reprends paisiblement ma lecture tandis que les potaches éclatent de rire.

Mes conflits avec la hiérarchie font la joie de mes collègues. Ils ouvrent des paris sur la date de mon renvoi. En fait, je terminerai l'année scolaire. Mais on ne renouvellera pas mon contrat.

Au collège, je ne me gêne pas pour mener ma propagande. Je réussis à convaincre un collègue, Jean Maitron. Il ne restera pas très longtemps dans l'organisation trotskyste, mais deviendra un historien réputé (il écrira l'histoire du mouvement anarchiste et entreprendra un énorme dictionnaire encyclopédique des militants ouvriers). Parmi les élèves, je me lie d'amitié avec un jeune Breton, Jegouzo ; après la Libération, il travaillera au ministère de l'Intérieur et nous communiquera les fiches des renseignements généraux.

Le Boxing Hall

Jegouzo dirige le groupe des Jeunesses d'unité prolétarienne à Clichy. Le Parti d'unité prolétarienne est constitué de dissidents du Parti communiste qui détiennent plusieurs mairies et ont encore six députés. C'est un groupe municipaliste et électoraliste sans beaucoup d'idées politiques. Mais il va jouer un rôle dans le projet que je caresse : réunir les mouvements de jeunesse des différents partis « ouvriers » pour débattre de la situation en Allemagne et du danger fasciste. Grâce à Jegouzo, les JUP donnent leur accord. J'obtiens facilement celui des Étudiants socialistes qui, avec David Rousset, passent outre l'opposition des dirigeants de leur parti. Les Jeunesses socialistes se déclarent représentées par les étudiants. Reste à obtenir l'accord des Jeunesses communistes. Je me pointe au 120 rue Lafayette et je m'attends à passer par la fenêtre. Mais le dirigeant d'alors — Georges Charrière — cherche un moyen de parler aux Jeunes socialistes. À ma grande surprise, il accepte le débat. Il aura lieu

dans une vaste salle du XIe, le Boxing Hall. Les 1 500 places sont partagées entre les quatre organisations : je cède la plus grande partie de notre contingent aux Jeunesses communistes.

Le 12 janvier 1933 — une semaine avant l'arrivée de Hitler au pouvoir —, la vaste salle du Boxing Hall est comble, composée pour une bonne moitié de sympathisants communistes. Je préside pour la première fois un meeting de masse. Une salle houleuse où j'ai le plus grand mal à rétablir le calme. Tous les orateurs se font chahuter par leurs adversaires. Un seul parle dans le silence, notre camarade Pierre Rimbert — un ouvrier imprimeur — qui avec l'accent marseillais est un remarquable orateur. À la fin de sa péroraison, je me lève et je donne le signal de *L'internationale* : je chante faux, mais fort. Toute la salle se lève et reprend le chant. Miracle des hymnes religieux. C'est le premier succès « de masse » qu'obtiennent les trotskystes. Le malheureux Charrière le paiera. Il sera bientôt destitué et renvoyé à la base pour avoir fait le jeu des trotskystes. Mais peu après Raymond Guyot qui lui succédera devra reprendre la même politique.

En février 1933, une « pré-conférence » de l'Opposition de gauche internationale (OGI) se borne à répéter nos idées. Mais aussitôt après, « Le Vieux » jette un pavé dans la mare. Après la trahison du Parti communiste allemand, il faut construire un autre parti communiste. Bientôt il ajoute : la trahison du PC allemand est celle de toute la IIIe Internationale ; on ne peut plus espérer la redresser ; il faut s'orienter vers une nouvelle Internationale. La rupture avec l'Internationale communiste est accueillie avec enthousiasme et soulagement. Mais aucun de nous n'en avait fait la proposition avant Trotsky. Comme les militants des partis staliniens, ceux du mouvement trotskyste ont tendance à attendre les directives du sommet.

Reste à savoir comment se construira la nouvelle Internationale. Trotsky souhaite un certain élargissement. L'OGI et le parti de Sneevliet en Hollande signent un document dans ce sens avec deux partis socialiste de gauche, l'un hollandais, l'autre allemand (le parti socialiste ouvrier — SAP). C'est la « déclaration des quatre ». Mais cette déclaration déchaîne une tempête dans notre verre d'eau. Les archéo-marxistes grecs s'indignent de cette compromission avec des « centristes ». Ils quittent l'OGI et leur chef, Witte, organise la révolte dans la Ligue française. Il y réussit d'autant mieux que Raymond Molinier a dressé contre lui la totalité du groupe juif et bon nombre de militants. Dans ces petites organisations, les problèmes personnels prennent une importance démesurée et se travestissent en oppositions politiques. Hélas ! à la tête de la révolte se trouve mon ami Jean Lastéradé. Il entraîne dans la scission le tiers de la Ligue dans la région parisienne... et l'essentiel du Groupe des jeunes. Six mois après le coup d'éclat du Boxing Hall, le Groupe des jeunes est réduit à une demi-douzaine de copains. C'est le tonneau des Danaïdes.

Pendant ce temps-là, les fascistes sont de plus en plus arrogants. Un exemple. Je travaille encore à Chaptal quand les Jeunesses patriotes tiennent un meeting rue Ordener, en plein quartier populaire — sous la présidence, du reste, d'un prof de Chaptal. En fait, c'est l'anniversaire d'une affaire

trop ancienne pour que nous en fassions le rapprochement : dans les années 1920, les Jeunesses patriotes avaient attaqué, dans la même salle, un meeting communiste. Le service d'ordre du PC avait tiré et laissé plusieurs des assaillants sur le carreau.

Maintenant la salle est comble. Mais socialistes et communistes sont en nombre. Du moins à en croire les trois flèches à la boutonnière, ou la faucille et le marteau. Les orateurs se font chahuter. Mais nous sentons que les fascistes vont attaquer. Dans le fond de la salle, où je me trouve, les Jeunes communistes viennent se concerter avec moi. Je leur indique le bar, derrière nous, où sont entassés des Arabes : les fascistes, nous le savons, les payent pour attaquer à coups de rasoirs. Nous les empêcherons de se répandre dans la foule. Tout à coup, un coup de sifflet strident. Mon copain Jean Beaussier lance avec humour : « En voiture ». Il ne croyait pas si bien dire. Les Jeunes patriotes s'élancent, matraque haute. Nous empêchons les Arabes de sortir, confiants que nous sommes d'avoir devant nous des camarades. Tout à coup, je reçois un coup de matraque : c'étaient des fascistes qui arboraient les insignes « ouvriers ».

La salle est vide. Quelques femmes hurlent, un sein entaillé à coup de rasoir. Il faut se battre pour gagner la sortie. J'y parviens, la tête en sang, après avoir perdu mes chaussures. Dehors, une double haie de flics nous assomme pour parfaire le travail des fascistes. Je me jure de préparer la revanche.

Avec l'appui de mon ami Blasco (Pietro Tresso, fondateur du PC italien avec Gramsci et que les staliniens assassineront en 1943), je fais adopter par la Ligue la constitution d'un mouvement de jeunesse indépendant et orienté vers un recrutement « de masse ». Proposition un peu folle : les « Jeunesses léninistes » ont, au départ, une demi-douzaine d'adhérents. Mais, à l'échelle dérisoire de notre groupuscule, elles connaîtront un développement rapide. Leur raison d'être, c'est la bataille contre les fascistes. Le premier problème, c'est de trouver une couleur de chemises, pour se distinguer des chemises noires ou bleu marine des fascistes, des chemises bleu ciel des JS ou kaki des JC. Je trouve, sur le carreau du Temple, un stock de chemises grises bon marché. Voilà qui décidera de l'uniforme des Jeunes léninistes, avec l'inévitable cravate rouge.

Je parcours à vélo la région parisienne — la veste de cuir style «bolchevik» sur la chemise grise. Je cherche à capter les bandes de jeunes qu'attire la bagarre contre les fascistes. Ces bandes de jeunes ne sont pas des bandes de blousons noirs qu'on verra apparaître plus tard. Mais leur comportement dépend de l'humeur de leur chef. Celle de Bécon-les-Bruyères me donnera bien du mal.

On devine que le recrutement des Jeunesses n'est pas de même type que celui de la Ligue, où les adhésions — purement politiques — sont toujours individuelles. Les chemises grises s'entraînent militairement. Elles interviennent selon une tactique précise. Par exemple, en plein quartier Latin. Sur le chantier du bâtiment où je travaille, je coupe, pour mes gars, d'épaisses barres de fer. Je répète la tactique de la chèvre : un jeune gars ou fille, apparemment isolé(e), distribue des tracts

violemment antifascistes. Les commandos des Jeunes patriotes, des Francistes ou des Camelots du roy interviennent. Les Jeunes léninistes se rabattent sur eux par surprise et ne font pas de cadeaux.

Ma réputation de « chef militaire » sera entamée par une seule défaite. Après une correction infligée à l'ennemi à l'entrée de la Sorbonne, deux cents jeunes « de gauche » se rangent derrière nous pour occuper la cour de la Sorbonne. Les Camelots du Roy du quartier Latin se regroupent en face. Je fais placer « mes troupes » sur le parvis. Mais je n'ai aucune confiance dans ces gars qui n'ont pas notre discipline. Je leur donne la consigne de répondre à l'assaut tout en chargeant vers la sortie. Les camelots les matraquent. Seuls les Jeunes léninistes se battent et me protègent. Un fois de plus j'ai la tête en sang. Dans l'ensemble, pourtant, les chemises grises jouissent d'une solide réputation. Leurs effectifs dépasseront bientôt ceux de la Ligue.

Nous sortons un journal mensuel — un minuscule format où nous essayons en vain de comprimer le plomb pour loger tout *ce* que nous avons à dire. Nous lui avons choisi pour titre *Octobre rouge*. Les jeunes le vendent à la criée, mais le titre les intrigue : pourquoi octobre, et pas janvier ou juillet ? Pour le lecteur, c'est une énigme. Au bout de quelques numéros, nous adopterons un titre moins ésotérique, *Le Combat des jeunes*. Ce sera presque, alors, un vrai journal dont il faudra augmenter le tirage.

Maria

Quand j'ai commencé la rédaction des mes souvenirs, je pensais observer mon passé avec distanciation et humour : entre les illusions de ma jeunesse et ce que s'est avérée la réalité, l'abîme est tel qu'il me paraissait impossible de prendre au sérieux l'agitation frénétique de l'époque. Curieusement pourtant, le vieillard que je suis se prend à l'ivresse de cet activisme — peut-être parce qu'il est celui de l'adolescent qui demeure en moi. J'en oublie même ma vie personnelle. Il est vrai qu'elle est tellement imbriquée à ma vie politique qu'on ne peut pas l'en dissocier.

C'est dans une réunion publique, dans un café de la place de la Bastille, que j'ai vu Maria pour la première fois. Elle était bien belle, à seize ans — le corps moulé dans un pull à col roulé, le visage clair et rayonnant d'intelligence. Juive, exilée de Pologne à quatorze ans pour activité communiste — on avait trouvé une imprimerie clandestine dans l'usine de son père, administrateur d'une raffinerie dans la région de Lvov — elle symbolisait à mes yeux le dévouement de la jeune communiste. J'admirerai plus tard son don des langues et sa culture. Au cours même de la réunion, elle donnait son adhésion à la Ligue et elle était d'emblée intégrée à la direction des Jeunesses léninistes.

Quelque temps après, menacée d'expulsion après une arrestation, elle me faisait parvenir un petit papier au cours d'une réunion du « comité central » comme nous faisons pour ne pas troubler le cours des débats. Le papier disait : « J'ai besoin de la nationalité française, veux-tu m'épouser ? » Je le renvoyai en marquant dessus : « D'accord. »

J'informai mes parents de ce mariage blanc. Ils en étaient fort tristes. Mais le mariage ne devait pas rester longtemps blanc. À cette époque, j'ai vaguement décidé de préparer une agrégation de grammaire. Grâce aux subsides de mes parents, je loue une chambre dans le quartier Latin avec un étudiant roumain, Barta (David Korner). Tandis que Maria rassemble les autorisations parentales, elle me propose d'habiter une chambre dans un hôtel du XVe. Le loyer est fort lourd pour notre budget, mais le budget est, pour Maria, le cadet de ses soucis, Le 5 ou le 6 du mois, il ne nous reste pratiquement pas un sou. Il nous faut compter sur les copains.

Vient le jour du mariage, à la mairie du XVe. Nous arrivons au rendez-vous séparément, Maria, moi et nos deux témoins. David Rousset et Van Heijenoort. La cérémonie ne s'éternise pas ; le maire marie à la chaîne. Aussitôt après, chacun de nous repart vers ses occupations.

Nous n'allons pas passer notre lune de miel à Venise, mais en Vendée, où mes parents sont impatients de faire connaissance avec leur belle-fille. Ma mère l'accueille gentiment. Elle trouve que ma femme est bien belle et fort intelligente, mais le caractère bohème de Maria ne l'enthousiasme guère.

Nous dressons notre tente, pendant une quinzaine de jours, dans la forêt de Sion : jamais je n'avais imaginé le vacarme que peuvent faire les écureuils pendant la nuit. Quarante ans plus tard, Maria et moi, nous souvenons encore d'une scène étrange. Nous allons acheter notre pain. La boulangère est une jeune et jolie femme, les cheveux noirs tirés sous la coiffe du bocage vendéen. « Nous vous devons combien ? » Elle prend une feuille, aligne les chiffres, refait les opérations, noircit une nouvelle feuille. Nous regardons, interloqués ; nous essayons de payer ; mais elle continue ses calculs. Au bout d'un long moment, le boulanger entre : « Excusez-la, elle est folle. » Le monde paisible du village est aussi celui de la folie. Nous sommes, nous aussi, un peu fous, mais nous ne le savons pas encore.

Nous retournons à Paris, poursuivre notre propre obsession. Dans des chambres d'hôtel, puis dans un meublé du XVIIe où le gaz fonctionne à condition de l'alimenter en mettant des pièces de deux sous en bronze dans l'appareil : plus de sous, plus de gaz. Souvent le feu s'arrête au milieu de la cuisson. Il nous arrive de jeûner. Un jour, par exemple, comme provisions, je ne trouve que des vermicelles et du poivre. Je les fais cuire ensemble, pour ne rien perdre. Malgré la faim, impossible de manger les nouilles au poivre. Après vingt-quatre heures de jeûne, nous oublions notre fierté ; nous allons chez notre ami Élie Kamoun dont la mère tient un restaurant juif — une matrone obèse, les yeux mouillés de larmes devant la faim de *ces* jeunes et qui nous régale avec attendrissement.

Trotsky au Danemark

C'est en 1932, pour la première fois, que j'ai vu Trotsky. L'Opposition de gauche multipliait les démarches pour lui obtenir un visa dans un pays où il serait moins isolé et moins en danger qu'en Turquie. Une lueur

d'espoir apparut quand les étudiants sociaux-démocrates l'invitèrent à Copenhague pour faire une conférence sur la révolution russe. Le Parti socialiste était alors au pouvoir au Danemark : une chance s'ouvrait peut-être d'y obtenir le droit d'asile.

« Le Vieux » s'est donc embarqué pour Marseille. Il a été autorisé à traverser la France jusqu'à Dunkerque pour y prendre le bateau. Un groupe de militants de la Ligue lui sert de gardes du corps. Pour ma part, j'attends à Lyon avec Lastérade et un jeune ouvrier. Nous avons pour mission de surveiller la gare où il doit changer de train. Nous ignorons que la police lui a interdit de débarquer à Marseille et qu'elle est venue l'intercepter sur le paquebot pour le faire aborder sur un môle extérieur.

En pleine nuit, au bout d'un quai vaguement éclairé, nous attendons le train de Marseille. Un petit groupe descend à contrevoies. J'entrevois Raymond Molinier, Van Heijenoort, le fils de Trotsky, Léon Sédov qui vit à Paris, des inconnus qui sont des policiers, mais je ne vois vraiment que Nathalia et Trotsky. Je conserve aujourd'hui, très vif, le souvenir d'une haute silhouette énergique franchissant les rails et d'un regard fulgurant derrière les lorgnons. Je sais que cette image est subjective — Le Vieux était de taille à peine moyenne, mais l'éclat du regard ne cessera jamais de me frapper.

Rapidement, sous notre protection toute théorique, tous prennent place dans les deux compartiments que nous avons retenus. Nous, les jeunes, nous sommes de garde dans le couloir. Mais Trotsky tient plus au contact qu'à la protection et nous demande d'entrer dans son compartiment.

Dans un coin, Sédov parle en russe avec sa mère qui m'apparaît frêle et vieillie avant l'âge, avec ses cheveux couleur filasse et ses yeux pâles. Trotsky est entouré de notre bande trop bruyante. Il m'apparaît tel que nous le présentait la caricature d'Annenkov — la crinière grisonnante maintenant, le front haut, les lèvres épaisses, les traits puissants, la physionomie étrangement mobile, les yeux vifs toujours en mouvement. Il parle un français impeccable, mais avec un accent prononcé : la voix métallique semble dépaycée dans les langues étrangères, un peu zézayante, avec des intonations profondes. Nathalia insiste pour qu'il prenne du repos. Mais lui veut profiter de son bref séjour en France. Il interroge chacun de nous sur sa vie, sur son activité, sur le détail de l'action menée — intéressé avant tout par les rapports avec les travailleurs, soucieux d'écouter plus que de parler.

Nous sommes un peu déconcertés par le vouvoiement. Nous, nous tutoyons tous les camarades. Selon la tradition des générations anciennes, Trotsky *réserve* le tutoiement à ses amis personnels, comme Rakovsky ou Sneevliet ; il prend assez mal le tutoiement, par exemple du Belge Georges Vereeken. Seul de notre groupe, l'aristocrate Lastérade le tutoie. Il le traite comme un copain de fac, parle fort et rit beaucoup. D'un jeune camarade, Le Vieux accepte cette désinvolture. Nous qui sommes confits dans le respect dû au chef de l'Armée rouge, nous en sommes gênés. La discussion dure, presque sans interruption, jusqu'à Dunkerque.

Trotsky ne pourra pas bénéficier du droit d'asile au Danemark. Sa conférence manifestant son hostilité au réformisme, les sociaux-

démocrates lui refuseront toute prolongation de son visa de séjour. Du voyage de retour, je ne conserve aucun souvenir.

Trotsky à Saint-Palais

Je devais pourtant le revoir, en France, l'année suivante. Le ministre radical de l'Intérieur était curieusement resté fidèle à l'amitié qui le liait à Christian Rakovsky, du temps où ce dernier représentait l'Union soviétique à Paris (ma phrase terminée, je m'aperçois que j'ai écrit « curieusement », comme je l'aurais fait au temps de ma jeunesse où je n'imaginai pas une amitié au-delà de l'abîme des positions de classe). À son instigation, le gouvernement radical accorda à Trotsky l'asile politique. Molinier chercha d'abord une villa sur les côtes de Vendée, avec moi comme guide. Finalement il loua près de Royan, au petit bourg de Saint-Palais. À nouveau « Le Vieux » débarqua à Marseille. Nos camarades réussirent à faire perdre sa piste à la meute de journalistes en les égarant vers Royat.

Trotsky s'installe donc à la fin de juillet 1933. La villa est assez vaste, avec un terrain qui donne directement sur la mer. Il va y vivre deux mois avec Nathalia, Sédov qui fait la navette entre Paris et Royan, Jeanne Despallières, sa compagne (elle avait été la femme de Raymond Molinier et les mauvaises langues disaient qu'il l'avait déléguée auprès du fils de Trotsky), une camarade américaine, sténodactylo, et trois jeunes militants qui faisaient office de secrétaires et de gardes du corps — Van Heijenoort, moi et un jeune communiste allemand, Rudolf Klément. Ce dernier allait connaître un destin tragique : les agents du Guépéou devaient l'assassiner quelques années plus tard ; ils avaient fouillé son logement, trouvé sa signature et un post-scriptum manuscrit ; il ne leur restait plus qu'à les ajouter au bas d'une lettre dactylographiée dans laquelle le secrétaire de Trotsky était censé dénoncer les machinations de la IV^e Internationale ; c'était une magnifique « preuve » pour les procès de Moscou ; pour cela, il fallait, bien entendu, faire disparaître l'auteur présumé ; son cadavre, découpé en morceaux, fut jeté dans la Seine ; mais les restes macabres furent retrouvés près des Mureaux et formellement reconnus par le chirurgien qui avait soigné notre camarade.

C'est dire que les précautions que nous prenions pour protéger Trotsky n'étaient pas inutiles. Il ne sortait jamais sur le terrain attenant la maison sans être accompagné par un garde armé. La nuit, nous montions la garde et faisions des rondes.

Pour plus de précaution, un de nos camarades, Jean Beaussier, encore membre du Parti communiste, était entré à la cellule locale de Saint-Palais pour s'informer des menaces susceptibles de venir du côté des staliniens. Évidemment, pour mener à bien une tentative d'assassinat, le Guépéou ne s'appuierait pas sur les militants locaux ; mais il pouvait les utiliser pour susciter des mouvements hostiles de la population qui permettraient ou couvriraient diverses provocations.

Trotsky supportait mal toutes ces mesures prises pour le protéger. Il était naturellement confiant. On le vit bien à Saint-Palais. D'après ce que

nous rapportait notre ami Beaussier, le secrétaire de la cellule communiste s'avérait un ouvrier révolutionnaire qui avait une grande admiration pour le fondateur de l'Armée rouge et regrettait de ne pas le rencontrer. Était-il prudent de se fier à lui ? Nous eûmes une longue discussion à ce sujet. Le Vieux insista pour qu'on le fit venir et balaya nos préventions. Le secrétaire de la cellule fut donc amené à la villa et fut s'entretenir avec lui. Cette fois-ci, il n'en résulta rien de fâcheux. Mais sept ans plus tard l'assassin du Guépéou pourra utiliser cet excès de confiance pour s'introduire auprès de Trotsky et lui fracasser le crâne.

À Saint-Palais, j'ai connu « Le Vieux », non dans la fulgurante apparition d'un personnage de légende, mais dans la vie de tous les jours. Il y avait un décalage entre l'image que nous nous faisons du chef bolchevique implacable et l'homme vivant que nous avons devant nous, émouvant dans son amour pour Nathalia, qu'il entourait de prévenances affectueuses. Bien longtemps après sa mort, quand Van Heijenoort publiera sa correspondance intime avec Nathalia, beaucoup s'indigneront devant le sacrilège de cette publication : Trotsky y manifeste son goût des caresses sexuelles ! Comme si un révolutionnaire ne pouvait garder son prestige qu'en cessant d'être un homme. À l'égard des camarades, « Le Vieux » se montrait d'une humanité profonde. Pourtant les relations étaient essentiellement politiques. Il considérait les autres et lui-même comme mobilisés pour la tâche révolutionnaire.

Toute sa volonté était tendue vers ce but. Nous étions stupéfaits de sa capacité de travail. Sa journée était méticuleusement organisée. Un temps strict pour le sommeil. Dès le petit matin, il était au travail, dictant, fatiguant à la fois plusieurs sténos et secrétaires, s'accordant à temps fixe un moment de repos pour prendre une tasse de thé, pour donner la pâtée aux chiens ou pour se promener avec nous dans le jardin en discutant.

Il vivait de manière frugale, presque ascétique. Il était vêtu d'une vareuse claire, toujours impeccable. Il détestait avant tout la bohème et le laisser-aller. Le caractère brouillon de l'organisation française l'exaspérait. Les fautes d'impression — innombrables dans nos journaux — le mettaient hors de lui. Comment croire à l'efficacité révolutionnaire de gens qui sont incapables de corriger leurs journaux. « Il faudrait les fusiller », ajoutait-il. Dans sa bouche, cela semblait un peu plus qu'une plaisanterie. Le dilettantisme lui était profondément étranger. Il n'éprouvait que du mépris pour les intellectuels qui daignent consacrer à la Révolution une partie de leurs loisirs. L'avocat Maurice Paz, qui s'était réclamé de lui, était le symbole de ce type de révolutionnaires en chambre. D'une manière générale, Trotsky n'avait jamais compris le manque de sérieux avec lequel les Français abordaient les problèmes d'organisation et particulièrement les problèmes d'argent. À cette époque, nos journaux publiaient des listes de souscription — fort maigres — où chaque souscripteur faisait précéder son envoi d'une proclamation ; plus il lésinait sur l'argent, plus il était prodigue en paroles radicales. J'entends encore le rire sarcastique du « Vieux », lisant : « Pour la révolution prolétarienne mondiale : 0,50 F ; pour la dictature du prolétariat : 0,75 F. » La médiocrité des sacrifices financiers le remplissait de stupeur : « Ces Français, ils donneront leur liberté et leur vie, mais pas leur

argent.»

Presque tous les soirs nous tenions une réunion. Quand nous ne recevions pas de visiteurs ou quand ils venaient de France, nous fonctionnions comme un groupe de la Ligue communiste. Un groupe un peu spécial puisqu'il ne pouvait avoir aucune action extérieure. Mais, au fond, n'était-ce pas l'image à peine caricaturale de la Ligue, apte à discuter de la stratégie mondiale, mais incapable d'intervenir sur la vie de la localité ou de l'entreprise ? Parfois, pourtant, un visiteur venait apporter l'écho des luttes concrètes dans lesquelles il se trouvait engagé, comme René Courdavault, l'ostréiculteur de l'île d'Oléron. Le plus souvent nous discutons de la situation générale et des problèmes du mouvement — où les divergences politiques se mêlaient inextricablement aux antagonismes personnels.

Il venait des visiteurs de nombreux pays. La réunion se déroulait le soir dans une langue ou dans une autre, avec l'ensemble du groupe. Trotsky étonnait toujours ses interlocuteurs par la connaissance aigüe qu'il avait de la situation sociale et politique de chaque pays, par la lucidité de ses analyses, à chaque fois intégrées dans une vision globale, à l'échelle du continent et de la planète. Il recevait bien entendu des militants de l'organisation internationale. Le plus illustre était son ami Sneevliet, député au parlement hollandais qui, sous le nom de Maring, avait naguère joué un rôle important en Indonésie et en Chine. Notre émotion sera grande quand nous apprendrons, en 1942, son exécution par les nazis, avec toute la direction de son parti.

Trotsky reçut la visite des frères Rosselli dont l'assassinat par la police fasciste devait faire grand bruit. Cette fois, notre ami Blasco — Pietro Tresso — participait à l'entretien. Les dirigeants du Parti socialiste ouvrier d'Allemagne vinrent aussi : ils allaient signer la déclaration pour une nouvelle Internationale. En fait, les deux visites qui, pour des raisons différentes, m'ont le plus marqué sont celle de André Malraux et celle des dirigeants de l'Independent Labour Party (ILP). Nous admirions beaucoup Malraux comme romancier. Sa conversation nous déçut. L'échange d'idées politiques tourna court

: l'homme n'en avait guère. La conversation roula vite sur des sujets militaires, sur les opérations auxquelles il avait participé en Chine, notamment sur le Yang Tsé Kiang. Sur ce terrain on le sentait à son affaire. Le visage, dévoré de tics, vivait intensément. Nous avons la pénible impression que, pour Malraux, le jeu l'emportait sur l'enjeu et l'aventurier sur l'homme politique.

Quant aux dirigeants, de l'ILP, parmi lesquels Fenner Broakway, ils nous frappaient par leur inculture politique et la médiocrité de leur information internationale. Avec le recul, je me dis aujourd'hui qu'ils avaient sans doute, dans leurs rapports avec le mouvement ouvrier de leurs régions, des qualités que nous étions incapables de reconnaître. Mais nous nous demandions comment de pareils analphabètes politiques pouvaient diriger un parti ouvrier. La conversation se transforma vite en cours élémentaire de marxisme ; ses hôtes écoutaient Trotsky avec beaucoup d'enthousiasme ; mais il ne fallait pas compter sur eux pour fonder une IVe Internationale.

C'est, je crois, le seule fois où j'ai entendu « Le Vieux » faire un cours. Il ne pontifiait pas. Il savait écouter et interroger. Mais sans condescendance. En général, il ne ménageait pas son interlocuteur. Il ne lui épargnait ni la fougue de ses réponses, ni le mordant de son ironie. Mais on avait l'impression d'une sorte d'égalité dans la discussion. C'était particulièrement remarquable quand on aborda le problème de l'URSS. Les visiteurs n'y manquaient guère. Comment, malgré sa popularité et ses positions de force, Trotsky s'était-il laissé si facilement évincer du pouvoir ? C'était, par exemple, la question que lui avait posée, presque d'entrée de jeu, le secrétaire de la cellule communiste, non sans une nuance de reproche :

— Camarade Trotsky, comment avez-vous pu perdre le pouvoir ?

— Mon cher camarade, se défendit le fondateur de l'Armée rouge, le pouvoir n'est pas un mouchoir.

Il expliquait que l'intervention de l'armée n'aurait pas rendu au prolétariat le pouvoir que la bureaucratie lui avait enlevé ; elle l'aurait utilisé à son profit et son chef aurait été conduit à jouer le rôle d'un Bonaparte. Pour ma part, je me demandais si l'Opposition n'avait pas été victime de sa propre fétichisation du parti. Je pensais que l'URSS de Staline n'avait plus rien à voir avec le socialisme. Comment Trotsky pouvait-il parler du «danger de Thermidor», comme si la bureaucratie n'était pas elle-même thermidorienne ?

Nous en discussions passionnément en nous promenant au bord de la mer. « Le Vieux » ne traitait pas de haut son contradicteur de vingt et un ans. Il écoutait attentivement, répondait en développant les idées qui devraient être bientôt publiées dans *La Révolution trahie*. Sur un point du reste, il rectifia son analyse. Sur les références à la Révolution française : dans la brochure *L'État ouvrier, Thermidor et bonapartisme*, il précise que la bureaucratie est bien thermidorienne. Sur le fond, bien sûr, je ne l'avais pas convaincu. Mais il m'encouragea vivement à mettre mes idées sur le papier pour engager la discussion. Je devais le faire quelques années plus tard.

L'offensive réactionnaire et fasciste

Trotsky passa l'hiver 1933-34 à Barbizon, près de Fontainebleau, où il avait reçu l'autorisation de résider. J'avais rejoint Paris où j'organisais les Jeunesses léninistes.

La situation politique était inquiétante. Le gouvernement radical était empêtré dans des scandales financiers. Fascistes, royalistes et Croix-de-Feu manifestaient de plus en plus violemment contre le régime. Les militants du Parti communiste se retrouvaient avec eux. Le 6 février 1934, quand la police tire sur les assaillants fascistes pour dégager le Palais-Bourbon, *L'Humanité* titre : « Daladier assassin ! » Daladier laisse la place au gouvernement de transition exigé par les émeutiers. Cette fois le danger est manifeste pour tous. Pourtant le Parti communiste appelle

encore à une manifestation séparée, le 9 février, à la République.

Notre petit groupe se démène au-delà de ses forces, multiplie les délégations aux partis ouvriers et aux syndicats pour réclamer l'unité d'action, le déclenchement de la grève générale, une manifestation commune. La même petite équipe fait paraître *La Vérité* tous les deux jours, hâtivement rédigée et bourrée de coquilles et la vend dans les rues. Le 9 février, la Ligue communiste tient un meeting commun avec la quinzième section du Parti socialiste. Rosenthal et moi y défendons, à côté de Marceau Pivert, la nécessité d'une « alliance ouvrière » contre le fascisme. Puis Maria et moi, nous nous rendons place de la République où les communistes de Saint-Denis, Jacques Doriot en tête, se battent contre la police. Le 12 février enfin, comme on sait, les cortèges de la CGT et de la CGTU vont se fondre en un seul.

Trotsky suit les événements au jour le jour. Il publie dans *La Vérité* des articles sous diverses signatures. Il ne supporte pas de rester enfermé à Barbizon. Il vient à Paris, la barbiche rasée, autant pour prendre contact avec la foule que pour s'entretenir avec nous. Je le vois encore, heureux de circuler en autobus. Il assiste à plusieurs réunions de la commission exécutive de la Ligue. Il s'agit de discuter de notre « programme d'action » qui se veut l'ébauche d'un « programme de transition » vers le socialisme, dans un pays économiquement avancé. Là encore « Le Vieux » sait écouter *ses* interlocuteurs et peser leurs arguments. C'est ainsi, par exemple, qu'il admet mon idée de « milices du peuple » alors qu'il préférerait des milices de partis.

Une des premières mesures du gouvernement Doumergue vise Trotsky. L'initiative semble être partie de Berlin — de *Neingriffe* et de la *Deutsche Wochenschrift* qui écrivent : « Il faut expulser l'incendiaire Trotsky. » Toute la presse française réactionnaire fait écho — *L'Humanité* joint sa voix à ce chœur, Le Secours rouge aussi !

Nous essayons de faire face à ces attaques. La plupart des grands écrivains font entendre leurs protestations. Parmi eux, André Breton, René Char, André Crevel, Éluard, Benjamin Peret, André Gide, Jean Giono, Alain, Malraux. De même la Fédération unitaire de l'enseignement et d'autres organisations. Je prends la parole à un meeting de la fédération socialiste de la Seine et de la Ligue, dont le professeur Paul Langevin a accepté la présidence d'honneur et où fut lu un message de Romain Rolland.

Le gouvernement avait pris contre Trotsky un arrêté d'expulsion. Mais aucun pays n'acceptait de le recevoir. Il fallut se borner à le placer en résidence surveillée aussi loin que possible de Paris. C'est ainsi que « Le Vieux » se réfugia chez un instituteur, Laurent Beau, à Domène, un village perché dans les montagnes qui dominent Grenoble. Plusieurs policiers étaient en permanence de faction pour empêcher tout contact avec le monde extérieur.

La Conférence internationale des jeunes

Les organisations de jeunesse semblent les mieux placées pour entreprendre la construction de la nouvelle Internationale. Une conférence doit se tenir en Hollande entre celles qui n'appartiennent ni à la He ni à la HP Internationale. En février 1934, je dois y représenter la Jeunesse léniniste. Pour franchir les frontières, il faut un passeport. Je n'en ai pas. Du reste je jugerais méprisable de me plier à ces exigences policières. Je passe donc illégalement les frontières belge et hollandaise.

La paisible cité d'Amsterdam me frappe par son calme et sa beauté, la propreté et le confort des habitations. Mais j'ai à peine le temps de les entrevoir. Déjà on nous emmène dans une auberge de jeunes du parti de Sneevliet.

Là se trouvent réunis quelques dizaines de délégués qui représentent une douzaine d'organisations. Certaines d'entre elles sont violemment hostiles au trotskysme. C'est notamment le cas des organisations suédoise et norvégienne, organisations de masse dont les partis sont gouvernementaux leurs représentants ne sont du reste plus de la première jeunesse et je suis impressionné par le crâne chauve du chef de file norvégien. Les débats s'annoncent houleux. Déjà un délégué se lève : « Je demande un changement à l'ordre du jour. »

L'ordre du jour va en effet se trouver modifié. Un jeune gars hollandais entre en coup de vent, très pâle : « Polizei » Une nuée de policiers en armes progresse dans le parc selon toutes les règles de l'art militaire. Dix-huit délégués sont arrêtés. Parmi eux, quatre délégués du Parti socialiste ouvrier d'Allemagne : ils seront remis aux autorités hitlériennes, envoyés en camps de concentration ou à la mort. Quant à nous, des paniers à salade nous conduiront à la prison modèle d'Amsterdam. Nous y passerons trois jours aux frais de la reine Wilhelmine. C'est tout ce que nous verrons de la Hollande.

Ensuite d'autres policiers nous prennent en charge. Ils nous accompagnent à la frontière belge qu'ils nous font passer illégalement, à la barbe de leurs collègues d'en face. Bruxelles : l'ambiance surréaliste continue. Le responsable de l'organisation trotskyste belge qui est chauffeur de taxi a bien fait les choses. Une file de chauffeurs de taxis sympathisants nous attend. Ils circulent dans toutes les rues de Bruxelles pour dépister la police... qui, sans doute, ne nous piste pas. Ils nous conduisent à l'Hôtel de Ville dont les gardiens — sympathisants trotskystes — nous ouvrent clandestinement les portes. Les délégations sont restreintes. Le seul délégué allemand rescapé (si je me souviens bien, il venait de Norvège sous une fausse identité) c'est Willy Brandt qui sera, après la guerre, dirigeant du Parti social-démocrate. Après la tragédie de Hollande et l'irruption des nazis dans nos débats, l'atmosphère est devenue fraternelle. Mais les résultats de la conférence seront maigres.

La situation du mouvement des jeunes, en France, m'apparaît plus prometteuse. Les effectifs de la Jeunesse léniniste progressent. Son influence grandit au sein de la Jeunesse socialiste. Quelques dizaines de JS ont adhéré : parmi eux, un groupe du IV^e arrondissement entraîné par

Robert Bressler, énergique et fort en gueule, et le responsable des Étudiants socialistes, David Rousset, déjà corpulent, avec son rire gras et son intelligence qui nous sera précieuse. Les JS de la Seine se sont prononcés pour une nouvelle Internationale. Avec leur fédération et les jeunes du PU? (Parti d'unité prolétarienne), nous avons réussi à constituer une « Alliance antifasciste des jeunes ». Les Jeunesses communistes ont dû y adhérer et n'ont pas réussi à isoler les trotskystes. Les réunions de l'Alliance consistent en des passes d'armes entre les JL et les représentants des JC. Je caresse l'espoir d'une fusion avec les JS et je tiens la dragée haute à Raymond Guyot qui représente les JC (après avoir éliminé Charrière I). Sur le terrain des idées, il n'a pas la partie facile. La délégation des JS, toujours nombreuse, fait écho à mes propositions.

Les béhels chez les socialos

C'est dans cette euphorie que Trotsky lance une bombe. En juillet 1934, sous la signature de Gourov, il nous suggère fortement d'adhérer au Parti socialiste : les possibilités de développement de la Ligue communiste sont plus que médiocres ; paradoxalement, la réalisation du front unique qui est en cours entre PS et PC lui fait perdre son terrain d'action ; la révolte des communistes de Saint-Denis, derrière Doriot, ne va pas dans le sens révolutionnaire ; la seule possibilité de développement, pour nos idées, c'est de convaincre les travailleurs du PS qui évoluent vers la gauche.

Bien entendu, le groupe de Lastéradé voit, dans cette proposition, une confirmation de l'opportunisme de Trotsky qui capitule devant la social-démocratie. Mais, au sein de la Ligue aussi, la consternation est générale. Je me souviens d'avoir erré toute une nuit, dans les rues de Paris, avec Pierre Frank. Lui non plus n'est pas loin de considérer que « Le Vieux » nous propose une trahison.

Ensuite nous avons réfléchi. Frank et Molinier se sont ralliés aux propositions de Trotsky. Mais Naville reste résolument hostile. Quant à nous, les jeunes, nous admettons que « Le Vieux » a raison pour la Ligue, mais il nous est difficile de renoncer à notre rêve d'une organisation autonome des jeunes. Nous n'acceptons d'entrer au PS que « drapeau déployé », pour une brève incursion de pillage dans les eaux dormantes de la social-démocratie.

En août, Raymond Molinier reçoit mandat de nous emmener voir «Le Vieux», Pierre Naville et moi. Ce n'est pas facile. Molinier est seul à pouvoir franchir le barrage de police, en tant que mandataire. Arrivés dans les Alpes, Pierre et moi devons nous blottir dans le coffre à bagages, heureusement vaste, de la voiture — où était censé être transporté le ravitaillement. Molinier conduit brutalement, comme à l'ordinaire. Il prend un malin plaisir à tourner à toute vitesse dans les routes de montagne et à descendre par des raccourcis aventureux. Naville est vert de peur. Moi aussi. Je suis rassuré quand nous pouvons sortir.

C'est l'avant-dernière fois que je peux avoir, avec Trotsky, un véritable entretien. Ses arguments ne convainquent pas Naville. Quant à moi, je suis convaincu qu'il nous approuve, nous, les jeunes, alors que rien n'est moins sûr.

Notre adhésion au Parti socialiste se fit sans problème. Les dirigeants du PS n'étaient pas fâchés de jouer un tour au Parti communiste en accueillant des communistes dissidents qu'il considérait comme des ennemis mortels. Ils accueillirent les trotskystes en leur accordant les droits d'ancienneté qui leur permettaient de voter ou d'être élus. Le PS était, comme toujours, une fédération de tendances organisées dont chacune avait sa presse et son état-major. Rien d'étonnant donc, à ce que notre journal, *La Vérité*, parût comme l'organe de notre tendance. Ce qui étonnait davantage, c'est que son titre fût frappé de la faucille et du marteau. Quant à l'appellation de la nouvelle tendance — « bolchevik-léniniste » —, elle surprenait les socialistes. Amis et ennemis ne la désignèrent jamais que par ses initiales : les BL. Les béhels entrèrent donc, en septembre 1934, au Parti socialiste, comme un chien dans un jeu de quilles. Je dirais volontiers comme un éléphant dans un magasin de porcelaine, mais alors il s'agirait d'un tout petit éléphant et d'une porcelaine pas si fragile que ça.

Les adversaires de l'entrée au PS, comme Naville, nous y avaient précédés. Une logique de l'action politique qui me surprenait mais que je devais retrouver bien des fois.

Pour les socialistes, les béhels étaient de curieux animaux exotiques dont une des caractéristiques était leur manque total d'intérêt pour les élections. Nous, nous avions l'impression d'avoir débarqué sur une autre planète. Dans les énormes sections, fortes de quelque cinq cents membres dans certains arrondissements, les réunions mensuelles ne regroupaient que quarante à cinquante participants. Presque tous des petits-bourgeois qui venaient là pour le plaisir de s'entendre pérorer sur le droit, la liberté et la personnalité humaine. A l'approche d'élections, l'affluence était bien plus grande. Là apparaissaient les rivalités de personnes et de clans. Nous parlions une autre langue. Nos vêtements étaient différents. J'avais l'impression que nous étions physiquement différents. Nous nous sentions plus à l'aise dans certaines sections d'arrondissements populaires, comme le XXe et surtout le XVe que dominait Marceau Pivert. Cet ancien instituteur était souvent verbeux — mais son verbe, truffé de citations de Karl Liebknecht ou de Rosa Luxemburg, parfois de Lénine, nous était familier. C'était en tout cas un homme d'action, courageux et qui donnait de sa personne.

Il avait mis sur pied les milices du Parti socialiste, qui portaient un nom curieux : les TPPS (« Toujours prêts pour servir »). Leur inspirateur était un non moins curieux personnage, un émigré russe qui se faisait appeler le docteur Flamme, illuminé et mystique, spécialiste du « viol des foules » et qui, quand Marceau Pivert fut chargé de l'information, lors du premier ministère Blum, devait inspirer la propagande de masse pour forger l'image et assurer le charisme du chef du Front populaire. Il avait inventé (ou importé d'Autriche) l'insigne socialiste des trois flèches, dont

les pointes devaient être tournées vers le haut pour avoir *une* valeur symbolique positive.

Avec l'arrivée des béhels dans le PS, Raymond Molinier fut intégré au triangle de direction des TPPS qui commencèrent à jouer un rôle moins symbolique. Dans ces milices, la proportion d'ouvriers était beaucoup plus forte que dans le parti — ce qui allait dans le sens de notre propre symbolique. Organisées en sizaines et en trentaines, elles étaient médiocrement armées — un revolver par sizaine ; du reste, dans les affrontements les armes à feu étaient rarement utilisées en France. Les TPPS intervenaient contre les rassemblements fascistes. Généralement avec succès. Pas toujours. Je me rappelle un exercice de manœuvre, place des Ternes, un des bastions fascistes. L'état-major des TPPS avait convoqué je ne sais combien de trentaines, dont la mienne (me réservant pour l'organisation des Jeunesses, je n'avais accepté que la responsabilité d'une sizaine). En face de nous, plus de 300 francistes, dirigés par leur chef, Bucard, et fortement armés. Nous étions moins nombreux, moins armés et en mauvaise position. L'état-major me fit appeler pour tenir conseil. Mais je l'avais à peine rejoint que les francistes chargèrent. Ce fut la débandade parmi nos TPPS et nous eûmes de nombreux blessés.

Les Jeunesses socialistes

Autant nous nous sentons étrangers au PS, autant, dans les Jeunesses socialistes, nous nous sentons comme des poissons dans l'eau. Au dernier étage de l'immeuble du parti, rue Feydeau, leur siège est grouillant d'activité. C'est une jeunesse ardente, bruyante et turbulente, activiste, toujours prête à se bagarrer contre les fascistes et les flics. Une jeunesse radicalisée qui a soif d'absolu. Comme ses aînés, elle adore le verbe, mais il a d'autres intonations et il est immédiatement générateur d'action. Les réunions se prolongent jusqu'au petit matin, violentes et passionnées. Tous ont la conviction qu'ils vont changer le monde. Nous avons tous la conviction que nous allons changer le monde. Tout le reste est secondaire : famille, études ou vie professionnelle.

Comme nous avons vu, avant même l'entrée des jeunes léninistes, «l'Entente» de la Seine est en pleine rébellion contre la majorité du PS. Plus exactement, elle veut l'ignorer et définir elle-même sa politique. Nous nous sommes fixé comme objectif de « construire la Jeunesse socialiste ». Elle a le vent en poupe. En trois mois, les effectifs de « l'Entente » de la Seine passent d'un millier d'adhérents à 1 450, de 55 groupes à 90 : les neuf dixièmes des nouveaux adhérents sont des ouvriers — ce qui, pour nous, revêt une importance mystique. Pour comprendre notre état d'esprit, il faut se rappeler que la Jeunesse communiste, quand j'y adhérai, n'atteignait pas un millier de membres dans tout le pays.

L'évolution politique des Jeunesses socialistes n'est pas moins

encourageante pour nous. Mireille Osmin (qui se réclame de Léon Blum) ne dirige plus « l'Entente » et ses partisans ne représentent plus qu'une petite minorité.

Le chef charismatique des jeunes, c'est Fred Zeller, qui revient du service militaire. C'est un grand gars mince, un peu voûté, à la chevelure romantique. Il a la parole facile et un grand rire de gosse. Son bras droit, c'est Mathias Corvin, d'une laideur sympathique, un gros travailleur qui adore les manoeuvres tortueuses. Ils sont prêts à travailler avec les trotskystes, mais ils se méfient.

Une autre tendance, animée par Michel Braudo et Joseph Makarovsky, est au contraire proche des trotskystes.

L'état-major trotskyste l'emporte par le nombre et la qualité. Deux de ses militants sont d'anciens socialistes qui occupent des postes de responsables nationaux : Robert Bressler est membre du CNM — la direction nationale des Jeunesses ; petit, gouailleur, râleur, il est toujours au premier rang dans l'action. David Rousset représente les Étudiants socialistes. Éloquent et turbulent, il jouit d'un grand prestige. Rigal Rigaudias, très intellectuel, apparaît surtout comme un théoricien. Marcel Hic, calme et paisible, déteste la bagarre, mais quand c'est nécessaire, il s'y engage à fond. Maria est toujours au premier rang, dans les bagarres comme dans les débats.

Quant à moi, j'apparais surtout, aux yeux des observateurs, comme un activiste : « rigoureux, abondant en propos persuasifs, quoiqu'il eût peine à terminer ses phrases », écrit Jean Rabaut¹. Fred Zeller, devenu plus tard « Grand Maître du Grand Orient », est moins sévère. « Mireille Osmin et moi, nous reçûmes à la permanence de la rue Feydeau leur secrétaire [des Jeunesses léninistes] Yvan Craipeau... Franc, ouvert, ardent, il nous fit la meilleure impression... Nous le rencontrâmes à plusieurs reprises. Il ne manquait jamais de tirer les leçons de la défaite allemande et de la division des partis ouvriers. En nous quittant, il laissait comme par hasard sur une chaise son journal *La Vérité des jeunes* et les brochures de Léon Trotsky. C'était très instructif. Ça alimentait nos discussions². »

1. Jean Rabaut, *Tout est possible. Les « gauchistes » français, 1929-1944*, Denoël, Paris, 1974.

2. Fred Zeller, *Trois points c'est tout* (dossiers du Temps présent), Robert Laffont, Paris, 1976.

Dans les Jeunesses socialistes, je ne brigue pas la direction. Je préfère déjà jouer le rôle d'éminence grise. Sans doute parce que je cherche à être aimé pour moi-même. Je cherche à convaincre et à détecter les futurs cadres. Comme le jeune ouvrier Pierrot Eggenschwiller, d'origine suisse, qui vient d'adhérer à Colombes. Comme ce jeune lycéen décidé que je rencontre rue Feydeau : c'est André Essel³ ; il a seize ans et me déclare qu'il a adhéré aux Jeunesses socialistes pour devenir secrétaire général de l'organisation ; cette ambition me plaît, car elle est désintéressée ; il sera très longtemps mon meilleur ami.

Les Jeunesses socialistes de la Seine se développent. L'influence des trotskystes aussi. Mais la situation n'est plus la même qu'au moment de leur adhésion. L'Union soviétique craint la menace de l'Allemagne hitlérienne ; le Parti communiste, à ses ordres, a abandonné la théorie du social-fascisme et négocie son alliance, non seulement avec les socialistes, mais avec les radicaux. Les trotskystes apparaissent comme de dangereux gauchistes⁴. Sauf quelques-uns, comme Braudo et Makarovsky, les dirigeants de la Jeunesse socialiste hésitent et l'Entente de la Seine passe par de violentes convulsions. Gênée dans sa propagande par le journal national, *Le Cri des jeunes*, dont l'orientation est celle du parti SFIO, elle décide, par exemple, de lancer son propre journal : le titre en est déjà significatif : *Révolution*, et David Rousset est élu comme rédacteur en chef. Dès le premier numéro, ce journal est vendu à 12 000 exemplaires. Mais la direction nationale et le parti décident sa suppression. Qu'à cela ne tienne, les statuts socialistes autorisant la presse des tendances, les JS de la Seine reprennent la parution de *Révolution*, comme organe de tendance. Du coup le journal est diffusé par d'autres fédérations : en août 1935, il déclarera 80 000 exemplaires diffusés, alors que *Le Cri des jeunes* tire à 30 000.

Mais la progression des trotskystes et la violence des jeunes néophytes ont entraîné une réaction non moins violente. Des badges sont apparus : « Je ne suis pas trotskyste. » Zeller et Corvin ont pris la tête du mouvement. Au congrès de Montrouge, Fred Zeller procède à un violent réquisitoire antitrotskyste. Il dispose d'une réelle majorité. Le congrès, debout, salue son intervention par une vibrante *Jeune Garde*.

3. André Essel, *Je voulais changer le monde*, Stock, Paris, 1985.

4. Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires de la SFIO*, Presses de la FNSP, Paris, 1977.

Puis ses partisans se rassoient. Mais le tiers du congrès reste debout, indifférent aux huées, et chante le « couplet bolchevik », plus débile encore que la chanson de Montéhus :

*« Nous sommes les enfants de Lénine
Par la faucille et le marteau
Oui nous construirons sur vos ruines
Le communisme ordre nouveau. »*

La réaction anti trotskyste pousse très loin Zeller, Corvin et leurs amis. Les ennemis de nos ennemis étant, en principe, nos amis, ils prennent contact avec les dirigeants de l'Internationale communiste des jeunes (ICJ). Ceux-ci ont comme perspective de faire adhérer les JS à l'ICJ, comme organisation sympathisante — ce qu'ils réussiront bientôt avec les Jeunesses socialistes espagnoles.

Le groupe de Zeller et Corvin reçoit donc, dans une arrière-salle de café et très clandestinement, les deux dirigeants de l'ICJ, Kossarev et Tchémotanov. Ces derniers déclarent sans ambages aux naïfs jeunes socialistes que leur action doit être subordonnée aux nécessités de la diplomatie soviétique et qu'il faut empêcher toute révolution en France, si cette révolution est contraire aux intérêts de l'URSS. Les Jeunes socialistes, désarmés, se voient ainsi confirmer par les dirigeants staliniens l'analyse que faisaient les trotskystes de la politique communiste.

Mais ils ne sont pas au bout de leurs peines. La propre secrétaire de Zeller livre aux trotskystes le sténogramme de la réunion. *La Vérité* le publie sans vergogne, in extenso. Les anti trotskystes sont brûlés du côté du parti ; dans les Jeunesses, l'émotion est à son comble. Zeller et Corvin font leur autocritique et déclarent eux-mêmes que les trotskystes ont raison.

Désormais l'Entente est pratiquement unanime. À la manifestation rituelle du mur des Fédérés, cinq cents Jeunes gardes socialistes en uniformes défilent sous d'immenses bannières rouges en lançant des mots d'ordre trotskystes. C'est le temps du pacte Laval-Staline. Le PC a opéré un tournant patriotique sur les chapeaux de roues. Ses militants entonnent *La Marseillaise*. Les JGS la reprennent sur l'air des *Petits Bateaux*. Ils sont trop forts pour se faire agresser.

Conflans-Sainte-Honorine

Vers la fin de 1934, mon père a été nommé receveur des PTT à Conflans-Sainte-Honorine, une petite ville de banlieue qui a pour moi un air de province avec ses péniches sur la Seine. Il s'est installé dans son appartement de fonction, au-dessus du bureau de poste. Ma mère — de six ans moins âgée que lui — a profité de nouvelles dispositions prises par Laval pour diminuer le nombre de fonctionnaires. A 47 ans, compte tenu de ses deux enfants, elle a le droit de prendre une « retraite proportionnelle ». Ma mère en rêvait depuis longtemps, car elle n'était pas une fanatique du travail. De plus, elle tenait à ne pas travailler dans un service dirigé par son mari ; non parce qu'elle craignait son autoritarisme : mon père était doux et timide ; il suggérait plus qu'il ne commandait — avec de rares accents de colère, comme en ont les timides ; mais ma mère connaissait les jalousies du personnel et craignait les accusations de favoritisme.

Mes parents nous proposent de venir habiter avec eux, à Conflans. C'est une aubaine. Nos ressources sont toujours précaires : Maria reçoit de Pologne une minuscule pension ; quant à moi, j'ai renoncé aux subsides que me versaient mes parents puisque j'ai abandonné toute velléité de préparer l'agrégation — si tant est que je l'aie jamais préparée ; je vis donc de mon travail et mon travail n'est pas brillant. Après mon emploi dans le bâtiment, j'ai essayé plusieurs métiers. Molinier m'a trouvé un emploi d'ouvrier imprimeur, parce que c'est un métier utile pour les révolutionnaires : quinze jours plus tard — après que j'ai laissé tomber une forme qui représentait des heures de travail — le patron a constaté que je n'étais pas doué pour ce métier.

C'est seulement dans l'été 1935 que je trouverai un emploi stable comme employé à la France mutualiste. Grâce au surréaliste André Thirion qui le raconte dans ses Mémoires. Le travail consiste à faire d'interminables additions des fonds perçus, grâce à une machine à calculer dont le modèle doit remonter à Blaise Pascal. La seule variante : établir des bordereaux pour les mutualistes ; on calcule la pension à laquelle leur donnent droit leurs versements antérieurs — celle-ci est toujours étonnamment dérisoire — et la somme qu'ils doivent désormais verser pour obtenir une pension décente : cette somme m'apparaît toujours astronomique. Un travail monotone et insipide. Nous embauchons à huit heures ; à huit heures un quart je commence à regarder la pendule. Je n'arrive jamais à un compte exact. La vérification fait toujours apparaître une somme différente. Après plusieurs essais, je me décide au jugé. Décidément, je suis encore moins doué pour la comptabilité que pour l'imprimerie. Heureusement, j'ai pour chef de service une jeune femme énergique — et du reste très belle — avec qui je sympathise et qui adhérera à l'organisation trotskyste. Elle refait tous mes comptes — finalement, sans même regarder les miens. Grâce à elle, la haute direction ne saura jamais rien de mon incompétence. Mais en avril 36, je fonde le syndicat qui regroupe une cinquantaine d'adhérents sur les 300 membres du personnel. Le 1er mai nous distribuons le premier tract du syndicat. Le 2 mai je suis licencié. Ouf !

Mon père me propose un travail au bureau de poste : assurer le service de nuit au téléphone. Je couche près du téléphone. De temps en temps, la sonnerie me réveille. J'en profite pour écouter les conversations politiques. Les fascistes ont l'excellente idée de communiquer la nuit. Ils ne sauront jamais pourquoi leurs rassemblements sont surpris par les TPPS et les JGS. Je me rappelle notamment une de ces anecdotes : les voitures et les camions des Croix-de-Feu se regroupaient, près de Triel, en pleine nuit, pour je ne sais quelle expédition punitive, à la manière des *quadratta* fascistes d'Italie ; mais nous les attendions au rendez-vous et leur dispersion a dû se faire plus tôt que prévu.

Les temps étaient à la violence. Les adversaires avaient recours généralement aux barres de fer, très rarement aux armes à feu. Pourtant des fusillades éclataient parfois sur la place de la mairie : nos fenêtres donnaient dessus ; ma mère, affolée par les coups de revolver, me regardait déambuler avec mes camarades et craignait pour ma vie.

La petite ville de Conflans semblait peu propice à ces agitations. De nos fenêtres, nous voyions couler paisiblement la Seine. Les péniches y glissaient nonchalamment ; elles s'amarraient au port, flanc contre flanc, trois ou quatre de rang. Un village flottant qui grouillait d'une vie tranquille : les femmes de marinières étendaient leur linge et soignaient leurs poules. Mes parents avaient un gros chien roux qui poursuivait les voitures et, franchissant en trombe les passerelles des péniches, semait la panique dans tous les poulaillers. Nous avions toutes les peines du monde à le récupérer.

Malgré le chien et les fascistes, la maison familiale est un havre de paix pour Maria et pour moi. Maria éprouve de l'affection pour mon père et une grande admiration pour ma mère — qui lui ressemble si peu. Ma mère est « une vraie dame », encore jolie, et très compréhensive. Son tact contraste avec notre manque de politesse et avec ma brutalité.

Nous ne sommes guère à la maison que pour dormir quand je n'assure pas le service de nuit au téléphone. Nous arrivons en général par le dernier train. Quand je voyage seul, il m'arrive de laisser passer la station et d'être obligé de faire des kilomètres pour revenir à Conflans. Il arrive pourtant que nous soyons libres pour une balade dans la proche forêt de Saint-Germain, avec les parents. Mais c'est rare : nous sommes trop occupés par le destin du monde pour nous préoccuper de ceux qui nous sont chers. Je n'ai jamais entendu ma mère nous en faire le reproche.

Maria et moi, nous nous retrouvons avec mon père aux réunions de la section socialiste. Mais nous n'y défendons pas les mêmes positions. C'est là que nous faisons connaissance des Filiâtre. Roland restera mon meilleur ami jusqu'à sa mort. Extraordinaire personnage que cet ouvrier électricien, de dix ans mon aîné, avec son visage taillé à coups de serpe, avec sa tenue négligée et son langage volontairement grossier. Il n'a pas fait d'études secondaires mais il est plus cultivé que tous les petits-bourgeois de la section. Il excelle dans tous les métiers manuels. Il s'intéresse à tout : philosophie, histoire, économie politique, musique ou dessin. Ce qui frappe surtout en lui, c'est la profonde humanité dont il

rayonne. Sa compagne, Yvonne, une Bretonne au visage carré, qui a connu une enfance malheureuse de fille de ferme, le rabroue sans cesse pour la grossièreté de son langage ou pour ses négligences vestimentaires. Mais elle a pour lui un véritable culte. Elle exaspère parfois parce qu'elle essaye d'accaparer la parole pour manifester son existence propre. Mais on l'aime aussi car son humanité est aussi riche que celle de son compagnon. Tous deux sont d'un courage à toute épreuve.

Les Filiâtre ont adhéré d'emblée à la tendance trotskyste. Plus que Maria et moi, Roland exerce une forte influence sur la section qui goûte ses interventions posées et pleines d'humour. Il en sera élu secrétaire. La section de Conflans vote parfois une motion d'inspiration trotskyste, par exemple contre l'élargissement du Front populaire aux radicaux.

Maria et moi nous occupons essentiellement des Jeunesses. Nous avons constitué la section JS de Conflans, bien entendu. Mais d'autres aussi dans le département de Seine-et-Oise, La fédération des Jeunesses de Seine-et-Oise bascule, à son tour, vers les positions trotskystes. Maria est élue à son bureau et j'en deviens secrétaire. Nous travaillons avec la fédération de la Seine et nous adoptons le journal *Révolution*.

C'est le moment des premiers grands rassemblements du Front populaire. Pour la première fois j'interviens, au nom des JS, dans les meetings en plein air qui rassemblent 5 000, 10 000, voire 15 000 participants. Contrairement à la plupart des intervenants, je parle sans texte et même sans notes. Pour la première fois, j'éprouve le syndrome de l'orateur. Jusqu'alors, je m'exprimais en conférencier, selon un schéma préétabli quitte à prévoir certains effets à tels moments choisis. Là, curieusement, devant la foule, je sens comme un déclic électrique et je perds le contrôle de mon discours. Ma personnalité consciente observe, comme de l'extérieur, le déroulement des phrases. Je suis comme possédé, en contact direct avec la foule, ses cris et ses applaudissements. Consciemment, je suis incapable de prévoir ce que va dire cette personnalité seconde à laquelle j'ai laissé la bride. Situation exceptionnelle que je vivrai une douzaine ou une quinzaine de fois au cours de mon existence.

L'exclusion de la SFIO

En avril 1935, je rencontre Trotsky, pour la dernière fois. « Le Vieux » a enfin reçu un visa pour la Norvège. Le Parti socialiste au pouvoir, naguère membre de la IIe Internationale, a décidé de l'accueillir. Les dirigeants du groupe bolchevique-léniniste sont venus lui dire adieu dans l'appartement aux lambris dorés du docteur Rosenthal, le père de notre ami Gérard. « Le Vieux » — en fait, il n'a que 55 ans — s'y est rendu clandestinement, comme d'habitude, ayant rasé sa légendaire barbiche pour passer inaperçu. Il y a là, bien sûr, son fils Sédov, sa compagne Nathalia, notre ami Van Heijenoort qui va les accompagner en Norvège et une demi-douzaine de camarades français. L'optimisme règne.

En réalité, le climat politique va se détériorer rapidement. Le signal du changement est donné en mai 1935 par la déclaration commune de Staline et du chef du gouvernement français, Pierre Laval, celui qui deviendra bientôt l'âme damnée de la collaboration avec Hitler. « Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. » La lecture de cette déclaration est pour nous un choc. À l'époque pourtant, nous en voyons essentiellement les implications dans la politique française. En effet, le Parti communiste qui affiche aussitôt : « Staline a raison », change radicalement de politique, récupère Jeanne d'Arc et La *Marseillaise*, mise sur le Parti radical, et soutient l'aile la plus conservatrice au cours de l'élaboration du programme du Front populaire. Nous imaginons que cette volte-face du Parti communiste va nous ouvrir un créneau : comment les travailleurs qui suivent le Parti communiste pourraient-ils admettre son ralliement au nationalisme et à la bourgeoisie radicale ? Il est clair, maintenant, que seuls les trotskystes sont internationalistes et révolutionnaires. Nous nous faisons des illusions : seule une infime minorité tirera du tournant communiste des conclusions qui nous seront favorables.

Pour le moment, ce tournant rassure les dirigeants du Parti socialiste et les détermine à se débarrasser des gêneurs trotskystes. Ceux-ci rencontrent en effet un certain écho : un cinquième des mandats dans la fédération socialiste de la Seine, par exemple. Dans les Jeunesses de la Seine, Zeller et Corvin faisant cause commune avec les trotskystes, la gauche a gagné plus des trois quarts des mandats pour le congrès national.

Ce congrès national se tient en juillet, à Lille. Les trotskystes sont assurés d'y rassembler une importante minorité. Ils comptent sur la tribune du congrès pour élargir leur influence en province. Dans les cars qui conduisent à Lille les délégués de la région parisienne, l'euphorie est de rigueur. En fait, nous allons au-devant d'un traquenard : la direction a décidé de se débarrasser des trotskystes avant qu'ils ne contrôlent l'organisation nationale des Jeunesses. Le Nord est un bastion ouvrier de la SFIO, mais c'est aussi une citadelle du réformisme et du nationalisme guesdiste. On n'y aime guère les Parisiens — encore moins les Parisiens qui se croient en pays conquis et vendent *Révolution* en criant des slogans révolutionnaires. Avant l'ouverture du congrès, les délégués devaient aller se recueillir devant le monument aux morts. Certains Parisiens lancèrent-ils des brocards antimilitaristes ? Ce fut, en tout cas, le prétexte invoqué pour soulever

l'indignation des majoritaires.

Dès la première séance, le service d'ordre agresse les Parisiens. Robert Bressler, membre du comité national mixte, est assommé et emporté, évanoui. Les dirigeants majoritaires réclament l'exclusion des meneurs trotskystes : Zeller, Corvin, Craipeau, Maria, Rousset, Hic, Bressler et six autres... parmi lesquels un des Parisiens les plus anti trotskystes. Le congrès se transforme en champ de bataille. Finalement l'exclusion est votée par les deux tiers du congrès.

L'autre tiers quitte le congrès et se réunit dans une arrière-salle de café. Ce qui domine, c'est la stupeur et l'indignation. Pour tous, il s'agit d'un coup de force de Bernard Chochoy, dirigeant des JS. Il faut en appeler à la direction du parti et imposer la réintégration des exclus. Seuls David Rousset et moi intervenons dans un autre sens : l'exclusion n'est pas fortuite, mais délibérée ; elle a été décidée en accord avec les dirigeants du parti ; les nouvelles conditions politiques rendent impossible la cohabitation ; c'est ce qu'il faut expliquer à nos amis, en les invitant à créer une organisation révolutionnaire indépendante. Quand nous revenons rue Feydeau, au siège de la fédération de la Seine, nous avons la confirmation de cette analyse. Pendant que nous étions à Lille, le parti a fermé les locaux des Jeunesses ; la porte est obturée par des madriers cloués ; des dizaines de militants attendent dans la rue. Une heure plus tard cent ou deux cents jeunes gardes accourent ; ils débarrent la porte et rouvrent nos locaux : en manière de rétorsion, ils occupent les escaliers, bloquent les dirigeants du parti dans leurs propres locaux, puis les laissent partir en leur faisant une haie d'honneur.

La fédération des Jeunesses est pratiquement unanime à soutenir ses dirigeants exclus. Devant l'ampleur de ce soutien, la direction du parti cherche un compromis. Une entrevue est organisée avec les exclus de Lille. Tous les leaders du parti sont là : Léon Blum, André Blumel, son ombre, Paul Faure, Zyromski, Marceau Pivert enfin — le seul à soutenir les jeunes.

Pour l'état-major du Parti socialiste, le comportement suicidaire de ces jeunes est incompréhensible. Passe encore pour cette espèce exotique des béhels, auxquels on avait ouvert les portes de la vieille maison, en un temps où les communistes se montraient plus fanatiques encore. Mais des jeunes nourris dans le sérail, comme Zeller, et, plus étonnant encore, comme David Rousset que son poste aux Étudiants socialistes promettait au plus bel avenir ? Il doit y avoir un malentendu. Les dirigeants du parti commencent par flatter leurs jeunes interlocuteurs, leur ardeur, leurs qualités d'intelligence, leurs dons oratoires. Il ne tient qu'à eux de sauvegarder leur avenir politique. Il leur suffit de renoncer à défendre, non pas même l'ensemble de leurs idées, dont certaines sont généreuses, mais la thèse insoutenable du défaitisme révolutionnaire. Moyennant quoi, ils seront réintégrés dans tous leurs droits.

Bien entendu, pas un seul des exclus n'accepte ce marchandage. Tous ripostent avec vigueur. Avec aussi, cette savoureuse absence de nuances que donne la certitude d'être seuls à détenir la vérité absolue.

Il faut dire que l'époque apparaît bien celle du noir et du blanc. Secouée avec retard par la catastrophe américaine, l'économie française

semble à la veille de l'effondrement. Les gouvernements de droite appliquent avec rigueur les mesures déflationnistes. Les salaires sont amputés. Les chômeurs sont de plus en plus nombreux et leurs files grises s'allongent aux soupes populaires. Les marches de la faim réclament du pain. Des mouvements violents commencent à secouer le pays. En août, la grève des arsenaux, à Brest et à Toulon, connaît un dénouement sanglant : 5 morts, 300 blessés, 175 arrestations.

Révolution a sorti un numéro spécial. Sur la première page s'étale un dessin dont je suis l'auteur : le jeune ouvrier qui s'efforce d'arracher le drapeau tricolore aux grilles de l'arsenal et qui est assassiné par la police. Je me suis rarement exprimé par le dessin. Celui-là fait mouche : le journal est interdit et son gérant arrêté. Les Jeunes socialistes se croient à l'aube de la révolution sociale. Ils brûlent d'impatience. Il faut rompre les attaches avec les sociaux- patriotes, créer le parti bolchevik qui va prendre la tête du mouvement révolutionnaire.

Je partage en partie ces illusions. Mais je pense surtout que, puisque la rupture avec les réformistes est inévitable, le temps et les attermolements travaillent contre nous ; il faut battre le fer quand il est chaud. Or la majorité du groupe trotskyste se perd en attermolements. Les aînés n'ont pas moins d'illusions sur notre rôle messianique. Ils en ont davantage sur les capacités des réformistes à supporter les gêneurs trotskystes. La direction SFIO décide d'exclure Molinier, Frank, Naville, tous les responsables trotskystes, et pas seulement les jeunes. Pourtant les dirigeants adultes continuent à espérer pouvoir être réintégrés. Ils sont prêts pour cela à faire des concessions politiques et pressent les jeunes d'accepter celles qu'on leur a proposées. Au congrès des jeunes, en novembre 1935, Fred Zeller, le rapporteur, propose encore la même orientation sous l'injonction des dirigeants trotskystes comme sous l'influence de Pivert. Une crise violente secoue la tendance. Mais la direction SFIO met tout le monde d'accord : elle refuse toute concession et les exclusions deviennent sans appel. Qu'ils le veuillent ou non, les trotskystes doivent constituer un parti révolutionnaire.

Le parti révolutionnaire

Mais la période de confusion n'est pas encore terminée. Molinier imagine une solution hybride : il compte sur l'argent pour la créer en lançant un journal « de masse » qui rassemblera ses partisans dans le parti et hors du parti. C'est ainsi qu'apparaît un nouvel hebdomadaire, *La Commune*, qui ne tient compte ni des décisions du groupe trotskyste ni de celles des Jeunesses. Autour de cet « organe de masse » il s'efforce de constituer des « groupes » d'action sur quelques points de programme. Devant l'échec de cette tentative, il improvise « un parti », le Parti communiste internationaliste, et s'efforce d'organiser une scission chez les Jeunesses socialistes révolutionnaires. Nous reculions devant la formation d'un parti ; désormais, nous en avons deux. De nombreux militants, désorientés, rentrent chez eux.

Trotsky exige l'exclusion sans appel de Molinier qui croit pouvoir mener la politique qu'il veut grâce à ses moyens financiers. Je suis navré de ce gâchis et je m'emploie à réunifier le mouvement. Après d'interminables palabres, nous parvenons à un semblant d'accord pour constituer le Parti ouvrier internationaliste, qui éditera *La Lutte ouvrière*, les JSR continuant à publier *Révolution*. Cet accord ne durera guère, malgré l'ampleur des luttes sociales en 1936, qui soulignent l'aspect dérisoire de nos querelles.

Pourtant nos militants ne manquent pas de courage. En cette année 1936, la manifestation traditionnelle au mur des Fédérés s'est transformée en une gigantesque manifestation du Front populaire. Devant la tribune où siègent Thorez, Blum et Daladier, les manifestants défilent par centaines de milliers.

Nous avons décidé d'y participer : un millier de Jeunes gardes socialistes et de militants de deux groupes trotskystes rivaux, avec nos immenses drapeaux rouges. Mais le service d'ordre stalinien — massif — nous interdit d'entrer dans le cimetière. Nous nous battons pour passer, mais nous sommes submergés par le nombre. Pourtant deux militantes réussissent à franchir le portail, avec l'étoffe des drapeaux JSR cachée sous leurs vêtements. Arrivées devant la tribune, elles déploient nos drapeaux rouges et scandent nos mots d'ordre. L'une des deux est Maria Craipeau.

Notre honneur est sauf !

1936

L'année 1936 nous confirmait dans nos certitudes révolutionnaires. Le premier numéro de *La Lutte ouvrière* publiait un article de Trotsky : « La révolution française est commencée. »

Le signal avait été donné par les élections d'avril-mai 1936. Elles marquaient la déroute de la droite. Le Parti radical n'avait conservé ses sièges que grâce aux désistements des partis « ouvriers ». Le grand vainqueur, c'était le Parti communiste qui voyait doubler le nombre de ses électeurs.

Pour nous, cette victoire avait une signification évidente : pour les masses populaires, c'était le parti révolutionnaire. Et le Parti ouvrier internationaliste ? Trotsky ne fait pas allusion à ses résultats électoraux. Je suis moi-même très discret, dans *Le Mouvement trotskyste en France*. Les résultats électoraux du POI sont insignifiants. J'ai été candidat à Colombes. Alors que je portais la contradiction aux staliniens, ils m'ont fait passer par la fenêtre. À peine ai-je obtenu quelques dizaines de suffrages. Les électeurs nous ont littéralement ignorés. Ils n'ont tenu aucun grief au Parti communiste de son virage nationaliste. Mais l'important pour nous, c'est le sens que « les masses populaires » ont voulu donner à leur vote. Trotsky appelle à la grève générale, comme prélude et préparation à la révolution sociale.

Là, nous nous sentons dans notre élément. Le local du parti, passage Dubail, près de la gare du Nord, bourdonne d'une activité souvent brouillonne. C'est un local exigu, avec deux petits bureaux — l'un pour la direction nationale, l'autre pour les Jeunesses et une salle commune avec un mobilier bancal et des affiches sur les murs — le tout misérable et plutôt sordide. Les militants vont et viennent, prennent des affiches, des tracts, des journaux qu'ils partent vendre. Tous s'agitent dans leur entreprise ou leur secteur. Mais chacun est réduit à improviser. Rares du reste sont ceux qui disposent d'une réelle influence dans leur entreprise ou leur syndicat.

Mais le climat social est tel qu'une étincelle suffit pour allumer un incendie. Un jeune garçon de seize ou dix-sept ans comme André Essel réussit à mettre en grève les employés d'un grand magasin où il n'a aucune attache. Les syndicalistes sont les premiers surpris de voir entrer dans le mouvement les couches les moins organisées et les moins politisées, comme les garçons de café qui, au nom de leur dignité, se dressent contre le système des pourboires.

J'en ai fait moi-même l'expérience à la France mutualiste, au tout début du mouvement. En avril, aucun des 300 employés n'y était syndiqué. Avec quelques camarades, nous avons décidé d'appeler à la constitution du syndicat. Le 1^{er} Mai, nous avons distribué un tract. Le 2 mai, je suis licencié. Van Heijenoort reste le seul militant trotskyste de l'entreprise. Mais je suis secrétaire du syndicat et nous préparons la grève.

Le gros problème pour nous, c'est le personnel du premier étage : nous n'y avons aucun contact et nous le croyons dominé par les Croix-de-Feu. Aussi avons-nous préparé la grève comme une opération militaire.

À l'heure précise, j'apporte une chaîne et un cadenas et je ferme les grilles. Au même moment, sur un coup de sifflet, le travail s'arrête au second étage. Le personnel descend au premier étage, prêt à affronter les Croix-de-Feu. Nos camarades y sont accueillis à bras ouverts. Tous les employés descendent à l'assemblée générale du personnel, dans le saint des saints, la vaste salle réservée à l'assemblée des actionnaires au rez-de-chaussée, toute tendue de velours, des fauteuils luxueux entourant une immense table. La grève est votée à l'unanimité ainsi que le cahier des revendications rédigé par le syndicat. Les grévistes descendent dans la cour. Je les rejoins. Le directeur s'y trouve aussi. Il m'interpelle : « Vous ne faites plus partie du personnel, je vous somme de sortir. »

Sur quoi Heijenoort, élu à la tête du comité de grève, lui répond : « Le responsable du syndicat est ici à sa place. Pas vous. Remontez dans votre bureau et ne le quittez plus. »

Un groupe de grévistes l'accompagne et l'enferme.

Les revendications que nous avons formulées au syndicat étaient maximales, pour permettre des concessions au cours des négociations. Nous demandions par exemple 20% d'augmentation et trois semaines de congé payé (alors que jusque-là, bien sûr, il n'y avait pas un jour de congé). La première revendication, c'était ma réintégration dans l'entreprise.

Les grévistes décident de ne faire de concession sur aucun point. Je les remercie de leur solidarité, mais je leur explique que je n'ai aucune intention de revenir travailler à la France mutualiste ; sur ce premier point, ils peuvent faire une concession qui ne coûtera rien à personne. Au bout de quarante-huit heures d'occupation, la direction cède sur tous les points. La section syndicale regroupe désormais la totalité du personnel.

Ma première grève se termine par un succès total. Grâce bien sûr aux circonstances. Ce qui me surprend, rétrospectivement, c'est que nous l'ayons menée en vase clos. Nous n'avons fait appel aux structures syndicales ni pour élaborer nos revendications, ni pour soutenir la grève. Il est vrai que celle-ci avait été très courte. Mais sans doute faut-il tenir compte de l'isolement du mouvement trotskyste : notre méfiance des bureaucraties syndicales nous amenait à nous replier sur nous-mêmes. Je retrouverai cette situation dans tous les mouvements que je serai appelé, plus tard, à animer.

On assiste bien, en 1936, au plus formidable mouvement social que la France ait connu depuis la Commune. La plupart des grèves sont plus ou moins spontanées. Les entreprises sont occupées, en violation de la propriété patronale ; la police est impuissante et presque toujours absente : même si tout se passe dans la bonne humeur et au son de l'accordéon, les

événements ont pris un air révolutionnaire. Le paradoxe, c'est qu'aucun des partis de la gauche victorieuse ne réclame un changement de l'ordre social. Quand, dans une « tribune libre » du *Populaire*, Marceau Pivert émet l'idée que « tout est possible » il est traité de provocateur. Maurice Thorez ne va du reste pas tarder à expliquer, au nom du Parti communiste, qu'« il faut savoir terminer une grève ».

Le gouvernement de Front populaire, à peine en place, cherche donc les meneurs de cette aventure révolutionnaire. Où pourrait-il les trouver sinon dans le groupe trotskyste ? Il fait perquisitionner le misérable local de la rue Dubail. Il fait saisir les deux premiers numéros de *La Lutte ouvrière* (ce qu'il ne fera ensuite pour aucun journal fasciste). Mais il n'ose pas se donner le ridicule d'un procès qui aurait offert aux trotskystes la tribune publique qu'ils souhaitaient.

Pour moi, j'avais le sentiment d'avoir fait ma part. De toute évidence, la révolution n'en était pas à une semaine près et les électeurs de Colombes ne semblaient pas avoir de moi un besoin immédiat. Je ne crus pas devoir refuser à mes parents de les accompagner en Espagne, comme nous en avions fait le projet depuis longtemps. Mon frère André au volant de la vieille De Dion, nous roulâmes donc vers le Sud, mon père, ma mère, Maria et moi.

Notre première étape était Bourges où habitaient mon oncle, le colonel, et ma tante Cély. À mesure que nous descendions, la grève s'étendait vers le Midi. Ma tante — réactionnaire en diable — regardait derrière ses vitres l'énorme cortège fleuri de drapeaux rouges qui déferlait dans sa rue. Elle croyait sa dernière heure venue et elle était persuadée que son neveu était venu donner les consignes de la révolution. Elle en fut plus persuadée encore à notre retour : peu après le jour où nous quitions l'Espagne, la révolution y commençait. A vrai dire, l'initiative en avait été le putsch des généraux, mais ma tante ne se laissait pas berner par ce genre de détail.

Elle était pourtant bien tranquille, l'Espagne que nous avons traversée. Nous avons été frappés par la misère de certains quartiers de Barcelone, de Valence et de Madrid — et par l'extrême saleté des plages où nous parvenions à grand-peine car nous avons les plus grandes difficultés à demander notre chemin, Maria ne parlant pas l'espagnol à cette époque. Pour mon père, le drame principal c'était celui des repas : nous arrivions à l'heure française et nous ne comprenions pas pourquoi personne ne mangeait. Notre dernière image fut celle de la joie du peuple basque. Nous avons traversé des villages en fête où une jeunesse innombrable emplissait les rues dans la liesse d'un carnaval. Peu après, le pays Basque allait connaître le massacre de Guernica.

Je voulais repartir en Espagne comme volontaire des Brigades internationales mais le bureau politique du parti s'y opposa : ma présence en France était, paraît-il, indispensable.

Mantes-la-jolie

Je me considérais comme un révolutionnaire professionnel, mais je me refusais à être entretenu par le parti. Je voulais enseigner mais je ne pouvais obtenir un poste qu'en province comme professeur. Je fis donc acte de candidature à l'inspection académique de mon département, pour un poste d'instituteur. On me nomma à Mantas.

Il y avait alors trois villes juxtaposées : Mantas-la-Ville c'est-à-dire originellement la ferme de Mantas, en fait une cité industrialisée à population ouvrière ; Mantas-la-Jolie, qui était la ville proprement dite, et Mantas-Gassicourt où se trouvait mon école. C'était un village d'agriculteurs qui dormait paisiblement à l'ombre de sa petite église romane. Pour la première fois, j'allais avoir mon petit appartement de fonction, au-dessus de ma classe. Maria et moi, nous allâmes acheter nos premiers meubles chez quelque Levitan. Mais Maria ne pouvait pas vivre à la campagne, à une heure de la capitale. Elle reprit une chambre à Paris. Bientôt nous décidâmes de divorcer. Nous le ferons au début de la guerre. La loi exigeait un coupable. Nous discutâmes longtemps pour savoir qui prendrait les torts — chacun de nous voulant les prendre à son compte. Maria fit observer qu'il était plus simple qu'elle les prit, puisqu'elle avait quitté « le domicile conjugal ». Le divorce ne changea rien à notre amitié.

Pour moi, j'étais fort occupé. Par ma classe d'abord. J'avais plaisir à enseigner. Je me sentais dans mon élément. Même si mes élèves du « cours supérieur » n'étaient pas des plus brillants. Comme j'étais membre du bureau politique du parti, je me rendais à Paris plusieurs fois par semaine. Enfin, je militais activement sur le terrain local. Cette action était pour moi revigorante. Jusque-là, j'avais flotté au vent, comme un pollen. Pour la première fois, je me sentais des racines.

Je pris contact avec les ouvriers de la CIMT, l'usine de fabrication des locomotives qui employait quelque 3 000 ouvriers. Les responsables CGT me demandaient de les aider. Leur action fut victorieuse. Désormais, je pouvais compter sur eux et sur leur dirigeant, un géant bâti en armoire à glace, qui devint mon fidèle lieutenant. Bientôt j'eus avec moi la majorité des syndicats qui composaient « l'union locale ». Les tentatives de reprise en main par les staliniens n'aboutirent pas, malgré l'intervention d'Henri Raynaud, secrétaire national de la CGT. Mais je convainquis, en 1939, mes camarades d'accepter de fondre notre union locale avec celle de Meulan-Poissy qui était stalinienne : j'espérais en gagner aussi les travailleurs.

Ma « maison de campagne » servait aussi de refuge : un jeune peintre, d'abord, qui devrait m'aider dans le travail militant ; il ne peignait que des harengs et il m'a dégoûté d'en manger, mais peut-être m'a-t-il aussi donné envie, plus tard, de peindre à mon tour. Viendra aussi Sébastien, ancien responsable des Jeunesses du POUM chassé

d'Espagne par la victoire de Franco : il sera pour moi un ami et un compagnon fidèle.

J'eus un jour la visite d'un jeune camarade du parti : reçu au bac, il avait demandé un poste d'instituteur. On lui avait confié une classe unique dans un village de Normandie ; il devait apprendre à lire aux plus jeunes en préparant les plus âgés au certificat d'études ; on ne lui avait, bien sûr, pas donné le moindre conseil, comme si c'était la tâche la plus simple du monde pour un adolescent parisien sans expérience. Il s'appelait Raveton : cinquante ans plus tard il m'enverra un de ses recueils de poèmes.

Après quelques mois d'enseignement il éprouvait des doutes sur l'efficacité de son travail.

— Ensemble, nous écrivons des poèmes.

— Très bonne idée. Et ensuite ?

— Il n'y a pas d'ensuite ; nous ne faisons rien d'autre.

En quelques heures, j'essayai de donner à l'apprenti instit' quelques notions de pédagogie (je n'en avais moi-même jamais reçu), en imaginant comment on pouvait les appliquer dans une classe unique d'un petit village normand. Trop tard, hélas ! Le lendemain matin, mon ami Raveton recevait la visite de l'inspecteur et notre poète fut viré de l'enseignement.

De mon côté, je fus envoyé, l'année suivante, dans une école de village des environs. On me confiait les bambins de six ans, avec, comme mission, de leur apprendre à lire. Mais j'étais gêné dans mon action militante et je ne me sentais en rien préparé à cet enseignement. J'écrivis au recteur une lettre impertinente pour le féliciter de l'utilisation des compétences dans l'administration : puisque j'étais diplômé ès lettres, on m'envoyait les apprendre aux petits.

Une semaine plus tard, j'étais muté au cour complémentaire qui allait devenir le lycée de Mantes. Je gardais mon appartement de Gassicourt, plus exactement on me donnait un autre appartement — plus vaste — puisque j'avais de l'avancement.

À l'époque Mantes, c'était la province ; Gassicourt, c'était un village. J'aimais en respirer la paix, entendre le beuglement des vaches qui rentraient à l'étable, tout près de l'école, regarder caqueter les poules, échanger quelques mots avec un cultivateur, me promener dans les champs de luzerne qui commençaient à deux cents mètres de chez moi.

Je relis ces lignes dans les années 90. En un demi-siècle le paysage paisible à été bouleversé. Les champs de luzerne et les bosquets ont cédé la place au béton. Dans cette banlieue de Mantes, se dresse l'énorme cité HLM du Val-Fourré, s'étendent ses parkings sans âme. Les jeunes, désœuvrés, s'y droguent et volent des voitures pour faire des rodéos. La zone de la misère, du bruit et des affrontements sanglants. Ce n'est pas l'évolution dont j'avais rêvé.

Les Auberges de jeunesse

À mes moments de loisir, je participais au cercle mantais des Auberges de jeunesse. C'était un mouvement étonnant que les AJ, né pour l'essentiel des congés payés de 1936. Il devait prendre toute sa valeur pendant et après la guerre. Jusqu'alors, sa direction nationale était assurée par des adultes. Mais les cercles s'administraient eux-mêmes. À Mantes, par exemple, nous aménagions une « auberge » où les ajistes de toutes les régions pourraient être hébergés, ainsi que ceux des autres pays. Le confort y était rudimentaire, mais les adolescents y trouvaient l'amitié et le sens de la solidarité, la liberté des moeurs et un épanouissement culturel. Autour des feux de camps, on discutait passionnément, on disait des poèmes, surtout ceux de Prévert où les jeunes se reconnaissaient. Les ajistes chantaient, dansaient et créaient leur propre animation.

En août 1937, Maria et moi, nous partîmes en vacances en Corse avec une demi-douzaine de garçons ajistes : c'était le premier été des congés payés, le premier été des vacances populaires en Corse. La longue plage de Calvi et la pinède où nous campions étaient désertes. La vieille cité dormait paisiblement au soleil. On accueillait volontiers l'étranger du continent qui n'était pas encore un touriste. Je me rappelle un petit restaurant — la Cave Bleue — où nous avons décidé de faire un extra : pour un prix dérisoire on nous avait servi une gigantesque marmite de bouillabaisse, avec une langouste pour chacun, le tout arrosé d'un savoureux vin de pays.

Mais il n'était pas question pour nous de poursuivre, plus d'une semaine, notre farniente sur la plage de Calvi. Les ajistes avaient soif de découverte et le goût de l'effort. Nous entendions bien parcourir le pays à pied. Nous étions chaussés de grosses chaussures cloutées et avec les tentes chacun de nous portait un sac énorme de quelque vingt kilos.

Nous avons bien essayé d'alléger notre fardeau. Les Corses nous donnaient l'exemple, promenés par leurs ânes. Nous délégâmes au bourg un de nos camarades pour essayer d'acheter un de ces petits ânes. Il revint, tout heureux d'avoir fait une bonne affaire pour 50 F. il nous amenait une ânesse et son ânon. Nous chargeons nos tentes sur l'ânesse. Hélas ! elle refuse d'avancer. En vain essayons-nous de l'y inciter en la caressant, en lui prodiguant des encouragements, en menant l'ânon devant elle pour jouer sur la fibre de l'amour maternel. L'ânesse ne veut rien savoir. Nous allégeons son faix. Elle n'accepte aucun compromis. Nous la déchargeons complètement. Elle refuse toujours d'avancer. Avec nos sacs énormes sur le dos, nous tirons, nous poussons et nous réussissons à grand peine à tirer notre ânesse

jusqu'au bourg, tandis qu'aux fenêtres toute la population s'esclaffe de rire. Là, notre vendeur ne veut rien savoir pour nous reprendre l'animal : un marché est un marché. Il accepte à grand-peine de nous en débarrasser.

Nous voilà donc partis à pied vers le sud, chargés comme un âne refuse de l'être. Nous avons prévu des étapes de trente ou quarante kilomètres. La route qui serpente vers Porto traverse un véritable désert. Par chance nous trouvons abri dans une maison cantonnière où nous partageons le pain dur revenu dans l'eau — une sorte de semoule que la faim nous fait paraître délicieuse.

Porto n'était alors qu'un hameau : deux ou trois cabanes éparses de pêcheur. Mais quelle plage extraordinaire de sable blanc à l'ombre d'eucalyptus géants, profonde et coupée par un torrent d'une eau pure et glacée qui descendait de la montagne ! D'un côté, les calanques rouges de Piana ; de l'autre un promontoire surmonté d'une tour génoise. En plongeant, on abordait une grotte sous-marine où l'air était respirable ; nous croyions en être les inventeurs : hélas ! au fond nous y trouvâmes un vieux chapeau.

Nous partîmes en mer avec deux pêcheurs italiens qui nous avaient promis de nous faire partager « la bouillabaisse sur le rocher ». La pêche est médiocre. Nos amis pêcheurs abordent et font chauffer la marmite. Pendant ce temps, l'un d'eux inspecte le rivage en quête de poisson. Une explosion de dynamite. Un appel frénétique. Un banc de mulets qui flottent le ventre en l'air. Nous plongeons et les rapportons, par brassées. Le bateau en est rempli. Les pêcheurs jettent le fretin de la marmite et le remplacent par les mulets d'argent. Quand la bouillabaisse est prête, ils répandent bouillon et poissons dans les creux de rochers. C'est la bouillabaisse sur le rocher. Littéralement.

Après une semaine vécue dans ce paradis de Porto, nous repartons vers Ajaccio. Souvenir d'une marche harassante. En pleine nuit, nous cherchons en vain un village repéré sur la carte et qui doit marquer l'étape. Evisa ? Tout à coup, nous apercevons des lumières en contrebas. Soulagement. Nous descendons et, trouvant une surface plane, nous nous écroulons dans nos duvets. Le lendemain tout le village est rassemblé autour de nous : nous avons dormi sur le parvis de l'église.

D'Ajaccio, aucun souvenir. Nous prenons le petit train qui remonte vers Corte, à travers l'extraordinaire forêt de Vizzanova où nous camperons sous les fougères géantes. De Corte, nous faisons l'ascension du Monte Cinto et nous redescendons la montagne vers Porto.

Quand nous reviendrons vers le continent et le quotidien, nous emporterons avec nous des myriades d'images, de sensations, de souvenirs de camping au milieu des chèvres et des cochons noirs, la chaleur aussi des relations d'amitié autour du feu de camp. Mais ce que je rapporterai de Corse, ce sera avant tout une ivresse des odeurs riches, le parfum obsédant du maquis.

L'été 1938, nous allons retrouver les parfums méditerranéens nous

partons en Grèce, Maria et moi, avec une dizaine d'ajistes. Nous sommes partis pour retrouver la source de notre humanité. Mais ce qui nous marquera plus que tout, c'est l'accueil des habitants. Hospitalité naturelle d'un pays où le tourisme n'a pas encore pollué les moeurs. Mais aussi, dans un pays où sévit la dictature de Metaxas, manifestation de sympathie pour des jeunes venus de France.

Un de nous connaît une adresse à Athènes : un médecin qui a été naguère le condisciple de son père. Il monte le voir, tandis que reste à la porte notre bande de garçons et filles en shorts et en souliers à clous. Presque aussitôt le toubib descend nous accueillir, nous fait servir de la confiture de roses. Comme il doit s'absenter, il met à notre disposition son appartement... et ses domestiques pour le temps où nous resterons à Athènes ; il s'offre à nous servir de guide.

De la Grèce même, inutile de parler. Quelques anecdotes, comme des cartes postales. Celle du cap Sounion, où nous campons sur la plage, au milieu des blocs de marbre. Du village de pêcheurs proche, nous avons rapporté un immense poisson, pendu par les ouïes à un bâton posé sur les épaules de ses deux porteurs presque nus. J'ai l'impression que nous sommes revenus à la préhistoire. Je propose une recette préhistorique : cuire notre poisson entre deux plaques de marbre chauffées à blanc. Pendant des heures, nous attisons un feu violent. La nuit est tombée depuis longtemps et nous avons l'estomac creux. Il faut se résoudre à manger le poisson cru. La recette est à mettre au point.

Deuxième carte postale. Les dépliants touristiques grecs annoncent que, après trois semaines de séjour, les étrangers ont droit au demi-tarif sur les chemins de fer. Nous voulons profiter de cette aubaine, car nous sommes fatigués de marcher. Nous allons donc demander des billets à demi-tarif à la gare d'un petit bourg. Mais l'employé n'a jamais entendu parler de ces billets. Palabres. Nous essayons en vain de nous faire comprendre en rassemblant les bribes de nos souvenirs scolaires en grec ; la langue d'Homère n'est pas le meilleur moyen de discuter sur les tarifs de chemin de fer. Heureusement, nous faisons connaissance avec un jeune Grec qui parle parfaitement le français. À son tour, il palabre avec le chef de gare. Nous n'obtiendrons pas les tarifs officiels à demi-tarif mais des billets militaires (*ezvones*) à quart de tarif. Dans le petit train qui brinquebale, le contrôleur trouve tout naturel que ces jeunes étrangers et étrangères en short circulent comme militaires hellènes. Le train, du reste, s'arrête : le mécanicien veut savoir ce que devient le gouvernement Daladier.

Troisième carte postale. Nous allons visiter le monastère de Diakovto, sur une montagne du Péloponnèse, en empruntant, pour grimper, la voie encaissée du funiculaire. Les popes nous offrent de la confiture de roses, se font photographier avec nous et acceptent de nous héberger pour la nuit. Y compris Maria, *horresco referens*. De là, il nous faut regagner le port de Patras, pour rembarquer. Existe-t-il une route ? Les offices de renseignements ont, à ce sujet, des avis contradictoires. Sur place, nous

allons comprendre pourquoi. Il existe bien une petite route à la sortie de Diakovto, mais Dieu seul sait si on peut parler d'une route pour Patras. Nous allons quand même essayer de faire du stop. Je grimpe sur un arbre pour scruter l'horizon. Après des heures d'attente, j'aperçois une camionnette chargée de caisses de limonade. Elle s'arrête et nous nous juchons sur son chargement.

« Vous avez de la chance, nous dit le conducteur, en français ; je suis le seul à emprunter la route dans ce sens ; un collègue fait le trajet en sens inverse ; nous nous attendons pour pouvoir nous croiser. »

Alors, commence un incroyable voyage. La camionnette entre dans une ferme en passant sous un porche, continue son chemin à flanc de montagne à travers la pierraille, sans le moindre tracé de piste, emprunte des sentiers si étroits qu'une roue est suspendue au-dessus du vide. Nous mourons de peur et nous apprêtons à sauter avant que le véhicule ne s'abîme quelques centaines de mètres plus bas.

« N'ayez pas peur, nous dit le conducteur. Je fais ce trajet depuis dix ans. »

« Dix ans peut-être, pensons-nous, reste à savoir si ça fera dix ans et un jour. »

Miracle — nous nous en sortons. Dans un hameau, nous rencontrons le collègue qui attend patiemment, là où deux camionnettes peuvent se croiser. Nous descendons sur Patras. À temps pour prendre le bateau.

Nous rentrons, toujours campant sur le pont, et cuisinant sur notre camping-gaz. Cette fois, le voyage fera un jour de plus, car nous devrons passer par l'île de Malte. Et nous essayons une belle tempête.

De ce voyage en Grèce, je garderai un souvenir inoubliable. Je suis amoureux de cette civilisation millénaire et de ce peuple. J'y reviendrai souvent plus tard. Mais bien des choses auront alors changé. Un peu partout les grillages empêcheront le passage, les entrées seront payantes, les relations humaines seront devenues marchandes et la ville d'Athènes baignera dans un brouillard pollué.

LA GUERRE

L'approche de la guerre

En cette année 1938, les bruits de bottes s'entendaient jusqu'en Grèce. Pas seulement celles des miliciens fascistes que nous croisions sur l'Acropole. Celles des troupes de tous les pays d'Europe qui se préparaient à la guerre. Nous savions qu'elle était proche. Trotsky avait montré qu'elle était inéluctable. Dès cette époque, il avait prophétisé l'alliance de Staline avec Hitler et analysé ses conséquences. Il avait même prédit que la guerre se déchaînerait en 1939.

Pour nous, le seul moyen de faire reculer Hitler et d'empêcher la guerre, c'était la révolution socialiste en Europe. Les perspectives s'en éloignaient désespérément. En Espagne, les troupes de Franco, appuyées par les forces de Hitler et de Mussolini, dépeçaient la République lambeau après lambeau. Pendant ce temps, à Barcelone, les staliniens faisaient le procès du POUM et assassinaient ses leaders. En France, le « Front populaire » avait fait long feu. Après la « pause » et la politique de non-intervention en Espagne, le gouvernement Daladier dénonçait le pacte du Front populaire et s'attaquait aux conquêtes sociales de juin 36. La démoralisation était profonde dans les masses populaires. La grève générale déclenchée par la CGT contre les décrets-lois réactionnaires connaissait presque partout un échec complet.

Les trotskystes allaient-ils profiter de cette faillite du Front populaire qu'ils avaient prévue ? Bien au contraire. Parce qu'ils l'avaient prévue et en devinaient la portée, leur mouvement avait été le premier à connaître la démoralisation.

Leurs appels tombaient dans le vide. Ils ne disposaient que de rares points d'appui syndicaux : la minorité « École émancipée » de la fédération de l'enseignement et surtout la fédération des techniciens. Encore n'avaient-ils pas cherché à comprendre la signification sociologique de cet appui des techniciens ; ils l'utilisaient pour essayer d'aborder ce qu'ils considéraient comme la vraie classe ouvrière. Avec l'aide de la fédération, ils faisaient entrer dans quelques usines des militants trotskystes ou sympathisants. C'est ainsi que mon frère André fut embauché comme technicien, avec quatre ou cinq de nos camarades, à l'usine d'aviation de « La Lorraine ». Les autres, comme André Essel, ne voyaient là qu'une possibilité de travail politique et n'y firent pas long feu. André Craipeau, lui, se passionnait pour son travail. Ses qualités étaient appréciées. En 1941, la direction lui fit des propositions avantageuses pour le conserver, mais il refusait de travailler dans une usine qui produisait pour les nazis.

Pour revenir à l'organisation trotskyste en 1937 ou 1938, la vie politique y devenait routinière et prodigieusement ennuyeuse. Pour ma part, j'espaçais autant que je pouvais ma participation aux réunions parisiennes de la direction et je me cantonnais à l'action concrète que je menais à Mantes. Quant à Maria, ses jambes devenaient comme paralysées et elle avait peine à se rendre aux réunions. Elle y manquait d'air, se tenait debout devant une fenêtre ouverte pour ne pas s'endormir : même un apprenti en psychanalyse pouvait comprendre de quoi elle souffrait.

Comme toujours, en l'absence d'action évidente, les discussions intérieures prenaient le pas. L'une de ces discussions, pourtant, avait une importance décisive : il s'agissait de notre attitude à l'égard de l'URSS en temps de guerre. Pour Trotsky et la grande majorité de la IVe Internationale (en fait, elle ne fut officiellement fondée qu'en 1938), la « défense inconditionnelle de l'URSS » était un dogme. À cette position, je m'opposais depuis longtemps. On se souvient que, dès 1933, Trotsky m'avait proposé d'engager la discussion à ce sujet. En 1937 je défends donc mes propres thèses sur l'URSS, dans le POI et dans l'organisation internationale.

L'URSS n'a plus rien à voir avec le socialisme ni avec la révolution ouvrière. C'est une société dominée par une oligarchie qui possède l'ensemble des moyens de production par le pouvoir d'État. C'est un nouveau système d'exploitation de l'homme, un système totalitaire où les travailleurs disposent de moins de droits encore que dans les pays capitalistes occidentaux. Ce n'est en rien un système progressiste par rapport au capitalisme : la progression économique est liée à la période de capitalisation primitive ; elle s'arrêtera ou s'inversera après cette période. À l'heure actuelle, je m'exprimerais différemment sur certains points mais je ne renierais pas ce que j'écrivais alors ; l'évolution ultérieure me paraît l'avoir confirmé. Je n'étais, bien entendu, pas le premier à dénier à l'URSS son caractère socialiste. Mais mon analyse n'avait rien de commun avec celle des sociaux-démocrates dont la critique portait sur la rupture des bolcheviks avec la démocratie bourgeoise ; en 1937, du reste, en raison de leur alliance avec le Parti communiste et de l'évolution des rapports diplomatiques, ils mettaient leur critique sous le boisseau. Je n'avais pas lu le livre d'Otto Bauer¹ qui prévoyait que les communistes russes ne mettraient en oeuvre qu'un capitalisme d'État. J'avais été bouleversé par « le pays du grand mensonge » de Ciliga².

1. *Otto Bauer et la Révolution*, publié par Yvon Bourdet, EDI, Paris, 1968.

2. Anton Ciliga, *Au pays du mensonge déconcertant*, Les Iles d'or, Paris, 1950.

Mais le réquisitoire de l'ancien communiste yougoslave me paraissait outrancier et je pensais qu'il traduisait l'énorme déception d'un révolutionnaire. Pour moi, je voulais analyser de manière objective — marxiste — la société soviétique, sans laisser place au sentiment.

Dans la réponse polémique de Trotsky, un seul argument m'avait frappé : si on analysait la société soviétique comme une nouvelle société d'exploitation, il fallait expliquer quelle place elle occupait dans l'évolution de la société humaine.

Peu après, un Italien, Bruno Rizzi, reprenait mon analyse, en lui donnant un prolongement : toute l'humanité était engagée dans la voie de la bureaucratisation. Il en voyait l'achèvement en URSS, mais le développement dans les sociétés fasciste et hitlérienne ainsi que dans le Welfare State du New Deal de Roosevelt. Cela m'apparut absurde. La thèse ne m'apparaissait même pas digne d'une réfutation. Trotsky y répondit pourtant — en 1940, alors que ses écrits ne nous parvenaient plus. Si, écrivait-il, la guerre ne menait pas à la révolution socialiste internationale, si la bureaucratie stalinienne se maintenait au pouvoir en URSS, malgré l'épreuve, alors il faudrait concéder rétrospectivement l'erreur de notre analyse, admettre qu'il s'agit bien d'une nouvelle société d'exploitation : cela signifierait que le socialisme aurait été une utopie et que l'humanité évoluerait vers la décadence de la civilisation. L'enjeu allait bien au-delà d'une définition de la société soviétique.

Pour moi, je ne voyais pas aussi loin. Je me bornais à dénoncer le mythe de l'URSS. J'écrivais désormais mon prénom Yvan et non plus Ivan, comme dans l'état civil. Tout en constatant que la révolution d'Octobre avait abouti à une société totalitaire, je gardais ma foi dans l'enseignement de Lénine, sans voir qu'il y avait là contradiction.

En 1937, mes thèses restaient minoritaires dans le mouvement. Dans le POI, elles étaient soutenues par le tiers de l'organisation — où se retrouvaient Maria, les Filiâtre, Jean-René Chauvin, Essel, Régnier (Eggenschwiller) et Kunstlinger. Les dirigeants du parti et des Jeunesses demeuraient presque tous fidèles à la thèse officielle.

Le Parti socialiste ouvrier et paysan

Solidaires sur l'appréciation de la société soviétique, mes amis et moi, nous avons aussi en commun le sentiment que le mouvement trotskyste était isolé et impuissant.

Or, en 1938, la gauche du Parti socialiste, avec Marceau Pivert et Daniel Guérin, avait rompu, à son tour, avec le parti de Léon Blum, entraînant — en principe du moins — la majorité de quelques fédérations comme celle de la Seine et ce qui restait des Jeunesses socialistes, avec Lucien Weitz. Ainsi

avait été créé le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) dont l'organe central s'appelait *Juin 36*...

Je ne me faisais guère d'illusion sur les forces réelles du PSOP. Mais ce pouvait être pour nous un ballon d'oxygène. Je proposai au POI de préparer la fusion avec le PSOP, voire de lui apporter notre adhésion collective. Tous mes amis étaient du même avis.

Sur cette question, Trotsky se prononçait dans le même sens que nous. Du Mexique, il entretenait une correspondance avec Marceau Pivert et Daniel Guérin. Il incitait ses partisans français à entrer dans le PSOP. Son principal lieutenant, Jean Rous, intervint, avec moi, dans le débat. Mais la majorité de la direction se sentait bien, à l'abri, dans sa petite chapelle. Les négociations avec le PSOP échouèrent. Une fois de plus, j'étais minoritaire. Avec l'appui du « Vieux », nous décidâmes néanmoins d'adhérer au PSOP — où nous avaient précédés les débris de l'organisation de Molinier.

Nous restions organisés en tendance, bien entendu. Conformément aux statuts du PSOP — qui restaient ceux de la SFIO — nous publiions une revue *La Voie de Lénine*, dont le comité de rédaction servait en même temps de direction de tendance. Les partisans de la défense de l'URSS y avaient la majorité avec Jean Rous et deux émigrés roumains — Nicolas Spoulber et Barta —, tandis que les opposants aux thèses officielles n'étaient représentés que par Henri Kunstlinger et moi. Sans doute était-ce le prix à payer pour le soutien de Trotsky.

Étrange personnage que Jean Rous. Neveu d'un député socialiste des Pyrénées-Orientales, il avait adhéré à la Ligue communiste en 1934. C'était un homme intelligent, cultivé et généreux, mais toutes les lignes étaient molles en lui. Avocat, il était littéralement inconsistant. Lors d'un différend de salaire que j'avais avec la France mutualiste, il avait réussi l'exploit de me faire perdre un procès tenu pour gagné d'avance. Quand nous avons divorcé, Maria et moi, la loi exigeait qu'il y eût un perdant : celui qui devrait perdre, nous avons décidé qu'il prendrait Rous comme avocat.

Pourtant, Trotsky le considérait comme son homme de confiance : il avait tendance à s'appuyer sur ceux qui épousaient indéfectiblement ses idées. Jean Rous conseillait les militants nationalistes des colonies. Il avait les meilleures relations avec eux, notamment avec Bourguiba, et il joua un rôle important dans la décolonisation.

Jean Rous, c'était une main de velours dans un gant de fer. Le gant de fer, c'était celui de Trotsky. L'homme doux et timide devenait vite le plus violent des sectaires : à l'égard des trotskystes espagnols, qui avaient constitué le POUM au lieu d'adhérer au PSOP, comme le leur conseillait « Le Vieux » ; à l'égard de Molinier et de ses partisans ; à l'égard des militants du POI qui refusaient d'adhérer au PSOP et qu'il fit exclure, malgré moi, de la IVe Internationale.

Après la mort de Trotsky, il naviguera comme un bateau ivre : en 1940, convaincu de la victoire irrésistible de l'hitlérisme et du stalinisme, il constituera un mouvement prêt à collaborer avec eux, sous

certaines conditions ; après l'attaque de Hitler contre l'URSS, il passera à la résistance gaulliste ; en 1944, il siègera à la direction du Parti socialiste ; en 1947, il travaillera en fraction avec les trotskystes et quittera le PS ; puis il le rejoindra à nouveau. À donner le tournis.

Spoulber, extraordinairement brillant, spirituel et caustique, mais brouillon, apparemment sûr de lui, cachait sous cette assurance sa vulnérabilité, son inquiétude et son besoin d'affection. Il jouera le rôle d'un dirigeant et d'un théoricien rigoureux. Après la guerre, il émigrera aux États-Unis où il fera partie du brain-trust spécialisé dans les problèmes de la lutte antisoviétique.

Barta était au contraire réservé, souvent taciturne : il sera à l'origine d'une organisation trotskyste dissidente qui deviendra beaucoup plus tard Lutte ouvrière.

Henri Kunstlinger (Henric) avait été choisi à la rédaction de la revue, parce qu'il était un des rares responsables des Jeunesses à suivre la minorité et à adhérer au PSOP. C'était un grand garçon au visage clair et intelligent, calme et discret, simple et efficace. Il fallut l'Occupation pour lui rappeler qu'il était d'origine juive, malgré des générations d'assimilation. J'avais pour lui une profonde affection. Il devait périr dans les derniers jours de la guerre, ramassé dans une rafle à Lyon, où je l'avais envoyé pour prendre la direction de l'organisation en zone Sud. C'est là un de mes souvenirs les plus cruels.

Je ne raconterai pas la lutte politique dans le PSOP. J'en ai donné un aperçu dans *Contre vents et marées*. Nous défendions becs et ongles la nécessité du défaitisme révolutionnaire comme un dogme léniniste, en dehors de toute analyse du réel. Marceau Pivert lui-même était un homme courageux et loyal, mais son radicalisme verbal couvrait une grande confusion politique.

Ce qui m'étonne le plus, rétrospectivement, c'est que Trotsky ait misé à fond sur le PSOP alors qu'il avait prévu l'imminence de la guerre. Lui qui croyait indispensable, pour faire face à cette situation, un noyau d'une trempe exceptionnelle, comment avait-il pu se faire des illusions sur la possibilité de le constituer en quelques mois à partir du PSOP ?

Quant à mes amis et à moi, nous ne nous posions pas de ces problèmes stratégiques. Au fond, nous avions surtout besoin d'air. Au PSOP, nous respirions mieux et nous trouvions les moyens d'une action élargie. Avant tout, je me retrouvais homme de terrain. Je développais des sections dans toute la région et jusque dans la proche Normandie.

Je construisais mes châteaux de sable que la grande marée de la guerre mondiale allait bientôt balayer.

La guerre

Dans *Contre vents et marées*, je me suis efforcé de raconter l'histoire des trotskystes pendant la guerre. Entreprise difficile car la plupart des témoins encore organisés dans des mouvements trotskystes ont évité de répondre à mes questions parce que j'avais rompu avec la IV^e Internationale. J'ai dû me contenter de quelques dizaines de témoignages, faire fonds sur les documents dont je disposais encore et compter sur ma mémoire, inévitablement subjective. L'ouvrage est truffé de fautes typographiques et comporte diverses erreurs de noms, dues à mon étourderie, qu'une correction un peu attentive aurait permis de corriger. Je ne puis relire ces sottises sans un sentiment de honte.

De toute façon, l'ouvrage ne relate que la pensée politique et l'action du mouvement trotskyste. J'en ai éliminé tout ce qui était personnel, toutes les aventures que d'autres, comme Fred Zeller ou Rabaut, ont racontées dans leurs livres.

Je veux dire ici comment j'ai personnellement vécu ces temps atroces. Enfant, j'avais déjà connu la Première Guerre mondiale, mais de loin. À la fin de la Seconde, j'aurai passé dix longues années pendant des guerres mondiales : presque le tiers de mon existence. Cette fois, j'y participais vraiment. Mais à ma manière. Mes camarades et moi — une poignée de jeunes garçons et filles — nous étions persuadés que nous étions investis d'une mission : changer le monde en préparant la révolution socialiste et le sauver de l'horreur. À l'intérieur du cauchemar, nous poursuivions notre propre rêve éveillé. Au cœur de la folie meurtrière, nous avions notre folie douce. Je ne puis repenser à cette époque que sous le signe de l'absurde et de la dérision.

La « Drôle de guerre »

La guerre commence par une période où domine l'absurde. C'est la guerre mais on ne fait pas la guerre. L'état-major, qui se croit en 1914, s'imagine protégé par la ligne Maginot et la neutralité belge. Les soldats ont pour ennemi l'ennui. Chaque civil a reçu un masque à gaz dans un havresac. Pendant plusieurs semaines, chacun se promène avec son masque. Puis on utilise le havresac sans le masque. Les ouvriers y mettent leur casse-croûte.

Les révolutionnaires, eux aussi, se croient en 1914 et imitent les bolcheviks russes. Les dirigeants du groupe de *la Commune* partent à l'étranger pour diriger leurs militants : de Frank, parti en Angleterre, et de Molinier, expatrié en Amérique, ceux-ci n'auront aucune nouvelle avant la fin de la guerre. Le bureau du PSOP a appliqué les mêmes principes. Il a chargé Marceau Pivert de partir aux

USA, d'où il doit diriger le parti, comme Lénine le faisait de Zurich. Avec Daniel Guérin, parti à Oslo pour représenter le « Front ouvrier international », Lucien Weitz, emprisonné à la Santé, et Maurice Jacquier, seul resté à Paris, il doit diriger l'action clandestine du parti. C'est une direction « de gauche ». Mais tout le monde ignore son existence et elle ne dirigera jamais rien.

Le 31 août, Rous et moi assistons à la direction du PSOP. Elle refuse nos propositions d'organisation clandestine. Le lendemain, elle se réunit sans les trotskystes et sans le représentant des Jeunesses. La rupture est pratiquement consacrée. Nous avions prévu cette éventualité et nous nous y étions préparés. Le même jour, en l'absence de Weitz et de Daniel Guérin, la direction de « La voie de Lénine » se réunit dans les jardins du Luxembourg : Jean Rous, Henri (Kunstlinger), Barta, Marcoux (Spoulber) et moi-même. Nous décidons de nous constituer en « comités pour la IVe Internationale » — tenant compte de l'opinion des amis de Daniel Guérin pour lesquels l'Internationale est encore à construire. La désertion de la droite du parti n'était pas pour nous étonner. Nous nous félicitons d'avoir pris nos précautions pour y parer. Mais les déceptions commencent.

Nous avons rédigé un tract enflammé sur la déclaration de la guerre. Barta avait la responsabilité d'en organiser l'impression à gros tirage. Il n'en a rien fait. Spoulber exige une sanction bolchevique contre le coupable. Nous le suivons sottement, drapés dans nos principes — et nous excluons Barta.

Deuxième déception et celle-ci de taille : nous nous étions partagé la mise en place de l'organisation clandestine ; je devais m'occuper de l'ouest de la France ; j'avais rempli ma tâche — ce qui m'était facile puisque je rayonnais à partir de Challans (Vendée) où demeuraient mes parents. Rous devait s'occuper du reste du pays ; il n'en avait rien fait ; nous n'avons plus aucune liaison avec la majorité de nos camarades et nous mettrons de longs mois à la rétablir. Nous ne pouvons pourtant pas exclure la moitié de la direction ! Rous, de toute façon, est mobilisé et part le lendemain pour ce qu'on appelle le « front ». Nous n'entendrons plus guère parler de lui jusqu'à l'occupation allemande.

Les trois autres ne sont pas mobilisables : Henric est trop jeune ; Spoulber est roumain ; quant à moi, j'ai été réformé grâce à une hypothétique maladie de foie ; on me donne mandat de faire confirmer cette réforme par la commission de révision chargée de débusquer les fraudeurs ; j'y réussirai facilement. Le hasard fait bien les choses : les règles de la clandestinité exigent l'organisation en groupes de trois, de la base au sommet. Je me trouve donc à la tête d'un « triangle de direction » constitué, avec moi, de Spoulber et de mon ami Henric, responsable des Jeunesses depuis l'arrestation de Marcel Baufrère, qui est tombé dans une souricière au local du PSOP. Mais Spoulber va bientôt être envoyé dans un des camps de concentration où la démocratie française, en guerre contre le fascisme, regroupe les indésirables : républicains espagnols, antifascistes allemands et de tous les pays. Par cooptation nous le remplacerons par Marcel Gibelin — un jeune postier syndicaliste.

Les militants trotskystes se trouvent dans une belle pagaille. Nous n'avons plus aucun contact avec ceux de nos camarades qui avaient refusé d'entrer au PSOP : après avoir publié, dans *La Lutte ouvrière*, une déclaration héroïque sur la nécessité d'une organisation indépendante pour mener la lutte pendant la guerre... chacun de ses militants s'est retiré. Nous n'avons aucun contact avec ceux qui avaient accepté tardivement les injonctions de la IVe Internationale mais n'avaient pas eu le temps de rallier le PSOP. Ni avec le petit groupe de la Commune qui n'avait aucun contact avec ses « chefs historiques ». L'absence de Daniel Guérin et de Lucien Weitz nous prive des liaisons avec la gauche du PSOP en province. Notre propre organisation se limite à la région parisienne et aux cellules de l'Ouest.

Trotsky avait déclaré à un ami américain que, dans une situation de guerre, il ne resterait peut-être en France que trois ou quatre fidèles. Nous sommes entre cent et deux cents. Effectifs ridicules. Mais cela ne nous décourage pas. Nous vivons dans le mythe de la révolution d'Octobre. Lénine n'avait-il pas ironisé à Zimmerwald en constatant que les internationalistes d'Europe tenaient dans trois fiacres ?

Les organisations de masse se sont effondrées. Le Parti socialiste est devenu squelettique. Débousolé par l'alliance Hitler-Staline, le Parti communiste a craqué jusque dans ses appareils centraux et ne nous apparaît plus que comme une grosse secte. Nous comptons sur le cours de l'histoire pour transformer notre petit groupe en force politique, comme l'a prophétisé « Le Vieux ». Tout dépend de sa fermeté bolchevique.

J'ai vingt-huit ans. Je fais figure d'ainé et de théoricien. Sous le pseudonyme de Gilbert j'écris un long article dans le *Bulletin pour la IVe Internationale*. J'ai repris le titre évocateur de « contre le courant ». Quand je le relis aujourd'hui, j'estime que l'analyse des événements ne manque pas de lucidité. Mais j'y fais preuve d'un incroyable optimisme. Il s'agissait en fait de redonner confiance aux militants.

Je continue à enseigner à Mantes. Le PCF semble y avoir disparu. Notre organisation locale est active. Certains de mes élèves font la liaison avec la proche Normandie.

Je circule de tous côtés à moto. À Paris, je rencontre régulièrement le journaliste américain Mangan chargé d'établir la liaison du groupe français avec la IVe Internationale dont le siège est à New York. On y a été un peu inquiet de voir la direction du mouvement français assumée par un adversaire de la défense de l'URSS. Mais il paraît qu'on a confiance dans ma loyauté et qu'on se félicite finalement de ce choix.

Le triangle de direction fonctionne. Il rétablit tant bien que mal les mécanismes de l'organisation. Il publie plusieurs numéros d'une petite feuille ronéotée intitulée *L'Étincelle* pour rappeler *l'Iskra* des bolcheviks.

La liaison avec Lucien Weitz, à la prison de la Santé, est assurée par sa femme, Nathalie. Cette excellente femme est une bohème russe d'un désordre échevelé. Nous avons eu le bon esprit de lui confier ce que nous appelons pompeusement l'appareil technique du *Bulletin pour la IVe*

Internationale. Le premier numéro, dont mon article constitue l'essentiel, paraîtra avec deux mois de retard.

Maria est une des trois responsables de la région parisienne, avec Henri Souzin, un jeune syndicaliste, et Louise (Claire Feygenbaum), la compagne de Barta. Elle s'intéresse essentiellement à la cellule des intellectuels qui, en dépit de la règle du triangle, regroupe une douzaine d'écrivains et d'artistes de la rive gauche, dont Benjamin Péret et Roger Blin.

Les principes de l'organisation en pyramide ont leurs inconvénients. Louise, la compagne de Barta, est responsable du secteur est parisien. Elle déclare à ses ouailles qu'elle n'a plus de contact avec le national, édite son propre bulletin et kidnappe l'organisation comme on vole une voiture.

Si ça peut être une consolation, le désordre ne règne pas que chez nous. Le 2e bureau, c'est l'organisme qui est chargé de contrôler les suspects dans l'armée, antimilitaristes, communistes ou révolutionnaires. L'organisation militaire n'a rien trouvé de mieux que d'y affecter — à Nantes — le surréaliste Benjamin Péret. Celui-ci y jette joyeusement la confusion, intervertissant les fiches, subtilisant celles des suspects et leur substituant de braves patriotes. Avec Roland Filiâtre, mobilisé à Nantes, il s'amuse follement dans le style surréaliste. Son grand plaisir est, par exemple, de convoquer les pompes funèbres pour mettre en bière les officiers supérieurs et les personnalités.

L'organisation nantaise est mon enfant chérie — une des seules à avoir riposté à la mobilisation par des tracts et des affiches. Elle est relativement importante et restera fidèle pendant toute la guerre. Mais les jeunes gars qui la dirigent se saoulent régulièrement en bons Nantais qu'ils sont. Dangereux dans l'illégalité. À chaque visite, je consacre l'essentiel à un prêche antialcoolique. Sans grand succès. L'étonnant c'est qu'ils termineront la guerre sans être arrêtés, sauf un des rares à être sobre, Robert Cruau, et encore, une fois parti en Bretagne.

L'invasion

Mai 1940 : percée de l'armée allemande. L'armée française en déroute reflue dans le plus grand désordre. Selon notre bible léniniste, la défaite est accoucheuse de la révolution. Nous décidons d'éditer un tract aux soldats pour les inviter à prendre en main leur unité — au besoin en fusillant les officiers réfractaires — et à organiser la défense de Paris contre les nazis. Je ne sais plus qui a eu cette idée géniale. Moi sans doute : nous vivons dans le mythe.

Bref j'ai rapporté un paquet de ces tracts — à faire diffuser dans la région nantaise — enroulé dans un papier d'emballage. Je l'ai laissé en

évidence sur la table de la salle à manger. Le jour même la police vient me chercher dans ma classe et me conduit en voiture chez moi pour une perquisition. Calmement, je prends le rouleau dans ma main et je guide leur perquisition, montrant avec ledit rouleau les meubles qu'ils ont incomplètement fouillés et indiquant la cave qu'il ne faut pas oublier. Les policiers ne songent pas à regarder ce que je tiens dans la main, de manière si naturelle. Ils n'ont rien trouvé. A leur grande stupeur, j'exige qu'ils me ramènent dans leur voiture au collège. Ce genre d'audace me sauvera la vie plus d'une fois pendant l'Occupation.

Pour le moment, le collège se transforme en station de transit pour les milliers de réfugiés qui traversent Mantes pour continuer vers un exode aléatoire. Mes collègues et moi nous passons de longues journées à tartiner des sandwiches. Des milliers de sandwiches. Je ne sais pourquoi, uniquement au pâté de foie. Je n'ai plus jamais pu supporter le pâté de foie.

Paris se vide. Les autorités l'ont quitté pour Bordeaux. Dans ces circonstances exceptionnelles, le groupe trotskyste issu de *La Commune* nous demande une entrevue. Ses deux délégués ont à nous faire une proposition : puisque toutes les autorités sont parties et que les autorités allemandes ne sont pas encore arrivées, nous pouvons prendre le pouvoir à Paris. Il suffisait d'y penser. À quoi je réponds ironiquement que, bien sûr, notre gouvernement restera clandestin. Les camarades de *La Commune* ne voient même pas l'humour. Ils en conviennent. Nous devons avouer que nous ne prendrons pas le pouvoir.

Pour le moment, nous sommes occupés à déménager. Une camarade américaine, Gretl, jeune amie de Maria, nous procure une machine à écrire et une ronéo. Nous embarquons dans un taxi trouvé je ne sais comment et je me demande encore comment nous réussissons à parvenir à Nantes au milieu de l'incroyable cohue de l'exode.

Pourquoi Nantes ? Nous croyons possible une résistance française au sud de la Loire. Toujours selon nos schémas, ce serait une situation favorable pour la révolution. Nous avons donc décidé que Gibelin et moi nous installerions à Challans (chez mes parents) et que le reste des responsables resteraient à Nantes — où nos amis sont bien implantés. L'ennui, c'est que les Allemands ont occupé Nantes sur nos talons. Ils n'ont pas poussé leur offensive en Vendée. « Le front » s'est stabilisé au sud de la ville. Drôle de front, du reste, puisqu'en face, ils n'ont pas d'adversaires... sauf nous. Nous sommes coupés de notre base nantaise.

Nous décidons de la rejoindre. Mes parents m'ont acheté un superbe vélo, un des derniers disponibles à Challans. Aux alentours du 20 juin, Gibelin et moi remontons vers le Nord. Aux soldats allemands qui gardent leur chevaux de frise, j'explique dans mon allemand très approximatif que notre grand-mère est mourante à Nantes. Débonnaires, ils nous ouvrent le front.

Notre rendez-vous est à Couëron, une banlieue ouvrière de Nantes.

Vrai ou faux souvenir ? Je pense que nous nous retrouverons dans une grotte. Autre situation loufoque : Fred Zeller a pris en main la direction des opérations. Il a chauffé à blanc nos camarades, avec l'enthousiasme romantique qu'on lui connaît. Il explique que, puisque la défaite est imminente, la révolution ne l'est pas moins. Perchée dans un arbre feuillu, Gretl tape à la machine des tracts qui invitent les soldats allemands à fraterniser et à se débarrasser de Hitler. Nos militants leur distribuent des tracts en allemand. Par quel miracle ces gentils farfelus ont-ils évité d'être arrêtés ?

À grand-peine, nous douchons l'enthousiasme, expliquons que la défaite ne signifie pas nécessairement la révolution, que nos appels à la fraternisation n'ont aucune chance d'être entendus par une armée au sommet de sa victoire et qu'il faudra attendre un bon bout de temps avant que la révolution ne soit à l'ordre du jour. Bref qu'il faut descendre de l'arbre.

22 juin : Pétain a capitulé. Il ne reste plus qu'à rentrer à Paris. Je reprends la route sur mon vélo. D'une seule traite, je remonte de Challans à Mantes. Performance de coureur cycliste. La dernière d'ailleurs. Le lendemain de mon arrivée, quelqu'un a estimé qu'il avait, du vélo, un besoin plus urgent que moi.

C'est d'autant plus dommage que ma moto a rendu l'âme. J'ai dû la laisser chez mon frère, à Asnières. Il me presse de l'en débarrasser. Quand j'aurai le temps de m'en occuper, je ne verrai qu'une solution : la balancer subrepticement dans la Seine. Avec son esprit d'économie, André s'y oppose. Il me trouve un client dans son usine. Le gars, je le préviens loyalement qu'il s'agit d'une épave ; mais il est un spécialiste et me le fait sentir ; effectivement, il enfourche la moto et la fait démarrer en trombe. Il paraît, du reste, que ça a été son dernier geste de bonne volonté, à la moto.

Le temps de la confusion

Début juillet, commencent donc les incessants voyages Mantes-Paris, Paris-Mantes, dans des trains bondés de civils français et de soldats allemands avec lesquels je discute — toujours dans un allemand plus qu'approximatif.

Presque tout le monde croit que la victoire nazie est définitive : la Wehrmacht ne fera qu'une bouchée de la petite île anglaise et la domination de Hitler et de Staline ne peut pas être évitée. Dans plusieurs villes, les communistes ont accueilli les soldats allemands avec des banderoles « bienvenue à nos libérateurs ». La direction du PCF compte sur l'amitié germano-russe pour imposer en France un gouvernement Maurice Thorez et négocie avec les Allemands la parution de *L'Humanité* ou de *Ce*

soir, comme organe de cette collaboration.

J'ai une longue discussion avec Jean Rous. Lui aussi croit scellée la victoire hitléro-stalinienne. C'est, dit-il, la voie barbare que choisit l'histoire, faute de révolution prolétarienne, pour dépasser le capitalisme et réaliser une société plus ou moins socialiste — Tu acceptes l'antisémitisme ? — Lafargue disait : « C'est le socialisme des imbéciles. » Et il y a tant d'imbéciles.

Il a lancé un nouveau mouvement, le Mouvement national révolutionnaire (MNR), où se retrouvent certains de nos amis de naguère (et Fred Zeller lui-même) avec des gens de tous bords, surtout des amis de Bergery... lequel Bergery se trouve à Vichy, dans le brain-trust de Pétain, et très écouté du vieux Maréchal. « Il faut être du côté du manche », précise Rous. Le mot d'ordre du MNR : « Collaborer, oui, mais pas sous la botte. » Il sort « sous le manteau » un bulletin, *La Révolution française*. Le plus drôle c'est que, Rous étant passé en 1941 dans la résistance gaulliste, les historiens feront de ce bulletin... le premier journal de la Résistance.

Nous rompons tout lien avec Rous et dénonçons violemment comme traîtres ceux de nos anciens camarades qui se sont engagés dans cette aventure.

L'organisation de *L'Étincelle* s'est rapidement retrouvée, dans la région parisienne notamment. J'ai repris contact avec mes anciens copains des Jeunesses socialistes révolutionnaires qui avaient refusé d'entrer au PSOP mais, contrairement à leurs aînés, avaient accepté l'injonction de la IV^e Internationale de nous rallier. À leur tête Marcel Hic, David Rousset et Paul Parisot, sans compter Marcel Baufrère, qui s'est évadé de prison, profitant du désordre dans lequel les prisons ont été évacuées pour tirer sa révérence à ses geôliers. Le groupe de nos amis est surtout bien implanté dans les Auberges de jeunesse dont Lucienne Abraham (Michèle Mestre) et Maurice Laval ont pris la direction avec, à leurs côtés, des jeunes de valeur comme Guikovy (Swann), un jeune juif pétillant d'intelligence. Je veux à tout prix, au moins, réunifier l'ancien POI. Ce n'est pas facile. Non seulement Hic et ses amis sont orthodoxes sur le problème de l'URSS (en 1940, j'estime que nous avons d'autres chats à fouetter que de ranimer cette discussion — ce qui, avec le recul, m'apparaît une lourde faute) mais ils ont adopté une position qui révisé notre attitude défaitiste : le prolétariat doit prendre en charge la lutte pour la libération nationale contre les nazis — lutte inséparable de la libération sociale. À certains de nos camarades, comme Gibelin, cette révision apparaît comme une déviation nationaliste. J'estime, au contraire, que c'est une position juste. Je conteste, en revanche, certaines des conclusions qu'en tire Marcel Hic : l'alliance avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie « nationales ». Mais, comme il s'agit de ceux qui seraient hostiles à la fois à Londres et à Berlin, cela ne me paraît guère porter à conséquence.

C'est dans ces conditions que nous préparons l'unification. En août 40, nous convoquons une conférence de la région parisienne qui doit réunir

une trentaine de délégués des deux groupes. C'est moins imprudent qu'il n'y paraît. L'occupant n'a pas encore rodé son organisation de répression. Il n'y parviendra progressivement que grâce à la collaboration de la police française. Pour tenir la réunion tranquillement, nos camarades de Mantes ont préparé une grotte isolée dans la campagne d'Elizabethville. Nous nous y rendons en campeurs, le sac sur le dos. Catastrophe ! On m'apprend, à la gare, qu'un des groupes de délégués a été mal renseigné et est descendu à une station voisine. Je vais trouver le chef de gare et lui demande de faire annoncer par son collègue aux « amis de Francis » (mon nouveau pseudonyme) qu'il les prie de l'attendre à la gare. Un camarade mantais part à leur rencontre pour leur indiquer le chemin. Tout cela, par miracle, sans anicroche.

Pendant que nous les attendons, nous avons l'idée de rendre la grotte plus confortable. Nous la garnissons abondamment d'herbe. Hélas ! cette herbe fourmille de minuscules acariens, les aoûtats, qui ont une fâcheuse attirance pour le sang humain. La première partie du congrès se déroule dans une curieuse danse, tous les délégués se grattant furieusement sans comprendre ce qui leur arrive. Heureusement, je viens de lire un article sur les aoûtats et l'ennemi est enfin circonscrit. Nous débarrassons la grotte de l'herbe et de ses locataires. Nous pouvons enfin reprendre nos débats, à la dure, mais calmement. Le « congrès des aoûtats » parvient finalement à un accord — que Gibelin dénonce comme une compromission. Un bureau politique est élu : Souzin, Gibelin et moi pour *L'Étincelle*, Hic, Rousset et Swann pour l'autre groupe. Le 31 août paraît le premier numéro — ronéoté — de *La Vérité*¹. C'est alors le seul journal de la résistance antinazie, puisque *L'Humanité* ne souffle mot de l'occupation hitlérienne. Il est ronéoté chez un de nos camarades (Marcel Penetier) mais le rédacteur « en chef » est Swann — ce qui apparaît à certains de nos amis comme une intolérable concession. Ces derniers publient en septembre un dernier numéro de *L'Étincelle* : le contenu en est identique à celui de *La Vérité* ; l'expérience est concluante.

Curieuse atmosphère que celle de Paris au début de l'Occupation. Les bannières à croix gammée flottent partout. Bruit de bottes et grouillement d'uniformes verts. Tristesse et grisaille des passants. Dans les kiosques on ne vend que les nouveaux journaux pro-allemands. Les feuilles de choux antisémites poussent comme des champignons sous la pluie. Les groupes fascistes paradent. Les vendeurs du *Pilori* crient des menaces contre les juifs.

1. *La Vérité, fac-similé*, 77 numéros dont 19 ronéotés, Éd. EDI ; également la revue *IVe Internationale* et les journaux allemands.

Mais, dans le même temps, au local des ajistes, rue de Valois, les jeunes trotskystes, anarchistes ou communistes discutent bruyamment entre eux. Les fascistes veulent s'inféoder le mouvement. Les ajistes s'y opposent. Ils organisent le local de la rue de Valois en camp retranché. Les fascistes donnent l'assaut ; ils sont repoussés avec pertes et fracas. Les bandes doriotistes essayent en vain de s'emparer du local. Mais un soir, un ancien dirigeant du mouvement ajiste, soutenu par les Allemands, réussit à s'y introduire en l'absence des usagers. Ceux-ci reprennent leur local. Mais ils comprennent que désormais l'ennemi l'emporte. Alors ils détruisent les fichiers pour ne pas les laisser à la Gestapo : les adresses comptent un bon nombre de juifs. Ajoutons que les ajistes ne se contentent pas de se défendre. En plein Paris occupé, constitués en groupes de trois, ils attaquent dans la rue les vendeurs du *Pilori* !

Autre situation surréaliste : fin juillet, le gouvernement de Vichy décide d'organiser des chantiers de jeunesse, pour occuper les jeunes et servir de remplacement au service militaire ; en zone « libre », il peut enrégimenter les jeunes à sa guise ; mais en zone occupée, il ne veut pas s'en remettre aux organisations fascistes — directement au service des Allemands ; il ne peut s'appuyer que sur les deux seuls mouvements de jeunesse existants : la JOC et le CLAJ des ajistes. Nous décidons que le CLAJ acceptera la proposition d'organiser les chantiers et que nous les utiliserons comme centres de résistance, selon nos propres objectifs : former les jeunes aux métiers industriels en contradiction avec la thèse officielle du retour à la terre. On assiste alors à un spectacle extraordinaire. Des groupes de jeunes prennent le train en chantant des chants révolutionnaires — sauf *L'Internationale*, trop connue. Nous ne parvenons à mettre en place que quelques ateliers industriels. Dans les centres et les châteaux mis à la disposition du CLAJ, on organise les loisirs à la manière ajiste, on discute, on chante *L'internationale*. Bien entendu, l'expérience ne dure que quelques mois. Peu à peu, le gouvernement de Vichy reprendra plus ou moins le contrôle. Nous déciderons de cesser toute activité dans les chantiers. Lucienne Abraham, responsable du CLAJ, sera arrêtée quelque temps, puis relâchée, faute de preuves.

L'histoire a une retombée familiale. André, qui a toujours eu envie d'enseigner, accepte de diriger un Centre de formation professionnelle, à Asnières. Quand notre expérience sera terminée, il restera dans les cadres. Il fait preuve d'excellentes qualités pédagogiques. On l'enverra ensuite à Nantes. Après la Libération, il sera un des très rares chefs de centre à être intégré dans l'enseignement technique public.

Taverny

Mes derniers souvenirs de Mantes sont vagues. Déception et colère quand le copain à qui j'avais confié mes archives et les lettres de Trotski m'a avoué

qu'il les avaient brûlées à l'arrivée des Allemands. Choc en août quand un gros titre de la devanture d'un libraire m'a appris l'assassinat de Trotsky : une des rares occasions où j'ai pleuré. Ce n'était pas seulement la mort du leader aimé. C'était comme le symbole de la fin d'une époque. Responsable de l'organisation à l'échelle nationale, j'avais rompu tout lien avec la cellule locale. Mais le sol brûlait. On m'avertissait que la police commençait à s'intéresser à moi de nouveau. Je demandai mon changement. Je fus nommé à Taverny — un petit bourg sans histoire de la grande banlieue nord — à 35 minutes de Paris.

Je prends donc mon service à Taverny le premier octobre 1941. Je suis bien décidé à ne pas me faire remarquer. Mais comment tenir sa langue quand — à propos d'un cours sur la Chine — l'inspecteur fait l'apologie du retour à la terre en soulignant que la paysannerie est la grande force de la Chine ? Je réplique en expliquant comment son retard industriel a permis l'invasion de la Chine par le Japon. L'inspecteur est furieux ; mes cours ne sont pas dans la ligne « Maréchal nous voilà... ». Je ne cache pas mes opinions à mes collègues. Mes anciens élèves — un petit groupe d'entre eux du moins — constitueront bientôt une cellule du parti. Mais dans le bourg même je n'ai aucune activité.

Je ferai un seul accroc à cette prudente ligne de conduite, en juillet 1943. J'ai préparé avec mes élèves une petite comédie, « La guerre de Cent Ans »... Pourrait-on me reprocher d'évoquer l'invasion anglaise ? En fait, c'est un persiflage des nazis et des collaborateurs. Le directeur, M. Raoult, un homme pondéré qui me paraît timoré (la suite montrera son véritable courage), a une peur bleue : il faut le visa de la Kommandantur. Heureusement, ces messieurs ne comprennent pas les allusions et ils ne s'opposent pas à la représentation. Le jour de la distribution des prix, dans la salle des fêtes comble, nous mettons les points sur les i : les occupants marchent au pas de l'oie. Le public applaudit.

Pendant deux ans, je mène une double vie épuisante. Je prends le train dès que mes cours sont terminés. Je reviens à une heure quinze du matin — souvent ensommeillé à huit heures pour commencer ma classe. D'autant qu'une fois revenu de Paris, j'ai souvent un article à rédiger. Pas facile d'écrire dans l'appartement sans chauffage, souvent par moins cinq : je suis emmitoufflé comme un Lapin, mais les doigts sont gourds. À Taverny, la vie est paisible. Une fois quitté Taverny, c'est une activité fébrile.

Je ne sais plus à quelle date se situe, par exemple, l'installation de notre imprimerie. J'ai trouvé deux ouvriers imprimeurs à Nantes, deux frères, les Tixier, dont le plus jeune a seize ou dix-sept ans et l'aîné est marié : ils adopteront une petite fille pour apparaître plus respectables. Je loue une villa bien isolée à Antony, à deux pas de la gare. Un copain fourreur, Albert Guikovaty, le frère de « Swann », y déménage tout son mobilier. Les machines seront installées dans la cave. Mais il faut les y emménager. Pas facile. L'imprimerie, qui est celle de Lucien Weitz, est mise sous scellés depuis 1939. De plus, c'est le début des rafles contre

les juifs. La police et la Gestapo patrouillent partout. Nous arrivons, Albert Guikovaty et moi, avec un camion. Nous enlevons les scellés et nous fracturons la porte. Mais des flics surveillent la rue. Nous leur demandons de nous donner un coup de main. Ils ont la gentillesse de nous aider... et de nous servir de caution. Je me demande encore par quelle chance nous évitons les barrages.

Je suis responsable à l'organisation. Je circule à travers tout le pays. La section des faux papiers nous fournit, bien sûr, en billets de chemin de fer. Nous voyageons en première classe pour le même prix. Moins pour le confort que pour la sécurité : les contrôles y sont bien plus respectueux. Une anecdote montre l'excellent travail de nos camarades. Ce jour-là, je fais une tournée d'inspection en zone Sud : Lyon, Marseille et Nice. Le même billet sert pour tout le trajet aller-retour mais il faut le faire viser à chaque étape. Sur la voie du retour, peu après Marseille, passe un contrôleur. Je fais semblant de dormir et il hésite un bon moment avant de me réveiller. Mais voici qu'il a des soupçons. Il examine avec soin mon billet, le regarde en transparence sur la vitre. Puis il nie dit : « Monsieur, votre billet n'est pas valable. » Je m'indigne. Il m'explique qu'il a déjà été utilisé : l'employée de Lyon a, en effet, visé le billet de retour au lieu du billet d'aller. Je monte sur mes grands chevaux : mais au fond, je ne puis accepter le risque d'une enquête. Je rappelle le contrôleur : peut-être, en effet, un ami de Marseille a-t-il utilisé mon billet à mon insu. Je paye le voyage de Marseille à Paris ; l'authenticité du billet n'a jamais été mise en doute. (Responsable des faux papiers, André Essel en est très fier.)

Bien entendu, l'enjeu n'était pas simplement une amende. L'enquête aurait été policière et derrière la police veillait la Gestapo. Le danger était de tous les instants. Chaque moment était ainsi privilégié, arraché au camp de concentration ou à la mort. D'où l'intensité de la vie. Dans ce jeu de roulette russe j'avais une chance incroyable. Mais la chance dépend aussi de nous. Paris était sans cesse hérissé de barrages — police française ou Gestapo. Malgré mes instructions, bien des camarades quand ils apercevaient un barrage prenaient la tangente. Mais là où l'on pouvait apercevoir le barrage, des flics en civil observaient le comportement des passants et interpellaient ceux qui cherchaient à l'éviter. Moi, au contraire, je continuais mon chemin. J'abordais le barrage en plaisantant, j'avais ma serviette bourrée de documents : « Regardez, elle est pleine d'explosifs. » Les flics ne regardaient même pas et me laissaient passer.

J'allais souvent en Belgique où nos camarades publiaient *La Voie de Lénine*. Je passais illégalement la frontière, aux environs d'Halluin si je me souviens bien. Jeu du chat et de la souris avec les douaniers et la Gestapo. Pas une fois je ne me suis fait prendre. J'ai bien failli pourtant y rester, beaucoup plus tard, en 44. Henri Molinier est alors responsable de la sécurité. Il m'explique qu'il est inadmissible, pour un responsable, de risquer à chaque passage de se faire arrêter : « Fais comme moi, graisse

la patte au douanier. » Il me confie une somme rondelette à cet effet, et des bijoux, évidemment volés — pour le trésor de guerre des Belges. Pour la première fois, je vais donc tranquillement au poste de douane. Je raconte au douanier que je vais assister au mariage de ma cousine à Werwik et que je lui apporte un cadeau. Et je lui glisse un beau billet. Hélas ! Il faut croire que je n'ai pas la manière. Le douanier se met en colère — « tentative de corruption de fonctionnaire ». Il prend le téléphone et appelle ses chefs. Je dois changer de style. J'explique que je suis militant révolutionnaire et que c'est me livrer à la Gestapo. Au bout d'une demi-heure de palabres, le douanier me laisse passer et je garde mon billet.

Un de mes premiers voyages en Belgique a eu lieu en janvier 1942 pour une première conférence internationale, à Saint-Hubert dans les Ardennes. Je n'ai qu'un souvenir confus des discussions qui portent sur l'orientation « nationale » de la section française et l'organisation d'un secrétariat européen. Ce dont je me souviens bien, c'est des pommes de terre au lard. j'en salive encore.

Le retour se faisait sans grand problème, généralement par le train — un train bondé de civils allemands, belges ou français et de soldats allemands. Bien entendu, à la frontière, il fallait descendre pour le contrôle de douane et de police. Contrairement aux consignes, il m'arrivait de rapporter en France la littérature de nos camarades, soigneusement camouflée dans des brochures de propagande nazie. Une fois, les choses ont failli mal tourner. Le douanier belge — derrière lequel se tient un policier allemand — épiluche soigneusement mon bagage. Il prend en main une brochure du collaborateur belge De Man, dans laquelle est reliée *La Voie de Lénine*. Il la feuillette page par page, en me jetant un regard par en dessous. Déjà j'évalue les distances à la porte, le coup de tête à porter au fonctionnaire allemand. Pratiquement aucune chance, mais il faut tenter le coup. Après un dernier regard, le douanier remet la brochure en place, ferme la valise et marque à la craie l'autorisation de passage. En arrivant à Taverny, que les misérables arbustes du sentier de la gare sentent bon !

Je ne veux pas parler des discussions sur l'orientation politique. Elles m'apparaissent le plus souvent à des années-lumière. Un mot pourtant sur ce qui devint l'axe de notre stratégie : le front ouvrier. Je ne crois pas avoir écrit dans *Contre vents et marées* que j'en étais l'auteur. Maintenant encore, je crois que c'était la seule stratégie possible. Le front essentiel du combat contre les nazis, celui qui peut permettre à la guerre de déboucher sur une issue non pas seulement militaire, mais sociale, c'est celui des luttes ouvrières. Il faut constituer, dans les usines et les bureaux, des groupes d'action réunissant les travailleurs sans distinction d'appartenance politique. Nous ajoutions avec un bel optimisme : de tels groupes pourront devenir l'embryon des « comités ouvriers » de demain. Effectivement la plupart des journaux que nous éditions en province s'intitulaient « front ouvrier » mais — sauf exceptions, notamment dans la région nantaise — les groupes du front ouvrier réunissaient seulement nos camarades et

quelques sympathisants. Nous n'avions pas les forces nécessaires, sauf dans quelques cas, pour animer les luttes ouvrières. Encore moins pour faire du « front ouvrier » un premier embryon des futurs « soviets »

Nous étions tous d'accord pour condamner l'assassinat indifférencié des soldats allemands — comme le pratiquaient les communistes. Mais mon obsession c'était notre capacité à participer à la lutte armée. Nos groupes « militaires » étaient dérisoires — juste capables de quelques coups de main pour piquer dans les mairies des papiers et des cartes d'alimentation pour les illégaux. En 1943, je prendrai contact, en Haute-Savoie, avec les dirigeants des « compagnons de la route » — équivalent des CLAJ en zone Sud. Ils organisaient des maquis dans les Alpes. Je comptais sur eux pour que ces maquis agissent selon notre orientation, ou au moins pour qu'ils nous aident à former des cadres militaires. Malheureusement, nous ne pouvions pas leur fournir l'aide logistique dont ils avaient besoin et, dans notre propre organisation, je rencontrais une forte résistance : pour beaucoup des militants trotskystes, les luttes devaient avoir lieu dans les villes et les usines. J'obtins seulement que nos camarades s'intègrent dans les Milices patriotiques ouvrières. Ce qui eut des conséquences importantes, encore que, dans la stratégie du Conseil de la Résistance et du Parti communiste, ces milices ouvrières se voyaient réservé un rôle secondaire.

Un dernier souvenir de cette période : le congrès du POI qui devait se tenir au début de 1943. En dépit des difficultés et des dangers, nous tenions en effet à maintenir des structures démocratiques, contrairement à la résistance gaulliste ou communiste. Nous avons réussi à squatteriser les locaux de je ne sais quelle organisation de jeunesse pétainiste. Le congrès se tient sous des affiches du Maréchal en grande tenue. Nous sommes là une trentaine, venus de tout le pays, avec obligation de ne pas sortir pendant les trois ou quatre jours de la réunion ; seules, deux ou trois camarades font la liaison avec l'extérieur. Chaque délégué a un dossier frappé du sigle de l'organisation pétainiste, avec de faux procès-verbaux. Tout est prévu pour faire disparaître, en cas de danger, les documents réels. Je représente la direction nationale. Je me rappelle avoir exigé des camarades qu'ils se rasent régulièrement, non seulement pour des raisons de sécurité, mais aussi pour éviter le laisser-aller dangereux dans les conditions de vie difficile.

J'abandonne ma couverture légale

Jusqu'en septembre 1943, nous avons relativement évité que l'organisation soit disloquée par la répression. Bien entendu, certains de nos camarades avaient été arrêtés. Mais, contrairement aux réseaux gaullistes ou communistes, nous n'avions connu ni trahison ni délation.

Les arrestations touchaient un camarade ou deux, mais ils ne parlaient pas. Il fallait réorganiser une cellule ou un service, mais le cloisonnement tenait. Les ponctions les plus graves avaient eu lieu en zone « libre », sans doute parce que le danger y semblait moins permanent. C'est ainsi qu'avaient été arrêtés les responsables de Lyon et de Clermont-Ferrand ainsi que plusieurs dirigeants de Marseille. Parmi eux, se trouvent Albert Demazière, Abraham Sadek et Blasco. Blasco, c'est Pietro Tresso, un des fondateurs du Parti communiste italien, naguère ami de Gramsci et responsable du travail illégal. Il a adhéré au mouvement trotskyste en 1930. Il était pour moi comme un père. En 1942, il a été condamné à dix ans de travaux forcés par le tribunal de Vichy. En 1943, il se trouve à la prison du Puy-en-Velay avec quatre autres détenus trotskystes. Le premier octobre 1943, dans la nuit, ils sont libérés par des maquisards. À l'exception de Demazière qui a quitté le maquis, tous les trotskystes seront assassinés par les stalinien, sur ordre supérieur. [Cf. Pierre Broué, Raymond Vacheron, *Meurtres au maquis*, Grasset, Paris, 1997.]

En septembre 1943, pour la première fois, nous subissons une répression massive qui frappe la direction nationale. Elle part de notre tentative d'organiser les soldats allemands. En 1943, un jeune militant allemand, Victor Widelin (Martin Monat), est désigné comme membre du secrétariat européen. Pour s'adresser aux soldats de la Wehrmacht, il édite une feuille ronéotée, *Arbeiter und Soldat*. Il travaille avec l'aide de Paul Thaelmann qui a constitué un groupe que nous appelons d'« ultra-gauche », avec un groupe de militants de diverses nationalités, hostiles aux thèses officielles sur l'URSS de la IV^e Internationale et à la défense de « l'État ouvrier ». L'entreprise est supervisée, au nom de notre parti, par Marcel Hic, qui parle parfaitement l'allemand. Un certain nombre de soldats allemands sont organisés — une cinquantaine, je pense. Roland Filiâtre établit la liaison avec l'organisation française : colportage des journaux, contacts, etc. Il est alors hospitalisé à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce où il est facile — grâce à la complicité de l'infirmière-chef — de recevoir la visite de soldats allemands.

Le plus important des groupes allemands est celui de Brest. Les soldats y publient leur propre journal, *Der Arbeiter*. Ils passent des *Ausweiss* aux Français, les avertissent des rafles, multiplient les actions de fraternisation. Souvent sans prudence. Ils traversent, par exemple, le bourg de Kerhuon en chantant *L'internationale*. Trop de tapage pour que la Gestapo ne vienne pas mettre son nez.

Elle infiltre le triangle de direction de l'organisation allemande et intervient dans une réunion commune franco-allemande à Brest (une telle réunion me semble, du reste, incroyable d'imprudence). Rafle à Brest. Une quinzaine de soldats allemands sont arrêtés et, autant qu'on sache, fusillés. Dix-huit camarades bretons sont pris : parmi eux Marcel Baufrière qui vient de prendre le poste de secrétaire régional et des garçons que je connais bien, comme Robert Cruau, venu de Nantes, qui est fusillé

le 6 octobre.

Cette fois, la Gestapo frappe aussi à Paris, parmi les camarades chargés des liaisons et à la direction nationale. Roland Filiâtre vient tout juste de quitter le Val-de-Grâce. Il s'apprête à partir dans le Sud pour organiser un groupe de soldats. La Gestapo fait irruption dans son petit appartement de Maisons-Alfort. Elle l'arrête ainsi qu'Yvonne, sa compagne. Il sera torturé, notamment pour lui faire dire où j'habite. Il évite par miracle d'être fusillé ; il sera envoyé dans un camp de concentration. Dans *Les Jours de notre mort*, David Rousset raconte l'intelligence et le courage avec lesquels il affronte le double système de répression — nazi et stalinien. Malgré les horreurs des camps, il reviendra ainsi qu'Yvonne. Leur fille Rolande — qui a bientôt douze ans — échappe elle-même de justesse au camp : elle profite d'une absence des policiers pour mâcher et avaler les documents tapés sur papier pelure qu'ils n'ont pas trouvés dans un premier temps. Les nazis, bien sûr, n'en savent rien, mais l'aplomb de la fillette leur paraît suspect.

En même temps sont arrêtés Marcel Hic, qui mourra au camp, et David Rousset qui survivra. Il écrira *L'Univers concentrationnaire*, l'analyse la plus profonde du système des camps qui lui vaudra le prix Renaudot.

La Gestapo me recherche sous plusieurs identités entre lesquelles elle n'a pas établi de lien. Le policier qui interroge Filiâtre lui annonce l'arrestation imminente de Francis et ajoute : « On a déjà coffré Auger. » Or, ce sont deux de mes pseudonymes, Roland respire. Un camarade vient à Taverny vers dix heures du soir et m'informe que la Gestapo va venir m'arrêter le matin. Justement, le jeune garçon imprimeur est chez moi. Il dort dans l'appartement, malgré mes objurgations : « Je m'en vais à trois heures du matin. Avant leur arrivée. Je reste. » Pour moi, je trouve asile chez un collègue qui loge à l'autre bout du bâtiment. À l'aube, il me réveille, affolé : « La Gestapo est chez toi. »

Le pauvre homme a une peur bleue. « Tu serais mieux caché dans le grenier. Pourrais-tu aller plus loin, dans le grenier qui ne m'appartient pas ? » En effet, les greniers communiquent. Je ne veux pas le mettre en danger. Je me glisse dans l'enfilade des greniers. Doucement, je soulève une trappe d'accès. Je fais cette réflexion que tous les paliers se ressemblent. Brusquement, je reconnais la paille éparse : c'est bien mon propre palier. Les portes des appartements sont ouvertes. Les policiers nazis ont eu le bon goût de choisir ce moment pour descendre au premier étage, chez mon directeur, monsieur Raoult. Ce dernier, apparemment si timoré, risque sa vie pour sauver la mienne. Il explique aux policiers de la Gestapo que je reviendrai à Taverny seulement pour la rentrée du 1er octobre, dans quelques jours. La Gestapo, consciencieusement, viendra alors me chercher.

Comme on s'en doute, je ne l'ai pas attendue. Mes élèves se sont mobilisés. Ils m'ont encadré et éclairé à vélo. C'est ainsi que j'ai pu quitter Taverny et arriver à Paris.

Désormais, je vis dans l'illégalité. J'ai laissé pousser ma moustache, et porte un chapeau. J'ai des papiers au nom de Car. Zeller a mis à ma disposition une chambre de bonne au 7^e étage.

De la direction nationale, il ne reste plus que Gibelin et moi-même. J'assume presque toutes les responsabilités : l'organisation, la presse, la trésorerie, l'appareil militaire. Situation folle : je circule avec des sommes considérables, que je répartis sans la moindre comptabilité. Heureusement, la confiance règne. Nous cooptons bientôt Spoulber, libéré du camp d'internement. Il prend en charge la presse. Mais le cumul des charges reste écrasant.

Je suis toujours obsédé par l'organisation militaire. Or, à la fin de 1943, un groupe armé de la région parisienne décide de nous rejoindre et de se mettre à notre service. Le rendez-vous est fixé dans les premiers jours de janvier, à la porte Dorée, dans le XII^e. Je m'y rends avec Paul Parisot, un des trois responsables de l'organisation parisienne. Dans ma poche, les statuts de la « garde rouge », de l'argent, et une première liste de gens à supprimer (parmi lesquels, j'ai honte de l'écrire, ce brave Jean Rous, à qui nous n'avons pas pardonné la « trahison » de 1940). Les copains ne sont pas au rendez-vous pour la bonne raison qu'ils viennent d'être arrêtés. Contrairement à toutes les règles, nous attendons dix minutes. Ce qu'on pouvait prévoir arrive. Un groupe de policiers en civil (la Gestapo française) nous entoure. Le chef me fouille. Il prend mon portefeuille, saisit un document signé « le comité central » et s'absorbe dans sa lecture. Pendant ce temps son adjoint continue la fouille pour me désarmer. Je lui dis en souriant que je ne suis pas armé. La bosse de mon pardessus ? C'est seulement un livre. Les œuvres complètes d'Oscar Wilde en anglais, sur papier bible. Avec le livre, brusquement je lui allonge un direct au menton qui le jette à terre. Ici commence une histoire digne de Charlot. J'ai pris mes jambes à mon cou. Heureusement, je cours vite. Tout en courant je me débarrasse du chapeau, du pardessus. À chaque fois, un de mes poursuivants se baisse pour les ramasser. Les balles crépitent sur le mur. L'une d'elles m'atteint à la fesse sans me ralentir. Je tourne brusquement dans une rue, grimpe au 7^e étage, frappe à une porte et crie : « Résistance, je suis poursuivi ; ouvrez-moi. »

« Salaud ! » répond une voix de l'intérieur.

Alors j'avise une fenêtre donnant sur la rue. Je me hisse à l'extérieur, referme la fenêtre. Pour atteindre le toit voisin, il faut passer par une bordure inclinée, couverte de zinc et givrée. Courte distance — trois mètres environ — qu'il faut parcourir les mains plaquées sur le mur. Au 7^e étage. Acrobatie que j'exécute sans hésiter. J'atteins la gouttière ; un rétablissement et je me retrouve allongé sur le toit. En bas, les nains de la police — ils ont eu du renfort — s'agitent en tous sens. Je commence à souffler. Je pense au curieux usage que j'ai fait d'Oscar Wilde défenseur de l'art pour l'art. J'ai encore sur moi la liste des exécutions.

Je la déchire. Puis j'hésite à en disperser les morceaux et je les

remets dans ma poche.

J'atteins la lucarne ouverte d'une mansarde. Charlot dans *Le Dictateur*. Mais Charlot n'a pas pu inventer le gag que je vis alors. J'ai une jambe dans le vide ; un brave homme me demande : « Vous désirez, monsieur ? » Cette fois, je ne compte plus sur l'aide bénévole. Je réponds durement « Je vais vous le dire », et je saute dans l'appartement, sous le regard ébahi de l'homme et de sa compagne. Mettant la main dans la poche comme si j'étais armé, j'exige : une cuvette d'eau, un pardessus et un chapeau.

Je lave la blessure et mes mains. Mais j'ai du remords de prendre au pauvre vieux ses habits et je lui les laisse. Je lui demande seulement comment gagner le métro le plus proche sans passer par la porte Dorée. Me voilà dehors, en veston par un froid vif, sans papier et sans argent. Heureusement j'ai des tickets de métro dans une petite poche.

Je change plusieurs fois de rame au moment où les portes se ferment, pour éviter d'être suivi. Plusieurs lignes ainsi. Puis je décide d'aller chez Essel, responsable de la région parisienne.

Descendre à Alésia, dernière station avant la porte d'Orléans, stupeur en haut des marches : une guirlande de pèlerines d'agents. Je reste sur le quai. Comme je m'y attendais, deux flics en civil me demandent mes papiers. Je cherche poliment. La rame suivante arrive. Quand les portes se ferment, je saute dedans. Les flics aussi. Bataille sur le plancher de la voiture. Un des flics me met sur la poitrine un énorme pistolet. « Je suis fait, d'accord. Mais vous êtes des salauds. Vous allez me livrer à la Gestapo, alors je suis condamné à mort. » « Qui nous le prouve ? » « Vous n'avez qu'à téléphoner au commissaire de police à Taverny. » « Bon, on ne te conduit pas au commissariat mais au barrage. »

Au barrage, un officier supérieur de police, le képi garni de feuilles de chêne. Fouille. On ramasse les morceaux de papier concernant les exécutions. « Qu'est-ce qui me prouve que nous n'êtes pas un droit commun ? » Je fais un signe de côté au flic qui est en train de reconstituer le puzzle. Le papier est signé du comité central. Par chance, l'officier de police joue double jeu : il arrête les résistants pour les nazis, mais en libère certains pour se couvrir ; en ce début de 1944, le vent a tourné et la victoire alliée devient probable. Cette fois, il a affaire à un gros bonnet. Il s'en souviendra après la Libération et demandera mon témoignage. Pour le moment, il me dit : « Vous êtes libre. »

J'exige la restitution de mes tickets de métro ! Le flic s'excuse : « Vous comprenez, chef, dans la bagarre... » Magnanime, je pardonne et, après toutes les précautions d'usage contre une éventuelle filature, je rejoins Essel. Il me demande de me faire soigner avant de reprendre le travail.

Je vais loger quelques jours dans le petit appartement rococo des cousines Soulard, rue des Épinettes. C'est là que mon vieil ami-ennemi, Jean Lastérade, viendra extraire la balle.

La Conférence européenne

Je n'ai pas le loisir de m'attarder. Fin janvier, nous avons rendez-vous pour la conférence européenne. Elle se tient aux environs de Beauvais, dans les écuries d'un château, près de Saint-Germain-la-Poterie. Je fais la connaissance du propriétaire, un robuste personnage à la mâchoire carrée, dont j'ignore alors qu'il est l'un des descendants de la vieille famille des Polignac. Il a renoncé à son nom et transformé son prénom, Dalmas, en nom de famille. À la tête du groupe de FTP, il a transformé son château en centre de transit pour les Russes évadés. Pour le moment, il dirige les gardes armés qui surveillent les abords du château.

La conférence européenne, en fait, n'est guère représentative. Les délégués grecs, espagnols et même allemands ne représentent guère qu'eux-mêmes. Les délégations réelles sont française et belge.

Un des objectifs de la conférence est l'unification du POI avec deux autres petits groupes trotskystes : le CCI et le groupe Octobre. Ce dernier, issu d'un groupe abondanciste, fidèle aux thèses de Jacques Duboin, favorable à une allocation universelle pour tous, est dirigé par un de mes anciens camarades du lycée Henri-IV, Henri Pouget, dit « Henri Claude ». Le CCI est l'ancien groupe de la Commune, de Raymond Molinier, émigré en Amérique du Sud. Le POI est la caricature du parti bolchevik russe. Le CCI est la caricature de cette caricature. Pour ses militants, le POI s'est rendu coupable de déviation « nationaliste » en adoptant les thèses de Marcel Hic. Il n'existe de vérité que ce qui a été écrit par Lénine ou Trotsky. Comme, pour les Témoins de Jéhovah, tout a été écrit dans la Bible. Il faut avoir dans « l'Histoire » une foi aveugle. Pour comprendre où l'on en est du cours de l'histoire, il suffit de se référer au déroulement de la révolution russe, comme à un horaire de chemins de fer. L'essentiel est de rester fidèles, rigoureusement, à l'enseignement des bolcheviks. Le jour venu de la révolution, ces fidèles en fourniront les cadres. S'il y a contradiction entre les théories et les faits, ce sont les faits qui ont tort. Un de leurs dirigeants expliquait : « Il y a des faits qui sont contre-révolutionnaires. »

Je me moquais de cet incroyable schématisme. Mais je pensais que l'action dans une organisation commune le ferait disparaître. Par opposition au sectarisme, je déteste la dispersion des forces. *Le Dictionnaire du mouvement ouvrier français** souligne que cet œcuménisme est une constante en moi. Je poussais donc à l'unification.

* *Dictionnaire du mouvement ouvrier français*, sous la direction de Jean Maitron et Claude Pennetier, Éditions ouvrières, Paris, 1984, tome 23, p. 320 ; ouvrage existant actuellement sur cédérom, Éditions de L'Atelier, 1997. L'auteur comme la plupart des militants cités dans cet ouvrage font l'objet d'une notice biographique dans ce dictionnaire.

Le grec Raptis — un des dirigeants de l'Internationale connu sous le nom de Pablo — joue le rôle d'arbitre. Il pousse chaque groupe à faire son autocritique et les conclusions de la conférence vont dans mon sens. Mais, ce qui me surprend rétrospectivement, c'est que, pendant les six jours de débats, je ne sois jamais intervenu pour défendre mon opposition aux thèses officielles sur le prétendu « État ouvrier » soviétique.

Suspendu

Le congrès du POI ratifie les conclusions de la conférence européenne et les conditions de l'unification. Non sans l'opposition vigoureuse des camarades fidèles aux thèses nationales de Marcel Hic. Nous nous transformons donc en Parti communiste internationaliste. La direction est constituée de trois anciens POI (Spoulber, Gibelin et moi), deux anciens CCI et Henri Claude, représentant d'Octobre, plus Pablo, jouant le rôle d'arbitre, au nom de l'Internationale. Le CCI a mené toute une bataille pour obtenir la parité avec le POI, cinq fois plus nombreux. Organisé en fraction, il va s'efforcer de mettre la main sur l'organisation, pour y faire triompher la rigueur bolchevique.

Le moyen en est simple. La fraction du CCI se fait le champion de la rigueur d'organisation. Ce qui lui est d'autant plus facile que son groupe n'a pratiquement pas connu la répression. Le CCI juge que la répression qui a frappé le POI tient à son activisme et à son laxisme. Il réclame donc une révision de tous les rouages de l'organisation unifiée, prêt à placer des cadres neufs aux postes jugés décisifs.

Il trouve pour cela une occasion favorable dès la première réunion de la nouvelle direction.

À la veille de l'unification, une action militaire menée dans la région parisienne a échoué : plusieurs camarades ont été arrêtés. Or l'action militaire est de mon ressort, parmi bien d'autres responsabilités. Le CCI demande une enquête du secrétariat européen et ma suspension jusqu'aux conclusions de cette enquête. La majorité du comité central se prononce dans ce sens avec Pablo.

Pendant les mois que durera l'enquête, je me trouverai donc en dehors de la direction. Le CO en profitera pour mener à bien son occupation des lieux, notamment pour contrôler *La Vérité* avec Spoulber, relativement proche d'eux : le journal, par exemple, repart du numéro 1, pour bien marquer les distances avec son orientation précédente. Il faudra mon retour pour qu'il revienne à sa numérotation normale.

Je m'interroge sur mon attitude, face à l'offensive des sectaires. Je crois bien me souvenir que je ne me suis pas battu quand j'ai été mis en cause. Du

moins quand j'ai senti les hésitations de mes propres amis. Tel sera mon comportement à divers moments de ma vie politique et à des moments essentiels. Contre mes ennemis, je me bats, bec et ongles. Plus précisément, contre ceux que je n'aime pas. Quand je ne me sens plus aimé de ceux que j'aime, ou insuffisamment aimé, alors je me rétracte dans ma coquille.

Toujours est-il que ces vacances forcées établirent une césure dans ma vie militante. A vivre dans un milieu clos, on perd les perspectives réelles et le sens des proportions. Le réel n'est plus qu'une reconstitution théorique. En mars-avril 1944, rompant tout lien avec l'organisation, selon la règle, j'avais le sentiment de me trouver dans un autre monde. Je constatais les préoccupations des gens, bien différentes des nôtres, le rapport des forces bien plus défavorable pour nous que je l'avais pensé, la puissance grandissante de la Résistance officielle et du Parti communiste — sans commune mesure avec nos moyens médiocres.

J'allai d'abord rejoindre mon frère André en Bretagne, où il dirigeait une colonie de jeunes métallos nantais, ses élèves, chassés par les bombardements qui avaient détruit une bonne partie de la ville. Havre de paix, où l'on trouvait du beurre et buvait du cidre. Odeurs de la campagne et joie des rapports humains.

André me donna des nouvelles de mes parents. Mon père avait pris sa retraite et s'était retiré dans une villa de Saint-Jean-de-Monts avec ma tante infirme, Yvonne, et la petite Lison, naine et bossue, qui était à la fois servante et amie. Personne ne m'aurait cherché là-bas. Mais Saint-Jean faisait partie de la zone côtière interdite. Il fallait un laissez-passer pour s'y rendre. La police allemande surveillait les routes et la gare. Je pris le petit train poussif — aujourd'hui depuis longtemps disparu — et sautai en marche dans la forêt : ce n'était pas un exploit acrobatique.

Je retrouvai donc mes parents qui ne m'avaient pas vu depuis plusieurs années et auxquels je ne pouvais pas souvent faire parvenir de mes nouvelles. Le petit bourg était tranquille, malgré le foisonnement des troupes en vert-de-gris. Mais l'immense plage était hérissée de pieux en prévision d'un éventuel débarquement, et les dunes abritaient des bunkers. Je me promenais dans la forêt de pins avec mon père. Je réfléchissais dans le calme.

Je repris le train en marche, en profitant d'une côte, et revins à Paris. Mais j'avais profondément changé. Je ne partageais plus les illusions de mes camarades. Je savais le débarquement proche. Je comprenais que la libération ne serait pas la révolution. Nous pouvions jouer un rôle dans les événements, sûrement pas les diriger. Pour peser sur les événements, il nous faudrait disposer d'une force militaire et apparaître au grand jour.

La Libération

Je reviens donc à la direction du parti entièrement blanchi par la commission d'enquête — dans des dispositions d'esprit très différentes de ce qu'elles étaient un mois avant. Si l'histoire pouvait se refaire, je n'aurais plus signé la « déclaration d'unité » publiée dans le premier numéro d'après la fusion. J'avais déjà protesté contre la débilité de l'éditorial de Spoulber, paru dans le dernier numéro publié par le POI : « Les drapeaux de l'armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges. » Je protesterai violemment contre l'éditorial du 22 juin : « Ils se valent », qui renvoie dos à dos fascistes et démocrates. Je me bats pour qu'on ait un plan d'action précis pour le moment évidemment proche du débarquement allié — contre les incorrigibles sectaires qui n'y croient pas et le considèrent, en tout état de cause, comme une simple péripétie de la guerre. Je rédige notamment l'appel du numéro spécial de mai : « Que faire lors du débarquement ? » qui s'efforce d'être concret, mais reste encore bien trop optimiste.

Matériellement, le parti est mieux pourvu de moyens. Les « planques » sont plus nombreuses. La direction se réunit dans des immeubles bourgeois à chaque fois différents. Au local central du POI, rue Daguerre, s'est ajouté un nouveau local, dans un théâtre de la rue de l'Arbre-Sec : les activités d'un groupe théâtral camouflent les allées et venues. Ces deux locaux sont assez importants pour rester ceux du PCI après la Libération.

Pour ma part, je suis logé dans un grand appartement près de la gare de l'Est. Le plus sinistre que je n'aie jamais connu. Des housses grises partout, que je n'ai pas le courage d'enlever. Pendant les journées de l'insurrection, j'y dormirai quand j'en aurai le loisir et je me y nourrirai de farine crue délayée dans de l'eau.

Je logeais encore dans la chambre de bonne de Zeller quand j'ai trouvé devant la porte Spoulber, en fâcheuse posture. Il avait été arrêté quelques jours auparavant avec sa compagne et envoyé au centre de la Gestapo française. Sa compagne n'avait pas résisté aux tortures et était devenue folle. Lui-même avait réussi à sauter par une fenêtre entre deux séances de torture et, sans lunettes, avait retrouvé la maison de Zeller.

Widelin aussi avait été arrêté. Torturé, il avait été laissé pour mort dans le bois de Boulogne : la Gestapo voulait ainsi faire croire à un règlement de comptes de la Résistance. Par miracle, il avait été découvert et amené à l'Hôpital américain de Neuilly. Un médecin sympathisant nous avait prévenus. Nous avons préparé son évasion. Mais le directeur avait averti la Gestapo et elle gardait l'hôpital. Il nous fallait des uniformes SS et une ambulance. Les préparatifs nous ont pris trop de temps. Avisé de nos projets, Victor comptait sur nous. Selon le récit des infirmiers, quand la Gestapo est venue le chercher, il a eu le temps d'interroger : « C'est pour la vie ou pour la mort ? » Le souvenir de notre impuissance me hantera toujours.

Une autre culpabilité me pèse. À la veille de l'insurrection, j'ai proposé mon ami Henric pour prendre la tête de l'organisation en zone Sud. Je lui ai transmis moi-même les instructions du comité central. Je voyais pour la dernière fois son calme sourire. Tombant en plein milieu de la féroce répression à Lyon, il fut envoyé dans un camp de concentration et devait mourir durant le transport.

Cette période de l'insurrection parisienne était du domaine de l'absurde, comme la débâcle française de 1940. Quelques tableaux en restent vivants dans ma mémoire. Depuis deux ans une cellule spéciale de techniciens s'efforçait de monter un émetteur radio qui nous permettrait de toucher les auditeurs de la région parisienne. Comme ils devaient faucher ou bricoler toutes les pièces, ce n'était pas facile. Enfin, ils nous préviennent que tout est prêt. Spoulber et moi sommes désignés par le comité central pour faire entendre la voix du parti. Mieux vaut tard que jamais. Nous voilà donc partis, Spoulber et moi, sur des vélos (volés bien entendu) avec un garde du corps armé qui nous guide vers la villa (de Bourg-la-Reine, je crois) où se trouve l'installation. Le vélo de Spoulber crève. Je le prends sur le mien. En face de la gare de Lyon, barrage de la Gestapo, mitrailleuse au poing. «Halt !» Impossible de fuir. Nous n'hésitons pas et nous nous rangeons. La fouille commence. Nous n'avons sur nous rien de compromettant, mais notre guide est armé. Je n'en mène pas large, mais je feins d'être terrorisé. Les nazis se moquent de moi et m'entourent en riant. Du coup ils fouillent si mal le copain qu'ils ne trouvent pas son pistolet. Ils nous libèrent sous les sarcasmes. Quand on descend dans le métro de la gare de Lyon, on a pu longtemps lire, sur une plaque commémorative, la liste des fusillés, ce jour-là, par ce barrage. Nous avons eu de la chance.

Nous en avons moins avec le poste radio. Quand nous arrivons enfin, en pleine nuit, malgré le couvre-feu, nous apprenons qu'il reste un détail à régler. Nous attendons toute la nuit. Hélas ! nous n'aurons jamais l'occasion de lancer nos proclamations historiques.

Au comité central qui siège sans désespérer, la responsable de la région parisienne, Michèle Mestre, vient annoncer la grande nouvelle : les soviets se constituent dans toutes les usines de l'ouest parisien. Tranquillement, je lui dis que c'est faux. Indignation de Michèle Mestre : elle les a vus. Elle ne comprend pas qu'elle a vu l'événement à travers le prisme de sa propre idéologie, informant la réalité selon son désir. Elle propose que je vienne voir sur place. Le comité central décide que je prendrai la direction des soviets de l'ouest parisien, plus exactement du parti qui, selon Michèle, dirige les soviets. Me voilà donc véhiculé vers la banlieue ouvrière, dans un appartement de Gennevilliers.

J'y convoque les responsables trotskystes des usines de la région pour faire le point. Mais nos camarades ne peuvent pas quitter leur poste. La nuit se passe dans l'attente. Atmosphère curieuse. Depuis plusieurs jours, les Allemands ne contrôlent plus ces banlieues. Pourtant les coups de feu

crépitent de tous les côtés. À l'aube je me rends dans une des principales usines où les trotskystes sont censés diriger un soviet : l'usine Juno. Je suis reçu par un de mes bons amis, Juillia (je ne me souviens plus de son pseudonyme). C'est un grand garçon blond qui a quitté ses études au début de l'Occupation pour travailler comme ouvrier, selon les directives de l'organisation. Effectivement, il dirige la Milice ouvrière patriotique de l'usine et l'organise très démocratiquement. Mais ses camarades ignorent qu'il est trotskyste et il me demande de ne pas apparaître comme tel. Dans l'usine, il reste seulement quelques dizaines d'ouvriers (sur quelque 2 000 travailleurs) qui occupent l'usine depuis le départ de la direction allemande ; leur tâche est essentiellement la protection de l'outil de travail. Ils disposent de quelques revolvers, avec lesquels ils mettent en fuite les voleurs d'essence et les pillards qui essaient de profiter de l'absence de pouvoir. Les camarades du parti dirigent les Milices ouvrières patriotiques dans une dizaine d'usines de la région. Mais eux non plus ne sont pas connus comme trotskystes — et les MOP sont partout réduits à un rôle de maintenance, tandis que les FTP-FFI s'occupent de prendre le pouvoir dans les localités. Bref, nos camarades disposent d'une certaine influence qui pourra être utilisée à la reprise du travail, éventuellement être capitalisée politiquement. Nous étudions avec Juillia comment fédérer les milices ouvrières dans la région, comment avec leur aide organiser la démocratie dans l'entreprise et peser politiquement dans les événements. Mais bien sûr, nous sommes loin des « soviets ».

Au comité central, je me bats pour que le parti apparaisse au grand jour. Mais les camarades ont une vue délirante de la situation. Ils ne croient pas que la démocratie puisse être restaurée. Ils pensent que les gaullistes continueront la dictature sous une autre forme (« Ils se valent »), aggravée par les staliniens. Il nous faut donc rester dans la clandestinité et en renforcer la rigueur.

Dans les rues, on vend à la criée *L'Humanité* et *Combat*. J'exhorte nos camarades à faire paraître publiquement *La Vérité*. Il faut nous emparer de l'imprimerie d'un journal collaborateur et publier notre propre quotidien. Je sais bien que nous aurons à supporter l'attaque physique des staliniens et que nous risquons de perdre des camarades. Mais si nous n'apparaissions pas aujourd'hui, nous resterons une secte marginalisée. Je mets ma démission dans la balance. La majorité du comité central accepte en rechignant. Mais elle refuse de rappeler quelques dizaines de nos camarades armés des MOP : on ne peut pas dégarnir les usines. Le responsable militaire, Henri Molinier, propose un compromis. Il se fait fort de faire paraître le journal avec de l'argent.

Malheureusement, alors qu'il sort de chez lui avec 300 000 francs pour gagner à vélo l'imprimerie choisie, il est littéralement pulvérisé, dans une rue du XVIIe, par l'obus d'un tank allemand.

Il faut à nouveau recourir à la force, sans disposer de celles du parti — la disparition du responsable militaire excluant le recours aux médiocres

effectifs de nos groupes armés. J'improvise. Grâce à Maria, je connais un jeune peintre sympathisant qui est le type du baroudeur. Dans ces jours de fièvre, l'aventure armée tente bien des jeunes. Il réunit une équipe d'une dizaine de gars décidés et armés. Je m'apprête à donner l'assaut avec leur aide.

Mais le comité central a changé d'avis. Il paraît qu'au palais du Luxembourg, que tiennent toujours les Allemands, on peut s'emparer du colossal trésor de la Wehrmacht. La mort dans l'âme, je communique au groupe armé ce nouvel objectif. Ils participent à l'assaut mené par les FTP, ils entrent les premiers dans le palais du Luxembourg. Mais, bien entendu, ils n'y trouvent aucun trésor. *La Vérité* restera clandestine. L'organisation aussi. Tout le monde est dans la rue. Le parti rentre dans sa coquille ; comme un escargot qui n'aurait pas senti la pluie bienfaisante.

Pendant toutes ces journées de la Libération, je circule donc dans Paris, à vélo, pour essayer de trouver des solutions à des problèmes insolubles. Je passe près des barricades, traverse le Champ-de-Mars sous les balles, évite les tanks, grimpe les étages et reprends ma course. Ce sont des journées de plus en plus folles. Je traverse l'allée du Palais Royal. Un cycliste, à quelques mètres devant moi, saute sur une mine. Il est littéralement coupé en deux. Je n'ai pas le temps de m'arrêter.

Je parviens place d'Alésia. Un groupe de la Wehrmacht veille, l'arme au poing. Arrive à toute vitesse, par la rue de la porte de Châtillon, une voiture barriolée d'insignes FFI, drapeau tricolore au vent. Les FFI aperçoivent trop tard les soldats allemands, tentent un virage en épingle à cheveux ; la voiture se renverse, les quatre roues en l'air. Les soldats allemands se précipitent... et remettent la voiture sur ses roues. Elle file sur l'avenue du Maine.

Plus loin, vers la porte d'Orléans, le garage des autobus transformé en garage de l'armée allemande est consciencieusement pillé. Une double file d'hommes, de femmes et d'enfants, semblable à une armée de fourmis noires, entre dans le garage et en ressort avec des sacs sur le dos, sous le regard impassible des soldats allemands.

Un groupe de la Wehrmacht attend je ne sais quoi — probablement le moment de la reddition — près de la porte d'Orléans. Plus loin, leur chef, un général médaillé, est entouré de civils français qui vocifèrent. La scène est tellement insolite que je m'approche. Le général explique qu'il veut la paix, qu'il commandait à Laval et a donné l'ordre de se retirer sans combattre. Les Français discutent, mettent en doute son pacifisme, l'injurient. Il reste imperturbable et continue à s'expliquer. Les soldats ne bougent pas.

J'assiste, plus tard, à l'entrée des chars de Leclerc dans Paris, mais je n'ai pas de temps à perdre et je me contente d'un coup d'œil sur la liesse populaire. Je rencontre le groupe du Luxembourg, mais, outre les consignes qui me l'interdisent, je n'ai aucune intention de participer à cette action débile.

Je n'ai aucune envie de regarder le général de Gaulle descendant les

Champs-Élysées. Mais le hasard veut que je traverse (toujours à vélo) la place de l'Hôtel-de-Ville au moment où il va arriver. Une fusillade éclate sur les toits. La foule se jette à terre. Moi aussi sans doute. Les coups de feu partent de tous les côtés sans qu'on n'y comprenne rien. Je reprends ma course inutile.

Paris libéré, comme j'en avais averti mes camarades, je démissionne du comité central. Il fallait être myope pour ne pas comprendre que la démocratie était restaurée, même si la puissance du parti stalinien lui donnait une tonalité particulière : le PCF a fait assassiner par exemple le dirigeant du comité de libération du XVIII^e, notre camarade Ostreicher. Je reste convaincu de la justesse des thèses générales du trotskysme et de la nécessité de la révolution socialiste. Mais il est exclu qu'on puisse avancer vers le socialisme avec une secte dogmatique et frileuse.

La fin de la guerre

Je quitte sans regret le sinistre appartement de la gare de l'Est et son paysage de voies ferrées. Je me retire à Taverny où je retrouve mon petit deux pièces prolongé par un deuxième appartement sur le palier — celui qui me permettait de recevoir les copains, pendant l'Occupation, sans les compromettre. Je recevrai très vite l'annonce de ma réintégration avec paiement rétroactif de mon salaire pour les mois passés dans l'illégalité : la somme n'est pas considérable, en raison de l'inflation, mais je me demande ce que j'en ai fait : probablement l'ai-je versée au parti.

À Taverny, je me refuse à vivre dans la semi-clandestinité prônée par la direction. J'affiche mes idées et mon appartenance politique. La cellule de Taverny, composée de mes anciens élèves, est la seule à ne pas se cacher. Elle sera bientôt complétée par une cellule à Saint-Leu, autour d'un ouvrier du bâtiment, mais également avec d'anciens élèves.

Dès mon retour, en accord avec le nouveau maire socialiste, nous décidons d'exproprier la magnifique propriété qui surplombe le bourg — un château entouré d'un parc — dont le propriétaire, un collaborateur notoire, s'est enfui par crainte de l'épuration. Nous y installons une Maison de la Jeunesse dont nos camarades se font les animateurs. Elle sera active pendant deux ou trois ans, jusqu'à ce que la justice la restitue à son propriétaire.

J'aide aussi à reconstituer les syndicats locaux et je constitue l'union locale ; les staliniens parviendront à m'y mettre en minorité au bout d'un an.

À la fin du mois d'août, le comité central a entrepris des démarches pour la parution légale de *La Vérité*., pour les indispensables attributions de papier qu'elle rend possibles. Le représentant du ministère de l'Information commence par reconnaître qu'elle peut paraître de plein droit. Mais les formalités traînent, puis, sous la pression des staliniens, il se

rétracte. Il nous demande si nous avons vraiment été résistants, c'est-à-dire si nous avons soutenu la politique des gouvernements alliés ! Et il suggère... que nous n'insistions pas sur la démarche. Le comité central me demande de rédiger la réponse du parti, qui doit paraître en numéro spécial. Je rappelle que si nous avons pris nous-mêmes le droit de paraître, nous n'aurions pas aujourd'hui à mendier cette autorisation. Mais j'accepte, à condition de ne pas être censuré. Le numéro spécial « Liberté de la presse » paraît le 30 septembre. Je viens de le relire avec une certaine satisfaction. D'abord parce que j'y reconnais mon style polémique après plus de quarante ans. Ensuite parce que ça me paraît assez adroit et convaincant. Je tique seulement quand je lis le rappel de notre position sur l'URSS et sa défense. Il est vrai que je ne pouvais présenter que la position officielle du parti. Albert Bayet, le chef du bureau de la presse, reconnaîtra que c'est « une affaire emmerdante ». Mais la pression stalinienne reste déterminante. Alors que le PCI lui-même est légalisé, *La Vérité* ne sera reconnue officiellement qu'un an après la fin de la guerre. Entre-temps, elle paraît semi-légalement sans attribution de papier.

En octobre 1944 se tient, à Paris, le premier congrès du PCI. C'est encore un congrès clandestin, avec une cinquantaine de participants. La majorité du comité central fait son autocritique, en me donnant raison. C'est une première tentative pour essayer de reconnaître la réalité où nous vivons et pour s'y inscrire. Mais que le congrès soit encore clandestin mesure les limites du changement. Pour ma part, je parle en donnant tout son volume à ma voix, en faisant retentir les murs. Je refuse de baisser la voix.

« Ouvrez les fenêtres, au contraire. Vous vous terrez. Je souhaite être entendu dans la rue. »

Je n'accepte pas de figurer dans la nouvelle direction. Je ne l'accepterai que lorsque aura prévalu la volonté politique d'une transformation radicale du parti.

Bien entendu, je ne reste pas pour autant à l'extérieur du parti, ni étranger à son évolution. Les dirigeants me consultent souvent. Dans *La Libération confisquée*, je montre l'action non négligeable de ces quelques centaines de militants dévoués, forgés à la dure école de la clandestinité et prêts à tous les sacrifices. Mais ils vivent trop dans le rêve pour transformer le réel.

Nous avons besoin d'un sang neuf. C'est pourquoi j'encourage André Essel à adhérer aux Jeunesses socialistes. Il est mon plus fidèle ami ; nous partageons la même analyse de la situation et les mêmes perspectives. Intelligent, imaginatif et dynamique, désintéressé mais politiquement ambitieux, il est certainement capable de tirer le meilleur parti des conditions réelles.

Pour le moment, les JS ne sont qu'un appendice du parti adulte. Mais le bouillonnement des idées parmi les jeunes nous paraît trop grand pour que puisse s'éterniser cette tutelle. Dès la Libération, André s'engage donc

dans les JS sous son identité de la Résistance — Dunoyer.

Il ne s'agit pas de faire de la propagande trotskyste dans les JS, mais de les aider à se constituer, à se former politiquement et à s'exprimer de manière autonome. Le terrain, était, en fait, plus favorable que nous ne l'avions imaginé. Au départ, nous espérions seulement influencer les JS de la Seine. Dès 1945, l'évolution est sensible et le bureau national se réclame de la gauche socialiste. En 1946, Dunoyer dirige en fait l'organisation nationale, dont toute la direction est acquise à nos idées, soutenue par une large majorité des JS.

Notre influence dépassait le cadre des JS ; elle touchait de nombreux cadres du Parti socialiste, dont le secrétaire national adjoint, Yves Dechézelles. Quand je serai secrétaire national du PCI, je présiderai des réunions de fraction avec la totalité de la direction nationale des JS et trois membres (sur, il me semble, une douzaine) de la direction nationale du PS.

Le bouillonnement politique de la jeunesse se manifestait aussi par le développement du mouvement ajiste qui s'était reconstitué dès la Libération et qui atteignait quelque 40 000 adhérents. Ce n'était pas seulement un mouvement de loisir, mais un mouvement culturel et politique, actif et dynamique. L'influence dominante était celle des jeunes du PCI et des Jeunesses socialistes — c'est-à-dire des idées trotskystes.

Tels étaient pour moi les éléments potentiels d'un parti capable d'influencer réellement dans le sens d'une transformation socialiste. À condition que le PCI soit capable, là encore, d'ouvrir les fenêtres.

Mais il me faut revenir en arrière. En mai 1945, la guerre se termine. Il n'y a pas eu de révolution en Allemagne. Hitler a pu mener sa guerre jusqu'à la destruction totale du pays. Terrorisée par les bombardements et le napalm, la population ne s'est pas soulevée. Russes et Américains ne lui laissent, du reste, aucune porte de sortie.

Les concentrationnaires reviennent : je retrouve bien des camarades, comme Baufrère, Corvin, ou Jean-René Chauvin pour qui j'ai beaucoup d'affection (je donnerai le prénom de Jean-René, en deuxième position, à mon fils Jean- Loup). Plus encore, je me réjouis du retour d'Yvonne Filiâtre et de Roland, mon meilleur ami. Il revient meurtri, pesant 35 kilos, avec des dents cassées. Mais le miracle c'est qu'il s'en soit tiré. Il me demande si je peux accueillir à Taverny une camarade des camps, un médecin qui a, avec lui, organisé l'hôpital pour les rescapés et dont il a obtenu qu'elle puisse venir en France. Elle vient de Tchécoslovaquie où elle a été arrêtée pour résistance communiste. Elle a besoin d'un abri pour se remettre. Je suis bien entendu d'accord pour l'héberger ainsi qu'une amie polonaise. En fait, il a pour elle et pour moi d'autres projets en tête, mais je ne m'en doute pas.

C'est une époque où je sens le besoin d'avoir une compagne. La fille du receveur des postes de Taverny est amoureuse de moi. C'est une fille

intelligente et sympathique, mais je n'ai pour elle aucun sentiment amoureux. J'accepte de partir avec elle dans les Alpes. Pendant quinze jours, nous randonnerons dans la montagne, couchant dans les bergeries, nous nourrissant exclusivement de lait et de fromage — sans pain. Une paix extraordinaire. Mais nous nous sommes bornés à voyager côte à côte en discutant : je ne suis pas plus attiré par elle au retour de la montagne.

Méla

En revenant à Taverny, je trouve mon appartement occupé par les deux filles à qui j'avais laissé mes clefs. L'une d'elles est communiste polonaise, une grande fille rousse avec laquelle je ne sympathise guère et qui ne restera que quelques semaines. L'autre, Mélanie, me plaît immédiatement et l'attrance est réciproque. Elle est petite, brune, avec des yeux gris-vert profonds. Ses cheveux n'ont pas encore eu le temps de repousser. Elle parle un excellent français, pratiquement sans accent, encore qu'il lui arrive de dire par exemple « mêle-pèle » au lieu de pêle-mêle et qu'elle ne parvienne pas toujours à distinguer entre le français et l'argot appris dans les camps. Elle parle du reste le roumain, le tchèque, l'anglais, le yiddish (qu'elle évite) et l'allemand, bien sûr, dont désormais les tonalités lui sont littéralement insupportables.

Mélanie Gothé était née à Czernowitz (Cernauti en Roumain, Tchernovitz pour les Russes qui venaient de l'annexer). Austro-hongroise, roumaine, russe ou ukrainienne, sa ville natale symbolise les difficultés de Méla à trouver ses racines. Méla est juive. Bien entendu athée. Elle est fière de descendre du grand rabbin Ezéchiel Landau, de Prague : elle adore raconter la légende rabbinique selon laquelle un de ses lointains ancêtres aurait donné une vie momentanée au Golem, le gigantesque robot qu'on ne réussissait pas à rappeler au néant. Mais elle ne se sent pas appartenir réellement à un peuple juif.

Elle est partie à Prague pour faire ses études de médecine — ce qui était naturel pour les ressortissants de l'ancienne Autriche-Hongrie ; mais c'était aussi pour elle le moyen de se rendre indépendante de sa famille. Elle est devenue tchèque par un mariage blanc avec un camarade communiste, Vondruski : une fausse appartenance à la Tchécoslovaquie. Communiste, elle a été arrêtée par la Gestapo en 1939, enfermée dans une forteresse, puis jetée dans un camp de concentration où les nazis se sont efforcés de lui arracher jusqu'à son identité humaine. C'est la seule identité qu'on n'a jamais réussi à lui enlever : elle a refusé de s'abaisser à mendier ou à manger du pain moisi. Elle n'a survécu que parce que les nazis avaient besoin de scientifiques. Quatre ans et demi de détention et de camp !

Elle a appris que ses parents ont été tués pendant l'invasion hitlérienne, que sa soeur et son beau-frère se sont suicidés lors de l'invasion russe.

J'apprendrai fort peu de choses de sa famille ou des camps. Elle ne veut pas en parler. Pendant des années, elle se réveillera plusieurs fois la nuit, en proie à d'épouvantables cauchemars. Elle veut faire une croix sur le passé. Elle aspire désespérément à trouver enfin ses racines. Mon fils Jean-Loup l'a bien compris qui, au moment où j'écris ces lignes, reprend une fois de plus un roman sur la recherche de l'identité. Il me demande des renseignements. Je suis incapable de les lui donner. Il ne reste que quelques photos jaunies du père de Méla, Osias, le professeur de mathématiques, privé d'emploi par les lois antisémites, d'Antoinette, sa mère, et de Méla elle-même adolescente. Pour elle, j'éprouve beaucoup d'admiration et une infinie tendresse. Ce n'est pas le coup de foudre, comme autrefois pour Maria. L'amour prend consistance peu à peu.

Presque au lendemain de notre rencontre, nous passons la nuit ensemble. Elle comme moi, nous voulons un enfant. Mais son organisme est trop délabré. Elle ne sera enceinte qu'en 1947. Nous nous marierons alors officiellement. Malheureusement, elle fera une fausse couche : l'enfant — un garçon — ne pourra pas être sauvé. C'est pour tous les deux une terrible déception qui s'ajoutera aux déceptions politiques de la même époque.

Je ne sais pas au juste quand j'ai présenté Méla à mes parents. Sans aucun doute, dès le début de notre vie commune. Elle a fait immédiatement leur conquête, considérée par eux comme leur propre fille, aimée et admirée. Mon père lui témoignait sa tendresse avec sa gaucherie d'homme timide. Ma mère l'adorait et était adorée d'elle. Pour la première fois depuis longtemps, Méla retrouvait une famille et des racines. Mon frère était son frère et mes amis, ses amis.

Elle restait pourtant toujours peu sûre d'elle-même. C'est ainsi qu'elle avait trouvé un travail de laborantine chez Roussel en cachant ses titres de médecin. « Comment, de toute façon, veux-tu que je les prouve ? » Seule sa compétence a attiré l'attention du grand patron de laboratoire qui en fait sa collaboratrice.

Méla est souvent sombre et pessimiste. Elle réapprendra lentement à sourire et à rire. Elle est comme écorchée vive : longtemps, je devrai prendre garde à ne pas franchir les tabous. Mais elle est d'une extraordinaire générosité. Son amour résistera à toutes les vicissitudes de notre vie commune. Au bout de quelques années notre intimité sera telle que nous n'aurons même plus besoin de parler pour nous comprendre.

Méla est aussi une compagne dans ma lutte politique. Elle est violemment hostile au stalinisme et adhère au parti trotskyste presque d'emblée. Mais elle n'y occupera jamais aucune fonction.

Une campagne électorale

En automne 1946, j'accepte pour la première fois d'être candidat aux élections législatives. Le parti en effet a commencé à évoluer. Il a notamment officialisé mon rôle de responsable auprès des Jeunes socialistes dont la direction nous est désormais acquise.

Une campagne électorale doit permettre de montrer ce que peut être une propagande de masse et de tester l'alliance avec les jeunes socialistes. Je suis donc candidat dans la Seine-et-Oise-Nord — une énorme circonscription qui va d'Argenteuil à Mantes et à Pontoise et qui comprend Taverny. Nous n'y avons pratiquement pas d'implantation sinon les jeunes cellules de Taverny-Saint-Leu. Plus rien à Mantes. Peut-être une cellule à Argenteuil, mais je n'en sais plus rien. Mon adjointe est Michèle Mestre, mais nous ne pouvons compter sur aucune aide extérieure, les militants étant pris dans d'autres circonscriptions.

Le Parti communiste en revanche y dispose d'un poids énorme. Il déplacera des camions de son service d'ordre pour nous empêcher de parler. Il placardera partout des affiches contre les « hitléro-trotskyistes » expliquant que ma candidature est une diversion payée par les partis bourgeois (en l'occurrence, le Parti radical), en posant la question : « D'où vient l'argent ? » Je riposte que ma campagne sera payée deux fois : une première fois par l'État, car nous dépasserons le quota de voix exigé pour le remboursement ; une deuxième fois par le Parti communiste qui devra nous payer une indemnité pour ses calomnies. Je bluffe. Pourtant j'ai bien failli avoir deux fois raison. Nos frais nous seront effectivement remboursés ; quant au PCF, que j'attaque en justice, le tribunal le condamne à Pontoise en nous justifiant pleinement ; malheureusement, une erreur technique dans le dépôt de la plainte nous empêchera d'obtenir l'indemnisation que nous réclamons.

Signe des temps : l'affluence dans nos réunions est plus forte que celle de tous les autres partis ; nous faisons partout salle comble. Deux souvenirs m'ont marqué. Une réunion à Pontoise, d'abord. Je m'y rends à vélo, naturellement. En route, je perds mes notes. Les camarades de Taverny qui doivent m'appuyer sont en retard. Je suis seul et sans un papier. Devant le théâtre municipal, la place est noire de monde. J'ouvre les portes et monte à la tribune. Huit cents auditeurs. Je n'ai même pas un bureau à présenter.

Je propose à la salle de désigner un président de séance. Deux mains se lèvent. À gauche, visiblement un responsable du PCF. À droite, un jeune, dont je pense — avec raison — qu'il appartient aux Jeunesses socialistes. Je mets aux voix. La salle est partagée. Je désigne le jeune gars. Protestation à gauche. « Aucune importance, dis-je, le camarade du PC présidera, le jeune gars sera son assesseur. »

Le gars du PC monte à la tribune :

— Je donne cinq minutes à l'orateur trotskyste.

— Il y a erreur, dis-je. Cette réunion est organisée par le PCI. Je m'y exprimerai donc aussi longtemps que je le désirerai. Comme nous sommes démocrates, nous donnerons ensuite la parole aux contradicteurs. De toute façon, c'est à la salle de décider. En êtes-vous d'accord ?

Stupeur pour le PC : l'immense majorité de la salle, sans discussion possible, me donne raison.

Je fais donc mon discours, sans notes, du milieu de la scène. Je suis longuement applaudi. Le responsable du PCF prend ensuite la parole, du haut de la tribune drapée de tricolore que j'ai soigneusement évitée. Surprise : son intervention est hachée d'interruptions. Des ouvriers brandissent leur feuille de paie : « Voilà le salaire de misère que nous vaut votre politique de collaboration de classe. » Intervient enfin le jeune gars. Comme je l'avais deviné, il parle au nom des Jeunesses socialistes. Très applaudi, il reprend les thèmes de mon discours et souligne notre accord. Malgré les efforts du président communiste, c'est moi qui conclus le meeting.

Dans la plupart de nos réunions publiques, les Jeunesses socialistes interviendront à nos côtés. Mais le meeting le plus impressionnant est celui de Mantes. Nous n'y avons plus d'organisation. Mais le PCF se souvient que c'est mon ancien fief. Il a fait venir son service d'ordre, d'Argenteuil surtout, par camions. Deux mille auditeurs se pressent, debout, dans une halle immense. Le PCF s'efforce de prendre la tribune. La foule l'en empêche. Michèle Mestre et moi parlerons dans le brouhaha — heureusement nous avons tous deux une bonne voix. Le PCF ne parviendra pas à ses fins et nous tiendrons le meeting.

Nous n'avons personne dans les bureaux de vote, sauf dans deux ou trois localités, pour contrôler le dépouillement. Il est probable que, selon ses méthodes habituelles, là où il est hégémonique, le PCF a escamoté un certain nombre de nos bulletins. Nous n'y pouvons rien. Le soir du scrutin, je me couche tranquillement. Je ne connaîtrai les résultats que le lendemain matin par la presse. J'obtiens 14 152 voix. Je crois d'abord à une erreur d'impression. Le candidat radical — qui est élu — n'a pas 300 voix de plus que moi. Il s'en est fallu de peu que je ne sois au Parlement le premier député trotskyste. Après son exclusion en 1953, André Marty racontera l'inquiétude du bureau politique du PCF devant cette montée de l'influence trotskyste.

Secrétaire du Parti communiste internationaliste

Quant à moi, cette campagne me conforte dans mes certitudes. Il nous

est possible de jouer un rôle réel dans les événements au lieu de se borner à les commenter. Mais il faut pour cela rompre délibérément avec le dogmatisme et le sectarisme frileux. La majorité des trotskystes (du parti et de la IVe) attendent le bienheureux cataclysme qui les mettra, le jour venu, en position de diriger la révolution. Ils font leur autocritique quand leur attente a été déçue. En octobre 1945, le CCI reconnaît qu'il a eu tort de ne pas croire au second front, et à la restauration des libertés, au maintien de la bureaucratie stalinienne en URSS, et de s'être fait des illusions sur l'irruption spontanée des soviets en France. Il attendra avril 1946 pour renier ses illusions sur l'inéluctable révolution en Allemagne. L'ensemble des dirigeants du PCI reconnaissent que la montée révolutionnaire est plus longue que prévu, mais affirment qu'elle est inéluctable parce que la production mettra « 23 ans » avant de retrouver son niveau de 1938.

Je m'oppose à cette phraséologie. Dans divers articles je montre que la situation économique est au contraire en voie d'un extraordinaire redressement. Les profits montent en flèche. On va vers un grand mouvement revendicatif précisément parce que l'économie est restaurée et que les salaires n'ont pas suivi le mouvement. Ce mouvement revendicatif, les révolutionnaires peuvent être à sa tête à condition de ne pas se tromper d'époque, de ne pas croire que c'est la révolution, et de mettre sur pied un parti largement ouvert. Contre Frank, dirigeant du CCI et que je choisis comme bouc émissaire, j'écris une brochure, *Le Figuier stérile* : Jésus condamnait un figuier parce qu'il ne donnait pas de figues, sous prétexte que ce n'était pas la saison des figues. Mais quand c'est la saison des figues, Frank et ses amis dogmatiques restent des figuiers stériles. (En réalité ma connaissance médiocre de la Bible m'entraîne à un contresens sur l'attitude de Jésus.) Le local central du parti est encore celui qui lui servait dans la clandestinité, dans un petit théâtre au dernier étage d'un immeuble sis rue... de l'Arbre-Sec. Tout un symbole.

La direction du PCI ne parvient pas à assumer ses responsabilités et convoque un nouveau congrès en septembre 1946. Elle met à l'ordre du jour la question de l'URSS. Il s'agit pour elle d'abord de faire un barrage idéologique contre les courants qui tendent à considérer le Parti communiste comme l'ennemi principal, avec lequel il n'est pas question de rechercher l'unité d'action. Cornelius Castoriadis et Claude Lefort considèrent en effet que, faute de révolution socialiste, l'humanité s'engage dans la voie de la barbarie, dont la société russe est la concrétisation : elle tend à remplacer le salariat par l'esclavage sous une forme nouvelle. Marcel Penetier reprend mes thèses de 1937 en précisant que l'URSS est un capitalisme d'État (ce que je crois juste aujourd'hui). L'objectif de Spoulber et Marcel Bleibtreu est surtout tactique. Ils savent que l'opposition se retrouvera divisée sur ce point. Laurent Schwartz, Parisot, Baufrère, Demazière s'en tiennent à l'analyse officielle. Roland Filiâtre, Essel, Chauvin, Régnier Eggenschwiller et

moi, nous n'avons pas changé de position depuis 1937. Mais nous n'avons pas envie de ressusciter le débat de 1937. L'enjeu nous paraît tout autre et autrement important. C'est pourquoi nous acceptons que Laurent Schwartz rédige notre propre texte (chacun des cinq courants propose sa propre brochure, dont trois défendent en gros la même position) et nous le votons comme un seul homme. Une fois de plus, des considérations tactiques m'empêchent de me battre, sur ce terrain, sur mes propres idées.

Le vrai débat du congrès ne porte pas sur cette question mais sur l'analyse de la situation, la nature et le rôle du parti. Notre tendance l'emporte de justesse : 52 délégués sur 103. Je suis élu secrétaire général. C'est un parti profondément divisé que je vais diriger pendant la période la plus mouvementée de son histoire. Pour la fraction minoritaire nous sommes « la droite » — c'est la pire injure dans le mouvement trotskyste. Mais nous n'avons plus, comme dans notre adolescence, le besoin de nous sentir toujours plus « à gauche » de l'extrême gauche. À l'occasion, nous reprenons à notre compte le vocable dont on nous affuble.

Notre équipe ne manque pas de personnalités brillantes : des ouvriers comme Roland Filiâtre, Eggenschwiller (Régnier), Juillia, de vieux militants comme Chauvin, Baufrière, Parisot, Demazière, un grand intellectuel comme L. Schwartz, un homme d'action, Dalmas. L. Schwartz, est des grands mathématiciens français, un des promoteurs des mathématiques modernes avec le « groupe Bourbaki ». Au restaurant, nous nous amusons à le charger de l'addition, parce qu'il parvient difficilement à faire les comptes. Lui ne connaît vraiment que le 0 et le 1. Baufrière qui dirige le service « social » à l'AFP (le service officiel de presse) est resté le même sentimental romantique : il parle bien dans les meetings, mais parvient difficilement à conclure, repartant à nouveau dans une digression. Demazière affecte un scepticisme... dont nous saurons plus tard qu'il n'est pas affecté. Parisot — qui dirigera très longtemps le syndicat des journalistes — est extrêmement brillant. Mais il est prêt à défendre, à une heure d'intervalle, des thèses opposées, avec la même fougue : je le verrai combattre ma propre position en réunion de fraction, puis, entré en séance du comité central, la reprendre avec feu — ce qui ne laisse pas de me mettre mal à l'aise. Roland Filiâtre est d'une tout autre trempe, mon compagnon fidèle qui s'exprime toujours avec bon sens. J.-R. Chauvin est resté le même adolescent que douze ans plus tôt... et il l'est encore aujourd'hui au moment où j'écris. Quant à André Essel, il ne participe pas à nos réunions, bien sûr, mais nous sommes en contact permanent. Reste Dalmas, notre financier. Indispensable, mais pas tout à fait de ma famille. Avant même d'être à la direction du parti, pour tourner l'interdiction de *La Vérité*, nous avons repris un des journaux régionaux du parti clandestin : *Front ouvrier* de Lyon, qui avait obtenu d'être officialisé — donc d'être affiché dans les kiosques et de recevoir l'attribution de papier. Dalmas en était le rédacteur en chef. Il l'avait transformé en journal national et en avait fait un journal

populaire « de masse ». Nous voulions donner le même caractère à *La Vérité*, enfin officialisée, tandis que *Front ouvrier* devenait l'organe de la tendance « luttes des classes » dans la CGT. Mais Dalmas m'inquiétait par son pragmatisme et son cynisme. Je serai offusqué, lors de la préparation du IVe congrès, par sa proposition de truquer les mandats, sous prétexte que nos adversaires en font autant. Je n'aurai pas l'occasion de le revoir après notre rupture avec la IVe Internationale. Je le retrouverai pourtant vers 1955. André Essel et Théret, qui dirigent alors la FNAC, m'ont invité dans un grand restaurant de Saint-Tropez. Dalmas et sa femme — une magnifique Hongroise blonde — y déjeunent à une table voisine. Mais pas leurs deux garçons qui mangent un sandwich aux alentours. Ils mentent à la table de leurs parents. Leur père les chasse : « C'est trop bon pour vous. » Je romps aussitôt tout rapport personnel avec lui. Mais, en 1946-47, je ne le connais pas sous ce jour.

Nous sommes très liés avec le mouvement révolutionnaire algérien ; nous sommes les seuls à dénoncer les massacres de Sétif et à soutenir le droit des Algériens à l'indépendance. Nous organiserons au moins une manifestation avec eux. Leur chef, Messali Hadj, est un curieux personnage. Coiffé du fez traditionnel et vêtu de la djellaba, la barbe imposante, il s'efforce d'apparaître comme un prophète. Athée et marxiste, il s'impose comme un chef religieux. Il a forgé le Parti populaire algérien (PPA) que les staliniens affectent de confondre avec le PPF de Doriot. Du PPA naîtra le FLN qui engagera la guerre d'indépendance en 1954. Mais Messali refuse de s'y intégrer et le père de la révolution algérienne restera honni par la révolution algérienne. Nous sommes donc loin d'être un groupuscule impuissant, malgré nos effectifs dérisoires (1 200, mais d'un dévouement incroyable). Jeunes du parti et jeunes socialistes dirigent l'important mouvement ajiste de 40 000 adhérents. La branche aînée des « Éclaireurs de France » travaille avec les JS. De la base au sommet, les JS sont acquises à nos idées. Mes articles paraissent indifféremment dans *La Vérité* et le nouvel hebdomadaire des JS *Le Drapeau rouge*, sous la signature d'un membre du bureau national.

Avec mon accord, la direction des JS vient de participer à une révolution dans le Parti socialiste. La droite « blumiste » a été battue. Au secrétariat général, Daniel Mayer a été remplacé par un guesdite de la fédération du Pas-de-Calais, un homme de « gauche » au verbe marxiste. C'est Guy Mollet, On sait quelle politique va mener notre homme de « gauche » : celle de la troisième force où le PS sera l'aile marchande de la réaction bourgeoise. Comme quoi je me laisse bien prendre, moi aussi, à la phraséologie pseudo-révolutionnaire. Yves Dechézelles est devenu secrétaire national adjoint. Deux anciens trotskystes, Jean Rous et Suzanne Clair (Charpy), ont été élus à la direction. Avec le bureau national des JS, ils constitueront une fraction trotskyste dans le PS.

Quelques flashs sur cette période. Notre lutte contre la guerre que

le gouvernement à direction socialiste vient d'engager en Indochine, avec le soutien implicite des communistes, Nous avons décidé un meeting à la Mutualité. Le ministre de l'Intérieur, Édouard Depreux, l'interdit. Il nous fait du reste savoir que l'interdiction n'est pas de son fait : c'est une décision gouvernementale. Nous transformons le meeting en manifestation. Nous allons en cortège à la Mutualité. Plus d'un millier — Français et Algériens. Je marche en tête avec Messali Hadj. Devant les portes fermées, hissé sur les épaules des camarades, je harangue la foule, tandis que la police parvient peu à peu jusqu'à moi et m'arrête.

L'affiche que nous apposons contre la guerre est interdite et les responsables sont inculpés. J'aurai à en répondre avec Filiâtre alors que j'ai quitté le PCI. J'attaque violemment la France colonialiste, refusant de me taire.

— Mais, enfin, hurle le procureur, qui est l'accusé ici ?

— L'accusé c'est vous, ou du moins le gouvernement dont vous êtes le valet.

La défense de notre avocat, Yves Dechézelles (qui a quitté le PS), est de la même veine. Le tribunal n'osera nous condamner qu'à une amende : le syndicat des instituteurs de Seine-et-Oise décidera de la payer.

La fête de La *Vérité* à la Mutualité. La précédente avait eu lieu à Taverny. En 1947, nous voulons un lieu central. La grande salle est comble. J'ouvre la fête par un discours. Les projecteurs m'inondent de lumière. Étrange impression de s'adresser à des auditeurs qu'on ne voit pas — aveuglé qu'on est par les projecteurs.

Mais, ce qui domine la période, c'est les grèves. Comme nous l'avions prévu, elles s'étendent rapidement. Leur objectif est simple : le réajustement des salaires. Ce sont des grèves sauvages, désavouées et combattues par le syndicat, dont le mot d'ordre reste « retrouvons nos manches ». Les trotskystes les soutiennent vigoureusement et se trouvent fréquemment aux prises avec les nervis du PCF. Contre l'opposition de nos sectaires, qui trouvent le mot d'ordre trop « économiste », nous cherchons à les unifier par une revendication commune de 10 francs de l'heure — empruntée du reste aux propres études de la CGT — en nous efforçant de lier cette revendication au mot d'ordre de contrôle ouvrier. Le 22 avril 1947, à l'initiative d'un jeune métallo appartenant à l'autre groupe trotskyste « lutte de classes », la grève démarre dans un des secteurs de Renault. Je n'en reprendrai pas l'histoire — racontée brièvement dans *La Libération confisquée*. Nos cellules élargissent le mouvement à toute l'usine. Les communistes s'efforcent d'arrêter la grève et de la briser à coups de barres de fer. Ils échouent. Bientôt toute l'usine est en grève. Un comité de grève est élu. Ses tracts sont imprimés dans les locaux du PCI. Qui soutient les grèves ? À part les anarchistes dans quelques cas, comme le labeur (l'imprimerie), seulement les trotskystes et les Jeunesses socialistes. Également du reste, chez Renault, le syndicat CFTC (la future

CFDT), mais nous nous méfions d'eux parce qu'ils sont « cathos ». Notre myopie nous empêche de comprendre le grand mouvement de radicalisation des masses catholiques qui conduira bientôt à la CFDT.

Le changement d'atmosphère est extraordinaire. Je me souviens, entre autres, de ma visite au responsable CGT d'une grande usine — un militant du PCI — et de notre tendance. J'attends dans le bureau des délégués ouvriers qui ne me reconnaissent sûrement pas. Ils discutent entre eux : « On ne va pas tarder à recevoir la visite des trotskystes pour nous faire débrayer. » Les ouvriers attendent les consignes du PCI comme naguère celles du PCF. Le fait est que je suis bien là pour les faire débrayer. Effectivement, l'usine cesse immédiatement le travail.

La Vérité titre, sur huit colonnes : « Généralisons la grève. » Au grand scandale de nos sectaires : il fallait titrer « grève générale ». Magie des mots. *Le Drapeau rouge* adopte les mêmes mots d'ordre et les JS sont sur la brèche dans les usines.

Dans chaque usine de la région parisienne, d'après discussions mettent aux prises staliniens et trotskystes. La province commence à suivre le mouvement, comme chez Peugeot. Les cheminots s'engagent à leur tour.

Menacés de perdre leurs bastions ouvriers, les communistes et la CGT opèrent un virage en épingle à cheveux. Ils se solidarisent avec les grévistes. Sommés par le gouvernement Ramadier de respecter la discipline gouvernementale, ils doivent s'y refuser et se font chasser du gouvernement. Ils croient que c'est une péripétie. En fait, ils n'y reviendront pas avant 1981.

En revanche, ils retrouvent la direction du mouvement gréviste : les travailleurs sont plus rassurés de confier leur défense à un mouvement puissant — le PCF et la CGT — plutôt qu'à un mouvement relativement marginal.

Sur ces entrefaites se tient le congrès du parti anglais — un de nos soutiens dans l'Internationale. Le secrétariat international y délègue Pablo et Frank. Je dois y représenter le PCI français. En principe, c'est impossible : inculpé pour l'action du parti contre la guerre d'Indochine, je n'ai pas le droit de quitter le territoire. Je le fais sans aucune difficulté. Par contre, sur le quai de Douvres m'attend un gentleman de l'Intelligence Service.

« Bonjour, monsieur Craipeau. Vous venez en Angleterre, pour tourisme naturellement. Sûrement pas pour assister à un congrès. Vous habitez Taverny ? Ça ne doit pas être facile, n'est-ce pas, dans cette période de grève des cheminots ? »

Le tout avec une exquise politesse et en un français très pur. Au congrès, je m'exprime en anglais — un anglais beaucoup plus approximatif que le français du policier. Au retour, le même policier

m'accueille sur le quai de la gare.

« Alors, monsieur Craipeau, êtes-vous content du congrès ? Vos thèses l'ont emporté, n'est-ce pas ? »

Je ne peux pas m'empêcher de lui signifier mon respect pour la police anglaise.

En France, la situation des Jeunesses socialistes devient de plus en plus impossible. Guy Mollet ne peut plus supporter de les voir prendre le contre-pied de la direction du parti sur la guerre d'Indochine, la répression à Madagascar, l'Algérie, puis sur le soutien au mouvement gréviste. Un incident va lui permettre d'intervenir. Dunoyer (A. Essel), qui vient sans cesse à Taverny, oublie un jour sa serviette sur le mur de mon école. Le commissaire de police fait du zèle et la transmet à Depreux, ministre de l'Intérieur, qui la transmet à Guy Mollet. La compromission des JS avec le secrétaire du PCI est patente. Dunoyer est exclu par le parti. Le bureau des JS se solidarise avec lui. Il est également exclu et les Jeunesses socialistes sont dissoutes à la grande satisfaction de toute la presse de droite. Les Jeunesses socialistes rompent avec le PS et appellent à un « regroupement révolutionnaire ». En même temps que le congrès SFIO de Lyon, ils convoquent le congrès des JS à Villeurbanne. Le congrès des JS approuve son bureau national à la presque unanimité (157 délégués contre 7) et officialise la rupture avec « le parti de Ramadier ».

Au Parti socialiste, Yves Dechézelles a démissionné du secrétariat, Rous et Suzanne Clair de la direction. Mais au congrès ils n'obtiennent que 274 mandats contre 4 400 — moins de 7 %. Ils vont constituer l'Action socialiste révolutionnaire. Mon père — l'ancien militant de la droite du parti — va y adhérer ainsi que ses camarades de section. Une autre minorité est à son tour exclue de la SFIO : la Bataille socialiste avec Gilles Martinet. Des pourparlers d'unification ont lieu avec l'ASR.

Nous avons pris contact également avec un membre du comité central du PCF (Pronteau) et deux sections du parti. Contacts que nous cachons soigneusement à nos adversaires de tendance : la violence des rapports est devenue telle que nous craignons qu'ils organisent une fuite de l'information.

Nous n'avons pas contrôlé la rupture avec le PS : elle est intervenue un peu avant que nous n'en prenions l'initiative. Mais les choses ne vont pas si mal. Compte tenu des pertes inévitables, nous estimons que le nouveau parti révolutionnaire comptera au moins 10 000 membres. Par rapport aux 1 200 militants du PCI c'est un changement de qualité.

Déjà, avec les dirigeants des JS et de l'ASR, nous avons mis au point divers problèmes d'organisation. Par exemple, nous avons proposé que les membres de la JS, qui constituent un parti plus qu'une

organisation de jeunesse, adhèrent au nouveau parti. L'organisation de jeunesse devra être d'une nature toute différente, ne pas exiger un engagement politique précis. Elle devra être une école de la pensée et de l'action révolutionnaire où les jeunes apprendront, non pas un catéchisme, non en tant que colleurs d'affiches du parti, mais par leur propre expérience. Tel pourrait être le rôle du mouvement ajiste, probablement fusionné avec les Éclaireurs de France.

Le projet est bien huilé. Un grain de sable va tout jeter par terre. Les JS et l'ASR, sans compter les militants communistes qui hésitent à rompre avec leur parti, ont encore à franchir un pas : l'unification avec le PCI. Or le seul PCI avec lequel ils sont prêts à s'unir est celui que dirige l'actuelle direction. Ils éprouvent une allergie totale envers nos dogmatiques. Ils n'entendent pas entrer dans une secte.

De leur côté nos sectaires savent bien que, dans un parti de 10 000 membres, ils seront marginalisés. Les uns craignent le regroupement comme la peste. Les autres ne l'envisagent que comme un ralliement à leurs thèses et à leur orientation. Or, dans le PCI, leur audience ne s'est pas affaiblie. Les travailleurs ont vu satisfaites leurs exigences salariales. Le reflux des grèves et la reprise en main par le PCF nourrissent un violent ressentiment contre « la direction de droite ». Si le « débordement » a été limité, si les travailleurs n'ont pas posé le problème de la « prise du pouvoir », ça ne peut être pour des « raisons objectives », puisque la situation est censée être celle de la « montée révolutionnaire ». C'est nécessairement que le parti a été trahi par une direction opportuniste. Avec l'appui du secrétariat international, les « gauchistes » font le forcing pour arracher la direction au IV^e congrès, en novembre 1947. La coalition de toutes les tendances « de gauche » met notre direction en minorité. À trois mandats près, si mes souvenirs sont exacts. Nos camarades protestent qu'il y a eu fraude et refusent de siéger dans la nouvelle direction. Le secrétariat international me propose de rester secrétaire général pour rendre possible l'unification avec les JS et l'ASR. Bien entendu, il ne peut pas en être question : je ne puis pas servir de cache-sexe aux sectaires. L'Internationale ratifie la validité du congrès — ce qui est normal puisqu'elle a tout fait pour mettre en place la nouvelle direction sectaire.

Le congrès affirme bien sa volonté de poursuivre le regroupement révolutionnaire : il est devenu impossible.

Rétrospectivement, je m'interroge sur les raisons profondes de mon comportement : en refusant de truquer les mandats — comme, semble-t-il, le faisaient nos adversaires — je rendais presque inéluctable notre échec. Comportement moraliste peu adapté aux luttes politiques. À l'aise dans l'action de masse, j'ai toujours répugné aux mœurs politiciennes. Je n'ai jamais su mener jusqu'au bout une stratégie de pouvoir. À la lumière de mon comportement dans des circonstances ultérieures, je me demande si je n'obéis pas moi aussi à des pulsions

inconscientes. La victoire doit porter témoignage de l'amitié qu'on me porte. Elle ne peut pas être le fruit de manœuvres médiocres. Plutôt alors y renoncer et constater l'échec.

La débâcle des espoirs

Novembre 1947 représente une cassure dans ma vie. Je savais que la perte de la majorité au PCI signifiait la fin du projet d'un parti révolutionnaire capable d'intervenir réellement dans les événements. Je n'imaginai pas la rapidité avec laquelle allait se défaire tout ce que nous avions patiemment tissé — tout ce que j'avais tissé moi-même, depuis trois ans. Comme un tricot dont on tire les brins. Et on les tirait de tous les côtés.

Les militants des JS et de l'ASR réagissent encore plus violemment que nous ne l'avions pensé. Quittant le PS embourgeoisé pour retrouver la voie de la classe ouvrière, ils découvrent brusquement que leur rupture débouche sur l'embrigadement dans une secte. Comment aller vers la IVe Internationale, alors qu'elle a dépensé tous ses efforts pour remettre en selle les sectaires ?

Pour moi, je me refuse à prendre les responsabilités que me propose la nouvelle direction — par exemple le travail dans le Parti communiste (une telle proposition frise l'inconscience !). Mais j'accepte, sans conviction, d'essayer de convaincre les JS et l'ASR. J'espère encore, à demi, que le regroupement pourrait se faire malgré tout, avec des pertes bien plus importantes que prévu. Le congrès du parti unifié reprendrait la direction aux sectaires. J'écris même un article dans *Le Drapeau rouge*. « Personne ne veut plumer la volaille. » Mais qui peut le croire, surtout dans le poulailler ?

Plus grave encore, la plupart des camarades de la tendance abandonnent toute activité dans le parti. Du sommet à la base. Ils en ont assez de se faire insulter. Ils ont perdu tout espoir dans un changement. L'étiollement du parti renforce l'allergie des militants des JS et de l'ASR : ils préfèrent abandonner l'action politique. La Bataille socialiste de Gilles Martinet refuse de s'unifier avec l'ASR trotskyste. Elle constitue le Parti socialiste unitaire, un petit parti que satellise le Parti communiste. Ce qui reste des Jeunesses socialistes rejoint l'Action socialiste révolutionnaire. Mes camarades de l'ancienne majorité du PCI font de même. Au lieu de s'élargir, on se recroqueville. Une revue est lancée dont le titre : *Confrontation*, indique qu'a commencé le temps des interrogations. J'y participerai de loin. La revue sera éphémère.

Sur ces entrefaites, David Rousset et Jean-Paul Sartre lancent, à grand renfort de publicité, une organisation qui voudrait regrouper la gauche non stalinienne, ni social-démocrate : le Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR). Mais celui-ci n'a pas de

programme propre.

Il veut représenter la sensibilité des lecteurs de *Franc-Tireur* — un quotidien à large diffusion qui exprime librement une opinion de gauche critique (mais dont la minorité des rédacteurs est stalinienne). C'est du reste le journal dont Maria est la correspondante aux Etats-Unis (elle signe Maria Craipeau). Le RDR compte aussi sur le soutien financier des syndicats américains.

La plupart des anciens responsables de ma tendance adhèrent au RDR, ainsi que ceux de la JS-ASR. Nous sommes quelques-uns à penser que cette tentative restera sans lendemain, qu'on ne lance pas un parti sans programme et sans assise, comme une marque de lessive. C'est ce que je dis au grand meeting du RDR, convoqué au Vel-d'Hiv, et où un millier d'auditeurs se perdent dans les travées vides. En fait, *Franc-Tireur* se tiendra à l'écart de l'entreprise, dont ce sera la dernière manifestation.

Tandis que s'effritent rapidement le PCI et la JS-AJR, se tient le congrès de la IVE Internationale.

J'y intervins pour obtenir un changement d'orientation. Sans aucune illusion. Le congrès confirme l'orientation de 1946, continue à annoncer la « montée révolutionnaire », invitant curieusement les sections à suivre l'exemple français en se préoccupant de l'évolution des partis socialistes : au moment même où l'expérience française est terminée et, grâce aux sectaires, débouche sur une impasse. Le congrès exclut les anciens dirigeants « droitiers » qui ont adhéré au RDR — lui-même disparu entre-temps.

J'annonce ma démission du PCI « qui ne peut plus, en aucune manière, devenir un pôle d'attraction pour les militants d'avant-garde et ne peut que se transformer en chapelle sectaire ».

C'est ma dernière intervention dans la IVE Internationale. J'avais prédit au congrès du PCI qu'il irait de scissions en scissions et que chacune des fractions qui s'étaient unies pour nous battre constituerait bientôt sa propre chapelle. La prédiction n'était pas difficile. Privé de la moitié de ses effectifs, le PCI allait vers sa désagrégation. Les scissions commencent dès 1948 et se poursuivent allègrement, chaque groupe issu de la précédente scission donnant naissance à de nouvelles scissions.

Ainsi prennent fin les espoirs qui m'animent depuis l'âge de seize ans et m'ont amené à adhérer en 1929 à la Ligue communiste. Avec quel enthousiasme de néophyte ! Pendant vingt ans, ma vie s'était identifiée à ma vie militante. Tout s'effondre. Tout s'est effondré en novembre 1947. Plus de certitude. Je ne regrette rien de mon action. Mais je suis bien obligé de remettre en cause ma propre personnalité.

INTERLUDE GUADELOUPÉEN

L'entracte

J'ai 36 ans. Je me sens riche d'un dynamisme inutile. Je suis désorienté comme un général démobilisé en pleine guerre. Je refuse de m'engager dans les entreprises politiques éphémères que tentent certains de mes amis. J'éprouve toujours la même révolte contre l'absurdité et l'injustice de la société. Mais je sens que, pour mener une lutte efficace, il faut remettre à plat toutes mes idées. Ma seule activité reste syndicale. Je représente dans le syndicat des instituteurs la tendance de l'Écale émancipée. Mais je ne me suis jamais vraiment intéressé aux problèmes revendicatifs.

Me voici obligé de vivre pour moi-même et non plus pour le parti. Bien entendu, je ne suis pas seul. Méla me reconforte. Nos relations n'ont pas toujours été faciles. J'avais peu de temps à consacrer à notre vie personnelle et elle se sentait frustrée. Je lui en voulais de ne plus guère militer. Depuis le camp de concentration, elle se sentait mal à l'aise dans la foule et elle évitait les meetings. Comme tous les survivants des camps nazis, elle se sentait coupable d'avoir survécu aux autres. Elle souffrait d'un complexe d'infériorité, tendant sans cesse à noircir son image et à mettre en doute ses capacités. Ce sentiment s'était encore aggravé quand elle avait fait une fausse couche et perdu, avant terme, l'enfant que nous espérions.

Moi, au contraire, j'avais appris à la connaître, à admirer son intelligence et sa richesse humaine. Ce qui était, au début, amitié et désir, se muait en amour. Je suis désormais entouré de tendresse. Nous avons beaucoup d'amis. J'ai une intense activité dans l'enseignement. Pourtant, je me trouve en manque comme un drogué privé de sa dose.

Les six années qui suivent ma rupture avec l'organisation trotskyste sont probablement les plus riches de bonheurs et d'expériences : une harmonie parfaite du couple, la naissance de mes enfants, de fidèles amitiés, l'amélioration de notre situation matérielle — celle de Méla et la mienne —, l'enseignement de la philosophie, la découverte inoubliable des Antilles. Pourtant je constate qu'au moment de choisir un titre pour ce chapitre de ma vie, je l'ai intitulé « L'entracte ».

Les caravanes

En cet été 1948, j'ai proposé à mes élèves de troisième et à

mes anciens élèves de les emmener en Corse. Ils sont enthousiastes : enfants de la guerre, la plupart d'entre eux n'ont jamais quitté la région parisienne ; aucun ne connaît la mer, ni le soleil du Midi. Je les ai avertis qu'il s'agissait de vivre à la dure, de marcher dans la chaleur, le sac au dos, et qu'il ne fallait pas s'attendre à des repas plantureux. Les parents ont des ressources modestes et je ne peux leur demander qu'une faible contribution. D'ailleurs, ce type de vie spartiate est celui des ajistes et correspond pour moi à une éthique : pour goûter la nature, il faut la conquérir dans l'effort et en accepter les privations. Cet aspect d'aventures n'est pas pour rebuter les jeunes.

Méla ne nous accompagne pas. Elle est enceinte, ce qui pour nous deux est une grande joie. Il n'est pas question qu'elle risque de perdre une nouvelle fois son enfant. Elle va donc se reposer en Vendée. En revanche, nous serons accompagnés par le fils d'un vieil ami à elle que nous étions allés voir à Londres — Herbert Gross, un grand garçon d'une vingtaine d'années, plein d'humour et de gaieté qui fait immédiatement la conquête de tous mes jeunes. Il parle d'ailleurs excellemment le français. Je compte sur lui pour m'aider à encadrer ce que les jeunes appellent « la caravane ».

Ce n'est pas une mince affaire : une vingtaine de garçons et de filles qui n'avaient jamais campé ni voyagé et qu'il faudrait faire vivre un mois avec un budget ridicule. Personne n'a songé à la responsabilité juridique ni aux assurances.

Nous embarquons sur le pont, bien entendu. Les jeunes n'auraient du reste pas voulu faire autrement la traversée. À Bastia, Herbert propose de laisser les tentes : c'est un luxe inutile, tout juste bon pour rassurer les parents sur le confort de leur progéniture. Il fait un temps magnifique ; mieux vaut bivouaquer plutôt que de traîner ces fardeaux. Accord unanime : nous n'emportons que les duvets et les couvertures. Nous remontons vers le cap Corse, extraordinaire de beauté, puis nous descendons vers l'île-Rousse et Calvi. Les étapes sont harassantes. Pas question de faire de l'auto-stop, même pour les plus fatigués : il ne passe pratiquement pas de voitures.

Les plus forts aident les plus faibles et se chargent de leur barda. Avec Herbert, deux garçons font les bout-en-train : Fernando Zagatto et Marcel Chevalier, auquel me liera une amitié durable. Arrivés à l'étape, nous cherchons du bois et nous allumons le feu de camp. Le repas du soir est souvent le seul repas chaud de la journée. Puis la veillée commence ; mais nombreux sont ceux qui ne tiennent pas longtemps éveillés et vont s'enrouler dans leur couverture, à même le sol. Marcel, désigné pour être le chroniqueur, ne s'endormira pas avant d'avoir consigné les incidents de la journée de son récit, nous ferons un volume, illustré de photos, qui sera vendu aux parents et aux amis ; les souvenirs culinaires occupent une grande place dans le récit de Marcel.

Quant à moi, le souvenir qui m'a le plus marqué est d'une autre nature. Il me rappelle mon petit-fils, Élie, que j'emmenais visiter le zoo. Je grimpe sur un rocher pour admirer les tigres, car on n'est pas très grand quand on a trois ans. Lui, me montre du doigt quelque chose qui grimpe sur le rocher : « Oh ! une fourmi ! »

Moi aussi, j'ai toujours été fasciné par les fourmis. Leurs manèges rappellent tellement ceux des hommes ! Mais, cette fois, sur le quai d'Ajaccio, le spectacle est hallucinant. Des milliers de fourmis, rouges et noires, grosses et petites, se livrent une bataille sans merci et coupent les têtes de leurs ennemis avec leurs mandibules. Pendant les trois jours que nous restons à Ajaccio, la bataille continue sans interruption, indifférente au passage des bipèdes géants. Des centaines de petites têtes noires et rouges jonchent le sol. Je reste des heures à observer. J'admire qu'avec une technologie, somme toute primitive, les fourmis fassent presque aussi bien que les hommes. Un ami entomologiste m'expliquera plus tard qu'il s'agissait sans doute d'un rite nuptial. Peut-être faudrait-il aussi analyser les guerres humaines sous cet angle : celui d'un rite amoureux collectif et macabre.

Mais me voici loin de la caravane. Nous prenons le train pour la forêt de Vizzanova. Nous escaladons le monte Cinto où les jeunes citadins prennent goût à la montagne. Corte. Bastia. Le retour.

Au grand désespoir des parents, nos jeunes ont tous perdu plusieurs kilos. Mais ils ont gardé un souvenir brûlant de l'effort, de l'ascèse et de l'amitié. Ils voudront, à tout prix, organiser une nouvelle caravane. Nous délibérons sur l'objectif. Les uns voudraient voir l'Italie. Les autres préféreraient la montagne, car ils ont la nostalgie du monte Cinto. Je propose un compromis. Nous traverserons les Alpes à pied. Puis nous visiterons l'Italie en profitant des moyens modernes de transport, partageant notre temps entre la découverte culturelle — Rome et la Toscane — et la détente dans la région de Naples. Cette fois, Méla sera du voyage. Avec quelques filles, elle nous rejoindra en Italie.

De la traversée des Alpes, je garde surtout deux souvenirs. Le premier, c'est celui d'un orage impressionnant : nous sommes recroquevillés dans des anfractuosités de rochers ; tout autour de nous jaillissent les éclairs ; le bruit du tonnerre est assourdissant. L'autre souvenir me marque comme une blessure. Nous avons fait halte dans un refuge, une grande maison où nous nous trouvons seuls. Les garçons voudraient s'initier à l'escalade. Je pars seul pour chercher une paroi propice. J'en découvre une en contrebas du refuge. Je grimpe une vingtaine de mètres. Mais un surplomb m'empêche d'atteindre le sommet. Je ne peux plus descendre non plus. Fatigué, je me résous à appeler. Personne ne répond. Je sens que je vais lâcher prise. Enfin Marcel et plusieurs jeunes arrivent en haut. Ils m'engueulent pour être parti seul. Je leur dis d'aller chercher une corde. Ils continuent à plaisanter. Ma situation devient intenable. Enfin ils me lancent une corde. Il était grand temps.

De retour au refuge, je les préviens que je ne veux plus rien avoir à

faire avec eux. Je cesse de leur parler et les laisse à eux-mêmes. Je les entends se disputer. Le lendemain ils viennent s'excuser piteusement : ils ont cru à une plaisanterie de ma part et n'ont pas compris que j'étais en danger. L'incident est clos, mais me laisse un goût d'amertume.

Au bout d'une semaine, nous retrouvons Méla et les filles. Pour moi, c'est un soulagement. À son affection, je peux me confier sans réticences. Encore blessé par l'incident de la montagne, je me tiens en retrait et lui laisse la direction effective de la caravane. Les jeunes adorent Méla. Ils plaisantent gentiment de ses efforts pour parler italien en mêlant des mots anglais ou français qu'elle italianise. Le fait est qu'elle se fait comprendre. Elle retient les mots et surtout elle adopte immédiatement la musique et le rythme de la langue.

Nous tombons tous amoureux de Florence. Méla et moi y reviendrons souvent. Naples nous fascine par sa beauté et sa misère : des nuées d'enfants y mendient encore. Notre dernière étape c'est l'île d'Ischia, où je reviendrai aussi avec Méla,

Nous y visitons le couvent des carmélites. Les religieuses n'y faisaient pas seulement voeu de silence absolu. Dans la crypte s'alignent en cercle des sièges de pierre percés où gisent encore des restes d'ossements humains ; c'est là que les carmélites conduisaient celles de leurs soeurs qui étaient sur le point de mourir, au milieu de celles qui les avaient devancées dans la mort et dont les corps finissaient de pourrir. Leur agonie s'achevait là, tandis que brûlaient les cierges. Puis les vivantes quittaient la morte, dont peu à peu le corps se décomposait et les os glissaient par le trou pour tomber dans l'ossuaire. Horreur d'un fanatisme qui appartient à peine au passé. Après quoi on a vraiment envie d'aller nager dans les eaux claires et les grottes bleues.

Ce sera ma dernière caravane. L'année suivante, c'est Marcel qui conduira une troisième caravane en Autriche quand nous nous préparerons à quitter la France pour la Guadeloupe.

Jean-Loup

Mais il me faut revenir en arrière, à la fin de l'année 1948. La grossesse de Méla se poursuit sans incident : elle est étroitement surveillée par son amie, le docteur Shramek, une compagne du camp de concentration, excellente gynécologue. Mais, à la mi-décembre, elle doit entrer d'urgence à la clinique de Puteaux. Je passe, dans la salle d'attente, la nuit fébrile du

17 au 18 décembre. Il n'est pas question que je puisse assister à l'accouchement, c'est impensable à l'époque.

Au petit matin, une infirmière m'apporte un petit paquet : c'est un garçon. Un prématuré de six mois et demi. L'oxygène avive les couleurs.

Une minuscule poupée qui semble en Celluloïd, avec des cheveux blonds, des membres délicats et des traits fins : un petit garçon en technicolor. Il pèse 1 600 grammes et, dans les jours qui suivent, son poids tombera à 1 350 grammes.

Il n'est pas vraiment lourd. Mais l'important est qu'il soit là. Après avoir embrassé Méla, je me précipite à la mairie pour déclarer sa naissance. Depuis longtemps, nous avons décidé qu'il s'appellera Jean-Loup. L'employé me demande les autres prénoms. Au hasard, je donne Francis, mon principal pseudo dans le parti. Puis le nom de Jean-René me vient à l'esprit. Nous faisons imprimer un faire-part — dont le début n'évite pas la formule machiste :

*« Monsieur et Madame
Craipeau ont le plaisir de vous
faire savoir que le citoyen
Jean-Loup,
leur fils, est arrivé le 18 décembre 1948
avec une nette avance sur l'horaire
prévu. S'il avait su sur quel monde il
arrivait,
il n'aurait pas été si pressé. »*

Jean-Loup est arrivé. Mais pas à Taverny. Il va rester trois mois en chambre chaude. Pendant trois mois, nous ne pourrons le voir qu'à travers la vitre. Il est pouponné avec amour par les infirmières. Mais il ne sera *en* contact avec sa mère et moi que trois mois plus tard. Je n'ai pas l'impression que nous ayons mesuré le danger des séquelles physiologiques qui menaçaient alors un prématuré de six mois. Autant qu'il m'en souviennne, Méla qui les connaissait bien n'en a pas soufflé mot, malgré ses tendances au pessimisme. C'est une chance inouïe que le garçon n'ait été ni sourd, ni aveugle, ni même idiot. En revanche, il gardera des séquelles psychologiques sur le plan de l'affectivité, de ce début d'existence en chambre chaude, séparé de ses parents et, surtout, de sa mère. Une des conséquences encore des camps de concentration. Je l'ai compris beaucoup plus tard : je suis certain que ni Méla ni moi n'y avons vraiment pensé.

Nous allons à Puteaux pour voir notre fils. Frustration de ne pas pouvoir le toucher, de l'apercevoir seulement dans sa cage de verre. Les infirmières prennent des photos ; c'est la seule présence que nous avons de lui à Taverny. Chaque jour — deux fois par jour souvent —, nous téléphonons à la clinique.

— Aujourd'hui, il a pris cinq grammes.

— Aujourd'hui, il n'a rien pris.

— Il a perdu cinq grammes, mais ce n'est pas grave. (Nous nous rongeons les sangs toute la journée.)

— C'est un grand jour, il a gagné dix grammes (nous serons joyeux toute la journée).

Jean-Loup doit nous être rendu quand il aura atteint 3,500 kg. Le docteur Shramek transige à trois kilogrammes. Mais notre bébé n'est pas pressé. L'attente est longue. Je lui prépare une chambre tout en bleu où je peins une fresque d'algues et de poissons. Méla tricote et prépare des vêtements. Mes élèves apportent des jouets en peluche. Méla est heureuse.

Enfin le bébé se décide à atteindre les trois kilogrammes requis. Nous allons le chercher. Au quatrième mois, il mesure cinquante centimètres. Des yeux bleus immenses lui mangent le visage. Il est souriant et vif.

Nous pouvons enfin pouponner. La première fois qu'elle le lange, Méla constate avec horreur une cicatrice : une épingle à nourrice a entamé la chair fragile. Angoisse rétrospective.

Nous pouvons maintenant langer le bébé, baigner le bébé, distraire le bébé, promener le bébé. Et surtout, donner le biberon au bébé. Ce n'est pas une sinécure. Il lui faut neuf biberons par vingt-quatre heures — le jour et la nuit. Le bébé considère le biberon comme une corvée, boit un peu, se repose, rêve ou dort ; on le réveille et il daigne téter quelques secondes, puis il s'arrête. La séance dure quarante-cinq minutes. Ce n'est pas seulement long, c'est frustrant. Méla trouve là un nouvel aliment à son sentiment de culpabilité.

À l'époque, il faut aussi laver et sécher les couches. Méla et moi nous relayons pour soigner le bébé. Quand Méla reprendra son travail au labo, nous devons prendre à notre service une bonne — une grande fille sérieuse et réservée qui adorera Jean-Loup. Elle suivra Méla à Genève... et s'y mariera.

En juin 1949, Jean-Loup fait son entrée à Saint-Jean. Avant tout, il s'agit pour nous de distraire ma mère d'une terrible épreuve qu'elle vient de subir et dont elle n'est pas encore sortie. Depuis plus d'un an, elle souffrait de crises de caractère épileptique de plus en plus rapprochées ; elle n'osait plus circuler à vélo, ni même sortir de la maison. Contre l'avis de mon père, toujours temporisateur, Méla l'avait convaincue de se faire opérer d'une tumeur au cerveau. J'étais intervenu dans le même sens. Ma mère s'était fait opérer à Paris par un excellent chirurgien. Mais c'était, à l'époque, une opération épouvantable : la trépanation avait duré plus de six heures, sans anesthésie générale. La patiente restait consciente pendant toute l'opération. Elle en avait conservé un souvenir halluciné. Pendant plus d'un an, elle répétait que, si c'était à refaire, elle s'y refuserait. Quelque temps après, elle avait perdu l'usage de la parole. En juin, elle éprouve encore quelque difficulté pour marcher. Ses cheveux commencent à peine à repousser et elle garde un masque tragique.

Méla se sent coupable, bien sûr. Mais le temps pansera peu à peu les blessures. Mamie nous remerciera, Méla surtout : sans l'opération, c'était la mort, mais, plus grave, l'insupportable déchéance.

La présence de son petit-fils l'aide à retrouver son équilibre. C'est un délicieux petit bonhomme, souvent capricieux, mais éveillé et de bonne humeur. Il ne pèse pas lourd : neuf kilos à un an et demi. Mais il est précoce, surtout si l'on tient compte de la prématurité. Il commence à marcher à treize mois. À dix-huit, il bavarde comme une pie. Il possède un vaste vocabulaire : son premier mot a été « tête », ce qui laisse présager un intellectuel.

Pour le moment, notre intellectuel va se promener dans la forêt de pins, toute proche de la villa. C'est une vraie procession : papie, mamie, Lison, le chien Mufti et toute une caravane de poules et de poussins. Son grand-père lui montre les pies et les écureuils ; il lui raconte des histoires. Jean-Loup joue avec Mufti, un superbe berger écossais aux poils longs et soyeux, intelligent, affectueux et très doux, offert à mes parents par la « tante » Simone.

Pour le moment, un seul problème avec Jean-Loup : les repas. On s'ingénie — la mamie surtout — à lui préparer de bons petits plats, le « petit foie » qu'il préfère à tout. Mais, quand son assiette est pleine, il remue la cuillère dans la purée, écarte la viande, s'amuse avec les haricots verts. Les parents et les grands-parents ne tiennent pas longtemps la promesse qu'ils se sont faite de ne pas intervenir. « Mange, Jean-Loup. » Un refrain qu'on répétera inutilement pendant toute son enfance... et plus tard.

Jean-Loup adore Roland Filiâtre. Il joue avec la fille d'André Essel, Sylvie, qui a le même âge que lui et qui le considère comme un frère. Avec Jean-Loup Philippe il passe, à Saint-Jean, la plupart des étés. Nous accueillons à Taverny un cousin germain venu de Roumanie, Loulou, un des rares parents de Méla qui ait échappé au massacre. Nous sympathisons aussitôt. Il émigrera ensuite en Israël, rejoignant l'oncle Jacob Landau que je ne connais encore que par la correspondance.

Nous nous promenons dans la forêt de Montmorency, souvent avec Marcel ou Fernando. J'emmène Jean-Loup sur le chantier de la nouvelle Maison des Jeunes ; la municipalité, qui nous a repris le château, nous a concédé un terrain pour le remplacer et les jeunes s'affairent pour y construire leur maison. Jean-Loup y joue avec ses contemporains : le fils de François Fontaine, deux fois plus lourd que lui, et le fils de Jean-Paul Boulley qui a une demi-tête de plus que lui. François deviendra ingénieur des pétroles au Sahara et nous resterons liés des décennies durant. Quant à Marcel, l'animateur de la Maison des Jeunes, j'avais en vain essayé de convaincre son père, entrepreneur en bâtiment, de le laisser poursuivre ses études. Il suivra quand même, plus tard, les cours des Arts et Métiers et deviendra architecte, chargé de grands travaux en Thaïlande et en Indonésie.

Méla en Suisse

Cette année 1950 connaît une nette détérioration des rapports entre l'Est et l'Occident. Les bruits des bottes martèlent à nouveau l'Europe. En juin commence la guerre de Corée. Beaucoup y voient le début de la troisième guerre mondiale. Méla est envahie par l'angoisse. Ses nuits sont agitées par le cauchemar des camps. Elle veut partir d'Europe. Tout de suite et le plus loin possible. Moi-même, je n'ai plus aucune raison politique de rester en France. Je voudrais prendre du champ pour réfléchir. J'appréhende seulement de laisser mes parents en partant au loin. Et il s'agit d'aller loin. J'interroge l'ambassade du Chili sur les possibilités d'immigration. Hélas ! il faudrait parler espagnol. J'entreprends des démarches sérieuses pour émigrer en Nouvelle-Zélande.

En fait, c'est une autre perspective qui s'ouvre. On propose à Méla un poste à l'Organisation mondiale de la santé à Genève ; c'est moins loin. La neutralité de la Suisse n'apparaît pas comme une garantie sûre. Mais c'est un compromis acceptable. Le traitement est royal. La responsabilité d'un service international redonne confiance à Méla. Va pour la Suisse. Nous oublions même qu'il s'agit d'un an à l'essai.

Sa nouvelle situation a ses exigences. On ne peut pas s'occuper de la santé du tiers-monde affamé si l'on n'est pas soi-même luxueusement vêtu pour les rencontres internationales et les dîners fins où se décide l'aide internationale. Méla, jusqu'alors, ne s'occupait pas particulièrement de sa toilette. Elle doit remodeler sa coiffure et renouveler sa garde-robe. Elle se métamorphose en femme du monde. Le fait est que cela lui va bien. Son élégance vestimentaire rehausse son élégance naturelle. Mamie admire et s'extasie. Moi-même qui déteste tout maquillage, je dois avouer que le sien, très discret, lui sied bien.

J'entreprends des démarches pour enseigner au lycée international de Genève. On me laisse espérer un poste. Accessoirement, j'essaye de me faire muter dans l'Ain, mais il faudrait pour cela qu'un collègue accepte de se faire muter en Seine-et-Oise et je n'insiste guère, convaincu d'être pourvu d'un poste à Genève.

Méla a loué un superbe appartement, très moderne, avec un living-room hollywoodien et un vaste balcon, dans le calme verdoyant d'un quartier résidentiel. Je me sens déjà citoyen de Genève. Je n'aime guère cette ville bourgeoise, mais le luxe et la sérénité ont leurs charmes.

Mamie vient à Taverny pour s'occuper de son petit-fils et le ramener à Saint-Jean. Il y restera jusqu'à la fin du mois d'août, à notre retour d'Italie. Nous nous retrouverons alors dans l'appartement luxueux. Jean-Loup apprécie Genève, les promenades sur le lac tout proche, les cygnes noirs surtout (il dit « les tygnes »). Nous sommes paisiblement heureux.

Mais les déboires commencent. Je n'obtiens pas le poste au lycée international. Comment aurait-on pu confier les enfants de l'école de

l'élite mondiale à un révolutionnaire, fût-il démobilisé ? Fin septembre, je dois revenir à Taverny prendre mon service. Je m'y retrouve seul dans le petit appartement de fonction, vide, où ne restent qu'un lit, une table et quelques chaises.

Les mois qui suivent sont sinistres. Je traverse une violente crise psychologique. Tout me semble déglingué en moi, comme dans mes projets et mon appartement. Je perds confiance en moi. La solitude m'opprime. Pourtant je l'entretiens. J'évite mes amis. Je me rétracte comme un escargot dans sa coquille. Même la solidarité que m'expriment mes anciens élèves ne m'en font pas sortir.

Dès que j'en ai la moindre possibilité, je prends le train pour Genève. Alors seulement je retrouve ma respiration. Je me confie entièrement à Méla. Elle me comprend parfaitement. Notre intimité est plus profonde que jamais. Nous ne gardons plus à l'égard de l'autre aucun jardin secret.

L'oncle Jacob vient de Jérusalem. Méla, retrouvant sa famille, peut s'entretenir plus calmement du sort tragique des siens. Mon frère et mes parents viennent passer avec nous les vacances de Pâques. Ils sont très fiers du superbe appartement avec vue sur le mont Blanc et des meubles « Renaissance espagnole » que nous avons choisis.

Avec eux, avec les amis de l'OMS, nous faisons des virées autour du lac, dans les Alpes et le Jura. J'apprécie le vin gris et la fondue aux fromages. Je fais provision de paix et de sérénité pour les semaines lugubres à Taverny.

Pourtant Méla connaît elle aussi des déceptions. Dès le début de ses nouvelles fonctions, elle a été horrifiée par le caractère bureaucratique de l'Organisation mondiale de la santé, par son efficacité médiocre, par le manque d'intérêt général pour le travail sur le terrain, par les intrigues qui se multiplient à tous les niveaux et occupent le plus clair du temps des fonctionnaires internationaux, par le luxe et les dîners fins pris sur le budget de l'Organisation. Elle a essayé de ramer à contre-courant. Mal lui en a pris : son contrat n'est pas renouvelé. Voici donc qu'en mai 1951, elle doit quitter l'OMS et Genève. C'est une blessure d'amour-propre. Pourtant elle n'est pas fâchée d'en finir avec une fonction qui l'exaspère de plus en plus. Surtout, elle ne supporte pas notre séparation. Elle éprouve un soulagement à l'idée de revenir à une situation de famille plus normale.

Rue Marbeuf

Je ne veux pas revenir à Taverny. J'ai demandé mon changement pour la proche banlieue. Mais Méla, plus que jamais inquiète de la

situation internationale, cherche toujours à quitter l'Europe. J'entreprends des démarches pour être nommé outre-mer. Nous nous décidons pour les Antilles.

En attendant, nos amis Philippe qui ont déménagé nous proposent d'habiter provisoirement dans leur ancien appartement, rue Marbeuf, près des Champs-Élysées. C'est donc là que nous emménageons. Méla a retrouvé son poste aux laboratoires Roussel. Je fais chaque jour le voyage pour Taverny où je ne reste plus que le temps de mes cours. J'ai retrouvé mon équilibre.

Parmi mes élèves, l'un d'eux redouble sa troisième pour préparer l'école normale. Devenir instituteur, c'était encore la voie de la promotion sociale pour les familles modestes. Philippe Simon est un grand garçon au visage fin, ouvert et volontaire, avec des cheveux blonds et d'immenses yeux verts. Je l'ai remarqué depuis longtemps pour sa beauté et son intelligence.

Nos relations d'enseignant à élève n'ont pas toujours été sereines. Par exemple, au cours de sa première année de troisième, Philippe bavardait alors que je faisais un cours qui me tenait à cœur, sur la révolution russe. « Philippe, si le cours ne vous intéresse pas, vous pouvez prendre la porte. » À ma stupeur, il se lève et sort. Encore que je n'en laisse rien paraître, je suis mortifié : jamais je n'avais subi un tel affront. L'année suivante je le charge du cours, en lui donnant à lire *L'Histoire de la révolution russe* de Trotsky : il parle une heure — un exposé remarquable de concision et de synthèse.

Cette année donc, je l'aide à préparer son concours. Je le charge de recherches aux archives de la mairie pour achever l'ouvrage que j'ai entrepris avec mes élèves sur l'histoire de Taverny pendant la révolution de 1789.

Je l'accompagne à Versailles quand il passe l'oral du concours. Il est brillamment reçu.

Entre nous s'est nouée une amitié passionnée qui durera un quart de siècle. Nous devenons inséparables. Maintenant, Philippe vient tous les jours rue Marbeuf. Méla l'aime tendrement. Il va pourtant falloir nous séparer : je suis nommé professeur au lycée de Basse-Terre en Guadeloupe. Pour mes parents aussi, la séparation sera difficile. Pourtant seul mon père essaie de me dissuader de partir. Ma mère et mon frère considèrent que nous avons raison. J'admire, du reste, que ma mère n'ait jamais fait obstacle aux décisions que je prenais, même si elles la heurtaient ou la peinaient.

Financièrement le départ en Guadeloupe est une bonne affaire. Le traitement est double. Les professeurs qui acceptent de quitter la métropole ont droit à un voyage de retour tous les trois ans, avec des vacances prolongées. Méla compte trouver dans l'île un travail qui correspondra à ses diplômes, encore que ce soit moins facile à Basse-Terre qu'à Fort-de-France.

Sylvie

Sur tous les plans, nous vivons dans l'attente. Nous attendons un deuxième enfant. Méla est en pleine forme. Elle est bien suivie par son amie, le docteur Shramek. Cette fois, du reste, la grossesse ne pose aucun problème. Je peins d'elle, rue Marbeuf, un portrait où l'on voit son ventre rebondi, tandis qu'elle tricote pour le bébé.

Le 9 septembre, elle a des contractions. Pendant la nuit, je dois la faire transporter d'urgence à la maternité de Puteaux. À trois heures cinquante, le 10, presque à terme, elle accouche d'une petite fille de cinq livres. Si j'en crois la lettre que j'ai aussitôt envoyée à Saint-Jean, elle a « des cheveux très bruns et de jolies petites mains ». Je me demande pourquoi j'ajoute qu'elle ressemble à Jean-Loup. Avec ses yeux de jais et ses cheveux bruns, elle lui ressemble comme un four à un moulin. Nous ne tarderons pas à comprendre que son caractère est à l'opposé de celui de son frère : elle est aussi calme que Jean-Loup est nerveux. Avec elle, nous n'aurons aucun problème, sinon plus tard, de nous rassurer exagérément.

Nous la prénommions Sylvie — le prénom que ma mère destinait à la fille qu'elle aurait voulu avoir. Méla y tenait depuis longtemps, avec la délicatesse qui était la sienne. Sylvie « profite bien », comme on dit en Vendée. Un mois plus tard, elle pèse 3 kilos 340. Rien que de très ordinaire, bien sûr. Mais nous sommes étonnés de ne pas avoir à subir les transes de la prématurité.

Il reste que nous sommes un peu inquiets de nous rendre en Guadeloupe avec un bébé si jeune. D'autant que nous nous exagérons les dangers du climat. Mais l'administration n'est pas pressée. Je suis surpris de ne pas avoir à être présent à mon poste pour la rentrée du 1^{er} octobre. On me propose de prendre le bateau fin novembre. C'est qu'il n'y a plus de place en première classe sur le bateau du 30 octobre. Tant de désinvolture m'exaspère. Il m'est bien égal de voyager en troisième classe pour arriver plus tôt. Je fais des démarches pour partir seul, en éclaireur, tandis que la petite famille suivra plus tard, dans des conditions plus confortables. Par compensation, on les enverra en avion, ce qui à l'époque est exceptionnel.

La traversée

On n'a plus idée de ce qu'était, au milieu du siècle, la traversée de l'Atlantique. Je n'avais jusqu'alors que l'expérience de courtes traversées — vers l'Angleterre ou la Corse, la plus longue pour aller et revenir de Grèce — et toujours sur le pont.

L'Atlantique, c'était autre chose : treize jours sur un paquebot grand comme une ville — le *Colombie*, accosté près de *l'Île-de-France*,

avait à peu près les mêmes dimensions. Le luxe des deux premières classes était incroyable. La troisième était plus modeste, mais encore fort confortable.

Pour ma part je n'utilise guère les loisirs proposés, ni la piscine, ni le cinéma, ni les fêtes du bord. J'apprécierai médiocrement les cérémonies burlesques du « passage de la ligne des tropiques ». Mais je jouis pleinement du calme. Presque toujours à la proue, je contemple la mer, la danse des dauphins, les couchers de soleil et, dans les mers chaudes, les nuées *de* poissons volants. Je lis — Virgile et Tacite surtout, pour préparer mes cours de latin. Et j'écris. J'écris surtout à Philippe. C'est le début d'une correspondance ininterrompue — des centaines de lettres, au rythme de deux par semaine, sur papier fin pour l'avion. Ces lettres, je les relis avec plaisir.

Nous naviguons d'abord vers Southampton, par une mer houleuse. Mais j'aurai à peine le temps d'y poster mon courrier. Puis nous faisons escale à Vigo, en Espagne. L'accostage est long, en raison du manque d'installations portuaires. Nous avons largement le temps d'aller dîner en ville. Des soldats, baïonnette au canon, gardent les hangars de la douane. Je grimpe en ville par des ruelles puantes, mal pavées, bordées de maisons sombres. Voici maintenant la rue principale, brillamment illuminée. À la devanture d'un magasin de jouets, des gosses dépenaillés écrasent leur nez. Un petit gars mendie des pesetas. Il répète en tendant la main ce que lui a dit un étranger : « Fiche-moi la paix ! Fiche-moi la paix ! » comme une incantation. Beaucoup de policiers. Une patrouille aux casques blancs. Dès qu'on s'écarte de cette rue, plus d'éclairage. Des grands monuments : la Phalange, la banque d'Espagne, le palais de justice. Une église, rutilante de lumières (il est neuf heures du soir). Tout de suite, quand on monte, des ruelles sordides qui puent le poisson et la crasse, des putains, des bistrots borgnes, des maisons délabrées aux vitres béantes, des intérieurs lamentables de dénuement, des bordels où des gosses guident les soldats étrangers.

À dix heures quarante-cinq, avant que le bateau ne lève l'ancre, la police visite tous les recoins à la recherche des passagers clandestins. Le haut-parleur hurle, en espagnol, pour leur rappeler le sort qui les attend : la prison à bord, la prison à destination et la remise aux autorités franquistes : « Espagnols ! Espagnols ! Dans votre propre intérêt, descendez immédiatement à quai. Immédiatement ! » Malgré toutes ces précautions et ces menaces, il paraît que des dizaines d'immigrants réussissent à quitter l'Espagne de Franco.

Maintenant, c'est le grand large. Le 4 novembre, tandis que nous approchons des Açores, se lève une violente tempête qui va durer trois jours. Le pont est balayé par les lames. Vers le soir leur violence est telle qu'elles passent par-dessus les énormes superstructures. L'eau de mer se mêle à l'eau de pluie qui tombe à verse. Je suis environné d'eau de tous côtés. On ne sait plus si elle monte ou descend. Je suis seul sur le pont.

Mais l'équipage ferme les portes et je dois rentrer.

La nuit, le roulis et le tangage sont tels que je suis obligé de me retenir pour ne pas tomber de la couchette. Le bateau craque sur toutes ses coutures d'acier.

Le lendemain, j'écris dans la salle à manger : les chaises sont rivées, les assiettes, les verres et les couverts soigneusement arrimés. Presque pas de clients. Les portes qui donnent sur le pont sont condamnées. On étouffe dans les cabines, dans le fumoir, dans les couloirs qui puent le renfermé, l'urine et le vomi. Le bruit de la mer se confond avec le hurlement du vent.

Le 6 la tempête prend fin, mais la mer reste très grosse. Je me réfugie à nouveau sur le pont. On ne voit que les vagues monstrueuses qui montent et descendent, A peine une hirondelle de mer dont le port d'attache est sans doute les Açores. Et quelques goélands. Pas un bateau depuis Vigo.

Le paquebot a repris une marche à peu près normale : quinze noeuds. Je trouve ces vitesses dérisoires. Mais je n'envisage alors qu'un progrès dans la technique des paquebots, grâce à la propulsion nucléaire. Je n'imagine pas que l'avion puisse remplacer les transports maritimes. A l'intérieur, la vie normale a repris. Un cinquième seulement des passagers est encore trop malade pour descendre à la salle à manger. Mais tout y reste soigneusement arrimé. Ce qui n'empêche pas, de temps en temps, l'effondrement d'une pile d'assiettes. Sans parler du client qui sort furtivement pour vomir dans les toilettes.

Le 9 novembre, escadrilles des poissons volants. Ce ne sont pas des sauts prolongés, comme dans la Méditerranée, mais de véritables vols. Le poisson donne l'impression d'une libellule un peu lourde.

La nuit est sereine et étoilée. Les étoiles aussi sont nouvelles. La Croix du Sud étincelle. Mais j'en reconnais d'autres, familières, le Chariot et la Grande Ourse. L'horizon tout entier semble chavirer. Il barre le ciel obliquement de sa masse oscillante. Les centaines d'étoiles aussi volent toutes ensemble, comme un essaim de mouches de feu et, brusquement, font marche arrière. Superbe coucher du soleil, la veille, au milieu des nuages.

Je vais discuter en première avec un collègue et de gros planteurs guadeloupéens. A les en croire, ils sont à chaque instant au bord de la faillite : la queue du cyclone qui a ravagé la Martinique a abattu à l'un d'entre eux dix mille de ses bananiers. On a envie de proposer une quête !

Dernière journée de voyage. La mer est bleu de Prusse. Le bateau semble presque immobile. Nous passons sur les fonds de plus de 5000 mètres. La chaleur est de plus en plus pesante, malgré la brise. Effluves d'air chaud. Je campe sur le pont. Ce matin, une étoile reste au ciel longtemps après le lever du soleil. Une étoile brillante, quelque part vers

l'Afrique ou l'Europe. Je pense à ceux que j'aime là-bas.

Les Antillais commencent à se réveiller. Croustillantes histoires en créole d'un groupe de Noirs qui rient comme des gosses. Un refrain revient sans cesse. On ne comprend rien, mais on croirait un morceau de piment rouge. Un groupe de soldats retour d'Indochine. L'un d'eux se vante de ses exploits

— des assassinats qu'il a perpétrés contre des civils désarmés : « Vietminh ou pas Vietminh, c'est du même tabac ; ça fait toujours ça de moins. »

Je commence à me préoccuper des bagages pour le débarquement.

Arrivée en Guadeloupe

Sur le quai de Pointe-à-Pitre, je suis accueilli par une véritable délégation : le proviseur du lycée de Basse-Terre, le censeur et même le vice-recteur. Le proviseur, monsieur Chauffrein, est un Noir — plus précisément un métis très foncé — au visage fin et intelligent. Il parle un langage très châtié, très vieille France. Il deviendra mon meilleur ami en Guadeloupe.

Pour le moment, il m'apporte mon courrier et me fait visiter Pointe-à-Pitre. Une infâme ville coloniale : des cases de bois à même le sol ou posées sur quatre grosses pierres ; des bidonvilles de planches et de tôles, puantes et pouilleuses ; des rues bruyantes, bigarrées où les autos de vieux modèles se croisent dangereusement, où les femmes de là-bas se promènent avec, sur la tête, des régimes de bananes, des seaux, une casserole ou un fruit ; ou des « chars » motorisés klaxonnent, grouillant d'une masse compacte et débordante. Les plus belles de ces rues sont bordées de maisons de bois avec un balcon couvertes de tôle ondulée ; en bas des magasins malpropres, des boucheries où la viande s'étale un peu partout, d'une couleur brunâtre ou violette ; des bazars où l'on vend de tout, des paquets de tabac à la morue, de la toile au rhum et aux bananes, des réfrigérateurs aux cartes postales. Quelques monuments en pierre ou en stuc, d'un superbe goût rococo. Quelques maisons modernes dans un quartier résidentiel en construction.

Mais le pays m'émerveille. La route serpente au milieu des champs de canne à sucre, des bananeraies aux larges feuilles d'un vert tendre, des palmiers géants, des cocotiers graciles, des orangers, des arbres à pain aux énormes fruits verts, des manguiers gigantesques. La montagne — la Soufrière —, violette au loin, est très verdoyante quand on se rapproche — non pas déserte en son sommet, comme en Corse, mais si couverte de grands arbres qu'elle semble un énorme mouton de laine verte. Des chutes d'eau. Des aperçus de forêt vierge. Au loin, des

échappées sur une mer très bleue, avec à l'horizon, des îles violettes : les Saintes.

Le revers de la médaille, c'est le niveau de vie. Tout au long de la route, des villages misérables, aux huttes de bois délabrées. Le proviseur me fait visiter Basse-Terre, beaucoup plus riante que Pointe-à-Pitre. Nous roulons en voiture découverte. Monsieur Chauffrein me fait une remarque insolite : « Observez-vous que les gens, ici, ne savent pas saluer ? » Effectivement beaucoup de gens saluent sans enlever complètement leur chapeau. Pour moi, je n'ai jamais accordé la moindre attention à ces marques de politesse — d'autant que je n'ai jamais porté de chapeau, sinon dans l'illégalité. Je comprendrai plus tard le sens de la remarque. On salue le proviseur, le conseiller général — qui deviendra peu après maire de Basse-Terre. Mais on ne salue pas le nègre. D'où cette curieuse façon de saluer à demi. Première rencontre avec le racisme insidieux qui me rendra plus tard la vie insupportable en Guadeloupe.

Déception : la maison retenue pour nous à Gourbeyre est une baraque en bois, effroyablement exigüe. Le proviseur nous propose de vivre provisoirement chez lui, au lycée, dans deux pièces indépendantes.

Il pleut souvent, avec violence, alors même qu'on ne voit pas de nuages. Mais la pluie est immédiatement bue par le soleil. Il fait très chaud — quelque 35 degrés à l'ombre. Le censeur est effrayé que je me risque dehors sans casque : « Descendez à la boutique du centre en rasant les murs. J'espère que vous y parviendrez sans insolation. » En fait, je n'achèterai le casque colonial que plus tard, sur les instances de Méla, pour circuler à moto. Je ne le mettrai pratiquement jamais.

Méla et les gosses arrivent, quelques jours après moi, à l'aérodrome de Pointe-à-Pitre. Je vais les chercher avec l'obligeant monsieur Chauffrein. Ils ont fait escale en Islande, séjourné vingt-quatre heures à New York, où Maria les a accueillis et leur a fait visiter la ville — que Méla trouve atroce et cafardeuse. De l'hiver new-yorkais nos voyageurs sont passés sans transition à l'étuve de Porto-Rico. Puis ils ont sauté d'île en île dans l'archipel des Caraïbes. On comprend qu'un tel type de voyage ne pouvait être qu'exceptionnel. Jean-Loup est ravi de son aventure mais, plus grand, il n'en gardera aucun souvenir.

Nous voilà donc réunis dans l'appartement du lycée. Méla sympathise aussitôt avec madame Chauffrein, une femme très fine, très sensible et une artiste. Malade déjà, elle devait mourir pendant notre séjour en Guadeloupe. Notre amitié avec les Chauffrein ne se démentira jamais. Méla s'occupe des enfants et du ménage, guère aidée par la petite bonne qui passe trois heures d'horloge à chercher du pain (« J'ai attendu qu'il cuise »). Sylvie n'est nullement incommodée et pousse bien. Quant à Jean-Loup, il est heureux comme un roi et joue avec une petite fille noire du voisinage. Tout serait bien sans les moustiques qui nous importunent le jour, et nous obligent, la nuit, à couvrir le lit d'une

moustiquaire. La chaleur des nuits n'en est que plus oppressante. Mais j'aime le coassement des grenouilles qui les anime.

Nous ne quittons guère le lycée. C'est un grand bâtiment construit en U, avec un étage en galerie, autour d'une grande cour de récréation plantée d'immenses manguiers. Devant, une cour d'honneur avec des palmistes et des orangers. Les classes donnent sur un vaste terrain accidenté. Elles sont aérées par des baies à claire-voie. Quand il pleut beaucoup, la pluie entre et fait tant de bruit qu'il est difficile de s'entendre.

La cité Caraïbe

Le proviseur se démène pour m'obtenir un pavillon dans la cité Caraïbe. C'est la cité des fonctionnaires, à trois ou quatre kilomètres de Basse-Terre. Elle est située au flanc de la Soufrière, à trois cents mètres d'altitude. L'air y est frais. Il arrivera que la température y descende à 19 degrés — ce qui apparaît aux Guadeloupéens comme un hiver rigoureux. L'architecture est fonctionnelle : une immense pergola de onze mètres sur cinq, avec un grand balcon, un très grand living-room, trois chambres plus petites, une grande cuisine, trois douches... des penderies et des placards sans nombre. C'est le grand luxe métropolitain qui contraste avec la misère des habitations indigènes.

Tout autour, des bananeraies et des arbustes rouges. Et quelle vue ! D'un côté les montagnes en pain de sucre, vertes et bleues, qui touchent au lointain les toits roses en tôle. A l'opposé, les collines qui descendent vers Basse-Terre, avec leurs bananiers, leurs cocotiers et leurs arbres à pain. Tout en bas, la mer qui scintille au soleil.

Ce qui m'étonne, quand je relis mes lettres, c'est que pas une fois je n'exprime la moindre gêne à bénéficier du privilège inouï des fonctionnaires métropolitains — que partagent il est vrai des Guadeloupéens qui reviennent au pays après avoir servi en France. Si j'avais été seul, j'aurais probablement tenu à partager les conditions de vie des Guadeloupéens. Mais je n'avais qu'une préoccupation : la santé et le confort de Méla et des enfants. Hypocrisie peut-être, puisque je jouissais en même temps de ces avantages.

Seul inconvénient de la cité Caraïbe : aucun transport en commun. Chacun a sa voiture, en un temps où c'est encore un luxe. Ma pauvre moto peine dans la montée et les chemins de montagne. Je dois souvent la traîner. J'ai plusieurs accidents mineurs : un jour elle se cabre en se prenant pour un cheval et je m'écorche les jambes. Quant à la famille, elle est bloquée dans la cité sauf quand un de nos amis vient nous chercher. J'apprends donc à conduire et j'achète une 11CV Citroën — la fameuse traction avant. Le moniteur me donne le permis immédiatement mais — pas fou — il reprend le volant pour revenir à Basse-Terre.

En mars seulement, je me risquerai à conduire jusqu'à Pointe-à-Pitre. C'est un exploit. La route n'est pas facile, toute de virages en épingles à cheveux avec, au beau milieu, un pont de planches qui ne permet le passage que d'une voiture, sans visibilité pour celle qui vient en sens inverse, le pont étant lui-même parfois un virage. Une route agrémentée de trous profonds et d'énormes pierres qui parsèment la chaussée asphaltée selon la fantaisie des gros camions plats qu'on utilise pour le transport du sable et des pierres. D'énormes camions de bananes et de cannes à sucre dévalent en trombe et les vaches se promènent sur la route étroite. Mais tout cela n'est rien comparé à la circulation dans Pointe-à-Pitre. La « ville », entassement de cases et de baraques, est farcie de sens uniques que personne ne respecte, de véhicules invraisemblables qui débouchent n'importe comment, de n'importe où, à n'importe quelle vitesse, avec parfois, au milieu d'un carrefour, la dérision d'un flic dont le bras sert de girouette à ce maelstrom tintamarrant. Les rues sont semées de pavés, de pièges divers, de fossés de construction, de tonneaux de goudron, de déchets, de cyclistes roulant à gauche, de charrettes à bras en travers, de cochons efflanqués et hauts sur pattes, de noix de coco vidées, d'enfants demi-nus accroupis ou vautrés, de tas de sable, de chars énormes qui bouchent tout, de véhicules divers stationnés à droite, à gauche ou en travers. Tout cela grouillant, courant, criant, s'agglutinant, se démêlant par miracle, klaxonnant, pétaradant, couinant, hurlant, vagissant, se chamaillant, cornant et klaxonnant encore. J'éviterai soigneusement désormais de circuler à Pointe-à-Pitre.

La voiture permet en tout cas de faire plaisir à notre vieille bonne (en fait elle a une cinquantaine d'années !). Nous avons en effet depuis quelque temps trouvé une personne sûre pour garder les enfants et aider Méla dans ses tâches ménagères. Elle s'appelle officiellement Julia, mais son prénom réel est Maïa : les Guadeloupéens ont au moins deux noms, sans compter souvent le nom de sorcellerie. Elle descend chaque jour de Saint-Claude avec un délicieux petit garçon noir de l'âge de Jean-Loup — son compagnon et souvent son complice. Quelle est sa fierté quand nous la reconduisons chez elle en voiture ! « *Patrououn a moïn ka a mené moi...* » ! Quittant la route, nous nous engageons dans un invraisemblable chemin de cailloux pointus, encaissé entre deux haies gigantesques de sang-dragon, des claies de quatre ou cinq mètres tapissées de longues feuilles lancéolées d'où jaillissent des feux d'artifice de fleurs mauves et brunes au parfum violent, lourd, si puissant qu'il reste obsédant jusque dans la cité Caraïbe, à plus de cinq cents mètres. Après avoir roulé un kilomètre dans ce chemin, nous parvenons jusqu'au hameau où habite Maïa : trois cases branlantes de quatre mètres sur cinq. Il fait nuit. Les cases sont éclairées par un lumignon — une boîte de conserve remplie de pétrole où trempe un bout de coton.

Portant les bagages hétéroclites de Maïa — des hardes déchirées, des vêtements que nous donnons aux gosses, le dîner du soir et un seau où elle a accumulé toute la semaine des détritits pour le cochon — nous l'accompagnons jusqu'à sa case, devant laquelle un grand Noir joue du

banjo. Comme les autres cases, la sienne n'a ni fenêtre ni cheminée. Elle est divisée en deux par une cloison de bois qui ne monte pas jusqu'au toit. Une moitié de la case est occupée par une famille d'une demi-douzaine de personnes. Dans l'autre vit Maïa avec sa fille et ses deux petits-enfants. Le tiers de l'espace est occupé par un lit d'une personne ; un bahut grossier et deux chaises — dont l'une que nous avons donnée — complètent le mobilier ; sur un réchaud à bois bout la tambouille. Le soir, on met par terre des guenilles pour les gosses. Dans cette cabane à lapins éclairée par ce rat de cave qui fume, on fait tout : la cuisine et l'amour. Un grouillement d'hommes et de femmes, d'enfants et de vieux qui dorment, jouent du banjo, rêvent, chantent, s'accouplent, râlent de volupté, geignent de douleur ou agonisent. Dans les conditions de logement, rien n'a changé pour eux depuis le temps de l'esclavage. C'est ainsi que vivent plusieurs de mes élèves noirs que j'initie aux subtilités de la grammaire latine.

À côté des cases, dans une chapelle sur pilotis, la vierge de plâtre est mieux lotie et le lumignon qui l'éclaire jour et nuit luit d'un éclat plus vif.

En redescendant dans notre pavillon de la cité Caraïbe, nous retrouvons une autre planète. Nos meubles luxueux de Genève et de Paris sont arrivés dans trois cadres de bois cubiques et s'harmonisent parfaitement avec l'architecture. Ces cadres pourraient sans doute être utiles à quelqu'un. Mais nous ne savons pas à qui les donner. Pour le moment, ils pourrissent à proximité du pavillon. Jusqu'au jour où ils serviront de nids aux termites et il nous faudra les brûler au lance-flammes.

Sur le terrain qui nous a été concédé, nous avons décidé de faire pousser les légumes européens qui viennent de France par avion et coûtent la peau des fesses. Je commence à défricher à grands coups de coupe-coupe. Je m'entaille la main et j'évite de peu le tétanos. Un jardinier finira le travail. Bientôt nous mangeons les tomates et les légumes de notre propre jardin. Tout pousse magnifiquement et donne plusieurs récoltes par an. En dépit de l'avertissement des voisins qui contestent qu'on puisse cultiver les légumes de France.

Ces voisins, du reste, nous ne les fréquentons guère. Petits-bourgeois qui se croient supérieurs parce que la prime leur permet un niveau de vie sans comparaison avec ce qu'ils connaissaient en métropole, parce qu'ils peuvent avoir des domestiques et que la misère ambiante rehausse leur prestige. Leurs soirées mondaines sont désespérément ennuyeuses et leur bavardage est insipide. Nous ne sympathisons qu'avec un ingénieur, père d'un de mes élèves, exceptionnellement simple et direct.

Du peuple de Guadeloupe, nous sommes isolés et nous le regrettons. D'un village proche monte le rythme d'un tam-tam, dès que la nuit tombe. Nous nous y promenons parfois, mais nous y sommes totalement étrangers. Le village n'a pas d'eau. Les pauvres gens viennent la chercher à la cité, à plus d'un demi-kilomètre. Il n'y a pas de fontaine publique. Ils doivent mendier l'eau chez les Européens. Ils repartent avec les seaux et les jarres sur la tête : des petits Noirs de huit à dix ans,

presque nus, leurs guenilles flottant vaguement autour d'eux, qui retournent vers leur case en flageolant sous le poids de l'énorme seau plein d'eau.

Pourtant ce peuple est d'une extraordinaire gaieté. Celle-ci se donne libre cours pendant les jours gras qui durent six semaines. Tous se déguisent avec des guenilles, des masques et des colifichets. Ils dansent partout. Tout un groupe de travestis, avec des flûtes et des tambourins, occupe la rue, envahit les magasins et les édifices publics. Danses interminables au rythme souple. Les enfants déguisés et les grands « masques » rôdent pour qu'on leur donne de l'argent. La nuit, le tam-tam nous poursuit de son rythme lancinant. Quant aux gens aisés, ils dépensent des sommes incroyables pour se costumer. Nous sommes en pleine saison sèche — encore qu'il pleuve une fois par jour à Saint-Claude — et le soleil brûle la savane.

Le grand spectacle, c'est le combat de coqs. Nous y allons un dimanche, à Saint-Claude. La veille, on a vu errer dans les rues de Basse-Terre les paysans noirs avec leur coq sur le bras ou sur l'épaule. Ils ont passé la nuit comme ils ont pu, et, le dimanche, ils sont montés à Saint-Claude. Nous aussi, nous y sommes allés le dimanche matin. Nous avons pénétré dans le « pite », l'enceinte spéciale qui comprend des gradins de bois autour d'une piste circulaire de cinq à six mètres. C'est là que, tous les dimanches, se déroulent les combats. Les amateurs se pressent, au nombre d'une centaine, sur ces gradins. On apporte les coqs qui attendaient dans une cinquantaine de boxes. Aussitôt se croisent les cris et les vociférations. Les paris s'engagent, souvent pour des sommes importantes. Tout le monde fait de grands gestes et roule des yeux blancs. Méla remarque que le « pite » ressemble à un poulailler avec ses perchoirs et de gros volatiles qui battent dérisoirement des ailes.

On prépare les coqs. On les arme. Pour l'entraînement on leur a coupé les ergots et on les a remplacés par des ergots de cuir. On les remplace maintenant par de longues aiguilles d'acier qu'on attache aux pattes. On annonce le prix — 25 000 francs pour l'un des combats. On présente les coqs l'un à l'autre et ils se décochent des coups de becs. On les met en piste et aussitôt ils se jettent l'un sur l'autre.

Le premier combat dure assez longtemps. Un coq rouge et un coq blanc sont aux prises. Ils s'assènent des coups violents, mais non décisifs. Souvent ils sont tellement épuisés qu'ils retombent, haletants, chacun de son côté. Ou bien l'un d'eux se prend l'ergot dans son aile et tombe sans pouvoir se relever. La règle veut qu'alors on interrompe le combat pour une minute. Les deux managers-propriétaires se précipitent. Chacun prend sa bête, la soigne, la saigne à la tête, lui coupe les oreilles pour enlever une prise à l'adversaire, lui rogne les ailes, lui fait boire du rhum pour la doper, lui incise les cuisses pour y mettre du jus de citron, badigeonne ses blessures avec du rhum ou du citron pour l'exciter. Les deux adversaires se précipitent à nouveau l'un vers l'autre. Finalement le

coq blanc l'emporte après avoir assommé et à demi assassiné le rouge.

Aussitôt les spectateurs hurlent, trépignent. L'argent passe de main en main — billets de mille plus que billets de cent.

Déjà deux autres coqs sont aux prises : un coq blanc et un coq roux (il ne s'agit pas d'énormes coqs comme dans la France du nord mais de petits coqs nains que, dans mon enfance, nous appelions des coqs pompette). Le coq roux est étrange — le cou, les cuisses, le ventre et le dos sont nus ; il porte d'autant plus drôlement le grand panache de sa queue et l'or de ses ailes. Son adversaire lui inflige une terrible correction. Le coq roux roule à terre et s'enfuit. Tout à coup, bien dopé, il semble se réveiller et marche sur son adversaire. L'assistance hurle d'excitation et gesticule. Les deux coqs se sont portés des coups terribles aux poumons et halètent, une bave rouge au bec. Tout à coup, le coq chauve bondit sur le blanc et lui enfonce ses ergots d'acier dans le cœur. Les gradins sont sur le point de s'écrouler. Un grand Syrien, dans l'arène, semble atteint de delirium tremens, et, tout en haut, un jeune Noir coiffé d'un casque blanc danse tout seul la bamboula.

Troisième combat : un coq rouge et doré qui fait comme Horace devant les Curiace et se retourne de temps en temps pour contre-attaquer. La tactique ne lui réussit pas. Il finit par rouler sous le blanc, pauvre chose lamentable que son maître, abandonnant la partie, enlève au massacre.

Nous partons alors. Méla est déjà sortie, écœurée de toute cette cruauté des animaux et des hommes. Jean-Loup, qui fixait le spectacle avec une intense curiosité, commence à donner des signes d'impatience. J'en ai assez vu, moi aussi.

Décidément, nous ne partageons pas les plaisirs populaires des Guadeloupéens. En revanche, nous nous refusons à acheter les légumes et les viandes importés de France. Nous mangeons à la guadeloupéenne. Maïa fait la cuisine. Méla envoie aux parents un exemple de nos menus ; à midi, salade de christophine, langue de bœuf à la sauce piquante, confiture de pommes citères et bananes. Le soir : christophines en gratin, bœuf bouilli aux ignames frits et compote de caramboles avec du café de Guadeloupe, sucré au sucre roux, quatre fois moins cher que le sucre raffiné qui revient de France. Une cuisine souvent longue à préparer : le jour où elle nous fait des crabes farcis (il s'agit de ces crabes de terre qui traversent les routes) ou des écrevisses, Maïa y passe la journée.

Les fruits surtout nous enchantent. D'innombrables variétés dont certaines plutôt fades (papayes, sapotis, grenades, pommes Malacca, pommes guenettes, pommes lianes). Les oranges ne peuvent être consommées qu'en jus. Mais les bananes — dix-huit espèces — et les ananas ont une saveur dont nous n'avions pas idée en France. Sur le terrain vague de la cité, nous cueillons des corosols, dont le jus est fabuleux. Quant aux mangues, alors inconnues en Europe, elles sont si abondantes qu'on ne les vend pas. Il s'agit bien sûr des mangues sauvages. Dès que Sylvie saura marcher, elle se promènera toute nue le corps

barbouillé de jaune. Et, quand elle reviendra en France, tout fruit, pour elle, sera « mango ».

Noël 1951 : le sapin manque pour l'arbre de Noël traditionnel. Nous le remplaçons par une branche de filao. Mais le bon côté des choses c'est qu'on peut aller se baigner dans une mer chaude. Le bain de la Saint-Sylvestre est une tradition joyeuse.

Maintenant que nous disposons d'une voiture, nous allons souvent sur les plages. Les plages de galets noirs ou de sable noir de la Basse-Terre, mangroves où les palétuviers poussent jusque dans la mer et donnent de l'ombre. Jean-Loup, nu et couvert de sable noir, commence à aimer l'eau et nage comme un petit chien. Les plages de sable blanc de la Grande-Terre, comme au Moule, où nous allons plus rarement, sont plus gaies sous le soleil, et ombragées aussi par les palétuviers. Je commence à m'adonner à la chasse sous-marine et reste dans l'eau des heures entières sans m'apercevoir du temps qui passe. Je me sens comme en vacances.

La réalité coloniale

Pourtant, je travaille beaucoup. J'aime l'enseignement. Dans chaque classe je constitue des bibliothèques. Mais je trouve surréaliste d'enseigner le latin aux jeunes Guadeloupéens qui vivent dans des cases et, chez eux, parlent créole (quelques mois après notre arrivée, Jean-Loup parle créole comme eux). Je suis surpris de voir que, dans le lycée, les classes « modernes » sont très peu nombreuses. Ce qui est frappant, c'est le caractère artificiel de l'enseignement. Ces jeunes n'ont jamais vu une ville digne de ce nom (on ne peut pas appeler villes les gros villages coloniaux de Basse-Terre et Pointe-à-Pitre). En revanche, ils ont devant les yeux une nature luxuriante, des paysages admirables. Or comment leur forme-t-on l'esprit ? Exactement comme à des petits gars et à des petites filles de Paris. Cela défie le bon sens. Le sens du beau ? On veut le leur faire acquérir par des textes sur les vieux monuments de nos villes métropolitaines ! En géographie, on étudie en détail la structure géologique du Morvan, mais les Antilles constituent dans le manuel le dernier chapitre qu'on n'a jamais le temps d'atteindre. En sciences naturelles ? On ne leur parle que de la faune et de la flore métropolitaine. En histoire ? Pas un mot sur les Antilles ou l'Amérique centrale...

Culture livresque sans aucun rapport avec la réalité et dont les résultats sont significatifs : on sort les jeunes de leur milieu réel, sans les rattacher vraiment à une civilisation concrète. Il leur est impossible de comprendre la valeur et la beauté de leur propre pays.

Je n'ai pas envie de me jeter dans une croisade — je veux rester hors

de toute action politique. Mais j'étudie tous les livres sur l'histoire des Antilles. Je m'entends avec un géographe qui travaille à une étude générale de la Guadeloupe. Il doit aller à Haïti pour observer l'expérience de l'UNESCO. Je lui demande de m'en rapporter des études pédagogiques et du matériel scolaire.

Pour le moment, je vais faire concrètement l'expérience du déphasage culturel. Il existe, au lycée, une société littéraire : « Stella ». Les jeunes qui la dirigent me demandent de les aider à la réorganiser. Le proviseur me prie d'accepter. J'assiste donc à leur séance. C'est un cocktail d'Académie française, de cabaret parisien, et de caf' conc', où les jeunes vedettes se donnent cérémonieusement du monsieur et de la mademoiselle. Un conférencier nous fait un cours (piqué dans un livre de prix) sur « l'évolution de l'architecture en France, des Gallo-Romains à nos jours ». Lui succèdent des chanteurs qui singent Tino Rossi, accompagnés d'un piano poitrine, puis un orateur de seconde qui, les larmes dans la voix, lit un long plaidoyer sur l'avènement social de la race noire et se fait houspiller par l'assistance (j'interviens pour le défendre sur le fond mais je lui reproche de défendre sa cause en lisant un fatras de mots ronflants et d'envolées supposées oratoires) puis un chansonnier qui se veut montmartrois, un poème de Rimbaud récité par une fille qui le confond avec Corneille, enfin — seul valable — un poème d'un élève de première.

J'essaye d'endiguer tout ce cabotinage. Je les invite à parler naturellement de ce qui les touche vraiment, de partir de leurs sentiments véritables et de leur culture authentique. J'obtiens quelques succès. Aux séances suivantes, ils jouent des sketches créoles, jouent des airs créoles, parlent de leurs problèmes et de leur pays, dans une ambiance fraternelle et chaude. Il paraît qu'on n'avait jamais vu ça.

Le proviseur est enchanté. Mais je ne me fais guère d'illusions sur la valeur de ces succès. On ne change pas ainsi une mentalité. Ces jeunes aspirent à être autre chose qu'eux-mêmes. Alors qu'ils ont dans la peau des rythmes africains (il suffit de voir, quand sonne la cloche, les filles se rendre dans leur classe en ondulant en cadence), ils méprisent l'art nègre et leur culture propre. La culture qu'on leur inculque est plaquée. Ce n'est pas un développement culturel, mais un mimétisme.

On en trouve l'écho jusque dans les problèmes vestimentaires. Un jeune professeur, métropolitain, vient dans sa classe en short. Les Guadeloupéens y voient un signe de mépris — est-ce qu'il ferait ça à Paris ? Bien sûr que non, il crèverait de froid. Mais, ici, il fait chaud. Les collègues noirs, eux, s'habillent « comme à Paris », avec veste de laine et petit gilet. La sueur dégouline sur leur visage. Ils étouffent. Moi-même, je fais ma classe en pantalon léger et chemisette — seule concession aux susceptibilités insulaires.

Mes élèves m'aiment bien. Si l'on met à part quelques Blancs

métropolitains, ils constituent trois groupes distincts : les Blancs « becquets », enfants des propriétaires blancs coloniaux — élèves médiocres qui comptent sur la fortune paternelle et n'iront pas au-delà de la troisième —, les Noirs qui ont une furieuse envie d'apprendre mais dont la plupart ont d'énormes difficultés en raison de leurs conditions de vie, les métis qui travaillent bien et vivent dans des conditions qui leur permettent de réussir.

À la base de l'échec scolaire, l'école primaire. On y apprend à lire — dans ce français qui est pour les jeunes Guadeloupéens une langue étrangère — au moyen d'un manuel « au rythme des saisons » importé bien sûr de métropole. Ils y apprennent comme il fait bon, autour du feu, quand tombe la neige. Résultat : un taux effarant d'analphabétisme. 40 % des enfants ne sauront même pas écrire leur nom. 20 % au plus de la population atteignent ou dépassent l'instruction du cours élémentaire.

En mars, je participe à une réunion pour la préparation de la quinzaine de l'école laïque qui se tient sous la présidence du vice-recteur, à Pointe-à-Pitre : une centaine de directeurs d'école et de professeurs. Cette quinzaine se traduit par des fêtes, surtout des bals, ou par des manifestations ésotériques réservées à l'élite : des conférences sur l'humanisme ou sur Gide. Le délégué (stalinien) du syndicat demande, avec raison, plus de liaison de l'école du peuple avec le peuple. Il souhaite qu'on insiste sur la progression des effectifs scolaires et sur les services sociaux. Bluff stupide, car les effectifs sont loin de suivre l'évolution démographique et les services sociaux n'existent guère que sur le papier. Son intervention est mal reçue.

J'interviens brutalement. Il ne faut pas craindre d'exposer la réalité, si cruelle qu'elle soit : 12 000 enfants refusés chaque année faute d'écoles, une énorme proportion d'analphabètes, l'absence presque totale de services sociaux. La misère de l'école laïque devrait être le thème de la quinzaine. Il faut ensuite montrer le rôle réel de l'école : apprendre à connaître son milieu pour pouvoir l'utiliser. Encore faut-il qu'elle fasse réellement connaître ce milieu : la nature, la géographie et l'histoire de la Guadeloupe. Je suggère pour l'année suivante une recherche sur l'histoire de l'île. Enfin, plutôt que des bals et des conférences littéraires, je propose un échange des réalisations culturelles entre les communes et j'offre, à cet effet, les spectacles que je prépare. À ma surprise, je suis le seul à être applaudi et toutes mes propositions sont retenues. J'en suis gêné car je crains de me trouver engagé malgré moi sur le plan syndical ou politique.

La situation de l'enseignement reflète en effet la situation coloniale de l'île. Sur le plan économique d'abord. L'île dépend de la métropole à laquelle elle reste reliée par un cordon ombilical. Elle reçoit — par bateau ou même par avion — les vivres qu'elle pourrait produire elle-même. J'en ai fait l'expérience à l'échelle minuscule de mon jardin. Nous en aurons plus tard confirmation lorsque nous deviendrons les amis du directeur de l'Institut agronomique : les légumes qui viennent à grands

frais de France pourraient être cultivés à la Guadeloupe au rythme de plusieurs récoltes par an. Mais, comme si survivait un pacte colonial, rien n'est fait pour développer de telles cultures. Les petites exploitations agricoles — celles des Noirs — végètent et n'ont guère dépassé le stade de la cueillette. L'élevage reste à un niveau primitif. Si l'on veut manger de la bonne viande ou des poulets, il faut acheter des produits qui viennent de France.

En revanche, les grandes exploitations, éminemment rentables — celles des becquets —, sont celles de la monoculture : la canne à sucre en Grande-Terre — le sucre étant raffiné en France et revenant quatre fois plus cher en Guadeloupe ; la banane, en Basse-Terre. Les bananeraies couvrent les collines — les mornes ; faute de racines, elles laissent couler jusqu'à la mer la bonne terre, en raison des pluies diluviennes ; bientôt, comme à Haïti, les mornes seront dénudés et stériles. Aucune industrie, même vivrière.

L'économie de l'île est aux mains d'une poignée de grands propriétaires becquets. Les Noirs sont des paysans misérables, des dockers et des coupeurs de canne. Les métis sont commerçants, avocats ou fonctionnaires. La Guadeloupe, comme la Martinique, vit dans la dépendance de la métropole. Les traitements d'une armée de fonctionnaires alimentent son économie artificielle.

Quant au racisme, il ne se révèle pas au premier regard, mais il pourrit l'ensemble de la société. Élie Chauffrein me le montre : « Observez : même dans vos classes, aucun Blanc ne fréquente les Noirs. » Je crois pouvoir le contester. J'ai, dans ma classe de troisième, un garçon blanc, nommé Aubert, avec un visage très fin et des cheveux noirs qui ondulent. Son grand ami est un métis de teint foncé, aux cheveux crépus. Je donne cet exemple.

« Mais, répond Élie Chauffrein, Aubert n'est pas un Blanc. Son papa est noir. »

Il s'agit d'un nègre blanc, généralement repoussé par toutes les communautés. Il a de la chance d'être accepté par un métis.

Tous mes collègues sont habitués à éviter soigneusement tout sujet de conversation qui risquerait de provoquer les susceptibilités raciales. Ils marchent sur des œufs. J'ai décidé de ne pas marcher sur des œufs. Je me refuse à cette diplomatie. Dans mes classes, j'ouvre même le débat sur le racisme.

Un grand garçon noir, fort intelligent, lance :

« Je préférerais vivre sous un régime hitlérien ou aux États-Unis. Là-bas au moins, les choses seraient claires. Cela vaudrait mieux que le racisme hypocrite et rampant que nous connaissons ici. »

J'en fais moi-même l'expérience. Nous avons à Basse-Terre de bons amis auxquels Méla a rendu de grands services en France — les Penchard. Madame Penchard est mulâtresse, et ses enfants sont plus foncés qu'elle.

Elle tient dans le centre de la ville un grand magasin. On y traite les Noirs comme des chiens. On refuse en fait de les servir : on ne les voit pas, on n'a pas l'article ou il est déjà vendu ; on est occupé ailleurs. Les métis sont les plus violents dans la discrimination raciale, tant est âpre leur aspiration à se débarrasser de leur « tare » de couleur. Un mulâtre ne veut frayer qu'avec les plus clairs de peau. Dans les familles, certains enfants méprisent celui des parents qui est le plus coloré, reprochant à l'autre de s'être mésallié.

Quand deux dockers noirs se disputent sur le quai, après avoir épuisé toutes les insultes, ils se lancent l'injure suprême : « Sale nègre ! » Une collègue, professeur d'espagnol, belle comme une Vénus d'ébène, a épousé un avorton souffreteux, laid et stupide, dont le seul avantage est d'être blanc. Un jour, devant ses élèves — toutes noires —, elle déclare : « Je donnerais mon bras droit pour changer de peau ! »

Élie Chauffrein a stupéfié ses amis en revendiquant la qualité de nègre et en refusant de s'inscrire comme mulâtre. Presque tous les métis qui sont devenus médecins, magistrats ou fonctionnaires se sentent du côté de la bourgeoisie blanche. À l'autre pôle, la conscience de classe se développe comme corrélatif avec une conscience raciale. Les ouvriers, les pauvres gens, se sentent menacés à la fois comme prolétaires et comme noirs — d'où le caractère agressif de cette prise de conscience qui ne surmonte guère les préjugés raciaux et inquiète les Blancs.

Depuis la Libération, la Guadeloupe est devenue département français — encore que bon nombre des lois de la République n'y soient pas appliquées comme les allocations familiales, puisqu'il n'est pas nécessaire de favoriser la natalité indigène. Le statut départemental fait la quasi-unanimité. La fédération communiste de Guadeloupe en est l'ardent défenseur. J'ai, à ce sujet, de vives discussions avec le communiste Élie Chauffrein. Je pense que les Antilles ne pourront pas se développer tant qu'elles ne seront pas débarrassées du carcan métropolitain et qu'elles n'auront pas conquis leur autonomie — leur indépendance ne pouvant être envisagée que dans le cadre plus vaste d'une fédération caraïbe.

Le maire de Saint-Claude, Rémy Nainsouta, est de cet avis et a rompu avec le Parti communiste. Je vais lui rendre visite. Il m'apprend beaucoup. Nous constatons notre identité de vues. Il m'envoie rencontrer d'autres personnalités qui partagent la même aspiration.

J'envoie un article à *L'Observateur*, qu'ont fondé, depuis peu, Gilles Martinet et Claude Bourdet. Ils le publient en double page, je ne sais plus sous quel pseudonyme.

J'y donne aussi des nouvelles de la grève des coupeurs de canne. Une grève violente avec intervention brutale de la police : huit morts. La CGT appelle à une grève générale de solidarité. Au lycée, les collègues s'y refusent et acceptent seulement de verser à la souscription que je propose. Mais trois collègues noirs décident de faire grève, avec ou sans l'accord du syndicat. Je fais voter la liberté d'action pour cette journée.

Et je fais grève pour me solidariser avec les collègues noirs en grève. Seul métropolitain de la Guadeloupe, bien sûr, à faire grève.

Chassés de la cité Caraïbe

La riposte du préfet ne se fait pas attendre. En août 52, je reçois injonction d'avoir à quitter la cité Caraïbe dans les quinze jours. C'est une tuile. Pour la santé de Méla et des gosses. Pour mes meubles aussi, qui constituent toute notre fortune. J'ai du remords d'avoir tout mis en cause en suivant mes réflexes. Méla me reconforte et me félicite d'avoir agi comme j'ai fait.

Le directeur du cabinet me fait des vagues promesses. J'exige un rendez-vous du préfet lui-même. Élie Chauffrein le voit, en tant que proviseur et conseiller général. J'apprends que le préfet ne me reproche pas seulement la grève — la grève d'un fonctionnaire métropolitain est pour lui un affront direct — mais aussi l'article de *L'Observateur* : on a reconnu mon style.

Il me fait une proposition : mon pavillon a été promis à un collègue de couleur — retour de métropole. Il est prêt à l'évincer à mon profit, découvrant le saint Pierre noir pour couvrir le saint Paul bolchevik. Je ne tomberai pas dans le piège. Méla est bien d'accord : nous laisserons au collègue Giraud le pavillon avec nos meubles — lui-même en étant totalement démuné. J'exige un autre pavillon.

La tension monte dans les lycées où mes collègues me soutiennent à fond. Ils sont plus facilement solidaires de moi que des coupeurs de canne. Le proviseur laisse entendre au préfet qu'il va se trouver devant une grève. L'honorable représentant du pouvoir craint les histoires. Il cède. Nous aurons un nouveau pavillon en juillet.

Plusieurs amis nous offrent asile — le proviseur, bien sûr, dans l'appartement que nous avons déjà occupé ; un ami qui met à notre disposition un pavillon à Plavel, à 800 mètres d'altitude ; madame Penchard qui nous demande de loger chez elle.

J'écris à Philippe : « Le révolutionnaire, même endormi, a toujours quelque chose du Juif errant. C'est là, matérialisée, cette éternelle inquiétude dont parlait Goethe. Les pouvoirs publics, par leurs sanctions, rendent hommage à sa jeunesse. Les assis en sont exempts. Bien sûr, lesdits pouvoirs n'ont pas l'impression de rendre un hommage quelconque et le bénéficiaire s'en passerait volontiers. Mais cette haine est reconfortante. »

Nous campons quelques jours chez nos amis de Plavel. Le site est splendide mais pour y parvenir, il faut suivre pendant des kilomètres un sentier de chèvres que n'apprécie pas la Citroën. Le déluge y est tel que toute la famille s'enrhume.

Finalement nous décidons d'accepter l'invitation de madame Penchard. Nous allons vivre au milieu de la ville, dans des conditions plus proches de la vie des Guadeloupéens. Privilégiés encore, bien sûr. Nous disposons de deux chambres, de la jouissance d'un bureau, d'une chambre pour Maïa et son petit-fils. Les chambres sont bien entendu meublées et copieusement fournies en crucifix, images de la Vierge et de saints, buis bénis et palmes bénites.

Du grand balcon, nous dominons tout le centre-ville. En face respalendit l'église, avec la superbe statue toute blanche de Notre-Dame de la Guadeloupe. À toute heure du jour et de la nuit, le vent nous apporte un petit air de messe. Dès cinq heures du matin, les cloches carillonnent à toute volée pendant une demi-heure (je comprends pourquoi il y a tant de monde à l'église : les cloches fichent littéralement la population hors du lit !). Ensuite, dans l'église comble aux grandes portes ouvertes, commencent les cantiques. *Valens, nolens*, nous avalons toute la liturgie et les sonneries grêles de la quête viennent nous reprocher aigrement notre obstination de mécréants. Pour les cloches, ce n'est qu'un début. Tout le reste de la journée, les messes et les vêpres, les services des morts et des vivants, tout leur donnera prétexte pour nous casser les oreilles.

Pour être juste, il n'y a pas que les cloches pour réveiller les dormeurs obstinés. Les « chars » klaxonnent, avec une joie sadique, jusqu'à une heure du matin, grinçant de tous leurs freins, pétaradant de toutes les soupapes qu'ils peuvent trouver, faisant pleurer de désespoir leurs boîtes de vitesses. Les chiens s'en mêlent qui doivent communiquer de la mer Caraïbe à l'Atlantique, et les chats qui font l'amour sur chaque feuille de tôle. Les plus obstinés, ce sont les coqs. En Guadeloupe, ils n'ont pas plus le sens de l'heure que le reste de la population. Leurs cocoricos éclatants se répercutent d'un bout à l'autre de la ville de demi-heure en demi-heure, sous la pleine lune, et ils mettent à profit tous les moments de silence accordés par les autres animaux.

Nos hôtes sont charmants et d'une extrême prévenance. Méla tient à se rendre utile au magasin, en dépit de leurs protestations. C'est ainsi qu'elle découvrira, avec stupeur, la discrimination dont sont victimes les clients noirs. Elle les servira, bien sûr, en priorité.

Elle supporte de plus en plus mal sa situation de « femme au foyer ». Aussi, quand Tillet, le plus grand pharmacien de Basse-Terre (et de l'île), lui propose de travailler dans son laboratoire, acceptera-t-elle avec enthousiasme. Le bonhomme n'est pas fou. Il compte aller passer six mois en métropole et lui laisser la responsabilité de l'officine. Bien avant cela, il lui laissera du reste la direction effective de la pharmacie. Le salaire sera moins mirobolant qu'on le laissait miroiter, mais Méla sera à son affaire.

Nous avons décidé d'aller passer nos vacances en France. Pour faire plaisir aux parents, mais aussi parce que j'avais hâte de revoir Philippe.

Nous hésitons seulement devant les frais du voyage, nos finances étant encore branlantes. Cette fois, Méla tient un argument massue : « Moi, je ne puis pas partir, puisque je suis responsable de la pharmacie et que je tiens à ce travail. Tu dois partir seul avec Jean-Loup. » C'est ainsi que je prends mon billet pour Le Havre, non sans une certaine mauvaise conscience.

En attendant notre séparation, nous mettons à profit tout le temps libre pour nous éloigner du bruyant appartement de madame Penchard. Dès que nous le pouvons, nous allons sur les plages. Nous sommes émerveillés par celle du Moule : une anse profonde d'eau tranquille, bordée de rochers, entourée d'une forêt tropicale, de résiniers et d'innombrables essences. Au bord de la plage, une ombre profonde et reposante. Méla ne se baigne guère et surveille les ébats de Jean-Loup. Moi, je fais de la plongée sous-marine. Je chasse au milieu des bancs de poissons multicolores et, malgré ma maladresse, j'attrape de temps en temps quelque imprudent.

Le plus extraordinaire, c'est la pointe des Châteaux, à l'extrémité de la Grande-Terre, à laquelle on parvient après quatre heures de voiture, par une route incroyable faite de fondrières, en traversant les villages les plus misérables que je n'aie jamais vus dans l'île. Le paysage rappelle celui de la pointe du Raz en Bretagne, mais les résiniers nains en tempèrent l'austérité. Des rochers gigantesques qui surgissent en pleine mer avec des formes étranges et qu'assiège le même océan rageur — mais ici il est incroyablement limpide. Toutefois, ce qu'on ne voit pas en Bretagne, ce sont les fonds sous-marins. Les forêts de fougères et d'arborescences pétrifiées, de madrépores blancs ou rouges, bruns ou dorés, au milieu desquels circulent des bandes de poissons multicolores, les uns tout blancs et transparents, comme filigranés d'or, les autres d'un bleu intense pailleté de bleu roi ; d'autres encore de toutes les couleurs, certains portant une livrée mi-partie, bleu et rouge ; il y en a des grands et des petits, scintillant de toutes leurs écailles, les uns d'un demi-mètre de long, d'autres minuscules et brillants comme des colibris. Pauvres bêtes confiantes qui viennent regarder de leur oeil rond la flèche d'acier. Avec moi, elles n'ont pas grand-chose à craindre.

Pourtant, nous ne nous sentons pas toujours en vacances. La saison des pluies a commencé. Nous souffrons tous les quatre de malaises divers. Jean-Loup a perdu son dynamisme. Il passe son temps à sucer son pouce, les yeux dans le vague. Nous décidons de remonter dans le haut de la ville, au lycée où le proviseur peut désormais mettre à notre disposition quatre grandes pièces. Il me met en garde contre l'anémie que provoque un climat uniformément chaud. Il est étonné que je fasse classe avec une forte fièvre.

C'est qu'en cette fin d'année, j'ai beaucoup de travail. Nous préparons deux pièces de théâtre. La première est une pièce créole, *Paul Tikitak*, pour laquelle nous avons amalgamé trois sketches populaires qui mettent en scène le même personnage. Toute l'histoire se passe au

tribunal : un brave nègre de la campagne, voulant tuer un zouzou (un bourdon), a frappé une marchande de bonbons (de gâteaux) et dispersé son étalage ; l'inculpé a volé des fruits à pain et des noix de coco ; il explique qu'il a une nombreuse famille qui crève de faim ; enfin, il est inculpé pour avoir tué un camarade au cours d'une rixe, en dansant « la danse arrière ». Il l'a piétiné au son du tam-tam jusqu'à ce que mort s'ensuive. L'assistance se tord de rire. Comment les Antillais ont-ils pu faire une pièce frénétiquement drôle de cette sombre histoire de vol et de meurtre, de misère et d'ignorance ? Toute une ambiance sous-jacente de langueur et d'érotisme, un peu dans la veine de *La Route au tabac*, de Caldwell, mais follement dans la note comique.

La seconde partie est traditionnelle. Je fais jouer, par mes élèves de troisième, *Les Précieuses ridicules* qui est à leur programme. Ma seule audace est de faire jouer par les Blancs les rôles de domestiques, par les Noirs, les rôles de marquis et marquises. Mais je veux donner une vraie représentation théâtrale. J'exige la perfection dans le jeu et dans tous les détails. La maîtresse de couture prépare les costumes. J'ai obtenu pour les perruques le concours du curé : « Je vous les prête à vous, mais pas avec plaisir, parce que c'est pour la quinzaine de l'école laïque et que les chefs de la Ligue de l'enseignement sont des sectaires. — A vous, mon père, de montrer que vous ne l'êtes pas. »

Le professeur de dessin a demandé deux jours de congé pour découper et ajuster la chaise à porteurs. Pendant sa classe, il la peint en rouge et en bleu tandis que ses élèves restent les bras croisés. À la maîtresse de couture qui lui demande de les lui envoyer en renfort, il refuse : « J'ai le droit de faire de mes élèves ce que je veux. » Je ne sais pourquoi cela me rappelle l'épisode de l'ouvrier plombier qui, en décembre, était venu réparer chez nous une conduite d'eau à la cité Caraïbe. Il avait coupé l'eau et avait laissé ses outils dans la salle de bains inondée : « Je reviens demain. » Il n'est jamais revenu. Cinq mois plus tard, Mêla le rencontre par hasard : « C'est comme ça que vous avez terminé votre travail, chez nous ? — Ne m'en parlez pas ; j'ai présenté ma note et on ne m'a pas encore payé. »

Une des répétitions m'a fait connaître la plus grande frayeur de ma vie. J'avais laissé ma voiture près du lycée, dans la cour en pente où se promenaient mes élèves. Jean-Loup monte dedans, joue avec le volant... et desserre le frein. Je vois la voiture descendre en reculant et prendre de la vitesse. Un craquement. La voiture a buté sur un mur, une dizaine de mètres plus loin. Je me précipite, blanc comme une hostie. Jean-Loup est indemne. Il reçoit la plus forte fessée de son existence : c'est, avec le goût du corossol, le seul souvenir qu'il gardera de la Guadeloupe.

À la veille de la représentation, je suis inquiet : nous n'avons pratiquement pas pu répéter sur la scène du théâtre. En fait, dans une salle archicomble, c'est un énorme succès. Plus que les félicitations

du vice-recteur et des collègues, ce qui me réjouit c'est le rire du public et surtout des enfants.

Quant à la petite famille, après un passage difficile, elle est au mieux de sa forme. Depuis qu'elle a pris des responsabilités à la pharmacie, Méla est rayonnante. Elle soigne à nouveau sa mise, comme à Genève. Au bal de l'enseignement où je ne puis aller, étant cloué au lit (excuse providentielle), le proviseur, lui aussi malade, lui demande de le représenter. Elle est très belle, avec sa coiffure à la Fontange et une robe de soie moulante. Elle dansera jusqu'à deux heures du matin.

Elle vient de passer son permis de conduire et est désormais indépendante. Sylvie, elle aussi, commence à passer son permis de marcher sur deux pattes, à dix mois. Elle est rayonnante de santé. Jean-Loup est moins coléreux, toujours adorable et drôle : « Dis, papa, pourquoi les poissons ne parlent pas ?... Je vois, ils parlent en dedans. » Il se dépense comme un diable et parle couramment créole. Il est très impatient de revoir mamie et papie. Mais il ne sait pas que l'attend aussi, en France, l'épreuve d'une petite intervention chirurgicale : l'ablation des amygdales.

Pour moi, j'éprouve toujours du remords à laisser Méla et Sylvie en pleine saison chaude. Heureusement nous avons reçu les titres officiels pour notre réinstallation à la cité Caraïbe avant la fin du mois de juillet.

Le voyage en France

Méla et nos amis nous conduisent à Pointe-à-Pitre pour prendre le bateau. La traversée n'a plus pour moi la saveur de l'inconnu. Je passe l'essentiel de mon temps à surveiller Jean-Loup qui court de tous les côtés avec ses petits copains et ne connaît pas le repos. Chose surprenante : il mange comme un Gargantua. Il amuse les passagers par ses reparties et sa drôlerie. Tous s'étonnent de son vocabulaire et de sa syntaxe. Il me dicte un poème où ladite syntaxe est victime de la licence poétique, mais où la rime est incontestablement riche :

*« La mer est bleue
Mon maillot est
bleu Mes yeux est
bleu Le ciel est
bleu. »*

Il est heureux de voyager sur le *Colombie* — qu'il appelle « *Mon Colombie* ». Mais dans un autre « poème » perce déjà le caractère casanier qu'il montrera plus tard :

« *Moi, je n'aime pas les bateaux,
Ni les grands bateaux, ni les petits
bateaux Moi, j'aime que les maisons.* »

André et les parents nous attendent sur le quai du Havre. Émotion des retrouvailles. Nous revenons en voiture à Échemiré, où André est directeur du centre d'apprentissage. Cet ancien château quelque peu délabré sera toujours le paradis de nos enfants, avec son grand bassin et son parc.

À Saint-Jean, nous retrouvons la tante Yvonne, toujours dynamique malgré son infirmité, et Lison, que tout le monde appelle « la vieille Lison », alors qu'elle est moins âgée que moi : elle devient de plus en plus sourde ; quand mes parents la feront opérer elle aura le sentiment d'une nouvelle vie. Les jouets de Jean-Loup ont été amoureusement réparés et André lui a fait fabriquer une superbe brouette par ses élèves.

Rendez-vous familiaux. Nous allons rendre une visite à Tantette et à l'oncle Do. Je ne sais plus si j'ai déjà parlé de la grande maison bourgeoise de Luçon, avec son escalier monumental, ses serres que nous fournirons en plantes tropicales, ses volées d'oiseaux et le grand parc où s'ébattaient les colleys. L'oncle Pabeuf a cessé de pratiquer la chirurgie à l'hôpital, mais il consulte encore ; refusant de faire payer ses consultations par les pauvres et négligeant d'exiger ses honoraires aux riches qui en profitent. Il reste maire de Luçon et conseiller général. Ce bourgeois d'une vieille famille aristocratique ne manque pas de caractère. Radical, il appartient au parti des bleus, comme on dit en Vendée, démocrate et anticlérical. Pendant l'Occupation, il a été arrêté comme résistant et, pendant plusieurs mois, emprisonné à Poitiers. Sa maison a servi de refuge à divers camarades en danger que j'y ai envoyés. À la Libération, Roland et Yvonne Filiâtre y ont passé plusieurs mois de convalescence. Pour nous et pour nos enfants, Limette sera, des soeurs et frères de ma mère, celle qui nous sera la plus chère.

Philippe vient nous rejoindre, accueilli à bras ouverts par mes parents. Avec lui, nous réaliserons un vieux rêve : deux semaines de camping à l'île d'Yeu, dans les landes les plus désertes. Même si notre vieille tente prend l'eau, c'est une quinzaine paisible et heureuse. En septembre, je monte à Paris avec Philippe pour faire des achats et voir mes jeunes amis de Taverny. Je n'avais averti personne de mon retour en France et deux de mes anciens élèves sont venus me rendre visite à Basse-Terre, alors que je ne m'y trouve plus. Je m'apprête à repartir en Guadeloupe. Mais la séparation est provisoire. Mes parents ont promis de venir passer chez nous la « saison sèche », en février-mars de l'année suivante. Philippe doit également venir nous rejoindre aux grandes vacances, s'il a réussi son bac. C'est lui qui va chercher Jean-Loup pour le ramener à Paris. Nous rejoignons le *Colombie*, Jean-Loup et moi, impatients de retrouver Méla et Sylvie. Traversée sans histoire. La mer est belle. Le plus souvent, une mer d'huile.

À nouveau cité Caraïbe

Nous voici à nouveau réunis. Nous occupons un autre pavillon dans la cité Caraïbe. Un pavillon plus traditionnel. Confortable quand même. Du moins quand on aura réparé le toit. Un toit qui laisse passer l'eau, ce n'est nulle part un bienfait des dieux. En Guadeloupe, c'est une catastrophe. La pluie tombe littéralement à torrents. Spectacle curieux que de voir se rapprocher la trombe d'eau, comme un mur liquide, quand elle arrive sur la bananeraie, à deux cents mètres. La route qui descend à Basse-Terre est bordée des deux côtés par un fossé profond de deux mètres et court entre deux torrents. J'y serai victime d'un accident spectaculaire. Ce jour-là, exceptionnellement je roule doucement lorsque, tout à coup, je sens la route se dérober sous les roues. Elle glisse dans le fossé, tranquillement, entraînant la voiture qui se retrouve au fond, sur le toit. Heureusement il ne pleut pas et l'eau s'est écoulée. Je sors. J'escalade le bord du fossé, je fais du stop, je signale l'accident aux Ponts et Chaussée et je prends normalement ma classe. À dix heures, la Citroën, indemne, m'attend dans la cour du lycée : une équipe l'a tirée à bras d'hommes.

Autre aventure antillaise : l'invasion des termites. Un jour, nous constatons sur les murs, à l'intérieur du pavillon, d'étranges arabesques. Des galeries de termites. Nous détruisons ces galeries ; le lendemain, stupeur : les termites ont attaqué ailleurs et poursuivent leur avance. Scénario digne d'Hitchcock : une véritable guerre commence, où les insectes manifestent une supériorité stratégique. Nous appelons à l'aide. On découvre que la termitière s'est installée dans les cadres qui avaient servi au déménagement de nos meubles. C'est la base de départ de l'offensive. Il faut employer les grands moyens. Nous arrosons d'essence les cadres de bois. Mais l'incendie ne suffit pas. Il faut utiliser le lance-flammes pour venir à bout de l'adversaire. Après trois jours de combat.

Depuis le passage du dernier cyclone, il n'y avait plus d'oiseaux en Guadeloupe. Sauf des colibris, minuscules comme des grosses mouches bleues. Ces colibris viennent voler à l'intérieur du pavillon. Notre fétiche, c'est un raton-laveur, qu'on appelle racoon en créole. Un petit Noir est venu nous le proposer et Méla me l'a acheté pour mon anniversaire. C'est une adorable petite bête, guère plus grosse qu'un écureuil, agile comme lui, avec une énorme queue empanachée, annelée de gris et de noir, qui mange délicatement avec ses petites mains, dressé sur ses pattes de derrière, non sans avoir lavé les fruits au préalable. Il bondit sur les meubles et trempe ses mains dans l'eau des vases, presque toujours sans les casser. Quand j'arrive, il saute sur mes épaules et fouille mon oreille avec son fin museau. Sylvie, plus tard, l'invitera au même exercice et se fera mordre cruellement l'oreille. Le racoon vit en toute liberté, batifole dans les environs et revient à la maison s'offrir aux caresses comme un petit chat. Nous le retrouverons un jour blotti sous le drap, au fond du lit. Quand nous partirons, il sera

alors gros comme un caniche. Nous le confierons à un ami afin de préparer les conditions de son acclimatation en France. Mis à la chaîne, il mourra avant le voyage.

En octobre 1952, c'est la rentrée des classes. Sylvie n'en profite pas encore. Elle vient tout juste d'adopter la position verticale alors qu'elle avait commencé à marcher en juillet ; elle en est restée tout ce temps au déplacement à quatre pattes, plus facile et plus rapide. Elle devient une compagne de jeu pour Jean- Loup et son copain, Michel, le petit-fils de Maïa. Les deux garçons vont à l'école maternelle ou ce qui en tient lieu. La petite école, enfouie au milieu des sang-dragon, n'est qu'une garderie dans une case où une douzaine d'enfants disposent de bancs pour tout mobilier. Je ne suis pas sûr que la maîtresse sache lire. Du moins, avec ses copains noirs, Jean-Loup perfectionne son créole.

Prof de philo

J'ai dit sans doute plus haut en quel mépris j'avais tenu l'enseignement officiel de la philosophie. Même si j'avais été à même de l'enseigner à Paris, je m'y serais refusé. En Guadeloupe, j'ai changé d'avis. Plutôt, j'en suis venu à considérer qu'un certain type d'enseignement philosophique pouvait être d'une richesse incomparable. Non pas l'histoire de la pensée philosophique, de Platon à Heidegger, en passant par Descartes, Kant ou Hegel — une telle voie pouvant être utile, à la rigueur, dans une classe de khâgne, non dans une classe de terminale. Encore moins pour initier aux méandres de la métaphysique — qui me sont toujours restés étrangers. Mais pour apprendre à penser. Finalement je n'ai jamais poursuivi d'autre objectif dans mon enseignement, même dans les classes du premier cycle. Tout au long de ma carrière, j'ai reçu d'innombrables témoignages de mes anciens élèves vous nous avez appris à penser. Nul compliment ne m'a jamais autant donné de satisfaction. Il me semblait que mon enseignement serait plus fructueux donné à de grands adolescents, à partir des acquisitions diversifiées de leurs connaissances. D'autant plus important dans un pays comme la Guadeloupe où tout l'enseignement visait à plaquer ces connaissances sans relation avec leur vie réelle et, finalement, à leur désapprendre à penser par eux-mêmes.

Je ne tenais donc pas à enseigner la philosophie en classe de philosophie, mais dans les classes terminales scientifiques. C'est pourquoi j'accepte avec enthousiasme la proposition du proviseur de tenir la chaire de philosophie dans les classes de maths élémentaires et de sciences expérimentales.

J'appliquerai quelques principes simples : d'abord ne tenir aucun compte des programmes officiels ; interdire les manuels de philo qui, une fois encore, s'efforcent d'entraîner les jeunes à répéter la pensée d'autrui et

à la plaquer sur leur réflexion propre ; de manière générale refuser de préparer mes élèves au bac, mais leur apprendre à réfléchir par eux-mêmes et à développer leur propre responsabilité. Ensuite réduire au minimum les cours ex cathedra. Ce seront des cours personnels pendant lesquels je m'efforce de penser devant eux — non pour les convaincre de la justesse de ma propre pensée, mais pour amorcer le dialogue et par la voie du dialogue. De tels cours, j'ai dû en faire tout au plus quatre ou cinq tout au long de l'année scolaire. Enfin et surtout, partir de leurs propres préoccupations et de leur propre réflexion. L'essentiel de mes cours se passe ainsi : un élève (ou plusieurs élèves) refait devant tous une démonstration du cours de mathématiques, de physique, de chimie ou de sciences naturelles. Ensemble nous en étudions les ressorts et la logique, puis nous nous efforçons de généraliser pour comprendre les mécanismes de la pensée. Je ne comprends pas toujours, du premier coup, la démonstration elle-même. Je le dis. On la recommence et on s'explique : c'est souvent plus fructueux.

Mes élèves rédigent bien sûr des dissertations je leur enseigne à trouver des idées, à articuler leur pensée, à l'organiser, au besoin à la nuancer, mais surtout à ne rien écrire qu'ils ne pensent réellement. Je mène une guerre impitoyable contre la phraséologie, les formules grandiloquentes ou amphigouriques. J'exige une pensée claire, clairement exprimée, aussi concrètement que possible. Mais aussi, j'invite mes élèves à formuler dans un court papier — comme ceux d'Alain — leur pensée sur n'importe quel sujet ou n'importe laquelle de leurs préoccupations. Nous en discutons collectivement.

On ne peut imaginer un enseignement moins dogmatique. Au jury d'examen, mes collègues me surprendront en me déclarant : « On reconnaît tout de suite les copies de tes élèves. » En fait, on ne les reconnaît pas parce qu'ils répètent mon cours et ma philosophie — ils auraient du mal — mais parce qu'ils ne répètent personne, qu'ils réfléchissent par eux-mêmes — et dans un langage simple et clair.

Le proviseur est content : tous mes élèves sont reçus avec de bonnes notes en philo. Mais tel n'était pas mon objectif.

L'année suivante, je ne puis pas enseigner la philo ; je dois partir en cours d'année, profitant des avantages des professeurs expatriés. Je demande deux classes : une classe de seconde moderne formée des anciens élèves des cours complémentaires, l'enseignement de l'histoire et de la géographie dans une classe de troisième : on y ajoutera le français en 5e.

En seconde, la catastrophe dépasse mes prévisions les plus pessimistes. J'interroge, en histoire, des volontaires : en quoi consiste la révolution intellectuelle du XVI^e siècle ? Un garçon répond : « À l'origine, ils conservaient leurs corps. » À l'issue d'un interrogatoire patient, je finis par traduire : « Au Moyen Âge, les penseurs avaient le mépris du corps. » Une fille commence par quelques phrases justes, puis continue par une phrase rigoureusement

incompréhensible. Je lui demande ce qu'elle signifie. Réponse : « Je ne sais pas, monsieur. » Logomachie dans une langue qui leur est étrangère. Que faire de ces 35 garçons et filles, en majorité noirs, avec quelques métis, qui vivent dans des conditions lamentables et qui ont appris la lecture et le français dans « le livre des saisons », enseignés par des instituteurs qui ont reçu eux-mêmes une semblable formation plaquée sur des réalités étrangères ?

Je propose au proviseur de supprimer la deuxième langue — qui est pour eux la troisième — pour donner deux heures supplémentaires de français, pour leur donner un vocabulaire élémentaire, leur apprendre l'usage des mots et la structure d'une phrase ; de supprimer l'étude du XVI^e siècle et de commencer par les auteurs du XX^e ; de constituer une équipe des profs de français, de maths et d'anglais pour coordonner l'action et suivre les élèves individuellement. Le proviseur approuve mon rapport, donne son accord pour ce qui dépend de lui et décide d'en référer au vice-recteur pour généraliser l'expérience. Aucune suite, bien entendu.

En histoire et géographie, j'entends partir de la réalité guadeloupéenne et antillaise. Nous étudions, par exemple, les climats en France. Je pose la question : « Quelle est la région la plus pluvieuse ? » Réponse : « La Bretagne. Il tombe 0,56 m d'eau par an. » « À Basse-Terre il pleut moins ou plus qu'en Bretagne ? » « Il pleut moins puisque la Bretagne est la plus pluvieuse. » « Combien tombe-t-il d'eau à Basse-Terre ? » Personne ne peut répondre. « Il tombe six mètres d'eau, et neuf mètres en haut de la Soufrière. Mais quand vous savez cela, vous n'avez pas encore compris ce que signifie la pluie en France. Ici vous vous promenez sous une trombe d'eau ; un quart d'heure plus tard vous êtes secs ; en France, si vos vêtements sont mouillés, vous restez trempés et vous avez froid. Quand il pleut, vous diriez qu'il "fifine" ; les averses tombent un peu plus dru, mais sans commune mesure avec les trombes d'eau que vous connaissez ici. »

En m'aidant des manuels de la Trinité, je fabrique avec mes élèves de grandes cartes murales de la Guadeloupe — une carte géologique, une carte de l'agriculture, des ressources et (ce qui est vite fait) de l'industrie, une carte humaine et politique. Nous les vérifions avec des spécialistes, notamment le directeur du Centre de recherche agronomique. J'espère que ces cartes auront été utilisées après moi.

Les parents et Philippe en Guadeloupe

Mon père et ma mère ont tenu parole. Ils viennent en Guadeloupe en mars 1953. Ils sont enchantés de leur croisière — même mon père, de caractère casanier. Ils retrouvent avec joie Méla et Sylvie. Ils apprécient le confort et le climat de la cité Caraïbe, en cette délicieuse saison sèche. Nous leur faisons visiter toute l'île. Ma mère s'émerveille surtout des fleurs innombrables, des bougainvilliers, des hibiscus, des flamboyants. Deux mois de bonheur dont ils garderont la nostalgie. Ils rapporteront quelques plants en Vendée.

Nous préparons maintenant le voyage de Philippe. Reçu à la première partie du bac, il a obtenu l'accord de ses parents. Il passe avec nous les vacances d'été. Nous allons camper deux jours à la pointe des Châteaux. Pêche sous-marine dans la forêt des madrépores. Communion silencieuse dans les eaux bleues dont les vagues déferlent violemment, des eaux si claires qu'on voit partout le fond. Par signes, Philippe dit son émerveillement devant les coraux, les éventails de Vénus violets, les poissons de toutes les formes et de toutes les couleurs. Tout à coup, je l'aperçois qui touche presque une manta — une raie géante de plus de trois mètres d'envergure — qui nage sur place, en faisant onduler ses ailes. Un instant, je crains qu'il ne lance sa flèche. Par la suite, des pêcheurs nous expliqueront comment on pêche la manta, en la harponnant, puis en la laissant se fatiguer pendant des heures à traîner l'embarcation, enfin en l'achevant à coups de hache. Philippe comprend que cette proie n'est pas faite pour lui. Il revient, la ceinture chargée de langoustes et de poissons multicolores que nous faisons frire à la poêle, à l'ombre des raisiniers.

Avec Méla et Jean-Loup, nous allons visiter la Martinique. Pour Philippe et moi, c'est le baptême de l'air : un petit coucou qui tangué dans le vent et dégringole dans les trous d'air. Nous nous promenons — le plus souvent Philippe portant Jean-Loup sur ses épaules — dans une extraordinaire forêt de fougères arborescentes, grandes comme des arbres, qui semble demeurer depuis l'ère paléozoïque.

Nous allons camper pendant deux semaines dans une île des Saintes — une petite île encore sauvage où courent les iguanes, ces monstrueux lézards dinosauriens. Partis dans un bateau de pêcheurs, nous abordons dans la petite rade de Bourg des Saintes, la seule partie habitée de l'île. Pauvre bourgade peuplée jadis par des Bretons, dont les descendants habitent des cases identiques aux plus misérables de la Guadeloupe, alignées le long de la rue principale. C'est là que nous irons deux ou trois fois nous ravitailler, coiffés du grand chapeau saintois.

Nous avons planté notre tente près de la mer, à la lisière de la forêt vierge qui couvre presque toute l'île. Nous pêchons de longues heures dans l'entrelacs des madrépores et des algues géantes — une forêt sous-marine plus vaste, plus poissonneuse et, me semble-t-il, encore plus belle que celle de la pointe des Châteaux. Pour l'essentiel, nous vivons de notre pêche et de notre chasse dans la jungle. Mais quoique leur queue musculeuse soit, paraît-il, un mets délicieux, nous nous gardons bien de tuer les iguanes qui pullulent, courent de tous côtés et grimpent aux arbres. Nous leur pardonnons même d'avoir risqué de précipiter Philippe du haut d'une falaise, en se jetant étourdiment dans ses jambes. Ils me fascinent les iguanes. J'en rapporterai en France plusieurs spécimens empaillés, non sans quelque regret d'encourager ainsi l'extermination de l'espèce.

Notre robinsonnade aux Saintes aurait pu finir tragiquement. Nous partons un jour chasser dans une mer démontée. Méla nous apprendra à

notre retour que la radio avait annoncé un petit raz de marée, mais nous n'avions pas de poste de radio. Je me sors de la tempête avec quelques écorchures. Mais Philippe a été drossé sur des oursins. Il a la poitrine tout ensanglantée et ne peut pas se débarrasser de ses épines. Il nous faut rentrer d'urgence et par avion. À la maison, la vieille Maïa a recours à une technique ancestrale de soin : elle enduit la poitrine de Philippe avec de la chandelle chaude qui le débarrasse instantanément de toutes les épines. Plus tard, en France j'essayerai le même remède, mais, faute de chandelle, j'utilise du suif : sans aucun succès.

Philippe doit nous quitter. Il prend le bateau à la dernière date compatible avec la rentrée des classes — si juste qu'il doit se rendre directement à l'école normale de Versailles sans passer voir ses parents. Il rapporte des souvenirs à ses frères et soeurs, mais aussi, pour lui, une dysenterie assez grave et une amibiase. Méla et moi nous en avons beaucoup de remords.

Congé ou départ ?

Les enseignants venus de métropole bénéficient d'un avantage considérable — un congé de quatre mois tous les trois ans, avec voyage payé pour eux et leur famille. Combiné avec les grandes vacances, cela fait sept mois. Quand Philippe s'en va, nous nous donnons donc rendez-vous en France, en février ou mars 1954. Nous ne pensons nullement à quitter la Guadeloupe. En un premier temps, je renouvelle même mon contrat en renonçant au congé, comptant sur une année sabbatique en 1956.

Deux événements vont nous amener à changer nos plans : la grève des fonctionnaires antillais et la grève générale des fonctionnaires en France. La grève des fonctionnaires aux Antilles a un caractère très particulier. Les Martiniquais exigent la suppression des avantages consentis aux fonctionnaires venus de métropole, particulièrement aux enseignants. En 1952 avait eu lieu une grève d'avertissement d'une demi-journée. Responsable du SNES (le syndicat du secondaire) et de la FEN, j'avais obtenu des Guadeloupéens qu'ils revendiquent la réciprocité de ces avantages pour les Antillais — revendication positive qui pouvait faire l'unanimité. Pour deux raisons : sans avantages particuliers les enseignants ne s'expatriaient pas aux Antilles où ils sont indispensables (avant qu'ils soient consentis, la moitié des postes restaient vacants dans les lycées) ; ensuite, un vieux principe syndical veut qu'on ne cherche pas à supprimer les avantages acquis par une catégorie, mais à les généraliser. C'était ne pas comprendre — ou ne pas vouloir comprendre — les motivations profondes du mouvement antillais : il ne portait pas sur une revendication syndicale, mais sur une exigence confuse de dignité, empreinte de jalousie et de susceptibilité raciale — le même type de

réaction que j'avais observée sur la manière de s'habiller.

Quand le mouvement part pour de bon en 1953, les Guadeloupéens s'alignent sur les Martiniquais. Je me trouve alors dans une position inconfortable. Je ne peux pas prendre la tête d'une grève qui vise uniquement à supprimer nos avantages et, en même temps, à démanteler l'enseignement des lycées. Inversement, je ne peux pas désavouer les Antillais, car il leur appartient — et à eux seuls — de décider l'avenir de leur pays. Je démissionne donc de mes postes syndicaux. Mais je refuse de signer la pétition lancée par les métropolitains pour le maintien de leurs avantages. J'obtiens de la majorité d'entre eux une position de neutralité.

En fait, cette grève est une réaction épidermique qui ne s'inscrit dans aucun projet politique concernant l'avenir des Antilles. La quasi-totalité des Guadeloupéens s'en tient au statut départemental et en tire cette conséquence apparemment logique : si la Guadeloupe est un département comme les autres, pourquoi consentir des avantages aux fonctionnaires métropolitains, sinon par discrimination raciale ?

Je suis plus que jamais convaincu de la nécessité de l'autonomie pour ouvrir la voie à l'indépendance. Nous en discutons avec mes amis Nainsouta maire de Saint-Claude et Élie Chauffrein qui deviendra maire de Basse-Terre en 1954. Élie Chauffrein en revient, de ses amours départementalistes (son fils et plusieurs de mes anciens élèves s'engageront dans le mouvement indépendantiste). Sa foi dans le Parti communiste est d'ailleurs ébranlée. En 1957, devenu proviseur au lycée de Caen, il adhérera à la Nouvelle Gauche.

En octobre 53, avec son accord et celui de Nainsouta, j'envoie un article à *L'Observateur*. Après avoir esquissé la misère des masses guadeloupéennes l'article poursuit : « L'analphabétisme y est considérable. Les écoles, très insuffisantes, ne permettent pas d'entasser plus de 60 % de la population scolaire dans des écoles misérables, à raison de 60 à 100 élèves par classe. Sans compter que l'enseignement, donné en français, bien sûr (alors que la population parle seulement le créole), est si ridiculement calqué sur les conditions européennes qu'il éloigne de la réalité au lieu d'en rapprocher. Ceux qui veulent s'élever au-dessus de ces conditions n'ont pas le choix. Il n'existe pratiquement pas d'école technique ni d'école d'agriculture dignes de ce nom. Aussi tous s'efforcent-ils de passer par le secondaire. En Guadeloupe, par exemple, qui compte 250 000 habitants, sans compter les cours complémentaires, très développés en nombre, 2 300 élèves suivent les cours dans les lycées. Ces jeunes n'ont guère d'autre ressource que de devenir fonctionnaires avec le BE ou le baccalauréat. »

Le premier résultat de la départementalisation a été le renchérissement du coût de la vie — bien meilleur marché que dans la métropole avant la guerre, il dépasse désormais la métropole de 50 % selon les estimations les plus basses. On comprend dès lors la jalousie des fonctionnaires

antillais contre leurs collègues mieux protégés. L'article souligne que les réactionnaires antillais appuient l'hostilité contre les fonctionnaires métropolitains, parce qu'il n'existe pour le moment « aucun courant autonomiste ». Il conclut : « Cet aspect de la grève s'oubliera. Par contre elle constituera une étape dans la lutte des masses, dans ces territoires, pour une vie décente. »

En attendant, la grève se termine par un accord du gouvernement pour réduire considérablement les avantages des fonctionnaires expatriés : il ne demandait pas mieux. Mieux vaut pour nous rentrer en France. D'autant qu'un des résultats de la grève, c'est l'exacerbation des tensions raciales, qui deviennent de plus en plus intolérables.

Une autre raison, positive celle-là, m'incite à rentrer en France. Mes réflexions m'ont amené à deux conclusions politiques. La première c'est que les sociétés bureaucratiques — dont le domaine s'est considérablement accru depuis la guerre — ne proviennent pas d'un accident de l'histoire qui aurait conduit à la dégénérescence de l'État soviétique, mais aux conditions mêmes des sociétés précapitalistes. Il en résulte que le « marxisme-léninisme » ne peut en rien servir de guide pour les pays économiquement avancés et qu'on ne peut progresser vers le socialisme qu'en se débarrassant de ses dogmes. Il faut repenser le programme révolutionnaire en partant des conditions réelles.

L'impuissance de la IV^e Internationale dans tous les pays m'a précisément amené à une autre conclusion : il est impossible de former une organisation autour d'un programme autoproclamé ; elle ne peut être qu'une secte incapable d'influencer sérieusement les événements. Les révolutionnaires ne peuvent qu'inscrire leur action dans un mouvement réel des travailleurs qui cherchent, de manière inévitablement confuse, la voie de leur émancipation. Non pour leur dicter le chemin, mais pour les aider à le trouver grâce à l'analyse marxiste et en apprenant eux-mêmes de leur expérience.

Or, en cette fin de 1953, la situation, en France, me paraît particulièrement favorable. De manière plus ou moins spontanée, les fonctionnaires se sont engagés dans une grève générale qui dure plusieurs mois. Le gouvernement Laniel, le plus inconsistant de la IV^e République, se contente de faire le gros dos. Et ce formidable mouvement n'obtient rien. C'est dire l'impuissance des partis ouvriers traditionnels : le PC dépendant de Moscou, où Staline vient de mourir, aidé ou non par son entourage ; la SFIO de Guy Mollet, usée jusqu'à la corde par ses affaires avec la droite. Je suis convaincu que cette situation va faire naître une prise de conscience et susciter un nouveau mouvement politique. Je suis impatient de participer à ce renouveau.

Nous sommes d'autant plus décidés à partir que nous perdons, en Guadeloupe, nos meilleurs amis. Maurice et Colette Joseph ont regagné la métropole. Méla perd sa plus grande amie, madame Chauffrein. La maladie qui l'affaiblissait depuis de longs mois s'est avérée un cancer

généralisé. En octobre, elle reproche à son mari de ne pas avoir su lui cacher son état : « Ne seriez-vous pas triste, vous, Méla, si vous saviez que vous allez mourir ? » Elle souffre horriblement quand elle mange. Mais elle accepte les explications rassurantes de Méla et retrouve un certain équilibre.

Méla la veille sans cesse et s'épuise. L'agonie se prolonge. Pourtant madame Chaufrein ne souhaite qu'une chose : prolonger cette vie pitoyable. Elle pleure chacune des joies qu'elle ne connaîtra plus. « Je ne lirai plus jamais un livre. Je ne verrai plus jamais les hibiscus... Jamais plus un beau tableau. » En novembre, la mort la délivre enfin.

Nous avons décidé de vendre tous nos meubles : nous ne saurions pas où les mettre en France, puisque nous n'avons aucun point de chute et il est plus utile pour nous de réaliser notre capital. En décembre, nous vendons notre luxueuse salle de séjour au pharmacien Tillet jusqu'à la cuisine et la chambre des enfants. Nous vivons désormais sans mobilier, dans une atmosphère de salle d'attente. Mais nous éprouvons une certaine satisfaction à nous être séparés des meubles que nous aimions. Nous nous sentons libres et disponibles, comme pour une nouvelle jeunesse. Mais nous éprouvons déjà la nostalgie de cette île que nous allons quitter. J'écris à Philippe : « Au milieu des caisses où nous vivons, nous prenons quelques bouffées de l'air antillais. Comment ferons-nous pour vivre sans le balancement des cocotiers, sans le profil bleu du volcan, sans l'éclat scintillant de l'océan ? »

Je regrette de partir sans avoir été inspecté — le recteur viendra inspecter les classes de lettres juste après mon départ. Mes seules références sont les appréciations élogieuses du proviseur ; mais lui-même est mal vu de l'administration qui va le soumettre à une inspection spéciale dans le dessein évident de le déplacer.

En février vient le moment des adieux. Mes élèves me font une fête émouvante, m'offrent des cadeaux et des photos dédicacées. À l'embarcadère, c'est un cortège de cinq voitures qui vient nous conduire le 20 février — nos amis et pas mal de mes élèves et anciens élèves qui manquent la classe pour m'accompagner.

Cette fois, nous faisons la traversée sur un luxueux paquebot italien, le *Lucania*, qui doit nous conduire à Cannes avec escale à Ténériffe et Barcelone. Nous voyageons en première classe, bien entendu. Pour les gosses c'est le paradis. Jean-Loup est un habitué des paquebots, mais pas en première. Quant à Sylvie, que tout le monde prend pour une Antillaise, elle savoure sa première traversée. Moi, je n'apprécie guère l'ambiance des fêtes à bord. Mais Méla s'y trouve à l'aise et danse avec le capitaine. Aux Canaries, nous allons faire l'excursion traditionnelle du volcan dans un fiacre qu'entoure une nuée de gamins déguenillés. Pour la dernière fois nous respirons l'odeur des îles chaudes et parfumées. Le 3 mars, nous arrivons à Cannes.

Installation

À Marseille, avec l'argent de la 11 CV vendue in extremis en Guadeloupe nous avons acheté une 2 CV Citroën. Comme nous n'avons plus de domicile, nous allons confier les enfants aux grands-parents. Jean-Loup sera inscrit à l'école de Saint-Jean-de-Monts pour le troisième trimestre. Sylvie se contentera de jouer dans la forêt.

Méla et moi, nous regagnons Paris. Nous avons, elle et moi, à préparer notre réinsertion dans la vie professionnelle et, d'abord, à trouver un toit. Pour moi, je veux suivre les cours de psychophysiologie et surtout prendre des contacts politiques. Nous avons hâte de retrouver nos amis parisiens.

Nous nous installons provisoirement dans deux pièces et une cuisine que mettent à notre disposition André Essel et Thérét, au 6, boulevard de Sébastopol, près de la place du Châtelet. Tous les deux s'engagent dans une aventure capitaliste. Thérét s'occupait jusqu'alors d'un groupement d'achats des postiers. Mettant à profit le fichier qu'il a conservé, il a décidé de fonder une « fédération nationale d'achats coopératifs ». Il s'agit de constituer un réseau de fournisseurs qui accepteront de faire 10 % de réduction aux porteurs du carnet de la FNAC, qui n'a évidemment rien de nationale ni de coopérative. Parmi ses fournisseurs, plusieurs anciens camarades trotskystes, comme les Livart, artisans consciencieux de la tapisserie mais commerçants calamiteux. Au siège, boulevard de Sébastopol, on délivrera les cartes. On offrira aussi, avec de fortes réductions, quelques appareils photo — car Thérét est bon photographe — et des objets divers comme ces superbes poupées achetées par Essel et qu'il lui faudra ensuite aller vendre sur les marchés parce qu'elles ne trouvent pas preneurs à la FNAC. Des cinq pièces qu'ils ont louées au premier étage de l'immeuble, trois leur suffisent largement pour le moment. Nous mettons à leur disposition 500 000 francs pour les aider jusqu'au moment où nous en aurons besoin. Personne ne peut imaginer le développement vertigineux de la FNAC qui, grâce à André Essel, jouera un rôle important dans le bouleversement du commerce en France. Pour le moment, le démarrage paraît difficile. Méla rédige des adresses sur des enveloppes pour une rétribution dérisoire.

Nous finissons par trouver une maison à notre convenance, 16 boulevard de Reuilly, dans le XII^e arrondissement. Nous l'achetons avec l'argent de mes meubles et grâce à l'appoint d'un million que nous offrent mes parents (sur la vente de la propriété des Moulières, la maison natale de mon père). C'est une maison curieuse : un pavillon en briques, sur trois niveaux, construit au-dessus de garages et qui donne dans une cour pavée. On y accède par un escalier de béton ; au pied pousse un arbuste malingre qui nous émeut et n'est pas pour rien dans notre engouement. Au rez-de-chaussée, deux petites pièces que nous réunissons pour faire une salle de séjour et une vaste cuisine-salle à manger. Un escalier assez raide

débouche sur trois pièces, à l'étage. On monte encore des marches pour arriver à la salle de bains et aux WC. À ce demi-étage, une pièce vitrée qui servira de bibliothèque. Par une échelle de meunier, on grimpe aux greniers : deux réduits et sur le toit une immense pièce de douze mètres de long qui donne sur un balcon avec une balustrade branlante. Cette maison alambiquée se trouve dans un état lamentablement sordide. Les murs intérieurs sont recouverts d'une boue brunâtre. L'ancien propriétaire — un vieil avare clérical — se complaisait visiblement dans la crasse. Mais nous sommes fascinés par tout cet espace et nous devinons le parti qu'on peut tirer de cette étrange bâtisse. Comme il n'arrivait pas à vendre, le propriétaire nous a fait un prix avantageux.

Plus tard, nous aménagerons le pavillon. Pour le moment, nous devons nous contenter de laver les murs à grande eau et de frotter les planchers, avec l'aide de nos amis. Comme nous n'avons plus de meubles, nous vivons avec ceux que nous donnent les copains.

Heureusement, ils ne manquent pas. Dans notre installation provisoire nous recevons les Essel, les Filiâtre, les Schwartz, les Philippe, Jean-René Chauvin, d'innombrables camarades, les jeunes de Taverny, Marcel, Jojo, Marty et bien d'autres.

Quant à Philippe Simon, il est chez lui boulevard de Reuilly. Méla et moi sommes liés à lui par une étroite amitié. Mais Philippe est parfois fantasque et imprévisible. Nous ne comprendrons pas, par exemple, pourquoi il rompt brusquement et sans explication avec sa compagne, Denise, qui était devenue une amie pour nous. Nos rapports tendent à devenir un compagnonnage politique. Nous réfléchissons ensemble. Nos conclusions sont identiques. Nous pensons toujours que les problèmes du tiers monde n'ont rien à voir avec ce qu'exige le dépassement du capitalisme dans les pays très industrialisés. Nous n'avons pas de modèle. Nous sommes passionnés par la rupture de Tito avec Staline. Que la Yougoslavie s'engage dans la voie d'un socialisme autogestionnaire nous paraît prometteur.

Philippe y organise un voyage avec ses copains de l'école normale pendant les vacances d'été : un voyage plus politique que touristique. Quant à nous, nous voulons resserrer nos liens avec mes parents. Nous voyageons avec eux et avec André, mon frère, en Suisse et en Italie. Ensuite, avec Jean-Loup et Sylvie, nous visitons Venise. Bien des fois, nous sommes allés, ou nous irons à Venise. Mais cet été, nous la voyons sous un jour nouveau. Méla a fait la connaissance d'un jeune peintre qui nous accueille dans son palais — il y a beaucoup de palais à Venise — et nous fait apprécier la ville des canaux à la manière des Vénitiens.

Dès mon retour à Paris, je me préoccupe de mon affectation. Méla tenait à ce je passe définitivement l'agrégation. Je me sens prêt à fournir l'effort nécessaire. L'inspecteur général de philo, Alexandre, un ancien disciple d'Alain, m'en dissuade : « Ce concours d'agrégation n'a aucun intérêt, ni philosophique ni pédagogique. C'est un jeu spécifique. Il faut en connaître les règles, savoir s'y plier et en avoir envie. Vous ne l'accepterez jamais. Je peux vous faire nommer à un poste de philo, par

exemple dans votre Vendée natale. Mais pas dans la région parisienne...»

Il n'est pas question pour nous de partir en province : Méla ne peut obtenir qu'à Paris un emploi qui corresponde à ses capacités ; quant à moi, je suis déjà engagé dans l'action politique et, dans ce pays centralisé, on ne peut exercer d'influence que de Paris. Je renonce donc à enseigner la philosophie. Au premier octobre, j'enseignerai en classes de lettres, au lycée de Clermont-de-l'Oise, en seconde et en première. C'est le poste le meilleur que je pouvais espérer — à une heure et demie de Paris. Je ne séjournerai guère à Clermont ; je n'y loue pas de chambre. J'y viens par le train les jours de classe.

Méla n'a pas encore trouvé de travail et s'obstine à écrire des adresses. La nervosité de Jean-Loup nous inquiète. Nous ignorons alors que c'est une des séquelles habituelles dont souffre la descendance des survivants des camps nazis. Nous envoyons le garçon passer les mois d'hiver à Menton avec ses grands-parents ; nous espérons que ce séjour dans une ville calme aura un effet apaisant. Quant à Sylvie, elle n'entrera à la maternelle que l'année suivante ; elle reste avec sa mère. C'est quelques mois plus tard, en 1955, que, Méla ayant trouvé un poste de travail à Rhône-Poulenc, Marie-Claire entrera à notre service. Elle fera partie de la famille pendant de nombreuses années, considérée comme une jeune soeur plutôt que comme une « bonne ».

La Nouvelle Gauche

Dès mon arrivée à Paris, les divers groupes trotskystes s'efforcent de me récupérer. Ils se trouvent en plein désarroi. La IV^e Internationale a décidé un nouveau tournant : l'entrée dans les partis communistes en maintenant un groupe et une presse indépendante. La majorité de ce qui reste du « parti » français s'indigne et forme une organisation trotskyste indépendante derrière Pierre Lambert et Marcel Bleibtreu. D'autres, au contraire, entendent jouer le jeu librement... en se débarrassant du trotskysme.

Je discute fraternellement avec Pierre Frank et Michel Raptis : leur stratégie m'apparaît suicidaire ; j'entends suivre une autre voie en animant un mouvement anticapitaliste qui ne serait ni stalinien ni social-démocrate. Il ne s'agira pas pour moi de lui faire adapter les dogmes trotskystes mais de définir avec ses militants l'action la plus conforme aux possibilités de la situation.

Je conclus : l'histoire dira qui de nous aura eu raison. Satanée histoire ! elle dira finalement que n'avions raison, ni eux ni moi...

Discussions fraternelles aussi avec Lucienne Abraham et Mathias Corvin qui essayent de remettre en cause les dogmes trotskystes. Hélas ! C'est pour épouser un néostalinisme. Avec Lambert, les discussions se

bornent à un double monologue. Je n'ai rien à voir avec son dogmatisme mâtiné d'opportunisme syndical, ni avec sa mystique de « l'Organisation », à laquelle tout doit être sacrifié — un comportement stalinien sous couvert d'idéologie trotskyste. Il veut à tout prix mon adhésion. La discussion tourne au vinaigre. Ses visites me lassent. Je le lui dis. Il conclut avec grandiloquence : « L'adhésion ou le cercueil. »

Je le flanque à la porte. Il dégringole l'escalier avec mon pied dans les fesses. Il ne me le pardonnera jamais.

Rétrospectivement, je m'étonne de ne pas avoir pris contact avec le groupe Socialisme ou barbarie qui professe, sur l'URSS, des opinions proches des miennes. Mais pour moi, le temps n'est pas venu du débat idéologique.

L'heure est à l'action, plus précisément au regroupement pragmatique qui la rendra possible.

C'est pourquoi je suis très intéressé par un groupe de jeunes travailleurs niçois qui agissent concrètement sur un terrain proche de celui des ajistes de naguère et que Marcel Chevalier avait déjà contacté avant mon départ pour la Guadeloupe. Ils ont mis en commun leur dynamisme et leurs ressources pour donner aux jeunes travailleurs les moyens de leurs loisirs. Sans aide extérieure, ils ont acquis une villa au bord de la mer, à Cap-d'Ail, et l'ont remise en état. C'est le début d'une vaste entreprise : ils acquerront ou construiront un château à Nice, un autre à Poissy, des relais à Antibes et d'autres villes de la Côte, des chalets de montagne à Allos et Valberg. Le CLAJ n'est pas seulement un centre de loisirs, c'est une école de solidarité ouvrière avec une option politique révolutionnaire indépendante qu'ils cherchent à définir à partir de leur propre expérience. À l'origine, un curé défroqué qui, plus de trente ans plus tard, en reste l'éminence grise, discret et quelque peu énigmatique. Leur ouvriérisme

— celui de tous les mouvements nés du catholicisme — fascinera Philippe qui discute longuement avec eux à son retour de Yougoslavie. Moi-même, je poursuis la discussion à Nice et à Cap-D'ail. Après 1968, je travaillerai du reste avec eux sur la Côte d'Azur. Mais ils n'auront guère évolué.

Les contacts essentiels ont bien entendu lieu à Paris. Avec mes anciens camarades qui partagent mon point de vue, comme les Filiâtre, Dechézelles ou J.-R. Chauvin et les jeunes. Avec Naville, nous envisageons la parution d'une revue. Mais la priorité c'est de lancer un mouvement. Or de nombreuses tractations ont lieu qui s'appuient sur le succès de *L'Observateur*. J'aide longues discussions avec ses deux directeurs Claude Bourdet et Gilles Martinet. Grand, voûté, le visage passionné, Claude Bourdet frappe par son évidente sincérité qui ne se démentira jamais. Mais je me sens plus proche de Martinet avec qui j'ai en commun le langage marxiste. En fait, il a l'art de l'intrigue florentine et d'une diplomatie subtile : le poste d'ambassadeur en Italie que lui confiera

en 1981 le gouvernement socialiste lui ira comme un gant.

Pour le moment, nous faisons tous les trois la même analyse : les événements de 1953 ont montré la nécessité d'un renouvellement de la gauche socialiste et d'une organisation indépendante.

En mai 1954 se met en place un « comité de liaison et d'initiative de la Nouvelle Gauche ». C'est un invraisemblable cocktail. Il rassemble des organisations fantomatiques ou moribondes. Le CAGI (Centre d'action des gauches indépendantes) réunit des personnalités qui l'ont créé après le naufrage de l'éphémère RDR et que je connais bien Bourdet, Dechézelles, Rous, Pierre Stibbe, l'ancien député Charles d'Aragon. À l'Union progressiste, outre Gilles Martinet, la plupart sont des compagnons de route du Parti communiste : d'Astier de La Vigerie, l'ancien directeur du quotidien *Libération*, un secrétaire de la CGT, Pierre Lebrun, qui sert de faire-valoir à la fraction stalinienne, Jean Duret, économiste à la CGT, ou Élie Bloncourt, pathétique dans sa cécité et dans sa confiance au PC. Héritière du Sillon de Marc Sangnier, la Jeune République rassemble des chrétiens progressistes comme Maurice Lacroix et Jacques Nantet, le mondain. La Nouvelle Gauche, ce sont encore les gaullistes de gauche de l'Union démocratique du travail, transfuges du RPF : d'anciens députés comme le juriste René Capitant qui jouera plus tard un rôle essentiel pour la rédaction de la Constitution de la Ve République ou Valois, un ancien socialiste de gauche — avant tout sceptique — mais aussi Manuel Bridier, un ancien communiste passé au RPF par antistalinisme, qui a dirigé la branche ouvrière du mouvement gaulliste et avec qui je sympathiserai bientôt en dépit de son itinéraire tortueux. La Nouvelle Gauche, ce sont d'anciens trotskystes comme moi-même. Ce sont des groupes autonomes de province. Ce sont enfin des arrivistes comme l'ancien député Léo Hamon, naguère communiste, qui a joué un rôle dans la Résistance mais qui est prêt à tous les retournements de veste pour retrouver son siège de parlementaire. Il considère qu'il appartient à la « classe politique ». Il arrive dans les réunions à 23 heures, fait des sourires, serre toutes les mains et s'excuse de ne pouvoir rester. À force de retournements, il deviendra un moment porte-parole du gouvernement socialiste de 1981.

Inutile de dire si je me sens à l'aise au milieu de cette faune. Pourtant je fais le pari que ce mouvement embryonnaire a un avenir et que l'action permettra sa décantation. C'est pourquoi je pose dès le début une seule exigence à ma participation et à celle de mes amis : le mouvement reposera sur des sections de quartier ou d'entreprise. Cette exigence élémentaire ne va pas de soi : pour la plupart de ces gens, il s'agit de constituer un mouvement d'opinion, coiffé par un état-major de personnalités, une sorte de club indifférencié comme étaient le CAGI, l'Union progressiste ou la Jeune République. Mais je suis appuyé par ceux qui ont une tradition socialiste et les groupes de province vont naturellement dans le même sens : ils constitueront une fédération des groupes de

province. L'orientation en est théoriquement adoptée en mai, mais ce qui est mis en place est une vague structure « confédérale » avec cette fédération, le CAGI, l'UP et la JR, une nébuleuse floue : toutes les décisions du comité de liaison doivent être prises à l'unanimité.

Décidé à forcer la main, je constitue dans le XI^e arrondissement la première section de la Nouvelle Gauche, avec une trentaine d'adhérents dont une bonne part sont rattachés des banlieues proches où nous les aiderons à constituer des sections autonomes : un des premiers adhérents s'appelle Jacques Delors. Nous trouvons un local rue de Chaligny — pas loin du boulevard Diderot. Il servira aussi de siège central à la Nouvelle Gauche.

Une autre section se constitue dans le XIV^e : l'élan est donné. Les autres arrondissements suivent, et les villes de banlieue. Les membres du CAGI, de l'UP ou de la JR adhèrent à ces sections, voire participent à leur formation et commencent à désertir leurs clubs respectifs. Le « mouvement uni de la Nouvelle Gauche » regroupe 19 fédérations départementales ; il décide de publier un journal bimensuel. Il élit un conseil national et un bureau politique dont je fais partie en tant que responsable de la région parisienne. Il organise un congrès en novembre 1955 pour se définir politiquement. C'est une étrange organisation qui n'a pour le moment aucun programme.

Ses adhérents ne sont même pas d'accord sur la nature de leur mouvement. Pour certains, il vise à constituer une force d'appoint pour le Parti communiste dans la petite-bourgeoisie : c'est bien entendu l'option du PCF lui-même. Mais il est symptomatique qu'elle soit reprise, à cette époque, par des hommes et des femmes sincères qui se sentent en quelque sorte coupables de ne pas être ouvriers : si nous étions ouvriers nous adhérierions naturellement au grand parti de la classe ouvrière ; à défaut, nous pouvons du moins l'aider de l'extérieur.

Pour d'autres, le rôle de la Nouvelle Gauche, c'est de rendre possible un nouveau Front populaire avec le PS et le PC. René Capitant va même plus loin : pour lui, la Nouvelle Gauche... c'est le Front populaire ! Pour les autres enfin, la Nouvelle Gauche, c'est le noyau d'un nouveau parti socialiste. Mais nous ne sommes pas nombreux à penser que ce parti cherchera à rendre possible une révolution socialiste.

En tout cas, il apparaît vite que la Nouvelle Gauche ne sera pas un satellite du PC. Les « compagnons de route » sont mis en minorité et quittent l'organisation. De même s'éloigneront les arrivistes, découvrant qu'on ne leur offre pas un tremplin électoral, et les socialistes de salon, mal à l'aise dans les nouvelles structures militantes. En revanche, adhèrent des militants révolutionnaires, comme Pierre Hespel ; jeune ouvrier du bâtiment, syndicaliste, il a rompu avec le PC : autodidacte, c'est un remarquable orateur populaire. Un groupe d'une vingtaine de militants quitte l'organisation lambertiste et nous rejoint. Parmi eux, Marcel Bleibtreu, l'ancien secrétaire du PCI, et Jean-Marie Vincent qui

deviendra un des dirigeants du PSU.

Dès 1954, j'ai fait la découverte du Mouvement de libération du peuple. Le MLP regroupe quelques milliers d'ouvriers catholiques, tous syndicalistes membres de la CGT ou encore de la CFTC - qu'ils travaillent à déconfessionnaliser. Certains sont attirés par l'autre Église — le Parti communiste. Plusieurs de leurs responsables ont du reste quitté le MLP pour y adhérer. Mais le MLP a résisté à cette attirance et cherche sa voie propre « pour la libération de la classe ouvrière ». Du fait même qu'il ne s'inscrit ni dans la tradition social-démocrate ni dans celle du PC, il est particulièrement réceptif aux idées nouvelles.

Mais comment militer avec des catholiques ? Toute religion m'est toujours apparue comme une infirmité. Jamais je n'ai été tenté de croire à l'existence d'un dieu — pas plus à la Trinité qu'à Vichnou ou Tezcatlipoca. J'avais toujours pensé qu'un militant révolutionnaire ne pouvait être que rationnel, donc matérialiste et marxiste. Mais j'en suis revenu. L'expérience m'a appris que les rationalistes sont habités eux aussi par l'irrationnel, que le marxisme transformé en dogme peut engendrer le plus monstrueux des irrationnels, même sous les références trotskystes. Le discours rationnel n'est qu'une rationalisation d'un comportement qui échappe lui-même à la logique. Peu importe au fond qu'il se couvre de la foi religieuse, d'un rationalisme métaphysique ou d'un vocable marxiste : chacun gère comme il peut ses motivations et son comportement. C'est déjà beaucoup, pensais-je, si l'on peut utiliser l'analyse marxiste pour aider le mouvement lui-même à trouver une voie plus conforme au réel.

Ce qui me frappe chez les militants du MLP, c'est leur sincérité, leur dévouement, leur ouverture d'esprit. Leur dirigeant, Alvergnat, vient me voir pour me convaincre d'adhérer au MLP ouvrier plutôt qu'à la Nouvelle Gauche petite-bourgeoise : ils sentent le besoin de cadres marxistes. Je lui réponds que ce qui importe c'est de faire converger les deux expériences. Je vais travailler à l'unification des deux mouvements. Mais les réticences sont nombreuses : les travailleurs du MLP se méfient des politiciens petits-bourgeois ; les intellectuels de la Nouvelle Gauche méprisent le populisme du MLP et s'inquiètent du catholicisme qui marque encore la majorité de ses militants. Seul Pierre Stibbe, qui les connaît bien, en tant que leur avocat, mène campagne lui aussi pour l'unification. Celle-ci n'aura lieu qu'à la fin de 1957.

En attendant, à mesure que se forme et se transforme la Nouvelle Gauche, elle accentue son unité d'action avec le MLP. En novembre 1954 a commencé l'insurrection algérienne. Désormais, pour de longues années, la vie politique va être dominée par la guerre d'Algérie. Nouvelle Gauche et MLP ont adhéré au Mouvement pour la paix en Algérie dominé par le PC. Ils y causent le scandale en prenant parti pour l'indépendance de l'Algérie. Les communistes, partisans de l'Union française, y voient une provocation.

Au début de 1956, la Nouvelle Gauche a l'audace de tenir le premier grand meeting public contre la guerre dans la vaste salle de l'avenue de Wagram, en général réservée aux combats de boxe et qui peut contenir 2 000 ou 3 000 spectateurs. C'est une aventure risquée. Nous savons que les fascistes, partisans de l'Algérie française attaqueront inévitablement un tel meeting. Nous savons qu'ils s'entraînent militairement dans plusieurs camps. La Nouvelle Gauche n'est rien moins qu'une organisation militaire. Notre service d'ordre ne compte qu'une cinquantaine de militants dévoués. Mais je compte que les Algériens viendront nombreux. À mesure qu'ils arrivent, je les fais placer à gauche de la tribune derrière le groupe compact d'hommes qui constitue visiblement le gros des perturbateurs, tandis que mes camarades et moi — sans insignes — sommes assis en face (je leur ai fait distribuer des barres de fer courtes comme au temps des Jeunesses léninistes). La salle est comble — des auditeurs pacifiques et des femmes qui ne s'attendent pas à la bagarre. Yves Dechézelles, le premier orateur, prend la parole. Les fascistes se lèvent et scandent « Algérie française ». Ils lancent des bombes fumigènes et des grenades lacrymogènes. La bagarre s'engage.

Selon mes instructions, les travailleurs algériens les prennent à revers, tandis que nous les empêchons de passer. Les chaises volent. J'en casse moi-même quelques-unes sur quelques crânes.

Les rangées de sièges métalliques servent de béliers — plus efficaces que les matraques des fascistes. Nous connaissons plus tard le nombre des agresseurs, par les Mémoires de leur chef, l'avocat Biaggi, qui lui-même avait établi prudemment son quartier général au milieu des CRS, à proximité de la salle : 300 fascistes, entraînés militairement, venus de Toulouse, de Rouen et de Paris. En moins de dix minutes, ils sont mis en déroute et expulsés.

Il en reste une cinquantaine, réfugiés dans une arrière-salle où ils se sont barricadés. Nous enfonçons les portes et les tirons de là. Nos camarades, mais surtout les travailleurs algériens sont déchaînés. Les fascistes sont roués de coups. Je dois intervenir pour qu'ils ne soient pas tués. Nos camarades font la chaîne le long du vaste corridor d'une centaine de mètres qui donne accès à la salle Wagram. Ils se passent, comme des paquets, les fascistes assommés et les jettent dans l'avenue de Wagram.

Dans la salle, le spectacle est extraordinaire. La plupart des auditeurs se sont enfuis. Tout le mobilier est détruit. Le nuage de fumée et de gaz est si épais qu'on y voit à peine. À la tribune, Yves Dechézelles, imperturbable, continue à parler, de sa voix chaude et suave, comme si de rien n'était. Nous ne sommes plus que quelques centaines à l'écouter. L'écoutons-nous vraiment ? Beaucoup de nos camarades sont en sang, particulièrement le responsable du service d'ordre. Mais le meeting se tient.

C'est alors que les CRS — dont le président de séance avait refusé l'aide — font irruption à coups de mousquetons et nous

dispersent brutalement. Méla a un doigt fracturé. Dans ses Mémoires, Biaggi se vante d'une victoire militaire, oubliant que ses troupes ont été mises en déroute. Nous avons fait la preuve que les fascistes ne parviendraient pas à faire taire la voix des partisans de la paix en Algérie et de l'indépendance. La réputation du service d'ordre de la Nouvelle Gauche est telle que la LICA (la Ligue contre l'antisémitisme), qui dispose alors du service d'ordre le plus efficace, fait appel à nous pour la défense de ses meetings.

Surtout nous avons changé l'image de marque de la Nouvelle Gauche, jusqu'ici perçue comme un groupement d'intellectuels petits-bourgeois. Le 2^e congrès, en décembre 1956, témoigne de sa transformation. Les affairistes ont disparu. Les positions sont plus fermes. Mais elles sont toujours prises au coup par coup : sur l'Algérie ou sur l'écrasement de la révolution hongroise par les Russes. Le congrès décide de s'orienter vers l'unification avec le MLP. Il est d'autant plus nécessaire d'élaborer un programme — non pour fermer le débat mais pour l'ouvrir. Le congrès constitue une commission pour l'élaborer. Outre Claude Bourdet — secrétaire général — elle est formée de Gilles Martinet, Manuel Bridier, Colette Audry, Pierre Stibbe, Jacques Nantet (qui n'y participe guère), Yves Dechézelles et moi-même. Je propose un plan de discussion. Nous discutons à chaque fois sur la base d'un rapport que je rédige — et que je modifie en fonction des objections. C'est ainsi qu'est rédigée *La révolution qui vient*. En principe, il s'agit d'un ouvrage collectif qui doit être signé des membres de la commission. Gilles Martinet n'en est pas d'accord : « Ce ne serait pas juste. La rédaction est d'Yvan Craipeau. C'est lui qui a fourni pratiquement toutes les idées. Il est normal qu'il signe le livre. Nous signerons une préface où nous dirons notre accord. » Je ne me fais pas trop d'illusion. Gilles veut aussi garder ses distances. Mais l'accord se fait sur cette base. Comme le livre paraît à la veille de l'unification avec le MLP, ses dirigeants qui le trouvent excellent demandent à signer, eux aussi, la préface et à témoigner ainsi de leur accord fondamental avec la Nouvelle Gauche. Il en est ainsi décidé. Si bien que *La révolution qui vient* sert de base théorique à l'organisation unifiée. Le livre sera traduit en arabe — à l'exception du chapitre qui concerne l'organisation française. Je n'ai jamais pu savoir si la traduction était fidèle, mais l'ouvrage est bien plus esthétique en caractères arabes. Il reste que j'ai toujours éprouvé un certain malaise à l'égard de mon premier livre à (relativement) grande diffusion. *J'y* exprime certes mes idées — y compris sur l'URSS. Mais mon optique est celle du consensus *avec* mes camarades. Je ne l'ai jamais considéré comme l'expression de ma pensée, mais comme un moment d'une pensée collective. Vingt-cinq ans plus tard, J.-P. Chevènement (qui n'est pas encore ministre, mais dont je déteste le socialisme nationaliste) déclarera dans un meeting qu'il est venu au socialisme par la lecture de *La révolution qui vient*. Je lui répondrai que je n'en suis pas plus fier pour cela. L'ouvrage, que je n'ai jamais relu, m'en apparaîtra plus inquiétant.

La mort de mon père

Notre situation matérielle s'est nettement améliorée. J'enseigne désormais au lycée Arago, place de la Nation. À vingt minutes de marche. C'est une longue bâtisse où chacun travaille pour soi, sans esprit d'équipe. Dans la classe voisine, le chahut est tel que nous ne pouvons

pas nous entendre. Je dois y aller faire la police. Les élèves, juchés sur les tables, arrosent leur professeur de projectiles divers. Quand j'ouvre la porte, le silence s'établit et tous regagnent leur place. Je fais deux ou trois prisonniers ; ils viennent dans ma classe... et participent comme mes élèves à la discussion. À côté, le calme est rétabli. Jusqu'à la semaine suivante. J'ignore pourquoi mon intervention jettera à nouveau la terreur, alors que mes nouveaux prisonniers ne seront pas plus maltraités que les précédents. Mais je suis à chaque fois mal à l'aise quand le collègue — dont on me dit qu'il boit — vient me remercier humblement. Pour ma part, il ne m'est jamais arrivé de faire face à un commencement de chahut, ni même de devoir rétablir la discipline. Je n'ai jamais utilisé de punition ; il m'arrive seulement de déplacer un bavard « en Sibérie » au fond de la classe, au milieu des rires. Pourtant, avant chaque rentrée scolaire, je fais des rêves de désordre.

On m'a confié l'initiation à l'économie politique. Comme en philosophie, j'ai refusé les manuels et improvisé un cours personnel, d'inspiration marxiste. Cet enseignement m'intéresse, mais je ne me plais guère à Arago.

Quant à Méla, elle a retrouvé le moral. Grâce à son ami Jean Philippe, elle a obtenu un poste de cadre supérieur dans la recherche chez Rhône-Poulenc qui domine avec Roussel le marché pharmaceutique. J'apprendrai à connaître les coulisses d'une grande entreprise, l'incroyable gabegie de la bureaucratie dans l'industrie privée, le malthusianisme technologique qui empêche l'innovation pour assurer davantage la rentabilisation des produits existants, les sauvages luttes de clans dans les hautes sphères de la hiérarchie. Méla supporte mal ces intrigues, mais son travail la passionne. Cela ne l'empêche pas de s'interroger sans cesse sur ses capacités à assumer ses responsabilités. Jean Philippe se moque de ses inquiétudes.

Désormais nous pouvons vivre largement. Méla peut réaliser son rêve d'acheter un piano. Je découvre qu'elle joue remarquablement : adolescente elle avait envisagé d'entrer au conservatoire. Nous pouvons aussi entreprendre les travaux pour aménager la maison. Nous avons fait la connaissance d'un ancien avocat qui avait abandonné le barreau pour se lancer dans la décoration, Daniel Larroche qui se faisait appeler Morandy : un petit homme noiraud au fort accent auvergnat qui devient notre ami malgré son sectarisme stalinien. C'est un décorateur remarquable qui adopte la maison au genre de vie de son client, transforme entièrement la maison et se soucie scrupuleusement de tous les détails. *La Maison française*, la principale revue de la décoration, publiera la photo de notre nouvelle salle de séjour.

Toutes les chambres sont réaménagées, chacun des enfants ayant désormais la sienne. Mais la principale réalisation, c'est la transformation du grenier en un grand jardin d'hiver, entièrement vitré avec des portes-fenêtres coulissantes en nyangon. Toute garnie de grandes plantes vertes, c'est désormais la plus belle pièce de la maison.

Daniel ne nous fait pratiquement pas payer son travail. Mais il en tirera un bénéfice inattendu. Au vu de sa réalisation boulevard de Reuilly, André Essel en fera l'architecte de la FNAC. Ce n'est pas une mince affaire. La FNAC connaît un succès foudroyant. Essel et Théret ont déjà racheté les appartements de l'immeuble du boulevard de Sébastopol et le rez-de-chaussée, qu'il s'agit d'aménager. Essel s'est lancé dans la bataille du discount comme dans une bataille politique. Pour lui, c'est une bataille politique, en effet, contre les producteurs qui refusent de fournir la FNAC parce qu'elle vend 20 % moins cher, et contre les commerçants qui veulent imposer leurs marges. Nous discutons de sa stratégie. Mais je me moque de la façon dont il mythifie son combat commercial en y voyant un combat « socialiste ».

En un sens pourtant André est resté le même. Il embauche à la FNAC les anciens camarades chassés de leur emploi. Il entretient avec son personnel des relations fraternelles plus que patronales. Il ne joue pas au nouveau riche et l'argent n'est pas le moteur essentiel de son activité.

C'est pourquoi ses anciens amis lui conservent leur amitié. Même Roland et Yvonne qui le raillent férocement. Ils ont réalisé un vieux rêve. Avec leurs indemnités de déportation et quelques prêts — dont le nôtre — ils viennent d'acquérir en Champagne une vieille ferme du XVIIIe siècle. C'est une énorme bâtisse pratiquement en ruine : deux pièces que prolonge une grange qui servait de salle de danse au XVIIIe siècle pour la jeunesse de Potangis. Dans les murs épais les loirs ont fait leur nid. Roland et Yvonne entreprennent de remettre tout en état, avec l'aide de leur gendre, ancien charpentier. Mais aussi d'une nuée de copains qui, comme nous, viennent donner un coup de main. Égaliser le sol, cela signifie par exemple combler une dénivellation de près de deux mètres avec d'énormes pierres qu'Yvonne charrie à la brouette. De la vieille bâtisse, Roland et Yvonne feront une sorte de gentilhommière, où peuvent coucher une vingtaines d'invités. Elle ne désemplit pas, du moins pendant la belle saison : les camarades et leurs enfants y sont attirés par le charisme de Roland.

Boulevard de Reuilly, on ne peut pas accueillir autant de monde, mais la maison est aussi un caravansérail. Nous y recevons beaucoup : Méla est du reste une excellente cuisinière. Nous logeons non seulement les parents lors de leurs deux séjours, mais les amis — comme Marcel Chevalier et son ami Jojo. La maison est aussi un refuge provisoire pour les militants, notamment pour les Algériens pourchassés par la police. Le grenier, transformé ensuite en jardin d'hiver, est un véritable dortoir. Ceux qui y couchent, souvent, ne me connaissent pas. Il arrive qu'à la table du petit déjeuner on me demande ce que je fais dans cette maison. Le téléphone sonne à tout moment. Sans compter les appels de ceux qui confondent notre numéro avec celui de la gare de Lyon et se fâchent si je ne leur donne pas les renseignements sur les horaires des trains. Bref, notre

maison est aussi intime qu'un hall de gare. Les enfants en souffriront.

Méla travaille. Je suis le plus souvent absent, pris par le lycée et bien plus encore par l'action militante. Les enfants restent seuls avec Marie-Claire... et des étrangers. Je ne pense pas que nous ayons alors mesuré tout ce que cette situation pouvait avoir de perturbateur pour les gosses. Elle est particulièrement grave pour Jean-Loup. Au retour de la Guadeloupe, il apparaît profondément changé. Il est devenu nerveux, insolent et irascible. Le séjour à Menton ne lui a en rien permis de retrouver son équilibre : il s'est montré littéralement insupportable avec sa mamie. Avec ses petits copains, les relations sont toujours tendues : pour éprouver leur amitié, il va jusqu'au point de rupture et en est ensuite désespéré. Il taquine sa petite soeur — parfois méchamment — et le drame est permanent. Avec sa mère, les rapports sont conflictuels, souvent violents. Méla s'exaspère, se persuade que son fils la déteste. Elle se croit coupable de cette incompréhension, *ce* qui renforce sa tendance à l'anxiété. Or cette anxiété, ressentie par Jean-Loup, est précisément une des causes de son attitude. Quand elle le conduit chez un psychologue, ce dernier lui explique qu'il ne peut pas traiter l'enfant sans traiter la mère. Méla est bouleversée et met fin aux visites.

Aux problèmes psychologiques s'ajoutent les ennuis physiques. Est-ce un effet du climat parisien ? Jean-Loup souffre d'otites chroniques et doit subir plusieurs para synthèses. Souvenir atroce des séances chez l'oto-rhino.

Pour le changer de climat et le calmer, nous envoyons Jean-Loup l'été à la montagne, à Lans-en-Vercors, dans la maison d'enfants « Les Mésanges ». En 1956, nous allons tous ensemble, avec les parents, dans les splendides montagnes du Tyrol. Pour aider Jean-Loup, nous croyons utile de l'inscrire à l'école Decroly, à l'orée du bois de Vincennes, où l'enseignement est donné sans contrainte, au rythme des enfants, de leurs besoins et de leurs centres d'intérêts. Plus que pédagogiques, nos préoccupations sont d'ordre psychologique. Effectivement, Jean-Loup s'y plaît et y devient sociable.

Autant notre fils nous inquiète, autant sa soeur nous apparaît équilibrée et sans problèmes. Elle est calme, raisonnable, remarquablement lucide. Quand la maîtresse de la maternelle se plaint de ses bavardages en classe elle répond, avec le petit cheveu sur la langue qui la fait un peu zézayer : « Bien sûr ze bavarde, c'est le seul moyen pour que la maîtresse s'intéresse à moi. » Après la maternelle, on l'envoie aussi à Decroly, avec son frère. Mais je m'exaspère de voir qu'au bout de deux ans, elle n'a toujours pas appris à lire : la méthode globale a ses exigences. J'interviens alors avec une méthode peu orthodoxe. Je la préviens que si elle ne sait toujours pas lire le lendemain, je lui enlèverai une de ses poupées et une autre chaque semaine qui suivra. Au bout de trois poupées... elle lira couramment. Plus tard, dans un livre de pédagogie de Rolande Millot, la fille de Roland, et de son mari, Raymond, ce type

d'intervention sera stigmatisé comme un exemple de la barbarie parentale. Je ne la regrette pas. La méthode globale d'acquisition de la lecture part d'une idée juste : la compréhension doit devancer le déchiffrage. Mais comme toute idée faite système, elle a son revers. L'approximation d'abord ; Jean-Loup voit « locomotive » et lit « machine » ; la lenteur ensuite : or la lecture n'est pas seulement une conséquence, mais un moyen de la conceptualisation. Il n'est nullement indifférent que cette conceptualisation se fasse plus tôt ou plus tard. La pédagogie decrolyenne, dans son ensemble, part d'excellents principes : mais son refus de toute contrainte empêche de cultiver l'effort. Or personne ne peut se construire sans effort et domination de soi. Les jeunes decrolyens se retrouvent ensuite dans une société où règnent les contraintes et qui exige l'effort. On ne peut développer harmonieusement l'individu sans tenir compte de la société dans laquelle il aura à vivre. J'aurai bientôt l'occasion de récupérer, en classe de seconde, les élèves qui ont poursuivi leurs études jusqu'en troisième à Decroly — peu nombreux, car la grande majorité des decrolyens ne poursuivent pas leurs études au-delà de la troisième. Ils ont en commun des qualités de spontanéité et sont excellents dans l'exposé oral, mais peu d'entre eux pourront arriver au bac. Tout système d'éducation est vicieux en tant que système.

Sylvie sent confusément les insuffisances de son école : « À Decroly on est bien, mais on n'apprend rien. » Elle demande à aller à l'école communale. Ce qui renforce le sentiment que nous avons d'une fille équilibrée et lucide. Méla lui fait apprendre le piano. Mais bientôt Sylvie s'en fatigue et déclare vouloir abandonner cette corvée.

« D'accord, lui dit sa mère, mais tu signes un papier comme quoi tu refuses d'apprendre le piano. Ainsi plus tard, tu ne m'en feras pas le reproche... »

Sylvie réfléchit et décide de continuer le piano.

Malheureusement la bonne opinion que nous avons d'elle n'a pas que des effets positifs. Dans les conflits incessants qui l'opposent à son frère, il nous semble primordial de préférer à l'équité l'action psychologique. Nous faisons confiance à la lucide Sylvie pour collaborer. Nous ne nous rendons pas compte qu'elle adopte le personnage que nous voulons voir en elle. Ni son père — théoricien psychologue — ni sa mère, si subtile quand il s'agit d'inconnus... ne connaissent leur fille.

S'il est quelqu'un que nous croyons connaître, c'est bien Philippe Simon. Pourtant lui aussi nous réserve une surprise de taille. Entré à Chaptal pour préparer Saint-Cloud, il apparaît d'emblée comme un des élèves les plus doués de sa promotion. Mais en cours d'année la tuberculose interrompt ses études. Il doit partir dans un sanatorium près de Grenoble. Quand je lui rends visite, il me présente une fille dont il est follement amoureux. Éliane est belle et intelligente. Au sana, elle poursuit très brillamment ses études de droit. Or, dès la seconde année de son séjour au

sana, Philippe s'avère incapable de passer le moindre certificat de licence. Je comprendrai plus tard le mécanisme. Pour ne pas paraître intellectuellement inférieur à Éliane, il fait en sorte d'échouer à chaque fois de son propre chef, omettant une formalité de l'examen, négligeant une des épreuves ou remettant copie blanche. Ce complexe d'échec le poursuivra toute sa vie dans tous les domaines.

Ai-je davantage connu mon père ? Le temps est loin, certes, de nos violentes disputes politiques. Depuis longtemps nos relations sont devenues affectueuses. Mais il n'y a entre nous aucune intimité. Il ne me serait jamais venu à l'esprit de me confier à lui. Au fond j'ignore tout de lui, à part ses prises de position politiques. Sur ce plan il a du reste bien évolué. Il a rompu avec le Parti socialiste ; il compte adhérer à l'organisation unifiée que nous préparons, et y inviter ses amis de Vendée. Il est très fier du livre que je vais faire paraître et l'attend avec impatience. Il ne pourra jamais le lire.

Au début d'octobre 1957, un télégramme que je reçois au lycée m'apprend qu'il est en danger de mort à l'hôpital de Nantes. Je suis bouleversé. J'avais souvent eu à faire avec la mort. Mais c'était pendant la guerre, dans ce grand jeu macabre dont nous acceptions les règles. Je n'avais jamais vu mon père malade. L'opération de la prostate ne semblait guère plus grave qu'une appendicectomie. La mort était incongrue. Surtout sa menace éveillait en moi un violent remords de n'avoir pas compris ce père — auquel finalement je ressemblais à bien des égards.

Je quitte sur-le-champ ma classe, me contentant de faire prévenir la proviseur. Je me précipite à l'hôpital de Nantes. Mon père est étendu sur le lit, sous perfusion. Des tuyaux serpentent sur son corps. Il délire doucement. À son chevet, ma mère est affreusement inquiète.

Le chirurgien me rassure un peu.

« Votre père a 76 ans et son coeur est usé. Nous avons eu des complications. Mais il va s'en tirer. »

Je reviens à Paris et reprends ma classe, très anxieux. Quelques jours plus tard, j'apprends sa mort. Méla et moi partons pour Saint-Jean. Dans le cercueil, je dépose mon livre qui vient de paraître. Hommage puéril ; je me sens enfant devant le cadavre de mon père. L'enterrement est civil, bien sûr. Le cercueil recouvert d'un drapeau rouge est conduit au cimetière par un cortège nombreux. Autant qu'il m'en souviennne, les enfants sont restés à Paris. Nous voulons leur épargner le contact avec la mort. Préjugé aussi absurde que de les tromper sur les conditions de la naissance et de les écarter de l'accouchement.

Je constate que le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* indique 1958 comme date de la mort de mon père. Le faux renseignement a dû venir de moi. Je ne sais pas pourquoi cette mort est liée pour moi au putsch d'Alger

et à l'avènement de De Gaulle.

Au lycée Arago, ma double absence me vaut une sérieuse semonce de la part du proviseur. Je la prends très mal. Je lui dis ce que je pense de son administration sans âme. Je décide de quitter Arago. Précisément s'est construit un nouveau lycée très moderne sur le boulevard Soult, près du boulevard de Reuilly. Le proviseur et le censeur se préparent à y accueillir 3 000 élèves. Nous sympathisons et ils m'invitent à les rejoindre. Je demande mon changement. L'année suivante, j'enseignerai au lycée qui s'appellera Paul-Valéry.

L'Union de la gauche socialiste

En décembre 1957 se tient le congrès d'unification du MLP et de la Nouvelle Gauche. Trois formations s'y joignent. La Jeune République, dont les membres avaient déjà participé à la Nouvelle Gauche mais qui avait gardé son sigle, adhère officiellement à l'UGS... De même deux petits groupes de transfuges du PS et du PCF qui nous intéressent moins par leurs effectifs que par le symbole qu'ils représentent.

À ce propos, il faut rectifier une information fautive donnée par *Archives d'espoir* que le PSU a édité lors de son vingtième anniversaire : ni Auguste Lecoœur ni Pierre Hervé n'ont jamais été acceptés à l'UGS. Lecoœur était le secrétaire national du PCF à l'organisation, après avoir dirigé la Résistance dans le Nord-Pas-de-Calais, notamment l'imposante grève des mineurs. Pierre Hervé dirigeait la propagande du PCF. Staliniens de choc, tous les deux avaient été exclus à l'occasion d'une de ces sordides bagarres d'appareil dont sont friands les staliniens. Depuis, ils publiaient une revue polémique, *La Nation socialiste* qui, en même temps que des diatribes personnelles contre le PC, véhiculait une idéologie nationaliste et faisait la risette à Guy Mollet. Fred Zeller me présente Lecoœur qui demandait son adhésion à l'UGS ainsi qu'Hervé. Zeller est fasciné par le passé de ce robuste ancien prolétaire devenu anticommuniste. Moi, j'aime bien Fred, même si je trouve étrange qu'il consacre son activité à la franc-maçonnerie — dont il deviendra du reste Grand Maître. Mais je n'ai aucune confiance dans sa perspicacité politique. La conversation avec Lecoœur me confirme que ce dernier est resté stalinien dans l'âme et que son orientation actuelle n'a rien à voir avec la nôtre. Sur ma proposition, le bureau politique formule ainsi sa réponse : « L'UGS ouvre ses portes à tous les communistes qui ont cessé d'être staliniens, mais pas aux staliniens qui ont cessé d'être communistes. » Cette réponse me vaut de la part de Zeller une lettre violente par laquelle il rompt avec moi toute relation personnelle. Autant qu'il m'en souvienne, il ne fait aucune allusion à cet incident dans ses Mémoires où nos relations tiennent une part non négligeable. Nous nous retrouverons pour quelque temps au PSU.

Notre réponse à Lecoœur et Hervé témoigne de la cohésion de l'UGS.

Ce n'est plus un cocktail comme la Nouvelle Gauche à ses débuts. Elle a sa propre identité et sa doctrine. Bien entendu, les motivations ne sont pas identiques. Pour certains, qui viennent de la Jeune République comme le professeur Lavau, il s'agit encore de l'union des gens de gauche qui se veulent socialistes. Pour la majorité, c'est l'union des socialistes de gauche. Problème de sémantique. Pour moi, c'est l'embryon de la force révolutionnaire nécessaire pour assumer la transformation de la société capitaliste. Elle s'inscrit comme acteur d'une nécessité historique. Je ne crois pas — ou plus — à une nécessité inéluctable et mystique : il n'y a pas d'« histoire » qui garantisse la victoire du socialisme, comme nous avions tendance à le croire avec la IV^e Internationale. Mais je suis convaincu que le dépassement du capitalisme est objectivement nécessaire à la survie de l'humanité. Je crois probable qu'une majorité des travailleurs en prendra conscience et qu'elle se détournera de la double impasse du réformisme social-démocrate, gérant du système capitaliste, et du stalinisme qui mène, en réalité, à un capitalisme d'État pire que le capitalisme privé. Il m'apparaît que cette prise de conscience est en train de s'opérer, d'abord parmi les travailleurs qui n'ont pas subi le poids de cette double tradition : les travailleurs d'origine catholique. L'atout essentiel de l'UGS, c'est le lien étroit de nombre de ses militants avec le mouvement de « reconstruction » qui prépare la transformation de la CFTC et sa déconfectionnalisation. Inversement la structure la plus résistante est celle du PCF avec son emprise sur la CGT et sa « contre-société ». Jusqu'à ce qu'interviennent, en France même, des éléments majeurs, il ne faut pas s'attendre à sa dislocation. Seuls s'en détacheront des individus ou des petits groupes. La SFIO est beaucoup plus fragile, malgré son réseau de notables et son ancrage dans les municipalités. Particulièrement répulsive, la politique de Guy Mollet, surtout depuis 1956, conduira à des ruptures profondes. La prochaine mutation de l'UGS doit viser à détacher un pan entier de la SFIO.

C'est pourquoi, à la première réunion du bureau politique, j'explique que nous devons préparer l'étape suivante : l'unification avec la gauche du Parti socialiste. Ma proposition provoque la stupeur, surtout parmi les militants du MLP.

« Nous venons tout juste de nous unifier et tu proposes de nous fondre dans une nouvelle organisation. »

Gilles Martinet et Claude Bourdet sont moins réticents. Sans doute disposent-ils d'ailleurs, par *L'Observateur*, d'informations que je n'ai pas — puisque ma proposition découle d'un schéma purement théorique. Sans doute aussi, leurs perspectives sont autres que les miennes. En tout cas, je reçois mandat du BP de prendre contact, comme je le demande, avec les Étudiants et les Jeunesses socialistes : on sait que je suis orfèvre en la matière. Avec le recul, je comprends que Gilles Martinet n'y attache qu'une importance secondaire. Il sait bien que les remous qui agitent le Parti socialiste se font dans des sphères autrement importantes. De fait, les

Jeunesses socialistes ne constituent plus qu'une espèce pratiquement disparue : quelques dizaines dans la région parisienne. Les discussions avec leurs « dirigeants », notamment avec Jean-Jacques Marie, n'aboutissent d'ailleurs à rien. Ils passeront à l'organisation trotskyste de Lambert.

Le bureau politique me charge, avec Pierre Belleville, de diriger la revue du parti, *Perspectives socialistes*. Petit, trapu, pragmatique et secret, P. Belleville est l'éminence grise du MLP et du mouvement social chrétien. Il n'est pas évident que nous pourrions nous entendre. En fait, c'est une des rares expériences de collaboration fraternelle que j'ai connues.

Nous avons la même conception du parti à construire à partir des expériences antérieures que doivent dépasser ses militants. Il ne s'agit pas de faire coexister des tendances hétérogènes, comme dans le Parti socialiste de 1905, mais de les amalgamer dans l'action et dans une recherche théorique collective pour l'adapter à la société économique et sociale. Cette avancée théorique ne doit pas se faire en vase clos, mais en liaison étroite avec l'expérience de larges secteurs des travailleurs. Le parti ne doit pas intervenir pour les manipuler et les utiliser. Pour reprendre les termes de Gramsci, il vise à devenir « l'intellectuel collectif » de leur expérience. La formation de ses militants est donc essentielle, non comme un catéchisme à ingurgiter, ni comme justification de la politique dont ils doivent être les propagandistes, mais comme le moyen de les aider à se faire une opinion par eux-mêmes, de manière qu'ils puissent intervenir dans l'élaboration de la pensée collective. Nous avons l'ambition d'y associer non seulement une élite de cadres, mais l'ensemble du parti.

Le moyen essentiel de la formation ainsi conçue, c'est la revue de l'UGS. Je propose qu'elle soit mensuelle pour s'adapter aux rythmes de réflexion des sections ; peu volumineuse et bon marché pour que des militants ouvriers puissent l'acheter et la lire ; inscrite dans leurs préoccupations et non dans une recherche ésotérique ; conçue par thèmes (le syndicat, le parti, l'État, la réalité économique, l'évolution sociale, etc.) pour animer la réflexion collective.

L'équipe de direction comporte surtout d'anciens trotskystes (R. Filiâtre, J.-M. Vincent) et des militants du MLP. Au vingtième anniversaire du PSU auquel nous n'appartenons plus, ni l'un ni l'autre, P. Belleville rendra hommage à cette collaboration, affirmant que nous avons fait comprendre aux militants chrétiens la valeur de l'analyse marxiste. Je crois aussi que *Perspectives socialistes* a joué un rôle important dans leur évolution politique et dans la cohésion des militants issus de l'UGS.

Ma responsabilité principale est néanmoins celle de la région parisienne qui groupe 2 000 adhérents, le tiers de l'UGS. Pour développer prioritairement l'organisation dans la ceinture ouvrière de la capitale, nous

avons adopté les structures du MLP : une fédération de Paris, entourée de quatre fédérations de banlieue. Avec les cinq secrétaires fédéraux, j'assume la direction régionale. Nous nous retrouvons soit au siège de la fédération de Paris, rue de Chaligny, qui est également celui de la Fédération de Seine-et-Oise, soit au siège national, l'ancien siège du MLP — un immeuble vétuste boulevard Garibaldi. Mais je vais sans cesse discuter avec les comités fédéraux et les sections : jamais je n'ai autant circulé dans les villes de banlieue.

Je suis particulièrement à l'aise avec les militants chrétiens presque tous ouvriers ou de milieux populaires —, humains, sérieux, dévoués, avides d'apprendre et de comprendre. Leur idéologie religieuse n'intervient jamais dans leur comportement. Certains du reste s'en détachent. De toute façon, cela reste affaire privée.

Jacques Gruber fait quelque peu exception. Lui, vient de la Jeune République — seul réel militant de cette origine — et vit dans des conditions plus confortables que les HLM des copains du MLP. Artisan en vitrail, il est plus artiste qu'artisan. Je suis fasciné par son travail. Robuste comme un bûcheron, le cheveu grisonnant, il respire la bonté et l'intelligence. Jacques Cru, en revanche, me surprend : d'aspect austère, avec ses cheveux gris en brosse, quelque peu distant, il ressemble à un prêtre sans soutane. Il est secrétaire de la fédération de Paris : bon organisateur, infatigable et toujours sur la brèche. Je me lie avec sa famille, Nelly sa femme, belle et sympathique, un garçon de quatorze ans qui brûle de militer aussi et deux filles. Le ménage semble parfaitement uni. Mais brusquement, Jacques disparaît un jour, sans crier gare, pour refaire sa vie avec une autre femme, laissant tomber à la fois sa famille et l'action militante. Cela est si peu conforme au personnage que nous en restons stupéfaits. Au fond, je commençais à croire aux vertus de la formation chrétienne pour l'équilibre des individus ! Nelly et ses enfants restent désemparés, sans ressources. Heureusement ils peuvent compter sur la solidarité de la section. Méla et moi, nous les aidons de notre mieux et une solide amitié nous liera.

Après la disparition de Jacques Cru, j'assume directement la responsabilité de la fédération de Paris. Je propose de compléter l'équipe fédérale en y intégrant un professeur du XVI^e qui m'a paru particulièrement dynamique dans sa section. C'est le début de l'ascension politique de Marc Heurgon qui jouera par la suite un rôle décisif dans le PSU et s'avérera un manipulateur remarquable.

Plus que jamais, la guerre d'Algérie polarise toute notre activité. En 1956, les électeurs ont donné une majorité au Parti socialiste et au « Front républicain », pour « faire la paix en Algérie ». Mot d'ordre équivoque auquel nous opposons alors l'urgence de faire la paix avec l'Algérie. Mais François Mitterrand, ministre du gouvernement, pontifie : « L'Algérie c'est la France. » Faute de pouvoir amener à résipiscence les insurgés algériens, le nouveau pouvoir intensifie la guerre pour les

écraser. Guy Mollet a envoyé comme proconsul en Algérie un ethnologue distingué, Soustelle. Il se fait l'homme des ultras. La France et l'Angleterre envoient un corps expéditionnaire contre l'Égypte, solidaire du FLN, pour mettre la main sur le canal de Suez et priver l'insurrection algérienne d'une de ses bases arrière — opération coloniale qui permet aux Soviétiques de couvrir les interventions de leurs chars contre la révolution ouvrière de Hongrie. En novembre, les pirates de Guy Mollet arraisonnent un avion marocain pour s'emparer de Ben Bella et des dirigeants du FLN — action d'éclat qui entraîne la démission de Savary. Avec le gouvernement socialiste, l'incendie de la guerre fait rage. Guy Mollet mobilise le contingent pour l'envoyer dans la « sale guerre » des massacres, des razzias et des tortures. Les jeunes refusent de partir et arrêtent les trains. L'UGS est la seule organisation politique à les approuver et à les aider.

Les étudiants sont particulièrement motivés par l'opposition à la guerre. Quand notre ami Laurent Schwartz sera démis de sa chaire de mathématiques à l'École polytechnique pour avoir signé le texte des 121 prônant l'insoumission, on verra non seulement ses collègues refuser de le remplacer, mais les élèves de l'École se solidariser massivement avec lui. L'UGS ne compte à Paris que quelques dizaines d'étudiants. Mais nous pensons que, s'ils ont des idées claires, ils pourront jouer un rôle important. Je les réunis pour discuter avec eux de leur orientation. Je les incite à s'engager à fond dans l'Union nationale des étudiants de France, encore marquée par ses traditions corporatistes. Je leur propose non seulement d'aider à radicaliser ses positions contre la guerre d'Algérie, mais d'agir pour transformer sa plate-forme revendicative : les étudiants doivent se considérer, non comme une caste privilégiée, mais comme des travailleurs en formation cherchant l'unité d'action avec les centrales syndicales ouvrières. L'UNEF sera le bastion de la lutte contre la guerre et le PSU y demeurera majoritaire.

Bien entendu, les étudiants socialistes se trouvent en première ligne dans l'opposition à la politique de leur parti. Je prends contact avec leur dirigeant, Michel Rocard, qui me séduit par sa vive intelligence. Il est d'accord pour orienter la gauche du P5 vers la rupture avec la SFIO et le regroupement avec l'UGS. Une fois de plus, je joue les mentors d'une fraction socialiste. Nous déterminons une stratégie. J'ai souvenir d'un congrès socialiste où je reste en liaison avec Michel Rocard.

Mais la situation n'a rien à voir avec celles que j'avais connues précédemment. Cette fois l'opposition ne vient pas de socialistes de gauche comme Marceau Pivert ou Yves Dechézelles. Elle regroupe essentiellement des socialistes fidèles à la tradition de Léon Blum, indignés par la politique colonialiste et belliciste de Guy Mollet et par la manière dictatoriale avec laquelle il dirige le parti. En janvier 1957 s'est constitué un « comité d'études et d'action pour la paix en Algérie ». Il regroupe l'ancien secrétaire général de la SFIO, Danier Mayer (que

nous avons naguère contribué à évincer au profit de Guy Mollet !), d'anciens ministres comme Depreux, Savary ou André Philip, des députés comme Antoine Mazier ou Raymond Badiou, maire de Toulouse, inévitablement Jean Rous qui ne cesse d'entrer et de sortir de la vieille maison : ces deux derniers seuls font figure de socialistes de gauche. En janvier 1958, malgré les foudres de Guy Mollet, ils lancent un hebdomadaire, *Tribune du socialisme*, dont le titre même indique l'influence de l'UGS.

La barbarie atteint son paroxysme ; l'armée bombarde la base algérienne de Sakiet, en Tunisie. La torture se généralise et « l'affaire Audin » la révèle à l'opinion publique. En mai-juin 1958, la guerre emporte la IV^e République, comme un raz-de-marée. Avec la bénédiction de Soustelle, les ultras et l'armée prennent le pouvoir en Algérie, envoient les parachutistes s'emparer de la Corse et menacent de prendre le pouvoir à Paris si le général de Gaulle n'est pas rappelé. Contre ce coup d'État, tous les syndicats et les partis de gauche appellent à une manifestation à Paris. Le cortège est immense. Mais tous les participants sont mornes et résignés : on enterre la République issue de la Résistance. En vain, l'UGS scande le refrain de *La Marseillaise* : « Aux armes, citoyens. » Visiblement les citoyens n'ont aucune envie de prendre les armes pour la république de Guy Mollet.

D'ailleurs, au moment même où les députés socialistes plastronnent dans le défilé... Guy Mollet est en train de négocier avec de Gaulle pour assurer son retour à la tête de l'État. Que la SFIO trahisse la république, c'en est trop, même pour d'honnêtes réformistes. Au congrès d'Issy-les-Moulineaux, à la fin de 1958, Édouard Depreux et ses amis rompent avec leur parti et constituent le Parti socialiste autonome (PSA). Ma prédiction se trouve réalisée, mais sous une forme que je n'avais pas prévue.

Comme l'écrira Michel Rocard en 1969 : « Ce qui a conduit Édouard Depreux et ses amis à quitter la SFIO pour fonder le PSA, ce n'est donc pas une mise en cause des principes sur lesquels repose la social-démocratie, mais la constatation, au contraire, que ces principes étaient trahis par l'action du Parti socialiste. » [Michel Rocard, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Éditions du Seuil, Paris, 1969]

Le mariage avec le PSA promet de ne pas être un mariage d'amour. Pourtant le mariage de raison est inéluctable. Du reste, la lutte commune contre la guerre et la monarchie gaulliste monopolise notre attention et estompe les divergences. Ajoutons que nous pouvons espérer que le parti unifié se développera rapidement dans d'autres secteurs que la social-démocratie : en juillet, quelques dizaines de militants communistes, opposés à l'opportunisme de leur parti face à la guerre, rompent avec le PCF : cette fois il s'agit de cadres du parti, comme Jean Poperen, et d'intellectuels communistes connus comme Serge Mallet ou Marcel Pénin ils lancent leur propre journal, *Tribune du communisme*, entrent en contact avec l'UGS dont ils se déclarent proches

et participent à la discussion sur le nouveau parti. C'est pour nous un gage d'espoir.

Mais, dans le même temps, une initiative de Daniel Mayer augmente la confusion. Agissant en tant que secrétaire de la Ligue des droits de l'homme, il constitue l'Union des forces démocratiques (UFD) pour unir les personnalités de la gauche non communiste hostiles à la guerre et au gaullisme. Se retrouvent à l'UFD les figures les plus marquantes du PSA et de l'UGS (notamment Depreux et Bourdet), les anciens radicaux passés à l'opposition comme Mendès France, et des libéraux comme François Mitterrand qui a quitté le gouvernement à l'arrivée de De Gaulle. Beaucoup voudraient que cet organisme « large » devienne le cadre du nouveau parti. André Philip au PSA et Georges Lavau à l'UGS souhaitent que se constitue un parti « travailliste », sans référence idéologique, sans objectif à long terme, avec seulement quelques propositions pragmatiques à court terme. Je combats ce projet dans *Perspectives socialistes*. L'UGS lui est presque unanimement hostile. Les militants du PSA y sont eux-mêmes réticents : ce serait un recul par rapport à la SFIO.

À défaut de pouvoir absorber l'UGS et le PSA, l'UFD tend à les chapeauter. Le prestige de Pierre Mendès France est considérable. La présence dans le même organisme de Depreux et Bourdet semble préfigurer le parti unifié. C'est ainsi que, pour les élections législatives de 1958, après la dissolution du Parlement, il est décidé que tous les candidats UGS et PSA bénéficieront du même patronage de l'UFD et de ses leaders.

Pour ma part, je n'ai jamais aimé me présenter aux élections. J'ai organisé bien des campagnes électorales, jamais comme candidat depuis 46 ni après 58. Mais dans des élections au scrutin majoritaire nous ne pouvions pas prétendre à la victoire : je n'avais failli être élu en 46 que par la vertu de la proportionnelle. Or je savais que je pouvais obtenir sur mon nom au moins autant de suffrages que le candidat désigné avec mon concours. Peut-être étais-je inconsciemment animé par un vieux réflexe anti-électoraliste. Mais mon comportement est identique au sein du parti. Je crois que j'ai toujours préféré rester quelque peu dans l'ombre, jouer l'inspirateur ou l'éminence grise plutôt que la vedette. Sans doute cette attitude a-t-elle constitué une de mes faiblesses dans l'action politique.

Cette fois pourtant je n'ai pas résisté aux sollicitations unanimes de la section du XIIIe et de Nelly Cru. J'ai toujours aimé ce quartier de Croulebarbe qui n'avait pas changé, alors, depuis le temps où j'y militais dans les JC. J'avais un faible pour la section UGS du XIIIe, nombreuse, dynamique, bien implantée dans les milieux ouvriers et populaires, remarquablement animée par Gilbert Mathieu, journaliste économique au *Monde* et dont j'estimais la droiture. J'ai le meilleur souvenir de cette campagne menée dans une ambiance fraternelle. Dans notre circonscription nous obtiendrons quelque 2 500 voix — un des meilleurs scores de l'UGS.

Mais le raz-de-marée gaulliste est impressionnant. Claude Bourdet échoue dans la circonscription du XIVe où il se croyait presque sûr de l'emporter. Il échoue malgré son recours à tout l'arsenal des ténors libéraux que nous avons refusés dans le XIIIe.

Réuni — à Lyon, je crois — en 1959, le deuxième congrès de l'UGS confirme l'orientation vers l'unification avec le PSA et *Tribune du communisme* pour constituer un parti authentiquement socialiste. À ce congrès, je dispose d'un incontestable crédit. Pourtant, je refuse d'être élu à la direction nationale. Méla et Philippe ont à coup sûr pesé sur ma décision : tous les deux insistent pour que je cesse de m'impliquer dans l'activisme quotidien pour entreprendre un travail théorique. Ce qu'on peut faire à la maison, bien sûr. En réalité, je me décide sur un coup de tête, plus exactement un coup de coeur. À l'UGS les candidatures sont présentées par les fédérations. Or on m'avise que la mienne est présentée, bien sûr, par les délégués de ma fédération, mais pas à l'unanimité. Deux délégués ont voté contre, dont mon vieil ami Chauvin qui me reproche trop de complaisance à l'égard de l'UFD. Je me sens profondément blessé. Je refuse donc d'être candidat et je maintiens mon refus malgré l'insistance de nombreux camarades et notamment de Claude Bourdet, encore en séance publique.

Je refuse également de continuer à assumer la direction de la région parisienne, sous prétexte qu'elle exige la présence au bureau politique. Là-dessus également, je refuse de revenir. Marc Heurgon me remplace à la direction de Paris.

Avec Marcel Bleibtreu, je lance une nouvelle revue : *Tribune marxiste*, plus théorique que *Perspectives* et annonçant la couleur. J'y analyse notamment ce que représente le phénomène gaulliste qui ne se résout pas à un nouveau type de fascisme, comme le croit le PCF.

Conséquence de mon retrait de la direction : je ne participe pas aux pourparlers d'unification avec le PSA et *Tribune du communisme*. Ils piétinent quelque peu : Mendès France et les radicaux mendésistes ont demandé leur adhésion au PSA qui l'a acceptée malgré l'opposition de l'UGS. Dans *Tribune marxiste* je combats cette adhésion. L'article « Mendésisme et socialisme » est tiré en brochure. Mendès, en effet, n'a rien d'un socialiste révolutionnaire. Les radicaux mendésistes ne sont que *des* républicains antigauillistes. Mais je reviendrai sur mon jugement en ce qui concerne la personne même de Mendès France. Contrairement aux Hernu et Cie, j'apprécierai sa probité et sa loyauté : il restera au PSU jusqu'en 1969, après le départ de tous les sociaux-démocrates.

Malgré le caractère équivoque du PSA que souligne l'entrée des mendésistes, nous ne pouvons pas reculer devant l'unification. En mars 1960 le congrès de l'UGS ratifie les accords conclus. Un petit groupe d'irréductibles parmi les anciens MLP refusera pourtant d'entrer dans le parti unifié considérant que ce serait perdre son âme. Parmi eux, Louis Alvergnat, l'ancien leader du mouvement.

Je participe au congrès comme simple délégué. Absent des négociations pour l'unification, je suis élu parmi les vingt-cinq délégués de l'UGS à la direction nationale du nouveau parti, mais non parmi les cinq qui feront partie du bureau national.

Le PSU

Le 3 avril 1960, dans le hall de la salle des fêtes à Issy-les-Moulineaux, le parti unifié tient son congrès constitutif, sous la présidence de Laurent Schwartz, symbole de la lutte contre les tortures et la guerre d'Algérie. En fait, ce n'est pas un congrès, mais un meeting. Les délégués écoutent successivement, après l'illustre mathématicien, les leaders des trois formations : Édouard Depreux, Gilles Martinet et Jean Poperen. Ils ne peuvent que ratifier, à l'unanimité, les accords conclus.

Le nouveau parti s'appelle Parti socialiste unifié (PSU). Le sigle nous paraît anodin. Il ne l'est pas : c'est celui du parti socialiste unifié en 1905. J'avoue qu'à l'époque, sans doute parce que je ne suivais que de loin les pourparlers d'unification, cette référence m'avait échappé. Elle souligne la volonté d'un retour aux sources de la SFIO. Or, cette volonté, tous les documents de l'unification en témoignent. Les statuts sont ceux de la SFIO. Nous n'y avons pas attaché une grande importance, préoccupés seulement de vérifier qu'ils assuraient la démocratie dans le parti. Quant à la charte politique, nous savions qu'elle devait se contenter de généralités, et que les écrits ne valent que par ce qu'on en fait. Nous avons veillé à ce qu'elle ne comporte aucune formulation dangereuse pour l'avenir. Mais nous l'avions lue comme on lit un contrat d'assurance écrit en petits caractères. Du reste la qualité de ses auteurs nous semblait une garantie. Pour l'UGS, c'était Pierre Naville, l'ancien trotskyste. Pour le PSA, c'était Victor Fay, ancienne éminence grise de l'Internationale communiste auprès du parti français qui n'oubliait jamais de rappeler son compagnonnage, du reste mythique, avec Lénine.

C'est lui qui, bien plus tard, m'expliquera que Naville et lui s'étaient consciemment inspirés de la charte de 1905. En ce temps-là, il s'agissait de permettre la cohabitation de toutes les tendances qui se réclamaient du socialisme — des possibilistes aux blanquistes et aux anarchisants hervéistes, en passant par les jaussistes et les guesdistes. En 1960, il s'agit d'intégrer à la fois l'extrême gauche trotskyste et les libéraux ralliés au socialisme, en passant par les blumistes et les socialistes chrétiens. C'était exactement la conception du parti que nous avons réfutée dans *Perspectives socialistes* — Naville, il est vrai, de manière bien moins explicite que moi-même.

Elle devenait d'autant plus dangereuse depuis que le parti s'était ouvert aux néoradicaux. Nous avons refusé que nos partis socialistes se fondent dans l'UFD. C'est l'UFD qui s'est fondue dans le parti. Une seule

personnalité est restée à la porte : François Mitterrand. L'incident mérite une explication, d'autant plus que chacun, par la suite, s'est empressé de l'occulter. L'ancien ministre de Guy Mollet n'est pas originaire du Parti radical, mais d'une formation « républicaine » issue de la résistance, l'UDSR. Du coup, il n'appartient pas au Centre d'action démocratique de Mendès France qui a négocié son adhésion au PSA. Cette adhésion, il la demande après l'unification. Or, fait presque unique dans les annales du PSU, cette adhésion lui est refusée. Bien entendu, les militants de l'UGS y sont hostiles. Nous n'avons pas oublié : « L'Algérie c'est la France. » Mais d'autres que lui, dans le PSU, ont participé à l'épopée mollétiste. Et la question est réglée, d'abord au bureau national. C'est Gilles Martinet qui s'y érige en procureur. Il lui reproche un scandale récent qui a fait les choux gras de la presse et a rejailli sur l'opposition antigaulliste.

Au lendemain du retour de De Gaulle, F. Mitterrand avait fait grand bruit sur un attentat dont il aurait été victime et auquel il aurait échappé de peu : sa voiture avait été piégée et brûlée sur l'esplanade de l'Observatoire. Cet attentat le désignait comme l'adversaire principal de De Gaulle et le leader virtuel de l'opposition. Or l'enquête des journalistes avait établi qu'il avait fait lui-même mettre le feu à sa voiture ou collaboré avec les auteurs de l'attentat. Les journalistes de *L'Observateur* étaient parvenus aux mêmes conclusions — dont ils s'étaient bien entendu gardés de faire état publiquement. C'est assez dire que cet homme ne reculerait devant rien pour assouvir ses ambitions. C'était aussi l'avis de P. Mendès France qui le connaissait bien : un individu sans scrupules et dangereux dans le parti. L'ancien leader radical, au nom de la morale, était l'adversaire le plus irréductible de cette adhésion : autant qu'il m'en souviennne, elle fut refusée à l'unanimité. Par une bonne part de ceux qui devaient constituer vingt ans plus tard son gouvernement. Comme quoi l'oubli est une vertu cardinale de la lutte politique.

Quels sont les effectifs du PSU en 1960 ? Son secrétaire général, É. Depreux, le crédite de 30 000 membres : 10 000 UGS et 20 000 PSA. En fait, l'UGS ne compte qu'environ 8 000 adhérents ; quant au PSA, selon la tradition social-démocrate, il gonfle de moitié ses effectifs. En revanche, comme dans la SFIO, beaucoup de ses adhérents sont des notables, des conseillers municipaux ou des maires. En décembre 1958, quand les grands électeurs procèdent à l'élection du président de la République — élection qui investira de Gaulle — le candidat présenté par l'UFD obtient 9 % des voix : l'UGS n'a guère contribué à ce score (délégué par Bourdet, conseiller de Paris, je participe au scrutin, seule occasion qui m'ait jamais été offerte de jouer les notables).

Les adhérents venus du PSA n'ont pas l'habitude d'un militantisme quotidien, sur le terrain, comme les militants venus de l'UGS. On les voit surtout s'agiter lors des élections ou lors des votes de motions. Mais il ne faut pas être injuste. Dans l'action contre la guerre, quelle que soit

leur origine, les militants du PSU font preuve d'un courage remarquable.

La guerre fait rage, plus que jamais. On oublie souvent aujourd'hui que sur huit ans d'une guerre inexpiable, quatre se sont déroulés alors que de Gaulle était au pouvoir. Son Premier ministre, Michel Debré, est un des principaux artisans du coup d'État du 13 mai à Alger. Les mesures économiques et politiques comme le plan de Constantine sont destinées à isoler le FLN et exigent son « extermination ». Seule la résistance acharnée du peuple algérien, en rendant impossible la solution militaire, obligera de Gaulle à jeter du lest, d'autant plus qu'en France l'opposition à la guerre s'accroît et se radicalise. En septembre 1959, à la stupeur des ultras, il proclame le droit des Algériens à l'autodétermination. Mais son plan prévoit que le FLN acceptera le cessez-le-feu — « la paix des braves » — pour ouvrir une période de normalisation sous l'autorité de la France. Il estime que les décisions sur l'avenir de l'Algérie seront prises sous le contrôle de l'armée française. Inversement, après le massacre de centaines de milliers d'Algériens, le FLN fait de l'indépendance un préalable aux négociations. La guerre continue.

En France, la police a tous les droits. Les Algériens sont traqués comme des bêtes fauves. Sur leur faciès. Les passants qui cherchent à s'interposer ou seulement à poser des questions sont brutalement embarqués avec eux. Il faut s'écarter lâchement en faisant mine de ne rien voir. Comme quand la Gestapo procédait à des arrestations.

La répression s'abat avec violence contre toute manifestation d'opposition à la guerre. Apposer des affiches devient une opération militaire et elles sont immédiatement arrachées. Les juges condamnent les Algériens comme terroristes et leurs défenseurs français comme traîtres. Il faut beaucoup de courage aux « 121 » signataires du manifeste qui soutient les insoumis et les déserteurs, même si leurs chefs de file, comme Sartre ou L. Schwartz, sont trop célèbres pour qu'on les emprisonne.

À cette occasion, le PSU montre son hétérogénéité. La droite du PSA veut que soit dénoncée l'insoumission. Certes il faut la paix. En l'absence de mesures politiques prises à temps, il faut bien reconnaître à l'Algérie son indépendance. Nous voulons qu'on traite avec l'adversaire. Mais il est l'adversaire. Nous ne pouvons pas trahir la patrie.

À l'opposé, un certain nombre de militants du PSU ont signé l'appel des «121» — comme Laurent Schwartz. Il ne s'agit du reste pas que de l'insoumission. Les Algériens ont raison de lutter contre le colonialisme français. Il faut les soutenir par tous les moyens dans leur effort de guerre. Bon nombre de militants venus de l'UGS, comme Pierre Hespel, participent au « réseau Jeanson » des « porteurs de valise ». Ils hébergent les clandestins du FLN, leur font passer les frontières, transmettent leurs

directives, transportent les tracts et les armes. Une minorité des anciens UGS — dont J.-M. Vincent — voudrait que le PSU prenne officiellement position en leur faveur.

La majorité de la tendance UGS du PSU estime qu'une telle prise de position marginaliserait le parti et l'empêcherait de jouer son rôle dans la lutte pour imposer au pouvoir la cessation des hostilités et la reconnaissance de l'indépendance algérienne ; lutte qui ne peut l'emporter que par un mouvement de masse. Le PSU laisse à ses militants le choix de leur activité personnelle. Il ne prend position ni pour ni contre l'insoumission, ni pour ni contre l'aide au FLN, se contentant de défendre les victimes de la répression. Avec Roland Filiâtre et la plupart de mes amis, j'approuve cette position. Personnellement, j'héberge des militants du FLN — y compris des responsables — et je les aide. J'aide plusieurs insoumis et déserteurs — notamment pour faire passer en Suisse mon ami Guy Désert. Mais je ne signe aucun document. Tout est subordonné à l'efficacité de notre action contre la guerre.

Deux partis seulement s'opposent à la guerre : le PCF et le PSU. Encore l'attitude du PCF est-elle équivoque : il a naguère voté les pleins pouvoirs militaires à Guy Mollet ; aujourd'hui encore il n'a pas pris position pour l'indépendance de l'Algérie et il condamne les « 121 ». De plus, il analyse le gaullisme comme un régime fasciste et craint d'être jeté dans l'illégalité. Aussi veut-il se cantonner dans des démonstrations sans problème autour de ses mairies.

Le PSU, au contraire, veut des manifestations qu'on ne puisse pas passer sous silence. À son instigation, le 27 octobre 1960, l'UNEF tient un meeting à la Mutualité, avec les unions régionales de la CGT-FO et de la CFTC. Le PSU y appelle de son côté. Dans la salle, nous lançons le mot d'ordre d'aller manifester aux Gobelins. Nous quittons la Mutualité à la tête de 1 500 manifestants, sous la direction de É. Depreux, tandis qu'un autre cortège, dirigé par Claude Bourdet — un millier de travailleurs venus de Nanterre — se dirige de son côté vers les Gobelins. Nous ne parviendrons pas à nous rejoindre. Une nuée de policiers charge violemment pour nous disperser. Nous nous en tirons avec des contusions, mais Tanguy-Prigent, le seul député du PSU, est blessé. C'est la première manifestation dont les médias sont obligés de parler.

De leur côté, les ultras d'Algérie sont inquiets. Ils craignent que de Gaulle ne se résolve à la paix. Ils se sentent trahis par l'homme qu'ils ont porté au pouvoir. En avril 61, les généraux d'Algérie procèdent à un nouveau putsch et s'emparent du pouvoir à Alger. Ils menacent de faire sauter les parachutistes sur Paris et d'instituer une dictature militaire. Michel Debré, Premier ministre, appelle, supplie les Parisiens de se rendre « à pied ou en voiture » aux aérodromes pour s'opposer à eux. Le PSU concentre ses militants pour intervenir et s'efforce de mobiliser l'ensemble des forces antigauillistes. Ils n'auront pas à entrer en action. Le putsch fait long feu et de Gaulle reprend l'armée en main.

Le rôle des jeunes du contingent a été déterminant dans le retournement de la situation. Quelques semaines plus tard, j'ai l'occasion de discuter longuement avec un jeune para du Xe étranger, dissous pour avoir été le fer de lance du putsch. Il m'explique le mécanisme de leur mise en condition pour les amener à obéir à leurs chefs comme des robots et à pratiquer la torture comme un travail de routine : « Certains de nos chefs torturaient par sadisme. Mais moi, je travaillais les prisonniers comme je faisais des copeaux lorsque j'étais métallurgiste. » Il souligne combien le putsch était près de réussir l'attaque sur Paris. « Nous étions prêts à partir, rangés auprès des avions. Mais les avions avaient été sabotés par le contingent et nous étions cloués au sol. Le contingent n'obéissait pas aux ordres des généraux et il aurait fallu livrer bataille aux casernes. » Les réseaux du PSU et surtout de l'UNEF y étaient pour quelque chose.

Dès lors, l'OAS des ultras ne se contente plus de massacrer aveuglément les Algériens. Elle porte la guerre en France par des assassinats et des attentats à la bombe. Son sigle apparaît sur les murs pour inspirer la terreur. Mais on voit fleurir un autre sigle mystérieux, GAR (Groupe d'action révolutionnaire), celui du PSU et de ses alliés qui pourchassent l'OAS et affichent le nom des terroristes.

De Gaulle n'atténue pas pour autant la répression contre les partisans de la paix. Paradoxalement, elle est plus violente que jamais. Une manifestation pacifique des Algériens fournit aux flics l'occasion d'un véritable carnage en plein Paris : des dizaines d'hommes et de femmes sont tués et jetés dans la Seine. Avec la participation de J.-P. Sartre, le PSU tient un meeting de solidarité avec le peuple algérien. Le régime policier n'est pas un régime fasciste.

Il apparaît impossible d'organiser publiquement une manifestation. Le PSU l'organise donc comme un commando. Le service d'ordre (50) transmet aux militants le lieu et l'heure selon les règles de la clandestinité. Ce 10 novembre, autour de la place de Clichy, les queues aux cinémas sont impressionnantes. Méla et moi nous y prenons place. Avec les camarades du XIIe. Sur un signal nous nous regroupons autour de la statue. Depreux prononce un bref appel. 1 200 militants remontent le boulevard avec leurs banderoles. Devant l'endroit où deux Algériens ont été tués par la police, une gerbe est déposée. Les manifestants se dispersent avant l'arrivée de la police. Il faut dire que toutes les rues qui remontent vers le boulevard ont été astucieusement bloquées par des embouteillages. Les cars de police ont essayé de passer par les sens interdits et ont créé eux-mêmes d'inextricables embouteillages. La police a été bernée

: un tabou a été levé. Le PSU organise d'autres démonstrations dans Paris.

Le 19 décembre, à son instigation, l'UNEF reprend l'initiative avec les unions régionales de la CFTC et de FO : ils appellent à une grande manifestation publique à 18 heures 30, de la Bastille à la Nation. Le PSU, bien sûr, s'y associe. Le PCF et la CGT refusent d'y participer et la dénoncent comme « aventuriste » : ils appellent le même jour à de

prudentes manifestations, dispersées autour des mairies communistes. J'ai souvenir de violentes discussions au siège du PC du XIIe, entre le bureau de section communiste et la délégation de la section du PSU à laquelle se sont joints les délégués de plusieurs organisations populaires. Le secrétaire du PC, Heckli, dénonce bien sûr notre gauchisme. Mais plusieurs responsables communistes sont ébranlés et le bureau de section se divise. La manifestation est importante et se poursuit tard dans la nuit. Les arrestations se comptent par centaines. Nous nous retrouvons au poste central. Quelques dizaines de militants communistes ont également été arrêtés, malgré la discrétion de leurs manifestations. Aucun d'eux n'essaye de défendre la politique de leur parti.

Le PCF en tire la leçon. Il ne peut plus laisser au PSU et à ses alliés le monopole des manifestations de masse. Le 8 février 1962, tous les opposants à la guerre appellent à la même manifestation. Cette fois, plusieurs centaines de milliers de manifestants se réunissent autour de la Bastille. La police charge avec une incroyable sauvagerie. Des centaines de blessés, parfois très gravement, comme notre ami Verlhac, de l'UGS, futur maire adjoint de Grenoble. Les gens fuient de tous les côtés. À vingt mètres, je vois une grappe humaine essayer de trouver refuge dans le métro Charonne. Les grilles sont fermées. Les flics matraquent et précipitent hommes et femmes dans la bouche du métro : huit personnes seront mortes étouffées. Cette fois, nous ne fuyons plus. Nous nous défendons et passons à l'attaque sur le boulevard Richard-Lenoir. Les flics reculent. Je me bats, ruisselant de sang, avec une blessure à la tête. Quand je rentrerai, boulevard de Reuilly, les enfants seront effrayés. Méla aussi, mais elle voit vite que la blessure est superficielle. Le lendemain, je prendrai ma classe, la tête bandée. Tout le lycée sait pourquoi. Le massacre de Charonne provoque une immense émotion. L'enterrement des victimes sera suivi par plus de 500 000 Parisiens.

C'est la dernière manifestation contre la guerre. De Gaulle négocie enfin avec le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Le bain de sang a duré huit ans. Même si le FLN exagère le nombre des victimes — qu'il évalue à un million de morts. Le carnage n'a servi à rien, sinon à empêcher toute cohabitation entre Algériens et pieds noirs. Il faut reconnaître l'indépendance de l'Algérie. Le référendum du 28 octobre 1962 approuve ces négociations à une écrasante majorité. Le PSU a fait voter blanc pour ne pas cautionner le régime gaulliste. Mais les Français ne retiennent qu'une chose : de Gaulle a enfin mis fin à la guerre.

Les élections législatives, en novembre, donneront une écrasante majorité aux gaullistes. Le PSU qui ne présente que 120 candidats obtient 2,33 % des suffrages nationaux. Pierre Mendès France est battu dans son fief. Tanguy-Prigent est le seul député du parti, si l'on ne tient pas compte du maire d'Alfortville, élu sous le sigle du PSU mais qui le quitte aussitôt. Décidément, le PSU n'est pas un excellent tremplin électoral et

déçoit les ambitions — qui sont nombreuses.

À ces élections, je ne suis pas candidat. Aux camarades du XIIe, j'ai répondu qu'ils n'auraient aucun mal à me remplacer. Je ne me sens plus lié par des responsabilités régionales. J'ai cédé à Marc Heurgon la direction de la région parisienne qui compte alors 5 000 à 6 000 adhérents et constitue la clé des pouvoirs dans le parti. Malgré l'opposition des anciens responsables de l'UGS (organisés en tendance) à cette manœuvre, Heurgon utilise ce poste pour dominer les anciens PSA et, avec l'aide de Michel Rocard, éliminer Mireille Osmin qui représentait la tendance « blumiste » du parti. Le tandem Heurgon-Rocard durera une dizaine d'années.

Pour moi, je me fixe deux objectifs qui ont entre eux quelque parenté : la formation et les relations internationales.

La formation ne peut pas être conçue comme au temps de l'UGS. Le PSU est politiquement hétérogène. La formation théorique ne peut donc être celle du parti ; elle ne peut se faire que dans le parti. C'est pourquoi le congrès de l'UGS n'a pas versé *Perspectives socialistes* dans le pool des publications du parti. La revue est restée indépendante et continue à établir un lien avec les anciens camarades de l'UGS, tout en s'ouvrant à d'autres, comme S. Mallet et M. Rocard.

Mais il nous faut ouvrir plus largement le débat. Avec Jean Risacher — qui a refusé d'adhérer au PSU —, je prends l'initiative de constituer en 1959 le Centre d'études socialistes, dont le siège est rue de Chaligny. En un sens, nous renouons avec la tradition des universités populaires, mais en nous cantonnant en général au secteur économique et politique. Le succès est considérable. Il nous faut louer amphithéâtres et salles — à l'Institut de géographie ou aux horticulteurs notamment. Au moment le plus favorable, les débats ont lieu trois fois par semaine et il arrive que nous en tenions trois le même jour. Certains comptent plusieurs centaines de participants ; d'autres, plus restreints, se tiennent rue de Chaligny. Nous organisons en effet un programme à plusieurs niveaux qui vont de la conférence à la recherche théorique. Les sujets sont les plus divers — le rôle de l'État, l'évolution des classes sociales ou les sociétés bureaucratiques, allant de l'initiation économique, jusqu'à la nature des mathématiques avec Laurent Schwartz. Un certain nombre des conférences ou des débats sont édités en brochures du CES et vendues facilement. Mais la rédaction nécessite un effort considérable. En écoutant les transcriptions, par exemple, de mes interventions, je m'aperçois que les phrases s'y enchevêtrent comme un maquis corse. Tout remettre en forme représente un effort si considérable que j'y renonce le plus souvent. L'édition devient pourtant l'activité principale du CES.

Le deuxième volet de mon activité porte sur les relations internationales. Je suis convaincu que l'action révolutionnaire ne peut se

concevoir dans l'optique provinciale de l'Hexagone. Si l'existence du PSU répond à une nécessité historique (toujours cette diablesse de nécessité historique), un mouvement de même type doit pouvoir naître dans d'autres sociétés économiquement développées. Et il doit pouvoir trouver des alliés dans les mouvements anti-impérialistes des pays sous-industrialisés. Les délégations étrangères au congrès du PSU sont peut-être les prodromes de cette évolution, puisqu'on y trouve le Parti socialiste italien (l'UGS entretenait des rapports étroits avec son aile gauche dirigée par Lelio Basso), le MAPAM, parti socialiste de gauche en Israël, l'Alliance socialiste de Yougoslavie (un levier dans l'empire bureaucratique) et l'Union nationale des forces populaires du Maroc, dont le leader Ben Barka a une influence décisive dans les pays arabes. L'objectif est donc d'élargir cette audience, de préciser les points d'accord et les divergences avec les partis socialistes révolutionnaires, de déterminer les interlocuteurs privilégiés avec lesquels peuvent être profitables le débat et l'action commune.

L'ennui c'est que cette optique n'est partagée que parmi les anciens UGS (et encore !). Édouard Depreux tient jalousement à conserver la prérogative des « relations extérieures » — domaine réservé comme pour le président de la République. Il les envisage comme l'établissement de relations diplomatiques pour faire pièce à la SFIO : l'important pour lui c'est que le PSU soit reconnu par les partis étrangers comme interlocuteur — peu importe ce qu'ils sont, s'ils sont puissants. Avant l'unification, nous avions eu la désagréable surprise de voir une délégation du PSA, conduite par son secrétaire général et l'ancien menchevik O. Rosenfeld, signer avec le Parti communiste soviétique une déclaration où elle se félicitait de « l'extraordinaire essor économique de l'URSS ». Rosenfeld, commentant ce voyage, exaltait « les progrès importants réalisés par le peuple soviétique dans le domaine économique, social et culturel » et « le caractère pacifique de la politique extérieure soviétique » alors que fumaient encore les ruines de Budapest écrasée par les chars russes.

Quand la direction nationale me charge de constituer le bureau international du parti, l'équivoque n'est nullement levée. Pour Depreux, le bureau international n'a que des tâches secondaires : lui préparer des dossiers et préparer matériellement le séjour des visiteurs étrangers de marque.

Bien entendu, le bureau international n'a nullement l'intention de se cantonner dans ces occupations hôtelières. J'ai organisé une douzaine de camarades par groupe de langues pour lire la presse étrangère, étudier leur contenu, établir des dossiers, prendre des liaisons avec les partis, entretenir avec eux une correspondance politique, systématiser les rencontres. En Italie, j'irai m'entretenir avec Basso et Pietro Nenni. En Israël, je profiterai d'un voyage privé pour discuter longuement avec le MAPAM. A Paris, je suis les socialistes espagnols et portugais et je

rencontre des envoyés de plusieurs partis dont les Chiliens. Nous avons un débat sérieux avec le secrétaire du parti socialiste japonais, etc.

On nous laisse jouer sur ce terrain jugé sans importance. Non sans quelques frictions avec Édouard Depreux qui se sent frustré. Mais notre intervention cause scandale, à l'occasion de la conférence des pays non alignés à Belgrade, à laquelle le PSU est invité. J'y suis délégué avec Bridier et Jean-Marie Vincent. Nous sommes la seule délégation française qui assistions à cette assemblée extraordinaire — je crois même la seule délégation européenne. S'y trouvent représentés par leurs dirigeants tous les mouvements anti-impérialistes du tiers- monde, dont le FLN, bien sûr, et de nombreux gouvernements de l'Afrique et de l'Asie. Je ne me souviens pas de la présence de Fidel Castro, sans doute absent. Les vedettes de la conférence : le minuscule négus d'Abyssinie drapé dans sa cape sombre, le Cambodgien Sihanouk, rondouillard et pathétique, Soekarno, pour peu de temps encore maître incontesté de l'Indonésie, Sékou-Touré, le Guinéen, dans sa djellaba blanche, et ceux qui dominent le débat : Nehru, Nasser et Tito. Chacun des intervenants insiste sur les particularités du « socialisme » de son pays, miraculeusement adapté à ses conditions propres.

Je loge chez une camarade du comité central de la Ligue communiste qui m'étonne par son franc-parler ; par exemple, elle me dit : « Milicien ou pas, un flic est toujours un flic. » Elle tempère mon enthousiasme pour le socialisme autogestionnaire yougoslave : la réalité reste fort éloignée des principes proclamés. Lors de mes voyages ultérieurs, nombre de communistes yougoslaves me séduiront, comme elle, par leur lucidité et leur franchise.

En revanche, nous sommes choqués dans nos sentiments égalitaris-tes par le faste de la réception donnée par Tito à la fin de la conférence. D'abord, il faut y venir en smoking. Aucun de nous trois n'en a jamais porté ; si nous en possédions, il ne nous serait pas venu à l'idée de les prendre dans nos valises pour Belgrade. La camarade me prête le smoking de son fils (drôle de garde- robe pour les communistes d'un pays pauvre !). La réception elle-même nous met mal à l'aise. Les tables gigantesques du buffet sont surchargées des mets les plus coûteux : on se sert littéralement le caviar à la louche. Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que tous ces chefs d'État représentent des pays misérables, souvent à la limite de la faim.

Nous ne sommes pas venus à Belgrade pour manger du caviar. Nous prenons des contacts utiles avec les représentants de plusieurs partis du tiers- monde. J'ai moi-même une conversation passionnante avec Kar-delj, le théoricien de la Ligue yougoslave, pour lequel je nourris une grande admiration. Mais surtout nous prenons contact avec le gouvernement provisoire de la République algérienne et nous avons une entrevue officielle avec ses délégués. Au cours de cet entretien, le

GPRA nous informe des conditions qu'il pose pour le cessez-le-feu et la paix, ainsi que des perspectives d'avenir du FLN. Nous-mêmes, nous expliquons la position du PSU : en tant que parti, nous ne pouvons servir de réseau auxiliaire au FLN ; nous avons notre propre rôle pour mobiliser l'opinion contre la guerre. Les délégués du GPRA déclarent nous approuver pleinement.

Revenus à Paris, nous rendons compte de notre entretien et demandons qu'il en soit fait état publiquement. La belle tempête que nous déclenchons à la direction nationale ! Les Hernu et autres Savary nous dénoncent comme des traîtres qui pactisent avec l'ennemi ou, au mieux, comme de dangereux aventuriers. Le débat se transforme en pugilat. Jean-Marie Vincent est violemment frappé par Hernu. Mais la majorité nous approuve, même si certains nous reprochent d'avoir outrepassé nos directives.

Cette majorité a été quelque peu renouvelée par le premier congrès qui s'est tenu à Clichy, en mars 61 : il a intégré à la direction nationale Vincent et Bridier, en même temps que Michel Rocard (qui se fait appeler Servet en souvenir de son origine protestante). J'ai déjà fait allusion aux réunions de tendance que tenaient les anciens UGS membres de la direction nationale. Alors même que la lutte contre la guerre continuait à monopoliser et même à paralyser le débat, nous avons décidé de nous engager dans un commencement de clarification. Nous proposons une stratégie de « Front socialiste », inspirée des conceptions de l'UGS et qui devait rester fondamentalement celle du PSU. Le parti est défini avant tout comme un lieu de convergence des mouvements de masse : syndicats, mouvements de jeunes, associations populaires de défense. Il ne considère pas le socialisme comme un objectif à long terme — un « programme maximum » réservé à un avenir indéterminé — mais comme l'objectif proche de réformes de structures qui doivent permettre la transition : démocratiser l'économie par le contrôle ouvrier du secteur privé et la socialisation du secteur public. Il ne conclura pas d'alliance avec les « républicains » hostiles au gaullisme, mais avec les organisations socialistes décidées à s'engager dans cette voie des réformes de structures.

La « droite » (Hernu, Philip, Bérégovoy, Lavau) oppose à ce projet celui d'un « socialisme moderne » qui retrouverait la tradition républicaine abandonnée par la SFIO. Elle n'obtient que 16 % des mandats. Avec É. Depreux et Michel Rocard, la majorité des anciens PSA nous a suivis. Nous leur faisons une large place à la direction nationale, en maintenant celle des anciens communistes — quitte à diminuer notre représentation propre.

En 1962 la guerre est enfin terminée. L'heure a sonné de la clarification politique dans le parti. Le PSU doit décider de son programme concret et préciser sa stratégie, sans masquer plus

longtemps les divergences. C'est le seul point sur lequel tout le monde est d'accord. Nous voulons en finir avec les divergences et les oppositions longtemps camouflées. Elles éclatent au-delà de toute espérance. Au congrès d'Alfortville qui se tient en janvier 1963, six tendances s'affrontent. Mettons à part les tendances marginales des laïques francs-maçons bouffeurs de curés ou des infiltrés de l'OCI lambertiste qui jugent l'heure venue de ramasser leurs billes. Restent quatre tendances. La première (A) était attendue : les sociaux-démocrates qui avec Savary, Verdier, Hernu entendent reprendre la tradition de la SFIO. On pouvait s'attendre aussi à ce que d'anciens trotskystes proposent un programme « socialiste-révolutionnaire » qui reprend les formules que nous défendions au PCI. C'est ce que fait le courant E avec Favre-Bleibtreu, Benoit et Pennetier. Ce qui était moins attendu c'est la division de la majorité. Martinet, Depreux, Rocard et Heurgon reprennent les idées de Serge Manet et de Belleville sur les mutations de la classe ouvrière. Ils veulent faire du PSU le parti des « couches nouvelles » : techniciens, jeunes cadres de l'industrie et du commerce, pour « rénover le socialisme ». Ce « modernisme » paraît inquiétant à nombre d'entre nous : Poperen, V. Fay, Bourdet, Tanguy-Prigent, Weitz, Bridier, Vincent, Jouffa, Filiâtre et moi-même. Nous décidons de leur opposer un contre-texte (C) que doivent rédiger Poperen, Fay et moi. J'explique dans la réunion de rédaction que le danger est celui d'un pseudo-socialisme de technocrates. Poperen exulte. Je lui ai fourni l'axe de la bataille. Je me rends compte que son souci n'est pas la clarification politique, mais la constitution d'une tendance dirigée par lui pour s'assurer de la domination du parti. Mes idées ne sont pas acceptées parce qu'elles sont vraies, mais parce qu'elles sont opérationnelles dans une lutte pour l'appareil qui m'est profondément étrangère.

Le congrès d'Alfortville se déroule dans la plus extrême confusion. Quatre partis y poursuivent leur monologue. Le PSU est sur le point d'éclater. Le nouveau comité politique compte 25 représentants du courant B (Depreux-Martinet), 18 du courant C (Popperen), 6 du courant E et 6 du courant A. Aucun courant n'a la majorité. Cette direction est incapable de gouverner le parti et devra démissionner quelques mois plus tard. Pendant les deux années qui suivent le PSU perdra le tiers de ses adhérents. La « droite » se réfugie dans les clubs. Mais l'hémorragie est aussi celle des militants désorientés par tant d'impuissance.

Pour moi je ne suis pas intervenu au congrès. J'ai refusé d'être élu au comité politique. Je garde la carte du PSU, mais je n'accepte aucune responsabilité. Je me contente d'assister, de temps en temps, aux réunions de ma section.

Crise d'identité

En 1963, j'abandonne donc mes responsabilités politiques et même toute action militante. La première cause en est un désarroi politique. Il ne m'arrive pas de mettre en doute les certitudes profondes qui m'animent : ni la nécessité d'en finir avec le capitalisme, ni la foi dans la victoire du socialisme, ni même la conviction qu'un parti comme le PSU peut ouvrir la voie au socialisme dans un pays industrialisé comme la France. Le congrès d'Alfortville m'a déçu. J'avais pensé qu'une fois terminée la guerre d'Algérie, le parti trouverait son assise et définirait son programme. J'ai vu émerger surtout des querelles personnelles et des luttes de pouvoir. Mais les problèmes personnels se mêlent à un désarroi politique. Je traverse une nouvelle crise d'identité. A cinquante et un ans, n'est-il pas temps d'en finir avec les mythes de l'adolescence, d'accepter le vieillissement et de donner la priorité à la vie de famille ?

Je me rends compte de plus en plus combien mon militantisme perturbe la vie de famille. J'arrive en coup de vent à la maison, avec des copies à corriger ou un article à rédiger. La maison est une annexe des locaux du parti et il me reste trop peu de temps pour m'occuper des enfants. Méla est plus souvent que moi boulevard de Reuilly. Mais elle souffre de mon absence, s'exagère les dangers que je cours et devient souvent irritable. Elle-même travaille, bien sûr. Un peu plus tard, écoeurée par les intrigues chez Rhône- Poulenc, elle accepte un poste avantageux à Capelait : la direction des laboratoires où elle est sa propre maîtresse. Elle y introduit un nouveau produit, les yaourts aux fruits naturels, qui fera la fortune de la firme, devenue plus tard « Yoplait » pour se débarrasser de l'image coopérative, jugée dévalorisante. En notre absence, c'est Marie-Claire qui s'occupe des enfants, jusqu'au moment où elle se mariera et retournera en Bretagne.

En fait, les enfants ne manquent pas d'un milieu affectif. Ils n'adoptent pas tous nos amis. Mais plusieurs font pour eux partie de la famille : Maria, revenue des États-Unis avec ses enfants et son mari, l'écrivain Geoff Blunden, qui n'apprendra jamais le français — ne voudra jamais l'apprendre car cette ignorance est un bon moyen de se réfugier dans son imaginaire ; Philippe Simon qui, pour Jean-Loup surtout, est un grand frère ; Roland et Yvonne Filiâtre qui jouent le rôle de grands-parents ; sans parler de Jean-Loup Philippe et de Daniel Soulard qu'ils retrouvent en Vendée ou à Paris.

Ils passent en Vendée la plus grande partie des vacances d'été, avec mamie et sa fidèle Lison, l'oncle André et Tantette. En hiver, nous allons à la montagne. Méla se contente de promenades dans la forêt avec Maria ou moi, parfois avec mamie. Pour moi, j'ai consciencieusement passé les trois « étoiles » de ski, mais je me retrouve le plus souvent enfoui dans la neige : le jour où André Essel m'entraîne sur une piste noire, je terminerai sur les genoux. Je reste stupéfait de l'aisance avec

laquelle Jean-Loup et Ronald Blunden descendent les pentes en schuss, sans bâtons, pour se hâter de reprendre place au tire-fesses, en dépassant sans vergogne les grandes personnes.

On ne peut pas dire que nos enfants aient une enfance malheureuse. Mais ils ne sentent pas le pavillon de Reuilly comme pleinement leur domaine — même si plus tard ils en éprouvent la nostalgie. Ils se trouvent vraiment chez eux aux Glycines et mieux encore au collège technique de mon frère André, à Echemiré — un ancien château avec une pièce d'eau et des bois. André est calme et mène une vie paisible dans un cadre reposant. Un quart de siècle plus tard, Jean-Loup me jettera à la figure qu'il avait représenté mieux que moi l'image du père. Exagération polémique sans doute. Mais pour Jean-Loup et Sylvie, mon frère est certainement un second père.

Les enfants ont besoin d'une maison qui fonde leur sécurité, porte leur imaginaire et s'identifie à leur personnalité. C'est peut-être moins vrai pour Sylvie : elle cherchera surtout à préserver sa chambre, dès qu'elle en disposera seule, contre les invasions — pas toujours pacifiques — de son frère. Mais Jean-Loup est, au sens fort, casanier. La maison est son territoire. Avec son agressivité coutumière, il la défendra bec et ongles contre les intrus.

Prof à Paul-Valéry

Pour moi, le principal facteur de stabilité, c'est l'enseignement. Je ne le sacrifie jamais à l'action politique. Il me permettra de me retrouver quand je laisserai de côté le militantisme. Ce ne sont pas chez moi deux passions, mais deux aspects de la même passion. Non que je fasse, dans ma classe, de la propagande partisane : même la politique, je ne la conçois pas sous l'angle de la propagande. Mes camarades, comme mes élèves, je voudrais leur donner les éléments pour qu'ils jugent par eux-mêmes. Je ne cherche pas à être un chef de file. J'espère que leur pensée propre les amènera sur la même route que moi. Je suis ravi, bien sûr, quand je retrouve mes élèves au PSU : il y en a un certain nombre. Mais ils y viennent par eux-mêmes. Mon désir inconscient, c'est d'être aimé plus que suivi. Cela me joue de mauvais tours dans l'action politique. C'est moins décevant dans l'enseignement.

Je me sens à l'aise au lycée Paul-Valéry — un lycée moderne aux vastes baies vitrées. Je m'y fais de bons camarades comme Nardou, prof de maths, Giovanni, prof de français, un des principaux dirigeants communistes de l'insurrection de la Corse en 1944, ou le censeur, également communiste. Jean-Loup, puis Sylvie y entrent en sixième : lui, irrégulier dans les petites classes (mais quelle joie quand il est premier en rédaction !) ; elle, sans problèmes, menant régulièrement

une bonne scolarité.

Je tiens toujours à une classe de troisième — décisive pour la formation des jeunes. Je rapporte à la maison les copies à corriger. De temps en temps, Méla les feuillette. Elle n'a jamais étudié la graphologie. Mais elle me décrit le caractère de mes élèves. Elle tombe toujours juste. Bien plus, elle me découvre des traits de caractère que j'ignorais et que je vérifie ensuite. Étonnement. Mais aussi une sorte de malaise : ce type d'intuition m'est totalement étranger. C'est un autre type de système mental.

J'enseigne dans d'autres classes comme la seconde ou la première. J'accepte des classes difficiles : la troisième d'accueil qui recueille des jeunes, souvent caractériels, dont le niveau ne permet pas l'entrée en troisième « normale » ; je réussis parfois des sauvetages. Un peu plus tard on me confiera les maths sup ou les maths spé. Les profs de lettres ne se sentent pas à l'aise parmi ces 50 ou 60 matheux qui méprisent le cours de « baratin », chahutent ou laissent s'évertuer le « baratineur » pendant qu'ils travaillent sur des problèmes de maths ou de physique. Plusieurs de mes collègues ont renoncé. J'ai l'avantage d'intéresser les jeunes en établissant le dialogue sur les problèmes d'actualité. Quand Tocqueville est au programme, nous confrontons son analyse à la réalité de la société américaine et à l'analyse marxiste. Quand nous devons étudier *Mère Courage*, nous discutons de la guerre du Vietnam. Un jour, un garçon d'extrême droite se lève.

— Monsieur, le cours porte-t-il sur *Mère Courage* ou sur la guerre du Vietnam ?

— Sur les deux, bien entendu. Croyez-vous que Brecht pensait à la guerre de Trente Ans ? Pour vous, la guerre de 1914 est aussi lointaine que la guerre de Trente Ans. L'actualité pour vous, c'est la guerre du Vietnam.

Bon nombre de mes collègues tremblent à la visite de l'inspecteur ; certains lui présentent un cours type, mis au point dans cette éventualité. Inutile de dire que je n'ai jamais modifié quoi que ce soit à mon comportement. Je me rappelle avoir été inspecté, vingt minutes, à la fin d'un cours sur La Bruyère.

Après les compliments d'usage, l'inspecteur qui se doit de faire une critique me suggère que j'aurais dû insister davantage sur les caractères.

« Vous vous trompez du tout au tout, monsieur l'inspecteur. Je n'avais pas à insister sur l'analyse psychologique. Le cours ne portait pas là-dessus. Mon dessein était de faire comprendre le style de La Bruyère. J'ai complètement échoué. Au point que, venu à la fin, vous n'avez même pas compris l'objet de la leçon. Vos éloges n'étaient pas mérités. Mon cours était franchement mauvais. »

L'inspecteur est interloqué.

« C'est la première fois que je vois un professeur dénigrer son

propre cours. »

Depuis mon entrée à Paul-Valéry, dans le cadre d'une réforme de la formation des enseignants, j'ai été nommé conseiller pédagogique. Chaque trimestre, mon cours est suivi par trois stagiaires qui ont passé le CAPES ou l'agrégation et qui doivent ensuite, chacun à son tour, faire la classe à ma place. Je trouve passionnant de leur montrer comment établir le dialogue avec leurs élèves, moins pour captiver leur attention que pour leur apprendre à réfléchir. Certains d'entre eux resteront en relation avec moi.

À la fin de l'année, les conseillers doivent fournir un rapport sur chaque stagiaire. Pour le rédiger, je procède de manière peu orthodoxe. À la fin du stage, je demande l'avis des élèves. Chacun d'eux a dix minutes pour apprécier et noter les candidats — dix minutes pour obtenir un avis spontané. Je suis toujours surpris par la lucidité de leurs observations : dans leur grande majorité elles correspondent à mon propre jugement. Chose surprenante, ils sont souvent capables d'estimer la culture de leur professeur. Mon propre rapport est en fait la synthèse de leurs observations. Je le sou mets aux stagiaires pour en discuter et je mets à leur disposition les jugements de leurs élèves : la seule fois dans leur vie d'enseignants où ils connaîtront au juste comment ils sont jugés.

En fin d'année, sur la base des rapports de stage et de deux cours témoins, un jury composé d'un inspecteur général et de deux conseillers décide si les candidats sont capables d'enseigner. Ce n'est pas toujours un moment agréable. La grande majorité des candidat(e)s passent l'épreuve, plus ou moins brillamment. Mais que faire de ceux ou de celles qui, de toute évidence, ne sont pas faits pour l'enseignement ? Cette jeune fille insignifiante qui ne peut empêcher le chahut, même quand le conseiller est au fond de la classe, non seulement elle serait incapable d'enseigner, mais elle-même vivrait l'enfer tout au long de sa carrière. Certains cas posent un problème insoluble. Ainsi, cet ancien instituteur qui a passé le CAPES. Consciencieux comme un robot, ennuyeux comme un curé, incapable d'assimiler autre chose que quelques trucs techniques. Les jugements des élèves sont catastrophiques. Il ne comprend même pas pourquoi. L'inspecteur qui préside le jury — un de mes anciens camarades de khâgne — est scandalisé :

— Pas possible ! Il va emmerder des générations de potaches. Il faut empêcher le massacre.

— Que peux-tu y faire ? Il est de toute façon titulaire. Nous ne l'empêcherons pas de sévir et il n'y a aucune chance qu'il apprenne quoi que ce soit. Le refuser, c'est seulement diminuer son traitement, alors qu'il fait tout ce qu'il peut. Résignons-nous à laisser augmenter d'une unité la cohorte des emmerdeurs de l'enseignement.

Je dois avouer que je ne tiens pas toujours en très haute estime le corps enseignant. Les profs de lycée n'ont jamais été les hussards de la

République. Mais je suis déçu de constater que la qualité moyenne de leur enseignement n'a guère progressé depuis le temps où j'en faisais l'expérience au lycée de La Roche-sur-Yon. Bien entendu, ceux qui se désintéressent de leur classe et de leurs élèves sont une minorité. Les fumistes, les ivrognes et les sadiques sont rares. Mais il y a des sadiques. Je le constate surtout dans les jurys du bac. Certains étagent leurs notes de 0 à 4, ce qui n'est guère flatteur pour leurs collègues. C'est particulièrement vrai pour les profs de physique, peut-être parce que se réfugient dans l'enseignement ceux qui n'ont pas pu faire carrière dans l'industrie. Lors d'une session où je préside une commission du bac, une collègue de physique fait des ravages. Elle s'acharne particulièrement sur un candidat auquel elle refuse tout rachat de son zéro. Le livret scolaire nous apprend qu'il s'agit d'un élève de Louis-le-Grand, premier en physique tout au long de l'année et présenté au concours général. Il faut une demi-heure de négociations pour qu'elle accepte son admissibilité. À l'oral, elle colle à nouveau un zéro au garçon et refuse son admission. Je déclare que nous resterons en commission le temps nécessaire, mais que le candidat sera reçu. Tous les collègues l'invectivent. Je lui conseille d'aller se faire psychanalyser. Il nous faudra à nouveau près d'une heure de palabres pour la faire céder.

Encore une fois, ce sont là des exceptions. La majorité des enseignants exercent leur métier consciencieusement — quelques-uns de manière remarquable. Mais bien peu enseignent par vocation ; la plupart pour l'attrait des vacances. Je suis frappé par leur désintérêt des problèmes pédagogiques, par leur individualisme, par l'impossibilité quasi générale d'obtenir un travail d'équipe, par leur conservatisme et leur corporatisme.

Voyages

Je n'ai pas choisi l'enseignement pour les vacances. Mais j'en profite largement. Nous les utilisons pour de longs voyages. Sans les enfants, trop jeunes pour en supporter les fatigues et qui préfèrent rester en Vendée (mais nous préférons aussi, sans doute, davantage de liberté).

En 1960 nous décidons d'aller en Yougoslavie et en Grèce, avec Philippe. Je ne sais plus pourquoi Éliane ne vient pas avec nous. Mais nous sommes heureux de cette intimité retrouvée, car nos relations avec Éliane restent marquées d'une certaine ambiguïté. La Yougoslavie jouit pour nous d'un préjugé favorable : c'est le pays de l'autogestion. Le PSU et la Ligue communiste yougoslave sont alliés et l'ambassadeur à Paris me confie une lettre de recommandation.

Nous voici donc partis dans notre fidèle 2-CV. Le pays nous frappe par sa pauvreté. Nous circulons pratiquement seuls sur l'autoroute de Belgrade qui ressemble à une de nos routes nationales. Sortis de là,

c'est l'aventure de chemins étroits et mal entretenus. Le ravitaillement en essence pose problème. Mais les gens sont accueillants et ouverts. Méla se débrouille parfaitement pour discuter avec eux, ignorant parfois, nous dit-elle, quelle langue elle parle.

Un premier incident nous met mal à l'aise. Nous avons eu l'imprudence d'emprunter la route de Belgrade à Dubrovnik : il s'agit d'un chemin si étroit que nous ne voyons pas comment croiser une autre voiture. Heureusement, il semble que nous soyons les seuls à nous y risquer. Pourtant, alors que le soir tombe, voici une voiture en sens inverse. La route n'est guère qu'une piste étroite bordée à droite par un profond caniveau de pierre, à gauche par le flanc de la montagne. Lentement, nous nous efforçons de nous croiser. Le conducteur yougoslave doit rouler avec deux roues sur la pente. Au milieu

de la manœuvre, il prend peur, se rabat sur moi et m'envoie dans le caniveau. La pauvre 2-CV y casse son axe moteur. Le Yougoslave nous promet d'envoyer un dépanneur. Il n'en fera rien car, nous l'apprenons plus tard, il n'est pas assuré. Nous allons donc camper sur un tertre voisin. Tout à coup

surgissent deux policiers en moto. Ils ne veulent rien écouter des explications de Méla. L'accident n'est pas leur affaire, le camping est interdit ; ils nous dressent procès-verbal. Je sors alors la lettre de l'ambassadeur. Brusque changement de ton. Les policiers se mettent au garde-à-vous. Ils nous promettent de poursuivre le fuyard (nous n'en demandons pas tant) et de faire d'urgence venir un dépanneur de Dubrovnik. Il arrivera dans un temps record. Mais nous nous sentons gênés. Moins par la brutalité des miliciens — « un flic est toujours un flic » comme me dira la camarade du comité central de la Ligue, lors de la conférence de Belgrade, davantage par leur obséquiosité et le favoritisme.

À Dubrovnik, nous plantons la tente dans le terrain de camping, au bord de la mer. Philippe brûle d'aller faire de la pêche sous-marine. Nos voisins nous apprennent qu'elle est interdite et que de nombreux campeurs se sont fait saisir leurs fusils. Décidément, grondent-ils, la Yougoslavie est un pays totalitaire comme les autres. Nous reconnaissons la manie du secret pseudo-militaire des pays de l'Est. Philippe décide de passer outre. En mer, un canot de la police le poursuit. Il réussit à s'échapper. Mais bientôt un fourgon de la milice fait irruption dans le camp. On lui confisque son fusil et on l'embarque. Je monte avec lui. Une fois de plus, j'exhibe mon talisman. Immédiatement, changement d'attitude. Le responsable régional de la Ligue arrive. Il nous emmène discuter au comité de ville. Nous apprenons que la pêche est interdite parce que nous nous trouvons dans une réserve naturelle.

« Pourquoi alors ne pas en avertir les touristes ? Cette explication, ils la comprendraient facilement. De manière plus générale, pourquoi ce manque total d'information ? »

La camionnette revient au camp avec tous les fusils confisqués qui sont rendus à leurs propriétaires. Nous nous efforçons d'expliquer le malentendu aux autres touristes.

La direction de la Ligue tient à discuter à nouveau avec nous. Elle nous demande de rencontrer le comité d'autogestion d'une des grandes entreprises de la ville. Nous acceptons avec réticence : nous détestons les villages à la Potemkine. Mais la discussion avec les ouvriers et les ouvrières nous surprend. Rien de stéréotypé. Aucune propagande. Ils font état de leurs difficultés, de leurs échecs, de leurs incertitudes. Ils s'interrogent et nous interrogent. Ils connaissent bien la situation en France et leurs questions sont pertinentes. Leur franchise et leur ouverture d'esprit nous réconcilient avec le régime.

Nous reprenons notre itinéraire. Nous discutons avec les équipes de jeunes, des étudiants surtout, qui travaillent comme volontaires à construire les routes. Leur enthousiasme nous paraît authentique. Après notre conversation avec les ouvriers de Dubrovnik, nous ne mettons guère en doute leur volontariat. Cette fois notre confiance est probablement exagérée.

Nous voici maintenant dans les montagnes du Monténégro. Le paysage est fantastique. Je garde encore en mémoire la vue irréaliste du lac de Skoder, vers l'Albanie. En revanche, la population vit dans la misère. Seule la ville de Titograd est moderne, avec ses bâtisses grises et ternes, qui nous rappellent les plus tristes de nos HLM. À la sortie, nous filons sur une large autoroute déserte. Mais, au bout de quelques kilomètres, elle s'interrompt brusquement, sans signalisation, avec un dénivellement d'un demi-mètre : la 2-CV s'en tire par miracle.

Nous sommes frappés par les contrastes, mais surtout par les disparités entre les républiques — économiques et culturelles. La Slovénie fait penser à la Suisse ; la Croatie est relativement riche ; la Serbie est pauvre ; le Monténégro vit au Moyen Âge. Pas facile de fédérer ces inégalités profondes. On les retrouve au passage des frontières. L'entrée en Istrie n'a pas posé de problèmes particuliers. Au retour, quand nous quitterons la Slovénie, nous aurons affaire à des policiers courtois et cultivés désireux de connaître notre impression sur la Yougoslavie. Mais pour passer du Monténégro en Grèce, les formalités policières durent une heure, avec des policiers et des douaniers plus ou moins illettrés.

En Grèce, je retrouve une humanité profonde, intimement liée au paysage et au passé. Pour Méla et Philippe, c'est la découverte. Notre amitié avec Philippe s'y épanouit comme aux meilleurs moments. Il souhaite que nous y revenions avec Éliane.

Israël

L'été suivant, nous acceptons l'invitation des parents d'Israël — l'oncle Jacob et les cousins. Je suis tenté de parler de l'aspect touristique du voyage, de la baignade dans la mer Morte, si salée qu'on a l'impression de ne pas pouvoir s'y enfoncer (chacun pouvant presque y répéter le miracle de Jésus), de l'extraordinaire paysage rude et nu qui descend à 300 mètres au-dessous du niveau des mers, du piton abrupt de Massada où les Hébreux résistèrent un an aux Romains avant de s'entre-tuer, du désert du Néguev avec ses chameaux, de la ville pionnière de Beer-Shev'a où le maire nous fait visiter les plantations vertes des colons juifs en plein désert.

Ce qui me passionne, ce sont les paradoxes de la société israélienne. Dans les rues, outre les Arabes, on croise tous les types de population : nordiques et méditerranéens, orientaux et occidentaux, même des noirs et des jaunes : tous sont juifs — séfarades et ashkénazes séparés par une opposition quasi raciste. Les juifs religieux font tache, avec leurs vêtements noirs, leurs papillotes et leur teint blême : les plus orthodoxes refusent l'État d'Israël. La grande majorité de la population est athée, mais vit dans un État religieux et doit se plier aux rites, au mariage religieux et au respect du shabbat.

Je passe l'essentiel du séjour — avec ou sans Méla — à discuter avec nos camarades du Parti socialiste ouvrier, le MAPAM, qui veulent la laïcisation de l'État et l'entente avec les Arabes. Leur parti compte un certain nombre d'élus arabes. J'en rencontre quelques-uns à Nazareth — beaucoup plus critiques que les camarades juifs à l'égard d'Israël. Nos amis du MAPAM me font visiter plusieurs de leurs kibboutzim. Ils en sont très fiers. Il y a de quoi. Il s'agit de communautés communistes à l'intérieur desquelles les relations marchandes n'ont pas cours. Chacun reçoit selon ses besoins, vivant, non dans le luxe, mais dans le confort d'une société très cultivée. Chacun exerce à son tour diverses activités : agricoles, industrielles ou gestionnaires. Dans les quelques usines attenantes, du reste très automatisées, la division du travail n'existe pas : l'ingénieur ne jouit d'aucune supériorité hiérarchique et occupe successivement divers postes. Les enfants sont élevés entre eux et retrouvent leurs parents après le travail.

Nous nous retrouvons le soir, en assemblée générale, pour discuter. Je dis mon émerveillement, mais aussi mes réserves. Le kibboutz est une société communiste *in vitro*, rendue possible par les indemnités allemandes et le haut degré culturel antérieurement acquis par les colons. Ce type de société est marginal dans la vie économique d'Israël, intégré dans son économie capitaliste. Il n'est possible que grâce au niveau intellectuel et idéologique des ashkénazes venus d'Europe et exclut les Arabes, employés au kibboutz comme ouvriers agricoles, bien payés par rapport aux normes israéliennes, mais qui restent extérieurs à la communauté. Nos camarades en conviennent volontiers — notamment le vieux Yari, le pape du parti. Ils ajoutent que les jeunes — les *sabras* — supportent mal la vie au kibboutz et commencent à le quitter pour la

ville.

Dans chacune de ces réunions je pose la question qui m'intrigue : qu'est-ce qu'un Juif ? Qu'est-ce qui fait l'identité du peuple juif ? Ni race, ni ethnie, ni communauté de territoire, ni communauté d'origine malgré le mythe de la diaspora, ni la religion, puisque nos camarades sont athées comme la plupart des Israéliens. Reste seulement, très forte, une tradition historique et culturelle. Mais celle-ci a été imposée de l'extérieur — c'est-à-dire par l'antisémitisme. Autrement dit, le Juif n'existe que par l'antisémitisme. Yari approuve. Nombre de camarades pensent que cette tradition est représentée par la Bible qui constitue en peuple les Juifs, croyants ou non.

De retour en France, je reçois une lettre d'un jeune Grec à qui, l'année précédente, j'avais promis de le recevoir à Paris s'il voulait venir y poursuivre sa formation hôtelière. Paroles en l'air, mais qu'il avait prises au mot. D'accord avec Méla, je lui confirme notre invitation. Quelques jours plus tard, Georges arrive à la maison. Il est passionnément homosexuel. D'Homère et des poètes grecs, il fait une lecture à laquelle nous ne sommes pas habitués. Il trouve presque aussitôt une place de groom à l'hôtel George-V. Par lui, j'apprends les fastueuses rémunérations du personnel bien placé et les ressorts de la corruption dans les grands hôtels. Nos relations deviennent distantes. L'été suivant nous le prions d'aller loger ailleurs.

Rupture avec Philippe Simon

En cet été 1963, nous avons décidé de refaire, avec Philippe et sa femme, Éliane, le voyage en Yougoslavie et en Grèce. Tous les quatre, nous avons été d'accord pour emmener avec nous une des mes anciennes élèves perturbée par un grave drame familial. Cette jeune fille marquée par la tragédie va servir de catalyseur à un étrange psychodrame. Voyage atroce. Nous nous séparons avant le retour en France.

À Paris, les explications *de* Philippe sont confuses. Il refuse de voir Méla. Il débite sur elle une litanie de calomnies où je reconnais facilement les leçons instillées par sa femme. Moi-même il m'accable de reproches, ironise sur le « mythe de l'amitié », puis il se rétracte :

— Notre amitié n'est pas en cause, mais je ne veux plus voir Méla.

— Tu sais bien que rompre avec Méla, c'est rompre aussi avec moi.

— De toute façon, entre Éliane et Méla, il me faut choisir. Plus encore que notre amitié, je veux préserver mon foyer.

Réduite à ce dilemme, la conduite de Philippe serait relativement logique. Mais rien n'est logique dans son comportement. Il reviendra me

voir plusieurs années plus tard. Il me racontera comment il a rompu tout rapport avec Éliane en découvrant qu'elle le trompait et que sa seconde fille n'était pas de lui (en fait, elle n'avait jamais cessé de le tromper). Mais le comportement de Philippe est alors étrange : il rompt brutalement avec son foyer et refuse de voir désormais ses enfants, sous prétexte que cela vaut mieux pour eux. Nommé principal d'un collège privé, il laisse tomber quinze jours son école sans en avertir quiconque. Comme le directeur des collèges lui en fait le reproche, il le gifle et s'en va dans le Midi où il travaille comme grutier. Toute sa vie sera ainsi faite de ruptures, à la recherche de l'échec.

Pour le moment, je constate avec stupeur que douze ans d'intimité ne m'ont pas permis de le connaître. Ce garçon, débordant pour Méla d'une haine méprisante, n'a rien à voir avec celui qui m'était si proche. Je veux avoir ma part dans la rupture qui me fait mal. Je lui rends ses lettres et j'exige qu'il me rende les miennes. Paradoxalement, je dois subir, en plus, les reproches de Jean-Loup, qui va avoir quatorze ans et qui prend son parti.

Cette rupture est bien plus encore pour moi que la perte d'une amitié passionnée. C'est la rupture avec la jeunesse. Méla me presse de l'accepter. « Il faut apprendre à vieillir ; tu es resté adolescent toute ta vie ; arrive un moment où il faut accepter de vieillir ; parce que les artères l'emportent, et plus encore le contexte social et les responsabilités familiales ; la rupture avec Philippe, c'est seulement le concours de circonstances qui t'amène à prendre conscience de ce divorce entre le rêve d'adolescence et la réalité, entre le mythe (celui de l'amitié, celui de la justice sociale...) et le réel plus prosaïque. Il faut en prendre son parti, renoncer à la mythologie, redescendre sur terre, vivre au présent, vieillir raisonnablement entre sa femme et ses enfants. »

Ce discours rationnel, je me le tiens aussi. Mais il m'est profondément étranger. Je suis de ceux pour qui la construction dans le futur représente une condition essentielle de la vie. Bien sûr, « la vie n'a aucun but ni aucun sens », comme dit Kathy, la fille de Maria, en répétant Camus. On peut bien vivre au présent, comme Maria, en savourant la vie sans lui donner un sens. Moi je ne puis guère goûter à la vie qu'en lui donnant un sens. C'est pour moi la dimension de l'aventure humaine. Bien sûr, le but poursuivi ne peut jamais être atteint. À chaque hauteur nouvelle, le regard embrasse un nouvel horizon qui entraîne plus loin le but mouvant. Ce but est un mythe : ce n'est pas un hasard si le principal de nos mythes est l'étoile. En amour ou dans l'action politique on se ronge le foie de la voir fuir encore et encore. Mais ce n'est pas une question d'âge. Tout révolutionnaire vit dans ce mythe auquel il s'efforce de donner un sens rationnel. Par là, il reste adolescent. C'est un choix. Dans la mesure où l'on choisit, puisqu'on ne choisit pas son caractère, ni sa physiologie, ni même son histoire.

La vie au présent

J'accepte donc de vivre au présent, renonçant à tout ce qui a fait ma vie jusqu'alors, sauf l'enseignement qui, par chance, assure la subsistance. Je l'accepte mais je me sens diminué, inutile. J'ai le sentiment d'avoir perdu ma raison d'être. Je ne survis que par devoir envers Méla et les enfants. Méla croit voir une cause physique dans ma somnolence. Un calcul dans la vésicule l'inquiète. Je me fais opérer. Peut-être est-ce un désir secret d'autodestruction qui m'amène à conduire aussitôt sorti de l'hôpital — imprudence qui me vaudra une éventration. L'ablation de la vésicule a du moins un effet bénéfique : les migraines dont je souffrais depuis l'enfance ont disparu.

La vie au présent comporte ses avantages. Je jouis de l'affection dont m'entourent Méla et nos amis. Jamais je n'avais fait autant de sport. André Essel et Max Théret m'entraînent sur les pistes de ski. J'aime la montagne. Mais, au ski, je préfère l'alpinisme. J'ai l'occasion de m'y livrer avec un jeune Américain, bâti en athlète. Avec Albert, sous la conduite d'un guide, nous escaladons pas mal de cimes, dont le mont Rose puis le mont Blanc : le 15 août il y fait moins quinze et je me gèle trois orteils. Mais quels souvenirs ! Le guide nous enseigne une nouvelle méthode de descente : face au vide, en sautant de roche en roche, toujours en déséquilibre, l'oeil s'efforçant de viser une plate-forme d'atterrissage. On a tôt fait d'être en bas. Je me demanderai toujours comment, à 53 ans, j'ai pu réussir à ne pas me rompre les os. Mais le goût du risque est le piment principal de l'alpinisme.

Pour nous reposer, nous allons rejoindre Méla dans un paisible village de vacances en Corse. Nous accompagnons un groupe qui part vers un hameau proche à travers le maquis odorant. Les maisons hautes de pierre sèche appellent l'escalade. Albert s'y efforce. Je lui montre comment faire. Je parviens rapidement au sommet, mais descendre, c'est une autre affaire. Je demande à Albert où il voit une prise. Il est très lent, Albert. « *That's a pity you did not climb a few feet on your right... Wait a minut...* »

Malheureusement je ne peux pas « waiter » même une minute de plus. Je ne peux plus tenir. Je saute. Je reste étendu sans pouvoir bouger. On va chercher Méla. Elle m'enfonce une aiguille dans la cuisse. Je crie ouille... Elle fait ouf. Une ambulance vient me conduire à l'hôpital d'Ajaccio : deux vertèbres fêlées et tassées ; mais la moelle épinière est intacte. Le chirurgien se refuse à me plâtrer ; il m'indique comment me lever et marcher, cambré et la tête en arrière. Je peux retourner au village, nager sur le dos et marcher selon les consignes. J'en suis quitte pour reprendre ma classe à la rentrée, dûment corseté, en affectant un air lointain.

Presque chaque été, André Essel loue un bateau. J'adore la mer ; mais je ne suis pas vraiment doué pour la voile. J'en ai fait l'expérience la

première année alors que nous naviguions sur un cotre breton : alors que nous entrions dans un port italien, toutes voiles dehors, j'ai lâché la bôme d'un coup, envoyant ainsi à l'hôpital le capitaine et un de nos coéquipiers. Désormais je me contente de faire du ski nautique et de la plongée sous-marine. C'est ainsi que nous naviguons autour de la Sardaigne, puis, en 1965, entreprenons une merveilleuse croisière dans les archipels grecs. Cette année-là, Méla me rejoint à Athènes, d'où nous prenons l'avion pour Istanbul. Nous visitons un peu la Turquie ; nous nous baignons dans la mer Noire et n'oublions pas le pèlerinage à Prinkipo, le lieu d'exil de Trotsky. Puis nous allons nous reposer dans un bungalow de l'île de Rhodes où nous attend Essel.

La vie au présent, comme on voit, n'a pas que des désagréments. Pourtant je ronge mon frein et je manque de ressort. Une fois de plus Méla incrimine la maladie. On m'en découvre une, très rare. Il paraît que mes globules blancs, au lieu de se contenter honnêtement de jouer les fossoyeurs des globules rouges décédés, font du zèle à leur manière, en les détruisant pour se donner de l'ouvrage. Voilà où mène le stakhanovisme. Bref, il faut m'enlever la rate. Cette fois, c'est une opération sérieuse. Les risques d'y rester sont réels. Je n'ai pas du tout peur de la mort. Peut-être m'attire-t-elle — non comme l'issue souhaitée, mais pour le risque à courir, comme la menace de la Gestapo ou comme le vide dans l'escalade. En tout cas, après la mort qui suit l'anesthésie, j'éprouve une joie profonde à la renaissance. Satisfaction de me sentir à nouveau en vie

— « Comme tu es jaunet » —, de me voir peu à peu enlever la tuyauterie qui m'immobilise, de récupérer ma mobilité, de savourer le bouillon de l'hôpital, de me lever, de marcher, de descendre au jardin, de retrouver les êtres chers.

— Voulez-vous, me demande le chirurgien, qu'on vous donne la rate qui vous a été enlevée ?

— Bonne idée. Enveloppez-la dans un papier. Mon chat adore la rate.

Le chirurgien rit.

Avant l'opération, j'ai fait le bilan de ma vie, comme un examen de conscience. Je ne regrette rien de ce que j'ai vécu. Sauf d'avoir déserté le combat politique. C'est la seule chose dont j'ai honte. Je me promets de reprendre la lutte, une fois remis sur pied.

La mort de Méla

Mais j'ai bientôt d'autres préoccupations. En 1964, Méla avait éprouvé de vives douleurs dans le bas-ventre. Lucidement elle avait diagnostiqué un cancer. Elle avait dû subir, à l'hôpital Rotschild, une ovariectomie — une totale. Mais le chirurgien avait été formel : la

biopsie permettait d'écartier tout soupçon de cancer. Le docteur Naftalison l'avait confirmé. Plus qu'un médecin, c'était pour nous un ami. Nous n'avions pas mis leur parole en doute. Nous étions rassurés. Méla comme moi-même. Très fatiguée par l'opération, elle était allée en convalescence à la fondation Rothschild. Le repos en Corse lui avait permis de retrouver ses forces et son dynamisme.

La vie avait repris son cours. Nous avons songé à quitter Paris et avons acheté à Juvisy une villa enfouie dans un verger, aux cerisiers et aux pruniers chargés de fruits. Nous n'avons jamais goûté à nos cerises. Nous avons reculé devant les perturbations que le changement allait causer aux études des enfants. Sans doute aussi avons-nous la nostalgie du pavillon du boulevard de Reuilly qu'il fallait mettre en vente. Trois mois plus tard, nous revendions la villa aux cerises, sans y avoir couché une nuit.

Plus que jamais, Méla avait envie de voyager. Mais elle était trop vite lasse pour voyager autrement qu'en avion. C'est en avion qu'elle vient en Grèce et en Turquie : elle est soulagée de se reposer à Rhodes. En avril 1966, nous partons à Val-d'Isère avec les gosses.

Mais au retour elle se sent à nouveau malade. Ses jambes gonflent de manière inexplicable. On fait appel au docteur Naftalison.

À moi, il dit la vérité :

« Votre femme est perdue. Nous vous avons trompé lors de l'opération. La biopsie indiquait un cancer évolué. Il n'y avait plus d'intervention possible. Plutôt que de la torturer par un traitement inutile, nous avons préféré lui laisser vivre tranquille le reste de sa vie. Maintenant nous arrivons à la dernière phase du cancer. Tout ce que nous pouvons faire, c'est essayer de calmer la douleur. Soyez courageux et cachez-lui la vérité. »

La révélation me frappe de stupeur. Mais, à l'époque, j'ai approuvé la démarche des toubibs. C'est un aveu. Je ne tolérerais pas moi-même d'être trompé. De quel droit ai-je refusé à ma compagne de faire face à la mort ? Elle dont j'estimais tant le courage, pourquoi ai-je accepté de l'infantiliser ? Je suis convaincu qu'elle-même connaissait lucidement son état. Elle feignait elle aussi de nier l'évidence pour m'épargner le drame et l'épargner aux enfants. Elle l'a pratiquement dit à Maria qui me le confiera plus tard.

Dès lors commencent des mois interminables. Méla souffre malgré les calmants. Nous avons vécu dans la plus grande franchise. Désormais, tout est mensonge et faux-fuyants.

Méla souhaite voyager au Maroc. Moi, au moins, je sais que c'est son dernier voyage. Je m'entends avec le directeur des centres de vacances — un ancien des JS trotskystes et un copain. Il fait tout pour l'installer confortablement et pour prévoir un rapatriement en cas d'urgence. Nous prenons donc l'avion pour un village de vacances qui s'étend dans une immense palmeraie près de Tanger. Pour le moment,

les analgésiques suffisent à combattre la douleur. Méla se repose. Mais elle tient à voir le pays.

Nous partons en voiture vers Ceuta. En dépit de mes conseils de prudence, nous participons à une excursion d'une semaine en car vers le Sud. À Marrakech et à Fez, nous nous promenons dans les souks et dans les étranges tanneries en plein air. Nous buvons le thé et mangeons le couscous dans des palais des Mille et Une Nuits. Méla est heureuse. Mais, de retour à Tanger, les douleurs deviennent plus violentes. Nous devons revenir d'urgence à Paris.

Les mois qui suivent, c'est l'enfer. Méla ne peut plus quitter son lit et les analgésiques sont de plus en plus impuissants. Je dois feindre, l'entretenir de vains espoirs. Un seul sourire, quand elle reçoit une lettre de Philippe qui lui demande pardon — sans rien dire, du reste, de ce qu'il est devenu et sans donner son adresse. Il ignore qu'elle est à l'agonie.

Lugubre soirée de Noël. La famille est réunie, avec mon frère André et mamie dont les traits tirés nous inquiètent, avec les amis sans doute. Méla descend un court moment.

Dès le lendemain, les douleurs deviennent tellement insupportables qu'il faut la transporter à l'hôpital Rothschild. Cette fois, je dois dire la vérité aux enfants. Mais depuis longtemps ils l'avaient devinée.

« Yvan, je n'en puis plus de ces souffrances. Obtiens qu'on y mette fin à n'importe quel prix. Tu entends : à n'importe quel prix. »

Le chirurgien me confirme que tous les soins sont inutiles. Je lui demande d'abrèger la vie. Lourde responsabilité : l'euthanasie est alors condamnée plus encore qu'aujourd'hui. Mais les toubibs ont pour Méla — leur collègue — amitié et estime. Ils me promettent de l'empêcher de souffrir. On va lui donner une dose croissante — de morphine, je crois — jusqu'à sept fois la dose léthale.

Alors commencent trois semaines d'une sorte de miracle. Méla survit. Elle a recouvré la sérénité. Elle reçoit de nombreux amis et amies, converse tranquillement avec eux, donne des conseils à ses laborantines. Avec les enfants, elle parle de leur travail scolaire, discute de Montaigne avec Jean-Loup. En classe, je ne pense bien sûr qu'à son agonie. Chaque cours à peine terminé, je me précipite à l'hôpital. Elle sait très bien qu'elle va mourir.

« Yvan, je te remercie des vingt ans de bonheur que j'ai vécus avec toi. »

Le 21 janvier, quand j'arrive dans sa chambre, un peu après midi, elle me tend les mains et s'efforce de se relever. Je l'étreins. Un flot de sang lui vient à la bouche. Elle meurt dans mes bras.

Cette issue, je m'y attendais depuis de longs mois. Pendant les semaines de souffrance, je l'avais même souhaitée. Maintenant, je suis hébété. Je reste prostré auprès du corps de ma compagne. Une moitié de

mon être est morte avec elle. Les enfants, au moins, peuvent pleurer.

La vision de Méla sur son lit de mort m'obsède. j'en ferai un tableau terrible. Maria aura du mal à m'en arracher. Ensuite il me sera impossible de le regarder.

Aux obsèques, toute la famille, bien sûr, et tous les amis. Mais aussi tout le personnel de Copelait, les anciens collègues de Rhône-Poulenc et beaucoup de mes élèves. La classe de maths sup est au grand complet au Père-Lachaise. Ne sachant pourquoi mon cours s'était relâché, ils avaient, un jour, ébauché un chahut (le seul chahut de ma carrière) auquel j'avais immédiatement mis fin. Ensuite, apprenant la raison de mon relâchement, ils étaient venus s'excuser. Maintenant, ils sont tous là au crématorium.

La mort de mamie

Il faut bien continuer à vivre. Nous sommes très entourés. Maria s'emploie à secouer ma torpeur. Après des jeunes, elle s'efforce de remplacer un peu leur mère. Elle obtiendra du reste que nous venions en Corse en été, dans la villa que les Blunden ont louée au bord de la mer. Jean- Loup et moi. Quant à Sylvie, la voyageuse, après être allée l'année précédente en Allemagne, elle passera ses vacances à Prague.

Nous n'avons pas fini avec le drame. Les nouvelles de Vendée ne sont pas faites pour nous remonter le moral. Ma mère, elle aussi, est atteinte d'un cancer en phase terminale. On doit la transporter à l'hôpital de Challans.

Nous allons y rejoindre André. Mamie repose, très amaigrie, le visage émacié. Elle ne peut plus guère bouger. Mais elle est lucide et calme. Elle sait qu'elle va mourir et n'atteindra pas son quatre-vingtième anniversaire. Elle attend la fin avec sérénité, avec la dignité dont elle a fait preuve toute sa vie.

Comme nous l'aimons, les enfants et moi ! Pourtant, je ne crois pas que notre peine ait connu la même intensité que trois mois plus tôt. Elle est comme émoussée par l'année terrible que nous venons de vivre.

Nous ne reverrons plus mamie vivante. Quelques jours plus tard nous sommes rappelés à Saint-Jean où le corps a été ramené. Il repose, les traits détendus, au milieu des meubles familiers de sa chambre. Détail horrible que je n'ai confié à personne, je crois : montant la voir seul, je dois essayer le liquide céphalique qui coule par le nez. Mais quelle importance ? Ce cadavre n'est pas ma mère. Ma mère, comme Méla, n'existe plus que dans notre mémoire, dans ma mémoire. Je regrette que mon souvenir ne soit pas seulement celui de la mère élégante de mon enfance.

Elle repose près de mon père, dans le cimetière en bordure de la forêt.
Mais je n'ai pas le culte des tombes.

Désormais, c'est le grand vide.

Le congrès du PSU en 1968

J'ai dit mon remords d'avoir déserté l'action politique. En 1967, je reprends donc mon activité au PSU. Le « parti de l'espoir » se trouve dans une triste situation. La plupart des leaders de l'ancien PSA l'ont quitté pour former des « clubs républicains » qui tournent en orbite autour du Club des Jacobins de François Mitterrand. Mais ceux qui sont restés au PSU ont, en fait, le même objectif politique : reconstituer un parti socialiste moins discrédité que la SFIO de Guy Mollet. Pourra-t-il se constituer autour du PSU ? C'est de moins en moins probable. Le parti a dû, à l'élection présidentielle, apporter son soutien à François Mitterrand, candidat unique de la gauche. J.-M. Vincent a obtenu de justesse que ce soit un soutien « critique », mais c'est resté une clause de style. Le parti socialiste SFIO, en pleine décadence, s'est fédéré avec les « clubs », pour constituer la Fédération de la gauche démocratique et socialiste — la FGDS. Aux élections législatives, les deux tiers des candidats du PSU avaient le soutien de la FGDS et ses quatre députés ont été élus grâce à ce soutien et à l'absence de candidats SFIO. La logique d'une telle orientation c'est l'intégration dans la FGDS.

La grande majorité des dirigeants la préconisent. À leur tête Gilles Martinet et la plupart des responsables issus de l'UGS. Presque tous les anciens du PSA, bien sûr, vont dans ce sens ; mais aussi les anciens communistes — même Serge Mallet, tenu pour le théoricien du parti. La tendance « de gauche » résiste davantage. Mais son leader, Jean Poperen, vient de retourner sa veste. Dans une assemblée générale de la tendance — la première à laquelle j'assiste depuis des années — il s'en explique ainsi : « Puisque ces salauds veulent nous entraîner à la FGDS, il faut les doubler et prendre la tête du mouvement. » Avec J.-M. Vincent et Bridier, j'interviens contre cette conclusion. En fait, le seul souci de Poperen est celui de sa carrière. Maintenant l'intégration à la FGDS ne fait de doute pour personne. Toute la presse la tient pour certaine. Notamment *France-Observateur* qui, dirigé par G. Martinet, joue le rôle d'organe officieux du parti. Poperen entend s'y inscrire. Il se signalera comme notre adversaire le plus acharné.

À la direction nationale, rares sont les partisans de l'autonomie : Bridier, Vincent, C. Bourdet, Naville qui refusent l'orientation social-démocrate, Michel Rocard qui ne renonce pas encore à espérer en l'avenir du PSU, Heurgon qui dirige la région parisienne et dont les idées n'apparaissent pas clairement, É. Depreux qui restera fidèle jusqu'à sa

mort au parti qu'il a fait naître. Également Mendès France.

En juin 1967, je suis délégué au congrès de Paris. À la surprise générale, les adversaires de la FGDS l'emportent largement. Les anciens militants de l'UGS ont refusé massivement de suivre Martinet et les anciens dirigeants du MLP. Marc Heurgon tire les ficelles du congrès. Il fait élire Michel Rocard comme secrétaire général — plus rassurant pour la minorité. Cela n'empêchera pas une nouvelle hémorragie. La plupart des dirigeants favorables à la FGDS quitteront le parti, sauf S. Mallet, Martinet, désormais effacé, et Poperen que la commission de contrôle exclura pour ses manigances. La direction du PSU est fortement renouvelée. Quant à moi, je ne présente pas ma candidature : après plus de quatre ans de retraite, je préfère militer sur le plan régional ; il y a du reste du travail : la région parisienne regroupe le tiers du PSU.

La révolte étudiante

Pas plus que quiconque, je n'avais prévu l'explosion de Mai 68. Pourtant, depuis une douzaine d'années, j'avais insisté sur l'importance des mutations dans le monde étudiant. Ses effectifs s'étaient brusquement développés en raison de l'intégration croissante de la science à l'économie. Quand j'étais lycéen, nous étions à peine plus d'une vingtaine chaque année à parvenir au bac en Vendée. Désormais le bac est banalisé. Les étudiants étaient, dans leur grande majorité, issus de la grande bourgeoisie et, à l'exception de quelques secteurs comme l'enseignement, leurs études les conduisaient à occuper des postes séculièrement protégés dans la hiérarchie bourgeoise. Désormais, les étudiants se recrutent dans toutes les couches de la petite-bourgeoisie, très minoritairement encore dans la classe ouvrière, et sont destinés à occuper une place, souvent incertaine, dans la division technique du travail. Ils seront salariés de l'État ou de l'industrie, ne se distinguant des ouvriers que par un salaire éventuellement plus élevé. De cette constatation, je tirais cette conclusion qu'ils étaient jeunes travailleurs en formation, comme naguère les élèves des écoles normales, qu'ils devraient être traités comme tels et qu'ils en prendraient conscience. L'Union nationale des étudiants devait donc cesser d'être une corporation de privilégiés, pour devenir un véritable syndicat, exigeant notamment un pré-salaire et ayant son mot à dire dans l'organisation des études. Un syndicat lié par nature à l'ensemble des syndicats ouvriers et ne pouvant se désintéresser des problèmes généraux de la société. C'est sur cette orientation — contestée par les trotskystes — que la gauche de l'UNEF l'avait emporté en 1960. La guerre d'Algérie avait, bien sûr, aidé à la prise de conscience du mouvement étudiant. Directement ou indirectement, l'UNEF était passée sous l'influence du PSU. Non sans de

violentes bagarres internes entre les diverses tendances de l'extrême gauche qui s'étaient fortement développées en milieu étudiant depuis le début des années 60. Pour tous les groupes révolutionnaires, le PSU n'est rien d'autre qu'une formation social-démocrate. La plupart d'entre eux contestent le syndicalisme en général et plus particulièrement le syndicalisme étudiant. Trotskystes, maoïstes ou anarchistes, chacun d'eux se croit investi d'un rôle historique unique et s'efforce de conquérir l'hégémonie aux dépens de l'UNEF. Parfois, comme la FER (Fédération des étudiants révolutionnaires) de la secte lambertiste, en remplaçant la discussion par la violence verbale et la violence tout court. Pourtant, en opposition et en alliance avec ces groupes, l'UNEF va jouer un rôle décisif en mai 1968, sous la présidence de Jacques Sauvageot.

Elle n'a pas l'initiative du mouvement. Celle-ci appartient aux groupes politiques formés à l'université de Nanterre et à cet extraordinaire personnage, haut en couleur, l'anarchiste Daniel Cohn-Bendit, qui allie un sens politique aigu au génie de la provocation. Les Étudiants socialistes unifiés participent au Mouvement du 22 mars, avec les anarchistes, les trotskystes de la Ligue communiste et les maoïstes, mais ils y jouent un rôle effacé. La répression universitaire et policière va allumer l'incendie.

Pour élargir leur mouvement à la région parisienne les militants du 22-Mars ont besoin de l'UNEF. Ils tiennent ensemble un meeting dans la cour de la Sorbonne. Brusquement la police fait irruption, arrête 600 militants et ferme la Sorbonne. Le pouvoir croit avoir stoppé la contestation étudiante. Il a mis le feu aux poudres. A la surprise générale, les étudiants se mobilisent spontanément et — ce qui ne s'était jamais vu — ils attaquent les cars de police.

Désormais, les syndicats universitaires se trouvent placés au premier plan : l'UNEF et le syndicat des professeurs d'université — le SNES-sup — deviennent les principaux interlocuteurs du pouvoir. Séduisant, intelligent et bon orateur, J. Sauvageot a des qualités de dirigeant. Mais il n'est pas seul. Il agit en symbiose avec Marc Heurgon. Marc Heurgon prend avec lui toutes les décisions, suit toutes les manifestations, prépare le terrain auprès des syndicats ouvriers et organise le soutien du PSU. Il faut pour cela une résistance physique à toute épreuve.

Pour obtenir la libération des emprisonnés et la réouverture de la Sorbonne, l'UNEF, le SNES-sup et les groupes d'extrême gauche, réunis à l'École normale supérieure, décrètent la grève générale de l'Université pour le lundi 6 mai. L'UNEF y appelle par 100 000 tracts.

L'ampleur de la répression entraîne la solidarité de pratiquement tous les étudiants. Les lycéens suivent le mouvement. Depuis quelques mois s'étaient constitués des Comités d'action lycéens — CAL — qui adaptaient à leur milieu les analyses et les consignes de l'UNEF. Jean-Loup et Sylvie avaient participé à leur lancement. Jean-Loup était alors en terminale, excellent élève du reste. Avec Sylvie, il avait organisé un CAL à Paul-Valéry, malgré l'hostilité des Jeunesses communistes. Le lundi matin 6 mai, il convoque l'ensemble des élèves dans la cour pour

les appeler à se solidariser avec la grève des étudiants. Avec un peu de surprise et pas mal de fierté, je le vois prendre tout à coup une dimension de leader. Il rabroue et chasse le proviseur qui tente de s'interposer. Il réduit au silence les communistes qui essaient de s'opposer au mouvement et fait jeter dehors le délégué des JC, Konopnicki, ancien élève du lycée qui veut intervenir (Konopnicki qui deviendra plus tard un farouche antistalinien). Bref, il entraîne tout le lycée. La grève est décidée à la quasi-unanimité.

Ainsi commence à Paul-Valéry une situation extraordinaire. Au cours des semaines qui suivent, les élèves se répartissent dans les classes pour des débats politiques (les maths sup me demandent de leur exposer les objectifs du PSU) ou, en groupes de travail, pour mettre au point les réformes qu'ils souhaitent dans l'enseignement. Aucune dégradation. Aucun désordre. Mais l'autorité a changé de main. Le proviseur vient me trouver :

— Est-ce que vous ne pourriez pas demander à Jean-Loup... ?

— Demandez-le-lui vous-même, monsieur le proviseur, il n'est pas aussi inabordable qu'il en a l'air.

En fait, Jean-Loup ne restera pas confiné au lycée. La routine l'ennuie. Au contraire, Sylvie, qui est, je crois, responsable de la presse, demeurera fidèle à son poste jusqu'au bout, alors même que les SAC gaullistes rendront dangereuse la sortie du lycée.

Pour le moment, en ce lundi 6, Jean-Loup entraîne l'ensemble des élèves vers un autre lycée de l'est parisien qui se met en grève également. C'est maintenant un cortège de deux à trois mille lycéens qui se dirige vers la place Denfert-Rochereau où se tient le rassemblement des étudiants. Quelques collègues et moi l'accompagnons. Juché sur le lion de Belfort, Cohn-Bendit, le rouquin, dialogue avec la foule. Il interroge les manifestants sur ce qu'il faut faire. Cela donne une impression d'irrésolution. De fausse démocratie aussi : comment prendre une décision à trente mille ? Mais l'intention est claire : les étudiants doivent comprendre que les décisions ne sont pas prises par en haut et qu'elles dépendent d'eux. La situation n'est pas facile. Depuis le matin, des milliers d'étudiants se battent contre la police qui bloque le quartier Latin. Finalement, les étudiants se mettent en marche. Les CRS attendent, casqués, protégés par des boucliers, armés de mousquetons et de lance-grenades. Premières charges. On commence à arracher les pavés et à se défendre derrière les voitures mises en quinconce. Les manifestants reculent, contre-attaquent. Atmosphère qui deviendra vite familière : les rues envahies par les gaz lacrymogènes ; les jeunes qui se protègent le visage avec des foulards et font circuler du citron ; les moins agiles matraqués ; les ambulances de la ville ou des étudiants en médecine ; nombreux blessés parmi les manifestants. La police annoncera plus de 300 blessés dans ses rangs. Les affrontements se poursuivent jusqu'à dix heures du soir.

Le lendemain, nouveau rassemblement à Denfert. Jacques Sauvageot

harangue quelque cinquante mille manifestants. De nombreux jeunes ouvriers se mêlent aux étudiants. À nouveau le cortège se dirige vers le quartier Latin en état de siège, puis bifurque vers les Champs-Élysées. Rien à voir avec les défilés traditionnels. Les manifestants sont combatifs, joyeux, inventifs, reprennent des mots d'ordre drôles et pleins d'humour. Mais surtout, quelle allure ! Ce n'est pas une manifestation, c'est un marathon. Il faut savoir courir au pas cadencé. Ce jour-là, les jeunes parcourent trente kilomètres dans Paris. Ce n'est plus de mon âge. Je dois les abandonner en cours de route.

L'insurrection

Le pouvoir n'a pas compris la dimension des événements. La gauche non plus. La SFIO est inexistante. Quant au Parti communiste, il manifeste la plus violente hostilité au mouvement : quelques dizaines d'étudiants gauchistes qui font le jeu de De Gaulle. « Nous sommes quelques dizaines d'enragés », « Nous sommes tous des groupuscules », scandent les milliers de manifestants. Le PCF ne critique pas la police, mais les « provocateurs trotskystes ». Dans un éditorial de *L'Humanité*, G. Marchais dénonce « l'anarchiste juif allemand Cohn-Bendit ». « Nous sommes tous des juifs allemands », ripostent les étudiants. Parmi les jeunes, le discrédit du PC sera profond et durable.

Mais la direction nationale du PSU ne fait pas non plus preuve de beaucoup de clairvoyance. Elle est réunie — sans doute les 4 et 5 mai — au siège du parti, dans les bâtiments vétustes et délabrés de la rue Mademoiselle. Réunion de routine. L'ordre du jour porte... sur les élections cantonales. La cour grouille de camarades qui attendent impatiemment une prise de position sur les événements. Heurgon sort de la salle, furieux. Il n'a pas obtenu que la direction change son ordre du jour. Nous décidons un coup de force. À la tête des responsables régionaux, j'entre dans la salle des séances. J'interromps les discours.

— Nous nous foutons des élections cantonales. Êtes-vous aveugles ? Ce qui vient de commencer à Paris, c'est un mouvement historique. Nous vous sommons de prendre les mesures voulues pour le soutenir.

— Nous avons autre chose à faire qu'à nous occuper des chahuts d'étudiants parisiens, coupe un des responsables provinciaux.

— Prenez garde à ne pas vous disqualifier comme direction politique.

C'est dans ces conditions que la direction nationale décide de mettre la question au premier plan de ses préoccupations. Désormais, elle ne traînera plus les pieds. Michel Rocard s'engagera à fond. Je serai associé

aux décisions essentielles.

On me charge de coordonner l'opposition qui se dessine au PCF. J'ai reçu la visite d'un responsable communiste du XIII^e, le fils de Nelly Cru. Un vent de fronde souffle dans les sections parisiennes. Les trois sections de l'arrondissement refusent de diffuser le matériel du parti. Il prend contact avec d'autres sections qui manifestent le même état d'esprit. Malheureusement nous ne touchons que les organisations locales. Après le reflux de juin, tout rentrera dans l'ordre stalinien. Seuls une cinquantaine de militants communistes rejoindront le PSU — en même temps qu'un des responsables de la CGT, Barjonnet.

À l'époque où j'écris, le PC est marginalisé et son déclin va continuer. Mais en 1968, près d'un Français sur quatre vote encore communiste. « Le Parti », comme on dit, constitue à gauche la force décisive. Son hégémonie est totale dans les arrondissements populaires et la banlieue — la « ceinture rouge ». Son monolithisme stalinien s'est avéré sans défaut, sinon dans son organisation étudiante. Il contrôle étroitement la CGT — de loin le syndicat le plus puissant. Personne ne peut imaginer qu'on puisse agir à gauche sans lui, à plus forte raison contre lui. Pourtant c'est bien ce qui se produit en Mai 68.

Le PC ne peut pas s'en tenir à sa condamnation péremptoire d'un mouvement qu'il ne contrôle pas. Les étudiants ne sont plus seuls. Les jeunes travailleurs se joignent à eux. Indignée par les brutalités policières, la population parisienne leur manifeste sa sympathie. Le PC finit par comprendre que la révolte étudiante crée une situation sérieuse qu'il peut utiliser contre le pouvoir. Le mercredi, *L'Humanité* commence à changer de ton.

Ce même mercredi, les syndicats entrent en lice. La CFDT, politiquement liée au PSU, a pris parti dès le début pour les étudiants. La FEN ne peut éviter d'appuyer le SNES-sup, alors que les lycées sont en grève comme les universités. Finalement tous les syndicats ouvriers — CFTC comprise — répondent à l'appel de l'UNEF et du SNES-sup et se réunissent avec eux pour affirmer leur solidarité avec les étudiants.

Ces derniers sont décidés à faire libérer leurs camarades et à reprendre la Sorbonne aux CRS. Ils s'attroupent dans le quartier Latin, s'assoient en masse sur la chaussée et ripostent aux attaques de la police.

Le vendredi 10 mai, c'est la journée décisive. À 18 heures 30 les étudiants et les jeunes occupent la place de la Sorbonne. Vers 21 heures, le cortège se dirige vers la place Saint-Michel et s'arrête au jardin du Luxembourg. 30 000 jeunes assiègent les CRS qui occupent la Sorbonne.

Tout à coup, nous assistons à un spectacle inouï. Les jeunes dépavent les rues, scient les arbres à la tronçonneuse et commencent à édifier des barricades. L'ordre n'est venu de nulle part. Je suis interloqué et vaguement inquiet. Cette fois, il ne s'agit plus de barrages de fortune pour freiner les charges policières. Tranquillement le quartier Latin se hérise de véritables barricades — une soixantaine — dont certaines s'élèvent à

plus de deux mètres. Comme à la Libération et lors des révolutions du siècle dernier. Mais les insurgés avaient alors des fusils. Aujourd'hui, la lutte semble parfaitement inégale. Protégés par leurs casques et leurs boucliers, disposant de bulldozers pour raser les barricades, les CRS sont armés de mousquetons et de grenades. Les jeunes insurgés, coiffés de casques de moto ou de chantier, se défendent avec des couvercles de poubelles. Ils ne disposent que de pavés et de quelques cocktails Molotov.

Vers minuit, un groupe de 2 000 jeunes remonte le boulevard : ce sont les gens de la FER lambertiste qui reviennent d'un meeting à la Mutualité. Les insurgés croient à un renfort et applaudissent. Mais leur dirigeant les invite sur un ton méprisant à « cesser leurs travaux de jardinage » et le groupe disparaît.

Avec Jean-Loup et quelques-uns de ses copains, nous participons sans conviction à l'érection d'une barricade. Mais je me sens inutile et je crains pour Jean-Loup et Sylvie. Après une charge, nous nous réfugions chez Maria. Elle habite rue Saint-Jacques et Jean-Loup a l'habitude d'y donner rendez-vous à ses copains. On voit clairement la barricade de la rue Soufflot. Toute la nuit, nous entendons les explosions de grenades et les sirènes des ambulances.

Contre toute attente, les barricades tiennent jusqu'à l'aube. Les CRS — ceux de la Sorbonne et de l'extérieur — finissent par les enlever. Mais les blessés sont nombreux de part et d'autre. Exténués, les policiers ont le moral au plus bas. Nombre d'officiers de police savent que, parmi les insurgés, se trouvent leurs fils et leurs filles. Infatigables, les jeunes ont pris goût au jeu de la guérilla. « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », scandent les manifestants.

Le pouvoir constate qu'il lui faut cesser une partie de bras de fer qui menace de tourner à son désavantage. Le Premier ministre, Pompidou, revenu de Kaboul, décide de s'engager dans la voie des concessions. C'est une première victoire. Désormais, la presse internationale rapporte les événements de France sous le titre : « la révolution en France ». Ce sont bien, en effet, des événements révolutionnaires.

Paris dans la grève générale

Cette fois, il ne s'agit plus d'un mouvement étudiant. Les syndicats ouvriers et les partis de gauche ont accepté la proposition d'une manifestation commune pour le vendredi 13 mai — le jour anniversaire des barricades d'Alger qui ont amené de Gaulle au pouvoir. Il ne s'agit plus de soutenir les revendications des étudiants : le matin même, Pompidou a fait rouvrir la Sorbonne et les universités, retirer les CRS

du quartier Latin, annoncé l'amnistie et la libération des emprisonnés. Ce qui est en jeu, c'est le pouvoir. Au moins, en apparence.

Près d'un million de manifestants déferlent de la République à Denfert- Rochereau puis au Champ-de-Mars. Les banderoles officielles réclament des réformes ou « un gouvernement de gauche ». Mais les manifestants scandent : « Dix ans ça suffit ! », « De Gaulle démission », et « Le pouvoir aux travailleurs » !

Rassemblés à la gare de l'Est, les étudiants et les lycéens sont venus précéder le gigantesque cortège. Ils ont refusé aux notables politiques et syndicaux de plastronner en tête de la manifestation et de « récupérer » le mouvement. Des milliers d'hommes et de femmes défilent sous les drapeaux du PSU, avec Rocard, Fleurgon et Mendès France. Je les ai rejoints avec un groupe de collègues qui ont refusé de manifester avec les stalinien du syndicat des profs.

Le soir, à la Mutualité, se tient un meeting du PSU. Il s'ouvre aux artisans de la révolte étudiante. Avec son goût de la provocation, Daniel Cohn-Bendit vient dire sa joie d'avoir « rivé leur clou aux crapules stalinien ». La salle archi-comble croule sous les applaudissements.

Dès le lendemain matin les étudiants réoccupent leurs facultés parisiennes et d'abord la Sorbonne devenue un symbole. Leur exemple fait tache d'huile. Non seulement, en province, les étudiants ont occupé les universités, mais les ouvriers se mettent en branle. Sans mot d'ordre syndical, le plus souvent à l'instigation des jeunes ouvriers, les grèves d'occupation se multiplient : le 14 à Nantes, le 15 à Renault Flins. La CGT invite à la prudence. Mais Renault Billancourt est occupé, puis Berliet et Radioceta. La grève se généralise comme une traînée de poudre en banlieue, puis en province. Elle affecte bientôt neuf millions de travailleurs — trois fois plus qu'en Juin 36. Toute l'économie est paralysée.

Quelles sont les motivations des travailleurs en grève ? Certainement pas, majoritairement, des revendications de salaire. On le voit bien par leurs mots d'ordre dans les manifestations. On le verra le 27 par leur refus des accords conclus par la direction de la CGT. Confusément, comme les étudiants, ils aspirent à un changement de leur condition sociale, à une transformation de la société. C'est ce que la CFDT comprend bien qui met en avant l'autogestion et des revendications qualitatives. Mais elle reste très minoritaire. La CGT dispose d'un formidable appareil— essentiellement celui du PCF — habitué à exécuter sans discussion les ordres venus d'en haut. Presque partout elle reprend le contrôle des usines en grève.

Or elle se garde bien de remettre en cause les rapports sociaux. Elle veut utiliser le mouvement pour renforcer son poids dans le compromis social de la société néofordiste. C'est pourquoi elle met en avant uniquement des revendications quantitatives, essentiellement salariales, condamne les « idées fumeuses » d'autogestion et s'en prend violemment aux « provocations gauchistes ».

Les étudiants et les groupes d'extrême gauche cherchent en vain à établir le contact avec les ouvriers en grève. Les travailleurs les accueillent avec sympathie, mais le cordon sanitaire de la CGT-PC empêche presque partout le dialogue. Dans cette situation, le PSU reprend l'initiative aux groupes gauchistes. La plupart de ses militants sont à l'intérieur des entreprises. Avec la CFDT, ils animent plusieurs grèves importantes, comme à l'ORTF (la radio-télévision) et à Rhône-Poulenc, où techniciens et ouvriers essayent de mettre en place l'autogestion. À Nantes, notre camarade Bernard Lambert et les « paysans travailleurs » ravitaillent les grévistes. Le poids de la CGT y est moins prédominant, face à la CFDT et à un syndicat FO anarcho-syndicaliste. Étudiants, ouvriers et paysans organisent ensemble l'approvisionnement et prennent pratiquement le contrôle de la ville.

À Paris, l'ambiance est extraordinaire. La police ne se montre plus. La radio « autogérée » donne toute la journée des informations avidement écoutées : les gens se promènent avec leur transistor. Tous les corps de métier se remettent en cause du point de vue de l'intérêt général : les architectes comme les médecins, les artistes comme les journalistes, les comédiens comme les enseignants. Boulevard de Sébastopol, André Essel se sent rajeuni et retrouve son ardeur des Jeunesses socialistes. Il est ravi de voir ses employés se mettre en grève pour soutenir le mouvement et distribuer des tracts au personnel des grands magasins (qui sont d'ailleurs ses concurrents). Il a fait distribuer aux étudiants des casques et des matelas pneumatiques en vente dans son magasin de sport.

Dans les foyers, on s'interroge sur les relations familiales. Les tabous sexuels tendent à s'effacer.

Les murs se couvrent d'inscriptions surréalistes : « Sous les pavés, la plage. » « Soyez réalistes, exigez l'impossible. » Les Beaux-Arts inondent les façades d'affiches au graphisme nouveau. On y travaille dur. Je viens y rencontrer nos camarades (du reste minoritaires, face aux maoïstes), et leur demande des affiches pour le parti : « L'université aux étudiants ! L'usine aux ouvriers ! Le pouvoir aux travailleurs ! »

Le plus étonnant, c'est le nouveau visage de la capitale. L'atmosphère n'est nullement à la crainte, mais à la fête et, comme on dirait aujourd'hui, à la convivialité. Les passants ne se contentent plus de passer. Dans les rues, tout le monde se parle. On discute de la situation politique et de la société ; on raconte aux inconnus ses problèmes personnels. Il suffit de parler à quelqu'un pour qu'aussitôt un groupe se forme pour participer. J'en fais plusieurs fois l'expérience.

À l'Odéon, comble du matin au soir, se déroule un interminable débat, dévouement collectif où le délire est roi. Les facultés sont pavées de rouge. La Sorbonne est devenue le centre de la contestation étudiante.

Partout flottent des drapeaux rouges, parfois les drapeaux noirs des

anarchistes. Dans la cour, tous les groupes ont leur stand : la LCR, Lutte ouvrière, la FER, les maoïstes, les anars, le 22-Mars et les ESU. Les effigies de Marx, de Lénine, de Mao et de Trotsky envahissent les murs — parfois aussi de Staline qu'un des groupes maoïstes reconnaît pour maître. On vend *Action* et *L'Enragé*. Tous les amphis sont occupés pour des débats sur la réforme de l'enseignement ou pour des discussions politiques. Il est difficile de circuler tant la foule est dense — celle des étudiants, des curieux, des jeunes travailleurs qui viennent chercher des conseils, des vieux militants qui croient toucher à la réalisation de leurs rêves.

« Enfin, me dit Pierre Frank, en m'embrassant. Je n'aurais jamais espéré que nous puissions vivre une période semblable. »

Pour ma part, je ne me rends pas à la Sorbonne en curieux. Je n'en ai pas le temps. Je fais surtout la navette avec la rue Mademoiselle, pour participer aux décisions du parti. Le vieil immeuble grouille d'une activité inaccoutumée. Les camarades viennent de partout apporter des nouvelles, s'informer sur ce qui se passe et prendre des instructions.

Les comités d'action et le boulevard de Reuilly

Plus ou moins spontanément, dès le 14 mai, se constituent des comités d'action dans les quartiers. Ils sont un peu vécus comme l'embryon de soviets. Bien entendu, ils n'en représentent qu'une caricature. Organismes d'unité d'action, ils ne regroupent en fait que l'extrême gauche non communiste et ses sympathisants — et encore, à l'exception des groupes qui s'y refusent, comme les lambertistes. Mais, sous des formes multiples et fluctuantes, ils représentent l'appui de la population non étudiante au mouvement. Avec beaucoup d'imagination on peut rêver qu'ils se transformeront un jour en pouvoir local de la démocratie directe. Pour le moment, seuls quelques-uns entreprennent de contrôler le ravitaillement (en général il se débrouille sans eux). Ils viennent en aide aux entreprises en grève et mobilisent pour les manifestations.

Je participe à la formation du comité d'action dans le XIIe. Je lui propose d'établir son siège au pavillon du boulevard de Reuilly. Il arrive que s'y pressent plus de cent personnes. Aucune pièce ne permettant de se réunir si nombreux, une réunion du parti se tient dans la salle du haut, tandis que l'assemblée du comité d'action occupe la salle de séjour, avec un seul délégué du parti. Toutes les chambres sont d'ailleurs occupées par du matériel, des ronéos ou des machines à écrire.

Parmi les militants du PSU, certains émergent dans mon souvenir :

le secrétaire de section, mon ami Philippe Ivernel, professeur d'allemand à la faculté de Vincennes, souriant et calme, rayonnant d'humanité, fidèle au parti jusqu'au bout ; les Cousins, infatigables ; Barhalé, inspecteur des impôts qui pourchasse les gros fraudeurs quelle que soit leur protection ; des anciens élèves comme André Miko et Henri Katz, fin et dévoué. Il me faut parler davantage de Christian Vercauteren, un grand garçon blond que j'ai eu comme élève, naguère, en classe d'accueil et qui travaille comme dessinateur chez Morandi. Il se considère comme chez lui à la maison, avec un sans-gêne qui lui vaut l'intimité de Jean-Loup. Intelligent et actif, il s'avère totalement irresponsable. En mai, il ne tarde pas à rallier les enragés anarchisants : il les accompagne lorsqu'ils attaquent la faculté de Vincennes — que défend Ivernel — pour en faire un refuge de marginaux et de drogués. Je romps alors tout rapport personnel avec lui.

Au comité d'action, en plus du PSU, on trouve deux ou trois trotskystes, des maoïstes, les délégués de quelques entreprises en grève et des travailleurs qui n'ont jamais milité politiquement. Apparaissent ainsi quelques curieux personnages, comme un cousin d'Yves Deché-zelles dont j'ai oublié le nom. Yves est très étonné quand je lui dis combien il est actif et efficace. C'est, me dit-il, un garçon apolitique et de médiocre réputation. En fait le mouvement est pour lui l'occasion de se défouler. Il disparaîtra comme il était venu.

Un beau matin, j'ai une surprise. Philippe Simon entre, me présente sa nouvelle femme qui porte leur bébé et, tout naturellement, comme si nous nous étions quittés la veille :

« Je pense que nous allons coucher dans la chambre du haut... »

Il est remonté en stop de Toulon pour participer à l'action. Sa seconde femme ne me fait pas bonne impression. Elle est aussi bohème qu'Éliane était active et guindée. Elle domine Philippe, elle aussi, mais en l'engluant. Mais c'est leur problème. Je les accueille avec joie. Philippe est, pour nous, une recrue de choix, particulièrement à son aise dans l'action de masse. Il est très fier de sa nouvelle condition prolétarienne de charpentier en fer. Cela me fait sourire, mais, dans l'ambiance ouvriériste de l'époque, il n'en est que mieux écouté. Il fait preuve d'une grande intelligence politique. Nous ne retrouverons pas notre intimité d'antan. Mais, pendant des années, nous agirons en symbiose dans le PSU.

Le PSU m'a confié la responsabilité d'impulser et de coordonner l'action de nos militants dans les comités d'action. Ce n'est pas une tâche facile. Les camarades du PSU sont intéressés en priorité par ce qui se passe dans leur entreprise — où les CA sont peu nombreux. Ils n'aiment guère s'affronter avec les gauchistes qui les traitent de sociaux-démocrates et les soupçonnent de vouloir « récupérer » le mouvement. Dans le grand amphi de la Sorbonne où se tiennent les assemblées générales des CA, sur les 1500 ou 2 000 délégués, j'ignore combien sont membres du PSU — et je

ne les connais guère — mais je sais qu'ils sont en petit nombre. Les CA étudiants sont dominés par les « gauchistes ». Avec quelques camarades, j'y représente habituellement le CA du XIIe et je parle en mon nom. Elles sont houleuses, ces assemblées. Mais j'ai la voix forte et, du haut des gradins où nous siégeons toujours, je sais me faire entendre sans micro. Beaucoup savent du reste que mes propositions sont aussi celles du PSU. Le plus souvent, elles sont acceptées. Même quand je demanderai que les CA signent seuls, avec l'UNEF, les appels pour les manifestations, à l'exclusion des groupes, fût-ce le 22-Mars, unitaire et prestigieux.

Le 18 mai, de Gaulle revient précipitamment de Roumanie. Il dénonce la « chienlit », c'est-à-dire la révolte anticapitaliste. Le gouvernement reprend confiance. Le Parlement lui donne une majorité de 11 voix — ce qui exclut toute solution parlementaire de rechange. Cohn-Bendit a eu l'idée d'aller faire un tour en Allemagne. Il est déclaré interdit de séjour.

Séguy en profite pour rappeler les « mises en garde que la CGT avait faites, avant même que le Premier ministre ait fait allusion à l'appartenance dudit individu à une organisation internationale ». Il souligne que les grèves ont pour objet des revendications matérielles auxquelles le pouvoir et le patronat doivent donner satisfaction.

Spontanément les étudiants manifestent. Cette fois, à nouveau, ils sont seuls. Conjointement avec l'UNEF, les CAL et le 22-Mars, les comités d'action appellent à une manifestation pour le 24 mai, à la gare de Lyon. Pour y faire échec, la CGT appelle à manifester place Balard et gare d'Austerlitz. Elle réunit 80.000 personnes, mais un bon nombre des manifestants d'Austerlitz rejoindront ensuite la gare de Lyon.

Le CA du XIIe a appelé les habitants de l'arrondissement à un rassemblement préalable. Derrière ses banderoles quelque 5000 manifestants rejoignent la gare de Lyon. Les manifestants seront 100.000, dont la moitié des travailleurs.

La manifestation piétine longtemps. La police, revigorée par le retour du grand Charles, a établi partout des barrages. L'objectif fixé — la Bourse — semble difficile à atteindre. Les responsables s'interrogent sur l'itinéraire. Les lambertistes veulent prendre la tête du cortège. Mais ils sont bloqués derrière le CA du XIIe. Avec quelques gros bras, le fils de Lambert vient m'intimer d'avancer. Je lui réponds que nous ne recevons d'instructions que des dirigeants de la manif. Il m'insulte et me menace. Les copains du XIIe le chassent sans façon ainsi que ses gardes du corps.

Les haut-parleurs et les radios diffusent un appel public de De Gaulle. Il annonce un referendum. « Il n'y aura pas de referendum », répondent les manifestants. C'est aussi ce que déclare Mendès France qui joue la carte de l'illégalité. Nous apprendrons bientôt que le PCF saute sur l'occasion et annonce qu'il votera non. Mais il n'y aura pas de referendum.

Pour le moment, la manifestation se met en branle. Un peu partout,

des groupes de jeunes s'affronteront à la police. On élève des barricades à la Bastille et aux Halles. Un groupe de quelques centaines réussira à s'emparer de la Bourse. Le défilé épuisant serpente dans Paris. À la gare Saint-Lazare, je n'en peux plus. Je suis littéralement hors course. Les lambertistes se sont arrêtés là, eux aussi. Prétendant parler au nom *des* responsables de la manif, ils s'efforcent de drainer derrière eux le reste du cortège. Je les interpelle, dénonce leur escroquerie et appelle les manifestants à suivre le défilé des responsables. Je suis sur le point d'être assommé, mais Lambert ordonne plus de prudence à ses partisans.

Quelles perspectives de pouvoir ?

Les manifestants ne se sont pas emparés des ministères. Qu'en auraient-ils fait ? Les convois de CRS sont venus hâtivement protéger l'Élysée, que personne ne songeait à attaquer. Mais le pouvoir est paralysé et impuissant. La grève des PTT le prive du téléphone. Les employés des ministères sont en grève comme tout le monde. Le pouvoir ne peut plus guère compter que sur une police débordée et largement démoralisée. Il interdit les rassemblements de plus de cinq personnes, mais il ne peut empêcher des manifestations de dizaines de milliers... Le referendum annoncé se perd dans les brumes. Dans quelques jours, la plupart des ministres brûleront leurs papiers et abandonneront leur ministère. Nos camarades de Grenoble nous diront comment le préfet de l'Isère, privé de directives, est venu les trouver à la mairie pour s'informer des modalités de la passation des pouvoirs. Le pouvoir est pratiquement vacant.

Les gaullistes seront sauvés par l'incohérence de leurs adversaires ainsi que par l'adresse de Pompidou et de De Gaulle.

Existe-t-il une solution de rechange ? «Le pouvoir aux travailleurs !» clament les manifestants, avec le PSU et les groupes gauchistes. Les maoïstes renchérissent : « Le pouvoir est au bout du fusil. » Mais, outre qu'ils n'ont pas de fusils, qu'est-ce que cela signifie ? Quel pouvoir ? Pour appliquer quel programme ? Les gauchistes n'en ont aucune idée. Le pouvoir pour eux est un mythe et ils s'en tiennent à des généralités.

Une chose est certaine : l'alternative ne peut être qu'extra-parlementaire. François Mitterrand (dont l'histoire montrera qu'il a de la suite dans les idées) annonce publiquement qu'il est prêt à remplacer de Gaulle et que Mendès France sera le Premier ministre d'un gouvernement provisoire. Les gauchistes hurlent à la trahison. La CFDT, discrètement conseillée par Rocard, appuie la solution Mitterrand-Mendès. La gauche du parti rechigne. Au fond, pourquoi pas ? Tout ce qu'on peut espérer, c'est une situation de

double pouvoir — où le pouvoir d'en haut laisserait au pouvoir d'en bas le temps de prendre conscience, de s'organiser et de trouver sa voie. Dès le 20 mai, le bureau national du PSU proclamait : « Si l'on renonce aux réformes de structure exigées, à la reconnaissance du pouvoir organisé des travailleurs dans les entreprises et des étudiants dans les universités, à la définition des modalités selon lesquelles ces forces exerceront un contrôle sur la gestion, si l'on ramène la colère populaire à des revendications purement matérielles, pour conclure à un simple replâtrage ministériel, il est à craindre qu'étudiants, ouvriers et paysans, une nouvelle fois trompés, ne se fâchent vraiment. Qu'on le veuille ou non, la crise de la société capitaliste moderne et de son système de gouvernement est ouverte. »

En Mai 68, cela paraît évident. Il paraît moins évident qu'un gouvernement issu de l'insurrection serait contraint à des réformes de structures. Un sondage d'opinion révèle qu'alors la majorité des Français est favorable au mouvement. Dans la période montante, des élections à la proportionnelle auraient probablement donné le pouvoir à la gauche, avec une représentation relativement importante au PSU et à l'extrême gauche. « Mendès, c'est Kerensky », disait Heurgon. Il reste que, pour un parti, ça n'aurait pas été facile d'être à la fois celui de Kerensky et celui d'un hypothétique Lénine. Cet exercice périlleux allait être évité au PSU.

Bien entendu un gouvernement de gauche devrait comporter une importante représentation du Parti communiste, de loin le parti le plus puissant. Or le PCF est violemment opposé à Mendès France : en 1954, voulant obtenir une majorité parlementaire pour mettre fin à la guerre d'Indochine, PMF avait déclaré qu'il ne compterait pas les voix du PC dans cette majorité. À la fin du mois, le Parti communiste met en avant le mot d'ordre de gouvernement populaire — c'est-à-dire d'un gouvernement dirigé par les communistes. Après l'expérience des démocraties du même nom, ils sont les seuls à le vouloir. Du reste, ils ne font aucun effort pour donner à ce mot d'ordre une réalisation concrète. Ils se méfient comme de la peste de ce mouvement qu'ils ne peuvent contrôler. Ils en attendent seulement, une fois le calme revenu, un renforcement de leur puissance électorale et syndicale.

Quand Pompidou a l'idée géniale de s'appuyer sur eux pour briser le mouvement, ils n'hésitent pas à mordre à l'hameçon. Le Premier ministre propose d'énormes concessions salariales pour faire cesser la grève ; la CGT entame immédiatement les négociations de Grenelle.

Pourtant le PSU marque des points. En accord avec la CFDT, il est décidé que l'UNEF appellera le 27 mai à un gigantesque meeting, au stade de Charléty. Malgré la violente opposition des gauchistes qui crient qu'il s'agit d'une récupération, à l'assemblée générale des comités d'action, j'obtiens que ces derniers s'y rallient. 30 000 ? 50 000 ? L'immense stade est bientôt rempli par les cortèges qui y convergent. Parmi eux, ceux de la CFDT, qui a appelé de son côté, mais aussi de FO chimie et de

nombreuses sections CGT, malgré les consignes de la centrale qui a organisé douze meetings en même temps. Le PSU organise le service d'ordre. À la tribune, tous les responsables du BN et de la région, Mendès aussi, qu'applaudissent quelques milliers de participants proches de la tribune. Mais leur enthousiasme ne se communique pas au reste de l'assistance qui d'ailleurs ignore jusqu'à sa présence. Mendès reste silencieux. Les discours se cantonnent dans les généralités et les déclarations de principe.

Le matin même, Séguy a été accueilli par des huées chez Renault. Les grévistes attendent autre chose que « des cacahuètes ». Ils ne se sont pas mis en grève pour une augmentation de salaire. La direction confédérale doit reculer et annoncer... qu'elle reprend les négociations.

Le 29, le PC et la CGT organisent leur propre manifestation. Contre mon avis, le PSU commet l'erreur de la boycotter et de décider l'UNEF et la CFDT à en faire autant. Le succès de Charléty lui est monté à la tête. Tandis que je remonte en voiture vers le rue Mademoiselle, je croise les cortèges de banlieue qui rejoignent le lieu de rassemblement. Surprise : tous les mots d'ordre sont ceux des étudiants : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! », « De Gaulle démission ! », « Le pouvoir aux travailleurs ! » De nombreux groupes d'extrême gauche et des comités d'action se joignent à la manifestation. Elle est énorme : près de 600 000 participants. Mais seuls les manifestants près du début de la manifestation — où défilent les dirigeants nationaux — reprennent les mots d'ordre officiels « gouvernement populaire ». En arrivant rue Mademoiselle, j'explose de colère.

La veille, de Gaulle a disparu de l'Élysée sans laisser de consignes et sans avertir son entourage. La panique des gouvernementaux atteint son paroxysme. Nous pensons — ce que l'avenir confirmera — qu'il est allé se réfugier en Allemagne, auprès du général Massu. Probablement, il pense à faire intervenir l'armée. La rumeur court d'un rassemblement de blindés près de Fontainebleau. Mais il ne peut guère compter sur le contingent et la plupart des chefs de l'armée ne lui pardonnent pas l'abandon de l'Algérie. Comme il dira plus tard : « En Mai 68, je n'avais que deux alliés : l'armée et le parti communiste... Et encore ! l'armée n'était pas sûre... »

Le reflux

Comme aux échecs, la menace est plus forte que le coup. L'inquiétude règne à Paris. Rue Mademoiselle, nous nous interrogeons sur les risques d'intervention de l'armée. Nous comptons sur le contingent.

Pourtant, autant qu'il m'en souviennne, ni le PSU, ni l'UNEF, ni les gauchistes n'essayent de contacter les jeunes des unités de blindés, ni même de vérifier les informations. Il est vrai que les choses vont vite et que la disparition de l'essence rend les communications difficiles. Mais cet attentisme est significatif.

Bien des années plus tard, dans ses Mémoires, Massu affirmera qu'en arrivant, avec sa femme, à son quartier général, de Gaulle était résigné à la démission. Mais il se reprend. Il réapparaît le 30 mai. Il annonce la dissolution du Parlement et de nouvelles élections, confirme le maintien du gouvernement Pompidou et fait allusivement appel aux Services d'action civique — les services d'ordre gaullistes. Ses partisans reprennent confiance. Le soir même ils manifestent, à leur tour, sur les Champs-Élysées. Ils proclament un million de participants. Même en faisant la part du bluff, la manifestation est considérable. Tous ceux qui se terraient, effrayés par la marée de drapeaux rouges, ont retrouvé leur assurance.

En apparence, les rapports de forces n'ont pas été profondément modifiés : on se doutait bien que le régime avait conservé des partisans. Mais l'opinion publique a évolué. Beaucoup sont fatigués d'une agitation qui ne mène nulle part. La contre-manifestation de l'UNEF, le 1er juin, est plus faible que les mobilisations précédentes. Les manifestants scandent : « Élections, piège à cons ! »

Dans une déclaration que nous avons préparée ensemble, Michel Rocard souligne la nécessité d'une consultation populaire, mais il précise : « Des élections sous la menace de la police et des nervis de l'UNR (le parti gaulliste) n'auraient aucun sens. Seul un gouvernement de transition réalisant les objectifs des étudiants et des travailleurs sera capable de rendre la parole au peuple dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions. » Signe des temps : ce paragraphe disparaît dans la plupart des médias.

Le Parti communiste a en effet fait son choix. Dans les élections, il voit le moyen de se désengager d'un mouvement encombrant. Il espère engranger électoralement les fruits du mécontentement populaire et de sa propre prudence, en même temps que les bénéfices des grèves. Les nouveaux accords de Grenelle conclus par la CGT avec le pouvoir et le patronat sont avantageux

: les augmentations de salaire sont passées de 7 à 15 %. Cette fois, les travailleurs ne voient plus d'autre issue et acceptent sans enthousiasme. Le PC veut mettre rapidement fin aux grèves pour passer aux élections. La CGT met le paquet pour contraindre les dernières usines en grève, comme Citroën Poissy que les maoïstes — de plus en plus violemment antisindicalistes — s'efforcent de transformer en bastion.

L'essence est revenue miraculeusement. Il fait beau. Les Parisiens en profitent pour partir à la campagne. On oublie les rêves de

changement de société. La vie reprend sa routine.

La police est réapparue. Les Services d'action civique et les formations d'extrême droite sillonnent les rues et attaquent les étudiants isolés. Les facultés se transforment en citadelles assiégées. Boulevard de Reuilly, on s'attend à un assaut. Le pavillon, transformé en blockhaus, est gardé jour et nuit. Dans les chambres s'entasse un armement hétéroclite de barres de fer et de cocktails Molotov. Il n'y aura pas d'attaque. Mais j'apprends une nuit que les nervis gaullistes patrouillent près de Paul-Valéry. Je suis inquiet pour Sylvie. Avec Jean-Loup et deux ou trois camarades, je pars la chercher en voiture. À un feu rouge, nous sommes entourés. J'embraye à toute vitesse. Nous en sommes quittes pour quelques coups de matraques sur la carrosserie. Jean-Loup qui n'a pas compris me reproche d'avoir brûlé le feu rouge.

C'est dans cette atmosphère que se déroulent les élections. J'avais prévu qu'avec le reflux elles amèneraient un raz-de-marée gaulliste — la réaction de la peur. Les résultats confirment ce pronostic. Le scrutin majoritaire aidant, le nouveau Parlement est une chambre introuvable. Contestés sur leur gauche, les communistes ont effrayé les tièdes, pour qui ils restent des hommes du drapeau rouge. Ils sont affaiblis et perdent bon nombre de leurs députés. Quant au PSU, il n'a aucun élu. Mendès France est battu à Grenoble. Porte-drapeau du mouvement de Mai, le PSU s'est heurté aux consignes d'abstention de l'extrême gauche. Dans les 300 circonscriptions où il s'est présenté, il obtient en général quelque 5 % des voix. C'est un progrès, mais il n'y a pas de quoi pavoiser.

La normalisation pose maintenant aux enseignants le problème épineux des examens. Étudiants et lycéens s'opposent par principe à toute sélection. Mon ami Laurent Schwartz prend parti publiquement contre cette position, au risque de perdre sa popularité. Il la combat comme une absurdité démagogique. Je conviens avec lui que ce sont plutôt les modalités de la sélection qu'il faut changer. Mais, en juin 68, il serait injuste de faire payer aux militants de Mai la facture d'une année scolaire bouleversée. Les enseignants décident que l'examen se bornera à un oral. Le nouveau ministre de l'Éducation, Edgar Faure, se garde bien d'infirmier cette décision : il n'a pas envie à nouveau de mettre le feu aux poudres.

Les effectifs du PSU ont considérablement augmenté, notamment dans la région parisienne : les nouveaux adhérents sont, bien sûr, les combattants de Mai. Ils ne se résignent pas à la défaite et entretiennent l'illusion d'une prochaine revanche. Dans toute l'extrême gauche, on vit dans l'attente d'un « octobre rouge ». Le mythe s'appuie sur la tradition de la rentrée sociale de l'automne mais se nourrit souvent d'un inconscient messianique. Le réveil risque d'être brutal.

J'écris un document pour ramener à la réalité : la défaite a eu des causes profondes et ne pourra pas être dépassée avant de longues années ; Mai 68 est une répétition générale, en ce sens qu'il souligne une évolution

de la société qui exige une adaptation de la pensée révolutionnaire. Dans le magnifique relais international de Poissy, nous réunissons les nouveaux et anciens cadres de la région parisienne pour un stage prolongé dont j'ai la responsabilité. Il s'agit de les armer contre les illusions et de les préparer à la réalité des luttes à venir.

En cet été 68, je suis tellement occupé par l'organisation du parti que j'en ai oublié mes problèmes personnels. En septembre, je reçois ma nomination à Nice. Au début de l'année, en effet, j'avais formulé une demande de mutation en spécifiant que j'acceptais d'être nommé dans un collège. Pour moi, le pavillon de Reuilly m'était devenu insupportable : il me rappelait sans cesse la perte de Méla. J'en avais assez de Paris. Je souhaitais le calme et la verdure. Mais les événements de Mai m'ont fait changer d'avis. Je souhaite rester à Paris, au centre de la vie politique.

Je cherche très tardivement à faire annuler ma nomination. Le proviseur n'y verrait aucun inconvénient, pourvu que mon fils aille exercer ailleurs ses talents. Non pas qu'il éprouve pour lui de l'hostilité. Jean-Loup l'intrigue et le fascine. Au cours *de* l'entretien *que* nous avons ensemble, pendant plus d'une heure, c'est essentiellement avec lui qu'il discute. Si nous restons à Paris, il s'engage à le faire entrer en khâgne à Henri-IV, difficilement accessible. De toute façon, la décision de ma mutation ne lui appartient pas.

Seule la commission paritaire pourrait amener la machine administrative à faire marche arrière. Mais les staliniens du syndicat qui nous y représentent sont trop heureux de me voir partir. Ils n'ont aucune intention d'intervenir in *extremis* pour me donner satisfaction.

Nous irons donc à Nice : nous avons loué une villa dans l'arrière-pays de Cagnes-sur-Mer. Je suis à la fois heureux et navré : je ne pourrai jouer aucun rôle déterminant dans le parti ; en France, tout se décide à Paris.

LA CÔTE D'AZUR

Nous voici donc sur la Côte d'Azur. Nous avons loué, dans l'arrière-pays de Cagnes-sur-Mer, une villa isolée qui surplombe un verger en pente de jeunes orangers. Je crois que ces orangers ont pesé sur mon choix. Ils participaient du mythe du soleil qui me fascinait. Peut-être un rêve d'enfant, au temps où les oranges étaient rares et précieuses... les soirs de Noël. En fait, dans le verger cagnois, il n'était pas question de manger les oranges. Les arbustes étaient à l'âge du biberon. Il fallait leur donner de l'eau et encore de l'eau : c'était une des clauses du contrat de location. La perspective de l'arrosage m'enchantait. Je découvrirai vite que c'est une tâche fastidieuse et que je ne suis pas fait pour le jardinage.

Nos premiers contacts avec la population de notre pays d'adoption sont inquiétants. À l'hôtel où nous attendons nos meubles, un rat d'hôtel nous a volé nos portefeuilles : l'hôtelier nous l'explique tranquillement comme un phénomène naturel. Quand les déménageurs quittent la villa, nous nous apercevons qu'ils ont gardé pour eux le phono ; nos démarches auprès de la société resteront infructueuses : les voleurs d'en bas sont couverts par les voleurs d'en haut. Ces moeurs ne nous étonnent pas. Nous trouvons naturel que toute une partie de la population soit pourrie par le voisinage d'un luxe impudent, par l'exemple des combines qui permettent l'enrichissement. Nous comprenons que beaucoup aient envie de profiter — chacun à son échelle — de la richesse qui s'étale. Bien entendu, toute la population n'est pas pourrie.

Pourtant l'atmosphère est bien moins conviviale que dans le Nord. Rares sont ceux ou celles qui vous invitent chez eux et qu'on peut admettre dans son intimité. Sur la Côte d'Azur, nous nous ferons seulement de bons copains et d'excellents camarades.

Nos amis sont les vieux amis de Paris, comme Maria, Roland et Yvonne Filiâtre ou André Essel qui viennent passer un moment à Cagnes.

De nos amis, nous utilisons les compétences. Expert mécanicien, Roland nous aide à acheter pour Jean-Loup une voiture fiable d'occasion. Jean-Loup emmène des amies en montagne : mais les freins lâchent et il doit faire preuve de virtuosité pour descendre, sans freins, en évitant l'accident.

La villa de Cagnes-sur-Mer présente l'inconvénient majeur d'être loin de notre lieu de travail, à Jean-Loup et à moi. Seule Sylvie n'a pas de problème : elle est entrée en classe terminale au lycée de Cagnes. Mais Jean-Loup est en khâgne au lycée Masséna de Nice et je travaille au CES Carnot, déplacé pour cause de travaux dans les locaux vétustes rue de l'Arbre-

Inférieur. Dans cet établissement provisoire, les conditions matérielles sont difficiles. Les trains qui passent à proximité nous empêchent souvent de nous entendre. Mes rapports avec la hiérarchie sont parfois tendus. Mes élèves de 4e et de 3e en tireront les motifs d'une pièce impertinente, *Les Mystères de l'Arbre-Inférieur*, qu'ils joueront en fin d'année. Malgré tout, c'est avec plaisir que j'ai repris l'enseignement.

Bien entendu l'essentiel de mon activité est toujours politique. Nous avons fondé une section du PSU à Cagnes (la famille lui apporte d'emblée trois adhérents). La fédération des Alpes-Maritimes est un étrange mélange : les socialistes de l'ancien PSA dont il ne reste pas grand-chose ; les catholiques de l'UGS, essentiellement du MLP ; les jeunes gauchistes de Mai 68. En tout 135 adhérents : le journal du PCF s'en gaussera ; en fait nous ne retrouverons jamais ces sommets ! J'apprendrai à connaître les catholiques de gauche, dévoués et d'une grande richesse humaine ; la gérante d'un petit hôtel, Rosette Vilain, les employés comme Jo et Janette, une assistante sociale, un potier d'Antibes. Venus de l'UGS — non MLP — Raymond Bovis, horticulteur qui dirige le syndicat de la rose, et Odt:d, prof de fac, secrétaire de la fédération. Les adhérents de Mai sont beaucoup plus hétéroclites ; pas tous si jeunes en vérité : un militaire installé à Saint-Vallier comme marchand de vin (Jacques) ; un curé extravagant, ultra gauchiste et qui déclare ne pas croire en Dieu ; une paysanne de Mouans-Sartoux d'un dévouement extrême ; des jeunes enfin dont Joël qui vient du PC et Bernard, remarquable animateur de foyers de jeunes délinquants. Malgré la faiblesse de ses effectifs, le PSU obtient environ 5 % des suffrages là où il se présente. Il est vrai que le PS est alors inexistant. Le PCF est encore tout-puissant dans le département, avec Virgile Barel. Quant à l'extrême gauche, la Ligue est bien implantée : elle comptera une centaine de militants à Nice ; les maoïstes de la Cause du peuple constituent un groupe important et remuant.

Du congrès de Dijon au congrès de Lille

Délégué des Alpes-Maritimes au congrès de Dijon, en mars 1969, je suis élu à la direction politique nationale — la DPN. C'est un organisme restreint (de 24 membres si je ne m'abuse) qui doit constituer une direction effective et non une assemblée pléthorique ratifiant les décisions du bureau politique parisien. Elle se réunit chaque mois.

À l'âge de 78 ans, quand je reprends ces Mémoires, je n'ai pas envie d'écrire l'histoire du PSU. Pourtant ma vie est tellement marquée par mon engagement politique que je ne puis m'en abstenir. Je pense au livre joliment enluminé qui a fait les délices de mon enfance. Les ménestrels y racontaient la légende de Siegfried. À la fin, il se faisait tard : les ménestrels se hâtaient de raconter l'histoire en sautant les détails.

Étrange parti que le PSU. En réalité, plusieurs partis successifs. Le

premier où les blumistes avaient pour objectif de refonder la SFIO. Ils avaient échoué dans leur tentative de lui faire rejoindre la FGDS et se retrouveront aux premières loges du « nouveau parti socialiste » d'Épinay. Le PSU qu'ils ont quitté par vagues successives a joué son rôle, presque malgré lui, en 1968. Le maître d'œuvre en est, dans la coulisse, Marc Heurgon, qui a mis en avant Rocard. Le PSU est devenu une auberge espagnole. Ses nouveaux adhérents sont ceux de Mai 68. Ils en attendent le retour. Beaucoup sont influencés par les mythes maoïstes. Certains veulent que le parti devienne un parti maoïste et ne cachent pas leur mépris pour les autres : dirigés par Main Badiou, fils de l'ancien maire de Toulouse, ils ont refusé de participer à la DPN. Mais l'influence maoïste, plus diffuse, s'exerce aussi sur la « gauche » de la DPN. Elle compte des hommes remarquables comme Bernard Lambert qui crée le syndicat des Paysans travailleurs, Leclerc dont le cabinet d'avocat prend en charge la défense des révolutionnaires ou Abraham Béhar, un médecin rondouillard au verbe acide, responsable du secteur entreprises, qui émaille ses articles et ses propos de citations du président Mao.

J.-M. Vincent, Bridier et moi nous retrouvons le plus souvent d'accord avec eux, mais ils représentent pour nous un courant populiste. Nous pensons nécessaire une pensée globale plus structurée pour construire une organisation révolutionnaire adaptée à notre époque. Nous ne nous faisons aucune illusion sur le retour à Mai 68. J'essaye de mettre en forme les réflexions théoriques pour une organisation révolutionnaire fondée sur ce qui reste vivant de « l'héritage » de Lénine et Trotsky, débarrassé des « formules sacrées ». C'est *Le Mouvement trotskyste en France* qui sera publié en 1972. La première partie du livre, c'est l'histoire du mouvement que la direction du PCI m'avait chargé d'écrire en 1947 et que j'avais alors rédigée jusqu'en 1937. C'est assez souligner la filiation à laquelle je restais fidèle.

Michel Rocard reste secrétaire général du PSU et son dirigeant officiel. Il s'impose par son charisme et son intelligence. Mais il ne dispose d'aucune majorité propre à la DPN. Il ne défend pas une ligne politique personnelle. Par mimétisme, il exprime l'orientation majoritaire en se contentant de s'opposer aux outrances verbales (par exemple : « Marx parlait d'hégémonie du prolétariat et non de dictature du prolétariat, comme l'a fait croire une traduction erronée »). Bien entendu, il utilise le parti pour sa carrière politique ce qui est rarissime au PSU. Mais le PSU l'utilise aussi. Quand de Gaulle se retire, en 1969, parce qu'il a été battu au referendum, il y a unanimité, si je me souviens bien, pour proposer la candidature de Rocard à la présidentielle. Il obtient 3,5 % des voix. Avec Krivine, les « gauchistes » obtiennent pratiquement autant de voix que le Parti socialiste, même renforcé cette fois par Mendès France. Peu après, dans une élection partielle, Rocard réussira à battre Couve de Murville et à se faire élire député : toute la région parisienne s'est mobilisée pour le soutenir.

Nos rapports personnels sont assez étonnants. Nous nous heurtons

souvent. Mais il manifeste de l'estime pour une pensée structurée et une attitude politique dénuée de toute manoeuvre souterraine. Quant à moi, son ambition personnelle m'apparaît étrangère au mouvement révolutionnaire, mais j'apprécie son intelligence et je le crois loyal. Il existe entre nous une sorte d'amitié conflictuelle.

Les rapports avec Marc Heurgon sont d'ordre inverse. C'est lui qui a mis en selle Rocard. Il est considéré par toute la presse comme le numéro 2 du parti, voire son instigateur. C'est un étrange personnage qui me rappelle Raymond Molinier, en beaucoup plus cultivé (il est prof d'histoire) et sans le pouvoir de l'argent. Il a le génie de l'intrigue. Il manipule Jacques Sauvageot et, par lui, contrôle l'UNEF grâce à des manigances telles que, à côté, la CGT apparaît comme un modèle de démocratie. À mon initiative, la DPN a décidé de quitter la direction de l'UNEF. J'ai insisté sur l'urgence de cet acte de salubrité : abandonner cette direction immédiatement et sans aucune considération tactique : c'est que les « magouilles » de l'UNEF menacent de pourrir le parti lui-même. Désormais, ces magouilles sont dirigées contre Rocard. A Dijon, Heurgon n'a pas réussi à l'emporter sur l'attitude à l'égard du référendum gaulliste : il proposait l'abstention. À une forte majorité le congrès s'est prononcé pour le « non ». Sur un coup de tête, Heurgon a démissionné de son poste de secrétaire à l'organisation — un poste clé pour les magouilles. Il s'efforce de se rapprocher de nous. Mais ses magouilles ne sont pas plus ragoûtantes quand elles s'efforcent d'abattre Rocard. Il essaye de s'assurer un pôle de pouvoir comme secrétaire de la région parisienne : elle élit contre lui mon ami Philippe Simon.

En fait, c'est un personnage complexe. Sans doute son attitude dépend beaucoup plus de son affectivité que nous le croyons — y compris dans ses rapports avec Jacques Sauvageot. Ambitieux, il ne regarde pas à la qualité des moyens. Mais il ne s'agit pas pour lui de s'assurer une carrière. Sa soif de puissance est d'une autre nature : il lui faut dominer les autres et les manipuler. Quand il cesse d'y parvenir, il n'existe plus.

Le PSU se veut parti révolutionnaire. Il maintient ses liens avec les organisations gauchistes. La région parisienne organise avec Lutte ouvrière les comités d'usagers des transports, et, avec la Ligue, la riposte au grand meeting fasciste du palais des Sports. Nationalement le PSU s'entend avec la Ligue pour la défense des soldats et avec toutes les organisations gauchistes pour constituer le Secours rouge. Son mot d'ordre central est celui du « contrôle ouvrier ». Il relance la constitution des groupes d'entreprises. D'où une violente controverse avec les centrales syndicales, avec la CGT (le PSU entre en concurrence avec les cellules du PC), avec Edmond Maire lui-même, secrétaire de la CFDT, pourtant membre du PSU. Les maoïstes s'opposent du reste aux syndicats. Les quatre cinquièmes du parti refusent de les suivre, Mais le

PSU s'efforce de développer l'expression et l'action autonomes des travailleurs — ouvriers et paysans. Le conseil national de janvier 71 appelle à la constitution d'« assemblées ouvrières et paysannes » qui fleurent la tradition maoïste et n'auront qu'un succès relatif.

Au fond, bon nombre des militants entendent poursuivre Mai 68, sans s'apercevoir que, sur le terrain politique, la page est tournée. La « gauche » du parti est majoritaire mais hétéroclite. Pour le congrès de Lille de juin 1971, elle se prononce sur trois orientations. Celle de la « gauche révolutionnaire » des maoïstes vise ouvertement à construire un autre parti. Avec P. Simon, J.-M. Vincent et Bridier, nous nous efforçons de proposer un programme structuré, d'inspiration léniniste. Béhar, Mallet, Barjonnet, Lambert et Malterre s'efforcent de définir une « gauche ouvrière et paysanne » qui emprunte éclectiquement aux uns et aux autres : c'est ce que nous appelons le « courant populiste ». Au congrès, les trois tendances sont majoritaires contre l'orientation de Rocard qui s'intitule elle-même « pour une orientation révolutionnaire ». Mais elles sont incapables de diriger ensemble — voire de définir une orientation majoritaire — en dépit de discussions qui se poursuivent jour et nuit. C'est l'impasse. Au moment du vote un groupe de délégués de « gauche », pour en sortir, se rallie à Rocard. *Le Monde* titre : « Michel Rocard est parvenu une nouvelle fois à endiguer les courants gauchistes. »

Pour presque toute la « gauche » du parti, ce résultat signifie que le PSU est désormais engagé sur la voie de la social-démocratie. Les « populistes » sont solidaires de la « gauche révolutionnaire » sans laquelle ils n'ont pas *de* majorité. Nous sommes solidaires des populistes. Les *uns* et les autres refusent de participer à la nouvelle direction. Tous les cadres de « gauche »

— ou presque — vont quitter le PSU. De violents débats agitent les responsables du courant « léniniste ». Il s'agit de savoir quelle formation rallier et comment. La plupart s'apprêtent à rejoindre la Ligue communiste : J.-M. Vincent, Kergoat, les Normands (où d'ailleurs ils ne resteront guère). D'autres comme M. Bridier rejoignent le groupe maoïste « spontanéiste » Révolution, qui se dissoudra bientôt.

Je m'oppose à eux. Il est vrai que M. Rocard est foncièrement social-démocrate. Mais si le PSU a une réalité historique, Lille n'est qu'un épisode. Même les militants qui ont voté pour Rocard ne sont pas tous sociaux-démocrates. Ceux qui ont voté pour nous resteront au PSU s'ils ne cessent pas de militer par découragement. Avec P. Simon, Mousel, Eggenschwiller, j'appelle à rester au PSU.

Le congrès de Toulouse et Lip

Le paysage politique s'est modifié. Le « nouveau Parti socialiste » a revêtu des habits neufs sous la direction de F. Mitterrand — avec pas mal d'anciens PSU comme Bérégovoy ou Poperen. Il a signé avec le PCF un « programme commun de gouvernement ». La CFDT s'est prononcée, en revanche, pour une orientation autogestionnaire et anti capitaliste. Quant au PSU, malgré une forte hémorragie, il est resté vivant. Il est dirigé par le groupe rocardien, puisque la gauche a refusé de participer à sa direction. Mais pas mal de fédérations sont à gauche — dont la région parisienne dirigée par P. Simon. Lui et moi sommes profondément d'accord et en communication constante. La collaboration avec Rocard semble loyale. Lorsque par exemple le PSU lance les éditions Syros, en 1971, un des premiers livres publiés est *Le Mouvement trotskyste en France*.

Le 8e congrès du PSU doit se tenir à Toulouse, fin décembre 1972. G. Martinet, fidèle à lui-même, veut qu'y soit posée la question du ralliement au Parti socialiste. J'en suis d'accord : c'est une façon de clarifier le débat.

M. Rocard s'y oppose : la question ne peut même pas se poser. Martinet rejoindra seul le PS.

Le congrès doit poser les questions de fond, élaborer un manifeste pour définir le projet de société qui oriente l'activité révolutionnaire du PSU. Ce qui reste de la « gauche ouvrière et paysanne » lui oppose par principe un contre-projet. Nous décidons, au contraire, de nous inscrire dans la rédaction du manifeste : c'est la seule façon d'influencer réellement l'orientation du parti et de faire éclater les divergences réelles : Ph. Simon et moi faisons donc partie de la commission chargée de sa rédaction. Tous sont d'accord, en principe, sur l'axe du manifeste : le socialisme autogestionnaire, opposé au capitalisme d'État des staliniens et au « programme commun » keynésien. Les divergences sont de deux ordres. Avec R. Chapuis, chargé de rédiger la partie sur le socialisme autogestionnaire et qui décrit dans le détail la société autogestionnaire : une démarche utopique qui encombre le projet et que nous nous efforçons de réduire à sa plus simple expression. Avec M. Rocard, la divergence porte sur l'État qu'il considère comme neutre et qu'il faut se borner à « occuper ». Dans la commission, la discussion est si violente que nous sommes sur le point d'en venir aux mains. Le chapitre rédigé par Rocard est refusé et je suis chargé d'une nouvelle rédaction... qui sera celle du *Manifeste*. Au congrès, je propose une série d'amendements liés qui tendent à remplacer, dans l'ensemble du texte, tous les passages inspirés par la conception rocardienne.

Le congrès approuve dans sa majorité notre orientation. Rocard renonce au vote et accepte en bloc les amendements. Au fond, c'est pour lui secondaire. Il publiera du reste le manifeste en le faisant précéder de sa propre préface. Ce qui compte le plus pour lui, avec

raison, c'est la direction effective : celle du bureau national. Celui-ci est élu par la DPN. Rocard y place ses fidèles et y représente la gauche par Barjonnet et Dorival. Après le congrès seulement, il sera contraint d'y intégrer Ph. Simon et Mousel.

Bien entendu, c'est lui qui est réaliste. Ce qui importe ce n'est pas *ce* qui est dit, mais ce qui est fait. Mais moi je compte sur les périodes «révolutionnaires» — c'est-à-dire celles où les rapports de forces se modifient et peuvent ouvrir la voie au changement. Les élections législatives de 1973 vont peut-être créer une situation semblable.

J'écris une note pour Philippe Simon et les principaux camarades de la tendance de « gauche ». Il s'agit de faire passer dans les faits ce que le congrès a théorisé sur l'autogestion. Si la gauche l'emporte aux élections législatives, il faudra utiliser le secteur nationalisé comme locomotive. Si elle ne l'emporte pas, la situation sera moins favorable, et il faudra s'appuyer sur les entreprises privées.

Le papier est très sérieusement étudié dans la fédération du Doubs qui appartient presque tout entière à l'aile « gauche » du parti et dont l'enracinement est remarquable dans les entreprises. Elle me demande de participer à un séminaire de réflexion des militants ouvriers. Pendant deux jours, quelque quatre-vingts camarades discutent de l'action à engager. La plupart d'entre eux ont une influence dans leur entreprise et occupent des postes syndicaux.

Un plan d'action est mis au point. On l'axe sur la plus grosse entreprise de la région où un camarade énergique ancien communiste — dispose d'un important crédit aussi bien à la CGT qu'à la CFDT. Mais, comme toujours, les choses se passent autrement que prévu. C'est l'usine des Lip, à Palente, qui s'engage la première. C'est une excellente modification de plan : l'usine ne compte que 1 500 travailleurs, mais la CFDT y est majoritaire, avec à sa tête un extraordinaire militant de formation chrétienne, Charles Piaget, qui a un charisme considérable. Les travailleurs — généralement très qualifiés — veulent sauver leur entreprise que le patron veut mettre en faillite. Ils occupent l'entreprise, mais pour se remettre au travail à leur compte. Ils montrent qu'on peut travailler sans patron. Ils font preuve de détermination, s'emparant du stock des montres comme trésor de guerre. Le gouvernement Messmer s'efforce en vain de briser le mouvement en proclamant « Lip c'est fini ». Mais les travailleurs de Lip ouvrent grandes leurs portes et font de leur mouvement un modèle.

La CFDT l'appuie, délibérément, plus tard plus mollement. La CGT doit suivre. Une grande manifestation de soutien regroupe à BeSançon des militants de toute la France. En réalité les centrales syndicales n'y ont pas appelé. Mais, sous une pluie battante, une masse énorme est rassemblée : la police dit 30 000 et les organisations 100 000. Derrière les entreprises bisontines et les délégations syndicales, serpentent les cortèges du PSU, puis de toutes les organisations gauchistes : ceux de la Ligue et de Lutte ouvrière, ceux des anarchistes et de la Cause du peuple.

Lip a sans doute joué un rôle pour empêcher les militants maoïstes de suivre l'exemple des « brigades rouges » italiennes et du terrorisme. Il a amené toutes les organisations de gauche à reprendre à leur compte l'autogestion : même la CGT et le PC.

Pour moi — pour la gauche du PSU — il faut transformer cette influence diffuse en progrès politique. Il faut unifier l'extrême gauche avec le programme du socialisme autogestionnaire. Ce n'est possible qu'au terme d'une sévère bataille politique, mais c'est possible. Toute l'extrême gauche se déclare prête à soutenir la candidature de Charles Piaget à l'élection présidentielle de 1974. Nous comptons bien qu'il sera le candidat du PSU. Mais au conseil national qui doit désigner notre candidat, nous nous heurtons à une proposition inattendue de Rocard : le PSU, par réalisme, doit soutenir dès le premier tour François Mitterrand. Une courte majorité lui donne raison. C'est évidemment ouvrir une autre logique politique.

Ici basculent mes espoirs et ceux de la gauche du PSU. Lip redeviendra un problème local. Rocard s'efforcera en vain de trouver un repreneur parmi ses amis, entrepreneurs modernistes. L'entreprise ne pourra pas faire mieux que de se transformer en coopérative, avec seulement une partie du personnel. Tous nos camarades sont consternés de voir s'y poursuivre les problèmes du pouvoir et tout ce qui marquait le salariat. Je leur expliquerai que cette évolution est inévitable.

Quand je réfléchis aujourd'hui à l'aventure des Lip, je suis frappé par la date : le début de la crise économique. La résistance des Lip était la première tentative des travailleurs pour s'opposer aux licenciements et faire face aux bouleversements induits par l'évolution technologique. Les Lip étaient prêts pour l'innovation des montres à quartz. Mais en 1989 on trouve les montres à quartz vendues par deux pour une somme dérisoire. Triomphe de l'électronique. Quelle possibilité pour les 1 500 travailleurs horlogers d'une entreprise autogérée ?

Rocard rallie le Parti socialiste

Bien entendu, ce n'est pas ainsi que je vois les choses à cette époque. Lip m'apparaît comme la preuve tangible des possibilités de l'autogestion. Avec mes amis, je vais m'efforcer de sauvegarder notre projet socialiste et le PSU qui en est porteur. Mais en ces années 73-74 une chose est claire pour tous : ou bien le PSU va changer de dimension et de poids politique ou bien il va disparaître.

La direction rocardienne (officiellement le secrétaire n'est plus Rocard mais Robert Chapuis) a accepté l'idée de l'élargissement du parti en créant le Centre de liaison pour l'autogestion socialiste. Concrètement, cela se traduit pas l'intégration des Cercles d'initiative communiste dont le dirigeant est mon ancien condisciple Victor Leduc Nechtschein qui a

joué un rôle important au PC et a rompu avec lui. C'est en fait un petit groupe, comme l'AMR des trotskystes pablistes. Nous appuyons à fond cet élargissement, d'autant plus que nous comptons y trouver un renfort idéologique. Mais il ne suffit pas à transformer le PSU.

L'appui donné à Mitterrand pour la présidentielle et l'intégration de Rocard au brain-trust du candidat socialiste ont évidemment ouvert une logique contraire. Nous sommes informés de pourparlers entre Michel et Mauroy. J'attaque directement à la DPN. Réponse embarrassée de Michel : « Qu'allez-vous chercher là ? La rencontre avec Mauroy n'était qu'une conversation avec un vieux copain. » Ces dénégations ne nous trompent pas : « Je comprends, Michel, ça ne nous gênerait pas que le candidat du PS s'appelle Rocard au lieu de Mitterrand. Au contraire. Mais nous n'accepterons pas que tu essayes de liquider le PSU en trompant les militants. »

Les rocardiens vont jusqu'à faire une déclaration écrite dans laquelle en aucun cas ils ne rallieront le PS. Mais presque aussitôt Michel Rocard doit découvrir ses batteries. Dans *Libération* il dira même qu'il a fait son choix depuis 1971. Chapuis et Le Garrec camouflent encore leur position, affirmant qu'ils accepteront seulement « une fusion » avec le PS pour créer « un nouveau parti ». Foutaise ! répond Rocard, avec raison. La forme importe peu. Il s'efforce de me convaincre : « Toi, Yvan, tu sais ce qu'est l'entrisme ; tu devrais être le premier à profiter d'une audience élargie. » Je lui réponds : « Tu fais semblant d'entrer au PS pour y développer une aile gauche. En réalité, au PS, tu occuperas une position à droite, non à gauche. »

Le plan de Rocard et de Mitterrand c'est de convoquer des assises du socialisme qui consacreront non seulement l'adhésion du PSU, mais celle des cadres de la CFDT. Pendant tout l'été se livre une violente bataille. Les rocardiens sillonnent les fédérations et organisent des débats ouverts pour entraîner la CFDT. La gauche riposte, avec à sa tête Charles Piaget et la fédération du Doubs. La décision doit être prise au conseil national d'octobre que les rocardiens ont convoqué dans leur fief d'Orléans. À leur résolution s'opposent deux textes : celui de la « gauche » que j'ai rédigé pour l'essentiel ; et un autre, de Barjonnet, qui se contente de refuser la dissolution du parti. Toute la presse annonce cette dissolution. Car la majorité de Rocard ne fait aucun doute. En fait il n'obtient qu'un tiers des mandats et la gauche obtient à elle seule la majorité.

J'imagine alors que le PSU va désormais suivre délibérément la politique que préconisait le texte majoritaire. C'était une fois de plus faire preuve de naïveté. Ce qui décide, ce ne sont pas les textes, mais ceux qui les mettent en oeuvre. Pour moi, j'ai pris ma retraite pour être disponible, mais je vis à Nice. Seul, Philippe Simon pouvait mettre en oeuvre, à Paris, une orientation qui était aussi bien la sienne que la

mienne. Mais, cyclothymique comme toujours, il ne participe plus depuis plusieurs mois à la fédération de Paris qu'il est censé diriger. Il participe bien au conseil d'Orléans, avec son autorité habituelle. Mais Mousel insiste pour qu'il ne fasse pas partie de la nouvelle direction. Je ne puis qu'en être d'accord. Une direction provisoire restreinte est constituée de 26 camarades dont trois de province (Schulbaum de Seine-et-Marne, Piaget de Besançon et moi). Le secrétariat sera celui de Mousel et C. Piaget, assistés de Barjonnet. Mais Piaget est trop loin pour participer vraiment et Barjonnet est en réalité incapable de diriger une organisation politique.

En fait, mes propositions ne seront jamais retenues. Mousel et Leduc ont pour principale préoccupation d'être reçus à la table des grands — celle du PC et du PS. À mon grand dam, ils sont suivis par mes amis de toujours comme Régnier ou Ravenel. Conscient de mon impuissance, je ne veux pas être candidat à la direction constituée au congrès d'Amiens, l'année suivante. Je ne cède à la pression de Mousel et des autres que pour permettre — au moins — l'adhésion de l'AMR.

Celle-ci a effectivement lieu en 1975, non pas sur un programme d'action, mais selon un protocole d'organisation : tant de militants cooptés à la direction, un militant devenant permanent — Maurice Najman qui, depuis 1968, n'a jamais cessé d'être permanent ! Deux à trois cents camarades avec leurs qualités militantes et leurs défauts — des habitudes fractionnistes très mal supportées au PSU de l'époque. Le soutien qu'ils m'apportent ne va pas sans danger.

Avec Mousel et Leduc, nous essayons en vain de nous mettre d'accord pour élaborer ensemble un texte d'orientation. Plusieurs jours passés ensemble — agréablement — ne nous permettent pas de progresser. Finalement je publierai seul *Le pouvoir à prendre* où fleurissent les illusions. Bien entendu, nous nous retrouvons sur bien des points de l'action du PSU : la défense du plateau du Larzac contre l'armée, la constitution des comités de soldats, la lutte écologiste, etc. Le grand moment pour le PSU est d'ailleurs la fête annuelle. Elle rassemble près de 100 000 spectateurs — plus intéressés, il est vrai, par le spectacle que par le meeting politique. Pour un parti restreint c'est une affaire énorme. Jean-Loup est un des animateurs du service d'ordre. Il ne manque pas de travail et se fait un mauvais sang du diable.

Tout cela est sympathique, mais ne détermine pas un rôle politique. Pour les élections municipales, le PSU participe aux listes d'union de la gauche, à condition qu'on ne lui impose pas de signer le programme commun PS-PC. Il y gagne quelques centaines de postes de conseillers municipaux mais n'occupe que des strapontins. Rares sont les villes où il inscrit son action dans le cadre d'une stratégie pour développer un pôle autogestionnaire. C'est le cas de nos amis de La Roche-sur-Yon avec lesquels je reste très lié.

Pour moi le congrès de Strasbourg, en janvier 1977, sera celui de la dernière chance. La fédération des Alpes-Maritimes publie en brochure un texte que j'ai écrit : « Maintenant il faut choisir. » Mon premier titre était plus brutal : « Il est peut-être trop tard. » J'y polémique durement contre l'absence de politique du PSU, choisissant comme tête de turc mon ami Victor Leduc qui ne me le pardonnera jamais.

L'impact de cette brochure est considérable dans le parti. Les camarades venus de l'AMR en sont particulièrement enthousiastes. Mais pour eux, les jeux sont faits. Ils s'apprêtent à rompre avec le PSU qui les a déçus et à reprendre leur activité de petit groupe. Pour moi, il n'en est pas question. Je veux essayer de réorienter le PSU. L'étonnant c'est qu'en apparence je suis sur le point d'y parvenir. Au congrès de Strasbourg, Leduc et ses amis acceptent ma résolution moyennant un amendement qui leur permet de sauver la face. Seule une minorité — les partisans du programme commun — s'y refusent. Mais les irréductibles — l'AMR et ceux qui la suivent — ne veulent pas s'engager dans la poursuite de leur participation au PSU. Ils maintiennent ma résolution sans amendement. On vote donc absurdement pour ma résolution sans amendement contre ma résolution amendée. Mais cette quasi-unanimité est factice. Une fois de plus l'orientation qui l'emporte ne dispose d'aucune majorité à la direction pour l'appliquer. L'AMR retire ses billes, suivie de certains de nos vieux camarades comme Maguy Guillien, dans les Alpes- Maritimes. Je constate que désormais, en effet, il n'existe plus de possibilité pour une politique autonome du PSU. Après avoir vérifié que la résolution votée ne sera suivie d'aucun effet, je me mets sur la touche. Je vais essayer de réfléchir sur les raisons essentielles qui ont amené l'impuissance de notre rêve socialiste.

Westerns niçois

Au plan national, je suis avant tout un théoricien ; au plan local, je suis avant tout un homme d'action. Il ne s'agit pas pour moi d'occuper un poste institutionnel — municipal ou national. Le mépris des institutions était dans l'atmosphère des années d'après-68.

Sans doute ce mépris des institutions était-il absurde. À quoi sert de garder les mains propres si l'on n'est pas sur le chantier ? En revanche, nous nous efforcions d'agir directement, nous impliquant dans les luttes ouvrières, empêchant l'expulsion des locataires.

La région niçoise était, bien sûr, dominée par les partis de droite qui contrôlaient la plupart des municipalités (avec une situation équivoque à Cannes). Le Parti communiste avait alors une influence

décisive, avec une puissante CGT et une des fédérations les mieux implantées. Il détenait bon nombre de municipalités secondaires et Virgile Bard était député de Nice. Quant au Parti socialiste, il n'avait jamais réussi à s'implanter réellement — ce qui permettait au PSU, en 1968, d'obtenir 5 % des voix là où le PS était absent. Mais le PSU même avec le renforcement de 1968 n'avait jamais compté plus de 130 adhérents et il était méprisé, comme social-démocrate, par l'extrême gauche. Celle-ci avait bien sûr son bastion à la faculté des lettres. La Ligue communiste trotskyste a compté longtemps une centaine de militants dans la ville de Nice ; la Gauche prolétarienne maoïste dominait par son nombre et sa violence. Chacun de ces groupes s'efforçait de dominer les autres et si possible de les éliminer. Les réunions du Secours rouge qui regroupait toute l'extrême gauche (souvent dans un couvent ou une salle paroissiale 1) étaient d'une violence incroyable. Heureusement j'avais la voix forte et je réussissais en général à faire passer mes propositions. J'étais aidé par le leader des anarchistes — un ouvrier sympathique d'une forte personnalité (mais peu après, à notre stupeur, il tua un de ses compagnons, amant de sa femme : la jalousie rend fou).

L'avantage du PSU, par rapport aux groupes gauchistes, tenait à sa composition sociale (pas des étudiants, mais des travailleurs, souvent syndicalistes, voire responsables syndicaux) et aux liens qu'il entretenait : par exemple la direction du PSU tenait régulièrement des réunions communes avec l'union départementale de la CFDT. A condition de définir une cible politiquement intéressante et les moyens d'atteindre cette cible, il était possible de disposer d'une force bien plus considérable que celle — bien maigre — dont disposait le PSU. Il est amusant d'en donner quelques exemples.

Sous les pavés, la plage

Nous sommes, je crois, en été 70. Nous tenons une école régionale avec les camarades des Bouches-du-Rhône, du Var et de Haute-Provence. Une cinquantaine de camarades dans la ferme de Maguy Guillien, à Mouans-Sartoux. Nous avons décidé de réserver une journée pour des « travaux pratiques ». Je propose d'intervenir contre le scandale des plages privées.

La loi française fait de la zone littorale une propriété publique. Chacun a le droit d'y circuler. Mais les municipalités concèdent à des concessionnaires le droit d'y installer des chaises longues, des matelas, des pédalos, des bars. Ces sociétés en réalité, surtout sur la Côte d'Azur, transforment les plages en plages privées, interdites à qui ne paye pas. Je propose d'en briser les barrières, pour rendre au public l'usage de ces plages. Nous rédigeons et imprimons un tract (« Attention : pas de langue

de bois »). Nous interviendrons en slips de bain. Nous donnerons un spectacle sur la plage privée.

En même temps que notre stage se tient un stage des étudiants protestants de Paris. Leur responsable, Patrick Viveret, a pris contact avec moi. Ils souhaitent participer à notre initiative. Je leur donne rendez-vous sur une plage de Juan-les-Pins.

Nous y arrivons à l'heure dite. Ils nous attendent, comme convenu, en maillots de bain. La plage publique est comble, bien sûr. À peine si l'on peut trouver la place pour poser ses fesses. En revanche, presque personne sur la plage privée. Nous distribuons nos tracts pour appeler les baigneurs à l'envahir. Je harangue baigneurs et baigneuses, dont nos amis qui s'efforcent d'entraîner les autres. Nous arrachons les barrières malgré les menaces du plagiste qui appelle ses collègues voisins et fait appel à la police. Une foule de deux cents personnes s'installe sur la plage privée. Deux copains avec leurs guitares amusent les gens — y compris ceux de la plage privée.

Tout à coup, bien sûr, arrivent les flics, dont l'intervention est curieuse au milieu de gens en slips. Plusieurs interpellations dont celle de Patrick Viveret. Nous entourons le car de police. Nous exigeons d'y monter aussi. Les flics embarquent deux ou trois copains. Ils refusent de m'arrêter : « Pas celui-là, il nous fera un noeud d'embrouilles. » « Le noeud d'embrouilles, vous l'aurez de toute façon, car nous allons tous aller au commissariat. » Le car est entouré par une foule considérable. Au bout d'un certain temps, le commissaire fait libérer ses prisonniers.

L'affaire fait beaucoup plus de bruit que nous ne nous y attendions. Je suis interviewé par la télé. Quelques jours après le ministre Chalandon, interrogé sur le problème des plages privées, informe qu'il a donné des instructions pour que soit respectée la législation qui limite leur surface au tiers de la surface des plages et leurs droits à la seule location de matériel.

La manif armée

L'extrême droite n'avait pas encore le poids qu'elle aura plus tard avec le Front national. Mais les groupuscules fascistes étaient particulièrement virulents à Nice, notamment Occident dont la croix celtique fleurissait sur les murs. Ils faisaient souvent la loi dans les lycées et les facultés autres que celle de lettres. Or Occident, cherchant à s'implanter dans la population, annonce un meeting commun avec le MSI néofasciste italien et les phalangistes espagnols. Le PSU dénonce le danger. Dans un meeting, salle Bréa, Bridier et moi nous annonçons que nous ne laisserons pas tenir ce meeting provocateur et que, si les autorités l'autorisent, nous l'interdirons par la force. À notre meeting nous avons laissé la parole aux organisations antifascistes. Seules la LCR et la GP étaient venues dire leur accord.

Le maire et le gouvernement autorisant le meeting fasciste, nous avons donc appelé à une manifestation pour l'interdire. Le Parti communiste dénonça la provocation gauchiste et par une demi-douzaine de tracts invita la population à ne rien faire.

Le jour du meeting fasciste, le quartier où il devait se tenir était occupé par des centaines de policiers et de CRS, casqués, armés de mousquetons et protégés par leurs boucliers. Place St-François et dans la vieille ville étaient massés les manifestants et nos camarades : environ 2000, armés de bâtons. Un officier de police vient m'avertir :

— Votre manifestation est interdite. Dissolvez-la.

— Vos forces policières protègent trop bien les fascistes pour que nous puissions attaquer leur meeting. Nous ne les attaquerons pas. En revanche nous allons tourner autour de la place du Pin où ils sont réunis, pour dissuader les honnêtes citoyens de les rejoindre.

— Nous vous disperserons.

— Vous prenez vos responsabilités, nous prenons les nôtres. En avant !

Le cortège est impressionnant. En tête, Pierre Bernard, un camarade du PSU de Grasse qui a la responsabilité de tout le service d'ordre. Puis une cinquantaine de jeunes protégés par des mouchoirs rouges contre les gaz lacrymogènes et armés de longs bâtons. C'est le service d'ordre du PSU que commande mon fils Jean-Loup. En serre-file, le service d'ordre des trotskystes. À la fin, celui des maoïstes.

Rue Barla, premier barrage. J'accoste le commissaire central, ceint de son écharpe.

— Voulez-vous qu'il y ait cent blessés de chaque côté ? Car je vous avertis ce sera de chaque côté.

— Eh bien, dit le commissaire, reculez et passez...

— Non, une manifestation de 2 000 personnes, ça ne recule pas.

— Soit.

Le commissaire donne ses ordres et le barrage s'ouvre, bouchant la rue qui mène à la place du Pin. Le service d'ordre du PSU se met nez à nez avec les policiers.

— Reculez ! hurle un officier de police à nos camarades.

— Ici, dit Jean-Loup, ce n'est pas vous qui donnez les ordres, c'est moi. Un pas en arrière !

À ma grande surprise, le service d'ordre qui n'avait aucun entraînement à la discipline militaire effectue un pas en arrière sensationnel. Il interdit toute agression... contre les policiers. Deux ans plus tard, quand je serai arrêté au cours d'une manifestation pour le Vietnam, les policiers niçois nous déclareront :

— Vous avez une drôlement bonne police. Elle nous a bien

protégés pendant la manifestation armée.

La manifestation rejoint le port, non sans être arrêtée plusieurs fois par des barrages policiers qu'il faut faire ouvrir. Nous remontons vers la place Garibaldi. En passant devant la rue Emmanuel-Philibert, qui passe par la place du Pin, surprise : pas de barrage. Les jeunes excités, les gens de la Gauche prolétarienne veulent s'y engouffrer. Bien entendu, c'est un piège. Ceux qui s'y engageraient seraient pris en tenaille. Le service d'ordre PSU barre le passage.

Moi je rejoins la place Garibaldi, noire de CRS. J'aborde une fois de plus le commissaire central.

— Tout s'est bien passé jusqu'ici. Vous voulez que l'engagement se produise sur la place, alors que nous allons nous disperser sur la place du Théâtre ? C'est parfaitement illogique.

Le commissaire en convient. Il fait se ranger les compagnies de CRS, dans un vacarme d'ordres et de cliquetis d'armes. La manif armée passe au milieu des policiers et des cars de flics.

Place du Théâtre, je demande aux manifestants de se disperser. Nous apprendrons que les fascistes, apparemment pas si sûrs de la protection policière, n'ont commencé leur réunion qu'après notre dispersion — à près de vingt-trois heures. Personne n'est venu les écouter.

Sur la place, quelque trois cents jeunes restent encore, sympathisants GP ou autonomes, et brûlent d'en découdre avec les CRS. Le service d'ordre du PSU leur interdit l'affrontement. Je lui demande d'ouvrir le barrage.

— Nous avons expliqué pourquoi c'est imbécile d'attaquer les flics. Mais, nous-mêmes, nous ne sommes pas la police. Laissez passer ceux qui ne nous croient pas.

Jean-Loup donne l'ordre mais ajoute :

— Reformez le rang ensuite. Tout à l'heure, quand les gars se sauveront, il faudra les protéger.

C'est du reste ce qui se passe. Les fanfarons qui viennent crier « CRS-SS

» ou jeter des pierres se sauvent aux premières grenades lacrymogènes. La voiture du PSU vient chercher les bâtons et le service d'ordre se disperse à son tour. Les autonomes briseront quelques vitrines pour se défouler. Pendant que les CRS se répandent dans la vieille ville pour arrêter les jeunes qu'ils soupçonnent d'avoir participé à la manif.

Le lendemain un policier vient me demander de passer aux renseignements généraux. Je n'obéis jamais à de telles injonctions. Mais dans ce cas j'y vais : nous espérons bien un procès et nous nous sommes entendus avec notre avocat Me Leclerc.

Aux RG on me montre de magnifiques photos de la manif : je ne pourrais guère nier ma participation. Je dis au policier :

— J'ai d'abord une déclaration à faire :

1°) En tant que responsable du PSU j'assume la responsabilité de tout.

2°) Je ne déclarerai rien d'autre.

Malheureusement le gouvernement n'a pas envie d'un procès où éclaterait sa connivence avec les fascistes. Il préfère écraser.

Un peu plus tard, la LCR demande une action commune des deux services d'ordre pour infliger une correction à Occident lors de la vente des journaux. Nous sommes tentés de répondre favorablement. Mais nous expliquons aux camarades de la LCR : « Nous ne sommes pas en 1933. Les gens d'Occident constituent un groupe d'activistes qui ne vient que pour la bagarre. Quand bien même nous les corrigerions une fois, ils continueront la guerre, car c'est la seule chose qu'ils sachent faire. Toute notre énergie devra être consacrée à une guérilla sans intérêt. » La LCR ne nous écoute pas. Elle fait venir son redoutable SO de Paris. Une violente bagarre a lieu sur le marché de la place de la Libération. La LCR subit une terrible défaite. Elle a trente ou quarante blessés, avec des bras cassés ou des blessures diverses. De plus, ses militants se rendent compte que les petites gens du marché ne les considèrent pas comme des chevaliers blancs et les mettent au moins dans le même sac que les fascistes. D'un seul coup, la Ligue s'effondre. Elle ne s'en relèvera jamais.

Nous devons nous-mêmes nous occuper d'Occident. Nos jeunes camarades du lycée du Parc impérial ne peuvent plus supporter la terreur qu'imposent les fascistes. Avec la CFDT, nous concevons un plan : ces fils de bourgeois considèrent la violence comme un sport ; en revanche, ils craignent le déshonneur de la prison. Nous rédigeons un tract incendiaire. Nous allons le distribuer à la porte du lycée. Les distributeurs sont des notables de l'université ou du syndicalisme. Les fascistes interviennent et nous frappent violemment. Nous ne répondons pas. Le proviseur doit faire appel à la police qui arrête en flagrant délit les fascistes armés. Plusieurs seront condamnés à des peines de prison. Pour tout un temps, la « terreur » des nazillons sera stoppée.

La grève des travailleurs immigrés

La majorité des militants PSU des Alpes-Maritimes se reconnaissent soit dans la « gauche révolutionnaire », soit dans le groupe populiste. Après le congrès de Lille et surtout après celui de Toulouse, ils quittent progressivement le PSU. À la veille des élections législatives de 1973, la fédération, exsangue, ne compte plus qu'une trentaine de militants. Nous décidons de mener campagne à Cannes — où nous n'avons plus personne, pour reconstituer la section. Nous présentons Maguy Guillien et Jacques Bernard. Nous louons un local sur l'avenue Carnot, au centre de la ville. Il s'agit de loger l'équipe qui servira de noyau à la campagne (dont le jeune

Philippe Duguet) et surtout de prendre des contacts. Notre campagne devra être faite essentiellement par ceux que nous ne connaissons pas encore. Campagne violente : les fascistes font voler la vitrine en éclats pendant la nuit. Finalement nous obtenons 5 % des voix et surtout nous constituons une nouvelle section avec une trentaine de militants — surtout des lycéens et des jeunes ouvriers.

Nous remplaçons le nombre par l'ardeur militante. Symptomatique, l'action avec les immigrés. Nous avons gagné au parti un militant algérien, Rachid. H refuSe de travailler avec le FLN et l'Amicale des Algériens qui utilisent les travailleurs comme un troupeau docile. Or il dispose d'un extraordinaire charisme auprès de ses compatriotes.

Il s'indigne devant l'absence de réaction à un attentat raciste qui, à Marseille, a tué plusieurs Algériens. Avec lui, nous allons dans tous les bidonvilles qui logent les immigrés. Un comité central est constitué de délégués des bidonvilles. Ce qui reste de la gauche prolétarienne se joint du reste à nous et nous envoie un délégué de Cagnes. Les délégués des bidonvilles se réunissent villa Palmira, décident une grève de vingt-quatre heures, et se transforment en comité central de grève.

À ma demande, la CFDT a fait appel à la direction départementale de la CGT pour recevoir ensemble les représentants de ce comité central que j'accompagne. La CFDT soutient la grève, mais dans le bâtiment qui est le secteur intéressé, elle ne dispose d'aucune assise. Le secrétaire de la CGT s'efforce de dissuader les immigrés de faire grève.

— Vous ferez grève et les Français ne la feront pas. Au lendemain de la grève, cela ferait naître des tensions.

— Mais, camarades, dis-je, il ne tient qu'à vous qu'il en aille autrement. Vous avez une puissante fédération du bâtiment. Qu'elle décide de se joindre à la grève de protestation contre la terreur raciste ! »

Mal partie la grève. Le préfet multiplie les mises en garde répercutées par *Nice-Matin*. Il est appuyé par le consulat de Tunisie et l'Amicale algérienne. Et même par les maoïstes tunisiens qui menacent de tirer sur les grévistes (puisque le mot d'ordre ne vient pas d'eux). La CGT a décidé qu'il n'y aurait pas de grève et la CFDT ne peut donner qu'un soutien moral.

À quatre heures du matin, les équipes de soutien du PSU sont à l'entrée du bidonville principal — la digue des Français. Il se réveille. Nous craignons que les travailleurs aillent au travail. Ils vont aux piquets de grève. Je prends Rachid dans ma voiture. Nous faisons le tour des chantiers. Dès que Rachid va trouver les Algériens, le travail s'arrête. Sans les Algériens, les travailleurs français doivent *eux* aussi cesser le travail. *Nice-Matin* doit constater le succès de la grève à 95 %.

On n'a travaillé qu'à Grasse où nous n'avions pas de délégué. Stupeur de la CGT et du PCF.

Lycéens en colère

Dans tout le pays, la loi Debré sur le service militaire avait suscité la colère des jeunes. A Nice, le mouvement est parti du lycée du Parc impérial dont le principal délégué est un militant PSU. Le comité central des lycéens s'est tenu au local du PSU. Or le commissaire de police décide d'interdire la manifestation.

Les partis de gauche (PC, PS, PSU), les syndicats (FEN, CGT, CFDT), les associations de parents d'élèves, décident de faire ensemble une démarche auprès du commissaire central pour que soit levée cette interdiction. Nous voilà donc tous dans son bureau. Je laisse parler les uns et les autres. Puis j'interviens à mon tour.

« Le problème n'est pas de savoir si il y aura ou non une manifestation des jeunes. Elle aura lieu. Ce qui est en question, c'est de savoir s'il y aura des blessés. Là est la responsabilité de la police. »

Dès lors le commissaire central fait des propositions. « J'autorise la manifestation si les cortèges ne partent pas avec les banderoles de chaque lycée ou faculté, mais seulement du point de départ fixé, à la gare centrale. Pouvez-vous en prendre l'engagement ? »

Le commissaire ne parle qu'à un seul interlocuteur : le représentant du PSU.

— Moi, je ne peux pas prendre d'engagement pour les lycéens. Je puis seulement leur transmettre votre demande. J'ajoute que cette demande, à moi, ne me paraît pas exorbitante (en fait, il s'agissait seulement pour le commissaire central de sauver la face).

— Bon, eh bien voilà qui est réglé, dit le commissaire. Je vous invite, messieurs, à prendre l'apéritif.

— Il n'en est pas question. Nous ne pouvons pas prendre l'apéritif avec vous, avant d'avoir vérifié que vous tiendrez parole et que vous n'agresserez pas le cortège.

Figure déconfite des délégués du PC et de la CGT privés de leur apéritif... et aussi de leur représentativité.

La manifestation des lycéens et des étudiants eut donc lieu — la plus formidable manifestation que j'aie jamais vue à Nice, avec quelque 12 000 participants. Avec les camarades du PSU, je me tiens en fin de cortège. Le commissaire central vient m'y retrouver.

« Monsieur Craipeau, vous devez faire démarrer la manifestation. » Effectivement depuis une heure, elle n'avancait pas. Je compris plus tard pourquoi : le service d'ordre de la CGT bloquait l'accès à l'avenue Jean- Médecin, sous le prétexte d'interdire la « provocation » gauchiste — en fait pour affirmer l'autorité du PCF.

J'eus beau affirmer au commissaire que je n'étais pour rien dans les décisions concernant la manif, il se borna à lever les épaules. Nous-mêmes,

en vérité, nous en avons assez de piétiner sur place. Je gagnai la tête du cortège, où se tenait la direction de la manif. Elle se rangea à mon avis. Le cortège démarra. Une fois de plus l'administration centrale se persuadait que le minuscule PSU commandait mystérieusement aux lycéens comme aux Algériens et aux jeunes.

Histoire d'A

Chaque année, le PSU loue pendant une semaine un cinéma cannois pour passer des films politiques pendant le festival du film. Cet après-midi-là nous devons visionner, entre autres, *Histoire d'A*, un film qui combat pour la liberté de l'avortement. 200 à 250 spectateurs regardent paisiblement.

Un émissaire du commissaire de police de Cannes demande à voir les responsables. J'y vais donc avec Rossi, alors secrétaire de la section.

— Le ministre de l'intérieur interdit la projection d'*Histoire d'A*. Nous vous demandons de remettre les bobines.

— C'est ennuyeux, car le comité fédéral du PSU a décidé de projeter *Histoire d'A*.

Nos interlocuteurs s'amusent de notre outrecuidance.

— Vous nous obligerez à intervenir par la force. Je réponds comme d'habitude :

— Vous prendrez vos responsabilités, nous prendrons les nôtres. J'envoie un copain mettre en sécurité les bobines.

Une vingtaine de policiers se présentent à l'entrée.

— Vous voulez assister à la séance ? Posez vos mousquetons et prenez des billets.

Nous n'opposons qu'une résistance symbolique. Les policiers entrent dans la salle. Au micro, je leur montre le travail qu'on les force à faire, tandis que les filles du PSU passent près d'eux pour les démoraliser. Il faut leur rendre cette justice qu'ils resteront neutres jusqu'à la fin.

Mais brusquement une escouade de CRS intervient par une porte de secours, frappant à coups de mousquetons et me cassant deux côtes. Ils s'efforcent de déloger les spectateurs qui résistent. Au bout d'une demi-heure, ils ont réussi à vider les deux tiers de la salle, nos amis se réfugiant dans le dernier tiers. Au micro (car curieusement on me laisse le micro), j'appelle nos camarades à sortir et à se ranger dans la rue pour une mini-manifestation.

Nous nous rendons au festival aux cris de « Liberté d'expression, *Histoire d'A* passera ». Guidés par les Cannois, nous parvenons au palais en évitant les barrages de flics. Nous nous installons pour un sitting, en scandant nos mots d'ordre et en expliquant ce qui se passe. Nous attendons la sortie. Quand le flot arrive, je fais un discours. La riposte est immédiate. Artistes, réalisateurs, spectateurs, tous forment un cortège — un millier de manifestants cette fois — qui remonte vers notre cinéma en scandant : « *Histoire d'A* passera. » La police a coupé l'électricité pour empêcher la projection.

Je fais un petit speech sur la liberté de l'avortement et contre la

censure, déclarant *qu'Histoire d'A* passerait. L'acteur Michel Piccoli qui menait aussi le cortège avec moi fait une déclaration solennelle.

Revenu à Nice, j'ouvre les informations à la télé. Il s'agit du festival de Cannes. Derrière le journaliste, on aperçoit la foule qui scande « *Histoire d'A* passera ».

« Cette année, dit-il, le festival de Cannes est très agité. *Histoire d'A* est un film qui défend la liberté de l'avortement. Le gouvernement en interdit la projection. Les artistes déclarent que si cette interdiction est maintenue, il n'y aura pas de prix au festival. »

Le grondement de la foule se fait de plus en plus fort.

« Décidément l'agitation grandit. Je rends l'antenne. À vous, Co-gnacq-Jay... »

On saura plus tard que, toute la nuit, le maire de Cannes a assiégé le gouvernement : veut-il la mort du festival du film ?

Le lendemain, à la première heure, deux inspecteurs des RG sont à ma porte. Ils s'enquièreent de ma santé et me demandent d'excuser la brutalité des CRS. Finalement, le gouvernement autorise la projection *d'Histoire d'A*.

La projection a en effet lieu le jour même, avec la présence de Piccoli et de nombreux artistes. Le cinéma est plus que comble. Le film est d'ailleurs médiocre. Mais il a bénéficié d'une propagande qu'il n'imaginait pas. Avec lui, du reste, le thème de la liberté d'avorter.

La dernière manif

1975. Saïgon est sur le point de tomber. Nous nous réjouissons de la victoire des Viets. Mais le bruit court que les Américains préparent un massacre dans la ville. Nous décidons une manif et nous appelons à un rassemblement devant l'église Notre-Dame. Les forces de police investissent les lieux. Pierre Bernard arrive avec la sono. Je m'apprête à parler. Le commissaire central m'interpelle : la manifestation est interdite.

Comme d'habitude je lui dis : vous prenez vos responsabilités, nous prenons les nôtres. Il m'invite à informer les manifestants de se disperser. Je dénonce au micro le gouvernement, en essayant de gagner du temps. En réalité, comme nous nous attendions à cette interdiction, nous avons décidé de réunir les manifestants place Garibaldi. Il fallait permettre à nos camarades du PSU et de la LCR de faire circuler l'information. Brusquement la police charge, arrache le micro et procède à quelques dizaines d'arrestations — dont Pierre Bernard et moi.

Nous voici en prison — rejoints plus tard par d'autres manifestants arrêtés place Garibaldi. Nous refusons de passer à l'identité judiciaire.

« Vous savez que c'est illégal, si vous voulez nous photographier, vous devrez employer la force. »

La police décide la garde à vue. Je suis envoyé à la prison de Nice. Mais mon vieil ami l'avocat Élie Kamoun intervient dans l'audience de flagrant délit. Il s'oppose à la prolongation de la garde à vue.

Le jour du procès, la salle du palais de justice est comble. Plusieurs collègues dont le mien se sont mis en grève. Le secrétaire (stalinien) du SNES se solidarise avec moi et menace d'élargir le mouvement. Dans la salle, les uniformes des officiers de police montrent quel intérêt ils prennent aussi à l'affaire.

La parole est au procureur — plus exactement au substitut du procureur. Coup de théâtre. Il commence par déclarer :

« Tout procès est politique. Celui-ci particulièrement. Il suffit de regarder la salle où toute une partie du public, comme c'est son droit, vient défendre les inculpés et où les renseignements généraux sont particulièrement nombreux. »

Pendant une demi-heure, il fait un cours sur la liberté de manifester, inscrite dans la Constitution et que personne ne peut supprimer — ni ministre de l'Intérieur ni à plus forte raison un commissaire de police. À moins de prouver qu'elle utilise la violence, ce que personne n'a prétendu dans le cas présent. C'est le droit des citoyens de manifester, notamment pour une cause aussi humaine que le droit du Vietnam à son indépendance.

J'entends près de moi un officier de police maugréer — c'est notre procès à nous.

Bref le substitut réclame la relaxe. Le verdict du tribunal suivra sa réquisition et les termes en seront d'une netteté remarquable. Je n'ai jamais su qui était ce substitut. Appartenait-il au Syndicat de la magistrature ? Le parquet l'avait sans doute autorisé à demander la relaxe : inutile de prolonger l'agitation alors que la guerre du Vietnam était terminée. Mais le substitut en avait profité pour faire le procès de l'arbitraire, bien au-delà de son mandat. Le parquet fit appel a minima.

Le procès vint donc en appel à Aix. Kamoun et les avocats du PSU voulaient à tout prix faire valider le verdict de Nice, pour faire jurisprudence. Pas facile : la cour d'appel d'Aix était réputée particulièrement réactionnaire. Je fis toutes les promesses voulues de modération.

En présence du président barbu et chafouin, j'avais pourtant bien des difficultés à me contenir. Il procéda à l'interrogatoire habituel :

- Bien entendu, pas de condamnation antérieure.
- Si, monsieur le président. Il se réveille tout à coup.
- À quelle peine ?
- À la peine de mort, monsieur le président.

Il s'agit en grands gestes. On n'a pas à parler ici de l'occupation nazie. Les copains avocats, derrière moi, me tirent pour me faire rasseoir. Je resterai tranquille jusqu'à la fin de l'audience. Le verdict de Nice est confirmé.

Le préfet

Nous refusions toujours de participer aux démarches auprès du préfet. Cette fois pourtant — ce devait être en 1976 — le PSU avait accepté de se rendre à la préfecture avec les autres formations, pour protester contre je ne sais plus quelle atteinte portée à la Sécurité sociale.

Nous fûmes donc introduits. Le préfet nous demanda de bien vouloir décliner nos qualités.

— Je m'excuse mais je ne vous connais pas tous.

Tous s'exécutèrent. Caressa, responsable du PCF, je ne sais plus qui responsable du PS, secrétaire de la CGT, de la CFDT, de la FEN. A mon tour :

— Yvan Craipeau, responsable du PSU.

Le préfet sursaute et pousse un « oh » si sonore que toute la délégation se mit à rire.

— Ne vous y trompez pas, monsieur Craipeau, ce n'est pas un oh d'admiration.

— C'est bien ainsi que je l'avais pris, monsieur le préfet. Le contraire m'aurait du reste gêné.

Le préfet connaissait donc le diable qui trop souvent mettait en échec ses services, alors qu'il ne représentait rien. Mais c'était précisément le temps où le diable prenait sa retraite.

Ces pays que l'on dit socialistes

Je prends ma retraite en 1974 — deux ans avant de m'y trouver contraint par la limite d'âge — afin de pouvoir me consacrer au PSU qu'ont quitté Michel Rocard et ses partisans. Je craignais de mal supporter cette rupture avec l'enseignement. Tout compte fait, je me passe fort bien du travail contraint.

Il est vrai que pendant trois ou quatre ans, je suis très occupé par l'activité militante, notamment par ma participation directe à la direction nationale. Après le congrès de Strasbourg, pourtant, je constate mon impuissance à changer le PSU. Je ne suis pas du tout sûr que mes

propositions lui auraient permis de jouer un rôle politique. Mais, dans la voie étroite qu'il a choisie, je sais qu'il va se réduire comme une peau de chagrin et qu'il a perdu toute chance d'influencer la vie politique. En 1978, au congrès de Saint-Étienne, je quitte le PSU et l'action militante. Je sens la nécessité de remettre en cause ma propre pensée. La clé de voûte de la réflexion nécessaire me semble de comprendre la nature et l'avenir des sociétés qui se prétendent socialistes. En 1978, il s'agit de l'URSS et de son glacis européen, de la Chine, des pays d'Indochine. Il s'agit aussi de pays nouvellement indépendants d'Afrique, comme l'Algérie, le Congo, l'Angola, le Mozambique, ou l'Éthiopie ; en Amérique, la révolution démocratique de Cuba, réalisée en bonne partie contre le Parti communiste, s'est transformée en société « socialiste » et cherche à entraîner l'Amérique latine. Bref, il s'agit au moins de la moitié de la population mondiale.

Les accidents de l'histoire ont amené la majorité de ces pays à se réclamer de la révolution russe et donc d'une idéologie marxiste — quelquefois d'une religion différente, comme en Algérie.

Pour les communistes ces sociétés représentent l'avenir de l'humanité. Pour les anticommunistes la menace d'une évolution semblable dans les pays industrialisés apparaît redoutable. Les révolutionnaires antistaliniens en dénoncent les traits barbares, mais ils pensent, eux aussi, qu'il s'agit d'une évolution post-capitaliste, d'une transition vers le socialisme mondial.

Mes conclusions sont inverses : il s'agit de la voie empruntée par les pays précapitalistes ou proto-capitalistes pour réaliser leur industrialisation là où ils ne disposent pas d'une classe sociale capable de réaliser la révolution bourgeoise. Ces sociétés cherchent un raccourci vers une industrialisation qui ne peut être que capitaliste. Elles ne constituent en aucune façon des sociétés supérieures, capables de dépasser le capitalisme occidental. La dictature née de la lutte armée, le plus souvent pour se débarrasser de l'oppression coloniale, permet d'assumer les tâches de l'accumulation primitive. Après quoi, comme je l'avais prédit dès 1937, elles s'avèrent incapables de développer plus avant les forces productives. C'est désormais évident dans les territoires dont l'économie était déjà avancée lorsque les conditions historiques, comme la guerre, les ont entraînés dans le système « soviétique », comme l'est de l'Allemagne ou la Tchécoslovaquie. Le système prétendument socialiste pousse à l'extrême la barbarie capitaliste. Il est prévisible qu'il disparaîtra avant le capitalisme occidental. Mon livre, *Ces pays que l'on dit socialistes*, développe donc des idées qui vont à l'encontre de tout ce qu'on pense à gauche, comme à droite et comme à l'extrême gauche — à l'exception de quelques théoriciens comme Charles Bettelheim qui, du reste, n'analyse que la société soviétique russe.

Le livre a des difficultés à trouver un éditeur. André Spire, qui vient de quitter le PCF, le trouve excellent et se déclare prêt à en aider l'édition : mais pourquoi parler du capitalisme d'État ? Bettelheim est très intéressé,

mais pourquoi ne pas se borner à montrer que la thèse du capitalisme d'État peut être généralisée à toutes les sociétés bureaucratiques du tiers-monde ? Même Syros revient sur sa promesse d'éditer le livre : c'est finalement trop risqué. Seul Risacher le publiera aux ÉDI (Études et documentation internationales). L'édition est parfaite, mais les moyens de diffusion sont plus que limités.

Pratiquement le silence est total. Pourtant Maurice Nadeau, directeur de *La Quinzaine Littéraire*, m'a dit son enthousiasme : « J'ai passé la nuit à lire ton manuscrit. » Mais, le livre enfin paru, il en confie la critique à un journaliste stalinien. Ce dernier résume ainsi l'ouvrage : « Le socialisme, c'est le capitalisme », et se contente d'ironiser lourdement sur l'aveuglement des anticommunistes comme Craipeau et Bettelheim. *La Quinzaine Littéraire* publiera ma réponse. Pour le reste on ne trouvera de commentaires que dans quelques journaux confidentiels qui attaquent ma thèse. Elle apparaît si paradoxale qu'elle frise le canular. Quelques années plus tard — sans que mon livre y soit pour grand-chose —, ses idées apparaissent si évidentes que cela ne vaut pas la peine de signaler l'ouvrage.

Carrefour du loup pendu

Une fois terminé mon ouvrage sur le capitalisme d'État, je dispose de loisirs. Je vais les employer pour écrire un roman. Jean-Loup qui aime comme moi la science-fiction vient d'écrire une histoire *Carrefour du loup pendu*. La pollution nucléaire a rendu la Terre inhabitable. Un million d'hommes et de femmes ont réussi à la quitter pour une planète inhospitalière : toute vie y a disparu, sinon sous forme fossile ; on ne peut transformer cette vie fossile en nourriture qu'en y incorporant une fraction de tissu vivant : tous les animaux ayant disparu, ce tissu vivant ne peut venir que d'organismes humains. Cette société inhumaine qui a sacrifié la nature sur la Terre a été condamnée à devenir cannibale.

Des siècles plus tard les observations laissent penser que la planète Terre est devenue à nouveau habitable ; une partie des exilés exigent qu'une expédition y soit envoyée pour vérifier cet espoir. Cette expédition trouvera là-bas une autre humanité constituée par les rares rescapés de la catastrophe ancienne : elle s'est développée en harmonie avec la nature et les animaux

— dont certains ont acquis, par mutation génétique, de singuliers pouvoirs. Le thème me plaît. Il correspond à l'évolution de ma pensée politique où l'écologie prend une place de plus en plus importante. Même si Jean-Loup n'a pas cherché à écrire un roman à thèse, il illustre certaines idées qui m'apparaissent essentielles. Je suis également pris par la richesse de l'imagination et du style. Pourtant les éditions

Denoël auxquelles Jean-Loup a proposé son manuscrit, tout en lui adressant de vives félicitations et en lui promettant un avenir d'écrivain, finissent par refuser de l'éditer. Ça ne m'étonne pas. L'histoire est incroyablement compliquée : à mon avis il faut développer séparément l'histoire de la planète inhospitalière — Scylla — et celle du retour sur la Terre, avec la rencontre de la nouvelle civilisation terrienne. D'autre part, je ne comprends pas la dérive vers la magie. Par exemple les loups mutants ont un pouvoir d'ubiquité. Ma culture cartésienne m'empêche d'accepter ce don magique. L'écrivain de science-fiction dispose certes de licence, mais dans le cadre qu'il a défini au départ. On peut imaginer que les mutations provoquées par les radiations portent sur certaines facultés du cerveau, comme la télépathie ou le pouvoir hypnotique. On ne passe pas pour autant au monde de la magie. Ce passage à la magie enlève toute crédibilité à l'histoire.

Jean-Loup se refuse à tout travail pour modifier son roman — à plus forte raison en collaboration. Je lui propose d'essayer de le faire moi-même. Il ne manifeste aucun enthousiasme, mais il ne peut faire autrement que d'accepter, sans cacher son scepticisme.

Je me lance donc dans une curieuse aventure littéraire. Je m'efforce de me fondre dans la création de Jean-Loup. Non seulement l'idée générale, mais tous les personnages et les situations essentielles. Je restitue les pages du roman chaque fois que je le juge possible et, pour le reste, je m'efforce de mouler mon style dans le sien. J'invente beaucoup, mais toujours en croyant aller dans le sens de l'auteur.

Il ne s'agit pas pour autant d'un travail de commande. Pendant plusieurs mois, je vis dans une atmosphère étrange. Sur la terrible planète Scylla, la mangeuse d'hommes qui présente toujours à son soleil la même face — un désert à la chaleur intolérable —, tandis que l'autre face est couverte d'un désert de glaces infranchissables (encore une chance qu'il ne s'agisse pas d'acide chlorhydrique glacé » ; l'humanité s'est réfugiée dans un anneau de verre à la limite des deux déserts. S'est imposée à moi la sociologie d'une humanité vivant dans *ces* conditions — dont les classes supérieures ne quittent guère les vaisseaux en orbite. Les personnages me dictent leurs façons de voir et de parler, leurs réactions et leur destin. Je ne serais pas surpris d'entendre de leurs nouvelles à la radio ou à la télévision. Au fond, je suis plutôt étonné de ne pas en recevoir.

Plus passionnante pour moi encore la révélation du second volume, qui raconte la mission d'un vaisseau scyllien sur la vieille Terre, et la rencontre avec une civilisation écologique qui vit en symbiose avec la nature et les animaux supérieurs. J'envisage un troisième volume : le choc des deux civilisations. Le symbole du loup pendu prendrait alors sa place au milieu de l'ouvrage, symbole du carrefour entre les deux voies

ouvertes à l'humanité. Je ne sais pas ce que serait ce troisième volume. Mais il servirait en quelque sorte de conclusion à la trilogie. Car, en bon cartésien, j'ai besoin d'une conclusion. En réalité, je n'écrirai jamais que quelques pages de « Scylla contre Scylla »). L'accueil des deux premiers volumes administre à l'auteur une douche froide qui le ramène sur notre planète.

Rarement ouvrage aura eu moins de lecteurs. Le premier de ces lecteurs, c'est mon frère, qui s'est dévoué pour le taper à la machine en trois exemplaires. Le seul lecteur qui l'ait vraiment apprécié. Le principal, c'était Jean-Loup. Une catastrophe. Le sentiment d'avoir été volé et violé. Une trahison. Dans le détail et dans l'ensemble. Pas question en tout cas que son nom apparaisse. « Tu en fais ce que tu veux, puisque je ne peux pas t'en empêcher. Si possible sous un pseudonyme. » Troisième lecteur, une lectrice, Catherine. Elle trouve que Jean-Loup exagère, mais elle n'est pas vraiment enthousiaste. Quatrième lectrice, la lectrice de Demie. Longue hésitation. Elle retrouve les qualités qu'elle avait appréciées chez Jean-Loup. Mais le foisonnement des personnages ne leur donne pas pour autant la vie. Le manuscrit m'est finalement rendu. Je le porte chez un autre éditeur, mais je vais le retirer avant qu'il ne soit passé en lecture. Pourquoi faire éditer un roman qui se voulait écrit en collaboration avec Jean-Loup, si cela doit provoquer une tension entre nous ?

Autant je tiens à l'édition de ma pensée politique — sur les sociétés du « socialisme réel » par exemple —, autant je ne tiens pas à faire reconnaître mon talent de romancier. Je ne crois pas à ce talent : je connais trop ma tendance à l'abstraction.

La révolution informatique

J'abandonne donc les Scylliens à leur triste sort. Je m'occupe à nouveau des Terriens. Au moins sur le plan de la théorie. Cette dernière aventure intellectuelle, j'y suis plongé encore à l'extrémité de ma vie. C'est pourquoi je ne puis garder à ce sujet le ton de l'humour qui m'est familier.

Chose étonnante : ma réflexion ne part pas des analyses audacieuses faites par Pierre Naville, en 1957-58, prévoyant la généralisation de l'intelligence artificielle et de l'automatisation — ce qu'écrivait aussi à la même époque mon ami le journaliste Jean-René Chauvin. À l'époque on en était à la préhistoire de l'informatisation et, pour ma part, l'actualité porte ailleurs mon attention. Je n'ai pas même encore lu André Gorz.

Mais, au début des années 80, je suis frappé par l'importance de la révolution technologique qui vient de commencer. Elle est multiforme. Mais c'est la révolution informatique qui me semble devoir bouleverser les rapports économiques et sociaux. Le machinisme, avec les nouvelles

sources d'énergie, avait multiplié la puissance musculaire. Il avait permis de rendre infiniment plus productif le travail des hommes dans les pays industrialisés. Cette révolution technologique avait rendu possible la société industrielle capitaliste.

Contrairement à ce qu'écrivent les économistes, la révolution informatique ne met pas fin à la société industrielle. Au contraire, par la robotisation et l'automatisation, elle permet de pousser plus loin l'industrialisation. Mais sous des formes nouvelles. La « machine intelligente » ne se contente plus d'aider les hommes dans leur travail. Elle tend à les remplacer dans le travail direct de la production et à bouleverser les conditions de l'invention elle-même. Les conséquences économiques et sociales m'en paraissaient extraordinaires.

Les mutations qu'elles impliquent ne peuvent être comparées, par son importance, qu'à l'invention de l'élevage et de l'agriculture, il y a 10 000 ans. Cette invention de l'élevage et de l'agriculture avait permis aux hommes de ne plus dépendre pour leur survie des aléas de la chasse et de la cueillette. Elle leur avait permis d'assurer leur subsistance et l'accumulation des ressources, laissant, à une minorité d'entre eux, la possibilité de se consacrer à leurs loisirs et à leur réflexion. À condition, pour les hommes, de travailler ou de faire travailler les autres. Elle avait ainsi inventé le travail dont Jehovah, dieu des pasteurs, avait fait la malédiction originelle.

C'est cette malédiction que tend à faire disparaître la révolution informatique, laissant seulement aux hommes, dans la production, la tâche de créer ou de surveiller la machine — avec une large collaboration de la machine elle-même. Il leur deviendra possible théoriquement de ne plus passer leur vie à la gagner, mais de se consacrer librement aux activités physiques, intellectuelles ou de relations humaines. Cela peut être la voie de l'humanisation ou, pour reprendre l'expression d'André Gorz, « le chemin du paradis ». À ce point de la réflexion, je m'interroge. Je crains de nourrir un nouveau mirage. J'insiste sur cette évidence : cette humanisation de l'humanité n'est nullement assurée. Elle dépend entièrement de ce que l'humanité elle-même fera des possibilités technologiques. La révolution de l'élevage et de l'agriculture a bien ouvert la voie à la civilisation, mais aussi à l'esclavage et aux grandes guerres pour le partage des richesses. Je suis convaincu qu'à terme, la révolution informatique entraînera la fin du salariat et du système capitaliste : j'ignore si la société qui naîtra de ce bouleversement vaudra mieux pour l'humanité.

Pour le moment, à la fin du XXe siècle, l'évolution a des conséquences essentiellement négatives : elle crée un chômage

structurel grandissant dans les pays industrialisés, affaiblit la résistance des travailleurs, renforce les inégalités, creuse encore le fossé entre le Nord et le Sud, enlève l'espoir à la jeunesse de tous les pays, nourrit la violence entre les individus et entre les peuples.

De toute façon, l'évolution n'en est qu'à ses débuts. Elle ne peut donner d'issue favorable qu'à long terme, avec un changement profond des mentalités. Je pense que l'avenir ne se déterminera qu'au terme de violentes explosions et de réformes inévitables. J'avais commencé à écrire un livre. Il ne verra jamais le jour. Je me contenterai d'écrire des articles que publieront *Les Temps modernes* et quelques feuilles confidentielles. Ils ne rencontreront pratiquement aucun écho. Mais les idées font quand même leur chemin et la mutation de civilisation commence à devenir un lieu commun.

En 1988, je viens assister à la commémoration du cinquantenaire de la IV^e internationale — un des très rares survivants de sa fondation. Aux militants trotskystes présents, je ne camoufle pas ma pensée. Le manifeste de 1938 écrit par Trotsky décrivait lucidement la situation de la planète. Mais les solutions étaient déjà illusoire. En 1940, dans un dernier article, le fondateur de l'Armée rouge envisageait la possibilité : « Si le prolétariat mondial apparaissait effectivement incapable de remplir la mission que le cours des événements place sur ses épaules, il ne resterait rien d'autre à faire que de reconnaître ouvertement que le programme socialiste, construit sur les contradictions internes de la société capitaliste, s'est avéré une pure utopie ! »

Par-delà le langage mystique, notre espoir de 1938 reposait sur ce qui nous apparaissait évident : à un moment où l'humanité aurait à choisir entre la civilisation et la barbarie, elle ne pourrait pas choisir la barbarie. Malheureusement, de même que le comportement des individus est rarement guidé par la raison, l'évolution des sociétés est loin d'être rationnelle. La fin du XX^e siècle en multiplie les preuves atroces.

Dès 1989, le processus d'effondrement s'accélère dans tous les pays qui avaient constitué le camp socialiste. Non pas une explosion, mais une implosion.

Aucune révolution politique ne permet d'éviter le passage par l'économie de marché. En Chine, la nomenklatura a réussi à écraser la révolte de Tien An Men, mais elle développe le « socialisme de marché ». Tout ce qui reste du prétendu socialisme, c'est la violence de la dictature.

L'implosion du « socialisme réel » confirme l'analyse de *Ces pays que l'on dit socialistes*. Mais ce qui est mis en cause, ce n'est pas seulement le stalinisme, « le socialisme de caserne » pour reprendre l'expression de Kuron. C'est aussi l'illusion que la société socialiste peut naître grâce aux forces de la révolution prolétarienne — une Histoire-Providence qui investissait de pouvoirs magiques un prolétariat mythique confiant sa propre direction à un parti éclairé par l'idéologie marxiste.

Mon fils adoptif

De ce rêve, je me réveille à la fin de ma vie. Renonçant à faire le bonheur de l'humanité, je consacre les quelques années qui me restent à essayer de protéger quelques individus. Je veux m'occuper davantage de mes enfants. Pour le moment ils sont loin. Jean-Loup a trouvé une compagne que je trouve merveilleuse : Catherine. Ils vivent malheureusement à Paris. Sylvie a quitté Nice, elle aussi. La villa Palmyra est désormais trop grande. J'héberge des jeunes délinquants ou des jeunes menacés par la délinquance, dont certains me sont confiés par le juge des enfants. La plupart se tirent d'affaire et vivent une existence « normale ». Une seule fois, l'un d'eux a profité de ma confiance pour piller la maison que je lui avais confiée.

Parmi ces sauvetages, l'un d'eux m'a procuré une joie durable. Le foyer des jeunes délinquants m'avait confié un jeune garçon dont l'enfance avait été atrocement malheureuse. Philippe Duguet a réussi à remonter la pente et à éviter la dérive. Il a pris conscience grâce à la chaleur de mon propre foyer, à mon amitié, et surtout en s'investissant dans l'action politique révolutionnaire : sa situation personnelle s'inscrivait dans une cause sociale dont le combat forgeait sa propre identité. Devenu plombier, il a préféré un métier qui le confrontait à la misère humaine : il a réussi à devenir infirmier, cadre infirmier et à passer une licence des sciences de l'éducation. Je le considère comme mon fils adoptif.

Même si elle est fondée sur une illusion, l'action collective a ainsi souvent été positive. Comme des milliers d'hommes et de femmes de mon temps, je lui ai tout sacrifié. Mais peut-on parler de sacrifice ? La vie, en elle-même, n'a aucun sens. L'action révolutionnaire a donné un sens à ma vie.

Je ne regrette rien. Surtout de ne pas avoir poursuivi des ambitions politiciennes. Je tire une satisfaction de n'avoir jamais agi par intérêt personnel, ni écrit pour justifier des palinodies. J'ai vu se succéder au pouvoir nombre de mes anciens amis dans les gouvernements de Mitterrand. Je ne les ai jamais enviés. Mais peut-on se vanter de ne pas s'être sali les mains quand on est resté loin du chantier ? Reste à savoir si le chantier n'est pas aussi ailleurs que dans les allées du pouvoir. Un des événements qui a le plus marqué la société du XXe siècle est, sans doute, la révolution manquée de Mai 1968, à la poursuite de ses chimères. Je suis satisfait d'avoir participé à la poussée collective qui a descellé les pierres du passé.

En cette fin du XXe siècle, à l'aube du troisième millénaire, les jeunes se méfient des idéologies dont ils ont constaté les dégâts. Ils considèrent les gens des générations précédentes comme des dinosaures dont l'espèce est en voie d'extinction. Mais qu'ils se méfient des apparences ! Jamais les idéologies rétrogrades et sanglantes n'ont connu autant de violence. Le temps est, je crois, venu d'une nouvelle utopie

réaliste qui permettra peut-être à la nouvelle civilisation en gestation de favoriser l'humanisation de l'humanité. Qui sait si une nouvelle race de dinosaures ne verra pas le jour ?

Quelques ouvrages de référence

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, tome 23, Éditions ouvrières, Paris, 1984.

Fred Zeller, *Trois Points c'est tout*, EDI club Rombaldi, Paris, 1977.

André Essel, *Je voulais changer le monde*, Éditions Stock, Paris, 1985.

Marc Heurgon, *Histoire du PSU*, Éditions La Découverte, Paris, 1994. *Archives d'espoir : 20 ans de PSU (1960-1980)*, Éditions Syros, Paris, 1988. Jean Rabaut, *Les Gauchistes français, 1929-1939*, Denoël, Paris, 1974. Jean-Pierre Rioux, *Révolutionnaires du Front populaire, 10-18*, Paris, 1973. Laurent Schwartz, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Éditions Odile Jacob, Paris, 1997.

La Vérité, 1940-1944, fac-similé, EN, Paris.

NOMS CITÉS

Liste des noms de personnes citées dans l'ouvrage
dont une notice biographique se trouve dans le cédérom *Le Maitron,*
Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français

ABRAHAM Lucienne (dite MESTRE Michèle)	COURDAVAULT René CRAIPEAU Élie CRAIPEAU Léa
ALAIN (CHARTIER Étrille, dit) ALVERGNAT Louis	CRAIPEAU Maria CRAIPEAU Yvan
ATLAN Jean	CREVEL René
AUDRY Colette	DAVANNE Victor
BADIOU Raymond	DECHÉZELLEFS Yves
BARBÉ Henri	DEMAZIÈRE Albert
BAREL Virgile	DEPREUX Édouard
BARTA (KORNER David)	DESPALLIERES Jeanne
BAUFRÈRE Marcel	DOMERCQ André
BAYET Albert	DORIOU Jacques
BEAU Laurent	DUBOIN Jacques
BEAUSSIER Jean	DURET Jean
BLASCO (TRESSO Pietro)	EGGENSCHWILER Pierre, (dit Régnier)
BLEIBTREUMarcel	ÉLUARD Paul
BLIN Roger	ESSEL André
BLONCOURT Élie	FAURE Paul
BLUM Léon	FAURE Sébastien
BLUMEL André	FAY Victor
BOUGLÉ Celestin	FEYGENBAUM Claire, (dite Louise)
BOURDET Claude	FILIÂTRE Roland
BRAUDO Michel	FILIÂTRE Yvonne
BRESSLER Robert	FRANK Pierre
BRETON André	GIBELIN Marcel
BRUHAT Jean	GIDE André
CAPITANT René	GIONO Jean
CASANOVA Danielle	GUÉRIN Daniel
CÉLOR Pierre	GUILLOU Edmond GUYOT
CHARON Gaston, (dit NOCHER Jean) CHARPY Suzanne (CLAIR Suzanne) CHARRIÈRE Georges	Raymond HAMON Léo
CHAUVIN Jean-René	HERVÉ Pierre
CHOCHOY Bernard	HIC Marcel
COMPERE-MOREL	JACQUIER Maurice KAMOUN
CORVIN Mathias	Élie KLÉMENT
COSTES Alfred	Rudolf

KUNSTLINGER Henri, (dit Henric)
LABIN Édouard
LACROIX Maurice
LAMBERT Pierre
LANGEVIN Paul
LASTERADE de CHAVIGNY Jean
LAVAL Maurice
LE BRUN Pierre
LECŒUR Auguste
LEDUC Victor (NECHTSCHHEIN
Vladimir, dit)
MAITRON Jean
MAKAROVSKY Joseph
MALRAUX André
MARTINET Gilles
MAYER Daniel
MAZIER Antoine
MESSALI Hadj
MODIANO René
MOLINIER Henri
MOLINIER Raymond
MOLLET Guy
MONTÉHUS Gaston
NADEAU Maurice
NAVILLE Denise
NAVILLE Pierre
OSMIN Mireille
PARISOT Paul
PAZ Maurice
PÉNIN Marcel
PENNEFIER Marcel
PÉRET Benjamin
PHILIP André

PIVERT Marceau
RABAUT Jean
RAMADIER
Paul
RAPPOPORT Charles
RAYNAUD Henri
RIGAUDIAS Louis, (dit
RIGAL)
RIMBERT Pierre
ROLLAND Romain
ROSENFELD Oreste
ROSENTHAL. Gérard
ROSMER Alfred
ROUSSEAU
ROUSSET David
SADEK Abram
SANGNIER Marc
SCHULHOF Hélène
SEDOV Lev
SOUSTELLE Jacques
SOUVARINE Boris
SOUZIN Henri
STIBBE Pierre
TANGUY-PRIGENT François
THALMANN Paul
THÉRET Max
THIRION André
THOREZ Maurice
VAN HEIJENOORT Jean
VERDIER Robert
WEIL Simone
WEITZ Lucien
ZELLER Fred
ZYROMSKI Jean